

DÉBATS

de

l'Assemblée législative

17^e Législature — 1^{re} session

Vol. 1 – Séances du 10 janvier au 28 février 1928

1928

Texte établi par Josée Levasseur

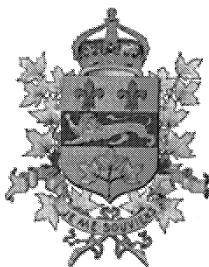
Orateur : l'honorable Hector Laferté

DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

17e Législature – 1re session

Vol. 1 - Séances du 10 janvier au 28 février 1928

1928



DÉBATS

de

l'Assemblée législative

17^e Législature — 1^{re} session

Vol. 1 – Séances du 10 janvier au 28 février 1928

1928

Texte établi par Josée Levasseur

Québec

Section de l'indexation et de l'édition des débats reconstitués

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

2010

Éléments de catalogage

Québec (Province). Législature. Assemblée législative.

Débats de l'Assemblée législative. -- 1ère législature,
1ère session (1867/68)- -- Québec: Assemblée nationale,
Journal des débats, 1974-
v.

Texte établi par Marcel Hamelin... [et al.].

Les années 1877-1892/93 ont été compilées et publiées par
G.-Alphonse Desjardins sous le titre: Débats de la législature
provinciale de la Province de Québec.

Le titre varie légèrement, 1897/98-1906: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

Éditeur varie.

1. Québec (Province). Législature. Assemblée législative -
Compte rendu des débats. 2. Québec (Province) - Politique et
gouvernement. I. Hamelin, Marcel, 1937- . II. Québec
(Province). Bibliothèque de l'Assemblée nationale. Service de la
reconstitution des débats. III. Québec (Province). Assemblée
nationale. Journal des débats. IV. Titre.V. Titre: Débats de
l'Assemblée législative du Québec.

328.714/02

A11A8/A22

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

Direction:	Jean Chabot
Recherche et reconstitution:	Josée Levasseur
Introduction :	Aryane Babin
Traduction:	Mathieu Boily Marcelle Tardif
Révision et édition:	Michel Rhéaume Donald Chouinard Marie Auger
Indexation:	Monique Fortier
Collaboration:	Marie Auger Danielle Bernier Christian Blais Marthe Bussièrès Rénald Buteau Gilles Gallichan Louise Ouimet Jocelyn Saint-Pierre Réjeanne Trépanier Journal des débats

Tous droits réservés

Dépôt légal – 3^e trimestre 2010

Bibliothèque et Archives nationales Québec

ISBN 978-2-551-23965-8

ISSN 0847-4273

15 \$

Note de l'éditeur

Les débats reconstitués de l'Assemblée législative et les introductions historiques sont diffusés dans leur intégralité sur le site web de l'Assemblée nationale du Québec. Malgré tout le soin apporté à la rédaction de ces débats reconstitués, des erreurs, omissions ou imprécisions ont pu se glisser dans le texte. L'Assemblée nationale se réserve le droit de valider tout errata qui lui sera éventuellement soumis.

L'Assemblée nationale corrigera le texte de la version web en priorité et ne prend aucun engagement pour ce qui est de la version imprimée. En cas de divergence entre la version imprimée et la version web, cette dernière prévaudra.

Pour nous contacter : reference@assnat.qc.ca

Introduction historique

Le monde, le Canada et le Québec en 1928

Dix ans après la fin de la Grande Guerre, le Québec s'est remis des difficultés infligées par ce conflit. En 1928, les « années folles » battent leur plein et l'économie tourne à plein régime. Aucun signe ne laisse présager le krach boursier de l'année suivante.

Aux États-Unis, dès le mois d'août, une flambée boursière, causée par un abaissement des taux d'escompte, déclenche une vague de hausses des titres boursiers. La prospérité économique crée une poussée spéculative, notamment sur les actions industrielles. Et, tandis qu'une famine se déclare en Éthiopie en 1927-1928 et que la surproduction de café entraîne l'effondrement de l'économie brésilienne, Charles Lindbergh devient, les 20 et 21 mai 1927, le premier pilote à traverser l'océan Atlantique, de New York à Paris, sans escale.

Au Québec, le Parti libéral, qui domine la scène politique depuis 1897, tire avantage de la prospérité économique. Cette croissance est nourrie par la hausse des exportations et par l'augmentation des investissements étrangers dans l'exploitation des ressources naturelles de la province. De nombreuses centrales hydroélectriques et plusieurs usines de pâtes et papiers voient le jour. Les débuts de l'exploration minière engendrent la création de nouvelles villes à travers le Québec telle que Rouyn en Abitibi, fondée en 1926. Or, le développement hydroélectrique du Lac-Saint-Jean prend l'allure d'une tragédie aux printemps de 1927 et de 1928. Le rehaussement du niveau du lac, pour en régulariser le débit, inonde les terres agricoles de la région. Les agriculteurs font connaître leur mécontentement au gouvernement et demandent à la compagnie Duke-Price l'exécution de travaux de protection.

En plein essor, le développement industriel vient intensifier le mouvement d'urbanisation. Au début des années 1930, près de 60 % de la population québécoise habite dans les villes¹. Montréal est le pôle industriel dominant de la province où s'impose la production de textile, de fer et d'acier. Quant à la ville de Québec, même si sa croissance est inférieure à celle de la métropole, son développement industriel est néanmoins en constante progression grâce à la production de chaussures, de corsets et de tabac.

En 1928, le paysage politique de ces deux municipalités change. À Montréal, Camillien Houde devient maire, le 2 avril, avec une avance de plus de 20 000 voix sur le candidat sortant, Médéric Martin. Quant à la ville de Québec, Joseph-Oscar Auger est élu maire, le 20 avril, avec une majorité de 2 294 voix contre l'ancien maire Télesphore Simard².

D'importants projets sont mis en chantier pendant l'année 1928. L'Université de Montréal annonce la construction de nouveaux bâtiments sur le flanc du mont Royal et la compagnie Bell Canada installe son siège social dans la métropole. Les premières communications téléphoniques transatlantiques entre Paris et New York garantissent l'expansion de cette compagnie. L'essor industriel dans les régions se poursuit avec l'implantation de la Saint-Georges Woollen Mills à Saint-Georges de Beauce³. Parmi les premières à s'établir en Beauce, cette entreprise se spécialise dans le tissage de la laine.

Nommé archevêque de Québec le 24 février 1927, M^{gr} Raymond-Marie Rouleau est promu cardinal le 1^{er} décembre de la même année. Le discours du trône souligne l'accession au cardinalat de M^{gr} Rouleau en spécifiant que « c'est un grand honneur pour Québec ». (10 janvier) Il est le troisième Canadien français à recevoir ce titre. Le 1^{er} février 1928, c'est au tour de M^{gr} Georges Courchesne d'être désigné comme évêque du diocèse de Rimouski.

Le 30 juillet 1927, les deux fils du roi Georges V, les futurs Édouard VIII et Georges VI, sont en visite à Québec. Ils sont accompagnés par le premier ministre de la Grande-Bretagne Stanley Baldwin. Aux frais de la province, les notables invités dînent au Château Frontenac et sont reçus à Spencer Wood, résidence du lieutenant-gouverneur Narcisse Pérodeau. Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre de la province, annonce pendant le discours d'ouverture de la session de 1928 que « ces distingués visiteurs ont été l'objet d'un accueil très sympathique, et notre population a tenu à leur montrer combien elle reste attachée aux institutions qui régissent notre pays ». (10 janvier) Le but de ce voyage était de renforcer les liens britanniques au Québec et dans le dominion.

Sur le plan culturel, Ferdinand Buisson, fondateur et président de la Ligue des droits de l'homme, et Ludwig Quidde, délégué à de nombreuses conférences de paix, se partagent le prix Nobel de la paix en 1927. Aucun prix n'est attribué l'année suivante. Au Québec, la richesse de la production littéraire se manifeste davantage par des essais. Le poète Robert Choquette se démarque avec son premier recueil *À travers les vents*. En chanson, Mary Travers, surnommée La Bolduc, entame sa carrière. La chanteuse gaspésienne se distingue avec sa turlutte et ses textes humoristiques qui évoquent la vie quotidienne des Québécois. Elle est la première auteure-compositrice-interprète québécoise à vivre de son métier.

Les élections générales du 16 mai 1927

La tenue d'élections est décrétée le 19 avril 1927. La campagne électorale est de courte durée et donne lieu, tout de même, à de vives attaques. Forts des réalisations des sept dernières années, avec Louis-Alexandre Taschereau comme chef, les libéraux au pouvoir depuis 30 ans sont confiants de remporter la victoire au détriment du Parti conservateur d'Arthur Sauvé, député de Deux-Montagnes.

Les libéraux misent sur les thèmes du progrès et de la prospérité. Premier ministre depuis 1920, Taschereau fait, dans un manifeste, le bilan des réalisations de son administration : la Commission des liqueurs (1921), la loi de l'Assistance publique (1921), les primes aux colons, la construction de ponts et de chemins de fer et le développement des ressources naturelles, particulièrement l'hydroélectricité. Pour le gouvernement, l'amélioration la plus importante est sans contredit la prise en charge, en remplacement des municipalités, de la réfection et de l'entretien du réseau routier.

Le programme des libéraux propose de poursuivre le développement intensif des ressources hydrauliques et minières; de protéger la forêt en restreignant la coupe des arbres; d'améliorer les services de l'instruction et de l'hygiène publique; de favoriser un nouvel essor à la colonisation; et de créer de nouveaux marchés pour les agriculteurs. Taschereau adresse un message spécial aux ouvriers en promettant d'apporter des modifications pour améliorer la Loi sur les accidents du travail. En substance, le premier ministre demande aux électeurs de lui accorder « un mandat pour poursuivre les politiques et les programmes précédents, avec l'assurance sous-jacente que cela assurerait la poursuite de la prospérité ⁴ ».

Pour leur part, les conservateurs tentent de montrer qu'ils sont à la hauteur malgré l'affaiblissement de leur parti depuis la mort de Jules Langlais, député de Témiscouata, et d'Arthur Plante, député de Beauharnois⁵. À cela s'ajoutent l'abandon d'Ernest Tétreau, député de Montréal-Dorion, et l'annonce de Sauvé qui déclarait que c'était sa « dernière campagne comme chef de l'opposition⁶ » s'il n'obtenait pas la majorité parlementaire.

Pire encore, les coffres du Parti conservateur sont vides et il n'est plus soutenu ni par les journaux ni par le Parti conservateur fédéral. Faisant fi de ces déboires, les conservateurs entament la course électorale avec une confiance affichée. Pendant la campagne, les bleus profèrent des attaques personnelles envers les députés libéraux, mais le manque d'organisation et d'unité se fait sentir. Les candidats conservateurs y vont également de critiques sur les politiques du gouvernement sans toutefois proposer aux électeurs de nouvelles alternatives⁷. Seule la promesse d'instaurer un système d'allocations familiales pour venir en aide aux familles nombreuses retient l'attention⁸.

Le scrutin se tient le 16 mai 1927. Les résultats des élections générales accordent une victoire écrasante au Parti libéral. Le gouvernement Taschereau obtient 60,7 % des votes contre 32,1 %. Sur un total de 85 sièges à l'Assemblée législative, 75 sièges seront occupés par les libéraux, soit 13 de plus qu'aux élections de 1923 (six à Montréal, trois à Québec en plus des comtés de Beauharnois, de Joliette, de Soulanges et de Témiscouata). Trois comtés libéraux sont perdus au profit de l'opposition (Hull, Trois-Rivières et Montréal-Dorion). La Chambre compte aussi un seul député ouvrier en la personne de William Tremblay qui représente le comté de Maisonneuve.

La défaite conservatrice est qualifiée de « catastrophe » et de « tragédie »⁹ par *Le Soleil*. L'opposition est réduite à neuf membres et enregistre des défaites cuisantes avec la perte de « ses têtes les plus vigoureuses¹⁰ » dans les comtés tombés aux mains des libéraux. Seuls les comtés de

Montréal-Saint-Georges, avec Charles-Ernest Gault, de Deux-Montagnes, avec Arthur Sauvé, et de Westmount, avec Charles Allan Smart, demeurent des châteaux forts conservateurs. Quant aux six autres comtés devenus conservateurs - Montréal-Dorion, Sherbrooke, Trois-Rivières, Hull, Montréal-Verdun, Laval –, ils oscillaient à chaque élection entre les libéraux et les conservateurs. Un mot également sur Maurice Le Noblet Duplessis, élu dans la forteresse libérale de Trois-Rivières. Ce jeune député de 37 ans aura un bel avenir politique. En 1936, il deviendra premier ministre et laissera sa trace dans l'histoire du Québec.

Tout au long de la session de 1928, les députés du Parti conservateur sont malmenés par ceux du Parti libéral qui ne ratent aucune occasion pour ramener sur le tapis la cuisante défaite de l'opposition. Le gouvernement insiste notamment sur l'affirmation du chef de l'opposition, Arthur Sauvé, qui avait annoncé sa démission dans l'éventualité où son parti ne prendrait pas le pouvoir. Fort et confiant, Taschereau y va de commentaires ironiques :

Vous vous rappelez sans doute l'émotion qui nous étreignait, l'année dernière [...] lorsque des voix inspirées nous lançaient des phrases aussi foudroyantes que celle-ci : "... l'année prochaine, quand nous serons au pouvoir..." [...] Jamais le Parti libéral n'a remporté un plus grand triomphe dans notre province. [...] Loin de moi l'idée de vouloir nous montrer arrogants dans la victoire. Il me sera bien permis, toutefois, de la souligner et d'étudier non seulement les causes de notre succès, mais aussi celles de la défaite la plus humiliante que le Parti conservateur ait essuyée dans notre province. Son demi-succès de 1923 avait réveillé des espérances. La débâcle de 1927 n'en laisse plus. Où sont aujourd'hui ces farouches apôtres de toutes les vertus politiques? [...] Je les cherche vis-à-vis de nous, et j'aperçois les places laissées vides par ces preux qui ne respectaient pas plus la vie privée de leurs adversaires que leurs actes publics et qui s'en faisaient des jouets soumis aux caprices de prétendues nécessités politiques. Heureusement, le peuple est bon. Il est honnête. Il sait flétrir aussi bien qu'il sait récompenser. (12 janvier)

Face à la défaite, Sauvé affirme qu'il continuera à défendre les intérêts des électeurs qu'ils représentent : « Nous ne sommes pas nombreux dans l'opposition, mais il y a encore de notre côté des hommes capables de faire leur devoir et de défendre vaillamment leur drapeau. » (12 janvier)

Controverse électorale dans Montréal-Sainte-Marie

Aux élections générales, le libéral Joseph Gauthier tente de reprendre au député sortant Camillien Houde, élu une première fois en 1923, la populeuse circonscription de Montréal-Sainte-Marie. Gauthier est appuyé par le maire de Montréal, Médéric Martin, à qui Houde s'opposera l'année suivante à la mairie. Des agents électoraux, armés de cigares et de whisky, organisent la défaite du populaire « p'tit gars de Sainte-Marie » et parviennent à soulever l'enthousiasme en faveur de Gauthier¹¹.

Dès après les élections du 16 mai, certaines irrégularités sont dénoncées dans le comté. Houde éveille lui-même les soupçons lorsqu'il déclare qu'on lui a volé ses élections¹². Non sans raison car, le 12 décembre 1927, on annule l'élection de Gauthier dans Sainte-Marie parce que des agents et des représentants ont commis des manœuvres frauduleuses durant le vote. En Chambre, Sauvé précise que ce sont « certains fonctionnaires du gouvernement et des personnages importants » qui ont été mêlés à cette affaire de corruption électorale ». (1^{er} février) Et, selon l'historien Bernard Vigod, « des organisateurs libéraux de certaines circonscriptions montréalaises ont également dépassé les bornes afin d'assurer la victoire de leur candidat¹³ ».

L'élection annulée, des élections partielles sont prévues dans le comté de Montréal-Sainte-Marie pour le 28 octobre 1928. La circonscription est donc privée d'un représentant durant la session de 1928. L'opposition reproche au gouvernement de faire en sorte que Camillien Houde soit ainsi écarté de la Législature:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le public sait que le gouvernement recule devant la perspective d'une victoire certaine de l'opposition. Il ne veut pas que Camillien

Houde vienne siéger au cours de la présente session. En fait, il est impératif qu'il en soit exclu à tout prix. [...] Le gouvernement recule devant la perspective d'une élection qui se soldera par une victoire de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): [...] Nous tiendrons l'élection de Sainte-Marie quand nous aurons le temps d'aller expliquer notre politique à l'électorat de Montréal. Je suis certain que les électeurs rendront un verdict favorable au gouvernement. La province se débrouillera très bien sans M. Houde. (1^{er} février)

Les parlementaires

À l'ouverture de la session le 10 janvier 1928, la présidence de l'Assemblée législative est confiée au député de Drummondville, Hector Laferté. Signalons que 26 nouveaux députés en sont alors à leur première présence à titre de parlementaires. D'autres changements viennent modifier la composition de l'Assemblée législative. Le 9 juin 1927, le député de Kamouraska, Nérée Morin, décède tandis que dans le comté de Portneuf, Édouard Hamel quitte ses fonctions pour devenir registrateur de la division d'enregistrement de Portneuf. Ces deux départs forcent la tenue d'élections partielles le 31 octobre 1927. Les libéraux Pierre Gagnon et Pierre Gauthier sont respectivement élus dans ces comtés.

Louis-Alfred Létourneau, député de Québec-Est, et Joseph-Édouard Caron, député des Îles-de-la-Madeleine, sont nommés au Conseil législatif. Caron continuera tout de même à diriger le département de l'Agriculture depuis la Chambre haute. Le siège de Létourneau, député de Québec-Est, demeure quant à lui vacant jusqu'aux élections partielles prévues le 24 octobre 1928.

Le Conseil législatif de 1928, comparativement à celui de 1927, n'a plus de sièges vacants, les divisions de Lanaudière et de Salaberry ayant été comblées par les libéraux Gaspard De Serres et Raoul Grothé. Le Parti conservateur y est peu représenté : sur un total de 24 sièges, deux sont occupés par les conservateurs Thomas Chapais et Jean Girouard. Les libéraux siègent donc majoritairement au Conseil législatif et à l'Assemblée législative.

Aucun changement à noter au sein du Conseil des ministres. Le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau cumule toujours les fonctions de procureur général et de ministre des Affaires municipales. Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture, Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts, Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail, Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, et Joseph-Léonide Perron, ministre de la Voirie, conservent tous leur portefeuille, tout comme le secrétaire Athanase David ainsi que le trésorier Jacob Nicol. Il en va de même pour les quatre ministres sans portefeuille.

Taschereau et le Parti libéral

Élu pour la première fois en 1900 dans le comté de Montmorency, Louis-Alexandre Taschereau est réélu sans opposition pour un huitième mandat au printemps de 1927. À l'aube de ses 61 ans, le chef libéral entreprend la session avec confiance puisque son œuvre a reçu, dit-il, « le sceau de l'approbation populaire ». (31 janvier) Forts de leur majorité, les libéraux associent leur victoire à leur politique progressiste. L'historien Robert Rumilly attribue plutôt cette victoire à « leur maîtrise des manœuvres électorales¹⁴ ».

Bien sûr, le leadership de Taschereau n'est pas remis en question par les ministériels. Ses députés lui rendent hommage et saluent sa « clairvoyance » et sa « perspicacité ». (11 janvier) Ils reconnaissent en lui un grand premier ministre¹⁵. Ses pairs le considèrent comme un bourreau de travail, comme un homme qui consacre de longues heures à la chose publique¹⁶. Même le chef de l'opposition reconnaît « que l'honorable premier ministre est plus éloquent » que lui. (2 mars)

Dès le début de la session, Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, se prononce sur les principales préoccupations qui guident le gouvernement libéral:

Ce qui a fait notre triomphe le 16 mai dernier et ce qui a triomphé depuis 1920, c'est la politique constructive du gouvernement Taschereau, c'est notre politique d'action, politique de réalisation constante qui a donné quelque chose à la province. [...] De sages mesures furent adoptées pour venir au secours de l'agriculture et de la colonisation menacées. Pour donner du travail aux ouvriers, l'on prit l'initiative de développer les ressources naturelles de la province, afin de créer de nouveaux revenus et aussi de créer de nouveaux centres industriels. La création de nouveaux centres industriels a assuré du travail à nos ouvriers, l'ouverture de marchés pour les produits agricoles où les cultivateurs pourraient vendre aisément leurs produits. La tâche fut ardue, mais elle a pleinement réussi. Elle a paralysé l'exode des nôtres. Le gouvernement donna aussi une sage loi des liqueurs à la province et résolut ainsi le difficile problème de l'alcool. Par sa politique de voirie, il créa le tourisme et soulagea les municipalités par sa loi de l'assistance publique, il sauva nos hôpitaux de la pénible position où ils se trouvaient. [...] C'est cette politique que le peuple a approuvée le 16 mai dernier. (17 janvier)

Depuis le début du XX^e siècle, les libéraux ont mis en place de nouvelles politiques économiques où l'investissement de capitaux étrangers et la grande entreprise deviennent des alliés. S'inscrivant dans la continuité de Simon-Napoléon Parent et de Lomer Gouin, Taschereau priorise le développement industriel de la province. Cette politique est facilitée par la proximité du premier ministre avec le milieu des affaires¹⁷.

L'exploitation des richesses naturelles est certainement le fer de lance de la politique du Parti libéral. Selon le premier ministre, c'est le domaine qui a connu « le développement le plus merveilleux » des dernières années, notamment les forces hydroélectriques. (12 janvier) Taschereau compte bien poursuivre également le développement de l'éducation et de la voirie, préconisé par Gouin.

En ce qui concerne les relations fédérales-provinciales, Taschereau affirme que « l'unité nationale ne peut être obtenue qu'en respectant l'autonomie provinciale », notamment en matière de richesses naturelles, de canalisation du Saint-Laurent, de pêcheries et d'impôts¹⁸. (12 janvier) En revanche, les libéraux ne se préoccupent pas d'empiéter sur l'autonomie des municipalités. Le politologue Vincent Lemieux commente l'attitude de Taschereau en regard du pouvoir des municipalités :

Tout se passe comme s'il voulait les endetter pour mieux les dominer. À la fin de la période 1920-1936, le Québec est la seule province où la dette municipale dépasse sensiblement la dette provinciale [...]. La loi de l'Assistance publique de 1921 est conforme à la façon d'agir du gouvernement. Il promet de déboursier le tiers des frais engagés par l'hospitalisation des indigents. Les municipalités et les communautés religieuses doivent se partager le reste. La création de la Régie de la voirie et celle de la Commission municipale soumettent les municipalités endettées au contrôle du gouvernement qui peut, par l'intermédiaire de ces organismes, leur refuser des travaux d'amélioration des chemins ou encore des emprunts¹⁹.

Sur la question de l'amélioration des conditions des ouvriers en matière d'accidents du travail, le parti prévoit la mise en place d'« un système qui rencontre à la fois les vues des patrons et des ouvriers ». (12 janvier) Le problème de l'hygiène publique est pris en considération par l'équipe libérale avec l'instauration d'un service de premier ordre pour combattre plus efficacement les épidémies comme celle survenue à Montréal au printemps de 1927.

À la même époque, les relations de l'État avec l'Église sont parfois houleuses. Car les nouvelles politiques libérales en matière d'assistance et d'hygiène publiques empiètent sur un domaine traditionnellement pris en charge par l'Église. Sur la question de l'observance du dimanche, au moins, Taschereau rejoint les volontés ecclésiastiques : « Ajouterai-je que le gouvernement de Québec croit que le respect du dimanche est essentiel à notre vie chrétienne et nationale, que ceux qui le transgressent sapent la société et nos croyances à la base même, et que tous doivent s'efforcer de porter remède au mal. » (12 janvier)

En matière législative, la 1^{re} session de la 17^e Législature en est une, somme toute, faite de prudence sur les plans social et économique. Le mot d'ordre reste encore de faire place aux capitaux étrangers et de permettre le développement industriel.

Sauvé et le Parti conservateur

Journaliste de son métier, Arthur Sauvé, qui a 53 ans en 1928, est le chef du Parti conservateur depuis 1916. Député du comté de Deux-Montagnes depuis 1908, il est considéré comme un chef combatif, mais qui a de la difficulté à s'imposer. Comme il est à la tête d'un parti amaigri, la session de 1928 en est une de peu d'éclat et de rebondissements pour les conservateurs. Selon l'hebdomadaire libéral *Le Clairon*, ajouté à l'impopularité de Sauvé²⁰, l'opposition est divisée, « à court d'idées et dispose de moyens limités²¹ ».

Au lendemain des élections, lorsque Sauvé prend connaissance des résultats décevants, il annonce qu'il démissionnera comme prévu. La fragile situation du parti d'opposition ne se prête pourtant pas à un changement de chef et c'est pourquoi les conservateurs lui demandent de demeurer en poste; du moins, jusqu'au prochain congrès provincial du parti ou jusqu'après la présente session²². En dépit de la défaite et sous la pression de ses collègues, Sauvé reste à la tête du parti. En Chambre, il avoue que l'insistance de ses collègues de l'opposition l'a « forcé à occuper ce siège durant cette session ». (12 janvier) Quelle que soit la délicatesse de la tâche, poursuit-il, « je l'accepte en considération de mes collègues qui m'honorent de leur confiance ». Le député de Sherbrooke, Armand-Charles Crépeau, qualifie le geste de son chef d'« acte de courage » et, durant la session, les conservateurs ne toléreront pas « qu'il soit calomnié » sans y opposer toute leur « indignation ». (17 janvier)

De toute manière, qui aurait bien pu le remplacer? Camillien Houde était un candidat potentiel, mais il avait été défait à l'élection de 1927. Le nouveau député de Trois-Rivières, Maurice Le Noblet Duplessis? Il manquait encore d'expérience parlementaire²³ et sur les neuf députés conservateurs qui composent l'opposition, quatre en sont à leur première expérience en Chambre.

Les libéraux reprochent aux bleus de ne pas avoir de programme. Sauvé s'en défend. Il présente les grandes idées de son parti : réclamation d'un inventaire des ressources naturelles; recommandation de la création d'une commission d'étude économique indépendante du gouvernement; protection du capital canadien et des industries canadiennes; organisation des pouvoirs d'eau de manière à fournir l'électricité à bon prix; soutien aux petites industries; octroi d'un crédit rural; entretien des chemins améliorés aux frais de l'État; respect de l'autonomie des municipalités; établissement d'une commission pour encadrer les accidents du travail; et tenue d'élections à date fixe. « Voilà ce que nous avons prêché, clame Sauvé, et nous aurons au cours de la session l'occasion de discuter chacun de ces articles avec preuve à l'appui de ce que j'affirme hautement. » (12 janvier) Et, très souvent, l'opposition reproche au gouvernement d'utiliser les idées qu'ils préconisent, ce à quoi Taschereau répond en souriant : « Vous pensez et nous exécutons. » (19 mars)

En Chambre, les interventions de Sauvé se font rares et discrètes. Pour sa part, Duplessis se fait déjà remarquer. Il s'impose par l'aisance de ses discours et par son sens de la répartie. Le premier discours qu'il prononce en Chambre, en tant que député, est salué non seulement par ses collègues, mais aussi par les membres de la Tribune de la presse. *Le Devoir* annonce en première page que Duplessis a prononcé « le meilleur discours²⁴ » depuis le début de la session. Au dire du correspondant du *Droit*, il a fait une « brillante entrée en scène » et il s'est senti « comme chez lui²⁵ » à l'Assemblée législative. *L'Action catholique* mentionne qu'il a abordé tous les sujets « avec souplesse et vigueur » et qu'il a trouvé des « expressions d'un bel effet oratoire²⁶ ». Lorsqu'il intervient en Chambre, selon *La Presse*, il utilise l'humour, ce qui l'empêche de trop prendre les choses au tragique²⁷. *La Tribune* annonce même que Duplessis « sera une force pour l'opposition²⁸ ».

En substance, Duplessis reproche au gouvernement de ne pas donner à son parti le crédit qu'il mérite et il réclame le respect. Il assure ensuite son auditoire que :

l'opposition fera tout son devoir en respectant toutes les personnes, pour ne voir que le bien de la province.[...] Nous voulons appuyer le gouvernement dans

toutes les questions qui sont de l'intérêt de la province. Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement pour faire de bonnes lois. Nous ne voulons pas faire d'opposition systématique, pour le simple plaisir de faire de l'opposition, mais, lorsque le gouvernement proposera des mesures contraires à l'intérêt de la province, nous l'attaquerons sans peur et sans faiblesse. (19 janvier)

Sinon, dans l'ensemble, la faiblesse des conservateurs en Chambre se reflète dans la nature de leurs interventions. *Le Soleil* résume bien la situation de l'opposition au lendemain de la prorogation : « Plusieurs fois, elle a dû approuver les mesures ministérielles, et si elle a élevé la voix contre des points de détail, elle n'a pas pu une seule fois attaquer un point essentiel de la politique libérale.²⁹ »

Le discours du trône

Le 10 janvier 1928, le lieutenant-gouverneur Narcisse Pérodeau convoque les membres des deux Chambres pour lire le programme législatif du gouvernement. Après avoir souhaité la bienvenue aux nouveaux députés, Pérodeau brosse un portrait positif de la dernière année. La bonne administration, les réalisations antérieures et la prospérité générale dans la province teignent le discours : « La dernière récolte a été l'une des plus considérables [...] Notre essor industriel s'est également accentué [...] Les primes de défrichement et de premier labour ont produit d'excellents résultats, et la colonisation s'est poursuivie activement. Nos régions minières ont révélé une richesse inespérée. »

On apprend que deux importants rapports seront soumis aux députés, au cours de la session, l'un concernant l'incendie du Laurier Palace et l'autre référant à l'enquête sur les écoles catholiques de Montréal. Après quoi, le lieutenant-gouverneur réclame l'intérêt de la Chambre pour résoudre trois questions primordiales :

Nos ouvriers désirent, relativement aux accidents survenant au cours de leur travail, une loi de compensation plus généreuse que celle qui les régit maintenant. [...] Indemniser généreusement l'ouvrier sans nuire à l'industrie, telle est l'idée maîtresse qui a présidé à la rédaction de la nouvelle loi que vous serez appelés à étudier. Mon gouvernement attache une importance souveraine à l'hygiène publique et en donnera de nouveau la preuve. Il est du devoir de tous de travailler à améliorer les conditions hygiéniques, pour conserver nos jeunes enfants et protéger notre population contre les maladies contagieuses. L'établissement d'un crédit agricole, en coopération avec le gouvernement fédéral, démontrera l'intérêt constant que mon gouvernement porte à la population rurale. [...] Une loi destinée à favoriser le rapatriement des Canadiens émigrés aux États-Unis vous sera soumise [...].

Anatole Plante – le député qui a défait le député conservateur sortant de Montréal-Mercier – ouvre le débat sur l'adresse avec un discours « sobre, mais très bien fait³⁰ ». Débordant d'enthousiasme, il dresse un portrait positif du gouvernement libéral : « Notre état financier est excellent, notre situation économique admirable, notre développement dans toutes les sphères de l'industrie remarquable. Tout est merveilleux en tout et partout. » (11 janvier)

De son côté, l'opposition écorche les projets proposés par les libéraux sans toutefois les désapprouver. Cette « lutte courtoise³¹ » entre l'opposition et le gouvernement se poursuit durant plus de deux semaines et, le 24 janvier, l'adresse est adoptée.

Les finances publiques

Le 31 janvier 1928, l'honorable Jacob Nicol prononce le 31^e discours consécutif sur le budget du Parti libéral et son septième discours en tant que trésorier de la province. Il amorce son allocution en soulignant le « progrès extraordinaire » du Québec dans tous les champs d'activité, particulièrement dans le domaine des forces hydrauliques ainsi que dans l'industrie de la pulpe et

du papier. Avant de passer en revue l'état des finances, il prononce un conseil annonciateur aux investisseurs concernant l'augmentation de la spéculation :

La présente année a été une année de spéculation extraordinaire. La hausse étonnante de certains stocks a entraîné aux spéculations de la Bourse plusieurs personnes qui d'habitude ne spéculent pas. Si je puis leur donner un conseil, je leur dirai: « Que ceux qui n'ont pas le moyen de supporter une perte se méfient des expériences du passé. » (31 janvier)

Le trésorier atteste ensuite de la prospérité en reprenant les données de l'année fiscale 1926-1927, et ce, pour mettre en évidence les surplus dont la province a profité. Le gouvernement prend soin de maintenir et de présenter les excédents budgétaires puisque c'est le « gage d'une saine administration³² ». Comme l'avait annoncé Taschereau dans son discours sur l'adresse, « le premier souci du gouvernement a toujours été d'équilibrer son budget et de pratiquer de la saine finance, ce qui est la base d'une bonne administration ». (12 janvier) En affirmant que l'année qui vient de se terminer en est une « dont il faut se souvenir », Nicol veut, lui aussi, montrer que les finances de la province sont en excellente condition.

Les revenus et les dépenses ordinaires ont dépassé les prévisions. L'excédent s'élève à un peu plus de 1,8 million de dollars, comparativement à la prévision d'environ 255 000 \$. En réponse aux critiques de l'opposition qui affirme que le montant de la dette s'élève à 68,7 millions de dollars, le trésorier établit plutôt son montant à 58,8 millions, soit près de 10 millions de moins.

Pour l'année fiscale qui se termine le 30 juin 1928, le budget offre peu de détails. Aucun chiffre n'est mis en évidence par le trésorier sinon que jusqu'au 31 décembre 1927, les recettes provenant des revenus ordinaires sont satisfaisantes et que les gains prévus seront probablement excédentaires d'ici à la fin de l'année fiscale. Le trésorier prévoit un accroissement sur les prévisions des dépenses ordinaires et extraordinaires. Nicol espère que l'augmentation des dépenses sera comblée par la hausse des revenus.

Quant aux prévisions pour l'année fiscale 1928-1929, le trésorier estime les revenus ordinaires à environ 27,8 millions de dollars et les dépenses ordinaires à 27,5 millions de dollars. Un surplus probable de 350 000 \$ est annoncé.

La majeure partie de l'assiette fiscale sera consacrée à la Voirie et à la politique des Bons chemins avec 6 millions de dollars, soit 21 % des dépenses ordinaires. De plus, la province sera appelée à effectuer des travaux majeurs pour reconstruire plusieurs routes, ponts et ponceaux qui ont été endommagés par les pluies abondantes. Ensuite, 4,5 millions de dollars (17,6 % du budget) seront consacrés au remboursement de la dette publique. Les autres dépenses majeures seront l'Instruction publique et l'Administration de la justice avec près de 2 millions de dollars chacun (9,6 %). Le même montant est alloué pour les ministères des Terres et Forêts et de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries. Ces deux secteurs bénéficient de ces sommes puisqu'ils font partie, dit-on, des priorités du gouvernement Taschereau pour 1928.

Les seules critiques conservatrices portent sur le montant réel de la dette et, le plus souvent, le débat sur le budget reprend les mêmes sujets entendus durant l'adresse. Après deux semaines de pourparlers sans agitation, donc, le budget est adopté le 15 février.

Les faits marquants de la session

Au total, sur les 186 projets de loi présentés à l'Assemblée législative, 160 sont sanctionnés par le lieutenant-gouverneur. Le 15 mars, soit sept jours avant la prorogation, un nouvel horaire est adopté, vu la charge de travail qu'il reste à abattre. Les députés vont siéger trois séances par jour de même que le samedi et le lundi. Or, la hâte d'en terminer abrège les débats³³.

La session parlementaire de 1928 a donné lieu à l'accomplissement d'un travail législatif appréciable de la part des députés. La Loi sur les accidents du travail, la loi sur l'âge d'entrer dans les cinémas et l'ouverture de ceux-ci le dimanche ont retenu l'attention de la Chambre.

Les conservateurs, qui s'approprient la plupart du temps les idées des libéraux, critiquent parfois les projets de loi, en soulevant des interrogations ou encore en proposant des amendements. Mais l'accord des conservateurs sur les principes des lois proposées, couplé par leur faiblesse numérique et par le manque d'expérience des nouveaux élus, a contribué au déroulement rapide des travaux législatifs. Les débats de la session se sont donc effectués dans une relative bonne entente entre les deux partis.

La conférence interprovinciale de 1927

Convoquée par le premier ministre libéral William Lyon Mackenzie King, la conférence du dominion et des provinces se tient du 3 au 10 novembre 1927. Au programme, réforme du Sénat, procédure pour amender l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB) et questions financières, sociales et économiques. Dans le discours du trône, le lieutenant-gouverneur du Québec présente la vision des libéraux en ce qui a trait aux relations interprovinciales : « Mon gouvernement croit que le facteur qui assurera le mieux l'unité canadienne et qui sauvegardera l'avenir du Canada réside dans le respect de l'autonomie provinciale et dans la fidélité à l'esprit, comme à la lettre, du pacte fédératif. » (10 janvier)

Les vues de Taschereau sur la question des droits provinciaux sont bien connues³⁴. Les libéraux étaient déterminés à garantir l'intégrité des lois et l'entière liberté constitutionnelle qu'assure le pacte fédératif de 1867.

Au premier chef, le gouvernement hésite à participer au programme fédéral des pensions de vieillesse parce que, selon Taschereau et Nicol, le Québec serait pénalisé sur le plan financier. Adopté en 1927, ce programme fédéral prévoit le partage des coûts des pensions entre les provinces et Ottawa. Taschereau refuse d'y participer pour trois raisons : « les pensions de vieillesse sont de compétence provinciale et le fédéral ne devrait pas légiférer en ce domaine; une telle mesure obligerait le gouvernement québécois à augmenter ses impôts pour acquitter sa part; enfin, une telle loi minerait la charité privée et risquerait d'encourager l'irresponsabilité des individus³⁵ ».

L'opposition réclame l'adhésion de la province à ce programme. Elle affirme que le gouvernement prive la population de ces subventions.

Tout bien considéré, Taschereau est satisfait des discussions qui ont eu lieu lors de la conférence, même si elle se termine sans grand résultat concret³⁶.

La Loi sur les accidents du travail et la Commission des accidents du travail

Le prix du développement industriel du Québec est l'augmentation des accidents du travail et leurs tristes conséquences pour ceux qui en sont victimes. Au début du siècle, les patrons ne déclaraient pas systématiquement tous les cas d'accident. Pour être indemnisé, l'ouvrier devait recourir aux tribunaux et y faire la preuve que son employeur était responsable de l'accident. Ces procédures étaient coûteuses et la preuve difficile à faire³⁷.

Adoptée en 1909 lorsque Taschereau était ministre des Travaux publics et du Travail, la loi sur les accidents du travail consacrait le risque auquel s'expose l'ouvrier en fonction. Sous la pression des syndicats qui réclamaient davantage pour les travailleurs victimes d'accidents, le gouvernement modifie la loi en 1926. Par contre, après de nombreuses tergiversations, les ajustements prévus à la loi sont repoussés parce que, selon le premier ministre, elle « posait trop de points d'interrogation » et « les assureurs prétendirent que la loi les obligeait à imposer des taux trop élevés ». (28 février)

Pendant la campagne électorale de 1927, le gouvernement avait promis de régler la question de la Loi sur les accidents du travail. Tel qu'annoncé dans le discours du trône, le gouvernement Taschereau se penche sur la question de l'augmentation des indemnités et sur la création d'une commission. Le gouvernement propose des modifications à la loi dans le but d'« indemniser généreusement l'ouvrier sans nuire à l'industrie ». (10 janvier)

Le 28 février 1928, le député de Bellechasse et ministre des Travaux publics et du Travail, Antonin Galipeault, présente le bill 38 relatif à la réparation en matière d'accidents du travail :

Tous les frais médicaux, les frais d'hospitalisation, les frais de médecin et les frais de transport seront à la charge du patron, de sorte que l'ouvrier pourra retirer sa pleine indemnité. [...] De plus, le patron devra payer les appareils d'orthopédie. Autrefois, on accordait \$50 de frais funéraires; la nouvelle loi en accordera \$125. D'après la loi de 1926, l'ouvrier pouvait retirer soit la rente, soit le montant total de l'indemnité qui lui était accordée en cas d'accident et à sa veuve en cas de mort. [...] D'après la nouvelle loi, on adoptera le système de rentes, qui semble beaucoup plus convenable. [...] Selon la nouvelle loi, l'ouvrier recevra les deux tiers de son salaire dans un cas d'incapacité totale et permanente. Dans le cas d'incapacité partielle et permanente, l'ouvrier aura droit à une rente égale aux deux tiers du salaire annuel, payable pendant une période déterminée [...]. Ce que nous avons voulu, c'est apporter tout de suite à l'ouvrier et à sa famille l'indemnité à laquelle ils ont droit, éviter des ennuis à l'ouvrier [...].

Les conservateurs, qui critiquent les détails entourant la loi, n'osent pas se prononcer contre son principe, puisqu'ils sont eux aussi en faveur d'une meilleure protection pour les ouvriers³⁸. L'instauration d'une commission pour le règlement des indemnités aux ouvriers est également considérée, par les députés de gauche, comme un élément essentiel. Sauvé donne son appui au projet tout en affirmant que « c'est une mesure qui est réclamée depuis longtemps par l'opposition ». (28 février)

Galipeault précise le mandat de cette commission dans le bill 49 concernant la Commission des accidents du travail. Il explique la question des assurances :

Nous voulons assurer une justice rapide à l'ouvrier. En vertu de la nouvelle loi, tous les règlements et tous les ajustements seront soumis à la commission. Il ne sera pas question de tribunaux et d'avocats, et la loi dans son interprétation sera la plus généreuse qu'on puisse trouver dans toutes les provinces canadiennes. Il n'y aura pas de délai ni d'appel. [...] À propos d'assurance, [...] nous croirions rendre un mauvais service à la province en adoptant le système d'assurance collective administré par l'État. [...] L'État ne doit se substituer à l'entreprise privée que lorsque ces entreprises privées ne peuvent faire face à la situation, et encore faut-il qu'il se sente capable de faire mieux qu'elles. (28 février)

Tout au long de la session, les libéraux soutiennent que la mesure va dans l'intérêt de la province et de la classe ouvrière. Selon l'historien Bernard Vigod, l'établissement de la Commission comblait les demandes du mouvement ouvrier, puisqu'elle réglait le problème de l'assurance patronale et fournissait une protection substantielle aux travailleurs³⁹. Quant à William Tremblay, le seul représentant du Parti ouvrier, il prétend, au contraire, que les travailleurs « ne sont pas satisfaits ».

À propos du gouvernement qui ne tient pas à s'engager dans une assurance d'État, Tremblay s'interroge : « Est-ce parce qu'il y aurait des ministres intéressés dans les compagnies d'assurances? » Galipeault réplique et soulève un point d'ordre alléguant que le député de Maisonneuve ne peut faire de pareilles affirmations; l'Orateur lui donne immédiatement raison.

Téléphore-Damien Bouchard, maire et député libéral de Saint-Hyacinthe, diffère d'opinions sur les propositions de son gouvernement aux ouvriers. Dans son discours, il fait référence au modèle ontarien qu'il approuve. Il affirme que la loi québécoise est défavorable à l'ouvrier. Le député libéral d'Arthabaska et ministre Joseph-Édouard Perrault, lui reproche d'apporter des arguments « contre cette loi et en faveur d'un système semblable à celui de l'Ontario, qui ne sont pas nouveaux ». (1^{er} mars) Chose certaine, la comparaison entre la loi du Québec et celle de l'Ontario en matière d'accidents du travail est le point récurrent qui oriente la discussion.

Le 7 mars, les conservateurs votent en faveur de la motion portant sur la deuxième lecture de la loi. Quatre députés se prononcent contre : Duplessis, Joseph-Olier Renaud et les deux libéraux, T.- D. Bouchard et Victor Marchand. La troisième lecture du bill est proposée le 20 mars. L'opposition fait connaître son désaccord quatre fois durant la même journée pour que le projet soit renvoyé en comité plénier. Les motions sont rejetées chaque fois par la majorité libérale. Juste avant la levée de la séance à minuit, la motion principale est adoptée en troisième lecture par un vote de 50 contre 10. Après un long débat, la loi est finalement sanctionnée le 22 mars 1928.

La participation au crédit agricole

En 1928, près de 27 % de la population active habite sur une ferme et pratique l'agriculture. L'agriculture est encore un secteur important de l'économie, mais, par contre, le manque de ressources pour moderniser les équipements et spécialiser les récoltes se fait sentir dans les campagnes québécoises. En 1922, le gouvernement fédéral avait mis sur pied un programme de crédit agricole auquel l'administration Taschereau n'avait pas pris part, malgré les requêtes provenant du monde rural et de l'opposition.

Le crédit agricole est donc attendu dans les campagnes. Par comparaison, cette aide revêt la même importance, dans les milieux ruraux, que la Loi sur les accidents du travail dans les milieux ouvriers. En 1928, Taschereau se décide enfin de prendre part au programme fédéral de crédit agricole. À l'Assemblée législative, dans son discours sur l'adresse, Taschereau fait valoir que les :

cultivateurs ont besoin de prêts à long terme [...] pour des objets de première nécessité. Le système de prêts auquel s'est arrêté le gouvernement fédéral nous paraît pratique. La coopération du gouvernement provincial est requise, et nous sommes prêts à l'accorder de grand cœur. Nous comprenons très bien que, si forcément notre province s'industrialise, la base de notre prospérité n'en reste pas moins l'agriculture, qui est notre mère nourricière et notre source de richesse la plus sûre et la plus durable. Nous ne voudrions pas qu'il fût loisible à l'agriculteur des autres provinces d'aller puiser dans les deniers publics pour améliorer son sort et agrandir son patrimoine, tandis que l'agriculteur de Québec serait laissé à ses seules ressources. Nous espérons que le système de prêts à long terme, qui n'est pas sans présenter certaines difficultés et d'onéreuses obligations, aidera considérablement la classe agricole. (12 janvier)

L'objectif avoué du crédit rural est non seulement d'inciter les cultivateurs à demeurer sur leur terre, mais aussi de contrer l'exode vers les États-Unis. Ce crédit, selon Lucien Lamoureux, député d'Iberville, « permettra aux jeunes de garder leur terre et encouragera les cultivateurs, en leur donnant les moyens de changer leurs méthodes actuelles de culture pour des méthodes plus adaptables à la terre qu'ils possèdent ». (24 janvier)

C'est le 19 mars que Jacob Nicol, trésorier de la province, présente le bill 45 relatif au prêt agricole. Un conseil sera mis sur pied pour s'occuper des prêts consentis aux cultivateurs par l'entremise des sociétés coopératives agricoles ou des sociétés de colonisation. La loi prévoit une somme qui sera payée aux cultivateurs à même le fonds consolidé. Le lieutenant-gouverneur est autorisé à souscrire au capital-actions de la Commission du prêt agricole fédérale jusqu'à concurrence de 5 % de la totalité des prêts en circulation dans la province. Quelques députés libéraux se lèvent pour souligner le bon travail du gouvernement « qui a fait beaucoup pour les cultivateurs et pour les colons ». (19 mars)

Les conservateurs sont d'accord avec le principe de la loi⁴⁰. La seule manœuvre de Sauvé, pour prouver la bonne foi de son parti envers les cultivateurs, est sa tentative de revendiquer à son avantage les idées du gouvernement : « Depuis plusieurs années, c'est le projet de mon parti d'établir le crédit agricole. Le système en est un d'inspiration conservatrice. » (19 mars) Le bill est adopté avec quelques amendements et est sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 22 mars.

Contrer l'exode vers les États-Unis

Le phénomène de l'émigration des Canadiens vers les États-Unis remonte à la fin du XIX^e siècle. L'ampleur des départs varie selon les périodes. De 1920 à 1930, environ 130 000 personnes auraient quitté définitivement le Québec⁴¹. En 1921, en toile de fond, la récession frappait tous les secteurs économiques du Québec. La valeur de la production agricole diminuait tout comme les revenus. Des cultivateurs ayant payé trop cher leur terre et qui rencontraient des difficultés de paiement plaient bagage pour tenter leur chance aux États-Unis. En 1928, Joseph-Napoléon Francoeur, député de Lotbinière, attribue d'autant plus ces départs à « l'esprit d'aventure » des Canadiens français, à la « nécessité » de partir ou encore « par esprit de spéculation » ou à l'« esprit de civilisation ». (15 février)

Le gouvernement de Taschereau tente alors d'appliquer une nouvelle mesure afin de prévenir le départ de cette population et de favoriser leur retour dans la province. Le bill 195 concernant le rapatriement des Canadiens dans la province de Québec est parrainé par le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, Joseph-Édouard Perrault. La mesure consiste à collaborer avec le gouvernement fédéral en défrayant les dépenses de ceux qui veulent revenir au pays. La mesure prévoit l'autorisation d'une affectation annuelle de 50 000 \$. Ce montant sera payé à même le fonds consolidé. Le gouvernement fédéral fournit une somme égale pour un montant global de 100 000 \$. C'est toutefois la province qui assurera la direction de la campagne de rapatriement. Selon le ministre, les libéraux espèrent :

pouvoir rapatrier 200 familles pendant la prochaine année. Le gouvernement se propose de dépenser le \$50,000 du gouvernement fédéral pour le maintien d'un bureau de recrutement aux États-Unis, dans la Nouvelle-Angleterre, pour les frais de voyage de ceux qui nous reviendront et pour des conférences par des missionnaires. Le \$50,000 voté par la Législature sera affecté à l'installation de ces rapatriés sur des fermes et des terres dans les centres de colonisation. Le gouvernement provincial est prêt à les aider de toutes les façons possibles. (16 mars)

Les trois lectures du bill sont adoptées sans véritable opposition. Le chef conservateur rétorque néanmoins qu'un investissement de 100 000 \$ n'est pas suffisant et que dans ce dossier, il ne faut pas « mesquiner ». Pour Duplessis, la question est très importante et devrait être discutée plus longuement parce que « le problème de l'émigration est très complexe. Le gouvernement a fait un beau geste, dit-il, mais il faut l'encourager à faire mieux ». Rappelons que le programme conservateur prône une « politique très énergique et des mesures extraordinaires⁴² » pour contrer l'émigration et favoriser le rapatriement et la colonisation. Hector Authier, député libéral d'Abitibi, donne raison au député de Trois-Rivières tout en approuvant la mesure du gouvernement :

Il n'y a pas de doute que le montant de \$100,000 ne suffirait pas à soutenir un grand mouvement de rapatriement, mais il permettra au gouvernement de commencer une campagne. C'est le point de départ d'un mouvement nouveau. C'est une expérience que l'on veut faire. La somme de \$100,000 suffira pour faire l'expérience. Si celle-ci réussit, la province serait sans doute heureuse, plus tard, de voter une somme plus considérable. (16 mars)

Le bill est adopté le 16 mars et il est sanctionné le 22 mars.

La Beauharnois Light, Heat and Power

Pour accentuer le développement industriel de la province, le gouvernement Taschereau mise sur le développement de l'hydroélectricité. Si le grand nombre de rivières et le fort débit de celles-ci attirent l'investissement de capitaux étrangers, en l'occurrence, l'embargo sur l'exportation de l'électricité aux États-Unis, en vigueur depuis 1926, n'est pas étranger à la venue de ces investisseurs⁴³.

La capacité de production du Québec passe de 83 000 chevaux-vapeur, en 1900, à 2 322 000 chevaux-vapeur, en 1930⁴⁴. Des installations d'envergure sont construites et mises en

service un peu partout au Québec, notamment sur le Saint-Laurent avec la construction de la centrale Beauharnois Light, Heat and Power. Or, la construction d'un canal entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis s'avère nécessaire pour l'installation de cette centrale.

En vertu de sa charte, établie en 1910, la compagnie a déjà le droit de construire un canal. En 1928, la compagnie Beauharnois Light, Heat and Power demande à la Législature de lui permettre de changer le tracé en ce qui a trait au site de l'entrée et de sortie du canal, sinon une partie de la ville de Beauharnois devra être démolie.

D'entrée de jeu, le député de L'Islet, Élisée Thériault, présente, le 2 mars, le bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat and Power. L'opposition soutient que la construction de ce canal va devenir un obstacle à la navigation. Certains commerçants et industriels craignent que le nouveau tracé entraîne la construction d'une voie maritime sur le fleuve Saint-Laurent, détournant ainsi les activités industrielles et économiques de Montréal. Qui plus est, l'Ontario fait face à une pénurie d'électricité alors que le Québec connaît des surplus. Vu la proximité de Beauharnois avec la province voisine et l'État de New York, l'opposition soutient que l'électricité produite par la compagnie servira plutôt au développement économique des États-Unis.

L'opposition reprend ensuite les rumeurs qui circulent dans les journaux et réitère que le gouvernement ne donne pas assez d'explications. Selon Aldéric Blain, député de Montréal-Dorion : « Des journaux prétendent que le projet est le commencement de la canalisation du Saint-Laurent. On a dit, de plus, que le canal allait être tellement élargi, par le projet de loi qui est devant nous, que le niveau du Saint-Laurent en serait affecté. » (2 mars)

Malgré les critiques de l'opposition et « après deux heures de chahut⁴⁵ », le bill est adopté, le 2 mars, par 25 votes contre 6. Le projet de loi reçoit la sanction du lieutenant-gouverneur le 22 mars.

L'hygiène publique et les unités sanitaires

Au début du siècle, les conditions de vie dans les villes sont caractérisées par des carences préoccupantes dans l'état de santé de la population⁴⁶. Malgré certains progrès notables, Montréal se distingue par le haut taux de mortalité infantile qui demeure plus élevé qu'à Toronto⁴⁷. La mauvaise qualité de l'eau et du lait n'est pas étrangère à diverses maladies comme la tuberculose ou encore l'épidémie de typhoïde qui a frappé Montréal au printemps de 1927⁴⁸. Si la chloration et la filtration de l'eau et la pasteurisation du lait améliorent la situation, elles n'enraient pas tous les problèmes.

Adoptée en 1922, la loi de l'hygiène publique du Québec prévoit l'établissement d'un service conçu pour surveiller et contrôler la mortalité et la propagation de maladies, surtout les épidémies. La loi prévoit des dispositions pour la formation et l'organisation de bureaux d'hygiène. Ceux-ci doivent faire circuler, lorsque cela est requis, l'information au sujet de la salubrité publique et des mesures à prendre pour que la population se protège. En cas d'épidémie, une enquête est ouverte pour trouver les causes et tenter d'enrayer la propagation à l'aide de moyens hygiéniques comme le contrôle de la propreté des établissements publics ou encore la recherche des causes qui rendent impropre la consommation d'aliments. Des bureaux municipaux sont mis en place afin de faire appliquer les différentes directives relatives au maintien de l'hygiène publique.

Le gouvernement Taschereau, après l'épidémie du printemps de 1927, veut assurer le contrôle de l'hygiène publique pour éviter qu'un tel événement se reproduise. Deux bills sont présentés au cours de la session. Le 1^{er} mars 1928, le bill 58 modifiant la loi de l'hygiène publique du Québec - adoptée en 1922 - est présenté. Le 3 mars, c'est au tour du bill 160 relatif à la création et au maintien d'unités sanitaires provinciales. Ces deux projets sont parrainés par le secrétaire de la province, Athanase David, député de Terrebonne.

Le bill 58 modifie la loi de l'hygiène publique en y ajoutant, après l'article 28, l'article suivant :

Il est du devoir de toute municipalité dont la population atteint ou dépasse cinq mille âmes, de pourvoir à l'organisation d'un service d'hygiène dirigé par un médecin compétent, et ce médecin ne pourra être nommé officier médical de santé que par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du conseil municipal, ou, s'il s'agit d'un groupe de municipalités employant un seul médecin, des conseils municipaux intéressés. [...]

Le gouvernement a l'intention de mettre le bureau provincial d'hygiène au-dessus des services municipaux pour ainsi mettre fin aux épidémies périodiques. La campagne d'hygiène entreprise doit être poursuivie avec vigueur, et justement, la nouvelle loi a pour objet d'activer cette campagne.

Quant au bill 160, il concerne les unités sanitaires qui sont des cliniques ambulantes destinées à faire la promotion de la vaccination et à faire la prévention des épidémies. En 1928, la province comptera six unités sanitaires, soutenues en majeure partie par l'institut Rockefeller. David exprime sa volonté de voir tous les comtés de la province se doter de telles unités. Selon lui, il est « primordial que des unités de santé publique soient mises sur pied pour s'occuper de la vaccination, des inspections et des autres mesures préventives, de la santé dans les écoles, pour appliquer les règlements d'hygiène, pour gérer de façon efficace les débuts de maladies contagieuses qui peuvent survenir à l'intérieur des limites de la région administrée et, par-dessus tout, être vigilants à l'égard d'épidémies toujours possibles. » (21 mars)

En réaction à ce projet de loi, l'opposition insiste plutôt pour que le gouvernement s'attaque à la contamination du lait et de l'eau. Les conservateurs se demandent si le gouvernement a fait les efforts requis pour améliorer l'approvisionnement de l'eau dans la province et plus précisément dans la ville de Montréal.

Duplessis se déclare favorable au principe du projet de loi, mais s'oppose quand même à son adoption parce que, selon lui, ce bill entrave l'autonomie municipale et que les moyens employés ne sont pas les bons. Charles Allan Smart réplique à son collègue que la « question de l'autonomie municipale n'est pas à comparer, en importance, à celle de la protection de la santé publique ».

Certes, l'hygiène publique demeure une préoccupation essentielle pour l'ensemble des députés. Malgré les objections soulevées par l'opposition contre les moyens employés par l'administration Taschereau pour contrer les maladies, les deux projets obtiennent la sanction du lieutenant-gouverneur le 22 mars 1928.

Loi établissant l'âge d'entrée au cinéma et l'observance du dimanche

Le dimanche 9 janvier 1927, un incendie se déclare pendant la projection d'un film dans le cinéma Laurier Palace de Montréal. Paniquée, la foule se rue vers la sortie et 78 enfants meurent piétinés, victimes du sinistre. Or, la plupart de ces enfants assistent illégalement à cette représentation puisqu'une loi interdit l'accès des cinémas aux enfants non accompagnés, sauf que personne n'observe ce règlement à l'époque⁴⁹. Attirés par les « vues animées », les enfants s'y faufilent ou encore ils y étaient tout bonnement envoyés par leurs parents.

Le cinéma était entré dans les mœurs et constituait la distraction hebdomadaire des ouvriers qui fréquentaient les salles de projection chaque dimanche⁵⁰. Mais, à la suite du tragique événement, le clergé, les sociétés nationales et la presse indépendante relancent le débat non seulement sur la question de l'âge d'entrée pour les enfants dans les cinémas, mais également sur l'observance du dimanche. Car, avec le développement industriel de la province, les ouvriers travaillaient même le dimanche dans les grandes usines de pâtes et papiers. Pour le clergé qui, d'emblée, ne peut contrôler le contenu des films, les diverses formes de divertissements dominicaux représentent enfin une menace pour la moralité.

Le gouvernement Taschereau est sollicité afin d'interdire le cinéma aux enfants et, plus spécifiquement, pour interdire les représentations le dimanche. À la dernière journée de la session, soit le 22 mars, le premier ministre et procureur de la province présente le bill 3 modifiant la loi des vues animées. Il propose l'interdiction du cinéma aux enfants, accompagnés

ou non, et la fermeture dominicale des salles de spectacle. Le bill est inspiré du rapport du juge Louis Boyer sur l'incendie du Laurier Palace.

La loi déjà en vigueur n'autorise pas les enfants de moins de 16 ans à être admis au cinéma sans être accompagnés. Selon le premier ministre, elle est « absolument inapplicable » puisque des parents ignorent que leurs enfants se faufilent au cinéma. La seule solution réside donc dans la nouvelle mesure législative qui défendra l'admission des enfants en bas de 16 ans même s'ils sont accompagnés.

À titre de procureur général, Taschereau veut prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter une nouvelle tragédie. Il se rabat sur la loi fédérale qui ordonne la fermeture des théâtres le dimanche. Tandis que le chef de l'opposition reconnaît que la question est « épineuse et embarrassante pour la Législature », le chef libéral affiche son ambivalence sur la question :

Mettez-vous dans ma position, mes honorables collègues. Voilà la très grande majorité de la province qui demande la fermeture des théâtres, et le gouvernement a reçu en même temps une lettre collective de tous les évêques de la province qui me demandent d'intervenir pour faire appliquer la loi fédérale qui défend l'ouverture des théâtres le dimanche. Tous les clergés sont en faveur de la fermeture des théâtres. Aussi, devant cette expression d'opinion, le procureur général doit prendre une position précise. Aux propriétaires de théâtre, je dis : si vous voulez faire ouvrir les théâtres le dimanche, allez en obtenir le droit à Ottawa.[...] Mais, en attendant, quant à moi en ma qualité de procureur général, mon devoir est tout tracé. Je ne peux ignorer la volonté des évêques, les requêtes des deux clergés et de la majorité de la population.

Taschereau conclut que le cinéma n'est généralement pas immoral pour autant, mais selon lui, le cinéma n'est pas « recommandable » pour des enfants de moins de 16 ans. Après avoir confié que l'élaboration de ce projet de loi lui a causé « beaucoup d'inquiétudes », il avoue en faire « une question personnelle ». Il laisse cependant les députés voter selon leurs convictions; il n'impose pas de ligne de parti et invite les parlementaires à voter librement.

Propriétaire d'un cinéma dans son comté, le député libéral de Saint-Hyacinthe, Téléphore-Damien Bouchard, s'élève seul contre le projet peut-être pour protéger ses intérêts⁵¹. Il s'oppose au bill, puisqu'il remarque qu'il n'est « pas convenable que des parents soient empêchés de se présenter au cinéma accompagnés d'un enfant de 12 ou 13 ans ». Le député dénonce l'ingérence du gouvernement dans le milieu familial.

D'office, le principe d'interdiction de l'accès des cinémas aux enfants est soutenu par la plupart des députés, l'opposition préconisant, elle aussi, l'observance du repos dominical⁵². Somme toute, la présentation de ce bill a provoqué, selon *L'Action catholique*, « l'un des plus beaux débats de la session » puisque plusieurs ministres et députés ont pris la parole et ont prononcé des discours « vigoureux, élaborés, voire même très éloquents⁵³ ». Le 22 mars, le projet de loi est adopté à 57 contre 5. Après quelques amendements en comité plénier, la loi est sanctionnée le jour même.

Le suffrage féminin et les femmes dans la société

Le 23 février 1928, en présence d'un grand nombre de femmes, dont Idola Saint-Jean⁵⁴, le député ouvrier de Maisonneuve, William Tremblay, soumet à la Chambre le bill 176 relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité. Ce bill revient en Chambre pour la troisième fois depuis 1922.

Tremblay soutient qu'il ne croit pas qu'en donnant le droit de vote aux femmes la société « s'exposerait à des désordres de toute nature ». D'autant plus, explique-t-il, que les femmes ont le droit de voter au fédéral et dans les autres provinces. Tremblay demande que le projet à l'étude soit référé au comité des bills publics pour laisser les femmes défendre elles-mêmes leur point de vue sur la question.

Le premier ministre ne juge pas cette démarche nécessaire puisque « la Chambre sait ce qu'il y a dans le bill » et qu'une seule chose reste à faire : « se prononcer sur la question. » Le chef de l'opposition défend lui aussi l'idée d'envoyer le projet de loi en comité des bills publics, et ce, même s'il s'est déjà prononcé par le passé contre le projet et qu'il n'a pas changé d'avis. Mais « est-ce parce que des députés seraient contre le principe du bill qu'ils refuseraient d'entendre des femmes qui ont fait de la question une étude spéciale? Ce ne serait ni gentil ni galant ». Quoi qu'il en soit, l'amendement de Tremblay est rejeté au vote de 40 contre 22.

Le débat se poursuit sur la motion principale. Contrairement à Tremblay, le député de Québec-Comté, Joseph-Éphraïm Bédard, juge que la place de la femme n'est pas dans le monde politique, mais à la maison. Il craint que la sphère publique ne soit envahie par les femmes si elles obtiennent le droit de vote et, selon lui, s'il n'y a pas « d'égalité d'aptitude » entre les hommes et les femmes, il ne peut pas y avoir d'« égalité de fonction ». Son discours n'en finit plus de souligner l'incapacité des femmes en matière politique :

On se plaint que notre Code civil ne donne pas aux femmes les mêmes droits qu'il accorde aux hommes. C'est vrai. Mais il ne lui impose pas non plus les mêmes obligations. Il tient compte du rôle que la nature a assigné à chacun. S'il n'en était ainsi, la femme serait moins bien protégée, elle risquerait de n'être plus femme. [...] Il faut tenir compte de ce qu'elle est et de ce qu'elle doit être. Tout être humain a sa loi dont il ne peut s'affranchir impunément, et la loi de la femme, le seul droit de la femme est en regard de la maternité. [...] Nous tenons à écarter la femme de la vie publique. Nous avons besoin que nos mères restent nos mères. Plus nous voulons écarter la femme de la vie publique, plus nous lui devons de respect dans la vie privée. Le foyer lui appartient comme elle appartient au foyer. La femme doit rester au foyer. C'est là seulement qu'elle trouvera, sinon une égalité à laquelle elle ne tient pas, son droit d'être honorée du mari et obéie de ses enfants, et qu'elle conservera l'autorité qui lui appartient, c'est-à-dire l'autorité morale. (23 février)

Le droit d'éligibilité donnerait aussi aux femmes le privilège de siéger comme députée. Le député de Bonaventure, Pierre-Émile Côté, s'objecte farouchement à la venue des femmes en Chambre, qui « compromettrait » sérieusement « l'ordre et la discipline qui y règnent d'habitude ». Guidé par le respect de la « tradition, sur la nécessité de préserver le foyer et la famille », le député de Beauce, Joseph-Hugues Fortier, appuie son collègue de Bonaventure.

Il faut dire que les arguments de la majorité des parlementaires s'allient avec la vision des autorités religieuses : les deux s'entendent pour conserver les femmes en dehors des contestations politiques⁵⁵. La deuxième lecture du bill est finalement renvoyée à six mois par un vote de 39 contre 11, ce qui a pour conséquence de faire mourir le projet au *Feuilleton*.

Loi sur la gasoline

Le 21 février, Jacob Nicol, député de Compton, propose le bill 59 modifiant la loi de la gasoline. Ayant pris en charge le service d'entretien des routes de la province, le gouvernement impose cette nouvelle taxe pour rencontrer les dépenses de voirie et alléger le fardeau des cultivateurs et des municipalités pour l'entretien des routes. Le ministre propose « tout simplement » de changer le mot « trois », dans la loi, et de le remplacer par le mot « cinq ». Sauvé s'objecte et demande au trésorier provincial s'il s'agit d'une augmentation de taxe, ce à quoi le ministre répond vaguement que « ça peut s'appeler comme cela » :

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le ministre est-il gêné pour le dire? Si le trésorier provincial n'était pas si gêné, il n'attendrait pas si longtemps pour nous expliquer ce dont il s'agit. Il est gêné parce qu'il sait que la province va pouvoir se rendre compte, encore une fois, de la façon dont le gouvernement s'y prend pour se bâtir des surplus. [...]

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous nous attendions aux récriminations de l'opposition. Nous savions bien que nos adversaires nous traiteraient de "taxeux".

La résolution est adoptée, les amendements proposés par l'opposition ayant été battus par un vote de 63 contre 10. Le bill est porté au Conseil législatif, le 22 février, et sanctionné par le lieutenant-gouverneur le 15 mars 1928.

Faits divers, faits cocasses

Pendant l'une de ses allocutions dans le débat sur la Beauharnois Light, Heat and Power, Duplessis commente son état matrimonial. Bien qu'il soit célibataire, il veut montrer qu'il se soucie des générations futures.

M. Duplessis (Trois-Rivières): [...] Il serait nécessaire de connaître les clauses du contrat proposées à l'exécutif par la compagnie Beauharnois. Je crois que le gouvernement devrait nous faire connaître les projets de contrat, documents d'une portée considérable. Il s'agit d'une question importante dont les conséquences sont des plus graves pour l'avenir. Et même si je suis célibataire, ma position matrimoniale ne m'empêche pas de penser à l'effet qu'aura cette loi sur les générations futures, afin de les protéger contre le projet des trusts.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): (Souriant) L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) n'a pas le droit de se faire toute cette publicité et de proclamer ainsi son état de célibataire. (Rires)

M. Francoeur (Lotbinière): Je suis également célibataire. Je pense que l'honorable député devrait nous parler de ses intentions matrimoniales. Où en est-il rendu? Que veut-il dire? (Rires).

M. Duplessis (Trois-Rivières): J'ai voulu dire mon état de célibataire. (Rires)

M. Francoeur (Lotbinière): (Souriant) Je me demandais si l'honorable député nous avait lâchés. (Rires) (2 mars)

Aryane Babin

Critique des sources

En 1928, Damase Potvin, de *La Presse*, est président de la Tribune de la presse; Abel Vineberg, du *Montreal Gazette*, en est le vice-président; Irénée Masson, du *Soleil*, agit à titre de secrétaire; et J. Stanton, du *Chronicle Telegraph*, occupe les fonctions de bibliothécaire. Les autres membres connus de la Tribune sont : Arthur Penny, du *Chronicle Telegraph*; Edmond Chassé, de *L'Événement*; Alphonse Désilets, du *Terroir*; Calixte Dumas, de *L'Action Catholique*; Joseph-Amédée Gagnon, du *Quotidien*; Gilbert W.G. Hewey, du *Montreal Daily Star*; J. Alfred Hardy, de *La Patrie*; Georges Léveillé, du *Devoir*; Parrot, du *Progrès du Saguenay*; Albert Plouffe, du *Nouvelliste*; Romuald Tremblay, du *Canada*; Ewart E. Donovan, du *Montreal Gazette*³⁶. Au cours de la session, ces journalistes tentent de transmettre le mieux possible l'information de la session parlementaire.

Seulement trois questions de privilège sont soulevées pendant la session pour revenir sur des faits publiés par les courriéristes parlementaires. Le 17 janvier, le député conservateur de Westmount, Charles Allan Smart, tient à faire une mise au point sur son allégeance politique qui semble avoir été remise en question par un journal de Montréal qui n'est pas nommé :

Avant l'ajournement de la Chambre, je tiens à faire une mise au point. Je désire soulever une question de privilège pour corriger certaines déclarations inexactes publiées dans les journaux. Des journaux ont parlé de ma situation à la Chambre. Un certain journal de Montréal a affirmé qu'avant une réunion de cette Chambre, j'ai écrit au gouvernement pour lui demander un siège à la droite de l'Orateur. Il n'y a pas un vestige de vérité dans ce rapport. Je veux simplement dire que je n'ai eu aucune relation avec le gouvernement ou avec aucun de ses membres, ni orale ni écrite, à ce sujet. Les faits sont les suivants. Quelques semaines avant la session, j'ai écrit au greffier de la Chambre, lui disant que je désirais avoir mon siège dans cette Chambre et lui demandant en même temps d'être placé immédiatement à côté de l'opposition officielle. Il me répondit que les places à la Chambre n'étaient distribuées que quelques jours avant l'ouverture de la session. Quelques jours avant cette cérémonie d'ouverture, je recevais une lettre courte et très polie du greffier, me déclarant que l'on m'avait donné le siège que j'occupe en ce moment et exprimant l'espoir que je serais satisfait de cet arrangement. C'est tout ce qui est arrivé. Tous les rapports contraires sont tout à fait inexactes. Si j'avais fait ce que l'on m'attribue, je me considérerais indigne d'occuper un siège dans cette Chambre. Si j'avais changé mes allégeances politiques, j'aurais soumis cela à mes électeurs et je leur aurais demandé un nouveau mandat. Je veux qu'il soit bien entendu que je suis et entends rester un conservateur.[...] Je n'ai rien d'autre à ajouter, mais je désirais simplement rectifier les faux rapports de journaux pour ne pas être placé sous un faux jour.

À son tour, le 23 février, le chef de l'opposition critique un compte rendu du journal *L'Événement* au sujet du débat sur la loi de la gazoline.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre un compte rendu publié par *L'Événement* qui a mal rapporté ses paroles prononcées en Chambre lorsqu'il a critiqué l'augmentation de la taxe sur la gazoline. Il n'a pas dit que la taxe affectait 25 %, mais 55 % de la population. Il n'a jamais dit que le gouvernement doit diriger sa politique vers l'exploitation de nos forêts et de nos mines.

Le premier ministre lui suggère de se fier au compte rendu du *Soleil*, organe principal du Parti libéral.

Enfin, le 14 mars, Duplessis rectifie un détail de son discours sur les droits de succession : « Au sujet d'une certaine clause de la loi des successions, dit-il, mes vues ont été mal interprétées dans certains journaux, et contrairement à ce qui a été dit, je demandais que l'exemption de taxes de succession soit basée sur la part de chaque héritier, au lieu d'être basée sur le montant global de la succession. »

Dans son ensemble, les débats de la session de 1928 semblent avoir été bien couverts par les journalistes de la Tribune de la presse. Les comptes rendus des débats sont compilés avec rigueur et seuls quelques passages sont résumés. Sans contredit, les journaux de l'époque ont su offrir une image fidèle des faits et des paroles prononcées par les élus de l'Assemblée législative.

Aryane Babin

Notes de l'introduction historique et de la critique des sources

1. Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain : de la confédération à la crise (1867-1929)*, Montréal, Boréal compact, 1989, p. 469.
2. *Bilan du siècle*, Université de Sherbrooke, <http://bilan.usherbrooke.ca> Consulté le 4 juin 2010.
3. *Ibid.*
4. Bernard Vigod, *Taschereau*, Sillery, Septentrion, 1996, p. 192.
5. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : Vers l'âge d'or*, tome XXIX, Montréal, Fides, 1955, p. 87.
6. *Ibid.*, p. 88.
7. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 193.
8. Paul Cliche, *Les élections provinciales dans la Province de Québec de 1927-1956*, Québec, 1960, p. 23.
9. *Le Soleil*, 17 mai 1927, p. 1.
10. «L'élection d'hier», *L'Action catholique*, 17 mai 1927, p. 3.
11. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, tome XXIX, p. 92.
12. *Ibid.*, p. 97.
13. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 194.
14. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, tome XXIX, p. 91.
15. Robert Rumilly, *Histoire de la province de Québec : Camillien Houde*, tome XXX, Montréal, Fides, 1958, p. 11.
16. Comité libéral central, *Deux chefs, deux figures : Taschereau et Houde*, Montréal, Comité central libéral, 1930, 7 p.
17. Vincent Lemieux, *Le parti libéral du Québec : Alliances, rivalités et neutralités*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2008, p. 27.
18. *Ibid.*, p. 37.
19. *Ibid.*, p. 38.
20. «La session à Québec», *Le Clairon*, 13 janvier 1928, p. 1.
21. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain : de la confédération à la crise (1867-1929)...*, p. 676.
22. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, tome XXIX, p. 99.
23. *Ibid.*, p. 99.
24. «La session de Québec : M. Duplessis a prononcé le meilleur discours, depuis le 10 janvier», *Le Devoir*, 19 janvier 1928, p. 1.
25. «Quatre députés à la Législature», *Le Droit*, 20 janvier 1928, p. 6.
26. «Au Parlement», *L'Action catholique*, 20 janvier 1928, p. 1.
27. «L'opposition», *La Presse*, 28 février 1928, p. 1.
28. «Deux acquisitions à la Législature», *La Tribune*, 20 janvier 1928, p. 1.
29. «Fin d'une session», *Le Soleil*, 23 mars 1928, p. 1.
30. «La session à Québec», *Le Clairon*, 13 janvier 1928, p. 1.
31. Paroles prononcées en Chambre par Joseph-Hugues Fortier, député de Beauce, le 25 janvier 1928.
32. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain : de la confédération à la crise (1867-1929)...*, p. 633.
33. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, tome XXX, p. 16.
34. B. Vigod, *Taschereau...*, 1996, p. 205.
35. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain : de la confédération à la crise (1867-1929)...*, p. 583.
36. Bien que peu discuté en Chambre, le sujet de la rencontre interprovinciale est davantage couvert par les journaux. *Le Canada* affirme que «le point capital porte, semble-t-il, sur la constitution canadienne. Québec a lancé le cri d'alarme au sujet du respect de l'autonomie provinciale». «Autonomie et respect du pacte fédératif», *Le Canada*, 11 janvier 1928, p. 1. Voir aussi : «Le gouvernement Taschereau et la constitution», *Le Devoir*, 11 janvier 1928, p. 1, et «Le gouvernement Taschereau et la constitution», *Le nationaliste et Le Devoir*, 12 janvier 1928, p. 2, et R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, 1955, p. 159.
37. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain : de la confédération à la crise (1867-1929)...*, p. 547.
38. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, tome XXX, p. 24, et Jean-Louis Roy, *Les programmes électoraux du Québec : un siècle de programmes politiques québécois*, Ottawa, Leméac, 1970, p. 236.
39. B. Vigod, *Taschereau...*, p. 206.
40. Le programme du parti met en évidence les «sympathies plus réelles et plus profondes pour le cultivateur et l'ouvrier». Voir : J.-L. Roy, *Les programmes électoraux du Québec...*, p. 231.
41. Yves Roby, *Histoire d'un rêve brisé? Les Canadiens français aux États-Unis*, Québec, Septentrion, 2007, p. 30.
42. J.-L. Roy, *Les programmes électoraux du Québec...*, p. 235.
43. *Ibid.*, p. 227.
44. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert, Robert, *Histoire du Québec contemporain : de la confédération à la crise (1867-1929)...*, p. 412.
45. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, tome XXX, p. 39.
46. P.-A. Linteau, R. Durocher, J.-C. Robert, *Histoire du Québec contemporain : de la confédération à la crise (1867-1929)...*, p. 570.
47. *Ibid.*, p. 572.
48. *Ibid.*, p. 572.
49. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, tome XXIX, p. 14.
50. R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec...*, tome XXX, p. 45.
51. *Ibid.*, p. 47.

⁵². J.-L. Roy, *Les programmes électoraux du Québec ...*, p. 231.

⁵³. «La Chambre adopte le projet de loi interdisant le cinéma aux mineurs de moins de seize ans», *L'Action catholique*, 23 mars 1928, p. 1.

⁵⁴. *Le Canada* et *L'Action catholique*, 24 février 1928, p. 1.

⁵⁵. Antonin Dupont, *Taschereau*, Montréal, Guérin, 1997, p. 175.

⁵⁶. Jocelyn Saint-Pierre, *Les membres de la tribune de la presse : liste chronologique, 1871-1989*, Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale, 1990, Bibliographie et documentation, no 34.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux de base

Action catholique, L'
Canada, Le
Chronicle-Telegraph, The
Événement, L'
Gazette, The
Montreal Daily Star, The
Montreal Herald
Patrie, La
Presse, La
Soleil, Le

Journaux complémentaires

Action, L'
Autorité nouvelle
Avenir du Nord, L'
Bien Public, Le
Bonne parole, La
Bulletin des agriculteurs, Le
Canada français, Le
Canadian Labour Press, The
Canadien de Thetford, Le
Clairon de Saint-Hyacinthe, Le
Colon, Le
Courrier de Berthierville, Le
Courrier de Saint-Hyacinthe, Le
Courrier de Sorel, Le
Courrier-Sentinel, Le
Croix, La
Droit, Le
Écho de Saint-Justin, L'
Écho/L'Hebdo du Saint-Maurice, L'
Éclaireur, L'
Étoile de l'Est, L'
Étoile du Nord, L'
Gazette du Nord, La
Journal de Waterloo, Le
Mégantic, Le
Messager de Verdun, Le
Monde ouvrier, Le
Nationaliste et Le Devoir, Le
Nouvelliste, Le
Parole, La
Petit Journal, Le
Peuple, Le
Progrès de Valleyfield, Le
Progrès du Golfe, Le
Progrès du Saguenay, Le
Quotidien, Le
Riposte, La
Saint-Laurent, Le

Sherbrooke Daily Record, The
Sorelois, Le
St. Maurice Valley Chronicle, The
Standard, The
Stanstead Journal, The
Tribune, La (Saint-Hyacinthe)
Tribune de Sherbrooke, La
Union des Cantons de l'Est, L'

Autres sources

Documents de la session, 1928, 4 volumes.

Nicol, Jacob. *Discours sur le budget prononcé par l'honorable J. Nicol, Trésorier de la province à l'Assemblée législative de Québec, 31 janvier 1928*. [s.l.]: 1928. 35 p. Publié également en anglais.

Ordres du jour de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1928, Québec 1928.

Procès-verbaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, 1928, Québec 1928.

Québec, Prov. *Bills*, 3^e session, 14^e Parlement, 1928.

Québec, Prov. *Journals of the Legislative Assembly of the Province of Quebec, Vol. LXII: Session 1928*, Quebec, Chronicle Telegraph Publishing Co. Ltd., 1928, xii, 330, lxvii p.

Québec, Prov. *Journaux de l'Assemblée législative de la province de Québec, Session de 1928, Vol. LXII*, Québec, Imprimeur du roi, 1928, xii, 329, lix p.

Québec, Prov. *Statutes of the Province of Quebec*, 18 George V, Quebec, Printer of the King, Quebec, 1928, xv, 675 p.

Québec, Prov. *Statuts de la province de Québec*, 18 George V, Québec, Imprimeur du roi, Québec, 1928, xiv, 677 p.

Rapports des comités généraux, 1^{re} session, 1928.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction historique.....	vii
Critique des sources	xxiv
Bibliographie.....	xxix
Table des matières.....	xxxï
L'Exécutif en 1928.....	xxxv
Membres de l'Assemblée législative	
Par ordre alphabétique	xxxvii
Par ordre de circonscription	xxxix
Débats	
1 Séance du mardi 10 janvier 1928	1
2 Séance du mercredi 11 janvier 1928	9
3 Séance du jeudi 12 janvier 1928	19
4 Séance du vendredi 13 janvier 1928	37
5 Séance du mardi 17 janvier 1928	39
6 Séance du mercredi 18 janvier 1928	59
7 Séance du jeudi 19 janvier 1928	77
8 Séance du vendredi 20 janvier 1928	95
9 Séance du mardi 24 janvier 1928	101
10 Séance du mercredi 25 janvier 1928	115
11 Séance du jeudi 26 janvier 1928	127
12 Séance du vendredi 27 janvier 1928	137
13 Séance du mardi 31 janvier 1928	141
14 Séance du mercredi 1 ^{er} février 1928.....	179
15 Séance du jeudi 2 février 1928.....	197
16 Séance du vendredi 3 février 1928.....	213
17 Séance du mardi 7 février 1928.....	217

18	Séance du mercredi 8 février 1928.....	229
19	Séance du jeudi 9 février 1928.....	243
20	Séance du vendredi 10 février 1928.....	257
21	Séance du mardi 14 février 1928.....	261
22	Séance du mercredi 15 février 1928.....	277
23	Séance du jeudi 16 février 1928.....	297
24	Séance du vendredi 17 février 1928.....	309
25	Séance du mardi 21 février 1928.....	313
26	Séance du mercredi 22 février 1928.....	327
27	Séance du jeudi 23 février 1928.....	337
28	Séance du vendredi 24 février 1928.....	351
29	Séance du mardi 28 février 1928.....	363
30	Séance du mercredi 29 février 1928.....	375
31	Séance du jeudi 1 ^{er} mars 1928.....	387
32	Séance du vendredi 2 mars 1928.....	407
33	Séance du mardi 6 mars 1928	425
34	Séance du mercredi 7 mars 1928.....	445
35	Séance du jeudi 8 mars 1928.....	467
36	Séance du vendredi 9 mars 1928.....	491
37	Séance du mardi 13 mars 1928	499
38	Séance du mercredi 14 mars 1928.....	521
39	Séance du jeudi 15 mars 1928.....	541
40	Séance du vendredi 16 mars 1928.....	565
41	Séance du lundi 19 mars 1928.....	587
42	Séance du mardi 20 mars 1928	603
43	Séance du mercredi 21 mars 1928.....	633
44	Séance du jeudi 22 mars 1928.....	661

Index des participants	691
Index des sujets	721
Index des bills publics et privés	751

L'HONORABLE NARCISSE PÉRODEAU
Lieutenant-gouverneur de la province de Québec

Membres du Conseil exécutif
1928

L'honorable Louis-Alexandre Taschereau, premier ministre, procureur général et ministre des Affaires municipales

L'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture

L'honorable Honoré Mercier fils, ministre des Terres et Forêts

L'honorable Antonin Galipeault, ministre des Travaux publics et du Travail

L'honorable Joseph-Édouard Perrault, ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries

L'honorable Athanase David, secrétaire et registraire de la province

L'honorable Joseph-Léonide Perron, ministre de la Voirie

L'honorable Jacob Nicol, trésorier de la province

L'honorable Joseph Henry Dillon, ministre sans portefeuille

L'honorable Lauréat Lapierre, ministre sans portefeuille

L'honorable Alfred Leduc, ministre sans portefeuille

L'honorable Émile Moreau, ministre sans portefeuille

Orateur

L'honorable Hector Laferté

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
AUTHIER, Hector	L	Abitibi
BAILLARGEON, Cyrille	L	Frontenac
BASTIEN, Cléophas	L	Berthier
BÉDARD, Joseph Éphraïm	L	Québec
BERCOVITCH, Peter	L	Montréal-Saint-Louis
BERGERON, Joseph-Arthur	L	Matane
BERNARD, Cyrille-Améric	L	Rouville
BISSONNET, Alfred-Joseph	L	Stanstead
BLAIN, Aldéric	C	Montréal-Dorion
BOUCHARD, Télesphore-Damien	L	Saint-Hyacinthe
BOUTHILLIER, Alexis	L	Saint-Jean
BULLOCK, William Stephen	L	Shefford
CANTIN, Charles-Édouard	L	Saint-Sauveur
CASGRAIN, Léon	L	Témiscouata
CHARBONNEAU, Joseph-Euclide	L	Napierville-Laprairie
COHEN, Joseph	L	Montréal-Saint-Laurent
CÔTÉ, Pierre-Émile	L	Bonaventure
CRÉPEAU, Armand-Charles	C	Sherbrooke
DANIEL, Joseph-Ferdinand	L	Montcalm
DANSEREAU, Georges	L	Argenteuil
DAVID, Athanase	L	Terrebonne
DELISLE, Gustave	L	Chicoutimi
DESMARAIS, Stanislas-Edmond	L	Richmond
DILLON, Joseph Henry	L	Montréal-Sainte-Anne
DUFOUR, Joseph	L	Matapédia
DUGAS, Lucien	L	Joliette
DUPLESSIS, Maurice Le Noblet	C	Trois-Rivières
FARAND, Avila	L	Soulanges
FORTIER, Joseph-Hugues	L	Beauce
FRANCOEUR, Joseph-Napoléon	L	Lotbinière
FRIGON, Joseph-Auguste	L	Saint-Maurice
GAGNON, Joseph-William	L	Maskinongé
GAGNON, Pierre	L	Kamouraska
GALIPEAULT, Antonin	L	Bellechasse
GAULT, Charles-Ernest	C	Montréal-Saint-Georges
GAUTHIER, Pierre	L	Portneuf
GRANT, William Pierre	L	Champlain
GUERTIN, Aimé	C	Hull
LAFERTÉ, Hector	L	Drummond
LAFLEUR, Pierre-Auguste	C	Montréal-Verdun
LAFRENIÈRE, Jean-Baptiste	L	Richelieu
LAHAIE, Désiré	L	Papineau
LAMOUREUX, Lucien	L	Iberville
LAPERRIÈRE, David	L	Yamaska
LAPIERRE, Lauréat	L	Mégantic
LEDUC, Alfred	L	Montréal-Saint-Henri
LEMIEUX, Gustave	L	Gaspé
LEMIEUX, Joseph-Pierre-Cyrénus	L	Wolfé
LORTIE, Pierre	L	Labelle
MARCHAND, Victor	L	Jacques-Cartier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par ordre alphabétique

Député	Allégeance politique	Circonscription
McDONALD, Wallace Reginald	L	Pontiac
MERCIER (fils), Honoré	L	Châteauguay
MESSIER, Félix	L	Verchères
MOREAU, Émile	L	Lac-Saint-Jean
MOREAULT, Louis-Joseph	L	Rimouski
NICOL, Jacob	L	Compton
OLIVER, Carlton James	L	Brome
OUELLET, Joseph-Charles-Ernest	L	Dorchester
PAPINEAU, Louis-Joseph	L	Beauharnois
PAQUET, Charles-Abraham	L	Montmagny
PERRAULT, Joseph-Édouard	L	Arthabaska
PHANEUF, Joseph-Émery	L	Bagot
PHILPS, Andrew	L	Huntingdon
PICHÉ, Joseph-Édouard	L	Témiscamingue
PILON, Hormisdas	L	Vaudreuil
PLANTE, Anatole	L	Montréal-Mercier
POULIN, Ernest	L	Montréal-Laurier
POWER, Joseph Ignatius	L	Québec-Ouest
REED, Walter	L	L'assomption
RENAUD (père), Joseph-Olier	C	Laval
ROCHETTE, Edgar	L	Charlevoix-Saguenay
ROY, Alfred-Valère	L	Lévis
SAMSON, Joseph	L	Québec-Centre
SAURETTE, Alexandre	L	Missisquoi
SAUVÉ, Arthur	C	Deux-Montagnes
SAVOIE, Joseph-Alcide	L	Nicolet
SMART, Charles Allan	C	Westmount
TASCHEREAU, Louis-Alexandre	L	Montmorency
THÉRIAULT, Élisée	L	L'Islet
THURBER, Alexandre	L	Chambly
TREMBLAY, William	O	Maisonneuve
VAUTRIN, Irenée	L	Montréal-Saint-Jacques

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
ABITIBI	L	Authier, Hector
ARGENTEUIL	C	Dansereau, Georges
ARTHABASKA	L	Perrault, Joseph-Édouard
BAGOT	L	Phaneuf, Joseph-Émery
BEAUCE	L	Fortier, Joseph-Hugues
BEAUHARNOIS	C	Papineau, Louis-Joseph
BELLECHASSE	L	Galipeault, Antonin
BERTHIER	L	Bastien, Cléophas
BONAVENTURE	L	Côté, Pierre-Émile
BROME	L	Oliver, Carlton James
CHAMBLY	L	Thurber, Alexandre
CHAMPLAIN	L	Grant, William Pierre
CHARLEVOIX-SAGUENAY	L	Rochette, Edgar
CHÂTEAUGUAY	L	Mercier (fils), Honoré
CHICOUTIMI	L	Delisle, Gustave
COMPTON	L	Nicol, Jacob
DEUX-MONTAGNES	C	Sauvé, Arthur
DORCHESTER	L	Ouellet, Joseph-Charles-Ernest
DRUMMOND	L	Laferté, Hector
FRONTENAC	L	Baillargeon, Cyrille
GASPÉ	L	Lemieux, Gustave
HULL	C	Guertin, Aimé
HUNTINGDON	L	Philps, Andrew
IBERVILLE	L	Lamoureux, Lucien
JACQUES-CARTIER	L	Marchand, Victor
JOLIETTE	L	Dugas, Lucien
KAMOURASKA	L	Gagnon, Pierre
L'ASSOMPTION	L	Reed, Walter
LABELLE	L	Lortie, Pierre
LAC-SAINT-JEAN	L	Moreau, Émile
LAVAL	C	Renaud (père), Joseph-Olier
LÉVIS	L	Roy, Alfred-Valère
L'ISLET	L	Thériault, Élisée
LOTBINIÈRE	L	Francoeur, Joseph-Napoléon
MAISONNEUVE	O	Tremblay, William
MASKINONGÉ	L	Gagnon, Joseph-William
MATANE	L	Bergeron, Joseph-Arthur
MATAPÉDIA	L	Dufour, Joseph
MÉGANTIC	L	Lapierre, Lauréat
MISSISQUOI	L	Saurette, Alexandre
MONTCALM	L	Daniel, Joseph-Ferdinand
MONTMAGNY	L	Paquet, Charles-Abraham
MONTMORENCY	L	Taschereau, Louis-Alexandre
MONTRÉAL-DORION	C	Blain, Aldéric
MONTRÉAL-LAURIER	L	Poulin, Ernest
MONTRÉAL-MERCIER	L	Plante, Anatole
MONTRÉAL-SAINTE-ANNE	L	Dillon, Joseph Henry
MONTRÉAL-SAINT-GEORGES	C	Gault, Charles-Ernest
MONTRÉAL-SAINT-HENRI	L	Leduc, Alfred
MONTRÉAL-SAINT-JACQUES	L	Vautrin, Irénée

LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
par circonscription

Circonscription	Allégeance politique	Député
MONTRÉAL-SAINT-LAURENT	L	Cohen, Joseph
MONTRÉAL-SAINT-LOUIS	L	Bercovitch, Peter
MONTRÉAL-VERDUN	C	Lafleur, Pierre-Auguste
NAPIERVILLE-LAPRAIRIE	L	Charbonneau, Joseph-Euclide
NICOLET	L	Savoie, Joseph-Alcide
PAPINEAU	L	Lahaie, Désiré
PONTIAC	L	McDonald, Wallace Reginald
PORTNEUF	L	Gauthier, Pierre
QUÉBEC	L	Bédard, Joseph-Éphraïm
QUÉBEC-CENTRE	L	Samson-Joseph
QUÉBEC-OUEST	L	Power, Joseph Ignatius
RICHELIEU	L	Lafrenière, Jean-Baptiste
RICHMOND	L	Desmarais, Stanislas-Edmond
RIMOUSKI	L	Moreault, Louis-Joseph
ROUVILLE	L	Bernard, Cyrille-Améric
SAINT-HYACINTHE	L	Bouchard, Télesphore-Damien
SAINT-JEAN	L	Bouthillier, Alexis
SAINT-MAURICE	L	Frigon, Joseph-Auguste
SAINT-SAUVEUR	L	Cantin, Charles-Édouard
SHEFFORD	L	Bullock, William Stephen
SHERBROOKE	C	Crépeau, Armand-Charles
SOULANGES	L	Farand, Avila
STANSTEAD	L	Bissonnet, Alfred-Joseph
TÉMISCAMINGUE	L	Piché, Joseph-Édouard
TÉMISCOUATA	L	Casgrain, Léon
TERREBONNE	L	David, Athanase
TROIS-RIVIÈRES	C	Duplessis, Maurice Le Noblet
VAUDREUIL	L	Pilon, Hormisdas
VERCHÈRES	L	Messier, Félix
WESTMOUNT	C	Smart, Charles Allan
WOLFE	L	Lemieux, Joseph-Pierre-Cyrénus
YAMASKA	L	Laperrière, David

Allégeance politique :

- C - Conservateur
- L - Libéral
- O - Ouvrier

Séance du mardi 10 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. le Greffier¹: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes²!

Ce mardi 10 janvier 1928, dans la dix-huitième année du règne de Sa Majesté George V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au-delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes, à la première session de la dix-septième législature convoquée pour ce jour, par proclamation ci-annexée, pour l'expédition des affaires;

Le greffier de l'Assemblée législative ayant déposé sur le bureau de la Chambre une liste certifiée des députés qui ont été élus à l'élection générale de 1927 (liste dont copie est ci-annexée);

M. Louis-Philippe Geoffrion, greffier de l'Assemblée législative, et M. Charles-Alphonse Fournier, greffier-adjoint de l'Assemblée législative, tous deux commissaires nommés pour faire prêter le serment d'allégeance aux députés, ayant de 11 heures du matin à 3 heures de l'après-midi assermenté au bureau de la Chambre les députés, qui se sont présentés;

À 3 h 30, la masse est placée sous le bureau, le greffier réclame l'ordre et les députés prennent leur siège.

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant:

Messieurs, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, le greffier et les députés se rendent dans la salle des séances du Conseil.

M. l'Orateur du Conseil législatif: Honorables Messieurs du Conseil législatif, Messieurs de l'Assemblée législative, Son Honneur le lieutenant-gouverneur ne croit pas devoir déclarer les motifs qui

lui ont fait convoquer la présente législature de la province de Québec avant qu'un Orateur de l'Assemblée législative ait été choisi, suivant la loi; mais, quand ce choix sera fait, Son Honneur expliquera les motifs de la convocation de la présente législature.

Et les députés étant de retour,

Brefs d'élection:

M. le Greffier informe la Chambre que, à la réception de la notification suivante, l'Orateur a adressé au greffier de la couronne en chancellerie des mandats lui enjoignant d'émettre de nouveaux brefs portant convocation des collèges électoraux de Kamouraska et de Portneuf.

Vacances dans les districts électoraux:

**Districts électoraux
de Kamouraska et de Portneuf**

Québec, le 12 octobre 1927

À Monsieur l'Orateur
de l'Assemblée législative
de Québec

Nous avons l'honneur de vous informer que, par suite de la mort de M. Nérée Morin et de l'acceptation par M. Édouard Hamel d'une charge permanente à laquelle sont attachés des émoluments provenant de la province, les districts électoraux de Kamouraska et de Portneuf sont sans représentant dans l'Assemblée législative de Québec.

L.-A. Taschereau,
député de Montmorency

Antonin Galipeault,
député de Bellechasse

Certificats d'élection:

M. le Greffier informe la Chambre que, en l'absence de l'Orateur, il a reçu du greffier de la

couronne en chancellerie les certificats d'élections suivants:

District électoral de Kamouraska

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1928

À Monsieur le greffier
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le douze octobre mil neuf cent vingt-sept et adressé à M. François Gagnon, officier-rapporteur, résidant à Saint-Pascal, M. Pierre Gagnon, cultivateur à Rivière-Ouelle, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Kamouraska à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Nérée Morin, décédé.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
L.-P. Geoffrion

**District électoral
de Portneuf**

BUREAU DU GREFFIER
DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE

Québec, le 10 janvier 1928

À Monsieur le greffier
de l'Assemblée législative
de Québec

Je certifie que, conformément à un bref d'élection émis le douze octobre mil neuf cent vingt-sept et adressé à M. Édouard Hamel, registrateur et officier-rapporteur, résidant à Cap-Santé, M. Pierre Gauthier, médecin à Deschambault, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Portneuf à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Édouard Hamel, qui a accepté une charge permanente à laquelle sont attachés des émoluments provenant de la province.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
L.-P. Geoffrion

Brefs d'élection:

**Élection contestée
dans Montréal-Sainte-Marie**

M. le Greffier informe la Chambre que, en l'absence de l'Orateur, il a reçu de trois juges de la Cour supérieure siégeant à Montréal le jugement suivant, au sujet de l'élection de M. Joseph-Ovila Gauthier dans le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, et qu'il a, en conséquence, adressé au greffier de la couronne en chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Montréal-Sainte-Marie.

COUR SUPÉRIEURE

Province de Québec,
District de Montréal

Au greffier
de l'Assemblée législative,
Québec

In re: Élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, tenue les neuvième et seizième jours de mai, mil neuf cent vingt-sept, étant respectivement les jours de présentation et de votation.

HECTOR DUPUIS, gérant, résidant au no 1565 rue Dorion, en la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire;

vs

JOSEPH-OVILA GAUTHIER, typographe, de la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et déclaré élu comme député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie,

Défendeur.

Nous, soussignés, constituant le tribunal qui a entendu cette cause au mérite, avons l'honneur de vous transmettre une copie du jugement rendu en cette affaire le 12 décembre 1927, et de vous faire

rapport que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure à l'élection à laquelle se rapporte la pétition par des personnes dont nous ne croyons pas devoir mentionner les noms parce qu'aucune notification ne leur a été donnée.

Montréal, 16 décembre 1927

Philippe Demers, J.C.S.
L.-E. Panneton, J.C.S.
Louis Coderre, J.C.S.

COUR SUPÉRIEURE

Province de Québec,
District de Montréal, no 1

Le 12^e jour de décembre 1927

Présents: Les honorables juges P. Demers, L.-E. Panneton, L. Coderre

In re: Élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, tenue les neuvième et seizième jours de mai, mil neuf cent vingt-sept, étant respectivement les jours de présentation et de votation.

HECTOR DUPUIS, gérant, résidant au no 1565, rue Dorion, en la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal,

Pétitionnaire;

vs

JOSEPH-OLIVA GAUTHIER, typographe, de la cité de Montréal, dans le district judiciaire de Montréal, et déclaré élu comme député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie,

Défendeur.

LA COUR, après avoir entendu les parties par leurs procureurs au mérite de cette cause; après avoir examiné la procédure, la preuve faite et délibéré;

Attendu que le pétitionnaire demande l'annulation de l'élection d'un député à l'Assemblée

législative de Québec pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, élection tenue les neuvième et seizième jours de mai 1927, pour pratiques et manœuvres frauduleuses, et demande la déqualification du défendeur;

Attendu que le défendeur a contesté ladite pétition par un plaidoyer équivalant à une dénégation générale;

Vu la preuve faite et les admissions produites par le défendeur, admissions qui se lisent comme suit:

"Ledit défendeur admet par les présentes que des irrégularités et manœuvres frauduleuses suffisantes pour annuler l'élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, tenue les neuvième et seizième jours de mai 1927, étant respectivement les jours de présentation et de votation, ont été commises par les agents et représentants du défendeur, mais, hors sa connaissance et sans son consentement, et, qu'en conséquence, la susdite élection doit être annulée, avec dépens."

Montréal, le 5 décembre 1927

(Signé) Joseph Gauthier, défendeur,
C.-A. Goyette, procureur du défendeur,

Maintient ladite pétition et annule à toutes fins que de droit ladite élection du défendeur comme député à l'Assemblée législative de Québec pour le district électoral de Montréal-Sainte-Marie, tenue les neuvième et seizième jours de mai 1927, et condamne le défendeur aux dépens.

Philippe Demers, J.C.S.
L.-E. Panneton, J.C.S.
Louis Coderre, J.C.S.

Vraie copie, C. L'Heureux, Dép. C.S.

M. le Greffier veut répéter tout cela en anglais.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Dispense.

Élection de l'Orateur

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que M. Hector Laferté, député du collège électoral de Drummond, soit élu

Orateur de la Chambre et qu'il prenne place au fauteuil en cette qualité.

Quelqu'un a dit avant moi que l'on naît poète mais qu'on devient orateur. Je ne connais pas les dispositions du député de Drummond pour la poésie, je ne sais pas si c'est un amant de la muse ni le nombre des ascensions qu'il a faites au Parnasse, mais je connais ses qualités, sa courtoisie, et il présidera avec dignité les délibérations de l'Assemblée. Je sais très bien qu'il a toutes les qualités voulues pour faire un excellent Orateur.

De vieilles coutumes du Parlement britannique veulent que l'Orateur soit traîné à son trône par le proposeur et le secondeur de la motion pour le nommer président, afin de bien montrer qu'il se croit indigne de la fonction qu'on lui confie, qu'il la redoute et qu'il accepte à corps défendant. J'espère que le député de Drummond nous facilitera notre rôle et se rendra de bonne grâce au fauteuil, qu'il ne mettra pas trop d'entraves au geste que nous allons faire dans un instant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant)
Dispense.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien. M. Laferté a toutes les qualités pour être Orateur de la Chambre. Député depuis 11 ans, possédant la confiance de la Chambre, de tous ses électeurs, et l'amitié de tous ses collègues, jouissant d'une longue expérience politique et ayant la fermeté et la courtoisie qui donnent de l'autorité, le député de Drummond est tout désigné pour présider aux délibérations de cette Chambre.

Ayant à son actif quatre années d'expérience comme président adjoint, il connaît les devoirs inhérents à la présidence. C'est aussi un homme dont la personnalité s'est attirée l'amitié des députés des deux côtés de la Chambre. Je suis certain qu'il remplira admirablement bien les fonctions qu'il est appelé à présider. Je lui souhaite succès et j'espère que tous les députés de cette Chambre s'uniront pour lui rendre la tâche facile.

(Applaudissements)

M. le Greffier soumet la proposition à la Chambre.

Adopté *nemine contradicente*.

M. le Greffier déclare M. Hector Laferté dûment élu. Ce dernier est conduit au fauteuil par le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) et par le député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault).

M. l'Orateur, arrivé au degré supérieur de l'estrade, exprime ses sentiments à la Chambre comme suit:

L'honorable M. Laferté (Drummond):
Messieurs, je remercie sincèrement la Chambre du grand honneur qu'elle vient de me faire en me choisissant pour son Orateur, et je la prie de croire que je m'efforcerai toujours de mériter sa confiance.

Je n'ignore pas combien je suis peu qualifié pour occuper le poste important qui m'est assigné; aussi je compte sur la bienveillance et le concours de tous les membres de cette Chambre pour remplir avec fermeté et impartialité les devoirs qui vont m'incomber. J'aime à espérer que la Chambre entière voudra bien, à l'occasion, m'aider à défendre nos droits et privilèges, à faire respecter notre règlement et à maintenir la liberté de discussion que nos usages ont consacrée.

M. l'Orateur prend alors place au fauteuil, et la masse, qui auparavant était sous la table, est alors mise sur le bureau.

Suspension des travaux

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que cette Chambre suspende ses travaux³.

Adopté.

Reprise de la séance

Messages du lieutenant-gouverneur:

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte un nouveau message, lequel se lit comme suit:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle du Conseil législatif.

En conséquence, l'Orateur, précédé de la masse et suivi des députés, se rend à la barre du Conseil législatif.

M. l'Orateur de l'Assemblée législative:
M. le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée législative

m'a choisi pour son Orateur, bien que je ne me sente pas très qualifié pour remplir le poste important auquel elle m'a appelé.

Si, dans l'exercice des fonctions de ma charge, il m'arrive de commettre quelque erreur, je désire que ce soit à moi que l'on impute cette erreur et non à la Chambre dont je suis le serviteur.

Et, afin que l'Assemblée législative soit à même de se mieux acquitter de ses devoirs envers son Souverain et son pays, je réclame de sa part tous les droits et tous les privilèges qui ne peuvent lui être contestés; spécialement, je demande qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de votre personne en temps opportun, et que Votre Honneur veuille bien interpréter favorablement ses délibérations et ses actes.

M. l'Orateur du Conseil législatif:

M. l'Orateur, j'ai reçu ordre de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de vous exprimer l'entière confiance de Sa Majesté dans vos talents, votre intelligence et votre aptitude à remplir les importants devoirs du haut poste d'Orateur de l'Assemblée législative auquel vous avez été élu par la Chambre, et que Sa Majesté vous reconnaît et vous confirme comme Orateur de la Chambre de l'Assemblée législative.

J'ai aussi ordre de vous assurer que l'Assemblée législative aura un prompt accès auprès de Son Honneur en toute occasion convenable et qu'il interprétera toujours de la manière la plus favorable ses procédés ainsi que ses paroles et ses actions.

Et, les députés étant de retour,

M. l'Orateur de l'Assemblée législative: J'ai l'honneur de faire rapport que cette Chambre vient de se rendre dans la salle du Conseil législatif; que là j'ai informé Son Honneur le lieutenant-gouverneur que l'Assemblée législative m'avait choisi pour son Orateur; que j'ai aussi, au nom de cette Chambre, réclamé tous ses droits et privilèges, et demandé qu'elle jouisse de la liberté de discussion, qu'elle ait accès auprès de Son Honneur lorsque les circonstances l'exigeront et qu'il veuille bien interpréter favorablement tous les actes et délibérations de cette Chambre; que, sur ce, Son Honneur a bien voulu déclarer qu'il reconnaissait volontiers à notre Assemblée tous les privilèges que lui accorde la Constitution, qu'elle aurait, en temps opportun, un accès facile auprès de lui et qu'il interpréterait toujours favorablement nos délibérations, nos paroles et nos actes.

Prestation des serments d'office

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 1 relatif à la prestation des serments d'office.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Discours du trône

M. l'Orateur: J'ai l'honneur de faire rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de Son Honneur le lieutenant-gouverneur dans la salle du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la Législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au début de cette dix-septième législature, je suis heureux de souhaiter la bienvenue à tous les députés, anciens et nouveaux. Je désire leur offrir, ainsi qu'aux membres du Conseil législatif, mes meilleurs vœux à l'occasion du Nouvel An.

Deux événements importants ont marqué l'année qui vient de finir. Notre province a reçu la visite de Leurs Altesses Royales le prince de Galles et le prince George, qui étaient accompagnés du premier ministre de la Grande-Bretagne, M. Baldwin⁴.

Ces distingués visiteurs ont été l'objet d'un accueil très sympathique, et notre population a tenu à leur montrer combien elle reste attachée aux institutions qui régissent notre pays. Tout récemment, l'archevêque de Québec, Mgr Rouleau⁵, a été promu au cardinalat. C'est un grand honneur pour Québec, et je saisis cette première occasion de présenter au nouveau dignitaire, en votre nom et au mien, nos hommages respectueux.

La dernière récolte a été l'une des plus considérables dont nos agriculteurs aient bénéficié jusqu'ici, et notre domaine agricole s'est agrandi de plusieurs milliers d'acres.

Notre essor industriel s'est également accentué, et la création de nouveaux centres de production a fourni à nos ouvriers un travail abondant et rémunérateur. Ce développement s'est opéré tout particulièrement dans nos régions du Lac-Saint-Jean, de Québec et de la Gatineau, de même

que dans nos Cantons-de-l'Est. Il convient de l'attribuer à la politique qu'a adoptée mon gouvernement de ne pas exporter d'énergie électrique. Cette politique sera rigoureusement maintenue.

Les primes de défrichement et de premier labour ont produit d'excellents résultats, et la colonisation s'est poursuivie activement.

Nos régions minières ont révélé une richesse inespérée, et Rouyn est maintenant pourvu d'un haut fourneau où l'on a récemment commencé à traiter le minerai de cuivre. Notre province a pris une telle importance, au point de vue minier, que les associations minières et métallurgiques de l'Empire britannique y ont tenu leur dernier congrès trisannuel.

Deux importants rapports vous seront soumis, celui de M. le juge Boyer⁶ concernant l'incendie du Laurier Palace, et celui de la commission chargée de faire enquête sur les écoles catholiques de Montréal.

M. le juge Boyer traite de l'admission des enfants aux spectacles cinématographiques et de l'ouverture des cinémas le dimanche. Vous aurez à étudier les conclusions de son rapport à ce double point de vue.

Pour ce qui est de l'observance du dimanche dans nos usines à pulpe et à papier, nous devons noter une amélioration considérable. Des abus existent encore, et mon gouvernement désire s'employer activement à les réprimer. Il ne peut cependant, à cette fin, assumer la police générale de la province. Il compte, pour que le jour du Seigneur soit fidèlement observé, sur le bon vouloir des patrons et des ouvriers, sur la collaboration de certaines associations et sur le concours des autorités municipales qui, trop souvent, lui fait défaut.

Une conférence interprovinciale a eu lieu à Ottawa en novembre dernier. Toutes les provinces du dominion y étaient représentées, et l'on a discuté des questions de la plus haute importance.

Mon gouvernement croit que le facteur qui assurera le mieux l'unité canadienne et qui sauvegardera l'avenir du Canada réside dans le respect de l'autonomie provinciale et dans la fidélité à l'esprit, comme à la lettre, du pacte fédératif.

Cette affirmation est d'autant plus opportune que notre Confédération canadienne a célébré, en 1927, son 60^e anniversaire et que les progrès réalisés jusqu'ici et signalés par des fêtes splendides doivent nous inciter à prévenir toute source de conflits.

Au cours de cette session qui commence, trois questions d'un intérêt primordial réclameront votre attention.

Nos ouvriers désirent, relativement aux accidents survenant au cours de leur travail, une loi de compensation plus généreuse que celle qui les régit maintenant.

À la suite d'une enquête prolongée et d'une étude approfondie, mon gouvernement croit avoir trouvé un système qui réunira ce que notre propre législation et ce que les législations étrangères renferment de meilleur.

Ce système donnera satisfaction aux patrons comme aux ouvriers. Indemniser généreusement l'ouvrier sans nuire à l'industrie, telle est l'idée maîtresse qui a présidé à la rédaction de la nouvelle loi que vous serez appelés à étudier.

Mon gouvernement attache une importance souveraine à l'hygiène publique et en donnera de nouveau la preuve.

Il est du devoir de tous de travailler à améliorer les conditions hygiéniques, pour conserver nos jeunes enfants et protéger notre population contre les maladies contagieuses.

L'établissement d'un crédit agricole, en coopération avec le gouvernement fédéral, démontrera l'intérêt constant que mon gouvernement porte à la population rurale.

En vue de rendre les établissements agricoles durables et profitables, le gouvernement s'efforcera de diriger les colons vers les véritables centres de colonisation tels que l'Abitibi et le Témiscamingue.

Il espère ainsi les empêcher de se disséminer dans des endroits peu favorables à la grande culture.

Une loi destinée à favoriser le rapatriement des Canadiens émigrés aux États-Unis vous sera soumise, pourvu que les autorités fédérales donnent suite au projet qu'elles ont conçu à cet égard et dont elles ont fait part à mon gouvernement.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous constaterez un état financier des plus satisfaisants dans les *Comptes publics* qui vous seront présentés. Vous serez invités à voter les crédits du prochain exercice.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous aurez à légiférer sur diverses matières d'intérêt général. Je prie Dieu de bénir vos travaux au cours de cette session, que j'ai l'honneur d'inaugurer au nom de Sa Majesté le roi.

**Prise en considération
du discours du trône**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que la prise en considération du discours du trône ait lieu à la prochaine séance.
Adopté.

**Formation
des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que les comités permanents suivants soient institués, savoir:

1. un comité des privilèges et élections;
2. un comité des règlements;
3. un comité des comptes publics;
4. un comité des chemins de fer et autres moyens de communication;
5. un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation;
6. un comité des industries et du commerce;
7. un comité du Code municipal;
8. un comité des bills privés en général;
9. un comité des bills publics en général;
10. un comité de la Bibliothèque de la Législature;

11. un comité des impressions législatives.

Et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autre des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Adopté.

**Composition
d'un comité spécial**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter, avec toute la diligence possible, une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation, et que les honorables MM. Taschereau, Mercier fils et Nicol, MM. Blain, Bullock, Daniel, Fortier, Pilon, Sauvé, Smart et Thériault forment ledit comité spécial.

Adopté.

Dépôt de documents:**Rapport de l'élection générale de 1927
et des élections partielles
de 1923 à 1927**

M. l'Orateur dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur la dix-septième élection générale (1927) et sur les élections partielles tenues pendant la législature précédente (1923-1927). (Document de la session no 32)

**Rapport du ministre
de l'Agriculture**

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre de l'Agriculture de la province de Québec, 1926-1927. (Document de la session no 3)

**Rapport du ministre
des Travaux publics et du Travail**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre des Travaux publics et du Travail de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1927. (Document de la session no 4)

**Rapport du ministre
de la Colonisation, des Mines
et des Pêcheries**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport général du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1927. (Document de la session no 7)

**Rapport du
ministère de la Voirie**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministère de la Voirie pour l'année 1927. (Document de la session no 21)

**Rapport du ministre
des Affaires municipales**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du

ministre des Affaires municipales de la province de Québec, 1926-1927. (Document de la session no 30)

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. À l'ouverture d'une nouvelle législature, l'Orateur n'ayant pas encore été élu, le greffier procède à l'ouverture de la première séance. Selon *L'Événement* du 11 janvier 1928, à la page 11, la fonction de greffier était assumée par M. Louis-Philippe Geoffrion.

2. Dans l'assistance se trouvait M. William Phillips, ambassadeur des États-Unis, selon *L'Événement* du 11 janvier 1928, à la page 1.

3. Selon *Le Devoir* du 11 janvier 1928, à la page 2, et *L'Action catholique* du 11 janvier 1928, à la page 1, M. Taschereau a demandé que la séance soit suspendue pour quelques minutes, afin que les députés puissent se rendre au Conseil législatif pour écouter la lecture du discours du trône.

4. M. Stanley Baldwin (1867-1947), élu député conservateur et nommé chancelier de l'Échiquier dans le gouvernement d'Andrew Bohar Law, lui succéda comme premier ministre britannique en 1923. Il revint au pouvoir de 1924 à 1929 et de 1935 à 1937.

5. Raymond-Marie Rouleau (1866-1931) est le troisième Canadien français à recevoir le titre de cardinal. Mgr Rouleau était également archevêque de Québec en juillet 1926, un poste qu'il conservera jusqu'à son décès.

6. Il s'agit du juge Louis Boyer qui déposa son rapport, commandé par le gouvernement le 30 août 1927, concernant l'incendie au Laurier Palace à Montréal, le 9 janvier 1927, où 78 enfants canadiens-français périrent carbonisés. Le rapport d'une quarantaine de pages s'étend également sur la moralité du cinéma.

Séance du mercredi 11 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre¹:

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant la loi la constituant en corporation (M. Bercovitch);
- de Henry Leo Silverstone, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);
- de The Engineers Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bercovitch);
- de Regular Baptist Church of North Hatley, demandant l'adoption d'une loi aux fins de nommer The Sherbrooke Trust Company comme exécuter de la succession de Taylor Little (M. Bissonnet);
- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bouchard);
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bouchard);
- de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bullock);
- du révérend W. Sluzar et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal" (M. Bullock);
- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lafleur);
- de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lamoureux);
- de dame Clara Beauchamp, veuve de Simon Lacombe, et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la radiation d'une hypothèque

affectant le lot no 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges (M. Lemieux, Gaspé);

- de Charles-Stanislas-Victorien Barré, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Marchand);
- des commissaires d'écoles de la municipalité du Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal, quant aux pétitionnaires (M. Marchand);
- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 44 de ladite ville, accordant une franchise à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated (M. Marchand);
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marchand);
- de dame Marie-Ange Lemoine de Martigny, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier (M. Marchand);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Poulin);
- de L.-E.-Langis Galipeault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Rochette);
- de St. Lawrence Paper Mills Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légaux l'acte de vente et l'acte de convention consentis par dame Léa Labrie à ladite compagnie (M. Rochette);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Samson);
- des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Samson);
- d'Alphonse Couturier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à le considérer comme élève de troisième année (M. Thériault);
- de la corporation de la ville d'Arthabaska, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 72 relativement à The Arthabaska Clothing Company (M. Thériault);
- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et à amender l'époque du recensement des enfants (M. Vautrin).

Rapports du comité spécial:

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité spécial chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et, comme devant faire partie des divers comités permanents de la Chambre, les députés dont les noms suivent:

Comité permanent des règlements: Les honorables MM. Dillon, Lapierre, Leduc; MM. Authier, Bédard, Bullock, Cantin, Delisle, Duplessis, Pilon, Rochette, Roy, Samson, Sauvé.

Comité permanent des bills privés en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Leduc, Mercier fils, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Authier, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bissonnet, Blain, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Crépeau, Daniel, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dugas, Duplessis, Farand, Fortier, Gault, Grant, Guertin, Lafleur, Lafrenière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Moreault (Rimouski), Oliver, Ouellet, Papineau, Paquet, Phaneuf, Philps, Pilon, Plante, Poulin, Power, Reed, Renaud, Rochette, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Smart, Thériault, Thurber, Tremblay, Vautrin.

Comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Lapierre, Mercier fils, Moreau, Nicol; MM. Authier, Baillargeon, Bercovitch, Bergeron, Bissonnet, Bullock, Charbonneau, Crépeau, Delisle, Desmarais, Dufour, Frigon, Gagnon (Maskinongé), Gagnon (Kamouraska), Gault, Gauthier, Lafleur, Lahaie, Laperrière, Lamoureux, Lemieux (Gaspé), Lafrenière, Lortie, Marchand, Oliver, Paquet, Phaneuf, Philps, Piché, Pilon, Reed, Renaud, Roy, Sauvé, Savoie, Smart, Thériault, Tremblay.

Comité permanent des comptes publics: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon,

Galipeault, Lapierre, Mercier fils, Moreau, Nicol, Perrault; MM. Authier, Bastien, Bercovitch, Blain, Bouchard, Bullock, Casgrain, Crépeau, Daniel, Dugas, Duplessis, Fortier, Grant, Guertin, Lafleur, Lafrenière, Marchand, McDonald, Ouellet, Papineau, Philps, Renaud, Sauvé, Savoie, Smart, Thériault, Thurber, Vautrin.

Comité permanent des bills publics en général: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Galipeault, Mercier fils, Nicol, Perrault; MM. Authier, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Blain, Bouchard, Bullock, Cantin, Casgrain, Cohen, Côté, Daniel, Dugas, Duplessis, Fortier, Gault, Gauthier, Lafrenière, Lemieux (Wolfe), Moreault (Rimouski), Papineau, Plante, Poulin, Rochette, Smart, Thériault.

Comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation: Les honorables MM. Moreau, Perrault, MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bergeron, Bernard, Bouthillier, Bullock, Charbonneau, Daniel, Dansereau, Delisle, Desmarais, Dufour, Duplessis, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Guertin, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Oliver, Ouellet, Phaneuf, Piché, Pilon, Renaud, Samson, Saurette, Sauvé, Savoie, Thériault.

Comité permanent des industries et du commerce: Les honorables MM. Lapierre, Leduc, Moreau; MM. Baillargeon, Bastien, Bissonnet, Bullock, Crépeau, Dansereau, Delisle, Desmarais, Duplessis, Frigon, Gagnon (Maskinongé), Gault, Grant, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lamoureux, Lortie, Marchand, McDonald, Ouellet, Paquet, Piché, Philps, Power, Reed, Roy, Samson, Sauvé, Saurette, Savoie, Smart, Tremblay.

Comité permanent des privilèges et élections: Les honorables MM. Taschereau, David, Dillon, Mercier fils, Nicol, Perrault; MM. Bercovitch, Blain, Casgrain, Dugas, Duplessis, Fortier, Sauvé, Thériault.

Comité permanent du Code municipal: Les honorables MM. Taschereau, David, Moreau, Nicol, Perrault, MM. Bédard, Bergeron, Blain, Bouchard, Bullock, Casgrain, Côté, Daniel, Delisle, Dugas, Duplessis, Fortier, Frigon, Gauthier, Lafrenière, Lamoureux, Oliver, Ouellet, Papineau, Renaud, Rochette, Samson, Sauvé, Thurber.

Le rapport est adopté.

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

**Nominations
au service civil**

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative copie des rapports de l'honorable Conseil exécutif, concernant certaines nominations dans le service civil. (Document de la session no 12)

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 10 janvier 1928

**Rapport
de l'Imprimeur du Roi**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) transmet à M. l'Orateur un message du lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'Imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en main, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits Statuts. (Document de la session no 20)

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 10 janvier 1928

Dépôt de documents:***Annuaire statistique
de Québec***

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. David (Terrebonne)**² dépose sur le bureau de la Chambre *l'Annuaire statistique de Québec*, 1927. (Document de la session no 19)

**Rapport du secrétaire
et registraire**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec, 1926-1927. (Document de la session no 6)

**Rapport du surintendant
de l'Instruction publique**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1926-1927. (Document de la session no 8)

**État financier du surintendant
de l'Instruction publique**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier du surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1927. (Document de la session no 9)

**État financier
des corporations scolaires**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre l'état financier des corporations scolaires, pour l'année finissant le 30 juin 1926. (Document de la session no 11)

**Statistiques
municipales, 1926**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques municipales pour l'année civile 1926. (Document de la session no 34)

**Statistiques des
établissements pénitentiaires, 1925**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) pour **l'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des établissements pénitentiaires pour l'année 1925. (Document de la session no 24)

Statistiques judiciaires pour l'année 1926

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques judiciaires pour l'année 1926. (Document de la session no 25)

État des cautionnements

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des cautionnements fournis par des employés publics du gouvernement de la province de Québec du 10 janvier 1927 au 10 janvier 1928. (Document de la session no 15)

Adresse en réponse au discours du trône

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power), que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, la tâche que l'honorable premier ministre a bien voulu me confier m'apparaît en ce moment beaucoup plus lourde que je ne l'avais d'abord imaginée, et si, d'un cœur léger et même avec l'enthousiasme qui caractérise la jeunesse à laquelle je me flatte d'appartenir encore, je l'ai acceptée sans penser aux écueils que je vois maintenant surgir sur ma route, je me sens toutefois réconforté, et orgueilleux en même temps, en pensant que je parle en ce moment au nom de la majorité des électeurs d'un des plus populeux comtés de la métropole et de toute la province.

Aussi, je tâcherai de maîtriser mon émotion, et me levant pour la première fois dans cette Chambre, où plane le souvenir de tant d'orateurs illustres et où je vois devant moi et autour de moi tant de maîtres dans l'art de la parole, je ferai appel à l'indulgence de ceux qui m'écoutent et je leur demanderai de plonger dans leurs souvenirs afin de se rappeler leur état d'âme à leur premier discours dans cette enceinte.

Je vous ai dit, tout à l'heure, M. l'Orateur, que les électeurs de la division Montréal-Mercier avaient bien voulu me choisir comme leur représentant à Québec, et j'imagine que, par là, ils ont voulu répondre au secret désir que j'ai toujours entretenu dans mon cœur de revenir plus souvent prendre contact avec ce coin du sol où j'ai vu le jour, il y a 34 ans, et où j'ai passé ma première jeunesse. Toutes mes ambitions sont maintenant comblées.

Quand je fouille dans mes souvenirs d'il y a 25 ans, j'y retrouve une ambition énorme dans le temps, qui était celle de m'asseoir sur les marches de ce trône, dont vous occupez si dignement le fauteuil, M. l'Orateur, et d'y remplir l'important rôle de petit page, de petit chasseur. Mon cerveau d'enfant ne rêvait rien de plus beau que de servir les représentants du peuple, et voici qu'aujourd'hui le hasard, et les électeurs de Mercier aidant, j'occupe dans cette Chambre l'un des fauteuils parmi ceux que je voulais autrefois servir et que mon imagination d'écolier avait conçu trop haut pour ne pouvoir jamais l'atteindre.

Je viens, M. l'Orateur, d'attribuer au hasard et à la bonne volonté du peuple de la province mon élection comme député d'un des quartiers les plus populeux de Montréal et de toute la province, mais je sais que j'ai eu tort et que ce personnage n'a pas l'importance qu'on veut bien lui prêter en certains milieux. En effet, au-delà des contingences du hasard et de la bonne volonté du peuple de cette province, il y a les saines mesures politiques de ce gouvernement et il y a le jugement éclairé des électeurs, il y a la droiture d'intention de la part des administrateurs et il y a la reconnaissance de la part des administrés, il y a le soleil de la vérité qui brille aux yeux de tous et il y a l'oubli pour ceux qui recourent à l'injure.

Aussi, le peuple s'est prononcé, le 16 mai dernier, avec une éloquence et une clarté qui enlèvent toute indécision, tout doute. De la dernière lutte électorale, et de son résultat, se dégage une leçon qui devra profiter à l'avenir à ceux qui n'ont d'autres armes à brandir en temps d'élections que celles des injures, de la calomnie et du mensonge. Mais il faut compter toujours avec la logique du

peuple, et le peuple de cette province, après avoir écouté une discussion sérieuse, fondée sur des chiffres sérieux, après avoir envisagé l'œuvre financière, politique et sociale de la dernière législature, a décidé de faire sortir de la barque politique provinciale, comme naguère il l'a fait de la barque politique fédérale, certains personnages qui n'y étaient entrés que par subterfuge.

Ainsi lestée, cette barque qui ne porte plus, comme dans les temps anciens, César et sa fortune, mais la province de Québec et son avenir, continuera de voguer à pleines voiles, sous la solide direction de l'honorable premier ministre et de ses collègues vers des rivages encore meilleurs, après avoir laissé derrière elle un long sillage de bonheur et de prospérité.

Il semblerait suffisant de mentionner à la hâte les œuvres du gouvernement pour faire comprendre le jugement du peuple le mois de mai dernier, car les énumérer en détail deviendrait fastidieux. Je me permettrai, M. l'Orateur, d'attirer votre attention sur certaines des œuvres les plus importantes du Parti libéral dans ces dernières années. Parmi celles-ci, je crois que, en tout premier lieu, nous devons mentionner l'œuvre des bonnes routes. Quiconque parcourt aujourd'hui l'immense domaine de la province, et le compare avec ce qu'il était il y a 15 ou 20 ans, ne peut s'empêcher de s'étonner de l'étendue du bien-être que ces routes ont contribué à répandre dans toutes les classes de la population.

Il semble que la province de Québec a droit de s'attribuer une grande part du compliment que l'honorable Stanley Baldwin, premier ministre d'Angleterre, dont la récente visite a été soulignée avec à-propos hier, adressait au Canada tout entier dans un discours qu'il prononçait en Angleterre. En effet, le premier ministre anglais louangeait la propreté de nos rues et de nos villes, le bon état de nos routes, le côté enchanteur de nos campagnes et l'apparence de bonheur de nos populations.

Je ne crois pas me tromper en attribuant toutes ces choses dont nous jouissons aux résultats de la bonne politique des bonnes routes, telle que mise en vigueur par l'honorable ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron). Cette politique a été profitable à toutes les classes de la société: à l'industriel comme au commerçant, au citadin comme à l'agriculteur. Cette politique permet, en plus, aux nombreux touristes qui nous visitent tous les ans de semer à pleines mains les écus d'or qui tombent dans le gousset de nos commerçants et de nos propriétaires d'hôtellerie, pour ensuite se répandre dans tout le peuple.

Me serait-il permis aussi de mentionner les nouveaux territoires ouverts à la colonisation; l'énorme expansion donnée à l'industrie minière; le développement de nos richesses hydrauliques, l'exploitation de nos forêts; l'attention donnée à l'industrie laitière; la protection et la direction éclairée donnée à l'agriculture; l'avancement donné à l'éducation et enfin la loi de l'assistance publique, loi sur laquelle je voudrais retenir votre attention pour un instant. Je suis heureux, M. l'Orateur, de constater, à titre de médecin surtout, que le programme du Parti libéral, tel qu'énoncé dans le discours du trône, préconise de nombreux règlements pour combattre la mortalité infantile et prévenir les épidémies.

Je suis heureux de constater que le Parti libéral veuille bien faire de ce Parlement un vrai Parlement protecteur du capital humain. Notre état financier est excellent, notre situation économique admirable, notre développement dans toutes les sphères de l'industrie remarquable. Tout est merveilleux en tout et partout. Mais une ville, une province, un pays n'est riche que par la santé de ceux qui l'habitent. À quoi sert d'avoir des millions dans nos coffres si nous perdons des milliers d'êtres humains, faute de les utiliser? Et la province de Québec, qui est riche en or et en habitants, se doit de vider ses coffres pour sauver ce capital humain.

Et c'est là que la sagesse du gouvernement actuel s'est fait sentir; c'est là que la clairvoyance et la perspicacité de notre honorable premier ministre se sont surtout manifestées; c'est là que nos ministres se sont montrés éclairés, et c'est là que nous avons admiré le jour où ils ont passé la loi de l'assistance publique, cette loi qui a fait tant critiquer le gouvernement par ses adversaires politiques, cette loi qui leur a même fait dire que le Parti libéral voulait s'ingérer dans l'administration des institutions religieuses, cette loi dont ils ont voulu se servir pour nous aliéner l'amitié du clergé dans la province de Québec, cette loi avec laquelle ils voudraient effrayer l'électorat en lui parlant de taxes, cette loi qu'ils voulaient détruire pour nous empêcher de construire. Elle existe depuis sept ans, cette loi, et elle a rendu d'innombrables services. Elle a soulagé d'incalculables misères et elle a sauvé d'innombrables vies.

Je vous le demande, M. l'Orateur, dans la pratique de cette loi, avons-nous vu se réaliser les prophéties de malheur énoncées à grands cris et à grand bruit par les adversaires du gouvernement? Non. Aucune loi n'a été plus féroce ment critiquée par les adversaires du gouvernement. Aujourd'hui, comme nous, ils louent cette fameuse loi.

Aujourd'hui, comme nous, ils veulent bénéficier de cette loi. Ils reconnaissent le bien-fondé de son existence; ils sont heureux de voir les leurs, comme les nôtres, qui sont malheureux, souffreteux, tuberculeux, cancéreux, incurables, bénéficier d'une loi qui fait la gloire encore plus grande et plus impérissable de ceux qui l'ont entrée dans nos Statuts.

Le clergé même, dont on nous prédisait et nous souhaitait presque l'anathème, ne tarit pas d'éloges et surtout de remerciements à l'égard du gouvernement qui l'a aidé à continuer son œuvre bienfaisante, lui permettant de prodiguer avec plus de succès et de tendresse les soins qu'il a toujours donnés aux malheureux et aux déshérités de la fortune.

Le clergé adopte maintenant cette loi. Tous les diocèses de la province acceptent maintenant cette loi de l'assistance publique; les dernières hésitations sont tombées.

Dans toutes les maisons d'assistance publique, dans toutes les parties de la province, il n'est pas d'hôpitaux, d'hospices, d'asiles, de sanatoriums, de dispensaires dont les directeurs ne prient pas pour que notre gouvernement reste longtemps au pouvoir et garde comme chef son distingué premier ministre (l'honorable M. Taschereau).

Me permettez-vous, M. l'Orateur, de féliciter le gouvernement de ce qu'il a fait dans ce domaine et me permettez-vous de le féliciter davantage encore au nom de toute une population pour ce qu'il a l'intention de faire, sous la direction de l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David), dont la compétence, soutenue par un ardent patriotisme et un effort incessant dans la multiplicité de ses entreprises, inspire la confiance de ses amis et le respect de ses critiques?

Après ce coup d'œil rétrospectif qui nous rappelle un passé fructueux, voilà, M. l'Orateur, que le discours du trône nous révèle un programme chargé où l'on retrouve la préoccupation constante de donner à cette province une législation aussi parfaite que possible.

Aussi les ouvriers de cette province constateront avec plaisir, j'ose le croire, que la loi des accidents du travail sera remise à l'étude pour répondre à leur désir bien légitime et à leur droit parfaitement reconnu de recevoir entière justice lorsque le malheur viendra les frapper au milieu de leur labeur quotidien, labeur qui contribue pour une si grande part à l'essor économique de cette province. Et il n'est pas à douter que les ouvriers verront se réaliser leur désir.

Une autre mesure, bien louable, qui dénote très bien le désir sincère de ce gouvernement de maintenir cette province à la place d'honneur qu'elle occupe dans la Confédération, c'est de faire appel à ceux qui, dans un moment de découragement, ont quitté le sol natal pour aller chercher sur un sol étranger un état de bonheur et de fortune qui ne s'est point réalisé.

Je félicite le gouvernement d'avoir songé à rapatrier les Canadiens émigrés aux États-Unis et qui, depuis leur départ, j'en suis convaincu, comme le fils prodigue, ont toujours nourri dans leur cœur l'espoir de revenir goûter la joie de vivre dans le bien-être et la sécurité sur ce sol où leurs aspirations, tant nationales que religieuses, trouveront leur plein contentement. En effet, dans cette province, l'on tenterait en vain de mettre une cloison étanche entre la vie nationale et la foi qui l'anime, et cette union intime entre la vie nationale et la foi est la condition essentielle de notre existence et de notre survivance.

C'est d'ailleurs la première caractéristique qui a frappé l'honorable M. Baldwin, lors de son passage dans cette province. Il nous faisait remarquer à ce propos que la société moderne ne saura subsister que si les législateurs savent conserver intacte et la cellule familiale et la foi en la divinité.

Aussi, je note avec plaisir que le discours du trône nous rappelle le très grand honneur qui rejaillit sur toute la province de Québec par l'élévation de Sa Grandeur Mgr Raymond-Marie Rouleau à la dignité de prince de l'Église. Lorsque, dans quelques jours, nous irons saluer son retour glorieux au milieu de nous, nous sommes convaincus d'avance que Son Éminence le cardinal Rouleau continuera à répandre sur cette province les bienfaits dont nous ont gratifiés ses illustres prédécesseurs.

Je suis sûr que mon ami le chef de l'opposition (M. Sauvé), que nous sommes heureux de voir dans cette Chambre, partagera avec ses collègues notre commune joie et s'enorgueillira tout autant que nous de la bonne entente qui existe dans cette province entre toutes les races et toutes les croyances.

Je termine ici ces remarques qui vous ont peut-être paru trop longues, M. l'Orateur, mais je ne saurais reprendre mon siège sans vous offrir à mon tour mes sincères félicitations pour le nouvel honneur que cette Chambre vous a conféré hier et qui sied si bien à votre science et à votre dignité, M. l'Orateur.

(Applaudissements)³

M. Power (Québec-Ouest) se lève.
(Applaudissements) Mon premier devoir, dit-il, est

de dire que Québec-Ouest est très honoré du fait que son nouveau représentant est choisi pour seconder l'adresse. J'en remercie le premier ministre.

M. l'Orateur, quand l'honorable premier ministre, avec sa grâce habituelle, m'informa que j'aurais l'honneur de seconder l'adresse en réponse au discours du trône, ma première pensée en fut une de gratitude pour l'honneur qu'il me conférait, à moi et à l'importante circonscription que j'ai l'honneur de représenter.

Au nom des électeurs de Québec-Ouest, dont l'importance est signalée par cet acte du premier ministre et de son conseil, je tiens à exprimer mes sincères remerciements. La circonscription, sinon son représentant, est bien digne de cet honneur. Au point de vue de l'intérêt historique, elle ne le cède à aucune autre dans la province et même dans le dominion.

C'est dans les limites de Québec-Ouest que la première habitation fut construite sur le sol canadien. En cette rude construction, Samuel de Champlain jeta les fondations d'un gouvernement ordonné et de la civilisation chrétienne à travers le territoire presque illimité qui plus tard devint la Nouvelle-France. La tradition s'est maintenue durant les siècles qui suivirent et, toujours, sauf à de très rares intervalles, le siège du gouvernement est demeuré dans ce qui est maintenant appelé la division électorale de Québec-Ouest. Il est peut-être bon que tel ait été le cas, parce que nulle part, dans tout le Canada, dans un territoire aussi peu étendu, on ne trouve un pareil ensemble de facteurs historiques, de races, industriels et religieux.

C'est ici qu'on voit les membres des deux grandes races, dont les efforts ont fait la gloire passée et la future grandeur de ce pays. Ici, on voit les descendants des premiers colons français, des soldats et pionniers anglais, des commerçants écossais, des immigrants et exilés irlandais; tel aussi l'on trouve vivant côte à côte l'ouvrier, le mécanicien, le banquier et le capitaine d'industrie. Toutes ces races et toutes ces classes, grâce au système bien ordonné de notre gouvernement, à la liberté d'action, aux lois équitables sagement administrées et aux principes si en honneur dans la province de Québec, ceux de la protection des droits et privilèges de la minorité, vivent ensemble dans la paix, l'amitié et l'harmonie.

Sous le rapport des privilèges de la minorité, j'en suis un représentant vivant dans cette Chambre et dans cette province. Les habitants dans mon comté sont en grande majorité de descendance française. La paix règne en notre province, paix entre les classes et

entre les races, et je n'en veux de meilleure preuve que mon élection. Pendant des générations, grâce à leur propre générosité et à la demande des chefs autorisés de l'opinion, pour que la minorité puisse avoir une voix dans cette Chambre, ils ont continué à élire comme leur représentant une personne d'une autre descendance que la leur et dont la langue maternelle n'est pas la leur.

Cette générosité a été brillamment illustrée, aux dernières élections générales, quand, en dépit du fait que l'un de mes adversaires était un libéral de longue date, membre de l'une des plus illustres familles de Québec, et lui-même très capable et populaire⁴, les citoyens des deux partis politiques s'unirent pour voter pour moi, non à cause de ma personnalité, mais parce qu'ils désiraient conserver la tradition qui a existé depuis si longtemps et qui, tout en faisant honneur à l'esprit de justice et de "fair-play" de la majorité de la population, constitue un exemple qui est suivi trop peu souvent dans d'autres parties du dominion.

Avant de discuter la question qui est devant la Chambre, permettez-moi, M. l'Orateur, d'être l'un des premiers à vous offrir mes sincères félicitations pour votre élection unanime au poste de *first commoner* de la province de Québec que vous occuperez pendant plusieurs années. La louange du premier ministre, qui résonne encore à vos oreilles, trouvera un écho bien faible dans mes remarques, mais sachez que les sentiments que j'exprime ne sont pas moins sentis et sincères que ceux qui ont déjà été prononcés. Depuis plusieurs années, nous avons appris à connaître et à apprécier votre grand talent, votre éloquence, votre esprit de justice, votre calme et judicieuse contenance. Il n'est que justice que celui qui possède ces qualités soit porté au poste éminent que vous occupez, celui de *first commoner* de la province de Québec.

Je veux aussi rappeler, en particulier, avec quel succès votre prédécesseur immédiat, le député de Lotbinière (M. Francoeur), dont le grand talent, si je comprends bien, sera bientôt utilisé dans un poste de grande confiance et de prestige, s'est acquitté pendant huit ans des hautes fonctions que vous occupez. Pendant plusieurs années, nous avons connu et apprécié vos grands talents, votre éloquence, votre esprit de justice. Je suis convaincu que vous suivrez la voie si bien tracée par vos prédécesseurs, dont les décisions étaient imbuées de science, d'érudition et de justice.

L'année qui vient de finir a été féconde dans l'histoire de la province. Le progrès a marché à pas de géant, dans tous les domaines de l'activité. Notre

prospérité matérielle s'est accrue considérablement chaque année et une réaction favorable a suivi l'après-guerre et nous fait maintenant espérer un avenir des plus brillants. Nous sommes fiers de notre province. En rendant grâce à la Providence de cette brillante situation, nous devons aussi reconnaître le mérite de ceux qui y ont contribué. Ministres et sous-ministres redoublent d'ardeur pour assurer une bonne administration publique et je tiens à leur en rendre le témoignage.

Le gouvernement libéral de cette province, au cours des derniers 25 ans, et en particulier depuis 1912, sous la direction de Sir Lomer Gouin et du présent premier ministre, a guidé notre destinée avec soin et prudence. Le navire de l'État, qui a été piloté dans les jours périlleux de la guerre, a été conduit avec précision au cours des jours également périlleux qui ont suivi cette période critique, et vogue maintenant vers l'océan de la paix et de l'abondance. Il a besoin néanmoins d'une main ferme au gouvernail. Nous avons été favorisés dans les domaines religieux et politique. Je n'ai aucun doute que c'est par reconnaissance et afin de continuer à avoir un gouvernement stable et sain qu'en mai dernier la présente administration est revenue au pouvoir, avec une majorité plus considérable qu'auparavant.

Comme proposeur de l'adresse, je veux enfin présenter mes humbles hommages à Son Éminence le cardinal Rouleau, successeur du cardinal Taschereau et du cardinal Bégin dans le Sacré Collège. Le côté spirituel, sans lequel aucune nation ne peut devenir véritablement grande, a vu aussi des manifestations de la bénédiction de la divine Providence, dans le grand honneur qui a été conféré au siège de Québec et à l'Église du Canada en général, par l'élévation au cardinalat d'un des plus brillants religieux du pays, Sa Grandeur Mgr Rouleau, de Québec.

Ce prélat dont l'ascension a été si rapide s'est fait remarquer par son esprit de travail, son grand talent et, par-dessus tout, sa grande piété. Il s'est révélé le digne successeur de cette grande lignée de la hiérarchie dans les rangs de laquelle on trouve les Laval, les Plessis, les Saint-Vallier et les cardinaux Taschereau et Bégin. Je prie humblement Son Éminence le cardinal Rouleau d'accepter, au nom de mes commettants et en mon nom, mes félicitations les plus respectueuses.

Le discours du trône fait mention de questions de la plus grande importance pour la province. Nous sommes heureux d'apprendre que la politique des bons chemins, inaugurée par un gouvernement libéral, continue d'être l'un des articles fondamentaux du programme du gouvernement.

Grâce à cette politique, à l'énergie et à l'efficacité avec lesquelles elle a été administrée par le ministère de la Voirie, la province est devenue La Mecque des touristes du continent américain. Malgré les difficultés, malgré la distance, nous avons des routes qui atteignent les frontières les plus éloignées et qui sont de premier ordre à l'échelle mondiale.

L'efficacité de l'organisation de la voirie, l'habileté du ministre et de son sous-ministre n'ont jamais été illustrées de façon plus frappante que durant et immédiatement après les désastreuses inondations qui ont ravagé notre province en octobre et novembre. Bien qu'en maints endroits les forces destructives de la nature aient été telles que même les chemins les mieux construits n'ont pu résister à la crue des rivières, le débordement de leurs eaux, la destruction des ponts et ponceaux qui s'ensuivirent nous firent croire presque à un désastre universel. Au milieu de toute cette désolation, le ministère de la Voirie est demeuré calme et imperturbable. Les travailleurs reçurent constamment l'aide du ministère qui donna son temps jour et nuit pour parer à la situation d'une façon qui rendit tout le monde fier de la province de Québec.

À propos du maintien et de l'entretien de nos routes, j'aurais une suggestion à faire au gouvernement. Depuis que le tourisme a pris une vogue inattendue, la circulation est devenue un grand problème chez nous. J'ai été particulièrement frappé ces dernières années, vu l'ampleur qu'a prise le trafic touristique automobile, sans commune mesure avec ce à quoi nous nous attendions, du fait que, bien que les lois de la circulation et des véhicules-moteurs soient à la fois justes et bien administrées par une équipe de fonctionnaires compétents, l'augmentation de la circulation ait entraîné une situation qui pourrait provoquer des accidents évitables, si aucun moyen n'est pris pour la stabiliser. Je crois que l'on devrait assurer un meilleur éclairage des routes, afin de prévenir les accidents.

De plus, je suggérerais qu'on étudie sérieusement le projet d'obliger tous les véhicules, aussi bien à traction animale que motrice, à porter des lumières le soir. Je suis d'opinion qu'on devrait adopter un nouveau règlement et le mettre rigoureusement en vigueur, pour que les lumières des phares d'autos soient baissées lorsque se produisent des rencontres et pour qu'on installe sur les véhicules des lumières moins aveuglantes, ou tout autre moyen permettant d'éviter de quelque façon aux automobilistes le danger omniprésent de se retrouver dans le fossé ou d'être impliqués dans une collision. On éviterait de cette façon beaucoup d'accidents.

Je suggérerais de plus, et sans doute est-ce encore plus important et radical, que tous les véhicules soient obligés de porter des lumières ou des réflecteurs qui pourront facilement être vus, en avant et en arrière. Cette proposition soulèvera peut-être des protestations à la campagne. Je sais que des députés des comtés ruraux soulèveront des critiques sur ce projet, mais j'ai confiance que le gouvernement pourra trouver quelque moyen de le mettre en pratique et qu'au moins les frais des lumières ou des réflecteurs seront en partie payés par la province en entier. De cette façon, je n'ai aucun doute que ceux qui se servent des chemins en viendront à la conclusion que, dans leur propre intérêt et celui de leurs biens, ils devraient accepter pareille législation.

Je suggère respectueusement au gouvernement la nomination d'un comité de cette Chambre, au cours de la présente session, pour étudier les règlements du trafic relativement aux lumières sur les voitures sur les grandes routes et ce grand problème du trafic dans la province. Voilà ma suggestion. Ce comité devrait être composé de membres de cette Chambre représentant toutes les classes de la société: celles des villes comme celles de la campagne. Que l'on demande auparavant l'avis des experts, des officiers du département de la Voirie, des chefs des associations d'automobilistes et de tourisme et des représentants des associations agricoles. Je soumets qu'en mettant leur sagesse en commun, ces gens qui ont à cœur l'intérêt et la sécurité de la collectivité, accoucheront d'une recommandation qui, une fois traduite dans une loi, améliorera et assurera grandement la sécurité de notre population.

Depuis la dernière session, en dépit de la dernière campagne électorale, le gouvernement a eu le temps de s'occuper de l'importante question de la loi des accidents du travail. La solution de cette question qui a agité les esprits de nos citoyens pendant un certain temps trouvera, j'en suis sûr, une réponse favorable par cette Chambre et par le peuple. N'oublions pas que la province de Québec a été la première au Canada, et une des premières sur le continent américain, à appliquer aux accidents du travail, issus de l'industrialisation, des articles dérogatoires au droit commun, mais fondés sur la justice, le bon sens et l'équité, qui sont la base de toutes les lois de compensation qui existent dans les pays civilisés aujourd'hui.

Afin de se rendre au désir de toutes les classes de la population et afin de rendre plus juste et plus équitable l'administration de cette loi, le gouvernement a récemment demandé à deux juristes

éminents, l'honorable M. Mitchell et M. Louis Demers, de faire une étude des lois et de leur application dans les différentes provinces de ce pays. Ces derniers ont préparé à ce sujet des suggestions qui seront, je n'en doute pas, excellentes. Le résultat de cette étude nous aidera dans la nouvelle législation.

Au cours de la dernière année, les villes de Montréal et Québec ont été visitées par des incendies désastreux, deux terribles holocaustes. Les familles des victimes ont reçu les sympathies de toute notre population et même de Sa Majesté le roi. Le gouvernement a manifesté sa sympathie aux sœurs du Bon-Pasteur par une généreuse souscription. Ces incendies ont fait voir au public la grande importance de la protection contre le feu et de la prévention. J'espère que nous saurons tirer des leçons salutaires de ces deux catastrophes et que nous prendrons des mesures pour en prévenir d'autres.

La conférence interprovinciale de novembre dernier a réuni à Ottawa des représentants de toutes les provinces du dominion qui ont échangé des vues et travaillé à améliorer les conditions du pays. Cette conférence a donné à nos ministres l'opportunité de montrer au peuple de tout le pays que la province de Québec, clef de voûte de la Confédération canadienne, respecte fermement et loyalement, à la lettre comme à l'esprit, l'entente conclue à l'époque de la création du dominion du Canada. Nos ministres, et ils ont en cela l'appui unanime de l'ensemble de l'opinion publique de la province, ont affirmé leur attachement inaltérable aux principes fondamentaux, sans lesquels l'union entre les diverses provinces ne peut exister ni se maintenir, et leur respect des droits des provinces et des privilèges des minorités.

Un des premiers résultats de cette conférence a été l'entente entre les gouvernements fédéral et provincial, relativement au rapatriement des nôtres qui sont aux États-Unis. Ceux qui sont partis depuis de nombreuses années constateront à leur retour un changement considérable et merveilleux en cette province. Des villes et des villages industriels ont été établis. Ils constateront aussi que la colonisation a été encouragée par de généreux octrois, que l'éducation est encouragée et que les moyens de transport ont été améliorés. L'agriculture est florissante et notre cultivateur est dans une meilleure situation qu'aucune autre au monde. L'ouvrier et l'artisan peuvent se procurer un travail lucratif et tous peuvent être fiers d'appartenir à ce pays. Ici, point de dissensions internes, point de luttes de classes ou de races, pas de lois injustes.

Avec leur amour du travail, le désir de vivre dans la paix et l'harmonie avec leurs concitoyens, de respecter l'autorité, il n'y a pas de raison pour que, dans un court espace de temps, ils ne partagent pas avec notre population actuelle la fierté de notre pays, de nos institutions et de notre gouvernement.

M. l'Orateur, j'ai confiance que, sous l'administration actuelle, et avec le programme que nous trace le discours du trône, la province de Québec continuera à grandir et à prospérer. C'est pourquoi je seconde avec grand plaisir la motion de l'honorable député de Montréal-Mercier (M. Plante) pour l'adoption de l'adresse en réponse au discours du trône.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), l'ajournement du débat.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 4 h 30.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 12 janvier 1928, à la page 1, M. Gustave Lemieux (Gaspé) présente la première pétition, et M. Élisée Thériault (L'Islet), la deuxième. Puis, on voit M. Joseph Samson (Québec-Centre) se lever. C'est la première fois que l'on voit l'ex-maire de Québec debout à la Chambre. Le premier ministre Taschereau donne le signal des applaudissements. Le député de Québec-Centre présente deux pétitions, l'une de la commission scolaire, l'autre des révérendes sœurs de la Charité. Nouveaux applaudissements lorsque se lèvent M. Edgar Rochette (Charlevoix-Saguenay), M. le docteur E. Poulin (Montréal-Laurier), M. Irénée Vautrin (Montréal-Saint-Jacques), qui y vont aussi de leurs petites pétitions.

2. Selon *L'Événement* du 12 janvier 1928, à la page 1, c'est l'honorable M. Perrault qui dépose sur le bureau de la Chambre ces différents rapports. On nous dit aussi qu'une pile de gros volumes à

couverture rose et rouge est transportée du pupitre de l'honorable M. Perrault à la table du greffier.

3. Selon *L'Événement* du 12 janvier 1928, à la page 13, M. Plante lit alors la motion traditionnelle pour qu'une humble adresse soit envoyée à Son Excellence le lieutenant-gouverneur le remerciant de son discours du trône, et il reprend son siège. Les applaudissements redoublent. Tous les voisins du nouveau député lui donnent la main pour le féliciter.

4. Il s'agit de Marc-Aurèle Lemieux.

Séance du jeudi 12 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de la corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec, demandant d'adoption d'une loi lui donnant certains pouvoirs relativement à des actions qu'elle détient dans The Montreal Light, Heat & Power Company (M. Rochette);
- de The Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bédard);
- de Morris B. Signer, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Cohen);
- de Director, Vice-Director and Trustees of the Montreal St. Bridget's Refuge, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et changeant son nom en celui de "The Father Dowd Memorial Home" (M. Cohen);
- de Harry Margoliss et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Tifereth Israel" (M. Cohen);
- de Joseph Greenberg et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Knases Bnai Israel" (M. Cohen);
- de James E. Wilder et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Montreal Terminals" (M. Cohen);
- du séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi précisant davantage ses droits, pouvoirs et attributions (M. Duplessis);
- de The North Shore Power Company Limited, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Grant);
- d'Alphonse Lapierre, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à le considérer comme élève de quatrième année, après examen (M. Messier);
- de la Murray Bay Paper Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant

certaines résolutions du conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et des commissaires d'écoles de ladite paroisse, ainsi que les conventions entre les mêmes parties et le pétitionnaire (M. Rochette);

- de Maurice Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi pour fins d'incorporer sous le nom de "Comptoir mobilier franco-canadien" une société ayant pour objet de favoriser le développement général du pays, à l'aide de capitaux français et autres (M. Thériault);

- de Mario-Émile Lattoni, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi la constituant en corporation (M. Bercovitch);

- de Henry Leo Silverstone, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch);

- de The Engineers Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bercovitch);

- de Regular Baptist Church of North Hatley, demandant l'adoption d'une loi aux fins de nommer The Sherbrooke Trust Company comme exécuteur de la succession de Taylor Little (M. Bissonnet);

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bouchard);

- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bouchard);

- de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bullock);

- du révérend W. Sluzar et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal" (M. Bullock);

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lafleur);
- de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Lamoureux);
- de dame Clara Beauchamp, veuve de Simon Lacombe, et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot no 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges (M. Lemieux, Gaspé);
- de Charles-Stanislas-Victorien Barré, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Marchand);
- des commissaires d'écoles de la municipalité du Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal, quant aux pétitionnaires (M. Marchand);
- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 44 de ladite ville, accordant une franchise à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated (M. Marchand);
- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Marchand);
- de dame Marie-Ange Lemoyne de Martigny, et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier (M. Marchand);
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Poulin);
- de L.-E.-Langis Galipeault, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Rochette);
- de St. Lawrence Paper Mills Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légaux l'acte de vente et l'acte de convention consentis par dame Léa Labrie à ladite compagnie (M. Rochette);
- du Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Samson);
- des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte (M. Samson);
- d'Alphonse Couturier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à le considérer comme élève de troisième année (M. Thériault);
- de la corporation de la ville d'Arthabaska, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 72 relativement à The Arthabaska Clothing Company (M. Thériault);

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et à amender l'époque du recensement des enfants (M. Vautrin).

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des privilèges et élections. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Mercier fils pour son président et il recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Taschereau pour son président et il recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Thériault pour son président et il recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

L'honorable M. Nicol (Compton): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des comptes publics. Voici le rapport:

Votre comité a choisi l'honorable M. Nicol pour son président et il recommande que le quorum dudit comité soit réduit à dix membres.

Adopté.

M. Ouellet (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Ouellet pour son président et il recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Roy pour son président et il recommande que le quorum dudit comité soit réduit à quatre membres.

Adopté.

M. Daniel (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Daniel pour son président et il recommande que le quorum dudit comité soit réduit à cinq membres.

Adopté.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Lemieux (Gaspé) pour son président et recommande que le quorum dudit comité soit réduit à sept membres.

Adopté.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que MM. Grant et Gauthier soient ajoutés aux membres composant le comité permanent de l'agriculture, et M. Messier au comité permanent de l'agriculture et au comité permanent du commerce et des industries.

Adopté.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des services publics

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le dix-huitième rapport annuel de la Commission des services publics de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1927. (Document de la session no 16)

État des mandats spéciaux

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre l'état des mandats

spéciaux émis en vertu des rapports du Conseil et de l'article 10, chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province, lequel se lit comme suit. (Voir le tableau à la page suivante)

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et de l'article 10, chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Services et rapports du conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
1.	<i>Divers services:</i>			
	<i>Dette publique:</i>			
	Frais d'administration	1,000.00	1,000.00	.....
	<i>Charges sur le revenu:</i>			
	Perception des licences, etc.....	15,000.00	9,522.51	5,477.49
	Salaires et dépenses contingentes des législateurs.....	3,000.00	1,658.16	1,341.84
	<i>Gazette Officielle de Québec</i>	12,712.02	12,712.02	.....
	<i>Colonisation, Mines et Pêcheries:</i>			
	Chemins de colonisation	44,500.00	44,500.00	.....
	Comptes en suspens	6,000.00	5,997.90	2.10
	Mines.....	105,000.00	105,000.00	.....
	<i>Travaux Publics et Travail:</i>			
	Ponts-Routes	75,000.00	75,000.00	.....
	<i>Administration de la justice:</i>	138,500.00	138,500.00	.....
	<i>Gouvernement civil - Dépenses contingentes:</i>			
	Département du procureur général	1,000.00	1,000.00	.....
	Département du Secrétariat provincial.....	5,000.00	5,000.00	.....
	Bureau de l'auditeur (département du Trésor).....	500.00	500.00	.....
	Service d'inspection de vérification et de comptabilité.....	1,000.00	1,000.00	.....
	<i>Instruction publique:</i>			
	Octroi à la municipalité d'East Angus	10,000.00	10,000.00	.....
	Octroi au collège de Stanstead	10,000.00	10,000.00	.....
	Nouvelles académies	22,000.00	22,000.00	.....
	Écoles pauvres	40,000.00	40,000.00	.....
	Écoles du soir et écoles de coupe.....	2,000.00	.....	2,000.00
	<i>Asiles d'aliénés:</i>	100,000.00	99,201.10	798.90
	<i>Hygiène publique de Québec:</i>	6,000.00	6,000.00	.....
	<i>Assemblée législative:</i>			
	Impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature	37,660.08	37,660.08	.....
	<i>Agriculture:</i>			
	Encouragement à l'agriculture en général	55,000.00	55,000.00	.....
	Cercles agricoles	4,000.00	4,000.00	.....
	Médecine vétérinaire.....	18,000.00	18,000.00	.....
	<i>Journal d'agriculture</i>	4,500.00	4,500.00	.....
	Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers	21,000.00	21,000.00	.....

État des mandats spéciaux émis en vertu de rapports du conseil et de l'article 10, chapitre 21 des Statuts refondus de la province de Québec, pendant la vacance du Parlement, préparé par l'auditeur de la province.

<i>Services et rapports du conseil</i>		<i>Montant</i>	<i>Dépensé</i>	<i>Non dépensé</i>
<i>Agriculture (suite):</i>				
École de laiterie de la province de Québec, Saint-Hyacinthe, etc.	1,000.00	1,000.00	.....
École d'agriculture	40,000.00	40,000.00	.....
Économie domestique	17,000.00	17,000.00	.....
Horticulture	25,000.00	25,000.00	.....
Aviculture.....	8,000.00	8,000.00	.....
Apiculture.....	6,500.00	6,500.00	.....
<i>Terres et Forêts:</i>				
Protection des forêts.....	30,000.00	30,000.00	.....
Arpentages	25,000.00	25,000.00	.....
Services forestiers	10,000.00	10,000.00	.....
Services hydrauliques	50,000.00	50,000.00	.....
<i>Services divers:</i>				
Divers en général	8,000.00	8,000.00	.....
(Arrêté ministériel no 1105, 22 juin 1927)				
2. <i>Colonisation, Mines et Pêcheries:</i>				
Comptes en suspens	10,000.00	10,000.00	9,620.33	
(Arrêté ministériel no 2268, 16 décembre 1927)				
	968,872,10	959,251.77	9,620.33	

Département du Trésor, bureau de l'auditeur

Québec, 11 janvier 1928

Jos. Morin,
auditeur de la province

Adresse en réponse au discours du trône¹

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 11 janvier, sur la motion proposée le mercredi 11 janvier courant, à l'effet que l'adresse suivante soit votée en réponse au discours de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de

bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, l'ouverture de la première session d'un Parlement offre toujours un intérêt particulier. Les figures nouvelles qui font penser à celles qui n'y sont plus, et les anciens qui reviennent, avec un nouveau fleuron, suscitent les réflexions qu'inspirent leurs mérites ou les causes différentes de leurs succès.

Siégeant ici depuis 20 années consécutives, j'ai vécu en contact avec des hommes, adversaires ou amis politiques, que j'ai estimés pour la plupart et dont un trop grand nombre ne sont plus, les uns

fauchés par la mort, d'autres emportés par la défaite, par l'erreur, et ceux qui ont pris une retraite toujours regrettée.

Une parole de Lacordaire² me fait penser que les Parlements aussi commencent et finissent selon qu'un souvenir aimé ou pénible se lève ou se fait dans notre âme.

Vous succédez, Monsieur, au quatrième des Orateurs que j'ai vus présider aux délibérations de cette Chambre. C'est faire votre éloge que de dire: Vous êtes digne de leur succession. (Applaudissements) J'avouerai franchement que l'honorable député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) paraissait plus à son naturel à la présidence de la Chambre qu'au ministère des Travaux publics. Le député de Lotbinière (M. Francoeur)³ a quitté définitivement le fauteuil après avoir montré une grande impartialité et un excellent caractère. Il a rempli sa tâche avec une indépendance qui souvent marqua sa vie publique. Nous lui souhaitons des jours heureux et des succès dignes de son talent.

L'honorable député de Lotbinière est, avec le ministre des Travaux publics (l'honorable M. Galipeault), le député de L'Assomption (M. Reed) et moi-même, de la pléiade parlementaire de 1908. Nous ne sommes plus que quatre! C'est une touchante réalité, une claire vision de la fragilité des honneurs et de la rapidité de la vie. Cela veut dire que "le sillon qui reçoit le grain que nous lui jetons peut bientôt se refermer sur notre dépouille". De ceux qui nous avaient précédés il n'en reste que quatre aussi, dont l'aîné est le vénérable premier ministre que nous sommes heureux de revoir si jeune de vigueur et de caractère.

(Applaudissements)

Un de nos aînés, que je suivais avec un intérêt particulier depuis au-delà de 20 ans, n'apparaîtra plus dans cette Chambre où il se distinguait par son intelligence et son travail. Inutile de nommer M. Caron. Son titre de cultivateur et la part brillante qu'il prenait aux travaux législatifs me le faisaient estimer davantage. C'était l'un des plus forts politiques de la droite, et je le dis au risque de froisser ses collègues, le seul qui fut un temps complètement renseigné sur toutes les questions et les détails relevant de son ministère. Mais, si son opiniâtreté au travail fut pour lui le secret de sa force, elle lui fut aussi, parfois, une cause d'erreur, de faiblesse, d'ennui et de chagrin. L'honorable premier ministre dit que la province et le Parti libéral ne peuvent se passer de M. Caron. Ce compliment honore le ministre de l'Agriculture, mais il est peu flatteur pour ses collègues et surtout pour ceux qui aspirent depuis longtemps à lui succéder. On veut

que M. Caron donne jusqu'à la dernière goutte de son sang au Parti libéral. On est plus exigeant pour M. Caron que pour d'autres qui ont reçu des rentes opulentes sans avoir ses épaulettes.

Les organes du gouvernement disent que M. Caron a l'honneur d'être pauvre après plus de 25 années de vie politique et 20 années de ministère. C'est un honneur tellement rare dans le gouvernement des ministres riches que ses organes le signalent naturellement, mais par irréflexion, ajoutera le ministre des Travaux publics.

Les exigences d'une vie trop coûteuse, ou des partis politiques, ont fait disparaître de cette Chambre des hommes de haute valeur et des hommes de mérite. L'opposition est généralement impuissante devant pareil état de choses. Le gouvernement a compris quels moyens pouvaient lui faire conserver le pouvoir et il s'en est servi avec audace. Il a illustré ses méthodes dans maints comtés, même dans les comtés où l'on aurait dû donner le meilleur exemple d'honnêteté électorale. Le reflet de Sainte-Marie éclaire le pays sur la victoire du gouvernement. Toute l'affaire sera discutée dans un débat particulier. Il sera démontré au cours de la session comment on s'est servi de la justice dans l'organisation des mandats pour le jour de la votation, comment le bulletin sans talon servit aux fins proposées à la fraude, comment une réforme s'impose pour mettre fin à ces "télégraphes", facteurs de succès pour un bon nombre qui devraient célébrer avec moins d'audace la force et la gloire du gouvernement.

Le gouvernement était fortement organisé pour faire connaître le bien qu'il avait fait, pour le grossir, ainsi que pour mettre à son crédit le bien de l'opposition et pour faire cacher les fautes de ses administrateurs. L'honorable premier ministre a compris, mieux que moi, - je le confesse humblement, mais front haut et net, - quelle force pouvait l'emporter sur le sentiment populaire, sur l'opinion publique. Je confesse aussi mon inhabilité à manœuvrer à travers les difficultés que présentent les gros intérêts particuliers et leurs exigences. Je n'ai vu que le peuple que j'aimais et ses intérêts que je voulais servir. Je n'ai vu que le Canada et les Canadiens. Je n'ai pas vu plus loin que le bout de la patrie canadienne. Dans ce monde où "les meilleures choses ont les pires destins", la victoire est restée à mes adversaires, à la grande satisfaction de mes ennemis. "Le nombre étant une force aveugle puisqu'il substitue une loi arithmétique à une loi morale", je me soumetts volontiers au résultat du 16 mai dernier. Et, comme c'est l'usage que le noble vaincu donne loyalement la main à son vainqueur,

l'opposition, sous toutes réserves, félicitera le gouvernement de sa victoire.

L'insistance de mes collègues de l'opposition m'a forcé à occuper ce siège durant cette session. Quelle que soit la délicatesse de la tâche, je l'accepte en considération de mes collègues qui m'honorent de leur confiance. Je suis très content de voir ici mes vieux combattants auréolés d'une nouvelle victoire.

Je salue les nouveaux élus de la loyale opposition, jeunes gens de talent, dont l'avenir sera, tout à l'honneur de leur pays et de leur parti. La Chambre les suivra avec un intérêt particulier au cours de cette session. Ils représentent des divisions industrielles et ouvrières et, comme les questions de l'industrie et du travail auront à être sérieusement discutées au cours de ce Parlement, leur esprit averti, leurs connaissances et leur collaboration seront précieux. Mon bon ami le député de Trois-Rivières (M. Duplessis) doit être particulièrement ému à la pensée que le grand tribun que fut son père⁴ siégea dans cette enceinte et qu'au service de sa province, il y fit entendre les plus belles périodes de son éloquence. Tel père, tel fils, mais je souhaiterais que le fils monte encore plus haut que le père dans la politique de sa province. Je salue aussi les anciens qui reviennent siéger sur les banquettes ministérielles, ainsi que leurs nouveaux collègues. Si la défaite des candidats et des ex-députés de l'opposition est pour moi une cause de regret, la jeune phalange me sera une compensation provisoire en espérant qu'ils donneront à leur province les services qu'elle attend d'eux. Je salue particulièrement le jeune député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) que j'ai connu en 1916⁵, à son retour de l'université d'Oxford. Je l'ai remarqué dans ce temps-là; j'espère que je le remarquerai davantage, au cours de la session.

L'honorable député de Montréal-Mercier (M. Plante) s'est dignement acquitté de sa tâche de proposeur de l'adresse, et je l'en félicite. Je le remercie de ses bonnes paroles à mon égard. Je devine qu'il aurait voulu en dire davantage. Son amabilité m'a fait penser à l'amitié que j'ai pour son frère, M. Léonce Plante. Il trouve tout merveilleux dans le gouvernement. Je lui pardonne cette exagération. Quant au sentiment de l'électorat, s'il est bien au courant de toute son organisation, il doit savoir que sa faible majorité a été chèrement acquise, malgré ses qualités personnelles.

Nous aurions voulu une plus forte représentation de la classe agricole de notre côté. Nous l'avions méritée, et nous avons fait notre possible pour l'avoir. Nous avons eu comme

candidats les représentants les plus attirés de l'agriculture, tels les Barré⁶, les Lafontaine⁷, les Ponton⁸, les Arpin⁹, les Morin¹⁰ et autres. Mais mon bon ami le député de Laval (M. Renaud) mettra encore plus que jamais au service de l'agriculture son expérience et son grand jugement. Nous n'abandonnerons pas les cultivateurs et nous consacrerons aux questions de l'agriculture nos meilleurs efforts.

L'honorable député de Québec-Ouest (M. Power), secondé de l'adresse, a fait un grand effort pour louer le gouvernement. Sa voix sympathique et la modestie de ses débuts me font oublier ses inexactitudes. J'espère qu'au cours de la session il se rendra compte que l'opposition mérite un meilleur sort et que le gouvernement ne mérite pas autant de louanges qu'il l'a indiqué dans son discours. Qu'il me soit permis de saluer mes camarades de la galerie de la presse et de leur souhaiter une année de liberté, suivant leur désir, une année digne de leurs talents et de leur profession. Quels que soient les mobiles de nos divergences d'opinions et des ennuis, des regrets qu'elles suscitent, j'ai pour eux une amitié sincère et profonde qui s'accroît à l'approche du jour où je pourrai vivre comme autrefois¹¹.

Notre situation dans la vie canadienne, plus difficile et plus menacée qu'on ne semble le croire, requiert des mandataires, encore plus que des autres dirigeants des différentes sphères de notre société, une étude approfondie de nos forces, de nos besoins, de nos moyens de défense et de production. Je répéterai ce que j'ai dit maintes fois: si nous ne voulons pas être demain comme une proie sans défense, il faut encore servir les causes pour lesquelles les apôtres de la foi et de la patrie ont lutté, causes saintes du pays, du patrimoine de la race "pionnière", du droit, de la justice, de la propriété et de la liberté.

Nous avons été choisis par le peuple pour représenter librement les besoins du pays, les intérêts particuliers de la province et de nos comtés, pour soutenir les droits de Dieu, de la famille et de la société dans la fonction de législateur dont nous investit la Constitution, autorité souveraine à laquelle le peuple lui-même doit être soumis. L'État, organisme nécessaire¹², mais pas organe d'oppression, doit agir dans les limites de ses fonctions naturelles, et les limites de ses droits sont le droit et les activités légitimes du citoyen.

Nous avons prêché la saine doctrine libérale-conservatrice. Le programme en est un dont personne n'a à rougir et qui est, je crois, dans le meilleur intérêt de la province. Il se détaille

aujourd'hui dans les revues où se discutent sérieusement nos problèmes économiques par des spécialistes qui en ont fait une étude approfondie, tels que les Groulx¹³, les Montpetit¹⁴, les Perrault¹⁵, les Minville¹⁶, les Gratton¹⁷, les Durand¹⁸ et autres. Ce que nous avons soutenu depuis des années est soutenu aujourd'hui par ces hommes qui reçoivent les compliments et les commentaires favorables qu'on nous a refusés, et nous continuerons à demander au gouvernement d'accepter notre programme. Mais nous ne sommes pas jaloux du succès des autres et nous plaçons les idées au-dessus des honneurs et des compliments. C'est pourquoi nous sommes heureux et honorés de voir nos idées répandues par des compétences aussi respectables.

Le devoir du gouvernement n'est pas de s'arroger le droit pour le bénéfice d'un parti, mais de le respecter en justice et à l'avantage de ses pourvoyeurs et administrés. Dans un jeune pays encore en formation comme le nôtre, où les deux races "pionnières" ont des droits sacrés, où le droit de toutes les minorités doit être respecté, où l'éducation exige des conditions proportionnées aux saines exigences de la population et du territoire, où l'immigration, nécessaire mais redoutable, impose des novations embarrassantes, où les richesses inexploitées qui abondent s'offrent aux talents et aux initiatives de nos concitoyens, il importe que le credo de la nation soit bien compris des éducateurs d'abord et par les législateurs, et de tous ceux qui sont appelés à la collaboration des grandes œuvres nationales. Il est nécessaire que le capital humain et le capital-argent du Canada soient protégés et laissés à la terre canadienne.

Il est nécessaire que ce double capital, de même que l'épargne du peuple canadien, soit organisé de manière à la diriger vers l'exploitation rationnelle de nos propres ressources naturelles à l'avantage de notre pays, de notre population respectueuse et gardienne de nos institutions. Il est nécessaire aussi d'engager autant que possible les Canadiens qui ont placé leurs capitaux à l'étranger, au Mexique ou ailleurs, à en faire bénéficier leur pays avant tout autre.

Dans l'opposition, nous continuerons à prêcher une politique de juste milieu, soumise aux autorités dans l'ordre spirituel comme dans l'ordre temporel. Nous comprenons qu'afin d'être assurée du respect et de la soumission dont elle a besoin pour gouverner avec justice et majesté, l'autorité civile doit elle-même, avant tout, respecter la suprême autorité de la morale, ses enseignements et ses décrets. C'est dans la saine tradition de notre peuple,

et cette tradition est, de l'avis des étrangers qui viennent chez nous, une force admirable, glorieuse et un avantage économique de première valeur.

Ce n'est pas en amoindissant l'autorité de ses plus sûrs gardiens que nous réussirons à la maintenir contre les assauts formidables qu'elle subit tous les jours par un envahissement d'idées, de mœurs et d'intérêts divers qui ne sont pas les nôtres. Certes, il serait inutile et malsain d'essayer d'arrêter le progrès qui s'offre à nous en ce siècle du Canada. C'est pourquoi nous voulons encore une politique de protection pour l'agriculture, qui doit rester notre principale industrie, pour nos campagnes, qui doivent rester le réservoir de nos forces vives, pour l'industrie, qui fournit des marchés aux cultivateurs et du travail aux ouvriers consommateurs¹⁹.

Nous n'avons jamais été, et nous ne sommes pas, contre l'utilisation des capitaux étrangers au Canada, mais nous prétendons que, dans cette province, nous devrions orienter nos politiques et utiliser ce capital de façon à garder un contrôle pratique de nos richesses, afin d'éviter un désastre. Certains capitalistes anglais ont souligné la crainte de cette invasion des capitaux américains. Je n'ai lu que tout récemment l'opinion d'un grand économiste anglais soulignant les dangers de ce capital étranger. Nous devrions avoir cette même crainte, même si ce n'est pas pour les mêmes raisons, au moins pour garder ce que nous possédons déjà. Nous ne sommes pas contre le nécessaire, ni contre le bon sens, ni contre l'inévitable, mais nous voulons rester autant que possible maîtres chez nous. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question au cours de cette session.

On a dit que nous n'avions pas de programme. Tant que je vivrai en cette Chambre, je défendrai chacun des articles de notre programme, parce que je considère qu'il répond aux besoins de notre province. Nous n'avons pas de programme, mais tout le monde reconnaît que nous avons raison de réclamer l'inventaire de tous nos biens, de nos ressources, de nos richesses naturelles détenues par des particuliers ou propriétés de la couronne. Nous n'avons pas de programme, dit-on, mais nous avons réclamé une commission d'étude économique, indépendante du gouvernement. J'ai demandé avec l'honorable ministre de l'Agriculture, qui me fait l'honneur d'être venu m'entendre, plus de protection du capital canadien et des industries canadiennes. Nous avons demandé, dès 1916, l'organisation de nos pouvoirs d'eau, de manière à fournir de l'électricité à bon marché, à l'industrie, à nos villes et à nos campagnes, l'encouragement des petites industries

rurales greffées sur l'agriculture, l'établissement d'un crédit rural.

Nous avons demandé une prime aux familles nombreuses, une prime plus considérable et plus encourageante au colon de bonne foi, une meilleure éducation nationale, une plus grande protection à l'école du rang, un enseignement plus pratique et plus conforme aux besoins de la ferme et de l'atelier, une meilleure direction scolaire par l'inspecteur mieux traité, l'entretien des chemins améliorés aux frais de l'État, en vue de diminuer les obligations trop lourdes, décourageant les cultivateurs et leurs fils qui abandonnent l'agriculture pour se diriger vers les grands centres et vers les États-Unis. Nous avons demandé une croisade contre le luxe et pour attacher les jeunes gens au sol de la patrie, une croisade contre un régime de vie empoisonnée qui affecte la famille canadienne, la natalité, qui tue l'enfant ou les jeunes gens, le respect à l'autonomie des municipalités, un meilleur contrôle par la Chambre des dépenses publiques, une audition plus complète et plus exacte des comptes du gouvernement, justice et protection pour l'ouvrier, une commission pour régler les accidents du travail, une justice moins coûteuse, plus expéditive et plus équitable, des élections à date fixe.

Voilà ce que nous avons prêché, et nous aurons au cours de la session l'occasion de discuter chacun de ces articles avec preuve à l'appui de ce que j'affirme hautement aujourd'hui. Non, Monsieur, un parti qui prêche de pareilles idées n'a pas de pardon à demander, n'a pas de honte à son front. Si le gouvernement avait suivi plus tôt cette politique, nous n'aurions pas à regretter une si lourde perte de capital humain, ni à redouter l'accaparement de nos richesses par l'étranger. Nous n'avons pas raison d'avoir honte de notre programme et nous continuerons dans l'opposition de le défendre.

On nous a accusés de violence pendant la dernière campagne électorale. C'est l'honorable député de Mercier (M. Plante) qui disait cela. Nos accusateurs sont justement les calomnieux des gloires les plus pures de notre province. Chauveau²⁰, Boucherville²¹, Chapleau²², Taillon²³ et autres. Que n'ont-ils pas dit quand ils étaient dans l'opposition! Le parti qui traite de caverne de voleurs le gouvernement conservateur de John A. Macdonald, le parti qui tenta de souiller même la naissance de l'un des plus grands patriotes de la politique canadienne, le parti qui traita de "guenillons politiques" des hommes honorables comme MM. Taillon, Chapais²⁴ et autres, le parti qui traita de voleur un honnête homme, un bon Canadien,

l'honorable Alphonse Nantel, qui s'était bâti au coût de \$4,000 une maison qu'il appela *Terra Nova*.

Le parti qui traita aussi violemment les chefs conservateurs et qui se plaindrait des violences de l'opposition dans une campagne électorale aurait autant d'audace qu'il lui manquerait de courage et de bravoure. De ces chefs, je suis "the last and the least", et j'ai été on ne peut plus calomnié, encore plus dans le secret d'une cabale que publiquement. Je ne me plaindrai pas. J'oublie convenablement les injures et les exagérations qui se produisent dans les tempêtes politiques. Je suis encore assez homme pour supporter jusqu'au bout de mon terme les ennuis inhérents aux fonctions qui me retiennent à ce siège.

Nous ne sommes pas nombreux dans l'opposition, mais il y a encore de notre côté des hommes capables de faire leur devoir et de défendre vaillamment leur drapeau. Je l'ai dit souvent, le gouvernement possède à son crédit des œuvres de mérite, mais, si j'en juge par les discours des proposeurs et secondeurs, les thuriféraires de ces actes ne manquent pas dans l'orchestre ministériel. Et ce sera encore la tâche désagréable de l'opposition de signaler les imperfections du gouvernement.

M. l'Orateur, pardonnez-moi de ne pas vous avoir parlé encore du discours du trône qui est le moins discutable que j'aie entendu depuis que je siège ici, bien qu'il attribue tout au gouvernement le mérite d'une politique en partie préconisée par l'opposition. D'autres mesures sont annoncées et nous les discuterons à leur mérite quand elles nous seront soumises. Mes collègues auront à les signaler au cours de ce débat. Nous remercions son excellence de ses vœux, et nous nous réjouissons de la divine promotion de Mgr Rouleau en tant que cardinal. C'est un grand honneur non seulement pour Québec, mais pour tout le Canada, pour les catholiques du monde entier. Le cardinal Rouleau est de ces hommes dont les talents et les vertus honorent l'humanité. Mais c'est une raison de plus pour les catholiques de Québec de respecter son autorité, de suivre ses enseignements et de donner le bon exemple qu'il demande de ses dirigeants.

Le premier ministre a coutume de parler de la seule Législature française et catholique de l'Amérique. Me sera-t-il permis de m'étonner qu'il n'y ait rien dans le discours du trône exprimant un regret pour l'attaque malheureuse du consul du Mexique au Canada, M. Medina Barron²⁵? Dans les circonstances, sans aller trop loin, le gouvernement aurait pu exprimer un regret.

Nous avons remarqué aussi avec plaisir, entre autres, la présence du ministre des États-Unis au

Canada²⁶. Nous pouvons dire avec justice qu'il est de plus en plus chez lui dans notre province et qu'il s'y sentira comme tel chaque année. Le ministre pensera peut-être que l'opposition est l'ennemie du genre humain. Non, nous préconisons une politique contre l'envahissement de nos richesses par les étrangers. Si nous croyons qu'il est de notre devoir de nous protéger contre l'envahissement de capitaux étrangers pour l'exploitation de nos richesses, nous sommes aussi honorés de la présence du député de la grande république voisine, dont le drapeau étoilé est aussi celui de millions de compatriotes. C'est dire que chez nous, il n'y a aucune animosité. Nous défendons, dans cette Chambre, la politique nationale des républicains à la Roosevelt qui a fait la prospérité, la grandeur des États-Unis.

L'honorable premier ministre a pris, à la Conférence interprovinciale d'Ottawa²⁷, une part qui fait honneur à sa province, à son gouvernement et à sa race. Je le dis pour lui rendre justice, au risque de m'attirer des reproches, et ne calculant nullement que le premier ministre se souviendra longtemps de mon expression de sentiment. Mais son opinion sur le pouvoir d'amender la Constitution ne démontre-t-elle pas que nous sommes peu préparés pour jouer le rôle de nation autonome et libre et pour accepter toutes les responsabilités inhérentes à cette position, s'il y a danger pour nous que le Parlement du Canada, autonome et libre, amende la Constitution du pays, même avec le consentement unanime des législateurs autonomes?

Je suis certain que cette Chambre sera intéressée à entendre des explications plus complètes de la bouche du chef de la province, afin que notre peuple soit suffisamment renseigné sur cette importante question. J'avouerai loyalement que cette question est fort compliquée et que je suis disposé à considérer sérieusement l'opinion du premier ministre de même que celle qui fut émise en opposition à la sienne. Cette question offre un beau champ vaste d'étude et de discussion pour les Canadiens que passionnent les véritables intérêts du pays, et je termine en souhaitant que les membres de cette Chambre les plus aptes à ce travail donnent le meilleur exemple.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se lève. (Applaudissements à droite) M. l'Orateur, je présume que vous partagez la surprise générale en nous voyant, au début de cette session, encore assis à votre droite. Vous vous rappelez sans doute l'émotion qui nous étreignait, l'année dernière -

émotion contre laquelle vous deviez vous-même avoir à vous défendre - lorsque des voix inspirées nous lançaient des phrases aussi foudroyantes que celle-ci: "...l'année prochaine, quand nous serons au pouvoir..." Chaque fois, une phalange bruyamment enthousiaste et empressée à recueillir ces oracles troublait par ses applaudissements les échos paisibles de notre salle de délibérations. Depuis lors, les jours ont fui rapidement. La reddition de comptes a eu lieu. Jamais le Parti libéral n'a remporté un plus grand triomphe dans notre province.

Fort de ses œuvres et d'un passé fécond en réalisations, admirablement servi par sa jeunesse de 30 ans, par ses rêves d'avenir et par la confiance qu'il a su inspirer, notre parti a reçu un nouveau mandat dont il a raison de se montrer fier.

Loin de moi l'idée de vouloir nous montrer arrogants dans la victoire. Il me sera bien permis, toutefois, de la souligner et d'étudier non seulement les causes de notre succès, mais aussi celles de la défaite la plus humiliante que le Parti conservateur ait essuyée dans notre province.

Son demi-succès de 1923 avait réveillé des espérances. La débâcle de 1927 n'en laisse plus. Où sont aujourd'hui ces farouches apôtres de toutes les vertus politiques? Où sont ces entrepreneurs de pompes funèbres aux "Whispers of Death", qui prétendaient ne voir partout que ruines et banqueroutes? Je les cherche vis-à-vis de nous, et j'aperçois les places laissées vides par ces preux qui ne respectaient pas plus la vie privée de leurs adversaires que leurs actes publics et qui s'en faisaient des jouets soumis aux caprices de prétendues nécessités politiques.

Heureusement, le peuple est bon. Il est honnête. Il sait flétrir aussi bien qu'il sait récompenser. Lorsque l'histoire de cette dernière année s'écrit, le recul des temps, en effaçant les passions politiques, permettra qu'on dise les causes de leur défaite tout comme les causes de notre succès, et peut-être les pages qu'on lira alors fixeront-elles de lourdes responsabilités sur ceux qui ont détruit un des grands partis politiques de notre province. Mais j'aurai à revenir sur ce sujet.

Je m'arrête un instant pour exprimer au député de Drummond (M. Laferté) nos sincères félicitations à l'occasion de l'honneur qui lui est échu. Son honorabilité, son affabilité, la confiance générale dont il jouit et sa longue expérience parlementaire l'appelaient au poste que ses collègues viennent de lui confier. La tâche est difficile à remplir. Elle demande du tact, de la fermeté, de la promptitude dans la décision. Le nouveau président de la

Chambre possède toutes ces qualités. Je suis sûr qu'il peut compter sur la bonne volonté de la députation pour l'aider dans ses importantes fonctions. Il succède à un homme qui a fait grandement honneur au fauteuil présidentiel. Très digne, d'une impartialité remarquable, possédant parfaitement son droit parlementaire, le député de Lotbinière (M. Francoeur) a été le type du président idéal. Au nom de tous, je l'en félicite et le remercie. Il vient maintenant reprendre son siège parmi nous. Il est le bienvenu. Il peut rendre, il rendra sûrement, de grands services à sa province et à son parti. Sa carrière n'est pas finie. Je suis convaincu qu'elle sera longue et fructueuse.

(Applaudissements)

J'aurais voulu, au début de cette session, n'avoir pas à enregistrer des deuils qui reviennent malheureusement tous les ans. Ils sont amenés par une volonté supérieure à la nôtre et devant laquelle nous devons nous incliner. M. Nérée Morin, député de Kamouraska, est mort peu de jours après que la dernière session eut pris fin. Modèle du brave cultivateur canadien, très versé dans les questions agricoles, plein de bon sens et doué d'une finesse native que beaucoup pourraient lui envier, il s'est éteint doucement au milieu d'une vaillante famille, fidèlement attachée au sol de notre province. Je prie cette Chambre de s'unir à moi pour adresser à ce regretté collègue l'hommage de notre souvenir, et à sa famille, l'expression de notre vive sympathie.

Trois autres départs ont marqué également l'année 1927. Il ne s'agit pas, heureusement, de départs pour un monde meilleur. Je veux parler de la perte que notre Chambre a faite de MM. Caron, Hamel et Létourneau. Je me demande si mon ami le chef de l'opposition n'a pas quelque peu prié pour que les choses se passent ainsi. Ses prières, pour une fois, auront été exaucées. Il n'avait pas, en effet, d'adversaires plus ardents et à la fois plus loyaux que M. Caron et M. Hamel. Mon honorable ami sera sans doute un des premiers à les regretter. De grâce, cependant, qu'il cesse ses prières et qu'il n'aille pas éloigner de notre Chambre d'autres de nos amis! Il met dans ses invocations une ferveur dont je me sens incapable, et c'est un terrain sur lequel je suis peu disposé à le suivre.

Après une vie politique trop courte mais bien remplie, M. Hamel a cru devoir accepter la charge de registrateur de Portneuf. C'est le bon père de famille qui a parlé au député et qui l'a convaincu que l'avenir d'une jeune famille, canadienne par le nombre comme par les autres qualités, exigeait ce sacrifice de la part de l'homme public supérieurement doué

pour les luttes parlementaires. Le politique s'est effacé pour le père. Quelques-uns y ont peut-être gagné, la province avec nous y perd. Mais, à notre tour, nous nous inclinons devant le sacrifice auquel a dû se résigner M. Hamel.

Après avoir été le collègue de l'honorable M. Caron, dans cette Chambre, pendant au-delà de 25 ans, et avoir été son voisin de pupitre sept années durant, je sais que l'on comprendra mon émotion et mon chagrin de voir s'éloigner notre distingué ministre de l'Agriculture. Vous avouerai-je qu'il me semble que la physionomie de notre Chambre va maintenant se trouver changée. L'esprit si lucide et si prompt de l'honorable M. Caron, sa science agricole, son expérience pratique, sa parole facile et entraînant, son éloquence pleine d'originalité donnaient à nos débats un lustre et un cachet que tous ont pu apprécier.

Mais mon vieux collègue - en disant "vieux", je songe aux 25 années de voisinage - a mérité de son parti tout ce que celui-ci peut lui donner de meilleur. Doué de plus d'énergie, de courage, d'esprit de travail et de dévouement que de santé, le ministre de l'Agriculture ne pouvait continuer de se prodiguer inlassablement.

Pour nous assurer pendant de longues années encore son concours actif à la tête de son département, nous avons pensé que l'atmosphère plus sereine du Conseil législatif lui éviterait l'effort et le travail qu'il s'imposait ici pendant la session, et lui assurerait un peu de ce repos qu'il a si bien mérité et que ses médecins lui recommandent depuis longtemps. Nous nous consolons à l'idée qu'il continuera de diriger le département de l'Agriculture. Nos cultivateurs ne peuvent pas se passer de celui que, dernièrement, j'entendais proclamé à Ottawa le meilleur ministre de l'Agriculture dans tout le dominion. Je suis sûr d'exprimer le sentiment sincère de notre députation en demandant à Dieu de conserver à notre collègue le plus précieux de ses dons, la santé, afin que la province de Québec bénéficie longtemps encore de ses éminents services. Ajouterai-je que l'entrée de l'honorable M. Caron au Conseil législatif donne à la classe rurale, dans la Chambre haute, un autre représentant qui saura admirablement faire valoir les revendications des agriculteurs.

D'autre part, un des industriels les mieux connus de notre province, M. Létourneau, nous quitte pour aller siéger dans la Chambre rouge, une couleur à laquelle il est depuis longtemps converti. Il voit ainsi se couronner une carrière fort active et fructueuse dans le domaine de la politique.

L'industrie ne saurait avoir un représentant plus autorisé au Conseil législatif.

Avant d'analyser la législation que le gouvernement désire vous soumettre, il convient de jeter un regard en arrière pour voir quels sont les progrès que la province a réalisés depuis que nous nous sommes séparés en mars dernier, et dans quelle mesure ces progrès continuent ceux qui les avaient précédés. Le premier souci du gouvernement a toujours été d'équilibrer son budget et de pratiquer de la saine finance, ce qui est la base d'une bonne administration. Voyons à quel point nous avons réussi. Depuis 1920, alors que le gouvernement actuel a pris la direction des affaires provinciales, nous avons accumulé \$16,000,000²⁸ de surplus, et nos revenus, qui étaient à cette époque de \$14,000,000, se sont élevés, le 30 juin dernier, à \$31,000,000. Chaque année, depuis trois ans, nous prenons sur nos revenus ordinaires un million de dollars que nous employons à réduire notre dette. Malgré cela, et sans emprunter, nous avons terminé le superbe palais de justice de Montréal, nous finirons bientôt celui de Québec, et nous sommes à ériger un grand musée sur les champs de bataille, où viennent chaque été des milliers de visiteurs étrangers.

Ces déboursés ne signifient pas que nous soyons disposés à faire des extravagances. Au contraire, surtout cette année, nous voulons et devons pratiquer l'économie. Nous prévoyons, en effet, une diminution notable dans les revenus de la forêt et une augmentation de dépenses pour la voirie. Je m'explique. À la suite des grands feux de forêt d'il y a quatre ans, les compagnies forestières, afin de ne pas laisser perdre le bois touché par le feu, en ont coupé au cours de l'hiver en 1926-1927 une très grande quantité. Si ce bois n'est pas coupé dans l'espace de trois ans, il se trouve perdu. Cette coupe abondante a entraîné une accumulation de bois et rendra les opérations moins considérables cet hiver. On prévoit une diminution de 40 % dans la coupe, ce qui veut dire une diminution correspondante dans nos revenus.

Quant à la voirie, notre politique hardie, mais éminemment opportune et généreuse, de prendre à notre charge tout l'entretien des routes améliorées nous coûte très cher. Si l'on ajoute à ce fardeau les dommages énormes que la crue des eaux a causés cet automne, dommages qu'il faudra réparer au printemps, on conçoit l'appel que devra nous adresser le ministre de la Voirie. Nous prions, en conséquence, chacun de nos députés de se montrer modéré pour ce qui est des travaux de voirie à

exécuter l'été prochain, afin de nous permettre de sortir de l'impasse dans laquelle nous ont mis les récentes inondations.

N'oublions pas que le vigoureux élan que nous avons donné à la colonisation a aussi lourdement taxé notre Trésor provincial. Le ministère de la Colonisation a payé, au cours de ce dernier été, \$64,719²⁹ en primes de labour, \$131,064 en primes de défrichement et \$101,000 en primes de résidence. Le nombre d'acres primés est de plus de 21,000 et 4,670³⁰ colons ont bénéficié de ces primes. En outre, nous avons construit, pendant l'année 1927, 142 écoles rurales que nous avons payées en tout ou en partie. Est-il un seul gouvernement, dans toutes nos provinces canadiennes, qui ait fait autant que nous? J'invite nos adversaires à le nommer, s'il existe.

Le développement le plus merveilleux s'est incontestablement opéré dans l'exploitation de nos chutes d'eau et dans la fabrication de la pulpe et du papier. Pour la première fois, en 1926, le Canada a produit plus de papier que les États-Unis. Les statistiques de 1927 concernant cette production ne sont pas encore publiées. Tout indique que nous l'emporterons dans une proportion encore plus forte. Québec fabrique presque autant de papier que les huit autres provinces réunies. Il faut voir en ce résultat la justification et le triomphe de notre politique de conserver notre énergie électrique pour nous et d'en prohiber l'exportation aux États-Unis.

Il m'a récemment été donné de faire, en compagnie de plusieurs de mes collègues, un voyage d'études au Lac-Saint-Jean dans les soi-disant "districts électoraux à tragédies". Les progrès que nous y avons constatés nous ont étonnés et nous ont en même temps rendus très fiers de penser que tout cela se produisait au sein de notre province. Dolbeau, un champ désert il y a un an, a aujourd'hui une population de 1,200 âmes et une des grandes usines à papier du pays. Grâce à notre subside, cette ville est maintenant réunie par chemin de fer au Canadien National. Dans quelques mois, des capitalistes anglais commenceront la construction d'une voie ferrée qui complétera le chemin de ceinture du Lac-Saint-Jean. Ainsi sera réalisé le rêve de la population de cet intéressant district.

Nous avons également visité Arvida. Il y a deux ans, c'était un coin de terre aride. Aujourd'hui, 1,400 ouvriers y sont employés à la grande usine d'aluminium, qui produit 160,000 livres de métal par jour. Et cette usine n'est qu'au huitième de sa capacité de production. Une flotte de 20 navires sera employée au transport. La compagnie a construit

deux ponts sur le Saguenay. Elle est à ériger, à la Chute-à-Caron, un nouveau barrage, au coût de \$30,000,000. Quand ce barrage sera complété, le Saguenay développera deux fois le nombre de chevaux-vapeur que produit la chute de Niagara. Cent mille chevaux-vapeur viennent à Québec par la ligne de transmission que la compagnie Shawinigan a récemment construite au coût de \$6,000,000, et cette force motrice actionnera la grande usine à papier de l'Anglo-Canadian Company, dont nos amis de l'opposition ont violemment combattu la création.

Voilà quelques-uns des premiers résultats de la prétendue tragédie du Lac-Saint-Jean. Sans cette tragédie, nous n'aurions ni Dolbeau, ni Arvida, ni Riverbend, ni l'Île Maligne, ni peut-être l'Anglo-Canadian Pulp and Paper Company. Au reste, les électeurs de Chicoutimi et du Lac-Saint-Jean ont apprécié la tragédie à leur façon, en élisant les deux candidats du gouvernement par au-delà de 4,000 voix de majorité! C'est un premier verdict des gens qui peuvent juger en connaissance de cause, mais Dieu sait ce que nous avons dû subir d'avaries pour avoir voulu doter notre province de ce merveilleux centre industriel qui, tous les jours, expédie aux marchés du monde 50 wagons remplis d'excellent papier journal. Je ne m'arrêterai pas aux autres industries que nous avons vues surgir. Citerai-je la Gatineau, Pagan Falls, Chelsea, Farmers et Drummondville où la grande usine de Celanese, que j'ai eu le plaisir d'inaugurer en octobre dernier, marque le début d'une des grandes industries du pays. Cette coquette petite ville, la vôtre, M. l'Orateur, est une véritable ruche que tout pays pourrait nous envier. Nous allons vigoureusement poursuivre cette exploitation de nos ressources naturelles et la création d'industries, car nous comprenons que cette politique signifie le salut et l'avenir de notre province. Elle garde nos gens chez nous, ramène ceux qui nous ont laissés et fait surgir des centres importants qui deviennent autant de marchés pour les produits de nos cultivateurs.

Qu'on sache bien que nous considérons l'énergie électrique que produisent nos chutes d'eau comme partie de notre patrimoine, que ce n'est pas une marchandise d'exportation et que la défense d'exporter de la force motrice aux États-Unis est un article immuable du programme de notre gouvernement. Toute autre politique équivaudrait à un suicide national. Notre politique a des résultats qui sont d'ailleurs appréciés par des esprits désintéressés. Un journal de Toronto, *The Monetary Times*, qu'on n'accusera pas de partialité à notre égard, publiait récemment ce qui suit:

"La province de Québec continue à tenir tête au point de vue des progrès économiques, tandis qu'Ontario a pris la place qu'occupait, au second rang, la Colombie-Britannique. Voilà ce qui ressort d'une analyse que le *Monetary Times* a faite en se basant sur des données authentiques.

"En ces deux dernières années, il devenait de plus en plus évident, d'après les statistiques officielles et d'autres renseignements pris sur place, que la province de Québec l'emportait sur le reste du Canada au point de vue des nouvelles entreprises.

"Si l'on examine les statistiques, on voit que Québec a constamment gagné du terrain dans toutes les sphères, depuis la légère avance qu'elle a faite dans le nombre d'emplois fournis à la main-d'œuvre, jusqu'au gain de 70 % dans le nombre de permis de construction. C'est la seule province qui révèle une diminution dans le nombre des faillites."

Les bonnes gens de Québec liront avec intérêt ce paragraphe additionnel contenu dans le même article: "Si l'on étudie les statistiques au point de vue de chaque ville en particulier, on découvre que Québec a fait des progrès relativement plus considérables que Montréal³¹."

Mais, si nous croyons avec d'autres avoir, dans le passé, fourni une bonne administration, nous ne pouvons ignorer que la grande marque de confiance que l'électorat nous a donnée, au mois de mai dernier, nous oblige, en retour, à continuer de consacrer nos meilleures énergies à notre province pour lui garder la place qu'elle a su prendre et la conduire à de nouveaux succès dans tous les domaines qui font la grandeur d'un peuple.

Sans doute nous avons déjà résolu nombre de problèmes qui réclamaient une solution. Je ne reviendrai pas sur la régie des liqueurs, l'assistance publique, la mise en valeur de nos chutes d'eau, la prohibition de l'exportation de notre énergie électrique, la construction de grands ponts, l'amélioration de notre voirie. Où doivent maintenant tendre nos efforts? Le discours du trône mentionne trois questions que le gouvernement, avec le concours de la députation, va s'employer à résoudre. Prenons tout d'abord la loi des accidents du travail qui, depuis une couple d'années déjà, occupe l'attention de cette Chambre. Notre dernier projet de loi, quoique beaucoup plus généreux envers les ouvriers que la loi jusque-là en vigueur, prêtait le flanc à deux objections, l'une soulevée par les ouvriers, l'autre présentée par les patrons.

S'autorisant du système en vigueur dans les autres provinces et dans beaucoup de pays, nos ouvriers voulaient que l'administration de la loi fût

laissée à une commission gouvernementale, pour éviter les frais judiciaires, les retards et toute intervention de tiers qui, trop souvent, s'attribuaient une part de l'indemnité. Les patrons, de leur côté, s'objectaient à la création d'une commission et nous représentaient que les taux exigés par les compagnies d'assurances étaient beaucoup trop élevés et mettaient l'industrie québécoise sur un pied d'infériorité vis-à-vis de celle des provinces sœurs. Depuis la dernière session, nous avons repris l'étude de ce projet de loi et nous avons, en nous aidant de la collaboration d'avocats distingués, comparé les législations existant à cet égard dans les provinces voisines et aux États-Unis. Nous croyons maintenant connaître les avantages et les inconvénients qu'offrent les législations étrangères, et nous pensons que la nouvelle loi que nous avons préparée donnera satisfaction aux patrons et aux ouvriers.

Notre projet pourvoit à la nomination d'une commission qui administrera la loi sans recours aux tribunaux, sans frais et d'une manière finale. Les ouvriers obtiennent donc ce qu'ils demandaient. D'un autre côté, nous n'acceptons pas l'assurance d'État. L'assurance restera du domaine des patrons, des compagnies et de l'initiative privée. Nous aurions beaucoup hésité à assumer un commerce qui ne relève guère d'un gouvernement. En d'autres termes, nous nous sommes arrêtés à un système qui rencontre à la fois les vues des patrons et des ouvriers. Ce projet de loi sera bientôt soumis à la Chambre et nous avons confiance qu'il sera jugé acceptable.

Le deuxième problème que nous avons à résoudre est celui de l'hygiène publique. Notre province a fait de grands progrès dans cette sphère, mais la mortalité infantile est encore trop élevée. Nous voulons aussi trouver un moyen efficace de combattre les épidémies comme celle qui a atteint Montréal, le printemps dernier, et qui a porté un si rude coup au tourisme, l'une des meilleures sources de revenus pour notre province. Non seulement donnerons-nous à l'hygiène publique toute notre attention, mais nous sommes prêts à faire tous les sacrifices nécessaires pour organiser un service de premier ordre.

Québec ne peut guère compter sur l'immigration pour augmenter sa population et se tenir au rang des autres provinces qui en bénéficient et où les immigrants affluent. Les berceaux sont nos postes de recrutement. Il ne faut pas qu'ils soient vides.

Une troisième question fort importante sera soumise à la Chambre, celle du crédit rural. De

toutes les provinces, la nôtre est celle qui dépense le plus d'argent pour aider les cultivateurs et les colons. Il suffit de rappeler nos déboursés pour la construction de nos bons chemins qui ont révolutionné nos campagnes et dont nous entretenons 7,000 milles entièrement à nos frais, pour nos 900 ponts en fer, pour nos primes de défrichement, de labour et de résidence, pour nos écoles rurales dont nous payons maintenant la construction en totalité ou en partie, pour nos routes de colonisation, pour nos sociétés d'agriculture, sans parler d'une foule d'autres octrois. Ces multiples contributions allègent singulièrement le budget familial de nos cultivateurs. Mais nous voulons faire davantage.

Le Parlement du Canada a inscrit dans ses Statuts une loi de crédit rural qui nous semble devoir aider efficacement la classe agricole. Nos cultivateurs ont besoin de prêts à long terme, non pour des fins de luxe, mais pour des objets de première nécessité: lopins de terre, instruments aratoires, troupeaux, autant de choses indispensables à l'achat desquelles ces prêts pourront servir. Le cultivateur, surtout le fils du paysan qui songe à s'établir, a besoin d'être aidé et mérite qu'on lui fasse certaines avances d'argent. Le système de prêts auquel s'est arrêté le gouvernement fédéral nous paraît pratique. La coopération du gouvernement provincial est requise, et nous sommes prêts à l'accorder de grand cœur.

Nous comprenons très bien que, si forcément notre province s'industrialise, la base de notre prospérité n'en reste pas moins l'agriculture, qui est notre mère nourricière et notre source de richesse la plus sûre et la plus durable. Nous ne voudrions pas qu'il fût loisible à l'agriculteur des autres provinces d'aller puiser dans les deniers publics pour améliorer son sort et agrandir son patrimoine, tandis que l'agriculteur de Québec serait laissé à ses seules ressources.

Nous espérons que le système de prêts à long terme, qui n'est pas sans présenter certaines difficultés et d'onéreuses obligations, aidera considérablement la classe agricole. Nous n'avons pas de plus grand désir que de lui être utiles. Elle sait d'ailleurs que c'est là notre politique. Il n'est pas d'autre classe de notre population qui ait mis sa confiance dans le Parti libéral d'une manière plus complète et plus généreuse. Il suffit de jeter un regard sur la petite famille conservatrice qui siège devant nous pour s'en convaincre. Elle ne renferme pas un seul cultivateur malgré les appels... disons le mot... désespérés, que lui a adressés un chef également désespéré.

Depuis le terrible désastre du Laurier Palace, il est une autre question qui agite l'opinion publique à différents points de vue. Je veux parler de la réglementation des théâtres et du respect du dimanche. Le problème est difficile à résoudre. Permettez-moi de dire tout de suite que nous nous proposons de demander à la Chambre d'amender la loi de telle sorte que les enfants et les jeunes gens âgés de moins de 16 ans, accompagnés ou non de leurs parents, ne puissent être admis dans les salles de cinéma. Les leçons qu'ils y apprennent, en général, ne les aident guère dans la vie, et l'expérience a démontré le résultat fatal d'une panique parmi eux. La solution du problème devient plus difficile, lorsqu'il s'agit des représentations qui se donnent le dimanche.

Nous sommes en face de deux courants d'opinion. Les uns prétendent que cette habitude a été tolérée depuis 20 ans, qu'elle est entrée dans nos mœurs et que, si la censure est bien faite, il ne devrait y avoir aucun mal, pour l'ouvrier qui travaille toute la semaine, à aller le dimanche se délasser avec sa famille au cinéma, après avoir satisfait à ses devoirs religieux. On ajoute également que nous sommes dans un pays mixte et que beaucoup de nos concitoyens qui ne partagent pas les croyances de la majorité ne voient aucun obstacle aux représentations dominicales. Le juge Boyer, dans son rapport très documenté, s'est rangé à cette opinion. Un bon nombre d'autres, cependant, et le gouvernement a reçu des centaines de requêtes en ce sens, veulent que de tels divertissements, pour lesquels un prix d'admission est exigé, tombent sous le coup de la loi fédérale concernant l'observance du dimanche, et qu'en conséquence toutes ces représentations soient illégales.

La loi fédérale n'est pas de notre ressort et ceux qui la trouvent trop sévère devront s'adresser à Ottawa pour la faire amender. Pour nous, dès qu'on ne croit plus devoir continuer la tolérance qui a existé jusqu'ici, je crois que, de concert avec les autorités municipales, nous devons soumettre la question aux tribunaux de qui relève la répression des infractions à semblables lois. Si les tribunaux décident que les représentations du dimanche sont illégales, il nous incombera de voir à ce que cette décision soit respectée. Je tiens à dire cependant que le concours des autorités municipales nous est indispensable dans ce travail de répression, non seulement pour les théâtres, mais aussi pour les usines à pulpe et à papier.

Comment veut-on que, dans une province d'une si grande étendue, le gouvernement puisse

connaître toutes les infractions qui se commettent, et surtout puisse préparer convenablement les causes qu'il faut soumettre aux tribunaux? Un échec devant ces tribunaux aurait un effet désastreux et démoralisant. D'un autre côté, les autorités municipales sont sur les lieux. Elles ont leur police. Il leur est facile de s'enquérir des faits et de contrôler l'exactitude des dénonciations. N'oublions pas que tout travail nécessaire et urgent est permis le dimanche. C'est donc une question de fait dont la solution n'est pas toujours facile.

Ajouterai-je que le gouvernement de Québec croit que le respect du dimanche est essentiel à notre vie chrétienne et nationale, que ceux qui le transgressent sapent la société et nos croyances à la base même, et que tous doivent s'efforcer de porter remède au mal. Mais, de grâce, ne faisons pas de l'observance du dimanche une question politique!

Je me plais ici à rendre justice aux autorités municipales de Montréal qui, depuis trois ans, ont intenté au-delà de 200 poursuites pour infractions à la loi du dimanche. De toutes les autorités municipales, elles ont été les seules à agir. Pourquoi leur exemple ne serait-il pas suivi, alors? Surtout que le gouvernement a déclaré, et je le répète aujourd'hui, qu'il était prêt à assumer les frais des poursuites que les municipalités voudront tenter.

Au cours du mois de novembre dernier, une Conférence interprovinciale a eu lieu à Ottawa. Toutes les provinces y étaient représentées. Nous y avons discuté des questions de la plus haute importance, qui touchaient même à l'avenir de notre pays.

Sur plusieurs de nos problèmes canadiens une divergence d'opinions très marquée s'est fait sentir. Si tous veulent l'unité nationale, tous ne l'entendent pas de la même manière. Nos jeunes sœurs de l'Ouest ont des problèmes - voire même des aspirations - qui ne sont pas toujours les nôtres, et vice versa. Le meilleur esprit n'a cependant cessé de régner. Il ne peut résulter que du bien de ces conférences, où l'on échange des vues et où l'on apprend à se mieux connaître.

Au cours de cette session, nous aurons l'occasion de revenir sur les travaux de la dernière Conférence interprovinciale. Je me contenterai donc pour aujourd'hui d'affirmer très nettement que l'unité nationale ne peut être obtenue qu'en respectant l'autonomie provinciale, dans l'esprit aussi bien que dans la lettre du pacte fédératif; que Québec, par suite de certaines conditions ethniques, a des choses très chères à conserver et à défendre, choses qui, pour nos provinces sœurs, peuvent n'être que d'ordre

secondaire; et qu'enfin aucun des liens qui assurent notre survivance nationale ne saurait être brisé ni même affaibli.

Il me reste maintenant à faire ce qu'on appelait, en mon temps de collège, la lecture des notes, autrement dit à distribuer des compliments... et autres choses. Commençons par les compliments. Je les adresse de tout cœur aux deux jeunes députés qui, tour à tour, ont proposé (M. Plante) et appuyé (M. Power) l'adoption de l'adresse. Le premier, le député de Montréal-Mercier (M. Plante), a conquis une forteresse à Montréal; l'autre, le député de Québec-Ouest (M. Power), a gardé une forteresse de Québec dont on lui avait confié la défense. Tous deux sont de bons soldats. Ils nous arrivent avec une pléiade de jeunes qui un jour, bientôt peut-être - la vie parlementaire est si rapide - seront au premier rang.

En leur promettant cette ascension, je les prie de croire que je suis meilleur prophète que le chef de l'opposition! Le député de Montréal-Mercier et le député de Québec-Ouest se sont si bien acquittés de leur tâche que, si je n'étais pas libéral, je le deviendrais après les avoir entendus. Puisse leur éloquence toucher des cœurs plus endurcis que le mien!

Après les compliments, passons maintenant à autre chose. Au commencement de mes remarques, j'ai fait allusion à la défaite de nos adversaires, dérouté humiliante s'il en fut, et j'ai ajouté que je reviendrais sur ce pénible sujet. Je ne veux nullement être cruel pour mon honorable ami le chef de l'opposition, qui a si bien compris le désastre auquel il courait, qu'avant l'élection il a annoncé publiquement que, survenant une défaite, il abandonnerait la direction de son parti. Je ne désire pas me mêler aux affaires intimes de cette malheureuse famille. Il est des infortunés qui appellent le respect.

J'espère que mon honorable ami restera à son poste, car je lui rendrai ce témoignage qu'il s'est courageusement battu et, après avoir été injuste pour le gouvernement, son châtimement doit être complet. Je le lui promets. Je vais cependant lui dire ce qui lui a fait défaut. C'est Disraeli³² qui a fait observer que la vie est trop courte pour être petite. Mon honorable ami a été petit dans la lutte. Il a eu recours à de petits moyens pour nous vaincre. Le peuple, qui est bon et honnête, nous a vengés.

Que n'a-t-il fait la bataille, la visière levée, comme ses chefs d'autrefois? Pourquoi a-t-il permis à ses lieutenants de se faire des assassins de réputations, des salisseurs de noms respectables?

Pourquoi avoir continué pendant la campagne électorale le genre de discussion inauguré, à la dernière session, par quelques-uns de ses amis dont aujourd'hui, devant moi dans cette salle, les places sont vides ou occupées par d'autres? La vie est trop courte pour être petite! Les bons électeurs de la province, ceux de Montréal en tête, l'ont compris sans avoir lu Disraeli. Il me répugne de m'arrêter sur ce terrain, mais je le dois à mes collègues et à mon parti.

Au cours de la dernière campagne électorale, le chef de l'opposition a publié un pamphlet que je tiens à la main en ce moment. Il est intitulé "Programme de M. Arthur Sauvé" et porte en sous-titre "Ce qu'il a réclamé comme chef de l'opposition" et - ironie du sort! - il saura l'appliquer comme chef du gouvernement". Dans ce pamphlet, on lit ce que l'opposition dénonce: elle a dénoncé l'ingérence odieuse de l'État dans le domaine de l'assistance publique; elle a dénoncé l'incompétence ou le système qui assure la protection et l'impunité aux criminels; elle a dénoncé la conduite du gouvernement dépensant l'argent de la colonisation pour enrichir des députés et des ministres; elle a dénoncé les scandales éhontés d'un régime corrompu.

Celui qui a écrit cela a commis une infamie³³. Je regrette de dire que le chef du grand Parti conservateur a eu le triste courage de mettre son nom à la tête de cette sale brochure. Est-il étonnant que le peuple ait haussé les épaules de dégoût et ait enlevé à ce chef la moitié de son armée? Il est une justice qui s'exerce en ce monde; elle ne saurait attendre. Cette justice a été prompte, complète, vengeresse. La cause de la dérouté du chef de l'opposition, la voilà! Pour nos adversaires, la réputation des hommes publics n'est-elle donc qu'un lambeau qu'on peut déchirer à volonté et jeter à tous les vents? Ignore-t-on dans ce camp que les hommes qui siègent de ce côté de la Chambre portent des noms respectés, qu'ils ont un foyer à défendre, une famille qui les suit et qui lira l'histoire?

Ministres prévaricateurs! Tous mes collègues de l'année dernière sont encore autour de moi. Le chef de l'opposition est à son siège. Qu'il vienne donc devant eux au nom de son parti, à la face de sa province, répéter ce que contient son vil pamphlet. Oui, la vie est trop courte pour être petite. Est-il étonnant après cela que le chef de l'opposition annonce son départ? Je le prie de rester pour qu'il puisse assister à l'expiation complète. Je la lui promets.

(Applaudissements)

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que le débat soit de nouveau ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *L'Événement* du 13 janvier 1928, à la page 1, souligne que la gauche ne se compose que de huit membres parce que le général Smart a rompu avec M. Sauvé et que M. Renaud n'est pas encore arrivé à Québec.

2. Henri Lacordaire (1802-1861), prêtre et dominicain français, connu, entre autres, pour ses dons oratoires.

3. Selon *L'Événement* du 13 janvier 1928, à la page 1, M. Francoeur n'était pas encore arrivé pour entendre cet éloge.

4. Nérée Le Noblet Duplessis (1855-1926), député conservateur de Saint-Maurice, de 1886 à 1900.

5. Dans *Le Nouvelliste* du 13 janvier 1928, à la page 1, on dit 1906.

6. Laurent Barré, dans la circonscription de Rouville.

7. Joseph-Émery Lafontaine, dans la circonscription de Bagot.

8. Joseph-Noé Ponton, dans la circonscription de Richmond.

9. Olivier-Eugène Arpin, dans la circonscription de Richelieu.

10. Hercule Morin, dans la circonscription de Napierville-Laprairie.

11. M. Sauvé était journaliste de profession.

12. *The Montreal Daily Star* du 13 janvier 1928, à la page 4, et *The Gazette* du 13 janvier 1928, à la page 2, donnent la version suivante: "L'État est un organisme accessoire, mais pas un organe d'oppression..."

13. Lionel Groulx (1878-1967), professeur et historien. Ordonné prêtre le 28 janvier 1903, il est professeur au séminaire de Valleyfield (1903-1906) avant de poursuivre ses études en Europe. Il enseigne à Valleyfield (1909-1915), puis est nommé professeur titulaire de la première chaire d'histoire du Canada (1915-1950). Il est l'un des principaux porte-parole nationalistes du Québec et l'initiateur de nombreux mouvements patriotiques. Président-fondateur de l'Institut d'histoire de l'Amérique française (1946) et directeur de la Revue d'histoire de l'Amérique française (1947-1967). Ses nombreux écrits, romans et ouvrages historiques lui valurent plusieurs prix et marquèrent profondément la vie intellectuelle et sociale de son époque.

14. Édouard Montpetit (1881-1954), professeur d'université et administrateur, enseigna à l'École des hautes études commerciales de 1910 à 1939.

15. Il est probable que ce soit un enseignant du nom d'Antonio Perrault.

16. Esdras Minville (1896-1975), professeur et économiste. Professeur (1924-1938), puis directeur (1938-1962) à l'école des Hautes études commerciales (HEC). Conseiller technique au ministère du Commerce, de l'Industrie et des Affaires municipales (1936-1939). Il sera notamment membre de la Commission des semaines sociales du Canada, membre de la commission Tremblay (1953-1956) sur les problèmes constitutionnels. Doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal (1950-1957). Durant sa carrière, il collabora à de nombreuses revues et rédigea plusieurs ouvrages dans lesquels il développa une pensée économique et sociale axée sur le nationalisme qui faisait la promotion de la libération économique des Canadiens français.

17. Il est possible que ce soit l'avocat Valmor Gratton.
18. Il semble que ce soit l'avocat Louis-D. Durand.
19. Quelques journaux ajoutent ceci: "Discours de 1916."
20. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau (1820-1890), premier ministre du Québec de 1867 à 1873 et ministre de l'Instruction publique de 1868 à 1873. En même temps, il fut député conservateur à la Chambre des communes de 1867 à 1873.
21. Charles-Eugène Boucher de Boucherville (1822-1915), premier ministre du Québec de 1874 à 1878 et en 1891-1892.
22. Joseph-Adolphe Chapleau (1840-1898), premier ministre du Québec de 1879 à 1882. Député conservateur à la Chambre des communes de 1882 à 1892. Lieutenant-gouverneur du Québec de 1892 à 1898.
23. Louis-Olivier Taillon (1840-1923), premier ministre (conservateur) du Québec de 1892 à 1896.
24. Thomas Chapais (1858-1946), conseiller législatif dans la circonscription de Kamouraska, de 1892 à 1946.
25. Ce consul du Mexique à Toronto a créé un incident en prononçant des paroles contre l'Église catholique romaine.
26. Le représentant des États-Unis au Canada, William Phillips.
27. Il s'agit de la Conférence interprovinciale qui siégea du 3 au 10 novembre 1927, dans la salle du comité des chemins de fer, à Ottawa.
28. Chiffre de *La Presse* du 13 janvier 1928, à la page 22. Chiffre du *Canada* du 13 janvier 1928, à la page 4: \$15,000.
29. Chiffre de *The Gazette* du 13 janvier 1928, à la page 2. Chiffre de *La Presse* du 13 janvier 1928, à la page 22: \$84,719 en primes de labour.
30. *Le Devoir* du 13 janvier 1928, à la page 6, indique 4,570 colons.
31. *The Gazette* du 13 janvier 1928, à la page 2, donne la version originale suivante:

"La province de Québec continue de mener au point de vue du progrès économique tandis que l'Ontario a remplacé la Colombie-Britannique au deuxième rang. C'est la conclusion tirée d'une analyse de sources autorisées faite par le *Monetary Times*. Le tableau ci-joint donne les chiffres les plus importants sous une forme abrégée.

"Depuis environ deux ans, il est devenu évident, d'après les mêmes sources, d'autres statistiques ainsi que l'observation directe, que le Québec devance le reste du Canada en ce qui concerne les nouveaux développements.

"Un examen des chiffres démontre que le Québec a gagné des points dans chaque domaine couvert, depuis une légère augmentation des emplois jusqu'à un gain de 70 % dans l'émission des permis de construction. C'est la seule province qui indique une réduction du nombre de faillites.

"Quand on analyse les dossiers individuels des villes, on voit que Québec connaît une croissance plus importante que Montréal."

32. Benjamin Disraeli (1804-1881). Homme politique anglais et écrivain du XIXe siècle, premier ministre de Grande-Bretagne, de 1867 à 1868.

33. Dans *Le Canada français*, on rapporte que le premier ministre aurait aussi employé le mot "saleté" pour parler du pamphlet du chef de l'opposition.

Séance du vendredi 13 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de J.-Alfred Nadeau et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres, à L.-Richard Beaudry, en date du 2 décembre 1915 (M. Authier);

- de l'honorable M. Philippe Paradis et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Rentiers de l'Avenir" (M. Casgrain);

- de la Société d'administration générale, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de modifier sa charte et de changer son nom en celui de "Société d'administration et de fiducie" et, en langue anglaise, "Administration and Trust Company" (M. Plante);

- de John Gladstone Quinn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de la corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec, demandant d'adoption d'une loi lui donnant certains pouvoirs relativement à des actions qu'elle détient dans The Montreal Light, Heat & Power Company (M. Rochette);

- de The Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bédard);

- de Morris B. Signer, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Cohen);

- de Director, Vice-Director and Trustees of the Montreal St. Bridget's Refuge, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant

son nom en celui de "The Father Dowd Memorial Home" (M. Cohen);

- de Harry Margoliss et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Tifereth Israel" (M. Cohen);

- de Joseph Greenberg et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Knases Bnai Israel" (M. Cohen);

- de James E. Wilder et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Montreal Terminals" (M. Cohen);

- du séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi précisant davantage ses droits, pouvoirs et attributions (M. Duplessis);

- de The North Shore Power Company Limited, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Grant);

- d'Alphonse Lapierre, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à le considérer comme élève de quatrième année, après examen (M. Messier);

- de la Murray Bay Paper Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et des commissaires d'écoles de ladite paroisse, ainsi que les conventions entre les mêmes parties et le pétitionnaire (M. Rochette);

- de Maurice Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi pour fins d'incorporer sous le nom de "Comptoir mobilier franco-canadien" une société ayant pour objet de favoriser le développement général du pays, à l'aide de capitaux français et autres (M. Thériault);

- de Mario-Émile Lattoni, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch).

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Leduc), que le nom de M. Vautrin soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills publics en général.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Henri (l'honorable M. Leduc), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 10².

NOTES

1. Le chroniqueur du *Canada* du 14 janvier 1928, à la page 1, rapporte qu'il n'y avait que très peu de députés présents à cette séance; l'opposition en comptait un seul, M. Maurice Duplessis, de Trois-Rivières, qui agissait comme chef de l'opposition, selon *Le Devoir* du 14 janvier 1928, à la page 3.

2. *L'Événement* du 14 janvier 1928, à la page 1, rapporte que la Chambre a siégé 10 minutes.

Séance du mardi 17 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- d'Alcoa Power Company Limited, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de ville un certain territoire situé partie dans le canton de Tremblay et partie dans le canton de Jonquière, comté de Chicoutimi (M. Delisle);
- de la corporation du village de Thurso, demandant l'adoption d'une loi confirmant le règlement no 89 dudit village (M. Lahaie);
- de Rodolphe Moreau, demandant l'adoption d'une loi relativement à l'exercice de ses droits civiques (M. Lahaie);
- de Beauharnois Light, Heat & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Thériault);
- de Raymond Gérard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen préliminaire (M. Vautrin).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de J.-Alfred Nadeau et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres, à L.-Richard Beaudry, en date du 2 décembre 1915 (M. Authier);
- de l'honorable M. Philippe Paradis et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Rentiers de l'Avenir" (M. Casgrain);
- de la Société d'administration générale, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de modifier sa charte et de changer son nom en celui de "Société d'administration et de fiducie" et, en langue anglaise, "Administration and Trust Company" (M. Plante);

- de John Gladstone Quinn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen (M. Bercovitch).

Rapports de comités:

M. Bullock (Shefford): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le premier rapport du comité permanent des industries et du commerce. Voici le rapport:

Votre comité a choisi M. Bullock pour son président et il recommande que le quorum dudit comité soit réduit à six membres.

Le rapport est adopté.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le nom de l'honorable M. Francoeur soit ajouté à la liste des membres des comités suivants: bills privés, bills publics, chemins de fer et autres moyens de communication.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais que le nom du représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis) soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills privés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avec plaisir. M. le greffier, veuillez ajouter cela à ma motion.

Les motions sont adoptées.

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le 11 janvier courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Crépeau (Sherbrooke): M. l'Orateur, permettez-moi de m'associer au proposeur et au second de l'adresse, et à ceux qui m'ont précédé, pour vous offrir mes félicitations les plus chaleureuses à l'occasion de votre élévation au fauteuil présidentiel de cette Assemblée. Par votre connaissance des règles de la procédure parlementaire, par la courtoisie et l'impartialité dont vous avez donné la preuve dans le passé, vous avez mérité le respect et la confiance de vos collègues des deux côtés de la Chambre.

Qu'il me soit permis de faire une allusion particulière au fait qu'à titre de représentant d'un comté des Cantons-de-l'Est, comme vous, je me réjouis sincèrement de l'honneur qui vient de vous être conféré. Je veux également joindre mes félicitations à celles de l'honorable premier ministre et de l'honorable chef de l'opposition et complimenter le proposeur et le second de l'adresse. Tous deux se sont acquittés de leur tâche avec beaucoup d'assurance et de conviction.

Le proposeur, le député de Montréal-Mercier (M. Plante), nous a parlé de ses rêves d'écolier, au temps où il aspirait à devenir petit page. L'honorable député de Montréal-Mercier a grandi avec ses ambitions. Il est assis à côté d'un jeune député, le député de Montréal-Laurier (M. Poulin), peu ambitieux, mais qui saura bien empêcher son voisin de le devancer trop rapidement. (Rires)

Je suis, dit-il, du même avis que le député de Québec-Ouest (M. Power) au sujet des lumières que tous les véhicules devraient porter. J'approuve les suggestions faites par le député de Québec-Ouest et souhaite qu'elles soient bientôt réalisées.

Le premier ministre, dans son discours de l'autre jour, a jugé à propos d'apporter certaines précisions aux paroles que son gouvernement mettait dans la bouche de Son Excellence le lieutenant-gouverneur, lors de l'ouverture de la session. Je ne m'attarderai pas à refaire tout le terrain couvert par le premier ministre dans un discours où la mauvaise humeur, qui perça à la fin, gâta considérablement la bonne impression qu'il avait créée par certaines de ses remarques. Pour le moment, je m'arrêterai à deux ou trois points qui ont le plus attiré mon attention. Le

premier a trait à l'exploitation et au développement de nos richesses minières dans le nord-ouest de la province de Québec et dont on a fait un paragraphe spécial du discours du trône.

Qu'il me soit permis, en commençant, de remercier le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) pour l'occasion qu'il a fournie aux députés de cette Chambre de visiter la région minière de l'Abitibi et la région de Rouyn, l'été dernier. L'honorable ministre a montré là une belle initiative.

Au mois d'août 1927, on avait au bureau des mines les noms de 275 sociétés, organisées depuis quatre ans, pour exploiter des mines dans notre province, à Rouyn spécialement et dans la région avoisinante. Malheureusement, nous avons constaté dans la région minière qu'il n'y a pas de raison de faire croire au public que toutes les entreprises minières sont bonnes. Ce voyage a ouvert à plusieurs de nouveaux horizons sur le développement qui s'accomplit actuellement en certains endroits du nord de la province, mais, en même temps, il leur a été donné de constater qu'une foule d'entreprises minières lancées sur le marché ne sont pas rendues à une période de développement assez avancée pour justifier les annonces ridicules que l'on voit très souvent dans les journaux et dans des brochures qui ne sont après tout que des moyens que l'on prend pour accaparer l'épargne populaire.

Les courtiers font une publicité trop exagérée. Il ne se passe pas de semaine que nous ne voyions apparaître dans les grands journaux l'annonce d'un bureau de courtiers quelconque qui offre en vente des actions dans une compagnie au nom argentin ou cuivré, incorporée au capital de \$3,000,000, \$5,000,000, ou \$10,000,000. D'après cette annonce, la compagnie qui s'affiche ainsi est propriétaire de terrains miniers d'une étendue considérable. On parle de rapports d'ingénieurs, toujours éminents, qui fixent la richesse de la mine à des centaines de millions. On donne des analyses de minerai qui atteignent un rendement de \$50 à la tonne, en montant. On publie même des photographies d'usines de concentration érigées sur cette propriété.

Comme conclusion, on promet des dividendes énormes à ceux qui auront la bonne fortune d'apercevoir l'annonce assez tôt pour pouvoir acheter les quelques actions qu'il reste à vendre. Car, d'ordinaire, il n'en reste toujours qu'un nombre très limité. Ce qui arrive, je dirai dans la très grande majorité des cas, il n'y a pas eu un sou dépensé pour mettre en valeur la prétendue mine. On est même allé jusqu'à construire des façades en bois ou en carton

qui, photographiées à distance, donnent l'impression d'une usine importante, tout comme on le fait dans le montage des vues animées. Le mot "mine" semble exercer un effet magique sur l'esprit d'une foule de personnes qui n'étaient pas au courant des menées de certains brasseurs d'affaires, ne pouvaient supposer que l'on permettrait d'afficher aussi publiquement des affaires véreuses, se laissaient prendre à ces annonces et se hâtaient de retirer de l'épargne les quelques piastres qu'elles ont amassées à force d'économies et même de privations, et vont les échanger pour un certificat d'actions qui ne vaut seulement pas le papier sur lequel il est imprimé.

Voilà, M. l'Orateur, une constatation qui a été faite souvent et il n'y a pas lieu d'être surpris en feuilletant le rapport du surintendant des Mines, que nous venons de recevoir, de constater l'observation qu'il en fait lui-même. Il y a certaines parties du rapport qui valent d'être connues du public, et je veux en citer quelques-unes. Dans son rapport, le surintendant des Mines met le public en garde contre la fièvre de spéculation qui sévit à l'heure actuelle. Sur 275 compagnies formées depuis quatre ans, il y en a beaucoup qui ont plus en vue de soutirer l'argent du public que d'extraire le minerai. Les effets de cette fausse publicité qui se fait à propos des mines sont non seulement désastreux pour ceux qui perdent leur argent, mais ils sont aussi funestes pour le développement des autres industries ou des autres mines véritables et prouvées et qui, avec un capital plus élevé, mettraient en valeur des propriétés très riches et payantes pour ceux qui y placeraient leur épargne et pour tout le pays en général.

Si nous pouvions concentrer seulement la moitié de l'épargne de notre population dans des entreprises sérieuses, nous verrions moins de capital étranger contrôler et exploiter nos richesses naturelles et nous garderions chez nous ce qui nous appartient. Bien que le surintendant des mines en vienne à la conclusion qu'il est difficile d'obvier à cet état de choses, je suis d'opinion qu'une surveillance plus étroite de la part du gouvernement, par ses officiers, réussirait à améliorer de beaucoup la situation et à protéger le public. Le commissaire des mines, dont on attend la nomination depuis bientôt deux ans, et pour la position duquel il ne paraît pas manquer de candidats, devrait avoir les pouvoirs nécessaires pour enquêter privément sur les agissements de certaines compagnies minières et l'autorité voulue pour empêcher l'exploitation du public.

Si le gouvernement avait donné plus d'attention aux spéculateurs, on aurait pu sauver

beaucoup d'argent. Car, après tout, pour celui qui a la moindre expérience des affaires, il est souvent très facile d'apercevoir l'in vraisemblance de certaines annonces de sociétés de cette nature. Si un officier quelconque était chargé de s'occuper de cette propagande, il pourrait obtenir des inspecteurs des mines les renseignements voulus qui lui permettraient de savoir si les travaux et les découvertes faits sur la propriété que l'on semble exploiter justifient la publicité que l'on fait, et le public et la compagnie elle-même pourraient être avertis en conséquence.

Ce qui s'applique aux compagnies minières peut l'être également aux associations de tout genre qui exploitent le public et détournent des sommes énormes qui sont perdues, j'oserais dire complètement, pour la province. Aux États-Unis, il y a deux ou trois ans, le gouvernement a émis des mandats d'arrestation contre plus de 1,000 personnes sous l'accusation d'annonces frauduleuses se rapportant au commerce d'immeubles. Tout le monde se rappelle le procès récent qui vient de se dérouler à Montréal. Deux hommes ont été condamnés à des peines de prison. Il a été établi que \$500,000 ont été soutirés à des pauvres gens pour les engloûtir dans des compagnies qui n'avaient d'autre actif que le nom. Ces manifestations ont duré quelques années. Mais, si la chose avait été surveillée dès le début, si le gouvernement avait donné plus d'attention aux spéculateurs, on aurait pu sauver des montants assez importants aux perdants. Voilà, je crois, une question qui demande la considération immédiate du gouvernement.

L'honorable premier ministre a parlé de l'amélioration que son gouvernement entend apporter aux lois de l'hygiène et des sacrifices qu'il est prêt à faire pour organiser un service de premier ordre, de manière à pouvoir prévenir les épidémies comme celle qui a atteint Montréal le printemps dernier. Mais l'honorable premier ministre me permettra bien de lui faire remarquer que, pour prévenir la typhoïde chez nous, il y a autre chose à faire que d'organiser le service d'hygiène. Dans le cas de Montréal, on a recherché dans le lait la cause de l'épidémie. Mais on peut admettre que la contamination par le lait est plutôt accidentelle et que la cause principale de la typhoïde provient de l'eau que nous buvons. Or, en quoi le gouvernement a-t-il contribué à améliorer l'approvisionnement d'eau dans nos villes et nos villages? Je laisse la réponse à l'un des hommes les mieux qualifiés que nous ayons au pays, à un spécialiste que l'on ne pourra pas taxer de faire de la critique à tort et à travers, à celui qui est chargé par

le gouvernement de rechercher les causes et d'arrêter les effets des épidémies de typhoïde: je veux parler de M. Lafrenière, l'ingénieur sanitaire en chef du service provincial d'hygiène.

Dans une conférence intéressante qu'il faisait l'automne dernier, au congrès des municipalités de la province, M. Lafrenière regrettait de déclarer qu'en ne tenant pas compte de la dernière épidémie de Montréal, mais en prenant seulement les années 1924 et 1926, on constatait qu'il y avait eu encore plus de décès causés par la fièvre typhoïde dans la seule province de Québec que dans toutes les autres provinces du pays réunies. En effet, d'après les statistiques, le taux de la typhoïde dans Québec, en 1926, était 10 par 100,000 de population, contre 2.4 dans l'Ontario. Dans toutes les autres provinces, l'Île-du-Prince-Édouard exceptée, il était inférieur à 5.

À quoi M. Lafrenière attribue-t-il un résultat qui nous est aussi défavorable? M. Lafrenière attribue cela au fait que l'eau que nous buvons n'est pas aussi pure et aussi saine que dans les autres provinces¹. La meilleure eau est celle qui provient des sources, des puits ou même des lacs, quand ceux-ci ne sont pas exposés à la pollution par le voisinage des fermes ou par le flottage du bois. Mais, comme il arrive que près des deux tiers de notre population consomment de l'eau qui provient des ruisseaux et des rivières et que l'eau de ces rivières est souvent polluée, nous voyons de suite à quels dangers nous sommes exposés.

Il est reconnu aujourd'hui que le procédé de filtration est le plus efficace et pratiquement le seul qui puisse assainir l'eau polluée de façon à la rendre propre à la consommation. En certains endroits, on se contente de la traiter au chlore, mais on n'obtient par là qu'une amélioration partielle qui cause souvent de graves ennuis. Il n'y a pas de meilleur exemple que celui de la ville de Montréal. D'après M. Lafrenière, de 1875 à 1910, alors que la cité utilisait l'eau de la rivière sans la traiter, le taux de la typhoïde fut de 38.8 %. De 1910 à 1917, les eaux furent chlorées et le taux est tombé à 21 %. En 1918, l'usine de filtration fut mise en opération et, depuis cette date, le taux s'est abaissé jusqu'à 5 % en 1926. Dans les parties de la province où l'on utilise plutôt des eaux souterraines et des eaux de lacs, des eaux plutôt pures et non contaminées, le taux a été de 13.1 %. On voit par là combien les eaux filtrées sont préférables à toutes les autres.

D'ailleurs, les autorités municipales sont aujourd'hui parfaitement convaincues sur ce point et, si la grande majorité des municipalités qui exploitent des services d'aqueduc ne sont pas pourvues de

filtres, cela n'est pas par mauvaise volonté; c'est parce qu'elles n'ont pas les moyens d'en construire et de les entretenir. Il m'est arrivé, dans la pratique, de préparer des projets d'aqueduc pour des municipalités qui devaient utiliser des eaux de rivières. Les lois de l'hygiène les obligent à construire un filtre. Ces municipalités avaient des revenus suffisants et elles étaient prêtes à construire l'aqueduc proprement dit.

Mais le coût de l'usine de filtration rendant la dépense totale trop élevée, elles ont été forcées de rester là où elles en étaient, c'est-à-dire sans service d'aqueduc ni de protection contre l'incendie. Les autres municipalités qui sont déjà pourvues d'un aqueduc, sans filtres, sont dans le même cas. Cette question est tellement importante qu'elle vaut la peine qu'on s'y arrête sérieusement. Il cite quelques extraits de la conférence de M. Lafrenière, telle que commentée par un article spécial du *Devoir*: "Les conseils municipaux, dit M. Lafrenière dans sa conférence, comprennent bien la nécessité d'obtenir une meilleure eau, mais ils hésitent en face de la dépense que cela entraîne. Quelquefois, la chose est au-dessus de leurs moyens."

Quel remède peut-on apporter à cette situation? Il ne semble bien, en fait, n'y en avoir qu'un. Et M. Lafrenière l'indique: c'est l'aide du gouvernement, comme cela se pratique en France, pour toutes les villes dont les revenus annuels ne sont pas suffisants. Pourquoi le gouvernement de Québec n'en ferait-il pas autant? À ce point de vue, la France ne se contente pas d'assister les municipalités pour la construction d'aqueduc, mais aussi pour l'établissement de systèmes d'égout. L'assistance du gouvernement provincial aux petites municipalités n'est pas chose nouvelle chez nous. Elle fut employée pour la construction et l'entretien des routes, lorsque l'ancien régime qui tenait les municipalités exclusivement responsables de cet entretien eut échoué, et elle est aussi employée pour la protection contre l'incendie.

Ainsi, depuis 1922, le gouvernement a versé un montant total de \$279,720 à 123 municipalités pour les aider à se protéger contre les risques d'incendie. La protection des vies humaines n'est-elle pas au moins aussi importante que la protection des biens matériels? Et le gouvernement ne serait-il pas justifié de contribuer sa part pour assurer une eau potable à toute la population de la province? D'autant plus que ce serait assurer la santé non seulement aux municipalités et aux groupements intéressés, mais aussi à toute la province. Car une épidémie de typhoïde dans le plus petit village peut s'étendre aux

grands centres et causer des pertes incalculables. Ce fut le cas pour la récente épidémie de typhoïde à Montréal.

Je remarquais, sur les journaux de samedi dernier, que la ville de Buckingham semble atteinte par une épidémie semblable, et l'on avait déjà rapporté 40 cas de typhoïde. Voilà, il me semble, une question excessivement importante à considérer, et il y aurait pour le gouvernement une excellente occasion de montrer sa sollicitude envers les petites municipalités, dont les revenus ne sont pas suffisants pour se protéger de façon adéquate contre tout danger d'épidémie causée par l'eau, en leur octroyant des sommes raisonnables qui leur permettraient de faire assainir leur eau et de sauvegarder la santé de leurs habitants.

Je tiens à noter, en passant, que la loi qui autorise le ministre des Travaux publics à aider les municipalités à se pourvoir d'appareils pour la protection contre les incendies devrait être amendée de façon à ce que la subvention puisse s'appliquer à l'achat des tuyaux d'aqueduc d'un diamètre suffisant pour permettre d'alimenter les boyaux qu'on leur fait acheter. Jusqu'à présent, la subvention n'a été accordée que pour l'achat des boyaux et des pompes. Récemment, le gouvernement a contribué à une partie de la construction des réservoirs. Mais la charge la plus onéreuse est l'achat des gros tuyaux, et c'est la partie essentielle du bon fonctionnement de l'aqueduc. À quoi bon un grand réservoir et des boyaux de deux pouces, si le tuyau qui alimente les bornes-fontaines n'a que deux pouces ou deux pouces et demi?

L'honorable premier ministre nous a annoncé qu'il allait nous présenter une loi des compensations pour les accidents du travail qui allait rencontrer en même temps les demandes des ouvriers et des patrons. L'honorable premier ministre fit une déclaration à peu près identique, en 1926, en nous annonçant la meilleure loi qu'il fût possible d'édicter. Après qu'elle eut été présentée en Chambre, étudiée et mise en face des tarifs des compagnies d'assurance, quelques-uns de ses plus ardents partisans ne se cachèrent pas pour affirmer que c'était la pire loi de compensations qui fût jamais inventée et elle ne fut jamais mise en vigueur. Souhaitons qu'il n'arrive pas la même chose à celle qu'il nous annonce. Nous attendrons qu'elle soit présentée avant de la discuter ou de l'approuver.

Mais je ne puis reprendre mon siège, M. l'Orateur, sans remettre au point certaines remarques assez désobligeantes de l'honorable premier ministre à l'égard de l'honorable chef de l'opposition.

L'honorable chef de l'opposition venait de prononcer un discours pondéré, digne, loyal et généreux, le discours d'un bon perdant. Pour le remercier de sa courtoisie, l'honorable premier ministre a été d'une violence qui "jure" avec la vaillance et la dignité d'un général au lendemain d'une grande victoire. L'honorable premier ministre a déclaré en Chambre qu'il reconnaissait que le chef de l'opposition n'était pas l'auteur de la brochure dont il avait à se plaindre.

Mais, cependant, je lis dans le texte qu'il a donné aux journaux qu'il accuse le chef de l'opposition d'avoir mis son nom à la tête de cette brochure. Si c'est cela qu'on appelle de la bravoure, je l'entends mal. On nous reproche des injures que nous aurions proférées contre lui. A-t-il donc oublié le temps où son organe, *Le Canada*, lui faisait dire des propos injurieux et infamants contre des chefs conservateurs, propos dont il dut rougir le jour où ils furent rappelés devant la Chambre du pays? Les a-t-il dénoncés dans le temps? A-t-il exigé une rétraction du *Canada*? Le chef du gouvernement a été très injuste pour le chef de l'opposition.

Si le premier ministre savait ce qu'a fait le chef de l'opposition en une circonstance particulière que je connais, il dirait le contraire de ce qu'il affirme maintenant et il devrait déverser sa colère sur des gens qui ne sont pas dans nos rangs. Il arrive de temps à autre au premier ministre d'évoquer le souvenir des grands conservateurs du passé, mais il oublie que ce sont ceux-là qui furent le plus calomniés par son parti. Mais là où le chef du gouvernement a été le plus injuste envers le chef de l'opposition, c'est lorsqu'il lui reproche d'occuper encore le même fauteuil que celui qu'il occupait durant la dernière session, après la promesse qu'il avait faite de se retirer.

Je puis affirmer à l'honorable premier ministre que le premier acte du chef de l'opposition, au lendemain des dernières élections, fut de nous convoquer, nous, ses collègues de l'opposition, et de nous remettre sa démission comme chef. C'est nous qui avons insisté fortement et longuement auprès de lui et qui lui avons demandé de continuer à occuper ce poste jusqu'au jour où une convention du parti aura choisi un autre chef ou, au moins, jusqu'après la présente session. Il a loyalement, honorablement consenti à accepter ce que nous lui avons demandé. C'est un acte de courage et nous ne permettrons pas qu'on le lui reproche et qu'il soit calomnié aujourd'hui, sans y opposer toute notre indignation.

(Applaudissements à gauche)

Il (M. Crépeau) réitère ses avertissements au public pour le mettre en garde contre la fièvre de

spéculation en actions de compagnies et de sociétés de mines, qui sévit en ce moment dans notre province, fièvre provoquée par les belles découvertes faites dans l'Abitibi et le Témiscamingue, dans la région traversée par le chemin de fer Transcontinental à l'ouest de la rivière Bell.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) se lève. (Applaudissements) M. l'Orateur, je suis heureux de vous féliciter, à mon tour, de votre élection à la présidence. J'ai beaucoup d'estime pour le représentant de Drummond (M. Laferté) et je suis heureux que ce soit un représentant des Cantons-de-l'Est qui ait l'honneur de présider les délibérations de la Chambre. Les talents et l'expérience du représentant de Drummond le désignent d'ailleurs à cette haute fonction. La Chambre vous a rendu un hommage bien mérité et dont, je le sais, vous vous rendrez parfaitement digne. Je félicite aussi le proposeur et le second de l'adresse, qui se sont acquittés de leur tâche avec succès. (Applaudissements)

(Souriant) Je fais remarquer, dit-il, au député de Sherbrooke (M. Crépeau) qu'il m'a offert un bien faible menu sur lequel discuter. Je suis fier de constater que le député de Sherbrooke est devenu beaucoup moins acerbe dans ses critiques. Son discours d'aujourd'hui n'est pas dans le ton et est loin de ressembler à ceux qu'il prononçait dans cette Chambre lors des dernières sessions, alors qu'il dénonçait avec tant de chaleur la politique du gouvernement et les prétendues dilapidations de nos ressources naturelles commises par le ministre de la Colonisation. Serait-ce que les dernières élections provinciales l'auraient assagi? En effet, le député de Sherbrooke n'a plus rien de sa violence d'autrefois et il se contente de donner quelques conseils au gouvernement et de défendre plus ou moins habilement son chef. C'est bon signe.

Avant de répondre à mon honorable ami (M. Crépeau), je veux m'arrêter pendant quelques instants au discours de l'honorable chef de l'opposition et à sa fameuse brochure électorale. Je vais, dit-il, à l'aide de cette brochure et des preuves du gouvernement, rechercher les causes de la victoire des libéraux et de la défaite des conservateurs aux dernières élections.

Le premier ministre a reproché au chef de l'opposition, jeudi, une brochure intitulée: "Programme de M. Sauvé". Tout ce que le premier ministre a constaté l'autre jour est juste, à propos de ce que renfermait le "programme" de l'opposition durant la dernière campagne. J'ai été moi-même très étonné

quand cette brochure électorale de l'opposition m'est tombée sous la main. Je connaissais le chef de l'opposition (M. Sauvé) depuis longtemps et jamais je n'eusse pensé qu'il eût pu laisser propager une littérature aussi libelleuse à l'endroit du gouvernement. Elle a été la principale cause de la défaite du chef de l'opposition.

Il (l'honorable M. Perrault) lit quelques passages de cette brochure. Comment le chef de l'opposition aurait-il donc pour lui seul le monopole du patriotisme? Le leader de la gauche a laissé entendre que le peuple avait voté pour le gouvernement, tout simplement parce que l'opposition n'était pas organisée². Notre organisation dure depuis bien longtemps. Est-il vrai que le Parti libéral a remporté les dernières élections contre l'assentiment populaire et que le peuple s'est trompé? Voyons si cela est vrai.

Cette province, autrefois un château fort conservateur, est depuis 30 ans et sans discontinuer un château fort libéral. Depuis 30 ans, sans discontinuité, le peuple de cette province a donné sa confiance au Parti libéral. Le peuple n'a pas toujours voté aveuglément. Peut-on supposer que, depuis ces 30 années, le peuple vote contre le Parti libéral? Mais non, cela n'aurait pas de bon sens de maintenir cette prétention. La province de Québec est devenue un château fort libéral parce que le Parti libéral gouverne, parce qu'il a répondu à l'idéal populaire, parce qu'il a su donner à Québec une politique qui répond aux besoins de son peuple et parce que notre peuple n'a jamais rien trouvé, depuis 30 ans, chez nos adversaires les conservateurs, qui puisse satisfaire à son idéal.

Il est tout à fait clair que les électeurs de la province avaient deux choix lors des élections. Le premier était d'approuver une politique progressiste et le second était de sanctionner une politique de défaitisme, une politique de désespoir prêchée depuis plusieurs années par les membres de l'opposition. Laissez-moi vous dire pourquoi le peuple a voté pour nous et pourquoi il n'a pas voté pour le chef de l'opposition. Je veux remonter seulement à l'année 1920, alors que le premier ministre actuel prit les rênes du gouvernement. Ce qui a fait notre triomphe le 16 mai dernier et ce qui a triomphé depuis 1920, c'est la politique constructive du gouvernement Taschereau, c'est notre politique d'action, politique de réalisation constante qui a donné quelque chose à la province. Ce qui a battu le chef de l'opposition et ses collègues, c'est leur politique de défaitisme, la politique de "ça va mal, toujours" de nos adversaires alors que tout s'améliore, c'est la politique de désespoir des "bleus".

Voilà sept ans, tout le monde s'en souvient, nombreux étaient nos problèmes. Lorsqu'en 1920 l'honorable premier ministre a pris les rênes du pouvoir, nous traversons alors une crise éminemment grave. Nous sortions des horreurs de la guerre. L'équilibre économique était rompu, la crise menaçait les cultivateurs démoralisés parce que les prix de la guerre étaient tombés. Les jeunes gens qui avaient envahi les villes pour travailler dans les usines de munitions ne voulaient plus retourner sur les terres.

Nos jeunes agriculteurs, découragés, quittaient le sol pour s'engouffrer dans les villes ou s'en aller aux États-Unis. Nous avions de graves et de nombreux problèmes. C'était la désertion du sol et la désertion du pays. Le cri de désertion des fermes a été universel.

C'est alors que le gouvernement dut faire face à de nombreux et difficiles problèmes. C'était le problème de l'agriculture, le problème de la colonisation, du développement de nos ressources naturelles, de l'alcool, de nos hôpitaux, de la voirie. Une main habile était nécessaire au gouvernail. L'honorable premier ministre, avec courage, entreprit la solution de ces problèmes. Le gouvernement, sans perdre de temps, s'attaqua donc à l'œuvre qui réclamait son attention immédiate et l'on vit la confiance renaître dans la province. Il comprit que pour garder nos gens chez nous, il fallait créer plus de richesse.

De sages mesures furent adoptées pour venir au secours de l'agriculture et de la colonisation menacées. Pour donner du travail aux ouvriers, l'on prit l'initiative de développer les ressources naturelles de la province, afin de créer de nouveaux revenus et aussi de créer de nouveaux centres industriels. La création de nouveaux centres industriels a assuré du travail à nos ouvriers, l'ouverture de marchés pour les produits agricoles où les cultivateurs pourraient vendre aisément leurs produits. La tâche fut ardue, mais elle a pleinement réussi. Elle a paralysé l'exode des nôtres.

Le gouvernement donna aussi une sage loi des liqueurs à la province et résolut ainsi le difficile problème de l'alcool. Par sa politique de voirie, il créa le tourisme et soulagea les municipalités par sa loi de l'assistance publique, il sauva nos hôpitaux de la pénible position où ils se trouvaient. Toutes ces mesures décriées par l'opposition ont eu l'efficacité attendue, elles ont eu pour principal effet de redonner confiance dans l'avenir à tout le peuple. C'est cette politique que le peuple a approuvée le 16 mai dernier.

C'est alors que nous avons commencé le développement intensif de nos beaux pouvoirs d'eau. Ce développement était déjà commencé, mais, sous la direction du premier ministre actuel, il prit une vigueur nouvelle. Nous avons dans cette province, au dire des experts, 15,000,000 de chevaux-vapeur à développer; le gouvernement en a développé seulement 2,000,000, ne reculant devant rien. C'était le premier mouvement à faire. C'est la grande richesse de notre province. Nous avions de beaux pouvoirs d'eau. Il fallait les développer. Et le développement hydraulique a assuré le développement industriel.

Comme résultat de cette courageuse politique inaugurée, des villes, jusque-là sans importance, se sont développées de façon prodigieuse. Nous avons vu surgir des centres industriels nouveaux et les anciennes villes industrielles comme Grand'Mère, Shawinigan, Trois-Rivières, Arvida, etc., ont augmenté. Drummondville a vu sa population passer de 1,800 âmes à 10,000 âmes. Dans les Cantons-de-l'Est, grâce au développement hydraulique, 28 industries nouvelles se sont établies. Le pouvoir du Rapide-des-Quinze a permis le développement de Rouyn et l'établissement d'une usine à Noranda. Au Lac-Saint-Jean et à Chicoutimi, Mistassini, Riverbend, la Chute-à-Caron, Kénogami, Jonquière ont vu leur population doubler en quelques mois. Quant à Arvida, cette ville surgit comme par enchantement; elle comptera avant bien longtemps 50,000 habitants.

Nous avons vu naître Dolbeau. Ces villes sont devenues des marchés importants où le cultivateur peut écouler ses produits. Le Lac-Saint-Jean, qui était un grand exportateur de produits agricoles sur le marché de Montréal, pourra avant longtemps vendre sur place ses produits.

(Applaudissements)

Le monde entier a les yeux fixés sur ces différents points de la province de Québec. Il y a là des résultats merveilleux de la politique du gouvernement libéral. Le peuple le sait et voit. Il sait ce qui se passe là comme ailleurs. Devant toutes ces œuvres de progrès, qu'a dit l'opposition? L'opposition a crié à la dilapidation de nos richesses nationales et d'industrialisation à outrance et d'aliénation de notre patrimoine national. Messieurs, les électeurs de la province savent pourtant ce qui se passe chez nous. Croyez-vous qu'il y avait à hésiter entre cette politique constructive du gouvernement, dont il a constamment sous les yeux les résultats, et la politique négative que présentent nos amis de l'opposition?

L'opposition a dit: "Laissez donc aux générations futures le soin de développer nos ressources naturelles." On nous a dit encore: "On a bien le temps de développer ces ressources naturelles." Est-ce une raison pour nous de rester passifs? Ne devons-nous pas, au contraire, pousser au progrès par tous les bons moyens? Le gouvernement, qui a la charge de notre domaine national, n'a-t-il pas comme devoir de faire fructifier ce domaine, de l'exploiter et de le rendre productif, de commencer ce développement que les générations futures continueront? Et pourtant, les candidats de l'opposition et leur littérature parlaient de l'aliénation de nos ressources naturelles au profit d'étrangers. La population a été trop intelligente pour hésiter quant à ses choix. Il était question de devoir rester immobiles comme auparavant et de laisser à d'autres la tâche de développer nos ressources naturelles. Et encore, qu'est-ce que cela signifie?

Pour ramener la confiance dans cette province, le gouvernement fit davantage. La politique du gouvernement a consisté aussi à assurer l'exploitation de nos forêts. Le département des Terres concéda des terres, afin d'aider à la création de nouvelles industries de pulpe et de papier, de telle sorte que notre province, aujourd'hui, est devenue le plus grand centre pour l'exploitation de la pulpe et du papier au Canada. Cette politique a procuré de l'ouvrage à nos ouvriers. Nous avons réussi à créer des centres industriels, à assurer des marchés à nos cultivateurs et à arrêter la désertion de nos campagnes et l'exode des nôtres vers les États-Unis. Voilà une des politiques de notre programme que le peuple a approuvées, le 16 mai dernier.

(Applaudissements)

Le gouvernement a vu également au développement de nos richesses minières et le résultat a été très remarquable. Cette industrie s'est développée rapidement. En 1898³, la valeur de notre production minière était de \$1,673,000; en 1905, elle était de \$3,750,000. Et l'augmentation continue dans la proportion suivante: 1921, \$15,522,000⁴; 1925, \$23,000,000; 1926, \$25,750,000; tandis qu'en 1927 elle atteint \$27,500,000, soit un million et demi de piastres de plus que l'année précédente, et la production des mines du Nouveau-Québec était incluse dans ce total.

C'est le développement des mines d'or, de cuivre, de plomb et de zinc surtout qui nous assure cette magnifique production. Cependant, les mines du nord-ouest de la province n'ont pas encore commencé à produire. Elles ne sont pas comptées dans cette valeur annuelle. En 1928, cependant, elles

seront en mesure de produire. Il s'y fait un développement considérable.

L'an dernier, dans le nord-ouest de la province, c'est-à-dire dans la région de Rouyn, Harricana, au sud et au nord du Transcontinental, 650,000 acres de terrain ont été "piquetés". Dans la Gaspésie, au-delà de 100,000 acres ont été piquetés et on a découvert de belles mines de zinc, de plomb et d'or. À Chibougamau, à 150 milles au nord du Lac-Saint-Jean, une centaine de prospecteurs ont piqué 50,000 acres et ont fait aussi de belles découvertes l'an dernier. On a trouvé de l'or et du cuivre en abondance. Tous ces districts sont riches en minéral et l'on y trouve, selon l'endroit, de l'or, du plomb, du cuivre, du zinc, etc. Ces diverses régions sont maintenant un actif pour la province et les richesses qu'elles recèlent sont incalculables. Le gouvernement a aidé au développement de nos mines en construisant des chemins, en ouvrant des bureaux, en établissant des laboratoires d'analyse faciles d'accès.

L'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau), dans son discours, a fait allusion aux compagnies peu sérieuses qui captent l'argent du public, sous le prétexte de faire des exploitations minières. Il s'est plaint du peu de contrôle exercé sur les compagnies minières; cette critique est prématurée. Il a dénoncé, il y a un instant, les fraudeurs dans le domaine des actions minières, mais qu'est-ce qu'il suggère pour empêcher la fraude? L'honorable député de Sherbrooke trouve que le public n'est pas assez protégé contre des spéculateurs qui font souscrire de l'argent sans avoir de mines. Il y a trop de compagnies fictives. Depuis des années, le surintendant des Mines et moi-même (l'honorable M. Perrault) avons mis le public en garde contre les exploiters à plusieurs reprises, et nous continuons de le faire à l'occasion. Nous ne pouvons pas dire d'avance si telle ou telle mine est bonne ou mauvaise. Il faut qu'auparavant un gros travail soit fait.

Pour le moment, pendant les travaux, nous ne pouvons faire autre chose que de mettre le public en garde contre les représentations qu'on peut lui faire et contre le danger de s'aventurer dans ce domaine, et c'est ce que nous faisons. Nous disons à ceux qui veulent placer de l'argent dans ces entreprises: "Vous courez un risque considérable et il faudra attendre des années avant d'obtenir un résultat certain, bon ou mauvais." C'est ce que nous n'avons cessé de faire. Le gouvernement de la province a mis des annonces dans les journaux pour avertir les gens des dangers de jouer à la Bourse. Nous avons demandé aux petits épargnistes d'attendre.

Combien de fois avons-nous dit aux petits épargnistes: "Seuls les gens riches peuvent risquer de l'argent dans ces entreprises encore incertaines, dans des spéculations minières; pour vous, il vaut mieux attendre qu'elles aient donné des preuves de succès." Il est préférable d'attendre que les mines aient payé des intérêts sur les actions avant d'investir, et que faire de plus? Je le répète, les personnes qui ont des économies et qui ont fait de l'épargne sont mieux de ne pas risquer dans les mines où elles peuvent perdre leur argent.

On nous dit que de nombreuses compagnies sont déjà formées. Le député de Sherbrooke (M. Crépeau) a dit qu'il y a 275 compagnies de mines dans la province. Mais, dans le développement des mines de cobalt et porcupine, il s'est formé 1,500 compagnies de mines. En Ontario, quand on a découvert la région de Porcupine en tant que secteur aurifère, 1,900³ compagnies ont été enregistrées, seulement 15 ont opéré des mines. Si vous ne savez pas ce que vaut une mine, renseignez-vous au ministère qui vous donnera tous les avis possibles.

D'autre part, il est impossible de contrôler les compagnies minières, car ce n'est que lorsqu'une compagnie a dépensé parfois des centaines de piastres qu'elle peut être en mesure de savoir si réellement elle est en possession d'une bonne mine. Va-t-on arrêter une compagnie au début de ses opérations alors qu'on ne sait pas encore quel résultat lui donneront ses recherches? Le procureur général suit de près les activités des compagnies.

Quant aux exploiters dénoncés par l'opposition, le gouvernement a autant à cœur de s'en débarrasser et, chaque fois qu'on lui en signale, il les fait arrêter. La chose est arrivée à maintes reprises sur l'ordre même du procureur général. N'a-t-il pas fait arrêter, depuis quelques mois, une dizaine de personnes qui ont été trouvées coupables de vouloir frauder le public? Dès qu'une fraude est connue, ou qu'il y a des soupçons, le procureur général fait une enquête, parfois très difficile, et il fait en sorte de faire cesser l'exploitation.

Laissons se plaindre ceux qui ont eu de l'information sur de fausses prétentions. Nous poursuivons la fraude, et mon honorable ami le sait. Mais, encore une fois, nous ne pouvons faire plus que nous ne faisons pour protéger le public. Mon honorable ami reconnaîtra qu'il n'y a rien de ce côté à reprocher au gouvernement.

Le gouvernement, tout en créant des centres industriels, a aidé les cultivateurs. Pour l'agriculture, le gouvernement s'est montré on ne peut plus généreux. De 1920 à 1927, le gouvernement a donné

\$12,253,503.61⁶ de deniers publics à l'agriculture dans le seul but de chercher à améliorer le sort des cultivateurs. L'objet du ministère de l'Agriculture est d'aider les cultivateurs à améliorer leur situation, et il n'y a pas une initiative sérieuse qui ait été faite en cette province au point de vue agricole sans que le ministère de l'Agriculture ne l'ait secondée ou lancée lui-même. L'agriculture, malgré ce que nos adversaires ont pu dire ou écrire sur ce point, a prospéré depuis 15 ans. Nul ne le niera.

Dans la personne du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), n'avons-nous pas un homme dévoué et compétent qui a donné tout son talent et toute son énergie à la province? Est-ce que nous n'avons pas, à la tête du ministère de l'Agriculture, un homme que nous regrettons de ne plus voir en cette Chambre et qui a fait beaucoup pour la classe agricole? (Applaudissements)

J'ai vu l'autre jour, dans un journal de Montréal...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel journal?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je crois que c'est *La Patrie*. Ce journal disait que notre production agricole était inférieure à celle d'Ontario. Peut-être. Rien d'étonnant à cela. Mais les fermes y sont plus nombreuses aussi. J'ai référé au recensement de 1921, pour essayer de savoir pourquoi le sol de notre province ne rendait pas autant que celui de l'Ontario. Je me suis renseigné et j'ai appris qu'il y a 198,053 fermes en Ontario et 137,619 dans Québec, soit 60,000 fermes de plus dans Ontario. La superficie des fermes dans le Québec est de 17,256,000 acres et, dans Ontario, elle est de 22,028,901 acres⁷. La superficie des terres défrichées est de 9,000,000 d'acres dans Québec, et de 13,139,000 acres dans Ontario.

C'est là une des causes de la différence dans le rendement entre Québec et Ontario. Il faut ajouter que le climat de l'Ontario est un peu plus favorable que le nôtre au rendement de certaines fermes, et la belle saison est plus longue chez eux que chez nous. Seulement, il faut aussi tenir compte du fait que, dans la province voisine, toute la population agricole s'entend pour seconder les efforts du gouvernement pour répandre l'instruction agricole. Les cultivateurs s'unissent tous pour seconder les agronomes qui sont d'un si grand secours à la classe agricole.

L'instruction agricole est la grande nécessité pour les cultivateurs. C'est grâce à l'enseignement que l'agriculture peut progresser. On cultive plus aujourd'hui avec le cerveau et la science qu'avec le bras. La

science est aussi nécessaire en agriculture, plus peut-être que dans n'importe quelle industrie. Dans cette province, cependant, pas une seule initiative n'a été prise par le gouvernement pour aider les cultivateurs, sans qu'elle soit combattue par nos adversaires. Ils cherchent noise au gouvernement presque chaque fois qu'il croit prendre une bonne initiative.

On est allé jusqu'à dire, et c'est le chef de l'opposition qui le disait dans une assemblée à Yamaska, que le ministre de l'Agriculture voulait des planchers en ciment dans les fromageries pour permettre à un de ses collègues de vendre plus de ciment. Ce n'est pas de cette façon que l'on peut travailler dans les intérêts de l'agriculture. Nous avons des agronomes dans notre province. Ils ont été créés par le ministre actuel. Je vois mon honorable ami de Laval (M. Renaud) qui s'en va. Si mon ami de Laval voulait rester, je parlerais justement de lui⁸.

M. Renaud (Laval): (Revient à son siège) Je vais rester. J'aime ça faire parler de moi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Chez nous, les initiatives pour les améliorations à l'agriculture rencontrent toujours une forte opposition et cette opposition vient surtout des députés de la gauche. Nos amis de l'opposition, notamment le député de Laval, ont souventes fois attaqué nos agronomes qui, pourtant, rendent de précieux services à la classe agricole. Ils ont changé la face des choses. Mon ami de Laval, cependant, ne voit pas cela. Nos agronomes ont fait du bien: ils ont amélioré les méthodes de culture, ils ont changé la face des choses dans bien des comtés. Pourtant, pendant la dernière session, le député de Laval faisait appel aux cultivateurs. J'ai lu dans *Le Devoir* son discours prononcé à Sainte-Geneviève-de-Batiscan, où mon honorable ami de Laval a lui-même traité les agronomes de "blancs becs" et a reproché au gouvernement de dépenser de l'argent pour les instruire. Comment ne pas avoir de difficultés avec de tels exemples?

M. Renaud (Laval): Je ne me souviens pas de ça.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Si nous avons eu plus de coopération de la part de l'opposition, si on avait mieux suivi les conseils des agronomes et si, dans cette Chambre, on n'avait pas critiqué comme on l'a fait, les agronomes auraient été encore plus utiles aux cultivateurs, et la situation agricole serait probablement encore meilleure qu'elle

ne l'est actuellement. Le gouvernement serait peut-être encore plus avancé qu'il ne l'est dans le domaine agricole. Les cultivateurs qui ont écouté nos agronomes ont réussi, et ceux qui se plaignent sont ceux qui écrivent dans certains journaux. Ils n'ont pas réussi parce qu'ils n'ont pas suivi les méthodes enseignées et le progrès⁹.

M. Renaud (Laval): L'honorable ministre en a-t-il fini avec moi?

(Rires)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Pas encore¹⁰.

M. Renaud (Laval) se dirige vers la sortie, mais revient à son siège.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne veux pas retenir mon honorable ami de Laval malgré lui¹¹.

M. Renaud (Laval) sourit et ne bouge plus.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Dans sa brochure électorale, dont l'honorable premier ministre a parlé, l'opposition disait que le gouvernement faisait de la colonisation pour enrichir les députés, les ministres et les marchands de bois, et pour soutenir des organisations politiques ouvrant des chemins pour permettre à des politiciens de spéculer.

Pourquoi ces accusations fausses, pourquoi ces insinuations mensongères? Est-ce cela que l'on voulait faire croire au peuple de cette province?

M. Renaud (Laval): C'était pour gagner le pouvoir.

(Mouvements à droite)

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je vous remercie de l'aveu! L'opposition nous accusait de plus d'avoir une politique rétrograde. En 1920, les temps étaient changés, les jeunes ne voulaient plus aller dans la forêt sans être assurés de pouvoir y vivre. Il était difficile de demander aux jeunes gens d'aller sur des terres nouvelles et d'y faire des défrichements. Le gouvernement se rendit à leur demande. Depuis 1920, le gouvernement a donné \$12,000,000 pour fins de colonisation. Durant les 53 années auparavant, on avait dépensé seulement \$7,000,000 pour la colonisation. \$12,000,000 pour cette œuvre. Avons-nous poursuivi une politique rétrograde sans système?

Qu'avons-nous fait? Voyons. Nous avons suivi une politique de progrès. Notre ministère a vu à établir un système de classification des terres pour ne vendre aux colons que des terres propres à la culture. C'était une chose essentielle. Ce qui a nui autrefois à la colonisation, c'est la vente ou la distribution aux colons de terres impropres à la culture. Nous avons aussi fait la séparation du domaine forestier et du domaine colonisable. Nous avons créé un système d'inspection, afin de tenir le gouvernement au courant des besoins des colons et de donner aux colons des conseils. Nous avons nommé des missionnaires colonisateurs. On a construit des chemins, des écoles, des chapelles, payé des primes de défrichement et des graines de semences aux colons.

Quel est le résultat? Le résultat de tout ceci, c'est que la colonisation en notre province n'a jamais été si prospère. En ces dernières années, 32,000 acres nouveaux ont été mis en culture. En six ans, la population a augmenté de plus de 32,000 âmes dans les centres de colonisation et 41 nouvelles paroisses ont été fondées dans notre province. Malgré le développement industriel intensif et prodigieux, la colonisation a progressé et au Lac-Saint-Jean même, en 1927, 228 familles¹² se sont établies sur des terres neuves. Le gouvernement encourage de ce côté toutes les initiatives. Il y a une augmentation de 50 % sur les années précédentes. C'est un magnifique résultat obtenu par le gouvernement. Cela prouve qu'en créant des centres industriels le gouvernement a aidé à l'agriculture et aux colons.

Mon honorable ami le député de Sherbrooke (M. Crépeau) a parlé de la visite des députés organisée l'automne dernier par le ministre de la Colonisation dans la région de l'Abitibi. Nous sommes convaincus que cette excursion a eu pour résultat de mieux faire connaître cette région et que tous ceux qui y ont participé sont revenus agréablement surpris des progrès réalisés dans tous les domaines. Adversaires comme amis sont revenus émerveillés du courage, du dévouement des colons. L'Abitibi est l'œuvre des colons, mais aussi l'œuvre du gouvernement de Québec. Nous avons dépensé \$3,000,000 pour cette région, mais c'est de l'argent qui rapporte beaucoup à la province, pour ce qui a trait aux colons. Ils sont courageux et ils savent faire face aux difficultés de l'heure. Nos amis de l'opposition ont reconnu ce que nous avons fait.

Au cours d'un voyage dans l'Abitibi, j'ai eu l'honneur de remettre le diplôme et la médaille du Mérite agricole à une pionnière de l'Abitibi, Madame veuve Croteau. Voulez-vous voir ce que peut faire la vaillance, M. l'Orateur? En 1916, cette femme partait

du comté de Champlain et achetait trois lots près d'Amos. Elle avait 13 enfants dont l'aîné n'avait pas 16 ans. Aujourd'hui, elle a une terre de 300 acres, dont 200 sont défrichés. Elle a une belle maison, un beau troupeau, de beaux bâtiments, une écurie moderne avec un plancher en ciment.

(Rires)

Ses propriétés sont évaluées à \$30,000¹³. Voilà ce qu'a accompli en 11 ans une vaillante femme, avec l'aide de ses fils. Je suis heureux de rendre hommage à Madame Croteau devant la Chambre.

(Applaudissements)

Je pourrais citer encore le cas de M. Lapointe, dont la propriété est évaluée à \$60,000 après 11 années de travail dans l'Abitibi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien d'acres de terre?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 350 acres, je crois. Ces exemples ne sont pas les seuls. Il y a tous les colons qui veulent travailler et qui ont cultivé la terre plutôt que de faire du bois. Il y a actuellement dans l'Abitibi 2,800 fermes dont la valeur moyenne déterminée par des experts, qui ont déclaré eux-mêmes être en dessous de la réalité, est de \$4,000, ce qui donnerait une valeur totale de \$11,000,000. C'est le résultat de notre politique et c'est cette politique que le peuple a approuvée en 1927. L'honorable chef de l'opposition, à la dernière session, nous disait que les colons du Témiscamingue ont été maltraités par le gouvernement et que nous serions pulvérisés par eux. Pourtant, les élections sont venues et les régions de colonisation n'ont élu que des partisans du gouvernement. Le chef de l'opposition n'a pu faire élire un seul de ses amis dans ces régions.

(Applaudissements)

Quand j'ai lu la brochure préparée par l'opposition aux dernières élections, j'ai été attristé de voir qu'une petite politique se rendait coupable d'une conduite semblable. L'œuvre de la colonisation est essentielle et, je l'ai déjà dit, elle doit être au-dessus des partis et des mesquineries politiques. Nos campagnes sont des réservoirs où se conservent les meilleures qualités de la race et elles ont besoin du concours de tous. Il est nécessaire que nous continuions la conquête du sol et que le geste auguste du semeur et du défricheur se continue. Mais, pour cela, il nous faut le concours de toutes les bonnes volontés, du gouvernement comme de l'opposition, pour mener cette œuvre à bien. L'opposition sait bien

qu'elle nuit à la colonisation en publiant des infamies dans ses brochures électorales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et le Dr Parrot¹⁴?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Le Dr Parrot n'a jamais touché un sou de la colonisation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il en a touché de la voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): S'il en a touché de la voirie, il l'a rendu. Mais il s'agit de la colonisation. L'opposition dit que l'argent de la colonisation se dépense pour enrichir les ministres. C'est faire fausse route que de porter des accusations comme celles de l'opposition. Je demande à mon ami le chef de l'opposition quels sont ces ministres. Quel est le ministre qui s'est enrichi avec l'argent de la colonisation? Est-ce le ministre de la Colonisation? Mes amis de l'opposition ne répondront pas. Ils savent que les accusations de leur brochure sont de pures calomnies.

(Applaudissements)

Voilà comment du côté de la gauche on travaille à cette œuvre essentielle de la colonisation et voilà pourquoi le peuple a rejeté les partisans de la gauche.

On nous parle souvent de l'exemple d'Ontario. L'automne dernier, une revue de Montréal recommandait d'adopter ici le système du crédit du colon comme il se pratique en Ontario. En Ontario, le gouvernement prête aux colons et l'opposition en fait grand cas. La moyenne des prêts aux colons dans l'Ontario est de \$350 à 6 % pour 10 ans et, l'an dernier, \$65,000 ont ainsi été prêtés. Ce crédit existe déjà ici. Nous prêtons de \$25 à \$100 au colon dont les lots sont patentés. Ontario prête aux colons, tandis que Québec leur donne, et beaucoup plus, en primes de défrichement, de labour et de résidence, et c'est mieux.

(Applaudissements)

C'est tellement vrai que les colons du nord d'Ontario veulent obtenir notre système de primes au lieu du système des prêts. Nous donnons des primes de défrichement de \$360 par lot. Depuis cinq ans, le gouvernement a payé en primes de défrichement \$560,252¹⁵ aux colons. Si on ajoute les \$143,160 pour les graines de semences, on a un total de \$703,252 donné et non prêté. Le système de Québec n'est-il pas supérieur à celui d'Ontario? Cela est tellement vrai que les colons du nord de l'Ontario ont demandé au gouvernement de la province voisine d'adopter le système des primes de défrichement au

lieu du système de prêts actuel. On devrait connaître ce que l'on fait chez soi et ce qu'on possède, avant d'invoquer l'exemple du voisin.

Dans sa brochure électorale, l'opposition disait qu'elle avait dénoncé la politique des bouts de chemins. Est-ce bien notre politique? La province a actuellement 31,000 milles de chemins, dont plus de 9,000 milles sont améliorés d'une façon permanente, 15,000 chemins améliorés d'une façon non permanente, et 6,000 milles¹⁶ de chemins non améliorés. Québec fut la pionnière dans la construction des bons chemins. La province a dépensé \$82,000,000 pour la voirie, pour la construction et l'entretien des chemins. Surtout depuis que le premier ministre actuel a pris la direction du gouvernement, la politique de la voirie a été intensifiée.

Depuis 1920, on a dépensé \$56,000,078¹⁷ pour la voirie, sous l'administration de l'honorable M. Perron. Le gouvernement a d'abord entretenu les routes provinciales et régionales, il a diminué de 3 % à 2 % l'intérêt sur les argents prêtés aux municipalités, puis il a pris à sa charge l'entretien de tous les chemins améliorés de façon permanente de cette province. C'est un record dont peuvent être fiers le gouvernement et tout le peuple de la province.

Notre politique de la voirie a créé une ère de prospérité inouïe dans cette province; elle a donné plus de valeur aux terres des cultivateurs, rapproché les campagnes des centres, encouragé le mouvement du tourisme, devenu l'une de nos plus grandes industries, qui a laissé dans cette province, depuis cinq ans, une somme de \$281,000,000¹⁸. Nous sommes fiers de notre politique de voirie et, parmi le peuple, l'on est satisfait de cette œuvre. L'entretien de cette voirie coûtera à la province \$5,000,000 cette année¹⁹. Voilà encore une des politiques approuvées par le peuple, voilà une des causes de la victoire du mois de mai dernier.

Je vous ai dit, M. l'Orateur, que le premier ministre avait réglé de grands problèmes que tout le monde envisageait non sans inquiétude, voilà quelques années. Je vous en ai cité quelques-uns. Je pourrais vous parler du problème des hôpitaux, que la loi courageuse de l'assistance publique a sauvés. Je fais allusion, dit-il, à la loi des liqueurs, à celle qui a sauvé la Banque Nationale et le crédit de notre province, autant de jalons dans le régime du gouvernement Taschereau. L'honorable premier ministre a eu le courage et la vision de créer la loi de l'alcool, et c'est ce courage et cette vision qui ont triomphé au mois de mai dernier.

(Applaudissements)

Nous avons célébré l'an dernier le 60^e anniversaire de la Confédération. Le gouvernement, par sa politique, a placé Québec à la tête de la Confédération et c'est là que le gouvernement entend la maintenir. Québec n'a rien fait pour en arrêter le progrès et notre province a mérité une place d'honneur dans la Confédération. C'est pour nous maintenir cette place que le premier ministre et ses collègues dépensent le meilleur de leur intelligence et de leur cœur depuis qu'ils sont au service de la province.

(Applaudissements)

Québec peut se vanter d'avoir fait sa part pour assurer la prospérité du Canada. Aujourd'hui, notre province est le refuge du droit, de la justice, du droit des minorités, de l'ordre, de l'idéal, de la paix religieuse et sociale. Le XX^e siècle sera, comme on l'a prédit, le siècle du Canada si chacun, dans sa sphère respective, sait servir son pays avec une volonté tenace et avec patriotisme. Et, si chacun sait s'atteler à la tâche, Québec continuera dans la voie du progrès.

(Applaudissements)²⁰

M. Blain (Montréal-Dorion) félicite le président de son élection. Ce n'est pas sans émotion, dit-il, que j'adresse la parole dans cette enceinte illustrée par des hommes d'État comme Boucherville, Chapleau, Taillon, Joly, Mercier et autres, mais, comme les mandataires d'autrefois et d'aujourd'hui, je désire faire entendre la voix de mon mandat. Je me suis présenté aux dernières élections comme franc conservateur et candidat de l'opposition. J'ai été élu député avec l'appui d'un grand nombre de libéraux oppositionnistes. La Chambre me permettra de déclarer immédiatement que je ne suis pas ici avec l'intention secrète de marcher sur les brisées de mes prédécesseurs.

Il n'y a pas d'ambiguïté dans ma candidature ni dans le verdict de mes électeurs, qui peuvent compter sur ma fidélité aux engagements pris envers eux. Mes électeurs savaient que je défendais le programme de l'opposition, programme qui existe depuis longtemps. Mon devoir, c'est de faire de l'opposition devant le gouvernement, de la critique saine dans les bornes tracées par mon programme. Mais je m'élèverai au-dessus des querelles de partis pour juger des intérêts supérieurs de la race. Ni l'or, ni l'argent, ni les rubans ne m'empêcheront d'exécuter ce que signifie le vote des électeurs de Dorion. Sans doute, il arrivera certaines versions où les deux côtés de la Chambre seront d'accord. Mais je ne perdrai pas de vue l'intérêt de la province.

Quelle est la situation de l'opposition après les élections du 16 mai dernier? Si on me disait: "Regardez-vous et comptez-vous", j'avoue que la réponse serait embarrassante. L'opposition est-elle si faible que le nombre de députés pourrait l'indiquer? La province de Québec a-t-elle voté en bloc la manière de voir du ministère? Les chiffres ne vont pas répondre avec éloquence. Examinons les résultats des deux dernières élections.

Aux élections de 1923, il n'y eut que 77 élections et huit acclamations. Les conservateurs obtinrent 125,854 votes²¹ et 21 députés, et les libéraux, 160,870, soit un total de 289,721. Les députés en moyenne représentaient 3,662 électeurs. Si nous avions eu la représentation proportionnelle, nous aurions eu 34 sièges à la Chambre et les libéraux, 51. Les conservateurs avaient donc obtenu un tiers du vote et ils n'avaient pas un quart de la représentation qu'ils auraient dû avoir à la Chambre.

Aux élections de 1927²² décrites par le premier ministre comme le grand désastre du Parti conservateur, les conservateurs ont eu 116,222 votes, et les libéraux, 199,397, soit un total de 315,619 votes. Chaque député se trouve à représenter 4,323 électeurs²³. En 1927, il y a eu 73 élections et 12 acclamations. Cette année, nous ne sommes que 10, alors que nous devrions être 27. Si nous avions la représentation proportionnelle, nous devrions avoir 27 sièges et les ministériels, 58. Les conservateurs auraient donc droit à un tiers de la députation. Notre proportion n'est donc pas juste. Du reste, notre système électoral défectueux ne représente pas le sentiment public. C'est un système absurde. Actuellement, chaque député conservateur représente 11,602 électeurs, alors que les députés libéraux en représentent chacun 4,000 environ.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Si vous étiez seul, vous représenteriez alors 100,000 électeurs.

(Rires)

M. Blain (Montréal-Dorion): Le système actuel est injuste, je le répète. On a dit que Montréal a tourné le dos à l'opposition et, pourtant, le vote donné à Montréal, dans les 14 élections tenues sur l'île, sur un total de votes de 85,703, se lit comme suit: conservateurs, 43,272 votes; libéraux, 42,431. Donc, les conservateurs ont obtenu 841 votes de plus que les libéraux et n'ont pourtant obtenu que 6 des 14 sièges. Le système électoral actuel devrait être amendé. La députation en Chambre aujourd'hui ne représente pas l'opinion de la population. Montréal

n'a donc diminué qu'en apparence sa confiance au chef de l'opposition.

Pourquoi Montréal a-t-elle enlevé sa confiance au chef de l'opposition? Il n'y a pas eu de réelle diminution, mais il est assez clair, si on en juge d'après ce qui a été dévoilé des événements de Sainte-Marie, que la volonté du peuple ne s'est pas manifestée. Si le premier ministre avait été à la porte des journaux de Montréal le soir des élections, il aurait entendu peu d'applaudissements. Pourquoi? Parce qu'il faut prendre comme exemple l'élection de Sainte-Marie, où deux hommes, tel un dénommé Vakius, qui étaient fonctionnaires du gouvernement, ont commis des fraudes et ont assuré au candidat du gouvernement un résultat qu'il ne méritait pas.

Le siège de Sainte-Marie, le gouvernement ne pourra pas le reprendre. Si l'opposition a perdu du terrain, c'est à cause des méthodes scandaleuses employées par les amis du gouvernement. Il n'est pas besoin de faire l'historique de l'élection de Sainte-Marie. La confession du jugement explique tout. Là, comme ailleurs, des méthodes dignes du Mexique ont prévalu, ont empêché la libre expression de la volonté du peuple et ont privé la majorité de ce comté d'élire le député de son choix.

La logique, le bon sens, le jugement et la loi commandaient au gouvernement, dans les circonstances, de faire l'élection immédiatement pour permettre à ce comté d'être représenté à l'ouverture de la session, alors que des ouvriers, composant en majeure partie le comté, vont voir leurs intérêts discutés à cette dernière session. La circonscription électorale en est une que le gouvernement n'a pas réussi à conquérir et ne sera jamais capable de conquérir, quel que soit le moment où il décide de tenir des élections partielles.

Dans mon comté, nous n'avions pas de police, mais nous avons surveillé les bureaux de votation. On y a bien essayé des méthodes inqualifiables aussi. Je défie qui que ce soit de prouver le contraire de ce que je vais dire. Nous avons arrêté une quinzaine d'individus qui avaient dans leurs poches des bulletins de vote et des noms d'électeurs avec leurs adresses.

Nous les avons conduits au poste de police et on a refusé de les arrêter, bien qu'ils eussent été pris en flagrant délit. Pourtant, M. l'Orateur, ces personnes étaient munies de petites cartes indiquant le nom, l'adresse et le bureau de votation de l'électeur qu'ils devraient personifier. Lorsque nous les avons surpris, ils ne pouvaient s'échapper. J'avais une voiture en avant de la leur, et plusieurs autres, en arrière.

Lorsqu'ils se sont vus ainsi cernés, c'était celui qui viderait ses poches le plus tôt. Ce n'est pas là une histoire de oui-dire. Voici deux de ces bulletins. Ils sont encore tachés de la boue de la rue. Ces bulletins de vote, dit-il, n'ont pas été obtenus des vice-présidents des élections, mais d'une organisation politique qui n'est pas la mienne. Je crois que nous devrions amender la loi afin de prévenir ces fraudes.

Ceci m'amène à parler de la liberté du vote qui a été attaquée, et il est temps que la province admette cet état de fait. Pourquoi ne pas amender la loi de façon à faire disparaître ces illégalités? La liberté du vote devrait être assurée une fois pour toutes, de façon à ce que la province de Québec sache où elle va. L'opposition ne fait pas beaucoup le poids en cette Chambre, mais, si faible qu'elle soit, elle cherchera à faire son devoir.

En face de nous se dresse le ministère composé d'hommes aguerris par les longues luttes politiques, des parlementaires qui ont l'expérience et, surtout, qui contrôlent tout: finances, industries, journaux. En face de nous, c'est la masse formidable des 75 députés libéraux. Après les élections de mai dernier, et pour protester contre la manière dont les élections avaient été conduites, un groupe d'électeurs, tant libéraux que conservateurs, voulaient une démission en bloc de notre part. J'ai répondu non, nous avons été élus pour remplir un devoir. Quel qu'en soit le nombre et quelque pénible qu'il soit, nous le remplirons. Nous ferons notre devoir, même si nous sommes convaincus qu'aux prochaines élections la mort nous attend. D'autres nous suggéraient de tout laisser faire et de ne rien dire, mais c'était là trahir notre mandat.

Je salue en passant, dit-il, le député de Berthier (M. Bastien), avec qui j'ai soutenu la lutte des instituteurs, même contre une commission soutenue par le gouvernement. Nous ne sommes pas nombreux dans l'opposition. On a intérêt à nous rapetisser, même dans les journaux. À lire certains d'entre eux, nous ne serions pas grand-chose. Certains journaux, certains libéraux nous refusent le droit à l'existence.

Le premier ministre nous promet l'expiation si nous osons le déranger, le critiquer. J'avoue ne pas être habitué à ce langage qui m'inspire plus de dédain que de crainte. L'esprit autocratique du gouvernement pénètre notre province; il faut le combattre. On nous refuse même le droit d'aimer notre province. Nous prouverons que nous avons le droit à l'existence. Nous avons devant nous des politiciens aguerris et nous savons que la tâche sera rude, mais nous la remplirons de notre mieux.

Le gouvernement a un programme, dont tous les députés libéraux de cette Chambre ont pris connaissance, qu'ils vont approuver par leur vote bientôt. Y en a-t-il un qui puisse nier en toute âme et conscience que ce n'est pas là, en grande partie, le programme de l'opposition? Le crédit agricole, c'était dans le programme de l'opposition avant les élections. La Commission des accidents du travail, c'était dans le programme de l'opposition avant les élections. Ces mesures ont déjà été préconisées par l'opposition et battues par la majorité libérale et ministérielle de cette Chambre.

Alors, pourquoi proclamer que nous n'avons pas de programme? Je reproche au gouvernement, dit-il, de s'être emparé du programme de l'opposition dans plusieurs cas; dans celui de \$700,000 de primes de défrichement et de labour.

Le gouvernement est obligé de rendre les armes et d'admettre que l'opposition avait raison. Demain encore, il fera dire par tous ses organes que l'opposition n'a pas de programme. Il oubliera toujours d'admettre qu'il vit depuis 20 ans avec les suggestions de l'opposition.

Il est temps que le gouvernement s'occupe d'hygiène publique. La province de Québec fournit à elle seule la moitié de la mortalité infantile de tout le Canada. Nous n'arrêtons pas de faire beaucoup de petits anges, chaque année.

Il (M. Blain) démontre combien a été coûteux pour la province et les municipalités le refus du gouvernement de classer les routes, selon le programme préconisé par M. Tellier et par le chef de l'opposition (M. Sauvé). La réduction de la dette, la séparation du domaine forestier du domaine colonisable, les primes de défrichement, autant d'articles du programme de l'opposition. L'opposition a prêché la réduction de la dette et le gouvernement n'a commencé qu'il y a trois ans à la réduire. Pourtant, on continue à dire que l'opposition ne suggère rien. En 1912, M. J.-M. Tellier a fait des suggestions pour la voirie que le chef de l'opposition (M. Sauvé) a reprises, et que le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) a finalement adoptées. Aujourd'hui, le ministre de la Voirie est un grand homme et le chef de l'opposition est un salisseur de réputations. Même chose pour l'entretien de la voirie, qui a été recommandé par le chef de l'opposition.

(Se tournant vers l'honorable M. Perrault) Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) réclame l'honneur d'avoir divisé le domaine de la colonisation et celui des forêts. Mais, M. l'Orateur, cette politique a été prônée par les Leblanc²⁴, les Tellier²⁵, les

Bourassa²⁶, les Lavergne²⁷. Et il y a des mégaphones pour le dire à toute la province. Tout à l'heure, l'honorable ministre de la Colonisation disait que notre politique était négative. J'entends cela depuis 30 ans. Quand une mesure est suggérée par l'opposition, elle est négative. Il suffit qu'elle soit reprise quelques années plus tard par le gouvernement pour devenir constructive.

L'on a eu raison de dire et d'écrire que la loi de l'assistance publique était une mauvaise loi, à base d'étatisme, et la loi d'adoption, une loi païenne. Ce qui n'est pas dans notre programme, c'est le genre d'attaque que l'on fait à l'opposition. L'opposition, tout le démontre, a un programme.

Mais, dans notre programme, nous n'admettons pas qu'il y ait des ministres détenant des portefeuilles au Conseil législatif, c'est-à-dire des ministres qui ne sont pas responsables au peuple mais au lieutenant-gouverneur. Aujourd'hui, il y en a deux et cependant, à Ottawa, le Parti libéral ne veut pas de ministres avec portefeuille au Sénat. Mais il y a une différence entre le Parti libéral à Ottawa et à Québec.

L'autre jour, le premier ministre a parlé de la lecture des notes. J'entre sur ce terrain avec répugnance, mais il y a des mauvaises notes à lire. Je regrette, dit-il, que le premier ministre n'ait pas fait la lecture de mauvaises notes, dans son discours, et je déplore aussi les attaques contre le chef de l'opposition.

Le premier ministre, après avoir déclaré que le Parti libéral était le même à Québec et à Ottawa, a nommé au Conseil législatif un ministre avec portefeuille. Je trouve étrange que le gouvernement de Québec, qui se prétend en communion d'idées avec Ottawa, ait au Conseil législatif deux ministres avec portefeuille, alors qu'aucun portefeuille n'est accordé à un sénateur.

Est-ce là le libéralisme tant célébré par les ancêtres du premier ministre? Nos pères se sont battus pour la responsabilité ministérielle, et nous n'avons pas à notre programme de nominations de conseillers législatifs avec portefeuille. Je n'attaque pas le caractère des ministres, mais je déplore que l'on oublie la responsabilité pour laquelle nos ancêtres, rouges comme bleus, se sont battus.

Je dénonce, dit-il, l'asservissement de la classe agricole par la coopérative fédérée. La Société coopérative est un adjoint du gouvernement. Les cultivateurs n'ont pas le droit de critiquer le gouvernement. Il y a un autre article qui n'est pas à notre programme. Je dénonce le mépris du droit de propriété privée par le gouvernement. Voici un

exemple: 315,000 gallons d'alcool furent volés dans un entrepôt à Montréal. La Commission des liqueurs fit saisir la boisson, mais le juge Boyer décida que la Commission ne pouvait se substituer au voleur. C'est pourtant ce que l'on a vu au Lac-Saint-Jean, où le premier ministre a reconnu qu'une compagnie avait commis une illégalité.

Qu'a fait le gouvernement devant cette spoliation de 841 lots de terre par la compagnie d'aluminium, une compagnie composée d'étrangers? S'est-il levé pour faire respecter le droit de propriété? Non. Il a sanctionné l'illégalité. Voilà ce qu'on fait du droit de propriété de notre province. Je dis que ce principe va vous conduire très loin et je désire protester énergiquement. Nous ne sommes pas nombreux dans l'opposition, mais je proteste contre cette politique du gouvernement.

L'honorable premier ministre a terminé son discours, l'autre jour, en nous traitant de salisseurs de réputations. Je voudrais savoir ce qu'il faut penser du premier ministre, à une assemblée tenue à Saint-Roch, en 1907. Des citoyens étaient venus, cette année-là, pour critiquer le gouvernement à Québec. Ils furent reçus avec des cailloux. L'honorable premier ministre, qui était alors ministre du Travail, était dans l'assemblée. Je n'insinuerai pas qu'il a lancé quoi que ce soit, mais sa seule présence parmi ces gens était étrange.

Je ne dis pas, et je ne veux pas insinuer, qu'il fut mêlé aux troubles, mais je dis qu'il n'avait pas droit d'être là. En 1907, peu de temps après, le premier ministre faisait en cette Chambre des insinuations contre le journaliste Olivar Asselin qui lui demandait, après la séance, de les répéter en dehors de la Chambre, en la présence de témoins, afin qu'il puisse se justifier devant les tribunaux et provoqua l'arrestation du journaliste en question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je dois déclarer que les renseignements de l'honorable député de Montréal-Dorion sont inexacts. Jamais Asselin ne me demanda de répéter mes paroles. Lorsque je suis sorti de la Chambre - il y a une quinzaine d'années que cet incident s'est produit, mais je m'en souviens²⁸ - M. Asselin m'a frappé. J'ai porté plainte et il a été condamné à un mois de prison. Je défendais mes droits de citoyen. Un journal ayant répété ces accusations, je l'ai sommé de se rétracter et c'est ce qu'il a fait.

Quant à l'assemblée de Saint-Roch, un de vos journaux a voulu insinuer que j'étais mêlé aux troubles. J'étais là comme simple citoyen et j'ai poursuivi ce journal. Il a rétracté et il a payé les frais.

M. Blain (Montréal-Dorion): Mes renseignements étaient différents et n'étaient évidemment pas exacts. J'accepte les paroles du premier ministre.

Il y a 10 ans, l'honorable M. Médéric Martin²⁹ a attaqué violemment le gouvernement et il a été condamné à une longue expiation au Conseil législatif, une expiation à vie. Pourtant, M. Martin avait dit...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous tenons compte de l'inexpérience parlementaire de l'honorable député qui est nouveau en cette Chambre, mais il vaut aussi bien l'arrêter maintenant que plus tard.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et le mettre en prison!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Tantôt, il a critiqué la loi des liqueurs et la loi du Lac-Saint-Jean. Il n'en a pas le droit, à moins de présenter une motion demandant le rappel de ces lois. Maintenant il attaque un membre de la Chambre haute et il n'a pas le droit de le faire de cette façon.

Je suis obligé à lui rappeler qu'il ne peut attaquer un membre du Parlement, pas plus qu'il ne pouvait tout à l'heure critiquer la loi que nous avons votée, l'an dernier, au sujet du Lac-Saint-Jean. Je n'ai pas voulu le rappeler à l'ordre, mais il est obligé d'observer les règlements.

M. Blain (Montréal-Dorion): M. l'Orateur, je termine en disant que l'opposition reconnaît l'utilité des industries, mais que la première à encourager est celle de l'agriculture.

Je veux espérer la plus grande somme de bonheur pour la province de Québec, mais en puisant mon inspiration auprès de la classe ouvrière, puis chez les cultivateurs et les colons, puis chez les commerçants et les industriels, afin que les sources vives nous inspirent une législation dans le meilleur sens de nos traditions historiques et nationales, et afin que la province de Québec reprenne sa course, un instant interrompue, vers ses meilleures destinées.

(Applaudissements à gauche)

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): J'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), l'ajournement du débat.

Adopté. Le débat est de nouveau ajourné.

Explications sur des faits publiés:**Allégeance politique
de M. Smart (Westmount)**

M. Smart (Westmount): Avant l'ajournement de la Chambre, je tiens à faire une mise au point. Je désire soulever une question de privilège pour corriger certaines déclarations inexactes publiées dans les journaux.

Des journaux ont parlé de ma situation à la Chambre. Un certain journal de Montréal a affirmé qu'avant une réunion de cette Chambre, j'ai écrit au gouvernement pour lui demander un siège à la droite de l'Orateur. Il n'y a pas un vestige de vérité dans ce rapport.

Je veux simplement dire que je n'ai eu aucune relation avec le gouvernement ou avec aucun de ses membres, ni orale ni écrite, à ce sujet. Les faits sont les suivants.

Quelques semaines avant la session, j'ai écrit au greffier de la Chambre, lui disant que je désirais avoir mon siège dans cette Chambre et lui demandant en même temps d'être placé immédiatement à côté de l'opposition officielle.

Il me répondit que les places à la Chambre n'étaient distribuées que quelques jours avant l'ouverture de la session.

Quelques jours avant cette cérémonie d'ouverture, je recevais une lettre courte et très polie du greffier, me déclarant que l'on m'avait donné le siège que j'occupe en ce moment et exprimant l'espoir que je serais satisfait de cet arrangement. C'est tout ce qui est arrivé.

Tous les rapports contraires sont tout à fait inexacts. Si j'avais fait ce que l'on m'attribue, je me considérerais indigne d'occuper un siège dans cette Chambre. Si j'avais changé mes allégeances politiques, j'aurais soumis cela à mes électeurs et je leur aurais demandé un nouveau mandat. Je veux qu'il soit bien entendu que je suis et entends rester un conservateur.

Je suis encore un conservateur et je n'ai certainement pas besoin de le confirmer. Je suis un conservateur fédéral et provincial. Si je diffère d'opinion avec le chef actuel de l'opposition, ce n'est pas une affaire d'intérêt public, c'est simplement une affaire de parti, et je ne considère pas que c'est ici la place et le temps pour moi de discuter cette affaire.

Il y a un temps et une place pour chaque chose. Je n'ai rien d'autre à ajouter, mais je désirais simplement rectifier les faux rapports de journaux pour ne pas être placé sous un faux jour.

Dépôt de documents:**Rapports des
compagnies de chemins de fer**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports des compagnies de chemins de fer pour l'année expirée le 31 décembre 1926, conformément aux dispositions de l'article 4 du chapitre 31, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 13)

**Rapports et statistiques
des chemins de fer**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) dépose sur le bureau de la Chambre les états, rapports et statistiques des chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1926, conformément aux dispositions de l'article 187, chapitre 230, S.R.Q., 1925. (Document de la session no 14)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer l'ajournement de la Chambre.
Adopté.

M. l'Orateur: La Chambre est ajournée jusqu'à mercredi après-midi à trois heures.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 3, le député de Sherbrooke est écouté attentivement par les ministres, et ses paroles, sans causer de sensation, impressionnent la Chambre, à commencer par le premier ministre qui fait appeler le sous-directeur du service d'hygiène, M. le docteur Émile Nadeau, et lui demande un renseignement.

2. Dans *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8, on dit que le ministre de la Colonisation lit un extrait du discours de M. Sauvé, le rejette sur son pupitre, et avec indignation, il s'écrie ce qui suit.

3. Selon *La Patrie* du 18 janvier 1928, à la page 8, il s'agit de l'année 1895.
4. Chiffre de *La Tribune* du 18 janvier 1928, à la page 4. Chiffre de *La Patrie* du 18 janvier 1928, à la page 8: \$27,500,000.
5. *Le Soleil* du 18 janvier 1928, à la page 3, donne 1,700 compagnies.
6. Chiffre du *Soleil* du 18 janvier 1928, à la page 3. Chiffre du *Devoir* du 18 janvier 1928, à la page 2: \$12,253,503.72.
7. Chiffre de *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8: 27,000,000. Chiffre du *Devoir* du 18 janvier 1928, à la page 2: 22,028,201 acres.
8. Selon *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8, M. Renaud, qui voulait sortir, revient à son siège.
9. Le député de Laval (M. Renaud) veut encore quitter la Chambre.
10. Selon *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8, le député de Laval, qui se dirigeait vers la sortie, revient de nouveau à son siège.
11. Selon *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8, le député de Laval sourit et ne bouge plus.
12. Chiffre du *Soleil* du 18 janvier 1928, à la page 16. Chiffre de *La Patrie* du 18 janvier 1928, à la page 8: 238 familles.
13. Chiffre de *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8. Chiffre de *L'Union des Cantons de l'Est* du 26 janvier 1928, à la page 1: \$50,000.
14. M. Sauvé avait conseillé au docteur Parrot, ancien député du comté de Témiscouata, de démissionner à la suite d'un scandale, selon *The Gazette* du 18 janvier 1928, à la page 2.
15. Chiffre du *Soleil* du 18 janvier 1928, à la page 16. Chiffre de *L'Union des Cantons de l'Est* du 26 janvier 1928, à la page 1: \$360,252.
16. Chiffre du *Soleil* du 18 janvier 1928, à la page 16. Chiffre de *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8: 7,000.
17. Chiffre du *Devoir* du 18 janvier 1928, à la page 2: \$56,678,000. Chiffre de *La Presse* du 18 janvier 1928, à la page 10, et de *L'Action catholique* du 18 janvier 1928, à la page 3: \$56,078,000.
18. Chiffre du *Soleil* du 18 janvier 1928, à la page 16. Chiffre de *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8: \$280,000,000.
19. Dans *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8, on dit plutôt ceci: L'entretien, l'an dernier, a coûté plus de \$5,000,000.
20. Selon *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8, il est chaleureusement félicité par ses voisins.
21. Chiffre du *Devoir* du 18 janvier 1928, à la page 3. Chiffre de *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8: 128,854 votes.
22. *L'Événement* du 18 janvier 1928, à la page 8, dit qu'il s'agit plutôt de 1925.
23. Chiffre du *Devoir* du 18 janvier 1928, à la page 3. Chiffre de *La Patrie* du 18 janvier 1928, à la page 8: 4,334 électeurs.
24. Pierre-Évariste Leblanc (1853-1918), élu député conservateur dans Laval à l'élection partielle du 30 octobre 1882. Cette élection fut annulée le 25 mai 1883, et il fut défait à l'élection partielle du 13 juin 1883. Élu à l'élection partielle du 14 juillet 1884. Réélu en 1886, son élection fut annulée le 7 avril 1888. Réélu à l'élection partielle du 8 mai 1888, puis aux élections de 1890 et sans opposition à celle de 1892. Orateur de l'Assemblée législative de 1892 à 1897. De nouveau élu en 1897, 1900 et 1904. Chef de l'opposition de 1905 à 1908. Défait aux élections générales de 1908 et à l'élection partielle du 28 décembre 1908. Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, du 12 février 1915 au 18 octobre 1918.
25. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), élu député conservateur dans la circonscription de Joliette à l'Assemblée législative de 1892 à 1915 et chef de l'opposition de 1908 à 1915. Il sera ensuite juge en chef de la province de Québec de 1932 à 1942. Père de Maurice Tellier.
26. Henri Bourassa (1868-1952), journaliste et homme politique. Fils du peintre et architecte Napoléon Bourassa et petit-fils de Louis-Joseph Papineau, il fut élu maire de Montebello à l'âge de 22 ans, il fut par la suite député aux gouvernements

fédéral (1896-1907 et 1925-1935) et provincial (1908-1912). Fervent nationaliste canadien-français, il fonda, en 1910, le journal *Le Devoir* dont il resta rédacteur en chef jusqu'en 1932.

27. Armand-Renaud Lavergne (1880-1935), cofondateur de la Ligue nationaliste. Député libéral de Montmagny à la Chambre des communes de 1903 à 1908. Député de la Ligue nationaliste de Montmagny à l'Assemblée législative du Québec de 1908 à 1916. Député conservateur de Montmagny à la Chambre des communes de 1930 à 1935. Vice-président de la Chambre.

28. Dans *Le Nouvelliste* du 18 janvier 1928, à la page 3, on rapporte plutôt ceci: "serais-je en mesure de m'en souvenir?".

29. Médéric Martin (1869-1946), maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928. Nommé conseiller législatif de la division d'Alma en 1919.

Séance du mercredi 18 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- du révérend père Lucien Lecomte et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie" (M. Côté);

- de J.-L. Fortin et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Trois-Rivières (M. Grant);

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un nouvel emprunt relativement à l'église et à la sacristie et à la consolidation de la dette existante (M. Poulin);

- de King Edward Park & Amusement Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Poulin);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt pour lui permettre de faire certains travaux (M. Rochette);

- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi pour valider certains règlements et pour autres fins (M. Roy).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Rodolphe Moreau, demandant l'adoption d'une loi relativement à l'exercice de ses droits civiques (M. Lahaie);

- d'Alcoa Power Company Limited, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de ville un certain territoire situé partie dans le canton de Tremblay et partie dans le canton de Jonquière, comté de Chicoutimi (M. Delisle);

- de la corporation du village de Thurso, demandant l'adoption d'une loi confirmant le règlement no 89 dudit village (M. Lahaie);

- de Beauharnois Light, Heat & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Thériault);

- de Raymond Gérard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen préliminaire (M. Vautrin).

Adresse en réponse au discours du trône

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le 11 janvier courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)¹ désire se joindre à tous les orateurs qui se sont fait entendre depuis le début de la session pour féliciter l'honorable M. Laferté de l'honneur qu'on lui a fait en l'élevant Orateur de la Chambre. Il se déclare enchanté de ce choix. M. Laferté, dit-il, saura se rendre digne de ce poste honorable autant qu'important. Il présente ses hommages à l'honorable député de Lotbinière (M. Francoeur).

Je n'avais pas l'intention vraiment de prendre part au débat. Je voulais, avant d'adresser la parole dans cette Chambre, me rendre un peu compte de l'atmosphère, ayant été absent de cette Assemblée quelques années. Cependant, hier, lorsque j'ai entendu mon ami le député de Montréal-Dorion (M. Blain) dire tout d'abord qu'il est franc conservateur et reconnaît le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) comme chef de ce parti dans la province de Québec, et qu'il entendait comme tel faire une saine critique des actions du gouvernement, et qu'ensuite je l'entendis jongler avec les chiffres des dernières élections pour essayer de prouver que l'opposition

n'a pas perdu de terrain dans la métropole depuis 1927, alors j'ai cru qu'il était de mon devoir comme député d'une importante division de Montréal de prendre la parole et de rétablir certains faits.

Les premières paroles du député de Dorion ont été pour jouer sur les chiffres, afin de démontrer que le peuple a encore confiance au chef de l'opposition. Je ne sais pas où il a pris ses renseignements qu'il nous donne à ce sujet. Voyons d'abord quel a été le résultat général du vote en 1923 et en 1927. Eh bien, j'ai consulté hier soir le rapport du greffier en chancellerie et les chiffres officiels relatifs au dernier vote dans l'île de Montréal, et je trouve, moi, qu'en 1923, tandis que les libéraux avaient obtenu aux élections une majorité de votes de 70,446 à Montréal, cette majorité était de 142,259 à l'élection de 1927, plus du double, soit une augmentation de 71,813 voix.

Est-ce là un signe que le gouvernement a perdu du terrain à Montréal? Autre chose qui démontre bien que les électeurs de Montréal ont retiré leur confiance à l'opposition. En 1923, l'île de Montréal a donné à l'opposition 10 députés se réclamant de la politique du chef de l'opposition, sur 14 élus, alors qu'en 1923 Montréal n'avait pas envoyé un seul député libéral de langue française à Québec. Cette année, nous comptons dans cette Chambre 14 représentants de l'île de Montréal, soit huit libéraux et six conservateurs, parmi lesquels députés nous avons l'honneur de voir cinq Canadiens français². (Applaudissements)

Vraiment, je suis surpris des calculs du député de Montréal-Dorion (M. Blain) et il est évident qu'il a commis des erreurs dans ses comptes. Sans doute faut-il attribuer ces erreurs à l'inexpérience du député de Dorion. Nous avons donc remporté la victoire dans cinq divisions de Montréal. En plus, contrairement à l'année 1923 où l'île de Montréal n'envoyait ici que des représentants de langue anglaise, si nous comptons les votes concédés aux libéraux dans l'île de Montréal, nous constatons que nous avons obtenu une majorité de 5,000 voix sur les conservateurs. En y ajoutant une majorité de 5,000 voix cette année, nous voyons que 10,000 électeurs ont abandonné le chef de l'opposition pour se rallier à la politique du gouvernement libéral.

Va-t-on prétendre que la situation n'a pas changé en 1927 par rapport à 1923? Il y a quatre ans, les conservateurs ont eu un gros succès. L'an dernier, 10,000 électeurs de l'île de Montréal ont changé d'allégeance pour se rallier à la politique du gouvernement. Les libéraux, dans la ville de

Montréal seule, ont eu 5,000 voix de plus que les conservateurs dans toute l'île de Montréal. Les libéraux élus dans Montréal ont dû renverser de fortes majorités conservatrices et seul le sentiment populaire pouvait provoquer un tel détournement. Je dois aussi déclarer que les honorables députés de Montréal-Mercier (M. Plante) et de Montréal-Laurier (M. Poulin) ont changé les chiffres des majorités. L'honorable député de Mercier a changé une majorité conservatrice de 2,237 voix en une majorité libérale de 219 voix; l'honorable député de Laurier a changé une majorité conservatrice de plus de 622 voix en une majorité libérale de 128 voix³, et il en a été ainsi dans plusieurs autres divisions de l'île de Montréal.

Le député de Dorion a eu un mouvement de mauvaise humeur, hier, quand il a reproché à un membre du Conseil législatif d'avoir un portefeuille dans le cabinet. Là encore, il a fait une grave erreur. Ignore-t-il que tous les premiers ministres de cette province, même les conservateurs, ont eu de leurs collègues au Conseil législatif depuis la Confédération? Le député de Montréal-Dorion ne sait-il pas que des ministres ont été faits conseillers législatifs dès 1874, sous M. de Boucherville⁴, premier ministre conservateur, qui a été deux fois à la tête du gouvernement et ne siégeait pas à la Chambre, mais au Conseil législatif?

L'honorable John Ross⁵, en 1884-1887, également premier ministre conservateur, était membre du Conseil législatif. L'honorable M. Starnes⁶ fut aussi ministre et conseiller législatif. Sous le ministère Chauveau⁷, il y avait des ministres au Conseil législatif. La chose n'est pas nouvelle. Il y en avait sous le ministère Ouimet⁸, et Mousseau⁹. Sous Chapleau¹⁰, il y avait trois ministres au Conseil législatif. Sous les ministères Flynn¹¹ et Taillon¹², l'honorable M. Chapais¹³ siégeait au Conseil. Il suffit de connaître un peu son histoire parlementaire pour comprendre que le député de Montréal-Dorion (M. Blain) n'a guère réfléchi en parlant hier contre la création par le gouvernement Taschereau d'un nouveau conseiller législatif.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député me permettra-t-il de lui poser une question?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): L'honorable chef de l'opposition n'a pas changé depuis quatre ans. Je lui permets de m'interroger. Cependant...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les chefs de l'opposition qui étaient libéraux n'ont-ils pas

condamné la présence de ministres avec portefeuille au Conseil législatif? Il s'agit de savoir si les chefs de l'opposition du temps ont dénoncé le système existant.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):

L'honorable chef de l'opposition, je le disais, n'a pas changé depuis quatre ans. Mais il ne fera pas comme il a fait à trois reprises différentes, en 1919, 1923 et l'année dernière. Il veut m'empêcher de faire mon argumentation. Il ne pourra pas m'empêcher de parler! Je l'ai écouté patiemment quand il a parlé, mais, de toute évidence, il ne veut pas discuter de questions d'intérêt public ici. Je disais donc que les conservateurs avaient des ministres au Conseil législatif et même au Sénat.

Je répondrai au chef de l'opposition, mais auparavant, je dirai ceci au député de Dorion. En 1925, il (M. Blain) était candidat de M. Meighen aux élections fédérales dans Montréal-Saint-Denis et il n'était pas scandalisé par le fait que M. Meighen avait déjà nommé au Sénat un de ses ministres avec portefeuille, l'honorable Pierre-Édouard Blondin¹⁴. Pourquoi se scandalise-t-il maintenant?

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai dit que c'était complètement faux!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Le député de Dorion n'a pas le droit de dire cela.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Montréal-Saint-Jacques fait une déclaration erronée à mon égard. Il n'a pas le droit. Permettez que je réponde tout de suite.

Des députés ministériels: À l'ordre!

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) répète ce qu'il a dit.

M. Blain (Montréal-Dorion): J'ai dit que c'était complètement faux. Ce qu'a affirmé l'honorable député de Saint-Jacques est faux.

Des députés: À l'ordre!

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je peux comprendre que le député de Montréal-Dorion n'apprécie pas ce que j'ai dit.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ce qu'a affirmé le député de Montréal-Saint-Jacques est faux.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
M. l'Orateur, le député de Montréal-Dorion (M. Blain) n'a pas le droit de dire en Chambre que les assertions faites par un député sont fausses. Les règlements de la Chambre défendent une telle façon de parler.

Des députés: À l'ordre! À l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais parler sur un point d'ordre.

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il n'y a pas de point d'ordre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) On ne me fera pas peur, à moi.
(Rires à droite)

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
Quel est donc le point d'ordre?

Des députés: À l'ordre!

M. Sauvé (Deux-Montagnes) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur: Quel point d'ordre avez-vous soulevé?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Montréal-Dorion tient à dire que le député de Montréal-Saint-Jacques l'accuse d'avoir tenu une conduite qu'il n'a pas tenue. Le député de Montréal-Saint-Jacques doit respecter la déclaration du député de Montréal-Dorion. Voilà le point d'ordre et cela doit être accepté en Chambre.

M. l'Orateur: Le député de Montréal-Dorion doit remettre les choses au point.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je nie l'affirmation du député de Montréal-Saint-Jacques.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):
C'est une négation, ce n'est pas un point d'ordre et les règlements de la Chambre obligent le député de Montréal-Dorion à retirer ses paroles.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
L'Orateur vient de dire au député de Montréal-Dorion de retirer ses paroles et il ne l'a pas fait.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'Orateur n'a pas dit au député de Montréal-Dorion de retirer ses paroles.

M. Blain (Montréal-Dorion): Voici la déclaration que j'ai à faire.
(Protestations de la droite)

M. l'Orateur: Ces paroles ne sont pas parlementaires et je demande à l'honorable député de les retirer.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) ne m'a pas demandé de le faire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas nécessaire. L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques n'a pas besoin de demander à mon honorable ami de retirer ses paroles, du moment que le président l'invite à se rétracter.

M. l'Orateur: La déclaration du député de Montréal-Dorion (M. Blain) n'est pas un point d'ordre; c'est une négation et le député est obligé de retirer les paroles qu'il a employées.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le député de Montréal-Saint-Jacques a dit des choses fausses en ce qui me concerne, et je tiens à dire ici que je n'ai pas tenu telle conduite qu'il m'attribue. Je suis prêt à retirer mes paroles si elles viennent en contravention avec les règlements de la Chambre, mais je dis que je n'ai pas tenu l'attitude que l'on me prête.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Si les libéraux de Montréal dans la Chambre, de 1919 à 1923, ont été défaits, c'est parce que les conservateurs ont trompé l'électorat. Mais, comme disait Lincoln: "You can't fool all the people all the time".

En 1923, les candidats libéraux, dont j'étais, avaient été battus dans Montréal par des mensonges. Le député de Dorion (M. Blain) reproche au maire Médéric Martin¹⁵ de Montréal des paroles qu'il aurait prononcées alors qu'il était candidat libéral. Je me demande quand M. Martin et à quelle élection M. Martin a été candidat libéral pour cette Chambre. M. Martin a été député libéral à Ottawa, mais il n'a jamais été candidat provincial!

En outre, M. Martin a félicité le gouvernement au lieu de le critiquer, et c'est lui qui présidait l'assemblée convoquée par le premier ministre, lors des dernières élections, dans le quartier

Montréal-Saint-Jacques. Et ensuite, l'honorable Médéric Martin a voulu donner des explications et cela lui a été refusé, dans le temps.

C'est sans doute pour cela que le député de Dorion n'a pas voulu rappeler l'assemblée contradictoire tenue à l'école Beaudet à Saint-Laurent, alors que les partisans de M. Patenaude¹⁶ ont empêché l'honorable M. Martin de donner des explications. À cette occasion, les conservateurs avaient rempli la salle et avaient empêché le maire de se prononcer quant à son attitude face au gouvernement libéral. Pourquoi? Le député de Dorion veut-il laisser entendre que le maire de Montréal n'a pas toujours appuyé le gouvernement libéral? Mais le peuple de Montréal l'a vengé en lui donnant, à la dernière élection, un beau témoignage de confiance: le maire Martin a été réélu.

M. Blain (Montréal-Dorion): Pas cette fois-là¹⁷.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) parle du Lac-Saint-Jean et de la loi passée pour assurer aux cultivateurs lésés dans leurs droits la revendication de ceux-ci. Cette loi a justement préservé les droits des cultivateurs lésés. Ce fut une loi adoptée pour permettre aux cultivateurs du Lac-Saint-Jean d'obtenir, sans frais considérables, la reconnaissance de leurs droits et d'obtenir les indemnités auxquelles ils avaient droit. Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) s'est scandalisé à tort. Il (M. Blain) a accusé le gouvernement d'avoir sanctionné l'illégalité. Pourtant, voici comment les choses sont arrivées.

Lorsque la compagnie a inondé les terres, les cultivateurs sont venus devant le premier ministre pour protester contre l'inondation de leurs terres; ce dernier leur a conseillé de prendre une injonction contre la compagnie et leur a dit que le gouvernement en paierait les frais. Les cultivateurs ont dit: "Nous ne voulons pas d'injonction, nous voulons une indemnité." On a répondu au gouvernement que l'on n'était pas opposé au développement de la région et que l'on désirait seulement être entièrement dédommagé des frais et des autres pertes.

Ils ont eu cette indemnité, et ce qui n'est pas encore réglé le sera. L'on sait tout le travail du gouvernement dans ce sens. Le fait qu'aucun d'entre eux n'ait pris d'injonction contre la compagnie donne à penser que justice a été rendue à ces cultivateurs. L'électorat s'est déclaré satisfait du règlement de cette question.

Il (M. Vautrin) fait l'éloge du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et rappelle les

invitations lancées par ce dernier, dans cette province, au profit des agriculteurs. Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) a déclaré que le ministre de l'Agriculture a essayé d'asservir les cultivateurs de cette province. Il est faux et injuste de dire cela. Il (M. Blain) a rappelé à cet effet une entrevue qui eut lieu récemment entre les membres de l'Union catholique des cultivateurs, le premier ministre et le ministre de l'Agriculture.

Lorsque les cultivateurs sont venus rencontrer les ministres, le ministre de l'Agriculture leur a simplement dit: "Vous voulez un crédit agricole? Nous allons vous le donner, mais vous devriez empêcher des gens qui ne sont pas de cette province, comme M. François Bérubé, du Témiscamingue ontarien, d'écrire des critiques contre les ministres dans *Le Devoir*."

C'est cela que le député de Montréal-Dorion (M. Blain) prétend être de l'asservissement! Cette prétention ne jure-t-elle pas avec la déclaration que faisaient l'année dernière, au ministre de l'Agriculture, les représentants de l'Union catholique des cultivateurs, quand ils approuvèrent par écrit l'attitude du gouvernement vis-à-vis des colons, la distribution de primes de défrichement et de labour et les dépenses encourues pour doter les régions neuves de chapelles, d'écoles et de chemins?

Je dois dire que tous les membres de l'Union catholique des cultivateurs se sont montrés satisfaits des égards qu'a eus le ministre en leur accordant une abolition de taxes, des octrois pour écoles rurales, etc., et que tous ont été unanimes à lui adresser une résolution de remerciements à cet effet.

Le ministre de l'Agriculture n'a pas reproché aux cultivateurs de lui demander un crédit. De fait, l'Union des cultivateurs a admis sa satisfaction déjà et le gouvernement va la protéger davantage avec le crédit agricole. Il faut être plus sérieux que cela. Qu'on nous nomme un seul acte posé par l'honorable ministre de l'Agriculture pour asservir les cultivateurs, pour faire d'eux des esclaves.

C'est avec des faussetés comme celle-là, répandues par l'opposition, que le gouvernement a perdu la confiance de Montréal en 1923, mais le même stratagème n'a pas réussi en 1927, puisque le chef de l'opposition a perdu presque tous ses partisans à la bataille. Les insinuations de l'opposition rappellent les discours prononcés en 1923 et 1927, à Montréal, par les candidats de M. Sauvé.

Il (M. Vautrin) passe ensuite à la question de l'industrialisation du Lac-Saint-Jean et trouve étrange que le député de Montréal-Dorion (M. Blain) ose encore parler de la tragédie qui a été par la suite

qualifiée de "comédie". Pourtant, l'opposition a eu une réponse éloquentes à ses accusations le 16 mai dernier, dans le vote considérable et la majorité obtenue par les candidats du gouvernement dans cette région.

Je puis dire à mon ami de Dorion que, dans mon comté de Saint-Jacques, il n'y a pas eu de fraudes électorales, car nous avons eu l'œil ouvert. Je représente, dit-il, la majorité des électeurs. S'il y a eu fraudes dans d'autres divisions, les auteurs de ces fraudes ont dû apprendre cela des conservateurs de 1923, l'année où s'est vu le plus grand dévergondage politique de notre histoire. Les organisateurs conservateurs ont engagé des personnes qui faisaient office d'empêcher les ministres et les candidats ministériels d'exposer la politique du gouvernement, et même dans ma propre division, il y a eu des fraudes électorales commises.

Je me souviens fort bien des brochures, imprimés et circulaires malicieux et libelleux que l'opposition distribua dans les comtés de Montréal, en 1923. Je me souviens, entre autres, d'une circulaire dans laquelle le député de Montréal-Dorion (M. Blain) faisait un faux procès de l'administration libérale. Par cette circulaire, le député de Montréal-Dorion essayait de soulever le peuple contre le gouvernement Taschereau, en soulevant les passions populaires. Il a réussi jusqu'à un certain point, mais l'électorat depuis a reconnu où était la vérité et, en 1927, il a tourné le dos à ceux qui l'avaient trompé en 1923.

Certaines circulaires qui ont été distribuées par nos adversaires constituaient des fraudes pires que celles que je viens de dénoncer. En effet, voici un affidavit de M. J. Party, qui déclare que lors de l'élection du Dr Beaudoin, en 1923, dans Montréal-Saint-Jacques, il a transporté des individus qui votèrent dans plusieurs bureaux de votation. Il (M. Vautrin) donne lecture d'au moins une demi-douzaine d'affidavits de citoyens de Montréal qui jurent avoir pratiqué l'art du "télégraphe" dans l'élection de 1923, en faveur de son adversaire. Il cite: Patry, Lalonde, Désy, Ménard, Ranger, D. Jobin et G. Jobin.

Ces témoignages prouvent qu'il y a eu fraudes électorales et, si les conservateurs ont gagné des sièges dans Montréal en 1923, c'est que ces sièges ont été volés par une organisation payée par ceux qui avaient perdu leur commerce de liqueurs. Il produit une déclaration assermentée d'un conducteur de taxi qui a conduit une foule d'électeurs pour les faire voter à différentes reprises, et suivant les instructions qui leur avaient été données au comité.

Il n'y a pas eu que des fraudes, en 1923, dans Montréal. Il y a eu des accusations infamantes dans cette campagne de violence, d'injures, de mensonges distribués de porte en porte, dans toutes les familles. Voyez les pamphlets que l'on distribuait aux électeurs de Montréal-Saint-Jacques, M. l'Orateur. Il donne lecture de quelques spécimens de la littérature électorale conservatrice de 1923, dans laquelle on condamne la loi des liqueurs, la loi de la voirie, etc. Dans des brochures oppositionnistes, l'on parle de "roi du chemin" au lieu de "chemin du roi" et de gouvernement "à base d'autocratie", de "kaiserisme", et l'on fait appel aux pires préjugés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est un libéral qui a écrit cela.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Non, c'est un homme qui s'est présenté sous les couleurs du chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il s'est présenté comme oppositionniste.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Ils sont tous oppositionnistes, même le député de Dorion (M. Blain), et j'en parlerai tantôt. Ils n'ont même pas le courage de se dire conservateurs. Après avoir entendu le discours du député de Dorion, je me demande pourquoi les membres de l'opposition ne répètent pas en Chambre les déclarations qu'ils faisaient lors de cette campagne électorale de 1923 et aussi pendant la dernière.

Je suis fier, dit-il, d'avoir voté la loi des liqueurs et la loi de l'assistance publique. On m'a reproché cruellement d'avoir voté la loi des liqueurs et la loi de l'assistance publique. C'est ce que mon adversaire disait, mais il oubliait que le chef de l'opposition lui-même avait voté pour cette loi des liqueurs tant décriée par les conservateurs. Pendant les élections de 1923, le leader de la gauche s'est déclaré contre cette législation. On oubliait aussi, alors, que le chef du Dr Beaudoin, mon adversaire, l'avait votée comme moi en 1921. La Chambre entière, unanimement, vota la troisième lecture de la loi des liqueurs le 17 février 1921.

Aux élections de 1927, le chef de l'opposition n'a-t-il pas déclaré, au théâtre Saint-Denis, que, s'il venait au pouvoir, il ne pourrait changer la loi des liqueurs telle que nous l'avons? Le chef de l'opposition et ses amis étaient obligés de déclarer au peuple qu'ils ne changeraient pas le système qu'ils avaient dénoncé en 1923, qu'ils ne changeraient

jamais cette excellente loi. Cependant, l'opposition conservatrice, pour capter les votes, niait avoir voté la loi. Ce fut pour nous une douce vengeance. Aujourd'hui encore, les conservateurs qui ont tant critiqué disent que, s'ils prenaient le pouvoir, ils n'abhorraient pas cette loi. Le problème de l'alcool est réglé, et bien réglé, par la loi des liqueurs.

Il en veut à l'opposition qui met toutes les fautes d'Israël sur le dos du premier ministre. En 1927, l'opposition, n'ayant plus la loi des liqueurs, a trouvé, cherchant un argument pour tromper le peuple, à exploiter l'hécatombe du Laurier Palace et l'achat de la Montreal Water & Power Company contre le gouvernement. L'opposition a inventé les plus enfantines et les plus perfides accusations contre l'administration Taschereau, afin de lui faire perdre la confiance populaire. Les conservateurs ont accusé le gouvernement d'être responsable de la mort des victimes du Laurier Palace où 78 petits enfants perdirent la vie dans l'incendie, au mois de janvier dernier. Faute d'arguments sérieux, les conservateurs ont dit: "C'est la faute à Taschereau."

Pourtant, lorsque le premier ministre eut promis une enquête et que le juge Boyer fut appelé à la présider, les conservateurs ont changé leur fusil d'épaule, et ils ont pris le gouvernement à partie au sujet de la transaction de la Montreal Water & Power. L'on a accusé le gouvernement d'être responsable de la transaction de la Montreal Water & Power, alors qu'il est reconnu que le gouvernement n'a pas voulu s'ingérer dans cette affaire et qu'il a parfaitement respecté l'autonomie de Montréal. Quand le conseil de ville de Montréal a acheté la Montreal Water & Power, l'opposition a soutenu que c'était une manœuvre du gouvernement.

L'achat de la Montreal Water & Power Company a été autorisé par la Législation, du plein consentement des 21 députés de l'opposition qui, il y a deux ans, ont voté en faveur de l'addition d'un pouvoir additionnel, dans le bill de Montréal, donnant à la ville le droit d'acheter la Montreal Water & Power Company. Mais, lorsque le conseil de ville de Montréal a voulu acheter cet aqueduc, l'opposition a eu l'audace de dénoncer le gouvernement. On a prétendu que le gouvernement Taschereau porterait tout l'odieux de cette transaction. Encore une fois, ils n'avaient pas raison de critiquer le gouvernement, car qui a acheté la Montreal Water? Le principal actionnaire de la compagnie, le sénateur Webster¹⁸, qui a vendu la Montreal Water & Power, était un conservateur.

Celui qui l'a achetée pour la ville est un homme que l'on prétendait être dans la main du

ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) et qui était pourtant aussi un conservateur, l'échevin Brodeur¹⁹, aujourd'hui disparu. M. Brodeur présidait le Conseil législatif lors de l'achat. Le premier ministre n'y était pour rien. Les échevins de Montréal avaient le droit, depuis 15 ans, d'acheter de gré à gré la Montreal Water & Power. De plus, lorsqu'ils sont venus en Chambre, en 1921, pour demander la permission de faire la transaction, les conservateurs n'ont pas voté contre le projet de loi. La loi a été passée à l'unanimité.

On viendra dire ensuite que c'est la faute à Taschereau! Lorsqu'on est venu demander au premier ministre d'empêcher la transaction, il n'a pas voulu toucher à l'autonomie de Montréal, comme il s'en est confié à ses 35 représentants élus au conseil de ville, et il s'est contenté de donner à ceux qui venaient le voir le conseil de prendre une injonction contre la ville. C'est ce que le Board of Trade a fait et la transaction n'a pas été conclue. Pourtant, des hommes comme Alfred Duranleau²⁰, candidat dans Montréal-Laurier, ont affirmé que c'était le premier ministre qu'il fallait blâmer pour la transaction.

Quand les conservateurs s'aperçurent que l'affaire de la Montreal Power ne "prenait pas" à Montréal, le député de Laval (M. Renaud) trouva autre chose. Cette fois, c'était la faute à Taschereau s'il y avait une épidémie de typhoïde dans la métropole, le printemps dernier, parce que le gouvernement avait accepté la loi de Montréal sur la pasteurisation de lait et "tué" les petits laitiers. Cependant, le chef du gouvernement, dans une entrevue à laquelle l'honorable député de Laval assistait, avait refusé d'intervenir pour changer le règlement du lait de la cité de Montréal qui protégeait les consommateurs. Alors, les compagnies devaient prendre leur lait un peu partout et les Montréalais ne buvaient plus que du lait de deux ou trois jours impropre à la consommation.

Le député de Laval sait bien que cette loi est une loi municipale. Et, lorsqu'il est venu lui-même devant le premier ministre demander le rappel de cette loi, le premier ministre s'est récusé en disant qu'il n'interviendrait pas parce qu'il ne voulait pas toucher à l'autonomie de Montréal et que c'était à Montréal de se débrouiller. Malgré cela, l'honorable député de Laval tenait le gouvernement responsable de l'épidémie.

Il est prouvé que le gouvernement a tout fait pour enrayer cette épidémie, découvrir la cause de ce malheur et voir à ce que les producteurs et vendeurs de lait dans la métropole respectent scrupuleusement les lois de l'hygiène.

Lors de l'élection précédente, Allan Bray²¹, conservateur dans Montréal-Saint-Henri, a parlé d'un trust du lait, affirmant que les Canadiens français étaient victimes d'une série de trusts et que, parce que les petits producteurs étaient contraints de fermer leur commerce, les pauvres ne pouvaient obtenir aucun crédit pour leur lait. Il (M. Vautrin) cite un appel sensationnel de M. Allan Bray aux électeurs de Montréal-Saint-Henri, leur disant que ce serait la misère noire si les libéraux étaient maintenus au pouvoir. Voilà où est descendue l'opposition, aux dernières élections, pour capter des votes, alors qu'il y a de si belles questions à discuter dans cette province!

Un autre argument cher à l'opposition, c'est que Montréal est "la vache à lait de la province". Les conservateurs ont accusé le gouvernement provincial de s'emparer de toutes les taxes de Montréal. Ce n'est pas vrai. Quand les conservateurs ont été mis en demeure de dire quelles taxes le gouvernement prenait à Montréal, ils ont répondu: "Celles de la Cour du recorder." Cela même n'est pourtant pas le cas, car, dans une année, sur \$131,000 en amendes payées à la cour, Montréal a obtenu \$112,000 et le gouvernement, seulement \$19,028, ce qui est la part que les Statuts l'autorisent à recevoir et qui comprend les causes traitées par règlements de la province. Dans ce cas, pourquoi l'opposition ne fait-elle aucun reproche à Ottawa qui perçoit actuellement de Montréal \$88,000,000²² par année en accise et en douane? À ce sujet, quand le chef de l'opposition a-t-il proposé une mesure pour faire remettre des taxes à la cité de Montréal? M. l'Orateur, j'ai eu le temps de réfléchir, depuis quatre ans, et...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) Ça ne paraît pas encore!

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Nous aurons l'occasion de voir cela. J'ai réfléchi autant que le chef de l'opposition et j'ai constaté que les députés de l'opposition ne sont pas très sérieux, car ils lancent devant le peuple des affirmations qu'ils n'osent pas répéter en cette Chambre. Le chef de l'opposition rit?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, parce que ça fait plus de trois quarts d'heure que vous n'êtes pas sérieux.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Le chef de l'opposition a prétendu que le sou du pauvre avait été enlevé à Montréal. C'est une fausseté. C'est à tort que l'on prétend que le gouvernement garde

pour lui toutes les recettes de cette taxe. Il n'en reçoit que la moitié, tandis que les villes gardent pour elles l'autre moitié. Montréal collecte 10 % sur les billets d'entrée dans les lieux d'amusements, mais elle en garde 5 % pour elle. L'an dernier, Montréal a recueilli \$813,000 en taxe d'amusement. L'autre moitié, le gouvernement l'emploie à défrayer les dépenses occasionnées par la loi de l'assistance publique. Le gouvernement n'en a reçu que la moitié et, avec cela, il a largement contribué au soutien des hôpitaux, des crèches, des institutions charitables de toutes sortes.

Avant la loi de l'assistance publique, Montréal collectait environ \$40,000 à \$50,000 par année. Avec la loi de l'assistance publique, Montréal reçoit de cette même taxe environ \$400,000. C'est la contribution à l'assistance publique qui a remplacé le sou du pauvre. Depuis que la loi de l'assistance publique est en vigueur, \$5,672,000²³ ont été distribués par le gouvernement aux institutions de bienfaisance de la métropole et un million et quart de plus a été versé en intérêts et en fonds d'amortissement pour les immeubles. Par ailleurs, le chef de l'opposition oublie de dire que le gouvernement rend à Montréal des centaines de mille dollars pour ses hôpitaux.

L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Blain) disait au début de son discours qu'il était conservateur et pour le chef de l'opposition (M. Sauvé). Le député de Montréal-Dorion n'avait dans son programme aucun article du programme du chef de l'opposition. J'ai ici l'annonce qui a été publiée dans un journal et distribuée dans la circonscription. En parcourant cette annonce, on s'aperçoit que le nom du chef de l'opposition n'est pas mentionné et que le député de Montréal-Dorion se proclame oppositionniste, tout simplement. Il signait ses manifestes du titre de candidat oppositionniste. Il s'agissait de gagner des votes. On attendrait d'être à Québec pour se dire "franc conservateur".

L'honorable député de Dorion nous a dit qu'il avait approuvé le programme du chef de l'opposition dans son manifeste. Le voici, son manifeste. Il est rempli d'appels incendiaires comme "Brisons nos chaînes"; des appels démagogiques comme "Protégeons nos femmes et nos enfants contre les barons du Lac-Saint-Jean". Mais il n'y a pas de programme, dans tout cela. L'honorable député de Dorion a gagné son élection avec ces appels. Je n'ai pas beaucoup plus d'expérience que lui, mais je lui prédis que s'il se borne à salir des réputations, s'il continue comme il a commencé, il finira comme ceux qui se sont attaqués aux réputations.

Mon honorable ami de Dorion, pour pouvoir attaquer le chef du gouvernement, a été obligé de remonter à 20 ans pour rappeler d'anciens incidents, et il a eu l'affront que pas un député de cette Chambre n'a eu encore, celui de voir le chef du gouvernement soulever une question de privilège et dire que ses déclarations étaient erronées. Il a été obligé d'avouer, à sa honte, qu'il avait été mal renseigné et que ses affirmations étaient fausses.

Il (M. Vautrin) fait l'éloge de l'honorable premier ministre, que conservateurs comme libéraux reconnaissent comme un grand homme d'État, un homme qui fait honneur à sa race et à son pays, à cette Chambre et à sa province, en France et en Angleterre, aux États-Unis ou à la Conférence interprovinciale. Aussi, il présente à l'honorable premier ministre un tribut d'hommages, lui demandant d'oublier les insultes de ses adversaires, pour se rappeler la confiance que le peuple entier a placée en lui et dans le Parti libéral depuis tant d'années.

L'honorable premier ministre a fait honneur à sa province, il a accompli des œuvres. Les députés de cette Chambre sont fiers de lui et les députés de Montréal sont heureux que la métropole lui ait accordé une éclatante revanche, en 1927, pour les insultes qu'il avait subies en 1923. La province de Québec, grâce à la sage politique du chef du gouvernement, donne l'exemple de l'harmonie et de la concorde, non seulement au Canada, mais même dans les pays d'Europe.

(Applaudissements)

Il (M. Vautrin) rappelle la péroration du mémorable discours prononcé l'année dernière, à Sherbrooke, par le premier ministre, alors que celui-ci s'écriait: "Je suis entré dans la politique le front haut et les mains nettes et j'entends bien en sortir de même." J'espère, dit-il, que ce n'est pas de sitôt et que longtemps l'honorable premier ministre restera au timon de la barque gouvernementale.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull) félicite l'Orateur et demande l'indulgence de la Chambre. Il s'excuse d'abord de sa jeunesse et de son inexpérience. M. l'Orateur, dit-il, je n'ai peut-être pas l'instruction d'autres membres de cette Chambre, mais les électeurs de Hull ont reconnu en moi un cœur franc. C'est d'ailleurs la devise de notre ville. Je vous assure, dit-il, que je m'inspirerai de la devise de ma ville pour accomplir mon devoir. J'entends remplir ma promesse et mes serments de faire retentir dans l'enceinte parlementaire, contrairement à ce qui a été fait depuis plusieurs années, la voix de Hull, la voix

du comté de Hull situé aux confins de la province, la voix de la ville de Hull, la troisième de la province par sa population, la plus exclusivement ouvrière, la plus exclusivement canadienne-française de la province, qui a été négligée par les gouvernements, abandonnée, ignorée, méprisée, trahie jusque par certains de ses dirigeants. En effet, le comté de Hull ne figure pas comme il devrait figurer, n'a pas la place qu'il devrait occuper, l'attention qu'il commande. En acceptant, dit-il, un mandat de député, je me suis engagé à défendre les intérêts de mon comté. Je n'abandonnerai la bataille que lorsqu'elle sera gagnée. Je suis ici pour défendre la ville de Hull, car mon prédécesseur, M. Lafond²⁴, n'a pas souvent fait entendre la voix de Hull, en cette Chambre.

J'aurais voulu, M. l'Orateur, dès cette séance, vous faire un exposé complet des griefs du comté de Hull. J'aurais voulu vous faire remarquer la situation injuste qui est faite au district judiciaire de Hull, qui manque de juge résidant, et la négligence du gouvernement à réparer la prison de Hull, qui est dans un état malsain et répugnant. J'aurais voulu vous parler de notre école technique, qui devient une charge trop lourde pour la ville de Hull, malgré le contrat passé entre celle-ci et le gouvernement, de l'oubli que l'on fait de notre région au sujet des bourses octroyées par le département de l'Instruction publique, de l'autocratie du ministère de la Voirie en ce qui concerne le pavage de certaines rues et routes qui sont le complément de la route nationale Montréal-Chapleau, du mépris témoigné aux ouvriers de Hull en leur refusant un octroi pour leurs cours du soir comme il se fait dans les autres villes, de notre insuffisance de la représentation ouvrière dans ce Parlement, de l'insouciance du gouvernement à aider notre région lors du dévoilement du monument au bienheureux Jean de Brébeuf²⁵, au deuxième portage des Chaudières et de la partialité du gouvernement en refusant à notre ville une commission de révision pour des listes électorales et des bureaux spéciaux de votation. Je devrai revenir sur ces questions durant le cours de cette session, car le discours du trône me donne amplement matière à réflexion.

Le député de Montréal-Mercier (M. Plante), en proposant l'adresse, la semaine dernière, s'émerveillait devant les succès obtenus par l'administration provinciale. Il avait lu dans le discours du trône que le développement industriel dans la région de la Gatineau avait fourni à nos ouvriers un travail abondant et rémunérateur, et que cela était attribué à la politique adoptée par le

gouvernement de ne pas exporter d'énergie électrique, et que cette politique allait être rigoureusement maintenue. Il est évident que le député de Montréal-Mercier n'a que lu, mais qu'il n'a pas vu tous les bienfaits apportés dans la région de la Gatineau par la récente exportation de nos pouvoirs d'eau.

J'ajouterai cependant que le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) semble mieux renseigné que ceux qu'a inspirés le discours du trône, puisque hier, dans l'énumération qu'il a faite des régions rendues prospères par le gouvernement, il n'a pas parlé de la Gatineau. Hier encore, la ville de Hull avait gardé la vision que lui avaient laissé entrevoir ses fondateurs héroïques, une vision tout illuminée de prospérité croissante, venant de la richesse qu'elle avait à ses portes, je veux parler de l'énergie hydroélectrique des rivières Outaouais, Gatineau et La Lièvre, qui se chiffre à bien au-delà d'un million de chevaux-vapeur.

La plus importante de ces rivières est la Gatineau qui, à elle seule, développe plusieurs centaines de mille forces d'énergie électrique. On nous a arraché ce pouvoir, on nous l'a volé pour envoyer cette richesse, dont nous avons hérité de nos pères, pour l'envoyer au gouvernement de la province d'Ontario, et enrichir de tous ses profits certains financiers américains. Cette richesse naturelle, ce pouvoir d'eau inépuisable alimenté par les vastes régions du nord, avait attiré chez nous nombre de petits capitalistes et, malgré la pauvreté actuelle de la population, nous vivions dans l'espérance de voir bientôt surgir tout autour de nous grand nombre d'industries nouvelles qui auraient été alimentées par cette puissance électrique.

La création dans notre province d'un monopole de l'énergie électrique qu'on appelle "The Canadian International Paper Co.", comme pour cacher son but réel qui est d'accaparer toutes les chutes d'eau possibles de notre province, la politique qu'a poursuivie le gouvernement en permettant le développement trop rapide de notre énergie électrique pour les besoins de nos industries, et son imprévoyance coupable en permettant ou en encourageant l'exportation de cette richesse dans la province voisine ont fait que notre région ne vaut guère plus que les petites villes de l'Ontario, à quelque cent milles de nous.

De grandes lignes de transmission ont été érigées à travers nos terres, pour y transporter l'aliment qui devrait nourrir nos industries locales, faire la prospérité de notre ville et fournir du travail à

nos propres chômeurs. La population de la ville de Hull est peut-être la plus ouvrière de toute la puissance du Canada et, si on veut lui enlever ses moyens d'existence, elle n'aura, si elle veut gagner le pain de ses enfants, qu'à suivre ces fils électriques et prendre la route de l'exil. Cet exode réduira naturellement la population de notre province et, par là, son influence au profit de la province voisine.

Pour vous donner un exemple de la vérité que j'avance, permettez-moi d'attirer votre attention sur le développement de la chute Pagan, à une quarantaine de milles au nord de la ville de Hull, dans le comté de Hull. Il a fallu, pour permettre l'exploitation de cette chute, inonder un vaste terrain agricole; il a fallu que 47 cultivateurs quittent la terre de leurs pères et de leur jeunesse, terre qu'ils avaient défrichée avec tant de labeur, et des 275,000 forces que ce pouvoir d'eau rendra, déjà 260,000 ont été vendues au gouvernement de l'Ontario. Et me permettez-vous maintenant de vous demander que devront faire ces 47 cultivateurs pour vivre?

Les résultats néfastes d'une politique à si courte vue s'étendent non seulement à notre région, mais à la province entière et à toute la race. En effet, où prendrons-nous l'électricité nécessaire pour nos besoins futurs, si celle-ci est complètement vendue? Et pourtant, le discours du trône déclare qu'il n'y a pas d'exportation de notre énergie électrique. Quelqu'un me répondra peut-être que l'énergie hydraulique d'une province est la propriété de tout le pays et que, par conséquent, nous ne pouvons nous objecter à ce que les autres provinces partagent avec nous leurs bienfaits.

Dans ce cas, pourquoi le même principe ne s'applique-t-il pas en ce qui concerne les richesses de notre industrie de la fourrure et de la chasse? Vous savez mieux que moi que, pendant que le citoyen de la province de Québec n'est appelé à payer qu'un dollar pour un permis de chasse dans notre province, un citoyen d'une autre province doit payer un droit de \$25 pour le même privilège. C'est donc que les citoyens d'une province ont un droit inaliénable aux ressources naturelles de cette province.

Les résultats de cette politique? C'est que déjà, malgré que presque toute la rivière Gatineau ait été harnachée, d'après les journaux de la semaine dernière, un syndicat anglais, ayant à sa tête lord Gainsford, entrevoyait l'achat de l'usine de la British American Nickel Corporation à Deschênes, silencieuse depuis plusieurs années, pour des fins de raffinement du plomb et du zinc; mais, selon toute apparence, d'après ces journaux, il ne pouvait pas trouver là les 10,000 chevaux-vapeur d'énergie

électrique qu'il requiert et devra chercher ailleurs, en Ontario probablement, un endroit pour ses importantes usines.

La ville de Hull a le droit de connaître la vérité sous ce rapport, et j'ose croire que le gouvernement voudra faire une déclaration à ce sujet. Si ces rapports sont faux, qu'on cesse de les faire circuler; s'ils sont véridiques, nous avons droit de demander que la balance des pouvoirs hydrauliques non exploités dans notre région reste la propriété de la région, afin qu'à l'avenir nous soyons en position d'accorder à l'industrie désireuse de s'établir chez nous l'énergie électrique dont elle aura besoin.

Et voilà la politique suivie pour nos ressources naturelles. Nous sommes à vendre notre patrimoine à un étranger redoutable, avec cette exploitation de nos ressources qui bouleverse notre système économique et social et s'empare des richesses du pays, qu'on lui vend pour les 30 deniers ou un plat de lentilles. Pendant que les États-Unis²⁶ entassent les millions réalisés avec l'exploitation de nos richesses, ils ne nous laissent à nous, les vrais propriétaires de droit d'aïnesse, que des misères et de la honte. Nous vendons notre patrimoine à des étrangers qui renverseront notre système économique et social et qui s'empareront des richesses du pays. Dans les circonstances, si on n'abandonne pas cette politique, je crains pour l'avenir de la race. Dans l'actuel système économique, le dollar est tout puissant. Qu'arrivera-t-il si les Américains prennent le contrôle de toutes les richesses des Canadiens français?

Le révérend Père Alex Dupré, S.J., dans un de ses écrits, disait: "L'Âge du papier et de la féodalité boursière pourrait bien voir une troisième invasion américaine, plus réussie que celles de 1776 et de 1812, une seconde conquête plus totale que celle de 1759: la domination des âmes." Car personne ne contestera aujourd'hui le pouvoir suprême de la piastre toute puissante, avec le système économique actuel. Je vous le demande de nouveau, M. l'Orateur, que deviendrons-nous au point de vue économique d'abord, politique ensuite, si nous laissons les Américains s'emparer de tout ce qui peut faire la richesse de notre race? Au train où vont les choses, demain nous ne serons plus les maîtres de notre pays et de nos destinées; nous aurons perdu cette liberté qui a coûté si cher à nos ancêtres. Les nôtres vont s'en aller, découragés.

On me dira peut-être qu'en vertu de l'acte de la Confédération on ne peut interdire l'exportation d'énergie d'une province à l'autre, mais, si tel est le

cas, je prétends que le gouvernement est coupable d'avoir encouragé cette exportation, en permettant l'endiguement des eaux du lac Baskatong, alors que l'industrie locale ne réclamait pas plus d'électricité. M. l'Orateur, notre population reste stationnaire, notre augmentation naturelle étant à peine suffisante pour combler les vides causés par l'émigration des nôtres aux États-Unis et en Ontario. Je parle de Hull et de la population qui l'entoure: Aylmer, Pointe-Gatineau et Deschênes.

À cause des développements de cette politique, tout décline. En particulier dans le comté, Aylmer, cette petite ville si florissante, il y a 20 ans, voit sa population décroître pendant que ses finances municipales sont dans un si mauvais état qu'elles faisaient dire au sous-ministre des Affaires municipales, l'an dernier, que le shérif allait s'emparer de la ville. Elle a une dette de près d'un million de dollars, lorsque son évaluation n'est que de \$1,500,000. J'aurai peut-être l'occasion de vous dire, M. l'Orateur, au cours de cette session, pourquoi je ne suis pas prêt à exonérer de toute responsabilité le département des Affaires municipales pour la façon odieuse dont certains officiers de la ville et d'autres particuliers ont exploité cette municipalité, lorsqu'elle contracta un emprunt de \$400,000, d'après la loi des logements ouvriers, pour lui permettre de se relever des cendres de l'incendie de 1921.

Je me contenterai d'ajouter que, l'hiver dernier, après avoir essuyé un refus de la part du gouvernement, touchant certains travaux qui s'imposaient aux écoles, les pauvres citoyens d'Aylmer ont été obligés d'avoir recours à des parties de cartes pour maintenir ces mêmes écoles, tout comme les Canadiens français opprimés de l'Ontario ont fait lors du Règlement XVII à Green Valley, à Sandwich, à Pembroke et ailleurs. Et la même compagnie dont je viens de vous parler vend son électricité, pour consommation domestique dans la ville d'Aylmer, cinq fois plus cher que la commission hydroélectrique d'Ontario vend la même électricité dans sa province, après l'avoir puisée à la porte d'Aylmer en l'achetant encore du monopole de l'International Paper Co.

C'est le danger du monopole. C'est vrai qu'une nouvelle industrie a été créée par l'International Paper dans notre région, à East Templeton, mais celle-ci n'a pas l'importance qu'on lui prête, au point de vue du nombre de ses employés qui ne dépasse pas un personnel régulier de 500, et presque toutes les positions supérieures sont détenues par des gens de l'extérieur. Pendant ce temps, les nôtres doivent se contenter d'être des cirailleurs de bottes, des charroyeurs d'eau et des scieurs de bois.

Je représente avant tout la classe ouvrière de cette province. La condition ouvrière dans ma ville est loin d'être satisfaisante, car les ouvriers ont des salaires qui ne peuvent les aider à solutionner le problème de la vie chère. Je parle en connaissance de cause. Issu moi-même d'une nombreuse famille ouvrière, ayant passé ma jeunesse au milieu des ouvriers, j'ai souffert leurs peines et leurs misères et j'ai partagé leurs ambitions.

Et je n'ai pas honte de le dire, car je suis aussi fier d'être né de la classe ouvrière que je suis fier de mes origines nationales. Nous avons maintenant une loi de compensation pour les ouvriers, ce qui au moins leur donnera chance égale. Cette loi arrive peut-être un peu tard, mais mieux vaut tard que jamais. C'est une bonne initiative du gouvernement, et j'espère que l'ouvrier obtiendra de cette loi tout ce qu'il est en mesure d'en attendre.

Notre peuple est résigné, il l'a été, mais le sera-t-il toujours? Lorsqu'il voit les provinces voisines et les autres pays adopter de meilleures lois ouvrières, préparer et mettre en force des législations sociales plus en accord avec les exigences modernes, pensez-vous qu'il ne lui vient pas à l'esprit de secouer le joug? Lorsqu'il voit dans les provinces voisines des salaires plus élevés et des lois qui protègent le pauvre et l'infortuné, songe-t-il à se résigner et à se contenter de la charité publique pour faire face à l'adversité? Croyez-vous que notre peuple se contentera toujours de la résignation qui est le partage des pauvres? Peut-être taxera-t-on mes propos de socialisme ou de bolchevisme du fait que je compare nos valeurs avec celles des Ontariens ou des Américains, mais c'est mon devoir d'avertir nos gouvernants.

On entend beaucoup parler de l'émigration des nôtres aux pays étrangers et on déplore la perte, pour la race, de ce grand nombre de familles qui vont chercher, sous un ciel meilleur, le pain de la vie quotidienne. Le discours du trône nous apprend que c'est l'intention du gouvernement d'adopter à cette session une loi pour favoriser le rapatriement des Canadiens émigrés aux États-Unis. Je suis à mon aise moi-même pour en parler.

J'ai voyagé d'un océan à l'autre, de la baie d'Hudson à la frontière américaine; j'ai connu la vie de l'Ouest canadien et, après un choix judicieux, j'ai fondé mon foyer à Hull. Je connais la vie de l'ouvrier pour avoir vécu près de lui. Nos ouvriers sont dociles, ils sont soumis à l'autorité. Ils ne croient pas aux grèves ni aux boycottages comme baume à leurs misères. S'ils sont restés jusqu'à ce jour si dociles et si soumis, il ne faut pas que le parti, qui gouverne

cette province depuis une trentaine d'années, en accapare le mérite et en prenne le crédit.

Je suis heureux de vivre sous le beau ciel québécois, mais il y a trop longtemps que l'on dit que le gouvernement est l'artisan de notre bonheur. Il faut donner le crédit à qui il est dû. Il n'y a qu'une force, il n'y a qu'une autorité qui puisse revendiquer ce mérite et ce crédit, à qui on est redevable de cet heureux état de choses, c'est l'Église catholique, c'est notre clergé, toujours fidèle à nos traditions; c'est le prêtre, pasteur des âmes aussi bien que des esprits; c'est la religion que nous pratiquons fièrement, nous, fils de la génération présente, à l'instar de nos glorieux ancêtres.

Il y a trop longtemps que l'on attribue à l'administration du gouvernement provincial l'ordre et la paix qui règnent dans les différentes classes de la société actuelle. Il est temps que la voix de la vérité se fasse entendre et que crédit soit donné à qui crédit est dû. Les revendications paisibles de l'ouvrier de notre province s'inspirent de l'amour du pays, du respect des lois et de la crainte du Christ. Notre monde ouvrier réclame depuis longtemps, mais paisiblement, pour lui et pour les siens, un traitement au moins égal à celui qui est accordé dans les autres provinces et dans les pays voisins.

Voyez. D'après les statistiques publiées par le ministère du Travail d'Ottawa, il faut à une famille moyenne, c'est-à-dire à une famille composée de parents et de trois enfants, \$1,150 par année en salaire pour payer le logement, la nourriture, le combustible et l'éclairage.

Cependant, une grande partie de nos journalistes, ceux qui, par exemple, employés par l'honorable ministre de la Voirie (M. Perron), ne gagnent que 25 cents de l'heure pour des journées de 10 heures, soit \$2.50 par jour.

Encore sont-ils obligés de laisser \$1 pour leur pension, ce qui reste pour leur famille \$1.50 par jour, soit, pour l'année, \$450 en salaire et quelquefois moins, à cause des pertes de temps causées par la température, par la maladie et par les congés forcés. Ajoutez que ces pauvres journalistes ont la plupart du temps à la maison 8, 10, 12 enfants et bien souvent plus encore. Et c'est de lui, je suppose, qu'on veut parler lorsqu'on dit qu'il est heureux, content, satisfait de son sort?

Figurez-vous un instant l'aisance et le confort que peut donner cet homme à sa famille et comment il doit la faire vivre avec un revenu de \$400 par année, comment il peut la nourrir, la vêtir, payer le loyer, chauffer la maisonnette, payer les taxes et les écoles, les comptes du médecin, faire de légères

contributions à l'église et aux bonnes œuvres. Avec le reste, s'il y en a, il pourra faire instruire ses enfants et, s'il reste encore un peu d'argent, il pourra s'acheter du tabac et aux enfants des friandises, juste assez pour réaliser que ces choses existent, mais qu'elles ne sont pas pour eux. Si les enfants des ouvriers d'aujourd'hui sont privés de l'instruction à laquelle ils ont droit, j'en tiens responsable, dit-il, le gouvernement. Je déplore également l'invasion financière de la province par les Américains.

La condition des ouvriers est-elle meilleure dans les autres provinces? Je réponds oui sans aucune hésitation et avec connaissance de cause; je déclare avec emphase oui, beaucoup mieux ailleurs qu'en notre province. On vit ici misérablement, tandis qu'on semble heureux ailleurs. Le niveau des salaires est beaucoup plus élevé. Le département de la Voirie paie 35 cents de l'heure aux journalistes²⁷, ce qui fait 40 % de plus qu'ici. Les ouvriers jouissent de législations ouvrières qui leur assurent le confort et des salaires qui leur permettent de vivre bien.

Et il ne faut pas croire que je suis le seul à protester. Même certains partisans du gouvernement actuel protestent avec indignation contre ce salaire de famine, si bien que le Club de Réforme libéral de Hull, fondé il y a quelques mois par le candidat officiel du parti lors des dernières élections, passait, le 25 octobre dernier, une résolution condamnant les bas salaires accordés par le ministre de la Voirie aux journalistes. Vous me direz peut-être que le gouvernement est le seul à payer de si petits salaires à ses employés, ce qui serait très édifiant. Mais le malheur, et c'est très naturel, c'est que les industriels et les patrons en général se basent sur le gouvernement pour fixer leur propre taux de rétribution. Nous nous le faisons dire chez nous, en 1924, dans un différend industriel, lorsque nous réclamions d'un entrepreneur un salaire plus raisonnable.

D'ailleurs, les grands travaux faits dans notre région, grâce au monopole électrique de la Canadian International Paper Company, et qui devaient donner tant de prospérité aux gens de la région, ne leur ont valu que 30 cents de l'heure, après qu'on se fut emparé de leur patrimoine, pour en faire la richesse de quelques financiers. Trente cents de l'heure pendant les travaux de construction et 25 cents par la suite, c'est le salaire que la compagnie International Paper a payé encore durant tout l'été aux cantonniers travaillant pour la Hull Electric Company, une de ses nombreuses filiales, dans les villes de Hull et Aylmer. Le gouvernement n'a aucune fierté à tirer du fait que les Américains fassent fortune dans la

province, alors que ses propres citoyens trouvent les conditions de vie difficiles. Ce n'est pas drôle de voir la poule²⁸ aux œufs d'or, comme l'appelait un jour un ministre, qui vient prendre sa nourriture dans notre province pour aller pondre ensuite dans les rues de New York, ne nous laissant que ses miettes.

Nous sommes les dépositaires d'un héritage précieux, que nous devons garder intact. Si nous ne prenons des moyens énergiques pour mettre fin à cet état de choses, nous deviendrons des otages des États-Unis et nous remplacerons les Noirs d'Afrique qu'ils ont été forcés de libérer pour devenir, à notre tour, leurs esclaves. Que les capitalistes et les industriels étrangers soient bienvenus dans notre province, mais qu'ils nous traitent comme les égaux des citoyens des races civilisées et non comme des esclaves ou des Noirs. Si le Canadien français est prêt à partager avec les capitalistes ces richesses de son pays, il exige en retour un salaire équitable, au moins aussi élevé que celui qui se paie dans la république voisine.

Peut-être me direz-vous que la misère est de toutes les époques, que c'est l'apanage du genre humain, que c'est la punition imposée à l'homme depuis la faute de nos premiers parents; et peut-être ajouterez-vous que la misère, dans notre province, n'est pas pire que dans les autres du dominion. Je connais le contraire et, si vous n'êtes pas prêts à l'admettre avec moi, c'est que vous ne coudoyez pas souvent les ouvriers. Et comment pourrait-il en être autrement, lorsque le niveau des salaires dans Québec ne souffre pas de comparaison avec celui de l'Ontario et des États-Unis?

Je suis fier et je félicite très sincèrement le gouvernement des bonnes intentions qu'il a d'adopter enfin un des articles de l'opposition: une loi de compensation pour les accidents d'ouvriers, loi semblable à celle qui existe dans les autres provinces, particulièrement dans la province d'Ontario. Nos ouvriers, espérons-le, auront enfin une protection assurée, à l'avenir, et, sous ce rapport, ils seront sur un pied d'égalité avec leurs autres compatriotes, je l'espère. Je le répète de nouveau, au nom des ouvriers de cette province, je remercie le gouvernement pour cette nouvelle législation attendue depuis si longtemps, et j'espère qu'elle sera tout ce que l'ouvrier en attend. Cette loi arrive bien en retard, mais il vaut mieux tard que jamais. Il faudra que l'on protège l'ouvrier plus qu'on ne l'a fait dans le passé.

Ne croyez pas cependant que le gouvernement aura fait tout son devoir envers les ouvriers parce qu'il se sera rendu à leur demande par

cette loi de compensation. Nos ouvriers ne reçoivent pas encore la protection qu'il faudrait et que la classe pauvre de la province voisine reçoit depuis longtemps. Je déclare, M. l'Orateur, que je parle en mon nom personnel et que je n'engage nullement la responsabilité de mon parti. En Ontario, on a réalisé que, si la société avait été organisée pour la protection de l'individu, c'était surtout pour ceux qui avaient besoin de protection, le pauvre, le faible, l'indigent, etc., contre les voleurs, contre les bandits, contre les assassins, contre les attaques possibles des nations étrangères et tout autant contre les vicissitudes de la vie et les malheurs de toutes sortes qui menacent chaque membre de cette société.

C'est pour cela que le gouvernement de la province d'Ontario inscrivait dans ses Statuts, il y a quelques années, la loi de pension des veuves et des orphelins. Ici, dans Québec, la pauvre femme qui voit son mari partir le matin pour l'usine doit avoir le cœur gros et se demander ce qu'elle deviendrait, elle et ses enfants, si on le lui ramenait sur un brancard. Sa sœur la province voisine reçoit, elle, la protection de l'État, le nécessaire pour vivre avec ses petits enfants si la Providence lui ravit son gagne-pain. Dans la province de Québec, la loi de pension n'a-t-elle pas aussi sa raison d'être? Sans doute, le peuple est heureux, content et satisfait de son sort.

Pourquoi établir des lois qui coûteraient au gouvernement quelques centaines de mille piastres par année et qui empêcheraient d'avoir un surplus au terme de l'administration? Si le mari meurt, eh bien, la veuve travaillera. Les mères d'autrefois ne travaillaient-elles pas aussi? Quant aux petits enfants, eh bien, il y aura toujours des voisins charitables qui en prendront soin, et puis, il y a des orphelinats. Fini le foyer, par exemple, détruite la famille! Les enfants seront privés de l'éducation et de l'amour maternel, et la mère, séparée d'eux, devra tous les matins prendre le chemin de la boutique ou de l'usine et peiner toute la journée pour gagner le pain de la famille.

Aussi voyons-nous nos familles partir les unes après les autres, quitter leurs parents et leurs amis, pour aller vivre sous un ciel étranger où elles trouveront de plus libérales mesures de protection. Allez demander aux milliers de familles canadiennes-françaises qui ont émigré depuis quelques années dans les villes de Détroit, Windsor, Albany, Messina et autres, la raison de leur départ, si c'est, par exemple, par goût des aventures. Je compte là de nombreux amis, et je n'en ai jamais encore rencontré un seul qui ne m'ait dit: "J'y suis allé parce que les salaires sont plus élevés, et parce qu'on a plus

de considération pour les ouvriers dont la vie est plus large." Voilà la seule véritable raison qui fait émigrer nos familles à l'étranger.

Le peuple de la province de Québec est un peuple docile, soumis, content de son sort. C'est pour cela, je suppose, que l'honorable premier ministre a été le premier à déclarer qu'il n'accepterait pas la récente législation sociale du gouvernement fédéral, la pension aux vieillards. Et, pendant ce temps, à côté de nous, les provinces de la Colombie anglaise et du Manitoba se sont déjà organisées ou s'organisent pour bénéficier de la générosité du gouvernement fédéral, en vue de venir en aide aux vieillards auxquels la fortune n'a jamais souri, qui ne doivent leur indigence, la plupart du temps, qu'aux épreuves de la vie.

Par ces mesures, nous empêcherons un grand nombre de nos gens d'émigrer. Il est bon de dépenser de l'argent pour tenter de rapatrier ceux des nôtres qui nous ont quittés pour d'autres pays, mais commençons par garder chez nous ceux qui y sont, et cela, par une politique plus humaine pour les pauvres, par des législations plus conformes aux exigences de la civilisation moderne.

M. l'Orateur, je ne veux pas retenir cette Chambre plus longtemps, mais, avant de reprendre mon siège, je désire préconiser dans cette Législature une autre mesure sociale qui, je crois, contribuera à enrayer l'émigration des nôtres, à tenir notre peuple dans la moralité chrétienne et à le rendre plus heureux. Je veux parler des allocations familiales fondées pour aider et encourager les nombreuses familles, base de la société.

La limitation de la famille, qui a été la cause de la déchéance de certains pays, est en train de faire des siennes chez notre population, si nous ne prenons les moyens immédiats d'enrayer sa marche. En effet, dans nos jeunes ménages, aujourd'hui, l'on commence à se demander quel sort nous attend si on accepte tous les enfants que la Providence enverra. On pense à la vie large des célibataires et des gens mariés mais sans enfants, ou encore aux chances des familles restreintes. On songe aussi au salaire souvent insuffisant pour les besoins de la vie, et on prévoit pour l'avenir, si on accepte une famille nombreuse, non seulement une situation humiliante et inférieure, comparaison faite avec les autres ménages, mais aussi la misère et les privations.

Beaucoup succombent à la tentation. Il faut y remédier au plus tôt. Et, contrairement aux lois naturelles et divines, ils suivent l'exemple de certains pays dans la limitation des enfants. C'est pourtant le berceau qui a fait de notre race un peuple de

4,000,000, des 60,000 que nous étions à la Conquête, en 1760. Mais nous avons perdu un fort pourcentage de ces 4,000,000. Une mesure comme celle que je préconise fournirait, j'en suis convaincu, la barrière la plus formidable contre l'exode des nôtres et aiderait au rapatriement.

D'ailleurs, comme nous voulons garder notre influence dans ce vaste pays, et que nous ne recevons pas de renforts de l'étranger, comme nos concitoyens anglais qui, eux, en reçoivent sans cesse et largement, nous devons nécessairement compter sur nos berceaux. Autrement, notre race s'éteindra lentement, mais sûrement, et se verra bientôt assimilée par d'autres, et ce jour marquera pour nous la déchéance morale, religieuse et ethnique.

Le principe de ces allocations a été admis il y a longtemps par certains pays d'Europe, et l'Australie, dominion britannique comme le nôtre, vient d'adopter une mesure selon laquelle les familles recevront de l'État une allocation qui les récompensera pour les services rendus. Je ne veux pas, M. l'Orateur, tenter de prouver toute la justice du principe. Pour le moment, je me contente d'y attirer votre attention. Personne n'osera mettre en doute les grands services que rendent à la patrie les parents qui ne craignent pas la famille nombreuse.

C'est peut-être une doctrine nouvelle pour cette province, qui semblera à certains osée et inopportune, mais, M. l'Orateur, je suis convaincu que, si ceux-là veulent réfléchir quelque peu, en s'inspirant de la doctrine sociale catholique, ils constateront vite que ces allocations sont nécessaires, si nous voulons maintenir la famille. Nous pourrions donner l'allocation, dès le quatrième enfant, et verser au père une prime annuelle de \$50 pour chaque enfant au-dessus de ce nombre. Nous avons les revenus nécessaires pour cela, puisque chaque année, l'on prétend boucler le budget par de forts surplus. Je crois qu'il n'y aurait pas de meilleur placement dans notre province.

J'ose croire que cette Chambre voudra réaliser la nécessité et le devoir d'une opposition officielle en même temps que le lourd fardeau qu'elle assume. Si cette opposition se permet des critiques, elle les fait avec les meilleures intentions du monde, et ce sera toujours dans le meilleur esprit!

(Applaudissements)

M. McDonald (Pontiac)²⁹ se lève.
(Applaudissements à droite) Il félicite l'Orateur de sa nomination.

Le député de Hull (M. Guertin) n'était pas sérieux quand il disait qu'il représentait la population

de son comté. Le député de Hull a parlé au nom de ses électeurs, mais il n'a pas obtenu la majorité dans sa division aux dernières élections. Il (M. Guertin) ne représente pas l'opinion de la majorité, mais celle de la minorité. Si Hull a élu un conservateur au mois de mai 1927, c'est à cause du trop grand nombre de candidats libéraux sur les rangs à cette élection. Le député de Hull a fait la lutte contre trois adversaires et il a réussi à passer grâce à cette triple lutte; il n'a pu remporter la victoire qu'en se faufilant entre les trois. La prochaine fois, il n'y aura qu'un libéral contre un conservateur dans cette division et le député de Hull ne pourra se glisser entre trois ou quatre candidats.

Il jongle avec les chiffres relatifs aux dernières élections pour essayer de prouver que le député de Hull s'est mis dans une situation fautive en regard des chiffres officiels. À la prochaine élection, le député de Hull se trouvera de nouveau en minorité.

M. Guertin (Hull) demande la parole.

Des députés ministériels: À l'ordre! À l'ordre!

M. l'Orateur: À l'ordre³⁰!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment, il y a encore des règlements dans cette Chambre?

M. l'Orateur: Le député de l'opposition aurait dû demander la permission de parler.

M. Guertin (Hull): Je l'aurais fait, mais on ne m'en a pas laissé le temps.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) parvient à faire accorder au député de Hull le droit de poser sa question.

M. Guertin (Hull): L'honorable député me dira-t-il combien de votes l'ancien député de Hull a obtenus en 1923?

M. McDonald (Pontiac): Je ne le sais pas, mais je sais que les trois candidats libéraux ont obtenu 3,821 voix, tandis que le député élu (M. Guertin) n'en a obtenu que 3,148. Ainsi, l'électorat ne s'est pas prononcé contre le gouvernement libéral, mais le député de Hull (M. Guertin) a simplement manœuvré pour assurer son élection.

(Applaudissements)

Cette position n'est pas très enviable pour le député actuel qui doit craindre fort les prochaines élections.

Le député de Hull avait dit que son prédécesseur parlait peu en Chambre. L'ancien député de Hull, s'il ne parlait pas, représentait assez bien ses électeurs puisqu'en quatre ans, de 1923 à 1927, il a obtenu \$1,250,000 pour le comté de Hull en différents octrois.

Il (M. McDonald) parle du développement des pouvoirs d'eau qui, loin de nuire à la population des rives de la Gatineau, assurera sa prospérité. Il montre les progrès accomplis dans la région de la Gatineau, grâce à l'exploitation de nos ressources naturelles. La politique du gouvernement a permis de réaliser dans cette région de merveilleux développements et de donner de l'ouvrage à de nombreux ouvriers. Des milliers d'ouvriers ont en effet travaillé aux travaux qui ont été exécutés et ils ont été fort bien traités.

Il (M. McDonald) parle de la politique du gouvernement relative à la prohibition de l'exportation de l'énergie électrique. Mon collègue le député de Hull (M. Guertin), dit-il, ne semble pas connaître la loi à ce sujet. Celle-ci défend l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis, mais ne la défend pas dans la province d'Ontario. Évidemment, le député de Hull a tort de croire que la province d'Ontario se trouve aux États-Unis.

En ce qui a trait à l'exportation par le gouvernement de l'énergie électrique dans l'Ontario, la Gatineau Power Company, qui fait l'exploitation, est tout à fait libre de le faire, vu qu'elle a acheté les droits de plusieurs petites compagnies établies là depuis assez longtemps et qui emportaient du pouvoir dans la province sœur. Il y a plus. Au sujet des trois développements Farmers Rapids, Chelsea Falls et Pagan Falls, le député de Hull a beau se plaindre que la Gatineau Power, filiale de l'International Paper Company, a un contrat avec la Commission hydroélectrique de l'Ontario pour 200,000 chevaux-vapeur, mais il devrait se rappeler que l'actuel développement de la Gatineau produit aujourd'hui environ 562,000 chevaux-vapeur, laissant les deux tiers disponibles pour les industries de la région de la Gatineau. Le député de Hull a dit que les ouvriers ne gagnaient que des salaires de famine. Les ouvriers sont bien traités et ne travaillent pas dans les conditions décrites par le député de Hull. J'ai connu des ouvriers qui travaillent à ces immenses travaux et ils sont parfaitement satisfaits de leurs salaires.

La compagnie a dépensé \$75,000,000 pour ces travaux, et le député de Hull ne pourrait affirmer avec sincérité que ces dépenses immenses ont été sans profits pour le comté de Hull, pour les ouvriers, les marchands et les cultivateurs. Il y a des centaines de citoyens du comté de Pontiac qui ont été employés sur les développements de la Gatineau

Power, gagnant des salaires rémunérateurs et dont ils étaient très satisfaits, à preuve que ce n'étaient pas des salaires de famine, et qui rentrent au travail avec des sourires qui ne donnent pas à penser qu'ils sont insatisfaits de leurs salaires.

Si les députés de cette Chambre pouvaient visiter mon comté, ils constateraient les magnifiques résultats de la politique du gouvernement.

(Applaudissements)

Le capital américain est l'épouvantail de l'opposition, mais qui d'entre ces messieurs refuserait un dollar américain? On a avancé que l'International Paper Company pouvait obtenir n'importe quoi du gouvernement. Le barrage Mercier qui a été construit à Baskatong, au coût de \$4,000,000, afin de régulariser l'écoulement de la Gatineau, le réservoir ayant 95,000,000 de pieds cubes d'eau, a été exécuté par la compagnie Gatineau Power, d'après les plans de la Commission des eaux courantes, entièrement à ses frais, sous le contrôle du gouvernement, et cependant, la compagnie doit payer une rente annuelle de \$35,000 au gouvernement de Québec pour s'en servir. La Gatineau Power Company est sous le contrôle de la Commission des eaux courantes de Québec et, d'après le contrat, le barrage deviendra la propriété du gouvernement à une certaine date. Est-ce que le contrat n'était pas dans l'intérêt de la province? Est-ce qu'il ne prouve pas que le gouvernement est capable de tenir ses positions même avec une très puissante compagnie?

La compagnie a construit un moulin à East Templeton parce que son contrat avec le gouvernement l'obligeait à construire dans la province et à produire un maximum de 450 tonnes de papier par jour. Elle dépense plus de \$25,000,000 pour ce moulin qui a une capacité de plus de 500 tonnes par jour et une liste de paie annuelle de \$2,000,000 pour les 1,000 hommes qu'il emploie. Elle débite aussi 4,000 chevaux-vapeur d'électricité.

M. Tremblay (Maisonnette): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Dépôt de documents:

Statistiques de l'enseignement

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques

de l'enseignement pour l'année scolaire 1926-1927. (Document de la session no 33)

Statistiques des institutions d'assistance

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre les statistiques des institutions d'assistance, pour l'année 1926. (Document de la session no 26)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de proposer l'ajournement de la Chambre.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 19 janvier 1928, à la page 1, M. Vautrin s'avance près du fauteuil de l'honorable M. David, en avant du sien.

2. *Le Devoir* du 19 janvier 1928, à la page 1, donne cette version des résultats électoraux à Montréal: Alors qu'en 1923 Montréal n'avait pas envoyé un seul député libéral de langue française à Québec, il en a envoyé huit cette année.

3. Les chiffres de *L'Événement* du 19 janvier 1928, à la page 1, sont erronés. Les résultats se trouvent dans le *Rapport sur les élections. Province de Québec. (1919-1927)*.

4. Charles-Eugène Boucher de Boucherville (1822-1915), premier ministre conservateur du Québec, de 1874 à 1878, et en 1891-1892.

5. John Jones Ross (1831-1901), premier ministre conservateur du Québec, entre 1884 et 1887.

6. Henry Starnes (1816-1896), nommé conseiller législatif de la division de Salaberry en 1867. Président du Conseil législatif de 1878 à 1879,

commissaire des chemins de fer de 1882 à 1884, commissaire de l'agriculture et des travaux publics du 25 au 29 janvier 1887. Président du Conseil législatif, sans siège au cabinet, de 1889 à 1892.

7. Pierre-Joseph-Olivier Chauveau (1820-1890), premier ministre conservateur du Québec de 1867 à 1873 et ministre de l'Instruction publique de 1868 à 1873. En même temps, il fut député conservateur à la Chambre des communes, de 1867 à 1873.

8. Gédéon Ouimet (1823-1905), premier ministre du Québec de 1873 à 1874. Nommé conseiller législatif de la division de Rougemont en 1895.

9. Joseph-Alfred Mousseau (1837-1886), premier ministre conservateur du Québec, de 1882 à 1884.

10. Adolphe Chapleau (1840-1898), premier ministre conservateur du Québec, de 1879 à 1882.

11. Edmund James Flynn (1847-1927), premier ministre conservateur du Québec, de 1896 à 1897.

12. Louis-Olivier Taillon (1840-1923), premier ministre conservateur du Québec, de 1892 à 1896.

13. Thomas Chapais (1858-1946), conseiller législatif dans la circonscription de Kamouraska, de 1892 à 1946.

14. Pierre-Édouard Blondin (1874-1943), élu député conservateur à la Chambre des communes, en 1908, dans la circonscription de Champlain. Réélu en 1911 et nommé président suppléant de la Chambre, ministre du Revenu intérieur en 1914, secrétaire d'État en 1915 et ministre des Postes en 1917. Lieutenant-colonel, il part combattre outre-mer avec son bataillon. De retour en 1918, il reprend ses fonctions de ministre des Postes et accepte un poste de sénateur. Il continue de remplir ces fonctions au sein du cabinet Meighen jusqu'à la défaite des conservateurs en décembre 1921. En 1930, dans le cabinet Bennett, M. Blondin est nommé président du Sénat et occupe ce poste jusqu'en 1936.

15. Médéric Martin (1869-1946), maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928. Nommé conseiller législatif de la division d'Alma en 1919.

16. Ésiouff-Léon Patenaude (1875-1963), élu député conservateur à l'Assemblée législative dans Laprairie en 1908. Réélu en 1912, et démissionne en 1915. Élu

député conservateur à la Chambre des communes, dans Hochelaga, en 1915, ministre du Revenu puis secrétaire d'État en 1917. Élu député conservateur à l'Assemblée législative dans Jacques-Cartier en 1923, il démissionne en 1925. Il fut ministre de la Justice dans le cabinet Meighen en 1926.

17. Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) fait référence à la défaite du maire Martin dans l'élection à la mairie de 1924.

18. Lorne Campbell Webster (1871-1941), homme d'affaires, conservateur nommé sénateur dans la division de Stadacona en 1920 et décédé en fonction.

19. Il s'agit probablement de Louis-Philippe Brodeur (1862-1924), lieutenant-gouverneur de la province de Québec, du 31 octobre 1923 au 2 janvier 1924.

20. Alfred Duranleau (1871-1951), élu député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montréal-Laurier aux élections de 1923. Défait en 1927.

21. Joseph Allan Bray (1884-1938), élu député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montréal-Saint-Henri en 1923. Défait dans cette circonscription en 1927 et défait dans la circonscription de Vaudreuil, en 1935 et 1936.

22. Selon *The Gazette* du 19 janvier 1928, à la page 11, le gouvernement fédéral perçoit \$98,000,000.

23. Chiffre de *La Patrie* du 19 janvier 1928, à la page 6. Chiffre de *La Tribune* du 19 janvier 1928, à la page 9: \$51,672,000.

24. Joseph-Roméo Lafond (1879-1931), élu député libéral de l'Assemblée législative dans la circonscription de Hull aux élections de 1923 et défait en 1927.

25. Jean de Brébeuf (1593-1649), saint, un des sept martyrs canadiens, missionnaire chez les Hurons. Fait prisonnier et martyrisé par les Iroquois en 1649.

26. Selon *Le Droit* du 20 janvier 1928, à la page 5, il aurait plutôt utilisé l'expression "l'oncle Sam".

27. *Le Devoir* du 19 janvier 1928, à la page 2, donne cette version: "ce qui fait une augmentation de \$40."

28. *The Montreal Daily Star* du 19 janvier 1928, à la page 4, donne cette version: "La poule aux œufs d'or se nourrit dans la province de Québec et s'en va pondre dans les rues de New York. Il s'agit d'un euphémisme pour l'Ontario."

29. Selon *Le Droit* du 19 janvier 1928, à la page 1, M. McDonald prononce son discours en anglais.

30. *Le Soleil* du 19 janvier 1928, à la page 11, rapporte que le représentant de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) présidait la Chambre à ce moment.

Séance du jeudi 19 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 10.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- de Stanislas-Donatien Joubert et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'annulation de l'acte de donation passé à Montréal le 20 avril 1921, sous le no 6218 des minutes de Me J.-A. Savignac, N.P. (M. Bouchard);

- du Crédit général du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Bouchard);

- de David March et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Quebec Baptist Church" (M. Power);

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et pour autres fins (M. Plante).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- du révérend père Lucien Lecomte et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie" (M. Côté);

- de J.-L. Fortin et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Trois-Rivières (M. Grant);

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un nouvel emprunt relativement à l'église et à la sacristie et à la consolidation de la dette existante (M. Poulin);

- de King Edward Park & Amusement Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Poulin);

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt pour lui permettre de faire certains travaux (M. Rochette);

- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi pour valider certains règlements et pour autres fins (M. Roy).

Rapports de comités:

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas suivants:

- de Henry Leo Silverstone, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Regular Baptist Church of North Hatley, demandant l'adoption d'une loi aux fins de nommer The Sherbrooke Trust Company comme exécuteur de la succession de Taylor Little;

- de Charles-Stanislas-Victorien Barré, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de L.-E. Langis Galipeault, demandant l'adoption d'une loi autorisant au Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- des sœurs de la Charité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendant leur charte;

- d'Alphonse Couturier, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à le considérer comme élève de troisième année;

- de Morris B. Signer, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de "Director, Vice-Director and Trustees of the Montreal Saint Bridget's Refuge", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et changeant son nom en celui de "The Father Dowd Memorial Home";

- d'Alphonse Lapierre, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à le considérer comme élève de quatrième année, après examen;

- de John Gladstone Quinn, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de Rodolphe Moreau, demandant l'adoption d'une loi relativement à l'exercice de ses droits civiques;

- de Raymond Gérard, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre à l'étude de la profession d'avocat, sans examen préliminaire.

Sœurs de la Charité de Québec

M. Samson (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 85 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Gérard Raymond

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 105 changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Morris B. Signer

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L.-E.-Langis Galipeault

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 92 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E.-Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Alphonse Lapierre

M. Messier (Verchères) demande la permission de présenter le bill 86 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

John Gladstone Quinn

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Henry Leo Silverstone

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 84 autorisant le Barreau de la province à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charles-Stanislas-Victorien Barré

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Alphonse Couturier

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 95 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Taylor Little

M. Bissonnet (Stanstead) demande la permission de présenter le bill 77 nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rodolphe Moreau

M. Lahaie (Papineau) demande la permission de présenter le bill 88 concernant Rodolphe Moreau relativement à l'exercice de ses droits civiques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Heure avancée

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 6 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'avance de l'heure.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des seigneuries

M. Fortier (Beauce) demande la permission de présenter le bill 170 modifiant la loi des seigneuries.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Barreau
de la province**

M. Bédard (Québec-Comté) demande la permission de présenter le bill 171 modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du Barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 4 modifiant la loi des jurés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Juridiction des tribunaux
de Kamouraska, Rimouski et Saguenay**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 13 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Rimouski et Saguenay.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Animaux de ferme
et leurs produits**

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 11

modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits de propriété relatifs
aux véhicules automobiles**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 14 modifiant la loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Vues animées

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 3 modifiant la loi des vues animées.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Division d'enregistrement
de Saint-Hyacinthe**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 15 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Division d'enregistrement
de Bellechasse**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 16 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Division d'enregistrement
de Montmagny**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 17 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le

11 janvier courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

M. Tremblay (Maisonnette): En me levant pour la première fois dans cette Chambre pour adresser la parole, me serait-il permis, moi aussi, de féliciter la députation d'avoir su si bien choisir son président actuel, si je me guide même sur ma courte expérience des choses parlementaires de ma province? J'exprime, dit-il, l'espoir que toujours je saurai me montrer digne de mes charges. Je voudrais également féliciter le proposeur ainsi que le second de l'adresse, peut-être d'une manière toute spéciale le proposeur, mon bon ami l'honorable député de Mercier (M. Plante).

C'est un ami personnel et j'entrevois un bel avenir politique pour lui, surtout s'il continue à se montrer vis-à-vis du gouvernement aussi docile qu'il l'a été en faisant ses débuts en Chambre, ce qui a caractérisé son discours du trône. Il me fait plaisir de lui donner un conseil d'ami: ne pas montrer trop d'indépendance. Cependant, je ne crains pas pour lui plus que de raison, car étant médecin de sa profession, il n'y a pas beaucoup de danger qu'il devienne juge jeune¹.

Vous me pardonnerez, M. l'Orateur, si je passe un peu sous silence les premières parties du discours du trône, car le luxe déployé à l'occasion de la visite de Leurs Altesses Royales le prince de Galles et le prince George, qui étaient accompagnés du premier ministre de la Grande-Bretagne, M. Stanley Baldwin, et dont il est fait mention dans la première partie du discours du trône, n'a pas impressionné outre mesure nos ouvriers qui ont à accomplir un dur labeur pour un salaire de famine dans bien des cas.

En ce qui concerne notre essor industriel, j'ai remarqué que l'honorable premier ministre joue assez facilement avec les chiffres car, s'il veut se donner la peine de vérifier ceux qu'il a donnés dans cette Chambre, il va s'apercevoir qu'il a presque doublé le

nombre exact de la population d'Arvida. J'espère qu'il ne doit pas accepter tous les chiffres à la légère comme dans ce cas-là, car à ce compte-là nous aurions, s'il calcule de la sorte partout, une population de 5,000,000 dont une bonne partie serait invisible.

On nous dit que nous aurons à étudier, au cours de cette session, le rapport du juge Boyer concernant l'incendie du Laurier Palace. Comme cette pénible catastrophe s'est produite dans mon comté, je vais y accorder une attention spéciale et je me réserve l'examen de ce rapport sur présentation.

La semaine dernière, j'ai été très heureux d'entendre le premier ministre, se rendant aux demandes de l'opposition, nous annoncer qu'il va donner aux ouvriers une loi des accidents du travail satisfaisante et juste pour les ouvriers de cette province et déclarer que le gouvernement était prêt à nous accorder la commission d'État. J'espère que ma joie et celle de la classe ouvrière ne seront pas de courte durée. Le peuple veut l'assurance collective. Inutile de songer à créer une commission d'État sans assurance collective. Voilà ce que les ouvriers demandent et il faudra le leur accorder. Les députés ne demandent pas une faveur, ils demandent justice. Je discuterai, dit-il, la loi lors de sa présentation.

La dernière ligne du discours du trône ne contient que quelques mots, mais elle m'intéresse beaucoup puisqu'il y est dit que nous aurons à légiférer sur diverses matières d'intérêt général. Je présume que nous serons appelés à étudier une loi pour les allocations familiales, une loi de pension aux vieillards, une loi en faveur des veuves et des orphelins. Je préconise, dit-il, aussi une allocation plus généreuse aux familles nombreuses, et cela, à partir du quatrième enfant. L'allocation familiale s'impose dans notre province. Si nous l'avions, nous ne verrions pas les nôtres émigrer en aussi grand nombre.

Les autres provinces se préparent actuellement à adopter la loi fédérale, selon le plan soumis à la dernière session. Le gouvernement d'Ottawa a voté une loi de pension de vieillesse. Il paie la moitié de la pension avec l'argent de toutes les provinces et ces dernières paient l'autre moitié. Le gouvernement provincial ne veut pas accepter cette loi. Québec sera appelé à contribuer aux pensions des vieillards des autres provinces, mais les vieillards de notre province ne toucheront rien. Est-ce juste?

À la dernière session, l'honorable premier ministre a fait adopter une loi remplie du plus pur socialisme chrétien, en vertu de laquelle l'État paie

une pension aux veuves des juges. Je ne doute pas que Monsieur le premier ministre veuille étendre sa loi à cette session à toutes les classes de la société, parce que toutes les classes ressentent au même degré la douleur lorsque le malheur frappe dans un foyer. Allons-nous refuser une pension à nos vieillards, alors que toutes les autres provinces du dominion adopteront une pareille loi? L'an dernier, le gouvernement a fait une belle action en posant un principe de socialisme chrétien et j'espère qu'il ne s'arrêtera pas là.

Il y a plusieurs questions que j'aurais voulu toucher, mais je me bornerai à une question qui semble tenir au cœur de l'honorable premier ministre. C'est le résultat des dernières élections. Je ne puis me rasseoir sans faire un petit voyage à Montréal avec mon bon ami le premier ministre. Parlons de l'élection de Montréal-Sainte-Marie. Je crois avoir compris qu'il avait beaucoup de plaisir à voir le siège à côté du mien inoccupé et il donnait pour raison que c'était le résultat de la calomnie.

L'honorable premier ministre de cette province a la mémoire courte pour faire des avances de la sorte car, s'il veut se donner le trouble de prendre connaissance de la lecture faite à l'ouverture de cette Chambre, la semaine dernière, par le greffier en chancellerie, du rapport des trois juges de la Cour supérieure, il va constater que la volonté de la majorité des électeurs du comté Montréal-Sainte-Marie a été contrecarrée par des manœuvres frauduleuses. L'élection a été annulée parce que la fraude a été prouvée. Plus que cela, l'honorable premier ministre semble jouer sur les mots de la loi pour priver un comté de sa juste représentation, alors qu'il est d'un intérêt capital pour la division Montréal-Sainte-Marie d'avoir son député en Chambre au cours de cette session.

L'honorable premier ministre pourra peut-être contribuer ainsi en mettant la force du pouvoir en opération, mais le droit et la justice restent complètement étrangers à ses actions. Alors pourquoi priver plus longtemps cette division du représentant auquel elle a droit? On dit que la majorité conservatrice a été diminuée à Montréal. On sait ce que c'est que les élections à Montréal. On a tout fait ce qu'il était humainement possible de faire pour nous écarter. Le premier ministre rit.

Je défie les libéraux d'ouvrir ce comté avant que soit adoptée la loi des accidents du travail que j'aimerais discuter devant les électeurs, avant de l'étudier à la Chambre et de faire des élections, afin de ne pas priver plus longtemps l'électorat de cette division du représentant auquel elle a droit au

Parlement. Ouvrez ce comté et nous verrons ce que peut faire un représentant des ouvriers quand il sera en position de discuter avec tous cette loi de compensation des ouvriers. Les ouvriers de cette circonscription ont leur mot à dire avant que la loi de compensation soit votée.

Le crédit rural est un des articles du programme de l'opposition. En ce qui a trait aux affaires de Montréal, le peuple, dit-il, n'est pas opposé au principe d'être consulté par référendum sur les dépenses à être faites, puisque les contribuables veulent garder le contrôle sur leurs finances, mais je ne crois pas que le peuple puisse approuver la façon dont on veut dépenser les \$30,000,000.

Les électeurs de mon comté m'ont donné un mandat, un mandat clair et défini, celui de venir dans cette Chambre dire ce qu'ils pensent de l'administration actuelle et travailler au bien-être de la population de cette province, sans considération de partis. Bien que les gens qui m'ont élu approuvent spécifiquement le programme de l'opposition, ils m'ont donné le mandat de dire ma façon de penser. Ils approuvent d'une manière toute particulière le programme de l'honorable chef de l'opposition, qui veut que les deniers publics soient mis à profit pour toute la population et non pour le bénéfice de quelques favoris. C'est pour cela que je siège de ce côté-ci de la Chambre.

(Applaudissements à gauche)

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) se lève. (Applaudissements à droite) Il félicite l'Orateur (M. Laferté), son ami. Il remercie ses électeurs de lui avoir donné leur confiance et pour la marque d'estime qu'ils lui ont témoignée en lui permettant de venir siéger à la Chambre cette année. Il salue le premier ministre et le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault). Comme vous, M. l'Orateur, j'ai été l'associé professionnel de l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail et j'ai pu apprécier, comme vous, ses belles qualités et la valeur de son amitié. Il félicite le député de Montréal-Mercier (M. Plante) et le député de Québec-Ouest (M. Power), les proposeurs de l'adresse en réponse au discours du trône.

Enfin, il remercie ses collègues, et spécialement son charmant ami le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qui lui avait présenté ses hommages dans son premier discours au début de la session. Le député de Deux-Montagnes, dit-il, a aimablement signalé mon entrée à la Chambre et j'ai rencontré le chef de l'opposition, dit-il, à son retour

au pays, après quatre années passées dans les universités d'Oxford et de Grenoble. Dans le cours ordinaire de la vie, le chef de l'opposition est un homme charmant, mais, en politique, c'est autre chose: "méthodes déloyales et abjectes qui ont été mises en œuvre contre le gouvernement..." Je regrette, dit-il, que certains de mes amis aient manqué lors de la dernière session et durant la campagne qui suivit. L'œuvre magnifique accomplie par le gouvernement est la meilleure garantie de ce qu'il fera dans l'avenir.

Pendant plusieurs années déjà, dans la faible mesure de mes forces, mais sans peur et sans reproche, je me suis associé aux travaux du gouvernement de cette province, et j'ai toujours souhaité que les idées libérales, les principes et les méthodes du libéralisme politique prévalent ou plutôt continuent de prévaloir chez nous et, dans ce sens, j'ai toujours travaillé. C'est donc, M. l'Orateur, un sentiment d'admiration que je ressens et que je désire exprimer à l'égard du gouvernement libéral de cette province, qui, pendant plus de 30 ans, a signalé son règne par un si grand nombre d'œuvres éminentes, et qui n'a dû sa remarquable longévité qu'à la sagesse, à l'habileté et à la maîtrise avec lesquelles il a administré les affaires publiques. Le passé glorieux, les 30 années du régime bienfaisant du gouvernement actuel, la prospérité sans précédent qui se remarque dans la province sont la meilleure garantie que l'administration libérale saura exécuter ses projets de parachever les grandes œuvres qu'elle a déjà édifiées.

J'ai pleine confiance en l'honorable premier ministre de cette province et, en tant que nouveau membre de la Chambre, je l'assure de toute ma loyauté, parce qu'il est le digne successeur des grands hommes d'État qui ont propulsé notre province au sommet qu'elle occupe actuellement. Il est le digne successeur des grands politiques qui en ont édifié la grandeur, tels les Mercier², les Parent³, les Marchand⁴ et les Gouin⁵. Il est entouré de collègues dignes des hautes fonctions de ministres de la couronne.

J'ai aussi pleine confiance en la députation libérale, l'honneur de la race; c'est un immense privilège de l'avoir pour guide. Le succès signalé que le gouvernement a remporté aux dernières élections par toute la province, à la ville comme à la campagne, démontre jusqu'à quel point le peuple a favorisé les idées et les principes libéraux. Il prouve de façon éclatante que l'électeur, qu'il soit de la campagne ou de la ville, ratifie les méthodes, les initiatives de la politique éminemment constructive de ce gouvernement, et l'assure éloquemment qu'il a pour lui l'estime du peuple.

Au début de ce Parlement, je considère qu'il est de mon devoir de dire que j'admire la politique libérale et que je serai heureux de contribuer à son triomphe. Je suis député ici par un grand comté, géographiquement le plus grand. C'est le comté, à certains points de vue, le plus beau et, sous d'autres aspects, le plus merveilleusement riche de notre province. Cette immense étendue de terre est habitée par une race fière et laborieuse. Qu'il me soit maintenant permis de rendre un hommage reconnaissant à ceux des vôtres qui, depuis un siècle, ont incarné l'idée de la conquête du nord.

Charlevoix-Saguenay est formé de deux parties bien distinctes; chacune diffère de l'autre par sa physionomie et ses ressources; toutes deux ont des besoins nombreux, mais complètement différents. Charlevoix-Saguenay joint au mérite de posséder les plus merveilleuses ressources de chez nous, celui de nous offrir la plus intéressante réserve de capital humain qui conservera notre survivance économique et sociale. On voit d'abord le beau et riant comté de Charlevoix, qui, avec la côte du Saguenay jusqu'à Portneuf, forme une des régions historiques les plus intéressantes de chez nous.

Quand les intrépides découvreurs de ce pays remontèrent notre beau fleuve, ils furent émerveillés des beautés sauvages de cette contrée et y séjournèrent à plusieurs reprises. En 1535, Jacques Cartier⁶ faisait escale à l'île aux Coudres, en face de la Baie-Saint-Paul, et Samuel de Champlain⁷, jetant l'ancre en 1608 sur les battures de La Malbaie, baptisa lui-même de ce nom pittoresque cet endroit encore si apprécié par nos touristes. Tadoussac, sentinelle avancée à l'entrée du majestueux Saguenay, a longtemps continué d'être un poste important pour la traite des pelleteries, après que les Français y eurent arboré le drapeau fleurdelisé.

La seconde partie de Charlevoix-Saguenay comprend la Côte-Nord proprement dite et le Labrador canadien, depuis Portneuf jusqu'à Blanc-Sablon, notre frontière orientale. Cette région, énorme par son étendue, immense par ses ressources de toutes sortes, admirable par la "grandiosité" de ses sites, renferme, à elle toute seule, la plus grande réserve de richesses qui assurera l'avenir et l'hégémonie de notre province.

Et cette immense étendue de terre, M. l'Orateur, près de 900 milles de côtes, formant presque entièrement la rive nord de notre beau fleuve Saint-Laurent, est habitée par une race fière, laborieuse, saine, amoureuse de paix et de concorde, fidèle aux institutions de ce pays et à sa loi, profondément attachée à sa langue et à sa religion, et

qui répond en tout à la "noblesse canadienne" si éloquemment chantée par l'honorable premier ministre de cette province, dans une conférence admirable qu'il donnait en 1922, au sein même de Toronto, devant l'Empire Club.

Il s'attache à étudier la politique du gouvernement en fonction du développement et de l'utilisation de nos ressources naturelles, nos richesses forestières et hydrauliques, tout en s'occupant particulièrement des intérêts du comté qu'il représente. Il est heureux du développement de nos forêts, car son comté est l'un des premiers à en bénéficier. Il favorise une exploitation systématique.

Il fait l'éloge des vaillants missionnaires de la Côte-Nord, qui, depuis au-delà de cent ans, ont parcouru sans relâche ces vastes solitudes, aidant et réconfortant nos compatriotes, christianisant les Indiens; et leurs œuvres, éminemment fécondes, sont aujourd'hui continuées et perpétuées par les révérends pères Eudistes qui desservent cette région, érigée maintenant en vicariat apostolique et confiée à leurs soins vigilants.

Il rappelle le dévouement de nos religieux et de nos religieuses qui ont établi dans notre province des institutions d'assistance. Il remercie le gouvernement d'être venu en aide, par sa loi de l'assistance publique, à ces institutions le jour où les perturbations de la crise d'après guerre les menaçaient de la ruine. Voyant nos communautés religieuses dans le besoin, il a posé un acte décisif et les félicitations lui arrivent de partout.

Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) a demandé au gouvernement de s'occuper des infortunés. Il a parlé de la loi de l'assistance publique. Mon honorable ami a tort de venir en cette Chambre laisser entendre que l'administration actuelle manque de cette qualité admirable qu'est la charité. Je dois lui dire qu'il choisit bien mal son terrain, car le gouvernement actuel a fait plus que tout autre au point de vue de l'assistance publique depuis les débuts de la colonie. N'est-ce pas le gouvernement de Québec qui a créé en cette province la loi de l'assistance publique dont nos institutions de bienfaisance et nos hôpitaux ont tant bénéficié? Quant à la loi des pensions de vieillesse, je puis lui dire que dans ce domaine, comme dans tout autre, le gouvernement de Québec sera à la hauteur de la situation.

Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) a encore parlé de la loi des accidents de travail. Ce sont des gouvernements libéraux qui, à Ottawa comme à Québec, ont donné aux ouvriers leur législation ouvrière. Je réclame, dit-il, un meilleur traitement pour les ouvriers. Ce sont des chefs libéraux qui ont donné le droit de vote aux ouvriers,

qui ont créé le ministère du Travail, qui ont mis dans nos Statuts une loi de compensation des accidents du travail, qui ont amélioré les conditions de travail des ouvriers.

À propos des ressources forestières, il cite l'*Annuaire statistique* de Québec, dernière édition. Il dénonce ceux qui ont blâmé la politique des Parent, des Gouin, des Taschereau. Il mentionne l'organisation du service forestier et du service de protection des forêts, la fondation des écoles de papeterie, l'établissement de pépinières, etc. Félicitations au ministre. L'an dernier, j'ai visité cette magnifique région du nord et j'ai admiré nos belles forêts. Celles qui ont été affirmées constituent encore un actif formidable, puisqu'elles rapportent à la province \$6,500,000 par année.

Les attaques portées contre notre législation sont injustes. Rien n'a été épargné pour conserver nos ressources forestières et les faire fructifier. Les adversaires du gouvernement disent que nos forêts ne sont pas suffisamment protégées; c'est l'avis de M. Thomas Maher. Ces attaques sont injustes. Une forêt vierge n'est pas peuplée d'arbres de mille ans. Le gouvernement a fait adopter des lois de prévoyance. Nos arbres ont leur jeunesse, leur vieillesse et leur décadence. Le gouvernement a compris que les arbres, comme toute chose ici-bas, ont une vie. Ils naissent, progressent et meurent. La récolte de la forêt, comme toute autre, doit être faite en son temps. Si elle ne l'est pas, elle risque d'être compromise et les arbres mourront d'eux-mêmes. Le gouvernement a compris cette vérité économique. Voilà pourquoi le gouvernement a adopté une politique d'exploitation forestière qui n'a rien de préjudiciable.

La richesse forestière est essentiellement périssable et des mesures ont été prises pour la protéger contre le feu et les insectes, et les statistiques démontrent que nous avons beaucoup moins d'incendies. En exploitant nos forêts, le gouvernement a cependant restreint la coupe annuelle à la croissance annuelle. Le feu et les insectes peuvent décimer nos forêts. Le gouvernement, par une sage politique, a réussi à diminuer la fréquence et l'importance des incendies en forêt. Ses politiques générales concernant la forêt ainsi que ses caractéristiques spéciales, telles que son service de protection contre les incendies, ont été citées en modèle par les experts des États-Unis et des autres provinces. Mais on ne pourra jamais faire disparaître les dangers du feu, dans une vieille forêt surtout. Je ne crois pas, dit-il, que la politique du gouvernement soit la ruine de nos forêts. Je maintiens que la réglementation est suffisante.

À Sir Lomer Gouin revient le crédit d'avoir assuré la prospérité de notre province en prohibant l'exportation aux États-Unis du bois coupé sur les terres de la couronne. L'administration des forêts, sous l'habile direction de l'honorable Honoré Mercier, est excellente et donne la meilleure solution possible au problème forestier. Les arbres ressemblent à toute autre chose sur la terre. Ils ont leur jeunesse, leur âge mûr et leur décrépitude. Ils constituent une moisson qu'on doit recueillir au moment propice, sinon les arbres mourront d'eux-mêmes. Toutes les mesures possibles de protection de la forêt ont été prises, et avec succès, car les statistiques des trois dernières années sont là pour le prouver.

N'est-ce pas une bonne chose que d'exiger un usage modéré de la forêt? Il se peut que demain on découvre un autre produit avec lequel produire plus économiquement du papier. Dans ce cas, la valeur de la forêt diminuerait. Il ne faudrait pas cependant en conclure que la forêt doit être exploitée sans aucune restriction. Ce que je veux démontrer, dit-il, c'est que la politique du gouvernement est raisonnable et qu'elle conservera à ceux qui viendront après nous un patrimoine aussi riche que celui qui nous fut légué. Il (M. Rochette) traite ensuite de l'augmentation de la valeur économique de la forêt.

Il cite des statistiques forestières pour 1925. Le nombre d'usines était de 114⁸ dans le Canada, dont 50 dans Québec; le capital placé de \$460,397,000 au Canada, dont \$227,031,000 dans Québec; le nombre des employés d'usine de 28,031 au Canada, dont 13,752 dans Québec. Les chiffres des salaires, de \$38,560,905 au Canada, sont \$17,736,616 dans Québec. Les employés ci-dessus cités ne comprennent que les bûcherons et les journaliers travaillant en dehors de l'usine. Si on inclut toutes les catégories de travailleurs dépendant de l'industrie forestière, on arrive à un grand total de 50,000 pour la province de Québec.

J'estime, me basant sur des statistiques officielles, qu'en comptant les ouvriers employés dans les usines et les bûcherons qui travaillent dans la forêt, en se basant sur une moyenne de cinq par famille, cela veut dire que 250,000 personnes vivent en notre province de l'industrie de la pulpe et du papier. Voilà le merveilleux résultat que l'on a obtenu, grâce à la sage politique du gouvernement. Quant aux revenus que la province retire de cette exploitation forestière, je vous dirai que, d'après un expert, on coupera en 1928-1929, dans le comté de Charlevoix-Saguenay, 800,000 cordes de bois, et le gouvernement touchera \$1,000,000 de revenus.

C'est un fait reconnu que nos forêts sont, à bon droit, regardées comme notre plus précieuse richesse. Notre province est divisée en trois zones au point de vue forestier: zone de la plaine, zone des Alleghany, zone des Laurentides. C'est cette dernière, la zone des Laurentides, qui est de beaucoup la plus importante, et elle est, pour moi, tout spécialement intéressante parce que la plus grande partie en est comprise dans le collège électoral de Charlevoix-Saguenay. De plus, c'est dans cette dernière zone, et principalement dans mon comté, que l'on trouve aujourd'hui la plupart de nos réserves du domaine boisé de la couronne.

J'ai eu le plaisir de visiter cette immense région du nord, l'an dernier. J'ai admiré partout ces belles montagnes qui fournissent la matière première, si précieuse à l'industrie forestière. Cette forêt des Laurentides, qui s'étend souvent depuis le fleuve jusqu'à l'extrême-nord, est magnifique partout, spécialement dans le bassin des rivières et autour des lacs, et nous la trouvons là vierge et à peu près intacte.

On a encore divisé nos forêts en trois groupes: forêts des particuliers, 9,795 milles carrés; forêts sous billets de location, 2,023 milles carrés, et enfin, forêts de l'État⁹, 191,772 milles carrés. Ce dernier groupe constitué par les forêts d'État est lui-même divisé en trois parties distinctes: réserve cantonale, 643 milles carrés; forêts affermées aux compagnies, 79,469 milles carrés; forêts non affermées ou vacantes, 111,660 milles carrés. Le domaine boisé de la province de Québec comprend donc une superficie de 203,590 milles carrés.

Sans doute que le premier groupe qui comprend les forêts appartenant à des particuliers constitue un actif important pour notre province, parce qu'on lui assigne une valeur d'au-delà de \$30,000,000. Ces forêts, qui appartiennent à nos colons, sont aussi fort intéressantes à certains points de vue parce qu'elles constituent une ressource que l'on a mise à la disposition de plus de 15,000 de nos braves colons.

Mais, lorsque l'on parle de ressources forestières et d'industries forestières provinciales, on a uniquement en vue les forêts de l'État, qu'elles soient ou non affermées. Ces forêts depuis très longtemps intéressent nos hommes politiques comme nos industries et nos économistes. Les peuplements déjà affermés à des compagnies pour la coupe du bois, suivant certaines conditions - et c'est ce que nous sommes habitués d'appeler chez nous des limites à bois - sont bien sortis déjà du domaine de la couronne, mais il ne faut pas oublier qu'ils

constituent encore pour nous un actif formidable parce qu'ils rapportent à notre Trésor provincial actuellement au-delà de \$6,500,000 par année.

Enfin, nous avons les forêts vacantes ou non affermées de la couronne, soit un territoire de 111,110 milles carrés. Ce chiffre est, par lui-même, très éloquent et l'on voit que nous avons là un actif extraordinaire encore, une mine fort importante d'où notre province pourra, dans l'avenir, retirer des revenus considérables, si nous savons les protéger et continuer une exploitation systématique.

Revenant aux questions qui se rapportent au discours du trône, je veux réfuter les accusations portées par le député de Hull (M. Guertin) concernant l'exportation de nos ressources. Les adversaires du gouvernement ont attaqué le gouvernement sans relâche et ont prétendu et prétendent qu'il y a de ce côté une politique ruineuse, que nos ressources sont sacrifiées et qu'elles ne sont pas, en tout cas, suffisamment protégées. Je n'hésite pas à dire que ces attaques sont injustes. La politique du gouvernement est de protéger notre patrimoine tout en l'exploitant. C'est par une exploitation rationnelle de nos ressources naturelles que le gouvernement a assuré la prospérité dans cette province.

Le gouvernement, spécialement le service des terres et forêts, s'est appliqué à protéger nos forêts. Un service de protection a été créé, des stations de recherche forestières ont été établies, et on a fait du reboisement. Le gouvernement libéral a toujours bien compris l'importance de nos forêts dans l'économie de notre province. Aussi, a-t-il su, par des lois appropriées et des règlements efficaces, utiliser nos ressources pour nous procurer des revenus considérables, tout en protégeant pour l'avenir un domaine aussi important. Je n'ai pas besoin d'analyser toute la politique qui a été mise en œuvre par le gouvernement de cette province, sous l'habile direction des Parent, des Gouin et des Taschereau, pour utiliser un actif aussi important, tout en le perpétuant.

Les lois adoptées et les règlements passés sont là pour attester de leur constant souci d'assurer l'avenir et de prendre les dispositions nécessaires pour y faire face. Mentionnons spécialement l'œuvre du service forestier, qui fonctionne depuis 1909; notons aussi la fondation d'écoles pour former un personnel de techniciens, les stations de recherche forestières, les pépinières, la fondation du service de la protection des forêts, les stations d'hydravions, etc. Il faut donc remercier la Providence de nous avoir comblés de toutes ces richesses forestières. Le

gouvernement de cette province, conscient de sa responsabilité, a su, suivant les circonstances, sous l'habile direction de l'honorable ministre des Terres et Forêts, donner toujours au problème forestier la meilleure solution.

Loin de ruiner nos forêts, le gouvernement a restreint le droit de coupe autant que possible à la pousse annuelle, de sorte qu'aujourd'hui, en vertu des lois et des règlements adoptés à cette fin, le bois coupé tous les ans sur nos limites, loin de les détruire, active la croissance des espèces et les prépare à une récolte plus riche. La politique du gouvernement est sage: il faut couper la moisson forestière quand elle est mûre, ne pas attendre surtout qu'elle ait péri par l'incendie. Je pourrais ajouter encore que l'exploitation et l'utilisation raisonnées et systématiques de nos forêts est une politique sage, parce que ce produit peut un jour cesser d'être l'unique matière première dans la fabrication de la pulpe.

Qui peut nous assurer que l'on ne trouvera pas un jour ou l'autre un changement économique susceptible d'augmenter énormément la valeur de nos lois? Je ne veux pas dire - et je veux sur ce point être bien compris - que l'on doive exploiter nos forêts sans discrimination. Je veux tout simplement dire, et c'est ma conclusion, que j'approuve la politique forestière de ce gouvernement qui a voulu mettre en valeur cette richesse naturelle, en permettant une exploitation et une utilisation immédiates, mais raisonnées et systématiques, et conservatrices, pour nos descendants, qui conserverait pour les générations à venir un patrimoine au moins aussi précieux que celui qui nous a été légué.

Pour apprécier encore le développement extraordinaire de cette industrie, il suffit de mentionner qu'aujourd'hui la province de Québec fournit à elle seule plus de la moitié du papier journal fabriqué au Canada, les deux tiers du papier d'emballage, plus du tiers du papier à écrire, en plus du quart du carton.

Il faut souligner aussi, de plus, que la plus grande partie du bois coupé dans nos forêts est utilisé chez nous grâce à l'heureuse politique de ce gouvernement qui a décrété l'embargo sur l'exportation de notre bois. Sur les 2,475,065 cordes de bois à pulpe qui ont été coupées chez nous en 1925, 710,096 cordes seulement ont été exportées. Donc, 1,764,969 cordes de bois ont été, chez nous, employées pour fabriquer de la pulpe pendant l'année 1925. La valeur du bois utilisé chez nous est de \$25,040,866, tandis que la valeur du bois exporté est de \$7,069,375.

D'après les renseignements obtenus du gérant d'une des compagnies importantes de la Côte-Nord, il se coupera en 1928-1929 dans Charlevoix-Saguenay environ 800,000 cordes de bois de pulpe. Cette coupe annuelle rapportera au gouvernement un revenu d'au-delà de \$1,000,000. Droits de coupe à \$1.35 la corde: \$1,080,000. Rente foncière à \$8.50 le mille carré (12,000 milles carrés): \$102,000. Malheureusement, un jugement récent du Conseil privé a enlevé une partie de ces immenses richesses.

Que dire de nos richesses hydrauliques, nos rivières et nos ruisseaux qui coulent dans les montagnes, qui se précipitent contre tous les obstacles qu'ils franchissent en bondissant et qui reprennent leur course vers le plus beau fleuve du monde? Une partie de mon comté, particulièrement la Côte-Nord, en est si richement pourvue.

Gabriel Hanotaux¹⁰ saluait une nouvelle ère de progrès pour la France au premier congrès de la houille blanche, en Europe. La France, cependant, n'a que 3,000,000 de chevaux-vapeur. On a estimé les forces hydrauliques de notre province à un rendement brut d'environ 15,000,000 de chevaux-vapeur, dont un million et demi à peine ont été exploités¹¹. Je crois que ce chiffre est bien en deçà de la vérité.

Sir Wilfrid Laurier avait prédit que le XX^e siècle serait le siècle du Canada. Le XIX^e siècle a été le siècle américain parce qu'il a été le siècle de la vapeur, mais le XX^e siècle, que l'on a appelé à bon droit le siècle de la houille blanche, sera le siècle de Québec¹², grâce au développement de notre houille blanche. Il cite Aristide Berges¹³ et Victor Sylvestre¹⁴. Je me permettrai de dire avec orgueil que la plus grande partie de la houille blanche de la province de Québec se trouve dans le district électoral que je représente.

Il parle de nos fleuves géants et encore inconnus quant à leur exacte puissance. L'an dernier, à l'occasion du voyage que j'ai eu le privilège de faire le long de notre côte, j'ai étudié un peu les 39 plus grosses rivières de cette région. Un certain nombre sont connues, plusieurs sont concédées, quelques-unes même sont actuellement exploitées, mais les forces hydrauliques, que pourraient produire le plus grand nombre de ces rivières, sont incalculables. Ces dernières attendent le capital et l'industrie pour résoudre en or, en prospérité et bonheur pour notre peuple les richesses qu'elles sont capables de produire. Les eaux de nos montagnes, les tourbillons de nos rivières, les sauts gigantesques de nos cours d'eau et les puissances de nos chutes d'eau sont inépuisables et intarissables, tout autant qu'incommensurables.

Ces chutes d'eau sont si loin, me direz-vous, et quasi inaccessibles. N'oublions pas, messieurs, que, grâce aux procédés modernes, l'énergie électrique peut être transportée à des distances énormes, sans coulage et sans perte sensible. N'avons-nous pas vu s'élever comme par enchantement, aux portes mêmes de la cité de Québec, la plus belle usine à pulpe, peut-être du monde, et qui est, aujourd'hui, alimentée par le pouvoir électrique que l'on a dernièrement harnaché à la Grande Décharge du Lac-Saint-Jean?

Rien ne peut rebuter l'industrie moderne, pas même les distances, lorsqu'il s'agit d'aller chercher des trésors aussi productifs. Ce qui est vrai de la force motrice l'est aussi de la matière première. Et ne voyons-nous pas aujourd'hui, avec étonnement, que cette superbe usine de l'Anglo-Canadian Pulp & Paper Company de Québec ira chercher son bois de pulpe dans mon comté, au-delà de 300 milles, dans les peuplements situés dans le bassin des rivières Outardes et Manicouagan?

J'ai dit que plusieurs des cours d'eau de la Côte-Nord sont déjà concédés et exploités. On peut mentionner, parmi les plus considérables, la rivière Sainte-Marguerite, à Clarke City, la rivière Malbaie, dans Charlevoix, la rivière aux Outardes, et l'on commence actuellement un développement important sur la rivière Trinité. Il y a aussi des développements de moindre importance sur environ 12 autres cours d'eau, entre autres la rivière Noire, à Saint-Siméon, et les rivières Bergeronnes, des Escoumins, du Sault-au-Mouton, Portneuf, Franquelin, Godbout, Pentecôte, des Rochers et autres. Mais toutes les autres rivières de ce merveilleux pays attendent le capital et l'industrie pour résoudre en or, en prospérité et bonheur pour notre peuple les richesses qu'elles sont capables de produire.

Peut-on se faire une idée de la valeur monétaire d'une pareille puissance? Peut-on dire quel avenir merveilleux est réservé à notre province, à cause de ces millions de forces hydrauliques? Vous voyez, M. l'Orateur, dans quelle ère de prospérité le gouvernement nous a fait entrer? Remercions le ciel de nous avoir si généreusement dotés. Je suis convaincu que le chiffre de 15,000,000 de chevaux-vapeur est inférieur à la vérité, car j'ai vu les immenses cours d'eau de la Côte-Nord de mon comté, et l'étendue en est incalculable. Nous pouvons dire que nous avons chez nous les plus belles richesses hydrauliques, le plus magnifique réseau fluvial de toute l'Amérique du Nord, l'incomparable Saint-Laurent lui-même, sur lequel nos voisins jettent des yeux de convoitise.

Dans ce siècle de la houille blanche, il se jouera une grande partie pour la suprématie industrielle, dont le principal facteur sera l'énergie électrique. Nous sommes conviés à cette grande partie, mais nous arrivons avec tous les gros atouts en main. Il ne tient donc qu'à nous de gagner cette partie et, pour cela, il nous suffira de conserver jalousement les avantages considérables qui ont été mis à notre disposition.

Et, dans ce domaine du développement des pouvoirs d'eau, M. l'Orateur, il me fait infiniment plaisir de féliciter le gouvernement de cette province de l'heureuse politique qu'il a su adopter, modifier et perfectionner, pour faire profiter ces grandes richesses hydrauliques. Grâce à nos chutes d'eau, on a ressenti partout une prospérité extraordinaire. C'est par elles et à cause d'elles que des villes magnifiques et aujourd'hui prospères sont sorties du sol comme par enchantement, en un rien de temps, et dont plusieurs font aujourd'hui notre orgueil. Que l'on me permette de féliciter le gouvernement d'avoir adopté une politique qui a assuré le développement et la création de Grand'Mère, Shawinigan, La Tuque, Chicoutimi, Kénogami, Clarke City, Jonquière, Arvida, Riverbend, Dolbeau, Port-Alfred et, demain, la ville de la Rivière-aux-Outardes que l'on appellera Taschereau.

Et combien d'autres petites villes, qui étaient stagnantes depuis longtemps, n'ont dû leur développement rapide et récent qu'à l'aménagement de nos forces électriques. Semblable politique a permis le développement et l'exploitation de ressources aussi considérables et elle fait le bonheur des nôtres en plaçant notre province à la tête de toutes les provinces de ce dominion, quant à l'exploitation de l'énergie électrique et des industries qui en dépendent.

Il rend grâce aussi au gouvernement qui, depuis 1909, a substitué au régime de vente de nos pouvoirs d'eau celui des baux emphytéotiques. Cette politique placera notre province, sous ce rapport, à la tête du dominion. Il est vrai qu'au début le gouvernement a affirmé des forces hydrauliques, à des conditions exceptionnellement avantageuses, mais cette politique a eu pour effet de stimuler le développement. Le gouvernement a provoqué le développement de nos ressources en affirmant des pouvoirs d'eau et a révélé aux capitalistes étrangers nos richesses illimitées. Actuellement, nous avons en cette province 750 chevaux-vapeur par 1,000 habitants et le développement se continue.

Je suis d'opinion qu'il était sage d'utiliser de telles richesses à tout prix, même en invitant le

capital étranger à coopérer. À ceux qui voient d'un mauvais œil l'accaparement conditionnel de ces ressources par les capitalistes anglais ou américains, aux patriotes timorés qui ont peur que ces étrangers s'emparent de Québec et de notre patrimoine, nous pouvons rétorquer avec justesse, je crois, que ce n'est pas l'étranger qui s'empare de Québec, mais que c'est notre province et ses trésors qui s'emparent de lui. Devions-nous laisser inertes tant de richesses?

L'étranger, seul, avait à sa disposition des capitaux nécessaires au harnachement de ces richesses. Quelques-uns ont déploré le fait que des concessions ont été accordées à des étrangers. À ceux qui déplorent que nous concédions nos ressources à l'étranger, le premier ministre a répondu, avec raison, qu'il valait mieux importer des dollars américains plutôt que d'exporter des citoyens canadiens. C'est la meilleure réponse à ces critiques. La coopération du capital étranger est nécessaire, et je ne crois pas qu'elle présente de dangers pour notre province. À nous et aux nôtres reviendront nécessairement en grande partie, du moins les capitaux énormes qui seront dépensés dans de semblables entreprises.

Il (M. Rochette) félicite le gouvernement d'avoir décrété l'embargo sur l'exportation de notre énergie électrique. Cette initiative promet un développement industriel formidable dans notre pays et un emploi lucratif pour nos compatriotes. La politique du gouvernement à l'égard de nos richesses forestières et hydrauliques est actuellement la meilleure politique que l'on pouvait adopter.

Qui ne connaît l'intérêt que suscite Charlevoix-Saguenay à cause de sa valeur minière? Bientôt un chemin de fer sera construit jusque dans l'extrême nord et il révélera probablement à nos yeux étonnés des richesses minières insoupçonnées. Et l'agriculture! Sans offrir les avantages que présentent d'autres régions pour la culture générale, Charlevoix et la côte du Saguenay nous offrent les aptitudes les plus propices pour les cultures spéciales, en fruits et légumes, tandis que leurs pâturages et leurs collines, avec leur climat approprié, favorisent admirablement l'élevage domestique des animaux, spécialement du renard argenté. Et qui ne connaît la richesse de la faune du Labrador, et les immenses possibilités de ses pêcheries maritimes? Ce sont là d'autres formes de ressources, vastes comme la région qui les renferme, mais il serait trop long de les traiter toutes à la fois.

Il remercie le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) de l'intérêt qu'il porte à son comté. Il fait l'éloge de ses électeurs, les pionniers du nord. Avec patriotisme, avec bravoure,

ils ont lutté souvent sans espoir, malgré tous les obstacles, faisant souvent face à tous les éléments déchainés, mais ils ont conservé intacte, pour nous, cette immense étendue de côtes, où demain nous irons recueillir les plus grandes ressources, gage de notre prospérité nationale et de notre prépondérance économique.

Il parle de la voirie, de l'assistance et de l'instruction publiques. Il cite quatre vers à la gloire du sol de Charlevoix. Il dit qu'il a voulu étudier l'œuvre bienfaisante du gouvernement en rapport avec les ressources naturelles gigantesques de notre province. Cette politique, dite de l'utilisation de nos ressources, intéresse, selon lui, tout particulièrement le beau et grand comté de Charlevoix-Saguenay, où l'on trouve les plus grandes richesses nationales qui assureront pour l'avenir une prospérité sans précédent à la province. On a dit que c'est du nord que nous vient la lumière. Adoptant cette parole célèbre, je dirai: J'ai foi dans le nord et c'est du nord que nous viendra la prospérité.

(Applaudissements)

M. Gauthier (Portneuf) assure la Chambre qu'il sera très bref. J'avais préparé un grand discours, mais le député de Maisonneuve (M. Tremblay) m'a interrompu dans l'étude de ce discours et je veux simplement l'instruire sur le résultat de l'élection de Portneuf. Je me suis présenté comme candidat libéral, franc libéral, et j'ai été élu comme tel, approuvant la politique du gouvernement. Et mes électeurs savent que je suis venu ici représenter leur sentiment.

(Applaudissements)

Ce n'est pas la première fois que je fais cette déclaration. Je l'ai répétée à plusieurs reprises au cours de la lutte dans mon comté où j'ai loué la politique et les œuvres de ce gouvernement. Le soir de mon triomphe, à trois reprises différentes, on a applaudi le nom de l'honorable premier ministre de la province.

J'aurai l'occasion de reprendre la parole en cette Chambre au cours de cette session, mais je tenais à mettre les choses au point. Je laisserai, dit-il, à d'autres plus éloquents que moi le soin de chanter les louanges du député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) et le merveilleux des œuvres du gouvernement. Je veux être bref et laisser au député de Trois-Rivières, qui a préparé un grand discours, le temps de prononcer ce discours.

M. Duplessis (Trois-Rivières) désire se joindre au premier ministre pour présenter ses hommages à Sa Grandeur Mgr Rouleau, à l'occasion

de son élévation à la dignité de cardinal. Je tiens à assurer Son Éminence, au nom de l'opposition, de notre entière soumission filiale.

Il félicite le proposeur et le secondeur de l'adresse en réponse au discours du trône.

Je présente mes félicitations aux quatre nouveaux conseillers législatifs, MM. Caron, Létourneau, Grothé et De Serres¹⁵, mais je regrette qu'on ait pris autant de temps pour les nommer. Il exprime l'espoir qu'ils sauront sauvegarder les saines traditions du Conseil législatif. Je suis, dit-il, satisfait des nominations au Conseil législatif. Les conservateurs ont souvent eu des difficultés avec l'honorable Joseph-Édouard Caron, ministre de l'Agriculture, mais ils ont toujours reconnu son activité. J'ai souvent différé d'opinions avec lui, mais je dois reconnaître qu'il est un ministre actif, renseigné et un de ceux qui ont contribué à la survivance du parti ministériel, alors que le mouvement progressiste dans la province le menaçait. J'ai confiance que les nouveaux conseillers maintiendront les saines traditions de la Chambre haute et je souhaite que ces derniers maintiendront l'indépendance qui doit marcher de pair avec leur condition.

Le gouvernement avait tellement retardé à remplir les sièges vides à la Chambre haute que nous croyions qu'il avait enfin décidé d'appliquer un article de son programme de 1896 préconisant l'abolition du Conseil législatif. Pourtant, tel n'est pas le cas. Le gouvernement s'est simplement fait tirer l'oreille et n'a octroyé les fauteuils qu'à son bon plaisir, c'est-à-dire après les élections. Il aurait pu le faire avant.

J'ai remarqué que, dans son discours, d'ailleurs très habile, le premier ministre a offert ses sympathies à la famille de M. Nérée Morin. J'ai cependant été surpris de ce que le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) n'ait pas fait allusion au député de Portneuf. Il l'a peut-être ignoré volontairement, car il aurait été forcé d'offrir ses sympathies au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault).

J'ai aussi un autre regret, celui de constater que tous les sièges sont remplis à la Chambre haute et qu'il n'en soit pas ainsi à la Chambre basse. Il n'est pas juste que trois sièges ne soient pas actuellement occupés, donc trois comtés sans représentant. Ceci peut être dû à différentes causes. Je crois que cette politique du gouvernement n'est pas conforme aux saines traditions de la province, qu'elle ne donne pas justice aux électeurs de cette province, et je prie le gouvernement de nommer ses conseillers assez tôt à

l'avenir pour que leurs sièges ne demeurent pas vides à la Chambre durant toute une session. S'il veut faire de tels changements, qu'il le fasse au moins avant les élections. Il eût été pourtant facile au gouvernement de faire les élections partielles nécessaires avant la session. Il aurait dû les faire. Il demande des élections immédiates dans les Îles-de-la-Madeleine, Québec-Est, et Sainte-Marie.

En 1896, les libéraux - je dis les libéraux, il ne faut pas les confondre avec les ministériels d'aujourd'hui - se sont élevés contre le Parti conservateur parce que certains sièges étaient restés inoccupés à l'Assemblée législative. Ils nous traitaient alors de lâches et de peureux. Je ne veux pas me servir de ces paroles offensantes à l'égard de nos adversaires, car le premier ministre a dit que les discours en Chambre doivent être courtois et modérés, bien qu'il ait oublié lui-même, apparemment, ses propres paroles alors qu'il parlait du chef de l'opposition. Évidemment, les temps changent avec les partis.

Je tiens, avant d'aller plus loin, à féliciter l'Orateur de sa nomination. Vous étiez digne de l'honneur qui vous a été conféré. Je dois pourtant exprimer ma surprise de voir que le gouvernement ait attendu si longtemps pour reconnaître vos mérites. Pourtant, je ne devrais pas me surprendre car le gouvernement se laisse toujours tirer l'oreille avant de reconnaître une bonne action. Cependant, s'il nous propose une politique aussi bonne que celle de votre nomination, M. l'Orateur, je crois qu'il nous sera facile de nous entendre durant cette session.

Je n'ai pas l'intention de discuter le résultat des dernières élections. Quelle qu'ait été la façon dont elles ont été faites, il reste un fait patent. Il y a aujourd'hui 72 députés ministériels dans cette Chambre et 10 députés conservateurs. Si le nombre de ces derniers n'est pas très gros, il ne faut pas se glorifier cependant, car 116,222 électeurs ont voté aux dernières élections contre le gouvernement en faveur de l'opposition, électeurs qui approuvent le programme de l'opposition. Ceux-là sont des contribuables, des citoyens, des compatriotes, des habitants de la province de Québec au même titre que les autres. Et nous, de l'opposition, nous sommes les représentants du peuple tout comme les députés ministériels.

Les oppositionnistes, au même titre que les ministériels, et tous les électeurs en général ont droit à la justice, à la considération et à une part égale d'octrois publics. La majorité ne doit pas être maîtresse du droit et de l'équité, d'autant moins que l'opposition a rendu souvent des services signalés, et le gouvernement n'a pas le droit de se montrer chiche vis-à-vis de ceux qui ont été contre lui.

Ceux-là ont droit comme les autres à l'équité et au "fair-play" de la part du gouvernement. Une majorité ne représente pas nécessairement le droit, surtout quand certains moyens ont été pris pour empêcher la libre expression de la volonté populaire. Les députés de la gauche ont le droit d'être traités avec justice, modération et courtoisie.

Il faut une opposition, car toujours elle a rendu des services signalés à la province. L'opposition a préconisé depuis plusieurs années plusieurs mesures, combattues d'abord par le gouvernement, mais qu'il a fait siennes ensuite et dont il prend aujourd'hui tout le crédit. Souvenons-nous que l'opposition, dans le régime parlementaire, est nécessaire et absolument indispensable. Certes, cela n'est pas nouveau, mais vous admettez que l'opposition a rendu à la province de Québec et au gouvernement des services signalés. Les députés de la gauche ont droit au respect et à la considération de leurs collègues. Nous avons autant de droits que les autres députés. Voilà qui est constitutionnel.

Il reproche au député de Portneuf (M. Gauthier) sa hâtive soumission et taquine le ministre dont le candidat, M. Ovide Mayrand, a été défait dans cette élection.

Le député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette), pour nous parler de l'embargo sur le bois, nous a fait faire tout à l'heure, longuement, le tour de son beau comté. Son comté est sûrement trop grand et je profite de l'occasion pour suggérer au gouvernement de le diviser. Qui a fait suggérer cette politique? Il ne faut pas attribuer seulement au gouvernement le crédit d'avoir mis l'embargo sur l'exportation du bois des terres de la couronne, puisque les conservateurs ont prêché cette politique longtemps avant que le Parti libéral consentît à l'adopter.

Le député de Charlevoix-Saguenay a oublié de nous dire que cette politique de l'embargo sur le bois de pulpe, qui a contribué à la création de moulins à papier et à pulpe et à l'essor industriel dans la province, a été préconisée par M. Leblanc, le 24 avril 1908¹⁶, et que le premier ministre actuel et ses collègues d'alors se sont levés et ont combattu cette loi. Cependant, ce sont les mêmes personnes et ceux qui partagent la même politique qu'eux qui disent aujourd'hui que la province de Québec bénéficie de cette politique. Nous n'accusons pas le gouvernement d'avoir volé le programme de l'opposition pourvu que la province de Québec en retire du bien, mais nous pouvons tout de même dire que le gouvernement met maintenant en pratique des idées de l'opposition qu'il a autrefois combattues.

Cependant, si le gouvernement, au lieu de faire contre cette loi une lutte antipatriotique, l'avait acceptée en 1908, la province n'aurait pas perdu le bénéfice d'une loi dont le gouvernement se glorifie maintenant. En somme, le seul progrès véritable constaté dans la province a été provoqué par la réalisation des idées de l'opposition, dans le passé. Soyons justes pour tout le monde. Reconnaissons les mérites de l'opposition.

Il ne blâme pas les libéraux d'avoir adopté la doctrine conservatrice. Je reproche, dit-il, au gouvernement d'avoir tant tardé à ouvrir les yeux à la lumière.

J'ai une autre remarque à faire au sujet de ce qu'a dit le député de Charlevoix-Saguenay (M. Rochette) concernant les forêts. Des autorités compétentes, comme M. Biernans¹⁷, de la Belgo Pulp and Paper, M. Wilson¹⁸, de la Laurentide Pulp and Paper, et les membres de la Conférence interprovinciale à Londres ont dit qu'au train où vont les choses, nous n'aurons plus de bois dans la province de Québec dans 25 ans seulement. J'admets que le gouvernement a fait son possible pour conserver nos forêts, mais le possible du gouvernement, ce n'est pas grand-chose et je me permets d'attirer l'attention du gouvernement sur une politique de reboisement pour protéger nos ressources forestières.

Je ne fais pas cette demande à titre de membre de l'opposition, mais à titre de citoyen de la province de Québec. De plus, si le gouvernement avait accepté la politique préconisée par le chef de l'opposition depuis des années, nous n'en serions pas rendus là. Le chef de l'opposition a demandé à plusieurs reprises un inventaire complet de nos ressources naturelles, et plus particulièrement de nos forêts, afin de connaître notre domaine dans toute son étendue. Cette politique du chef de l'opposition est une politique à base d'affaires. Quel est l'homme d'affaires qui n'est pas chaque année obligé de faire un inventaire complet de son matériel et de ses ressources? Cela est aussi nécessaire au gouvernement pour savoir où il va qu'au commerçant et à l'industrie. Cependant, le gouvernement a manipulé des millions provenant de nos ressources forestières et il refuse à la province cet inventaire. Pourquoi? A-t-il quelque chose à cacher?

Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), dont je me plais à dire qu'il est un des ministres les plus sympathiques et courtois, et qui a contribué au progrès de la colonisation, a parlé dans son important

discours de la politique du gouvernement au sujet de la séparation du domaine forestier, du domaine de la colonisation, et il a ajouté que cette politique a contribué à l'expansion de notre domaine colonisable. Il a pourtant oublié de dire que cette politique a été préconisée dès 1907 par M. Tellier, M. Bourassa et M. Lavergne¹⁹, et qu'elle a été combattue par le premier ministre actuel et d'autres de ses collègues.

Durant des années, le gouvernement avec sa majorité, a essayé d'étouffer la voix de l'opposition en condamnant cette politique qui fait aujourd'hui sa gloire. Je veux bien donner au ministre de la Colonisation, qui n'était pas en Chambre lorsque la suggestion a été faite, le mérite de s'être servi de son influence auprès de ses collègues pour faire adopter cette loi et de l'avoir adoptée plus vite que ses collègues, acceptant généralement les idées de l'opposition. L'honorable ministre a su la mettre en vigueur, et cela est bien.

Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) a aussi parlé de la politique de la voirie. Au sujet de cette politique, l'opposition a prouvé son esprit progressif quand elle s'est prononcée en faveur d'un système de voirie. Ce système a été prêché par l'opposition seule lorsqu'en 1911 et 1912, MM. Tellier et Bourassa ont appuyé une demande du chef de l'opposition réclamant une classification de nos routes et une politique méthodique de la part du gouvernement. Les ministres actuels se sont alors élevés avec vigueur contre cette loi, mais aujourd'hui ils sont obligés de déclarer qu'elle était la seule rationnelle.

Le ministre actuel de la Voirie (l'honorable M. Perron) a même admis publiquement "que ses efforts ont été paralysés par les exigences d'une politique de parti", et qu'une telle classification aurait dû être mise en place des années auparavant. Je reproche au gouvernement d'avoir fait la sourde oreille pendant si longtemps et d'avoir tant tardé à ouvrir les yeux à la lumière. On nous a, dans le temps, traités de rétrogrades et d'éteignoirs et, pourtant, si on avait alors réalisé cette politique, on aurait sauvé des millions à la province. Il en est ainsi de la politique d'exploitation forestière.

Quant à la nouvelle politique de voirie touchant l'entretien des chemins, je dois pourtant dire que telle qu'elle est actuellement présentée dans les Statuts, elle n'est pas conforme à la Constitution. Elle tend à substituer à l'autonomie de la Chambre le seul ministre de la Voirie qui est omnipotent. La loi actuelle n'est pas une loi démocratique ni une loi juste, puisqu'elle donne au ministre de la Voirie des

pouvoirs appartenant à la Législature. Le ministre peut, par un simple avis dans la *Gazette officielle*, annuler un contrat bilatéral entre le gouvernement et les municipalités, au sujet de l'entretien des chemins. On n'a pas le droit de se servir des fonds publics à l'avantage des politiciens. Le gouvernement devrait aussi accorder des octrois aux villes pour les travaux de voirie qui sont à exécuter dans leurs limites quand ces routes représentent des liaisons qui font partie des autoroutes provinciales.

Dans son discours, le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) a touché différents sujets, entre autres l'essor industriel de la région du Lac-Saint-Jean. Il est un principe inviolable et c'est celui-ci: Tout progrès basé sur la spoliation n'est ni durable ni fécond, et il engendrera tôt ou tard le mépris de la loi. Le premier ministre a dit lui-même que la compagnie a illégalement, le plus illégalement possible, inondé les terres des cultivateurs de cette région. On se plaît à proclamer que l'agriculture est à la base de notre système économique et que l'inviolabilité de la propriété privée est à la base de la loi. Dans l'affaire du Lac-Saint-Jean, ces deux bases ont été sapées, alors que les eaux ont inondé 851 lots représentant 14,000 acres de terre cultivable. On a dépouillé la propriété privée et attaqué la sainteté du droit de propriété, qui est à la base de notre législation.

Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries s'est vanté, l'autre jour, que 228 nouvelles familles²⁰ s'étaient dernièrement établies dans cette région sur des terres neuves. Pourtant, il ne faut pas oublier que 851 lots²¹ et 14,000 acres de terre arable ont été inondés par le développement du Lac-Saint-Jean²². Ruiner 800 bons cultivateurs établis sur de vieilles terres défrichées et productrices pour en établir 200 sur des terres nouvelles, est-ce là une nouvelle politique du gouvernement? Je ne le crois pas. Il faudrait que le gouvernement fût conséquent dans sa politique!

Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries me paraît bien disposé, mais il a affaire à une compagnie de rusés. Il devrait bien essayer d'user de son influence auprès de ses collègues pour que le gouvernement réponde à Mgr Ross au sujet du développement de la Gaspésie. Je demande, dit-il, de consacrer en faveur de cette région quelques bribes des fonds affectés à la colonisation. Je voudrais voir le gouvernement s'occuper davantage de la Gaspésie et en faire une région prospère. Cette partie de la province est, dit-il, des plus belles, des plus riches et des plus attrayantes, et nos gouvernants devraient user de plus de sollicitude.

Sa Grandeur, dans un article publié dernièrement, a déclaré que la Gaspésie est une des régions les mieux pourvues de la province en mines, en forêts, en forces hydrauliques et en ressources naturelles de toutes sortes. Je demande au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries de faire des efforts pour que des octrois publics soient donnés à la Gaspésie pour le développement de son territoire merveilleux. Je souhaite qu'il le fasse, mais je ne sais pas s'il est libre de ses mouvements.

Je dis ensuite que la Législature a sapé un des principes de la Constitution en accaparant au détriment des municipalités des sources de revenus considérables. Cela n'est pas juste, ni équitable. Au sujet de la loi des liqueurs, par exemple, il n'est pas juste que Trois-Rivières, Montréal ou Québec fournissent une police et fassent des travaux publics en faveur de cette loi et que le gouvernement en retire seul les bénéfices. Cette politique n'est ni juste ni rationnelle. Je demande, dit-il, au gouvernement d'accorder aux municipalités une partie des profits des liqueurs pour compenser pour la protection de la police et des pompiers, pour le coût des chemins et des trottoirs. Le gouvernement devrait diviser les revenus des liqueurs en proportion de l'aide qui lui est fournie par les municipalités.

C'est la même chose pour la taxe sur les automobiles: les villes fournissent les routes, contribuent à l'entretien des grands chemins provinciaux, et pourtant, elles ne retirent rien de la taxe sur la gazoline. Le gouvernement devrait payer quelque chose de ce que coûte aux municipalités leur coopération pour ce qui est des trottoirs. Il réclame aussi un octroi pour les villes dont les rues constituent un chaînon des routes provinciales. Ainsi, Trois-Rivières, qui est située sur la route Québec-Montréal, devrait être indemnisée pour ses chemins.

Par sa politique qui tend à accaparer tous les revenus, le gouvernement nous ramène au régime féodal. Un autre exemple de cela, c'est la façon dont le gouvernement a octroyé des chartes aux villes industrielles d'Arvida, de Dolbeau, en accordant aux hauts officiers des compagnies la permission d'occuper des charges publiques importantes sans l'obligation de se faire naturaliser citoyens britanniques. Les grosses compagnies sont trop favorisées par les exemptions de taxes municipales. Je blâme, dit-il, le gouvernement pour cet état de choses. Il n'est pas juste non plus que le peuple porte tout le fardeau des taxes.

À Trois-Rivières, sur \$54,479,000 d'évaluation foncière, la propriété imposable n'est que de \$19,000,000, parce que les compagnies, qui

représentent une valeur de \$34,000,000, dont \$12,000,000 sont des propriétés pour fins éducationnelles et religieuses, sont exemptées de taxes. Je suis opposé à une exemption de taxes pour les grandes compagnies, quand les contribuables ont à payer plein montant. Encore une fois, en ratifiant les lois des municipalités à ce sujet, le gouvernement a ratifié l'illégalité. Il est coupable et devra en subir la responsabilité. Il est vrai que ce sont les municipalités elles-mêmes qui demandent au gouvernement de ratifier ces exemptions, mais elles ont tort et leur conduite ne devrait pas recevoir d'approbation.

Il y a ensuite l'observance de la loi du dimanche. Le premier ministre ne veut pas que l'on fasse de cette question une affaire politique, et je n'ai pas non plus l'intention de m'en servir pour en faire, car elle est trop sérieuse. Mais, quand on déclare que l'observance de la loi du dimanche est la base de la société, on devrait faire cesser le travail dans les usines ce jour-là. Le premier ministre, habile avocat, habile politicien, pousse l'humilité trop loin quand il dit qu'il n'est pas capable de faire observer cette loi dans la province. Il a déjà gagné de mauvaises causes, pourquoi ne pourrait-il pas en gagner de bonnes?

Nombre de compagnies de ma ville ne se gênent pas pour violer la loi du dimanche: la Wayagamack, la Canadian International Paper, la Laurentide Paper. Ce n'est pas aux conseils municipaux à les empêcher de travailler le dimanche, c'est le procureur général qui est supposé veiller au respect de l'observance des lois d'ordre public dans cette province, dans l'intérêt de la société, et sévir contre les coupables. Je demanderais au premier ministre de mettre toute son habileté au service de cette grande cause. Il doit créer un organisme, s'il n'existe pas, pour faire observer cette loi.

Monseigneur l'archevêque coadjuteur de Montréal faisait observer récemment que la province de Québec, la plus catholique du dominion, est encore celle où la loi du dimanche est la plus méprisée. Le travail du dimanche est dangereux non seulement pour les ouvriers, mais aussi pour les capitalistes aussi bien que pour la société.

Je demande aussi au premier ministre de réorganiser la police provinciale, afin de mettre fin à un état déplorable de choses. Je ne veux pas blâmer le gouvernement ni nos policiers, mais je crois qu'il y a une réorganisation à faire. Je ne veux pas faire de démagogie, je n'en ai jamais fait, mais je crois que la police provinciale actuelle ne répond pas aux besoins du moment. Elle est loin d'être à la hauteur des

circonstances. Je crois bien que les braves policiers provinciaux font leur possible, mais ce n'est pas assez. Il y a quelque chose qui ne va pas.

Le gouvernement ne doit pas lésiner. Il doit se procurer des hommes compétents pour la force policière. La police provinciale ne répond plus aux besoins de la population et ne se montre pas assez à cet effet dans la recherche des criminels. Il y a trop de crimes qui restent impunis dans Québec. Je demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour réorganiser la police, afin de nous donner un service qui répondra aux besoins de notre temps.

La province de Québec, et le premier ministre s'en vante, a \$31,000,000 de revenus. Qui lui donne ce revenu? Le gouvernement? Les ministres? Les oppositionnistes? Non. C'est le peuple. Pourtant, le gouvernement continue de taxer. Chaque session, il impose de nouvelles taxes ou augmente les anciennes. Quand, au cours de la session dernière, le gouvernement n'a pas imposé de nouvelles taxes, ça a été un coup de foudre. Une session sans taxes, c'est aussi rare qu'une tempête de neige sur la Rivière²³!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Pas cet hiver!

M. Duplessis (Trois-Rivières): Il n'y a plus qu'une chose que le gouvernement n'ait pas encore taxée, c'est la patience de l'électorat! Il prie le gouvernement de ne plus imposer d'augmentation de taxes, ainsi que les journaux lui en prêtent l'intention.

Il parle du Labrador et cite un article du *Soleil* qui réclamait des représailles pour l'acte du Conseil privé, enlevant le Labrador au Canada pour le donner à Terre-Neuve. Il cite ensuite une déclaration du premier ministre, relativement à ce jugement. Est-ce pour réprimer les violences du *Soleil* que l'on a dit dans le discours du trône que les relations se resserraient dans l'Empire britannique? Je le crois. Il accuse *Le Soleil* de retirer du gouvernement des centaines de mille dollars sans soumissions.

Le premier ministre a prononcé des paroles accusatrices à l'égard de l'opposition et il doit maintenant les regretter. Il a accusé le chef de l'opposition d'avoir été petit dans la lutte, lors de la campagne électorale, lui qui, durant des années et des années, s'est battu seul contre le gouvernement, lui qui a manifesté tant de clairvoyance, tant d'énergie, tant de loyauté. Il me semble qu'il devrait retirer ces paroles. Non, le chef de l'opposition n'a pas été petit dans la lutte, mais le premier ministre a été petit dans la victoire. Je regrette que la fin de son discours en ait gâté le commencement. Peut-être le

premier ministre avait-il dans l'esprit la violence de langage du trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) à l'adresse du député de Westmount (M. Smart).

Quoi qu'il en soit, nous serons prêts à collaborer avec le gouvernement dans toutes les mesures que nous croirons bonnes. Il n'y aura pas d'opposition systématique. Nous donnerons la main au gouvernement toutes les fois que ce sera possible, mais, lorsque ses mesures seront, suivant nous, contre l'intérêt de la province, nous ferons la lutte au gouvernement, et nous combattons en respectant les personnes en autant que le gouvernement le fera lui-même.

L'opposition fera tout son devoir en respectant toutes les personnes, pour ne voir que le bien de la province. À l'exemple de l'honorable premier ministre, je déclare que la vie est trop courte pour la remplir de petites choses. Nous voulons appuyer le gouvernement dans toutes les questions qui sont de l'intérêt de la province.

Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement pour faire de bonnes lois. Nous ne voulons pas faire d'opposition systématique, pour le simple plaisir de faire de l'opposition, mais, lorsque le gouvernement proposera des mesures contraires à l'intérêt de la province, nous l'attaquerons sans peur et sans faiblesse²⁴.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri):

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (l'honorable M. Dillon), que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur: Débat ajourné.

Cette dernière proposition est adoptée. Le débat est ajourné.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. D'après *L'Événement* du 20 janvier 1928, à la page 1, le député de Maisonneuve fait allusion à la nomination de l'avocat Gustave Marier comme juge, après la défaite de ce dernier contre M. Tremblay, dans le comté de Maisonneuve, aux élections de 1927.

2. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre libéral du Québec, de 1887 à 1891.

3. Simon-Napoléon Parent (1855-1920), premier ministre libéral du Québec, de 1900 à 1905.

4. Félix-Gabriel Marchand (1832-1900), premier ministre libéral du Québec, de 1897 à 1900.

5. Lomer Gouin (1861-1929), premier ministre libéral du Québec, de 1905 à 1920.

6. Jacques Cartier (1494- vers 1554). Navigateur français qui prit possession du Canada au nom de François I^{er} en 1534.

7. Samuel de Champlain (vers 1567-1635). Explorateur et colonisateur français. Fondateur de Québec en 1608 et lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-France en 1619.

8. Dans *Le Nouvelliste* du 20 janvier 1928, à la page 1, les propos rapportés sont quelque peu différents, puisque l'on mentionne plutôt les paroles suivantes: Il y a aujourd'hui au Canada 114 moulins.

9. Dans *La Tribune* du 20 janvier 1928, à la page 4, on dit "forêts de l'Est".

10. Jacques Auguste Gabriel Hanotiaux (1853-1944), homme politique et historien français nommé ministre des Affaires étrangères (1894-1898).

11. *La Presse* du 20 janvier 1928, à la page 15 et *La Patrie* du 20 janvier 1928, à la page 11, rapportent que les chevaux-vapeur exploités sont de deux millions et demi à peine.

12. *Le Canada* du 20 janvier 1928, à la page 4, rapporte que le XX^e siècle sera le siècle du Canada.

13. Aristide Bergès, ingénieur français (1833-1904) à qui l'on doit l'expression "houille blanche" et qui en fut le promoteur comme source d'énergie.

14. Il s'agit probablement de M. Victor Sylvestre (1881-1953), conférencier agricole de 1910 à 1916 dans le Québec et l'Ontario, président de la Société des éleveurs en 1938-1940. Il fut candidat conservateur aux élections fédérales de 1908 dans le comté de Bagot et aux élections fédérales de 1930 dans le comté de Saint-Hyacinthe-Rouville. Échevin en 1920, en 1930 et de 1936 à 1944, il fut proclamé sans opposition maire de Saint-Hyacinthe en 1944, et démissionna en 1945.

15. Joseph-Édouard Caron (1866-1930), conseiller législatif de la division de Kennebec de 1927 à 1929. Louis-Alfred Létourneau (1873-1938), conseiller législatif de la division de La Salle de 1927 à 1938, décédé en fonction. Raoul-Ovide Grothé (1879-1969), conseiller législatif de la division Salaberry de 1927 à 1968. Gaspard De Serres (1855-1928), conseiller législatif de la division de Lanaudière du 27 janvier au 20 décembre 1928, décédé en fonction.

16. Il s'agit sûrement de Pierre-Évariste Leblanc (1853-1918), conservateur, chef de l'opposition de 1904 à 1908.

17. Jean-Hubert Biermans (1864-1953), homme d'affaires belge, un de ceux à qui l'on doit l'essor de la ville de Shawinigan. Il était directeur de la Belgo, une usine à papier financée par des capitaux belges.

18. Il s'agit probablement d'Ellwood Wilson (1872-1952), ingénieur forestier en chef de la Laurentide Pulp and Paper de Grand'Mère.

19. Joseph-Mathias Tellier (1861-1952), élu député conservateur à l'Assemblée législative dans la circonscription de Joliette, de 1892 à 1915, et chef de l'opposition, de mars 1909 à février 1915. Henri Bourassa (1868-1952), élu député libéral de Labelle à la Chambre des communes, de 1896 à 1907, député de la Ligue nationaliste de Saint-Jacques à l'Assemblée législative du Québec, de 1908 à 1912. Revient à la Chambre des communes en tant que député de Labelle, de 1925 à 1935. Fervent nationaliste canadien-français, il fonda, en 1910, le journal *Le Devoir* dont il resta rédacteur en chef jusqu'en 1932. Armand Lavergne (1880-1935), élu député libéral de Montmagny à la Chambre des communes de 1903 à 1908. Député de la Ligue nationaliste de Montmagny à l'Assemblée législative du Québec, de 1908 à 1916. Député conservateur de Montmagny à la Chambre des communes, de 1930 à 1935.

20. *L'Événement* du 20 janvier 1928, à la page 10, donne 219, mais il s'agit de 228.

21. Chiffre de *L'Événement* du 20 janvier 1928, à la page 10. Chiffre du *Droit* du 20 janvier 1928, à la page 6: 857.

22. *Le Devoir* du 20 janvier 1928, à la page 3, donne 228 lots nouveaux et 841 lots inondés.

23. D'autres journaux comme *L'Action catholique* du 20 janvier 1928, à la page 3, ont dit plutôt: "une tempête de neige en juillet".

24. Selon *Le Nouvelliste* du 20 janvier 1928, à la page 1, "M. Duplessis déploya un excellent style parlementaire qui rappelait, prétendent quelques-uns, celui de son père, feu le juge Nérée Le Noblet Duplessis".

Séance du vendredi 20 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Présentation de pétitions:

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont dans les comtés de Westmount et Montréal-Laurier, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de la section première, sous-section B de la loi 16 George V, chapitre 47 (M. Marchand);

- de la compagnie Yukon Loan & Trust, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et l'autorisant à changer son nom (M. Marchand).

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- de Stanislas-Donatien Joubert et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'annulation de l'acte de donation passé à Montréal le 20 avril 1921, sous le no 6218 des minutes de Me J.-A. Savignac, N.P. (M. Bouchard);

- du Crédit général du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte (M. Bouchard);

- de David March et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Quebec Baptist Church" (M. Power);

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte (M. Roy);

- de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal", demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte et pour autres fins (M. Plante).

Rapports de comités:

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Commission métropolitaine de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement la loi la constituant en corporation;

- de The Engineers' Club of Montreal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de la ville LaSalle, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- du Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de The Shawinigan Water & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de Harry Margoliss et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Tifereth Israel";

- de Joseph Greenberg et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Knases Bai Israel";

- du séminaire Saint-Joseph de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi précisant davantage ses droits, pouvoirs et attributions;

- de The North Shore Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- de J.-Alfred Nadeau et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant et validant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres, à L.-Richard Beaudry, en date du 2 décembre 1915;

- du révérend père Lucien Leconte et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Institut des prêtres de Sainte-Marie".

Institut des prêtres de Sainte-Marie

M. Côté (Bonaventure) demande la permission de présenter le bill 89 constituant en corporation l'Institut des prêtres de Sainte-Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The North Shore Power Company

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 104 modifiant la charte de The North Shore Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Congregation
Tifereth Israel**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 90 constituant en corporation la Congregation Tifereth Israel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Séminaire de Saint-Joseph
de Trois-Rivières**

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 102 modifiant la charte de "Le séminaire de Saint-Joseph de Trois-Rivières".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Charte
de LaSalle**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 97 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Shawinigan Water
and Power Company**

M. Bédard (Québec-Comté) demande la permission de présenter le bill 103 modifiant la charte de The Shawinigan Water and Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vente d'un immeuble
par J.-A. Nadeau
à L.-R. Beaudry**

M. Authier (Abitibi) demande la permission de présenter le bill 94 ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission métropolitaine
de Montréal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 108 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Engineers' Club
of Montreal**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 93 concernant The Engineers' Club of Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Bureau des commissaires d'écoles
catholiques romains de Québec**

M. Samson (Québec-Centre) demande la permission de présenter le bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Congregation
Knases Bnai Israel**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 125 constituant en corporation la Congregation Knases Bnai Israel.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Conseil législatif

11 janvier 1928

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a nommé un comité composé des honorables MM. Caron, Chapais, Choquette, Girouard, Gosselin, Kelly, Perron, Power et Simard pour assister l'Orateur dans la direction de la Bibliothèque du Parlement en autant que les intérêts du Conseil législatif sont concernés et aussi pour agir au nom de cette Chambre comme membres du comité mixte de la Bibliothèque.

Il est ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative.

**Comité permanent mixte
de la Bibliothèque de la Législature**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que les honorables

MM. Taschereau, Mercier fils, Galipeault, Nicol et Dillon; MM. Bernard, Blain Bouchard, Bullock, Côté, Crépeau, Gault, Oliver, Ouellet, Roy, Sauvé, Thurber et Vautrin soient nommés membres du comité de la Bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux Chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la Bibliothèque de la Législature.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Comité permanent mixte des impressions législatives

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours et l'informant que les honorables MM. Taschereau, David, Nicol et Dillon, MM. Bergeron, Cohen, Duplessis, Saurette, Sauvé, Savoie et Smart représenteront cette Chambre dans ledit comité mixte.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Dépôt de documents:

Rapport du ministre des Terres et Forêts

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport du ministre des Terres et Forêts de la province de Québec pour les 12 mois expirés le 30 juin 1927. (Document de la session no 5)

Pension du président de la Commission des liqueurs

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 5 modifiant la loi des liqueurs alcooliques concernant la pension du président de la Commission.

Adopté.

Palais de justice et prison à Rouyn

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn.

Adopté.

Palais de justice et prison à Ville-Marie

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.

Adopté.

Palais de justice et prison de l'Abitibi

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi.

Adopté.

Musées de la province

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi des musées de la province.

Adopté.

**Division d'enregistrement
de Saint-Hyacinthe**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Adopté.

**Division d'enregistrement
de Bellechasse**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse.

Adopté.

**Division d'enregistrement
de Montmagny**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 17 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny.

Adopté.

**Sœurs de la Charité
de Québec**

M. Samson (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 85 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Taylor Little**

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 77 nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la

rémunération de cet exécuteur testamentaire soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Rodolphe Moreau

M. Lahaie (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 88 concernant Rodolphe Moreau relativement à l'exercice de ses droits civiques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Gérard Raymond

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Maison de refuge
de Sainte-Brigitte de Montréal**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 105 changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Morris B.
Signer**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

L.-E.-Langis Galipeault

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 92 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E.-Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Alphonse Lapierre

M. Messier (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 86 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examen soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

John Gladstone Quinn

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Henry Leo Silverstone

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 84 autorisant le Barreau de la province à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charles-Stanislas-Victorien Barré

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Alphonse Couturier

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 95 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Composition des comités permanents

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que le nom de M. Dufour soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 30.

Séance du mardi 24 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Paroisse
de Pont-Viau**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que l'article 510 du Règlement soit suspendu, qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant un règlement d'emprunt, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant un règlement d'emprunt, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Chef-lieu
de Rivière-du-Loup**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dugas), que l'article 510 du Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la corporation du comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi changeant le chef-lieu dudit comté, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la corporation du comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi changeant le chef-lieu dudit comté, est présentée lue et reçue par la Chambre.

The Morgan Trust Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) appuyé par le représentant de Chambly (M. Thurber), que l'article 510 du Règlement soit suspendu; qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Colin Daniel Morgan et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom "The Morgan Trust Company", et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de Colin Daniel Morgan et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom "The Morgan Trust Company", est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Lecture de pétitions:

Les pétitions suivantes sont lues et reçues par la Chambre:

- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont dans les comtés de Westmount et Montréal-Laurier, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de la section première, sous-section B de la loi 16 George V, chapitre 47 (M. Marchand);
- de la compagnie Yukon Loan & Trust, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisant à changer son nom (M. Marchand).

District judiciaire de Nicolet

M. Savoie (Nicolet) demande la permission de présenter le bill 174 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement au district judiciaire de Nicolet.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Département
de la Colonisation**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que la Chambre, à sa

prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 2 modifiant la loi du département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

Adopté.

Prison de Chicoutimi

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi.

Adopté.

Institut des prêtres de Sainte-Marie

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 89 constituant en corporation l'Institut des prêtres de Sainte-Marie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Tifereth Israel

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 90 constituant en corporation la Congregation Tifereth Israel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Séminaire de Saint-Joseph de Trois-Rivières

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 102 modifiant la charte du séminaire de Saint-Joseph de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de LaSalle

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 97 modifiant la charte de la ville LaSalle soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 108 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The Engineers' Club of Montreal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 93 concernant The Engineers' Club of Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Congregation Knases Bnai Israel

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 125 constituant en corporation la Congregation Knases Bnai Israel soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

The North Shore Power Company

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 104 modifiant la charte de The North Shore Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Shawinigan Water and Power Company

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 103 modifiant la charte de The Shawinigan Water and Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Vente d'un immeuble par J.-A. Nadeau
à L.-R. Beaudry**

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 94 ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Bureau des commissaires d'écoles
catholiques romains de Québec**

M. Samson (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Barreau
de la province**

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 171 modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Adresse en réponse
au discours du trône**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie le 11 janvier courant: Que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri) se lève. (Applaudissements)

M. l'Orateur, c'est un grand honneur pour moi de porter la parole pour la première fois dans cette Chambre, comme ministre sans portefeuille.

Mon premier devoir, dit-il, sera de remercier le premier ministre, en mon nom comme au nom des électeurs de Saint-Henri, de m'avoir élevé au rang de membre du conseil de la nation où je suis entré avec orgueil et fierté, parce que je connaissais les membres du gouvernement et les œuvres qu'ils ont accomplies.

Il remercie le premier ministre de la confiance qu'il lui a témoignée. Il rappelle qu'il n'a pas le poids de son prédécesseur, M. Allan Bray¹, qu'il a défait aux dernières élections. Je remercie les députés des deux partis, poursuit-il, de m'avoir si aimablement reçu dans cette enceinte. J'ai été heureux d'y retrouver deux de mes anciens collègues de la Chambre des communes, le député de Beauharnois (M. Papineau)² et l'ancien député de Bellechasse (M. Fournier)³, maintenant greffier adjoint de la Chambre. Je dois maintenant vous présenter mes hommages, M. l'Orateur, pour votre élection que vous devez à votre affabilité, à votre distinction, à votre connaissance des règlements de cette Chambre.

Il félicite le premier ministre qui a fait un bon discours et qui a répondu au chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne m'a pas répondu du tout.

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri) félicite les députés de Montréal-Mercier (M. Plante) et Québec-Ouest (M. Power), les proposeur et secondaire de l'adresse en réponse au discours du trône. Le député de Québec-Ouest a proposé une heureuse mesure, savoir l'obligation de placer les lumières sur tous les véhicules.

On constate tous les jours les dangers qu'il y a sur les routes des campagnes, le soir, pour les automobilistes et les personnes qui se promènent dans d'autres véhicules n'ayant pas de lumières. Il est parfois difficile d'introduire des lois nouvelles, mais, tôt ou tard, on finit par comprendre l'utilité de ces lois.

Il présente ses hommages au chef du gouvernement, l'honorable premier ministre (l'honorable M. Taschereau), qui a inspiré et dirigé depuis sept ans toutes les activités de la politique provinciale et qui a dirigé notre province vers la prospérité.

Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) ne fut étranger à aucun mouvement qui a contribué à améliorer le sort des cultivateurs. Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) a développé d'une manière colossale la région de l'Abitibi en même temps qu'il a donné un essor considérable à la colonisation dans les autres régions. Le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) a réalisé de nombreuses entreprises telles que le palais de justice de Montréal, le palais de justice de Québec, et il est en train de construire un musée provincial à Québec.

Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) s'est intéressé tout particulièrement à l'hygiène publique et à l'assistance aux hôpitaux; l'instruction publique est l'objet de son attention constante et l'enquête sur l'administration des écoles catholiques de Montréal est un exemple.

Au sujet du revenu des écoles catholiques de Montréal, les propriétaires et locataires, dit-il, devraient être taxés également. Le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) a donné un essor merveilleux au développement de nos ressources naturelles.

Tous les collègues du député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), dit-il, méritent des félicitations pour la façon dont ils secondent leur chef. Je suis d'autant plus à mon aise pour féliciter mes collègues que je ne fais partie du cabinet que depuis le 28 avril 1927.

M. l'Orateur, j'ai été membre de l'opposition à Ottawa, de 1917 à 1921, mais il y avait une différence entre l'opposition fédérale d'alors et celle que nous avons ici aujourd'hui. Nous avons des motifs pour combattre le gouvernement. Alors que les libéraux à Ottawa critiquaient les abus de pouvoir, la "mal administration" et les énormes dépenses d'une administration conservatrice à la fin de la guerre, ici, à Québec, on se demande pourquoi la critique de l'opposition.

Est-ce que le peuple de cette province n'a pas donné sa confiance au Parti libéral depuis 30 ans? Et peut-on croire un seul instant, comme l'opposition veut le prétendre parfois, que le peuple de cette province a pu être trompé aussi longtemps? Les oppositionnistes disent qu'ils ont été élus pour critiquer, mais il ne faut pas seulement critiquer, il faut faire de la critique saine.

Or, comme le bonheur règne dans la province et que ce bonheur est attribuable à la politique du gouvernement, l'opposition n'a pas raison de faire de la critique.

L'honorable député de Dorion (M. Blain) a parlé de la malversation et de fraudes qui auraient été commises dans l'élection de Sainte-Marie. Ce n'est pas la faute du gouvernement si ce comté s'est retrouvé sans représentant pendant la présente session. Je ne sais pas ce qui s'est passé dans Sainte-Marie, mais ce que je sais, c'est que dans mon comté nous avons eu besoin de mettre toute notre organisation en mouvement pour empêcher nos adversaires de passer des "télégraphes". Si le député de Montréal-Dorion avait été au courant de ce qui s'est passé dans Saint-Henri, il n'aurait pas dénoncé les fraudes électorales dans le comté de Sainte-Marie. Que n'a-t-il parlé de celles commises par ses amis dans mon comté? Il y avait là des gens qui se faisaient une spécialité de passer des "télégraphes" et que M. Bray connaissait bien.

Dans le comté de Saint-Henri, que j'ai l'honneur de représenter, le jour de la votation, nous avons découvert dans un endroit peu propice à la tenue d'un poll, dans une écurie, 22 personnes qui avaient 100 votes à donner et qui attendaient des ordres pour aller voter sous de faux noms. Et ce fut ainsi dans le sud et dans l'est du comté. Quinze autres personnes ont été découvertes ailleurs, dans le nord du comté, qui devaient passer des "télégraphes" pour nos adversaires. On a aussi découvert de ces gens dans une autre partie de la même division. Pire que cela, nos adversaires craignaient une minorité dans le poll no 30. Ils ont tout simplement volé deux enveloppes qui contenaient les bulletins de vote. Lors du décompte, nous avons découvert celui qui avait pris les bulletins. Cela fut prouvé en cour.

Le lendemain, M. Bray nous disait savoir où étaient les bulletins et, comme je les lui demandais, me déclarait qu'il les livrerait en temps et lieu. C'est ce fait qui a probablement empêché M. Bray de contester l'élection comme il en avait exprimé le désir à ses amis.

Le chef de l'opposition ne pouvait-il pas surveiller tous ces agissements? L'opposition, devant ces faits, a-t-elle raison d'accuser le gouvernement de fraudes électorales? Les fraudes, elles ont pu être commises par les gens du calibre de ceux que nous avons surpris. Il a été nécessaire de retenir les services de constables spéciaux pour surveiller les polls.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les malheureux!

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri): C'est nous qui aurions été malheureux si nous n'avions pas empêché ces manœuvres frauduleuses.

Il répond au député de Montréal-Dorion (M. Blain) qui avait dit que les cultivateurs du Lac-Saint-Jean avaient été maltraités. Sur les 850 lots inondés, une certaine quantité appartenait à la couronne, 50 % de ces lots sont affectés partiellement, sur une superficie de 1 à 10 acres, 20 % sont affectés sur une superficie de 1 à 25 acres. La balance a été partiellement ou totalement affectée par l'inondation ou l'infiltration. Sur le nombre des cultivateurs affectés, 75 % à 80 % ont vu leurs cas réglés par la commission nommée par le gouvernement ou par la compagnie intéressée. Tous les cultivateurs de la région sont satisfaits, très satisfaits. Un ami notaire disait tout récemment que, depuis six mois, il se fait beaucoup de prêts dans la région. Cela parle en faveur de la situation financière des cultivateurs qui sont loin d'être ruinés.

Le député de Montréal-Dorion (M. Blain) avait dit que les cultivateurs se plaignaient de la Coopérative fédérée. Quels sont les hommes sérieux qui s'en plaignent? Il n'y en a pas. Ceux qui se plaignaient de la Coopérative sont des commerçants qui ne sont pas satisfaits et qui ne peuvent plus exploiter la classe agricole. Ils font une lutte opiniâtre à cette organisation agricole parce qu'ils veulent tuer la coopération d'une façon générale chez les cultivateurs et la Coopérative fédérée tout particulièrement pour mieux exploiter les cultivateurs.

La Coopérative fédérée voit ses affaires et ses membres augmenter. Cette année, d'après les chiffres officiels, la coopérative a 25 % de clients agricoles de plus que l'année dernière. Est-ce là un signe de mécontentement de la part de la classe agricole? Elle rend de précieux services aux cultivateurs et, avec le concours de ceux-ci, elle se développera davantage. Les cultivateurs sont heureux de la coopérative organisée par le gouvernement. Mais je veux répondre à d'autres questions qui ont été soulevées par l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que ça n'a pas été fait auparavant?

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri): Oui, et très bien fait. Mieux que je ne saurais le faire. Mais, comme député et comme ministre, j'ai le droit de donner mon humble opinion à ce sujet.

(Applaudissements)

Il rappelle que l'opposition, quelques-uns de ses membres du moins, a prétendu que les ouvriers avaient des salaires de famine. Cette déclaration est fausse pour un bon nombre d'ouvriers. Dans certains

cas, il est vrai que des ouvriers n'ont pas des salaires très élevés, mais, d'un autre côté, 20 cents de l'heure payé pendant toute l'année à un ouvrier est un traitement aussi favorable que celui de l'ouvrier qui reçoit 60 et 70 cents de l'heure, mais n'a pas de travail pendant toute l'année. On parle du chômage, mais il faut remarquer que, dans notre pays, c'est au cours de l'hiver qu'il y a du chômage, parce que l'activité de l'industrie diminue. Tous les hivers nous avons des sans-travail. Il n'y a que la neige qui peut leur donner de l'emploi.

Pourquoi toujours venir parler de chômage et de salaires de famine? Je voudrais voir ceux qui se plaignent de gagner \$20 par semaine, à l'année. D'ailleurs, ce salaire permet d'employer plus d'hommes. Pour ma part, je ne voudrais pas employer deux hommes à un gros salaire quand je sais qu'un troisième réclame de l'emploi pour ne pas mourir de faim. Il vaut mieux faire travailler plusieurs journaliers à \$2 par semaine qu'un petit nombre seulement à un salaire plus élevé. S'il y a du chômage dans les villes, et en particulier à Montréal, cela, en somme, n'est pas extraordinaire, durant l'hiver. Cela est de tout temps et dans tous les pays, dans toutes les villes. Il est impossible de le faire disparaître complètement. Le chômage existe même aux États-Unis. Si la session avait lieu en été, on n'entendrait pas cette critique. Il faudrait avoir nos sessions en été pour que l'opposition ait un peu d'optimisme.

(Se tournant vers M. Duplessis) Le député de Trois-Rivières me permettra de le féliciter pour le discours si agréable à entendre qu'il a prononcé. On m'avait dit que mon collègue avait du talent et il n'a déçu personne. On m'avait dit que c'était un homme agressif, mais il a su rester dans le ton et demeurer courtois. Pourtant, le député de Trois-Rivières a réclamé pour les municipalités une partie des taxes payées dans les villes et qui vont au gouvernement. Il est jeune. Lorsque j'avais l'âge de l'honorable député de Trois-Rivières, je croyais moi aussi que le gouvernement devrait donner aux villes une partie de ses revenus pour leurs chemins. Mais j'ai vieilli et acquis de l'expérience.

L'expérience m'a enseigné que les villes sont enchantées de laisser au gouvernement ses revenus car, si les villes étaient obligées d'entretenir les chemins dans un rayon autour de leurs limites actuelles, elles comprendraient rapidement que la taxe que le gouvernement perçoit sur les véhicules-moteurs est absolument nécessaire pour la construction et le maintien de notre bonne voirie. Toutes les villes de la province profitent de cette

voirie qui a fait naître le mouvement du tourisme dans cette province et qui contribue à garder les gens sur les fermes. N'est-ce pas mieux que d'accorder des octrois aux municipalités à partir de ce même revenu?

Quel avantage y aurait-il à donner une partie de ce revenu aux municipalités, quand on constate le travail remarquable accompli par le ministre de la Voirie, sous la sage direction de l'honorable ministre (M. Perron)? Les bonnes routes amènent ici les touristes en grand nombre, et ceci est encore mieux que d'accorder des octrois aux municipalités. Trois-Rivières ne voudrait quand même pas mettre une barrière à ses portes et empêcher les touristes d'y entrer s'ils ne lui paient une taxe!

Le chef de l'opposition me permettra de lui dire pourquoi dans l'opposition, à Ottawa, nous avons toujours critiqué le gouvernement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Toujours?

L'honorable M. Leduc (Montréal-Saint-Henri): Quand nous étions dans l'opposition. On ne peut accuser les libéraux d'être les auteurs d'une loi électorale comme celle qui fut mise en vigueur en 1917, durant la guerre. Lorsque j'ai été candidat aux élections fédérales de 1917, dans Westmount-Saint-Henri, où le député de Montréal-Saint-Henri était candidat, 1,750 électeurs étaient partis en service au front. Savez-vous, M. l'Orateur, combien il nous est revenu de votes du front? La loi des élections en temps de guerre a permis au gouvernement de faire voter 2,855 soldats¹ contre moi, alors qu'il était parti de ce comté 1,750 soldats dont plusieurs étaient morts. Cela est pour démontrer que les libéraux ne sont peut-être pas plus méchants que les conservateurs d'alors.

En 1917, le vote des mères et des sœurs des soldats a permis aux conservateurs de faire voter bien des personnes dans plusieurs polls, et les scrutateurs ne pouvaient assermenter ces mères et ces sœurs pour savoir si elles avaient le droit de vote. De plus, on a remis aux soldats des bulletins qui leur permettaient de voter dans n'importe quel poll de la division et des cartes furent utilisées pendant toute la journée du vote, les hommes qui étaient revenus se promenant de poll en poll. Dans mon comté, ils n'ont pas eu de succès puisque je fus élu par 5,700 voix de majorité.

C'est une loi votée par un gouvernement conservateur qui permettait de pareilles manœuvres. Jamais un gouvernement libéral n'aurait établi une telle loi. En 1926², les conservateurs ont dépensé \$30,000,000 pour prendre le pouvoir. Depuis le jour

de la mise en nomination des candidats jusqu'au jour de la votation, ils ont dépensé \$1,000,000 par jour pour battre les libéraux, mais le sentiment populaire fut plus fort que leur argent.

Je ne puis reprendre mon siège sans parler un peu de ce qui se passe dans mon comté. Je représente une division où il y a beaucoup de traverses à niveau. Pour faire disparaître ces traverses à niveau, le gouvernement fédéral a décidé de construire une nouvelle gare de chemin de fer. Avec la coopération de mon collègue d'Ottawa, le député de Saint-Henri, M. Paul Mercier⁶, je travaille à assurer à la métropole une gare centrale qui sera utile non seulement aux voyageurs, mais à tous les cultivateurs des environs de Montréal, pour qu'ils puissent y trouver un marché pour leurs produits. Nous voulons créer un lieu de réception et de distribution pour les produits de la ferme. Une gare centrale sera d'une grande utilité pour tout le monde et fera disparaître les traverses à niveau qui constituent un danger pour la population de mon comté.

Je me suis intéressé aussi à l'industrie laitière. Il se vendait du beurre falsifié et cela nuisait au commerce. Nous avons réclamé un plus grand nombre d'inspecteurs fédéraux afin que Montréal ne reçoive plus de beurre impropre à la consommation.

Il rappelle ce que le gouvernement a fait pour les cultivateurs, pour les colons, pour les ouvriers et pour toutes les classes de la société.

Il reproche au député de Trois-Rivières (M. Duplessis) de n'avoir pas assisté au grand banquet qui eut lieu à Trois-Rivières, alors que les chefs conservateurs de la ville de Laviolette avaient décrété que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) devait disparaître⁷. Il aurait pu ainsi prendre plus efficacement la défense de son chef.

M. l'Orateur, je suis entré en cette Chambre sans l'ambition de remuer ciel et terre, mais pour travailler, dans la mesure de mes modestes capacités, à la bonne administration de cette province. Voilà ce que je m'efforcerais de faire avec tous mes collègues de la députation.

(Applaudissements)

M. Lamoureux (Iberville) se lève et félicite le nouvel Orateur, l'honorable député de Drummond (l'honorable M. Laferté), dont il fait l'éloge. Il félicite le député de Montréal-Mercier (M. Plante) et le député de Québec-Ouest (M. Power).

Il félicite le gouvernement d'avoir mentionné dans le discours du trône l'adoption d'une loi du mérite agricole. Cette loi encouragera le cultivateur à rester sur la terre.

Il constate avec regret que la classe agricole abandonne graduellement l'agriculture. Tous les pays du monde constatent un exode rural. En 1920, la province de Québec a vu une crise agricole. Le gouvernement a fait quelque chose pour remédier à cette situation, mais il reste encore beaucoup à faire. Mon intention est de parler du crédit agricole. Il désire que le gouvernement fasse quelque chose pour l'établissement d'un crédit agricole. Ceci remédierait à la situation qui existe actuellement chez les cultivateurs. Je crois que nous ne pourrions jamais empêcher complètement les cultivateurs de désertir les campagnes, mais il y a moyen de remédier au mal.

Dans notre province, cet exode a nui à l'agriculture et le gouvernement s'est appliqué à le faire cesser. Mais quelle est la cause de cet exode rural? La principale étant que, dans plusieurs régions, l'agriculture n'est pas payante pour les cultivateurs éloignés des centres. Dans certains cantons, les cultivateurs n'ont pas de marchés. De plus, une fausse mentalité s'est manifestée chez certains cultivateurs. Parmi ceux qui ont quitté la terre, un certain nombre ont réussi dans les villes, d'autres ont caché leur ruine. Les cultivateurs se sont laissés attirer par les cris de ceux qui ont réussi, oubliant le nombre de ceux qui ont failli. On croit que l'ouvrier des villes est plus heureux que l'ouvrier des campagnes.

Une autre cause de l'exode rural est le fait que dans certaines campagnes, il n'y a pas de système de voitures répondant aux besoins du marché. Nous avons des compétiteurs mieux situés que nous, comme les cultivateurs de l'Ontario, de la Colombie-Britannique, de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie⁸. Pour lutter victorieusement contre la concurrence, nos cultivateurs ont besoin de changer leur système de culture. La plupart ne le font pas. Nos cultivateurs voudraient améliorer leurs terres et leurs produits, mais le manque de fonds les en empêche. C'est encore faute d'argent que les jeunes gens ne peuvent s'établir sur des terres nouvelles. J'espère donc que le crédit rural, que l'on va établir, sera un succès.

Il est certain que la loi permettra aux jeunes de garder leurs terres et encouragera les cultivateurs, en leur donnant les moyens de changer leurs méthodes actuelles de culture pour des méthodes plus adaptables à la terre qu'ils possèdent. C'est le crédit rural qui donnera les fonds nécessaires. Mais, pour que cette future loi soit profitable aux cultivateurs, il faudra que le taux d'intérêt ne soit pas trop élevé. Le gouvernement fédéral devrait améliorer sa loi et prendre une partie de l'administration de ce crédit.

M. l'Orateur, je suis pour que les municipalités scolaires augmentent graduellement le salaire des institutrices dans les campagnes avec la coopération du gouvernement, mais je voudrais que cela soit fait d'après un système.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Très bien.

M. Lamoureux (Iberville): Le gouvernement devrait payer la moitié de cette augmentation basée sur les années d'expérience.

Le gouvernement provincial a beaucoup aidé la classe agricole en prenant à sa charge l'entretien des chemins, et c'est pour cela que les cultivateurs ont donné un si beau vote de confiance au gouvernement à la dernière élection. Il doit aider maintenant les jeunes gens à s'établir en les encourageant avec le crédit agricole. J'ai supporté le gouvernement pendant quatre ans et j'espère que l'administration sera telle que je pourrai continuer à l'appuyer.

(Applaudissements)

M. Cantin (Saint-Sauveur) se lève.
(Applaudissements)

Il fait des compliments à l'Orateur, au proposeur et au second de l'adresse. Il demande l'indulgence de la Chambre et, se tournant vers la tribune des journalistes, l'indulgence de la presse⁹.

Je suis très heureux de prendre la parole comme représentant de la division de Saint-Sauveur, forteresse libérale inexpugnable, a-t-on dit, et c'est là que le Parti libéral y a ses plus beaux triomphes, bien que mon prédécesseur, M. Bertrand¹⁰, ait flirté avec les conservateurs. M. Bertrand est un homme avec lequel l'opposition a flirté souvent et que l'électorat a justement puni d'être un navire désarmé essayant de passer en contrebande sans afficher ses couleurs. Peuplée d'ouvriers qui aiment le travail, la division de Saint-Sauveur est une forteresse de bons travailleurs dont je suis fier¹¹.

L'ordre règne chez nous et l'autorité y est respectée. J'ai l'honneur de représenter en cette Chambre la division de Saint-Sauveur où vit et travaille un peuple d'ouvriers paisible, le plus respectable, le mieux pensant que je connaisse et le plus irréductiblement adversaire des doctrines destructives d'un socialisme révolutionnaire et malsain qu'on leur suggère. Les ouvriers de Saint-Sauveur sont honnêtes, intelligents et courageux. Ils ne sont pas fortunés, mais ils ont été bien traités par les libéraux et ils sont contents de leur sort.

La division est composée à 90 % par la classe ouvrière, et un représentant ouvrier a une plus grande responsabilité qu'un autre député. Il regrette les critiques trop acerbes des députés de l'opposition et particulièrement celles du député de Maisonneuve (M. Tremblay). Il faut s'en tenir aux faits et ne pas s'attacher à flatter les instincts d'une classe seulement.

Il représente une classe sur laquelle des meneurs puissants, des fauteurs de discorde, ont bâti leur pouvoir en flattant les bas instincts et il doit éviter d'établir son emprise en utilisant ces mêmes instincts qui, tôt ou tard, se retourneront contre lui et la société. Il faut éviter de semer dans le peuple ce ferment dangereux, et l'exemple qu'a donné, l'autre jour, en Chambre le député de Maisonneuve (M. Tremblay) n'est pas un exemple à suivre.

Je regrette les paroles malheureuses du député de Maisonneuve. L'honorable député de Maisonneuve nous a représenté la classe ouvrière comme souffrant de la situation qui lui est faite. Il me semble que lorsqu'on représente une division ouvrière, on doit avoir un meilleur sens de ses responsabilités. C'est bien beau de crier au chômage, de dire que les ouvriers sont malheureux et de se préoccuper fort peu du fait que Leurs Altesses Royales d'Angleterre, le prince de Galles et le prince George, soient venus nous rendre visite, pour se faire de la popularité chez les ouvriers de son comté, mais notre responsabilité est trop grande pour parler à la légère. C'est bien beau de représenter la classe ouvrière comme prête à se révolter; cela fait de l'effet ici, mais je doute que leurs députés les représentent de cette façon. Car nos ouvriers sont bien traités par le gouvernement libéral et ils ont su faire reconnaître leurs droits et ils sont heureux d'appuyer le gouvernement libéral de notre province.

(Applaudissements)

Le député de Maisonneuve jetait là un ferment de mauvais socialisme parmi les ouvriers. C'est le devoir d'un représentant de revendiquer avec courage les besoins de la classe qu'il représente, mais il doit éviter en même temps de lancer cette classe contre les autres classes de la société et de soulever une lutte de classes. À Saint-Sauveur, on vit dans une atmosphère d'usines et d'ateliers et les haines de classes n'existent pas. Les ouvriers sont contents de la législation ouvrière qu'ils ont et c'est avec l'assurance d'être entendus qu'ils présentent d'autres demandes.

L'industrie de l'auto va causer une perturbation considérable dans les villes comme dans les campagnes et il faut que la Législature prenne des

mesures pour protéger la vie des piétons et des automobilistes.

Le trafic est gêné. L'heure est proche où il faudra imposer l'assurance obligatoire sur la propriété et la vie des gens. Il espère que le gouvernement étudiera la question et n'hésitera pas à présenter, au moment propice, la législation indispensable qu'il a suggérée. Il espère que l'on adoptera la suggestion du député de Québec-Ouest (M. Power) pour obliger tous les véhicules à avoir des lumières.

Il remercie le gouvernement d'avoir mis un bon nombre de lits gratuits pour les pauvres dans les hôpitaux subventionnés. Il félicite ces hôpitaux, et les médecins, des secours précieux qu'ils rendent aux pauvres, mais il demande que les ouvriers malades soient admis plus facilement dans les hôpitaux, afin que les malades pauvres puissent y demeurer plus longtemps durant leur convalescence. L'atmosphère trop souvent viciée des quartiers ouvriers ne convient pas aux convalescents et le gouvernement ferait une bonne œuvre en créant plus de lits gratuits pour ceux d'entre eux qui en ont besoin. C'est qu'il n'y avait pas de place, mais voici l'hôpital du Saint-Sacrement qui vient de s'ouvrir.

Sur le projet de la fermeture des cinémas et des théâtres aux enfants de moins de 16 ans, il est heureux que le gouvernement ait fait son devoir. Il approuve entièrement la politique du gouvernement telle qu'énoncée dans le discours du trône. C'est une heureuse mesure, car les dommages causés par les cinémas chez la jeunesse sont incalculables. Les ouvriers essaient bien de donner de l'instruction à leurs enfants, mais leurs ressources sont maigres et les jeunes garçons et les jeunes filles sont obligés, très tôt, de prendre le chemin de l'usine pour augmenter les revenus du foyer.

Cependant, l'atmosphère de l'usine et de l'atelier est moins pernicieuse pour la santé morale des adolescents que celle du théâtre et du cinéma. Il faut avoir vécu près des ouvriers pour savoir le mal causé aux jeunes gens et aux jeunes filles de moins de 16 ans par le théâtre et surtout le cinéma, et j'ai appris avec plaisir la décision du gouvernement. Cette loi rendra des services incalculables à la classe ouvrière, et il y aura sûrement moins de petits malheureux devant les tribunaux et dans les écoles correctionnelles lorsqu'elle aura été mise en vigueur.

Au sujet de la loi des accidents du travail, c'est le gouvernement libéral qui a fait toute la législation ouvrière que nous avons. Il attend, dit-il, avec confiance le projet que le gouvernement soumettra à la Chambre. Le gouvernement n'a jamais

négligé l'ouvrier. La législation qu'il proposera en sa faveur en est une preuve. Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) a critiqué de façon un peu hâtive la loi des compensations. Il ne partage pas les craintes du député de Maisonneuve. Il ne faudrait pas la condamner avant de la connaître. Au reste, les ouvriers ne s'accordent pas tous sur les demandes qu'ils ont faites.

Je suis persuadé que la nouvelle loi donnera satisfaction à tout le monde. Je sais que le gouvernement saura bien traiter la classe ouvrière, car il se rappelle cette vérité profonde d'un général de Bonaparte après la prise de Toulon: "Ne négligez pas ce jeune homme. Si vous ne l'élevez pas, il s'élèvera tout seul." Si on n'aide pas les ouvriers, ils peuvent s'aider tout seuls et causer des perturbations comme on en a vu ailleurs. Nous avons vu l'ouvrier se coaliser contre les gouvernements dans les autres pays.

Il suggère à l'opposition de ne pas se faire d'illusions sur les élections partielles de Kamouraska et de Portneuf.

Il fait des compliments au député de Trois-Rivières (M. Duplessis). L'honorable député de Trois-Rivières a une modération dans la critique et un tact dans la parole que ses collègues de l'opposition devraient imiter.

(Se tournant vers M. Guertin) L'honorable député de Hull (M. Guertin) m'a fait de la peine tout d'abord. Il s'est montré un peu trop pessimiste. Si l'on s'en tient à son discours, tout va mal dans la province et tout le monde murmure contre l'administration actuelle. Évidemment, ce murmure est comme celui des sources. (Applaudissements) Il est agréable à entendre. (Rires)

C'est étonnant que, malgré ce malaise et ce murmure, le peuple ait élu 75 députés libéraux aux dernières élections.

Il (M. Cantin) vante la politique du gouvernement Taschereau pour le développement de nos pouvoirs d'eau.

Il félicite le gouvernement d'avoir permis la construction récente de l'usine de l'Anglo-Canadian Pulp & Paper à Limoilou, alors que l'industrie de la chaussure est dans le marasme. Des centaines d'ouvriers auront ainsi du travail. Aussi, je crois qu'il serait opportun en face de ce beau développement de rendre hommage, comme député de Saint-Sauveur, à celui qui m'a précédé en cette Chambre, à un homme qui fut simple et qui, le premier, a eu la vision d'introduire le capital étranger chez nous pour développer nos forces hydrauliques, politique dont nous allons retirer une si grande prospérité.

Je veux parler de l'honorable M. Simon-Napoléon Parent, qui fut le chef de notre ville et de notre province, et sut, de modeste épicier qu'il était à 25 ans, devenir le grand avocat et le grand politique que nous avons connu.

(Applaudissements)

La ville et la province doivent beaucoup de ce qu'elles sont devenues à celui qui fut le parrain du Transcontinental et l'initiateur du harnachement de ces énergies électriques dont la puissance de rendement fait l'étonnement du monde et force l'attention des financiers.

M. l'Orateur, en terminant, permettez-moi de souhaiter que la ville de Québec et la province, dans la même pensée généreuse envers un homme d'État qui leur fit tant d'honneur et de bien, honorent la mémoire de celui dont mes électeurs ont toujours été si justement fiers, en lui élevant un monument sur le site qui fait face à la propriété qu'il a toujours habitée à Saint-Sauveur.

La population de la ville et de la province de Québec serait heureuse de voir s'élever un monument pour perpétuer le souvenir de ce grand citoyen. Nos grands hommes sont de plus en plus clairsemés. Et c'est quand ils sont morts que, par leurs œuvres, on reconnaît combien ils ont mérité de leur peuple. Saluons leur mémoire par un geste qui marquera à la fois notre gratitude et l'immortalité de leurs œuvres.

(Applaudissements)

M. Dugas (Joliette): M. l'Orateur, permettez-moi de joindre mon humble tribut d'hommages et d'administration au concert d'éloges dont vous avez été l'objet de la part des orateurs qui m'ont précédé. Je n'ai pas comme plusieurs d'entre eux le plaisir de vous connaître depuis longtemps, mais l'accueil si sympathique que vous m'avez fait au début de cette session et la dignité avec laquelle vous présidez à nos délibérations me convainquent que ces éloges, vous les méritez tous. Il félicite le président de la Chambre et le proposeur et le second de l'adresse, le député de Montréal-Mercier (M. Plante) et le député de Québec-Ouest (M. Power).

Il y a si longtemps, M. l'Orateur, que l'élément libéral du comté de Joliette, qui est maintenant en majorité, n'a pas eu l'avantage d'être représenté dans cette Chambre, puisque, depuis 1897, Joliette a toujours élu des oppositionnistes, sauf durant un Parlement, de 1916 à 1919. Joliette n'avait pas élu de libéral depuis 30 ans. Je n'ai pu résister à la tentation de saisir la première occasion qui m'est offerte de déposer aux pieds de l'honorable premier

ministre de cette province le témoignage de l'admiration et de la confiance des électeurs du comté que j'ai l'honneur de représenter et l'expression de leur plus vive reconnaissance pour les faveurs signalées qu'ils doivent à la bienveillance des honorables ministres qui siègent à ses côtés.

Veuillez croire qu'en agissant ainsi, je suis le fidèle interprète de l'immense majorité des électeurs de mon comté, puisque l'éclatante victoire libérale du 16 mai dernier à Joliette n'est due ni à ma longue expérience, cela se voit, ni à ma valeur personnelle, vous vous en rendez facilement compte puisque cette victoire, nous la devons uniquement à l'excellence de la politique libérale et à sa supériorité sur la politique vague et indéfinie du Parti conservateur prônée par mon adversaire. Et, M. l'Orateur, cette confiance des électeurs de Joliette dans la politique libérale ne date pas d'hier.

Ce n'est pas que ces électeurs étaient opposés au gouvernement puisqu'un homme de la valeur de M. Tellier, un de mes distingués prédécesseurs, malgré sa popularité, ne réussissait à se faire élire que par de petites majorités de 20 à 100 voix et que M. Dufresne¹² ne doit ses deux élections qu'au manque d'entente et d'union entre les libéraux de mon comté dont un certain nombre, pour des considérations personnelles et nullement politiques, ont appuyé deux fois sa candidature, sachant bien que l'élection de mon prédécesseur ne pourrait nuire au développement de la politique de progrès poursuivie dans cette province par le Parti libéral.

Le 16 mai dernier, les électeurs de Joliette ont reconnu l'excellence de la politique du gouvernement libéral, et ce beau comté m'a fait l'honneur de m'envoyer le représenter à la Chambre. Je tiens à en remercier mes citoyens. J'ai dit, il y a un instant, que les électeurs de Joliette n'avaient pas voté pour votre humble serviteur par considération personnelle, mais bien parce que la politique libérale qu'il défendait leur a paru plus acceptable que celle exposée par mon adversaire. Je n'aurais pas l'audace d'affirmer que mon adversaire n'avait pas de programme. Au contraire, il en avait un, mais il était si beau que personne n'a osé y croire:

"Renversez, disait-il, le gouvernement Taschereau et vous assisterez à une transformation de notre province, vous verrez diminuer ou disparaître les taxes en même temps qu'augmenteront les revenus. Sans exiger de vous aucune contribution, notre gouvernement - car il espérait bien être ministre dans la nouvelle administration - construira chemins, écoles, etc., et verra à les entretenir à ses frais."

C'était si beau que ça ne pouvait pas être réalisable, et les électeurs de mon comté ont assimilé mon adversaire à ce charlatan qui offrait de guérir avec un seul onguent toutes les maladies humaines, à partir de la chute des cheveux jusqu'aux cors aux pieds.

Il ne s'en est trouvé que quelques-uns qui, sans avoir beaucoup confiance à cette panacée universelle, ont quand même jugé à propos d'ententer l'essai. Mais ce fut l'exception, le résultat le prouve. Ce fut le tort de mon adversaire et aussi, je crois, du Parti conservateur de promettre trop sans indiquer par quels moyens il réaliserait les promesses.

Le peuple qui était satisfait de son gouvernement n'a pas jugé à propos de le changer pour faire l'essai d'un autre, qui promettait faire mieux, mais n'avait à offrir aucune garantie. Mon élection, dit-il, démontre que le peuple n'a jamais approuvé les critiques si souvent injustes de l'opposition, mais a confiance dans le gouvernement. Les électeurs ne se sont pas laissés prendre aux promesses de l'opposition ni à ses violences. Les oppositionnistes se contentaient de verser des larmes, tandis que le gouvernement avait de son côté une législation avantageuse à offrir aux électeurs.

L'ouvrier ayant à choisir entre un parti qui lui promettait un meilleur sort, sans dire comment il obtiendrait ce résultat, et un gouvernement qui depuis des années travaille sans relâche à l'amélioration de son sort, qui lui a donné le vote au scrutin secret, le tribunal de conciliation, la loi rendant obligatoire l'emploi d'appareils spéciaux pour la prévention des accidents et la première loi canadienne sur les accidents du travail dont l'honorable premier ministre est le père, n'a pas hésité longtemps à faire son choix. Il a accepté ce qui lui paraissait le meilleur.

Le résultat du 16 mai a été très flatteur pour le gouvernement. C'est ce qui explique la majorité de 350 dans la ville de Joliette, autrefois si conservatrice. La ville de Joliette a toujours donné plus de 200 voix aux conservateurs. Plusieurs paroisses du comté ont changé d'allégeance afin de témoigner au Parti libéral leur reconnaissance¹³.

Le cultivateur qui avait à choisir entre les larmes stériles versées sur son sort par l'opposition et la politique extraordinairement avantageuse du gouvernement, quant à l'entretien des chemins et à la construction des écoles rurales, a vite fait de choisir, et c'est ce qui explique le changement extraordinaire opéré dans certaines paroisses conservatrices de mon comté, qui ont abandonné leurs vieilles traditions,

pour voter confiance au gouvernement de cette province.

M. l'Orateur, malgré que j'avais bien hâte d'exposer devant cette Chambre les raisons qui ont amené les électeurs de Joliette à retirer leur appui à ce grand financier qui se spécialisait dans l'étude des comptes publics, j'aurais probablement résisté à la tentation de parler. Je n'aurais pas pris part à ce débat si deux questions qui m'intéressent particulièrement n'avaient été soulevées par les honorables Messieurs de l'opposition et si on n'avait pas dit des choses qui m'ont frappé particulièrement.

Au cours de son brillant discours de jeudi dernier, l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), essayant de donner à l'opposition le crédit d'avoir la première pensé à cette politique si populaire de l'entretien des chemins améliorés par le département de la Voirie, citait une déclaration faite vers 1914 par M. Tellier, alors chef de l'opposition. Le député de Trois-Rivières a dit que M. Tellier avait recommandé l'entretien des chemins par le gouvernement en 1914, bien avant que les libéraux n'adoptent cette politique. Ce n'est pas exact. Il m'appartenait, il me semble, à titre de représentant du comté où habite encore M. Tellier qui est aujourd'hui l'un des juges les plus savants de la Cour du banc du roi, de répondre à cet argument et de déclarer qu'à cette époque ni le gouvernement ni l'opposition ne songeaient à une telle politique. En 1914, pas plus qu'en 1927, M. Tellier ne croyait cette politique réalisable et cette déclaration a été faite pour "gagner les élections", comme dirait l'honorable député de Laval.

Il est vrai que M. Tellier, alors qu'il était chef de l'opposition, avait prôné la politique de l'entretien des chemins, mais à ce moment, M. Tellier savait qu'il ne pourrait pas réaliser cette politique, puisqu'en 1914, les revenus de la province ne dépassaient guère les \$10,000,000, et aucun gouvernement ne pouvait alors songer sérieusement à assumer l'entretien des chemins à même ses revenus.

Mais les années ont passé, notre voirie s'est développée et, grâce à l'administration sage et éclairée du gouvernement, nos revenus ont augmenté au point de rendre possible cette politique que M. Tellier croyait impossible en 1914, et à laquelle ses fils qui nous combattaient dans Joliette ne pouvaient croire en 1927, puisque, durant la dernière campagne, ils ne voyaient là qu'une promesse électorale à laquelle il ne serait pas donné suite à cause des sommes énormes que l'entretien des chemins exigerait, car on n'y arriverait pas avec les \$30,000,000 de revenus de la province.

Le grand mérite de cette mesure ne revient pas à celui qui a pu y penser le premier. Le mérite et la gloire du gouvernement actuel sont d'avoir non seulement eu l'idée de cette sage politique d'économie, mais aussi d'avoir rendu cette heureuse politique possible et de l'avoir réalisée par son économie et par l'augmentation des revenus.

(Applaudissements)

Il me reste un dernier sujet, lequel je désire traiter en terminant et, cette fois, c'est mon honorable ami de Montréal-Maisonneuve qui m'en donne l'occasion. C'est à propos de la prochaine loi des accidents du travail. Le discours du trône nous apprend qu'une loi, dont l'idée maîtresse est d'indemniser généreusement l'ouvrier sans nuire à l'industrie, nous sera présentée au cours de la session. Cette loi, nous ne la connaissons pas encore, mais il nous est permis de croire qu'elle contiendra une échelle d'indemnité établie sur une base généreuse, qu'elle verra à établir un tribunal spécial chargé de juger sommairement et vite les réclamations contestées et qui fixera les indemnités auxquelles les accidentés auront droit.

Verra-t-elle également à assurer à la victime ou à ses représentants le paiement de l'indemnité à laquelle elle aura droit? Je l'espère, puisque sans cela la loi serait incomplète. Pour obtenir cette fin, plusieurs systèmes sont actuellement en opération dans les divers pays du monde. Il y a l'assurance collective, le dépôt d'une garantie et encore, la responsabilité collective en cas de déconfiture ou d'insolvabilité du patron condamné.

Mon honorable ami de Maisonneuve a dit: "L'ouvrier veut une assurance collective." Il nous a déclaré ses préférences pour l'assurance collective. Il a demandé qu'une clause exigeant l'assurance d'État obligatoire soit ajoutée à la mesure annoncée par le gouvernement. Le député de Maisonneuve n'a pas raison de craindre la nouvelle loi. Elle est bien telle quelle. Je crois que la proposition de mon honorable ami de Maisonneuve n'est pas dans l'intérêt des travailleurs. Me permettra-t-il de lui signaler que ce système, en outre d'être souverainement injuste, lorsqu'il est obligatoire, renferme un danger et qu'il pourrait conduire à un mal plus grave pour l'ouvrier que celui qu'il voudrait guérir?

Je veux dire qu'elle aurait pour effet, selon moi, de désintéresser complètement les patrons de la sécurité de leurs ouvriers. Le patron, qui ne serait pas personnellement responsable en cas d'accident et certain que des indemnités seraient payées à ses employés par l'assurance collective, négligerait de s'occuper de la protection de ses ouvriers, et nous

assisterions à une augmentation considérable des accidents du travail. Ne m'objectez pas qu'une loi pourrait forcer le patron à adopter certaines mesures de protection. Une loi semblable existe, mais elle ne saurait jamais remplacer avantageusement l'initiative du patron qui, aiguillonné par l'intérêt personnel, s'ingénue à trouver toutes sortes de mesures de protection qu'aucune loi ne pourrait jamais imposer. L'assurance collective serait injuste et conduirait à un mal plus grave que celui que l'on voudrait guérir.

Mais alors que faire? Permettez-moi de suggérer un autre moyen qui n'offre pas les désavantages du précédent et qui, à mon avis, rencontrerait les vues de tous. Un grand nombre de systèmes ont été suggérés. Je crois que le système idéal serait celui-ci. Il est adopté en France. Que tous les patrons soient groupés en deux catégories, la première comprenant ceux qui sont garantis soit par une assurance, soit par un dépôt en argent en garantie et qui offre toute la sécurité voulue aux ouvriers, en cas d'accidents. La seconde serait formée des patrons dont la responsabilité ne serait pas garantie. L'ouvrier travaillant pour un patron de la première catégorie serait absolument protégé. L'ouvrier n'aurait aucune difficulté à réclamer ce qui lui est dû. Il serait toujours protégé.

Quant aux patrons de la seconde catégorie, rendons-les tous garants qu'en cas de faillite ou d'insolvabilité du patron condamné, l'indemnité sera payée par tous les patrons de cette catégorie au moyen d'un prélèvement fait sur eux par la commission que l'on va créer. Le patron aura le choix entre les alternatives. Il aura la liberté de s'assurer ou de ne pas le faire et, dans tous les cas, l'ouvrier sera certain que son indemnité lui sera versée. Tous les patrons aimeraient mieux recourir à l'assurance. Cette loi donnerait satisfaction à tout le monde.

Je m'excuse, M. l'Orateur, d'avoir été beaucoup plus long que je ne l'aurais voulu. La bienveillance avec laquelle les honorables membres de cette Chambre ont bien voulu m'écouter m'a entraîné au-delà des cadres que je m'étais tracés. J'aurais voulu vous parler un peu plus du beau comté que j'ai l'honneur de représenter, mais je m'arrête là, réservant cela pour une autre occasion.

Mais je ne puis reprendre mon siège sans lancer un vibrant appel aux industriels de cette province qui cherchent un endroit favorable pour s'établir.

Qu'ils viennent à Joliette et je les assure qu'ils y trouveront une main-d'œuvre habile, des ouvriers honnêtes et dévoués et une population de même qu'une administration municipale prête à les

bien accueillir avec joie et à leur accorder tous les avantages possibles. Je les invite à venir visiter notre ville et à se rendre compte de ses magnifiques possibilités.

(Applaudissements)

La proposition du député de Montréal-Mercier (M. Plante), appuyé par le représentant de Québec-Ouest (M. Power) à l'effet que l'adresse suivante soit votée et présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, est soumise à la Chambre¹⁴:

À Son Honneur
le lieutenant-gouverneur
de la province de Québec

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, prions Votre Honneur de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer, afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

L'adresse est adoptée.

Nomination de l'Orateur suppléant et président des comités pléniers

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par l'honorable représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que M. Télesphore-Damien Bouchard, député du collège électoral de Saint-Hyacinthe, soit élu président des comités pléniers de cette Chambre.

(Applaudissements)

M. l'Orateur: La motion est adoptée.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que le mardi 31 janvier courant, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Adopté.

Voies et moyens

L'honorable M. Nicol (Compton):

M. l'Orateur, je propose, appuyé par l'honorable

représentant d'Arthabaska (M. Perrault), que le 31 janvier courant, la Chambre se forme en comité des voies et moyens pour voter les subsides à Sa Majesté.

Adopté.

Loi des jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 4 modifiant la loi des jurés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Juridiction des tribunaux de Kamouraska, Rimouski et Saguenay

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 13 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement à la juridiction concurrente des tribunaux dans les districts judiciaires de Kamouraska, Rimouski et Saguenay soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Composition des comités permanents

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que le nom de M. Tremblay soit ajouté à la liste des membres du comité des privilèges et élections.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 15¹⁵.

NOTES

1. Dans *The Chronicle Telegraph* du 25 janvier 1928, à la page 3, Allan Bray est décrit comme "un homme de forte corpulence".

2. Louis-Joseph Papineau (1861-1932), élu député libéral à la Chambre des communes dans Beauharnois en 1908, 1911, 1917 (sans opposition) et 1921. Whip

de 1910 à 1925. Ne s'est pas représenté en 1925. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans Beauharnois en 1927. Ne s'est pas représenté en 1931.

3. Charles-Alphonse Fournier (1871-1941), élu député libéral de Bellechasse à la Chambre des communes en 1917, 1921 et 1925.

4. Chiffre du *Soleil* du 25 janvier 1928, à la page 16. Chiffre du *Nouvelliste* du 25 janvier 1928, à la page 1: 2,850. Chiffre de *La Tribune* du 25 janvier 1928, à la page 1: 2,500.

5. Dans *La Tribune* du 25 janvier 1928, à la page 1, on parle plutôt de la campagne électorale de 1917.

6. Paul Mercier (1888-1943), élu député libéral dans la circonscription de Saint-Henri en 1921, 1925 et 1926.

7. *Le Soleil* du 25 janvier 1928, à la page 16, dit qu'au banquet en question, l'honorable Dr Normand sommat M. Sauvé de quitter son poste.

8. Selon *Le Nouvelliste* du 25 janvier 1928, à la page 1, il s'agit de l'Autriche.

9. Le journaliste de *L'Événement* du 25 janvier 1928, à la page 8, écrit ceci: "C'est le premier qui nous fait pareille requête et il n'en a pas besoin, car il parle bien et il est éloquent".

10. Pierre Bertrand (1875-1948), député de la circonscription de Saint-Sauveur, de 1923 à 1927.

11. Selon le journaliste de *L'Événement* du 25 janvier 1928, à la page 8: Le député de Saint-Sauveur élève le ton. La voix est forte, le timbre est harmonieux. La députation l'écoute avec une grande avidité. Le benjamin a déjà attrapé l'oreille de la Chambre. C'est énorme comme succès.

12. Pierre-Joseph Dufresne (1872-1946), élu député conservateur à l'Assemblée législative en 1919 et 1923. Défait en 1927.

13. Selon *L'Événement* du 25 janvier 1928, à la page 8: Le jeune député de Joliette parle avec l'assurance d'un vieux parlementaire. Les ministres et M. Sauvé sont vivement impressionnés.

14. Selon *Le Devoir* du 25 janvier 1928, à la page 1, à ce moment, M. Téléphore-Damien Bouchard préside la Chambre.

15. Selon *L'Événement* du 25 janvier 1928, à la page 8, la Chambre félicite chaleureusement l'honorable M. Leduc et les deux jeunes députés de Saint-Sauveur et Joliette, M. Cantin et M. Dugas. Le journaliste ajoute ceci: Rarement la députation a aussi spontanément reconnu le succès des deux jeunes qui méritent tous les compliments qu'ils reçoivent.

Séance du mercredi 25 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 4 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Écoles protestantes de Montréal et de ses environs

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Bernard), que l'article 510 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter une pétition demandant l'adoption d'une loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition des écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, demandant l'adoption d'une loi les concernant, est présentée et déposée devant la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 77 nommant un exécuter du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuter testamentaire.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 85 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 105 changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal";

- bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen;

- bill 92 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E.-Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen;

- bill 86 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examen;

- bill 95 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis.

Votre comité recommande de prolonger au 16 février prochain, inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1^{er} mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- du révérend W. Sluzar et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal";

- de dame Clara Beauchamp, veuve de Simon Lacombe, et autres, demandant l'adoption d'une loi autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot no 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges;

- de la corporation de la ville d'Arthabaska, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 72 relativement à The Arthabaska Clothing Company;

- de la Commission des écoles catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à effectuer un emprunt et à amender l'époque du recensement des enfants;

- de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec, demandant l'adoption d'une loi donnant certains pouvoirs relativement à des actions qu'elle détient dans The Montreal Light, Heat & Power Company;

- de la Murray Bay Paper Company Limited, demandant l'adoption d'une loi ratifiant certaines résolutions du conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie et des commissaires d'écoles de ladite paroisse, ainsi que les conventions entre les mêmes parties et le pétitionnaire;

- de la Société d'administration générale, demandant l'adoption d'une loi à l'effet de modifier sa charte et de changer son nom en celui de "Société d'administration et de fiducie" et en langue anglaise, "Administration and Trust Company";

- d'Alcoa Power Company Limited, demandant l'adoption d'une loi constituant en municipalité de ville un certain territoire situé partie dans le canton de Tremblay et partie dans le canton de Jonquière, comté de Chicoutimi;

- de King Edward Park & Amusement Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la corporation de la cité de Trois-Rivières, demandant l'adoption d'une loi l'autorisant à faire un emprunt pour lui permettre de faire certains travaux;

- du Crédit général du Canada, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de David Marsh et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et pour autres fins;

- de la corporation du comté de Témiscouata, demandant l'adoption d'une loi changeant le chef-lieu dudit comté.

Votre comité recommande de prolonger au 16 février prochain inclusivement les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 1^{er} mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels, prescrit par le paragraphe 1 de l'article 543 du Règlement, les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Le rapport est adopté.

Cadastre du village de la Côte-des-Neiges

M. Lemieux (Gaspé) demande la permission de présenter le bill 87 autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot no 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commission des écoles catholiques de Montréal

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville de Racine

M. Delisle (Chicoutimi) demande la permission de présenter le bill 99 constituant en corporation la ville de Shipshaw.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Corporation archiépiscopale de Québec et Montreal Light, Heat & Power Consolidated

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 106 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Contrats entre la Murray Bay Paper Company Ltd. et Saint-Étienne-de-la-Malbaie

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Emprunt de Trois-Rivières

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 107 autorisant la cité de Trois-Rivières à emprunter une somme de six

cent soixante-cinq mille piastres, afin de consolider sa dette flottante.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Société d'administration générale

M. Plante (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 110 changeant le nom de la Société d'administration générale.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Sœurs hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal

M. Plante (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 116 modifiant la charte de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

Accordé. Le bill est lu une première fois.

King Edward Park & Amusement Company

M. Poulin (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 91 modifiant la loi constituant en corporation la compagnie King Edward Park & Amusement Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande la permission de présenter le bill 133 constituant en corporation la Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Quebec Baptist Church

M. Power (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 137 constituant en corporation The Quebec Baptist Church.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company

M. Bullock (Shefford) demande la permission de présenter le bill 130 modifiant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Crédit général du Canada

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 109 modifiant la charte du Crédit général du Canada.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Arthabaska Clothing Company

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 121 ratifiant le règlement no 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à The Arthabaska Clothing Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Maisons historiques

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que cette Chambre, pour marquer la satisfaction avec laquelle elle a appris que plusieurs maisons d'une valeur historique exceptionnelle avaient été offertes dans un geste patriotique au gouvernement de cette province, désire exprimer sa gratitude la plus sincère: aux héritiers de feu l'honorable R. Dobell pour la très vieille et très intéressante maison des Jésuites, à Sillery; aux héritiers de l'honorable James Cuthbert² pour la première chapelle construite dans ce pays, à Berthier, pour l'usage du culte protestant; à MM. Noah A. Timmins³ et A. Kirk Cameron, de Montréal, pour une maison déjà chère à toute la population canadienne, la maison de Laurier⁴, à Arthabaska.

(Applaudissements)

M. l'Orateur, en adoptant la loi relative à la Commission des monuments historiques, il y a à peine six ans, cette Chambre avait surtout pour objet de faire comprendre à notre population toute l'importance qu'il convient d'attacher aux reliques de notre histoire. Vieux calvaires et vieux moulins, vieilles églises et vieilles maisons, ce sont les témoins des générations passées, et l'heure était venue de les conserver avec un soin jaloux. Ces vieilles reliques ne nous rappellent pas seulement le souvenir des aïeux, mais elles nous rappellent encore les racines profondes que notre race a prises sur cette terre du Canada. Elles nous disent que nos aïeux ont voulu faire une œuvre durable.

Ne suffit-il pas de jeter un coup d'œil sur leurs robustes constructions pour se rendre compte des préoccupations de nos aïeux qui, dès leur arrivée, avaient la prétention d'élever des demeures qui résisteraient au temps et qui, après leur mort, pourraient encore abriter les fils de leurs fils? Eussent-ils deviné avec quelle facilité leurs successeurs devaient accepter de vivre hors des frontières du pays qu'ils n'auraient pas marqué, d'une façon plus apparente, leur volonté que nous restions ici, que nous restions chez eux.

À qui sait les interroger, les vieilles maisons et les vieilles églises de notre pays ne cessent de donner une constante leçon de patriotisme et, à ce titre, elles méritaient qu'on les conserve soigneusement.

Mais il y a davantage: nos vieilles églises donnent un cachet tout spécial aux villages qui ont l'honneur de les posséder, de même que nos vieilles maisons ajoutent au charme de nos campagnes québécoises. Si flatteurs pour l'œil que soient les paysages vus de l'Île d'Orléans ou de la côte de Beaupré, qui oserait prétendre que les vieilles constructions ancestrales ne relèvent pas d'une note toute pittoresque la beauté de ces paysages?

Le touriste, canadien ou américain, n'est pas insensible aux spectacles de la route et, comme l'architecture de nos anciennes demeures tranche sur la banalité et la monotonie des constructions modernes, qui sait jusqu'à quel point ces vieilles demeures n'auront pas contribué au développement de l'industrie du tourisme chez nous. À ce titre également, il convenait de les conserver avec une attention particulière.

La Commission des monuments historiques, depuis qu'elle existe, a entrepris une œuvre de propagande aussi active qu'intelligente. Elle a publié des rapports qui sont des modèles, qui ont été lus avec une vive satisfaction et qui ont créé dans les esprits une révolution patriotique. Nos gens comprennent maintenant toute la valeur de nos anciennes constructions, et déjà, ils s'efforcent de les protéger contre les outrages du temps. Je saisis donc avec plaisir l'occasion qui m'est offerte de féliciter les membres de la Commission pour l'excellent travail qu'ils ont accompli.

Non seulement ont-ils pu convaincre notre population qu'il fallait conserver notre patrimoine de vieilles reliques, mais encore ils ont inspiré cette confiance qui facilite les beaux gestes. Hier, c'étaient les héritiers de l'honorable R. Dobell qui donnaient au gouvernement de la province la très vieille et très respectable maison des Jésuites, à Sillery. C'étaient

encore les héritiers du seigneur Cuthbert qui donnaient à l'État la première chapelle protestante construite au pays, et il convient que la province les remercie.

Aujourd'hui, ce sont deux puissants industriels de Montréal qui, avec une libéralité qui les honore, offrent à la province de Québec non pas cette fois un monument historique, mais une maison d'aspect moderne dans laquelle s'est faite une partie de l'histoire canadienne contemporaine. Cette maison, c'est Laurier qui l'a construite; c'est lui-même qui en a choisi le site et c'est lui-même aussi qui l'a meublée avec un goût simple, mais délicat. Rien n'est changé dans cette demeure. Les meubles, les cadres, les tapisseries, les ornements restent ce qu'ils étaient au temps de Laurier. Oh! Rien que de très simple! Pas la moindre trace de luxe ou de munificence. Tout respire une atmosphère d'austérité propre au recueillelement et à l'étude.

C'est dans cette maison que Laurier a vécu, sans interruption, les années pendant lesquelles il se préparait avec tant de soin au grand rôle qu'il devait jouer dans ce pays. C'est dans cette maison que tant d'hommes politiques, venus des quatre coins du pays, ont étudié et discuté avec le maître de céans tant de questions dont la répercussion s'est fait sentir dans le Canada tout entier. C'est dans cette maison également que le vieil homme d'État aimait à revenir, de temps en temps, pour se reposer et refaire ses forces, dans le cadre si cher d'une vie simple et paisible.

Heureux, très heureux événement que celui qui permet aujourd'hui à la province de posséder cette maison et d'en faire un musée consacré au souvenir du plus illustre de ses enfants. De partout, on accourra pour visiter une maison si chère au cœur de tous les Canadiens et, de partout aussi, on louera le geste patriotique de MM. Noah A. Timmins et A. Kirk Cameron. Il me fait plaisir de signaler à cette Chambre que, parmi ceux qui ont semé l'idée que l'on devrait faire un musée national de la maison Laurier, est l'honorable juge Camille Pouliot que je suis heureux de voir sur le parquet de cette Chambre⁵.

M. Timmins est l'une des personnalités les plus marquantes dans l'industrie minière de ce pays. C'est un créateur et c'est un animateur. Quand il ne paraît travailler que pour lui, il ne cesse cependant de travailler pour son pays en organisant des centres de vie active et intense. En Colombie anglaise, au Manitoba, dans le nouvel Ontario et dans le nord-ouest de Québec, il a joué un rôle qui l'honore en contribuant largement au succès d'un très grand nombre d'entreprises. Mais M. Timmins n'est pas

seulement un très grand homme de mines, c'est aussi un excellent patriote. Il nous a habitués à mieux connaître ses entreprises d'affaires que ses générosités à l'égard de toutes nos institutions et, je le dis à son honneur, il m'a fallu vaincre la modestie de M. Timmins pour pouvoir dire à cette Chambre et à cette province le don généreux qu'il vient de faire.

Quant à M. Cameron, il est, lui aussi, un homme d'affaires considérable, un grand citoyen et un excellent patriote. Admirateur de Laurier et de son grand talent, il a voulu, lui, Canadien de langue anglaise, offrir cette maison à une province de langue française, en témoignage des bonnes relations qui existent, qui ont toujours existé et qui continueront d'exister entre les différents éléments de notre population.

À Messieurs Timmins et Cameron, moi qui viens du village de Laurier, j'offre le témoignage ému de ma reconnaissance en même temps que je les prie d'accepter la gratitude du gouvernement, la gratitude de cette Chambre et la gratitude de toute la province de Québec.

(Applaudissements)

M. Casgrain (Témiscouata): M. l'Orateur, j'avais pensé que je ne pouvais trouver de meilleure occasion pour débiter dans cette Chambre que de souligner, après l'éloquent ministre de la Colonisation, le beau geste de MM. Timmins et Cameron.

Évoquer le souvenir de Laurier, nous qui l'avons tant admiré et tant aimé, me semblait une chose facile. Je me rends compte que mon enthousiasme m'a entraîné un peu loin. Aussi, me voyez-vous dans l'obligation de solliciter votre bienveillance et votre indulgence. J'ose espérer que ma pétition sera adoptée sans discussion.

Permettez-moi de féliciter et de remercier MM. Timmins et Cameron. Ils ont fait un acte patriotique et ils méritent la reconnaissance de leurs concitoyens.

Mais, ai-je besoin de le dire, il y a une cause à toutes les actions; souvent nos idées nous ont été inspirées par d'autres. Une suggestion, un conseil, une conversation où l'on a exprimé ses ambitions, ses désirs, que dis-je. Un exemple historique illustrera mieux ma pensée.

Lord Durham⁶ avait dit, dans son trop fameux rapport, que les Canadiens français étaient un peuple sans histoire, sans lettres. Pour nous venger et démontrer qu'il se trompait, François-Xavier Garneau⁷ écrivit son *Histoire du Canada*. Il nous donna un chef-d'œuvre que nous n'aurions peut-être jamais eu sans Lord Durham.

M. l'Orateur, je ne veux pas diminuer le mérite de MM. Timmins et Cameron, mais je crois que, comme Garneau, ils ont eu un inspirateur. Cet inspirateur, vous le connaissez. Contrairement à Durham, il a été guidé par l'admiration. Il habite Arthabaska, tout près de l'ancienne maison de Laurier. Il représente, avec vous, M. l'Orateur, le comté où Laurier a été élu pour la première fois. Il est depuis plusieurs années l'un de ses meilleurs amis personnels et politiques, son admirateur et son disciple. Ai-je besoin d'ajouter que cet inspirateur est notre distingué ministre de la Colonisation et qu'il mérite la reconnaissance de ses compatriotes?

MM. Timmins et Cameron ont fait un acte patriotique. Il importe en effet de perpétuer le souvenir de nos grands morts. Aucun homme n'est entré aussi profondément dans l'âme de notre peuple que Laurier, et avec raison.

Laurier a aimé son pays. Il a dépensé toute sa vie à le servir. Il a eu confiance en l'avenir du Canada. Il a prévu, il a prophétisé son extraordinaire développement d'aujourd'hui, qui, d'ailleurs, n'est que la continuation de sa politique et de son œuvre.

Sa maison méritait donc de devenir un musée national. Pour nous, elle sera plus: elle sera un sanctuaire. En effet, c'est dans cette maison que Laurier s'est préparé au grand rôle qu'il devait jouer dans la vie publique. C'est là qu'il a étudié, qu'il a travaillé, qu'il a connu ses premiers succès, dans sa maison d'Arthabaska, qu'il a passé peut-être les jours les plus heureux de sa vie au milieu d'une société particulièrement brillante et remarquable. C'est là, enfin, et cela suffit pour que ce lieu soit pour nous un sanctuaire, qu'il a peiné, qu'il a aimé, qu'il a chanté, qu'il a espéré et qu'il a grandi. Laurier a joué un grand rôle dans la vie de notre peuple, et tous les Canadiens français doivent être fiers de ce nouveau musée national que deux concitoyens de langue anglaise viennent de donner à notre province.

Laurier disait, en finissant sa remarquable conférence sur le libéralisme, qu'il croyait que nos morts nous suivaient de l'au-delà, qu'ils venaient en esprit dans les lieux qu'ils avaient aimés. Si ce rêve de Laurier est devenu pour lui une réalité, nul doute que sa grande âme est au milieu de nous à cette heure. S'il en est ainsi, il y a deux choses qui doivent lui être particulièrement agréables.

Laurier a prêché la tolérance toute sa vie. Il comprenait les aspirations et les revendications de toutes les races qui habitent ce dominion et de toutes les croyances. Ne doit-on pas être particulièrement touché, s'il a connaissance de nos délibérations, que ce soient deux citoyens qui ne partagent

probablement pas nos croyances, ne parlent pas la même langue, appartiennent à une autre race, qui ont voulu, en achetant sa résidence d'Arthabaska, perpétuer sa mémoire, son nom et donner ainsi un bel exemple de tolérance et de largeur de vues?

S'il a aussi entendu l'honorable chef de l'opposition joindre ses éloges aux nôtres, ne croyez-vous pas, Monsieur, qu'il en a été fier à juste titre?

Nos adversaires méritent des félicitations. Même en le combattant, ils devaient l'admirer.

MM. Timmins et Cameron se sont sans doute rappelés, lorsqu'ils ont acheté la maison de Laurier, cette parole de je ne sais plus quel écrivain: C'est l'oubli des vivants qui fait mourir les morts. Ils se sont souvenus. Nous aussi, nous voulons nous souvenir. Et le but de cette motion est de faire connaître leur beau geste à notre population et de le faire apprécier par les générations futures.

(Applaudissements)

M. Fortier (Beauce): M. l'Orateur, me permettez-vous de souligner d'un mot le geste de ces donateurs. La lutte courtoise dont cette Chambre est témoin depuis 10 jours est comme une invite aux pensées généreuses. Profondément imbus de la valeur de nos moyens respectifs pour assurer le triomphe d'une cause commune, nous luttons sans peur et sans reproches. En perpétuant le culte du souvenir, nous allons droit au cœur de notre population. Nous ne nous contentons pas de préparer l'avenir, nous avons le souci de conserver les vestiges d'un glorieux passé. Nous voulons que le souvenir de nos devanciers éclaire nos entreprises. Parlant de sa double origine, Victor Hugo⁸ disait:

Fidèle enfin au sang

Qu'ont versé dans ma veine

Mon père, vieux soldat, ma mère vendéenne

Je sais d'où je viens si j'ignore où je vais.

Ignorons-nous vraiment où nous allons, sachant d'où nous venons?

La maison des Jésuites, pionniers de la croix et de la civilisation, dont le sang a fait germer le christianisme et submerger le paganisme dans la Nouvelle-France, constitue un précieux trésor pour notre race. Et ce sont des frères séparés qui donnent à la vieille province à majorité catholique et française cette relique de sa foi, maison auguste que ces habitants ont quittée pour monter par le martyr sur nos autels. Ce sont eux qui nous ont apporté de France les premières notions d'agriculture. Or, l'agriculture est l'espoir de notre race et, comme telle, elle doit rester, comme le disait tout à l'heure M. Caron, aux cultivateurs, au-dessus des partis politiques.

La province catholique et française agréée avec plaisir le don de la première chapelle protestante au pays. Elle a trop le souci de conserver tout ce qui se rapporte à son histoire pour ne pas accueillir avec bienveillance la vieille chapelle de Saint-Cuthbert.

Peut-on dire que notre destinée est incertaine, peut-on la craindre? Non, si nous nous inspirons des exemples du passé. Forts de nos souvenirs, nous la pressentons. Notre destinée, c'est celle de la concorde, de la confiance mutuelle, de l'orgueil, du passé, de la foi dans l'avenir. Il s'est rencontré dans notre histoire un homme qui, par la distinction de ses manières, la dignité de son maintien, retenait l'attention, qui, par l'élévation de la pensée, par son verbe incomparable, provoquait l'admiration.

"C'est un peuple de gentilshommes", avait dit de nous un gouverneur anglais. Laurier fut le plus grand des gentilshommes et, croyons-nous, le plus grand des Canadiens.

Dans un pays où deux races rivales, durant des siècles, sont jetées pêle-mêle pour y vivre la vie nationale, que d'obstacles jonchent la route des conducteurs de peuples!

Dans toute sa carrière politique de 48 ans, soit dans cette enceinte où il débuta ou sur la scène fédérale plus vaste, soit dans l'opposition ou au pouvoir, jamais Laurier n'a fait appel aux préjugés ni aux passions. Mais, s'il a dédaigné l'arme facile de l'appel aux passions, il n'a pas craint de s'attaquer à leur puissance. Bien que ceux de sa race et de sa foi fussent la minorité, lorsqu'un principe de justice était en jeu, même si la défense de ce principe pouvait lui aliéner la sympathie de la vaste majorité, il attaquait de front les passions soulevées jusque dans le brasier où elles s'agitaient et en diminuait l'ardeur, s'il ne parvenait pas à les éteindre.

On l'a vu à Toronto épouser la cause de Riel⁹ et défendre les Métis, justifier la restitution des biens des jésuites. Et, le lendemain, Ontario, ravi, lui décerna l'appellation qui est passée dans l'histoire: "silver-tongued Laurier".

Il eut foi dans nos institutions britanniques. Sa loyauté était sincère et franche, elle ne fut jamais servile.

Devenu l'idole de son pays, le favori de l'Empire, le jour où il crut que l'on portait atteinte à la liberté du peuple canadien en substituant la loi de la contrainte à elle de la liberté, il se rangea sous l'étendard de la liberté. Il savait qu'il se condamnait à une défaite sans retour, vu son âge et les circonstances du moment, mais son abnégation, mais sa fidélité au devoir tel qu'il le concevait, mais son

amour de la liberté, son libéralisme, enfin, n'ont jamais brillé d'un plus vif éclat à nos yeux que dans le décor de ses cheveux blanchis et de sa frêle stature courbée par les années de patriotique labeur.

Des mains pieuses ont légué à notre province la maison de Laurier. C'est par les soins d'un disciple particulièrement cher au grand homme que notre province s'est enrichie de ce monument désormais impérissable. La province lui en est reconnaissante.

La province de Québec a pris un tel essor, sous l'impulsion de l'honorable premier ministre, qu'elle sera heureuse d'associer son nom à la consécration de la maison de Laurier au culte du souvenir et fière de l'un et de l'autre.

(Applaudissements)

L'honorable M. Dillon (Montréal-Sainte-Anne): Il est de mon devoir de dire que la population anglaise de cette province se joint à nos compatriotes de langue française pour rendre hommage, en cette occasion, à la mémoire de Sir Wilfrid Laurier et remercier ceux qui assurent la conservation de la maison que le grand homme a habitée à Arthabaska. Ce qui se dégage de cette maison, c'est la grande simplicité qui inspira toujours la vie du grand homme d'État. Laurier n'a jamais été petit dans ses actions.

(Applaudissements)

Il félicite le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) de sa charmante description de la maison Laurier. Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) a dit que la maison de Sir Wilfrid était de goût simple et distingué. Toutes les œuvres du grand homme n'ont-elles pas ces caractéristiques?

On a donné à la province la première église protestante construite dans Québec et celle-ci l'a acceptée. Cette église demeurera comme un vivant symbole de la liberté dont jouissent les minorités chez nous. Je tiens aussi à féliciter les autres généreux donateurs, MM. Timmins et Cameron, et les Dobell, que j'ai l'honneur de connaître.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Penser, c'est vivre. Se souvenir, c'est survivre. Notre province a accompli un beau geste en élevant des monuments à ceux qui l'ont honorée et je m'unis aux autres orateurs, en mon nom personnel, pour offrir mes remerciements aux donateurs des monuments historiques dont il est question dans la motion de l'honorable député d'Arthabaska (M. Perrault). Mais je demande au gouvernement, dit-il, de prendre la

bonne habitude de prévenir les députés de l'opposition lorsqu'il se propose de soulever un débat comme celui-là.

Il est trop tôt pour dire quel jugement l'histoire portera sur Sir Wilfrid Laurier, dont les députés de la droite ont fait une idole. Il serait prématuré de le juger à présent. Mais, amis comme adversaires reconnaissent qu'il fut d'une courtoisie proverbiale, qu'il fut un grand Canadien, qui a fait honneur à son pays et à sa race. (Applaudissements)

Sir Wilfrid Laurier a joué un grand rôle dans son pays dont il fut l'idole, et la conservation de sa demeure constitue une leçon que tous approuvent avec plaisir.

Notre histoire nationale est riche en souvenirs et en traditions, et tout ce qui fait connaître notre histoire doit mériter qu'on s'en occupe. Le grand mérite de l'Europe a été de donner à ses peuples le moyen de connaître leur histoire en conservant religieusement les monuments du passé.

(Souriant) Sir Wilfrid a porté des jugements admirables, au cours de sa belle carrière. Il me fait plaisir de rappeler aux membres de la droite que Laurier disait qu'il n'était pas sain qu'un gouvernement restât au pouvoir plus de 15 ans.

(Rires et applaudissements)

L'honorable M. Nicol (Compton)¹⁰: Un de mes premiers clients, lorsque j'ai commencé à exercer ma profession d'avocat dans les Cantons-de-l'Est, était un ancien client de Sir Wilfrid Laurier. C'était un conservateur et c'est lui qui m'a appris à connaître l'homme qu'avait été Laurier, que j'ai connu plus tard. Ce fut un grand homme. Arrivé dans les Cantons-de-l'Est alors que la majorité était anglaise, il s'y fit une belle clientèle. Laurier avait donné dans les Cantons-de-l'Est une leçon que la génération présente essayait de ne pas oublier.

Il fut un homme politique large dans ses vues. Il a fait des luttes politiques nombreuses et son souvenir demeure au-dessus des tempêtes. Ce fut un homme et ses faits sont restés parmi son peuple. Peu importe ce qu'ont pu dire ses adversaires, tous s'entendent sur le fait que Laurier fut un grand seigneur, le plus grand homme d'État que cette province ait fourni au pays.

En entendant mes collègues parler de Sir Wilfrid, tout à l'heure, je regardais son portrait dans la galerie des grands hommes qui orne le plafond de cette Chambre, et je me disais que le grand disparu doit être heureux d'entendre ce concert d'éloges de la part de tous les partis, car c'est la récompense de sa vie parfaite.

Il cite des vers d'un poète irlandais et de Shakespeare¹¹, qui sont de véritables éloges du grand chef libéral, et il termine en remerciant les Canadiens qui ont assuré la conservation de la maison de Laurier et de deux autres vieilles maisons historiques pour leur geste généreux.

Il me fait plaisir, au nom de la minorité anglaise, d'offrir mes hommages à mon collègue le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) qui a assuré un si éclatant témoignage de reconnaissance aux citoyens qui ont offert à la province ces reliques de notre histoire.

(Applaudissements)

M. Thériault (L'Islet): M. l'Orateur, je suis heureux de vous féliciter de votre élection à la présidence de cette Chambre et votre ascension me rappelle nos souvenirs de jeunesse.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande à l'Orateur si l'honorable député est bien dans l'ordre.

M. Thériault (L'Islet): Nous nous sommes connus il y a 20 ans, lorsque nous sommes arrivés à Québec, et nous avons admiré ensemble toutes les paroles de Laurier, sauf peut-être celles que l'honorable député de Trois-Rivières a citées au sujet des gouvernements qui ne devraient pas rester au pouvoir plus de 15 ans.

Ces paroles ne sont pas les meilleures que le chef d'État ait prononcées. D'ailleurs, le gouvernement est au pouvoir depuis 30 ans et il fait la gloire de cette province.

La Commission des monuments historiques fait une œuvre admirable en ces dernières années en marquant tous les endroits historiques de notre province. Il remercie la famille Dobell d'avoir donné à la province la maison des Jésuites, à Sillery, et enfin MM. Timmins et Cameron, qui ont fait cadeau au gouvernement de la maison de Laurier.

Il rappelle l'histoire de la maison des Jésuites qui abrita les pères de Brébeuf, Lalemant, Jogues¹² et les autres héros de la civilisation au Canada. La chapelle de Cuthbert est un monument du culte protestant au Canada et constitue un précieux monument.

La maison de Laurier à Arthabaska est pour nous un sanctuaire, et les citoyens qui l'ont donnée à la province méritent la reconnaissance de tous. Laurier a donné sa vie pour son peuple au service duquel il avait mis tous ses talents. Il a joué un grand rôle à l'occasion du jubilé de diamant, en 1897.

Y a-t-il eu une personnalité plus attachante que celle de Sir Wilfrid Laurier dans notre histoire? Quelle belle culture! C'était un intellectuel dans toute la force du mot. Il possédait aussi bien la langue de Shakespeare que celle de Racine¹³ et de Corneille¹⁴. Laurier fut le plus grand "debater" que nous ayons connu; son éloquence n'a pas eu de rivale dans nos fastes parlementaires au Canada et fut applaudie même à Londres. Quel attachement au service public!

Comme nos meilleurs hommes d'État, il est mort à la tâche. Laurier a connu la gloire, le triomphe, il a aussi goûté à la coupe de l'amertume. Au soir de 1917, pour des raisons qui n'ont jamais été expliquées, des amis l'ont trahi. Je me souviens qu'il écrivait, à cette époque, à un de ses amis de Québec: Il faut sauver le pays et sauver le Parti libéral auquel j'ai donné le meilleur de ma vie. Il fut grand aussi dans la défaite et jamais il n'hésita à donner à son pays tout son travail, tout son dévouement. Sa vie est une leçon, sa demeure est un trésor.

Il félicite le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) d'avoir assuré cet hommage de l'Assemblée législative à la mémoire de Sir Wilfrid Laurier. Il fait des compliments aux cultivateurs, lauréats du Mérite agricole présents à la séance, dans les galeries, et fait l'éloge de l'agriculture et de la race canadienne, un facteur de sécurité, une force sociale. Dans toutes les provinces, dit-il, on reconnaît que les Canadiens français constituent le plus important facteur de sécurité au pays. Je tiens à féliciter surtout M. Lamarre, lauréat du Mérite agricole des jeunes, qui est le fils d'un brillant agriculteur de son beau comté de L'Islet.

(Applaudissements)

M. Blain (Montréal-Dorion): Me sera-t-il permis de me joindre à mes collègues, M. l'Orateur, pour féliciter ceux qui viennent de donner à la province des maisons historiques qui nous rappellent de si beaux souvenirs? Il (M. Blain) rappelle la grande œuvre apostolique des premiers jésuites. La maison des Jésuites à Sillery rappellera toujours les hauts faits des premiers missionnaires à notre race et rendra sans cesse un hommage à ces pionniers. Ces généreux citoyens ont fait là un geste qui aura une grande portée, car ils appartiennent à la minorité de cette province. Pionniers de la civilisation en Amérique, les Jésuites poussèrent toujours plus loin les limites du nouveau territoire, afin de créer une nation chrétienne, et ce faisant, ils ont dû souffrir le martyre. Ces Jésuites ont eu la vision de l'avenir et ils ont su préparer la race à faire de grandes choses.

Une famille catholique a eu la chance de faire don d'un monument en l'honneur des pionniers protestants. La chapelle Cuthbert est une relique appartenant aux protestants. En préservant la première chapelle protestante, la province rend ainsi hommage à sa minorité qui est ici depuis 150 ans, et qui, avec d'autres minorités, comme les juifs, les Italiens, les Anglais de Dorion, etc., est animée du même désir que les Canadiens français, soit celui de créer une province plus grande et plus prospère, suprême parmi les autres provinces.

Les générations futures diront que, dans cette province, où nous avons l'harmonie et l'entente entre les deux races, il n'y a qu'une seule nationalité, certains parlant français et d'autres anglais, mais tous sont unis autour de nos institutions et ne désirent qu'une chose, soit la grandeur et la prospérité de notre province.

Il se félicite de compter dans sa division une minorité protestante et des citoyens de diverses races, qui travaillent ensemble pour l'intérêt de leur ville. Dans mon village natal, nous avions un voisin qui était Écossais protestant. C'était un ami de mon père et tous deux se rendaient des services et vivaient dans la plus parfaite harmonie, donnant l'exemple de la tolérance. Toutes les nationalités qui habitent notre pays doivent s'unir ainsi pour assurer la grandeur du Canada.

J'ai connu Laurier, dit-il. Bien que conservateur, je n'ai aucune hésitation à reconnaître en Laurier un grand homme. D'une distinction presque sans égale, Laurier a su faire honneur à son pays, et surtout à sa race, par sa vie intérieure et publique, notre devise nous recommandait le souvenir, nous l'avons suivie.

Le geste de MM. Timmins et Cameron rend hommage à la minorité comme à la majorité de cette province. Il scelle l'union qui existe entre les deux races qui vivent en cette province. Sir Wilfrid a honoré sa race et il est de notre devoir de remercier ceux qui veulent perpétuer sa mémoire. En leur témoignant notre reconnaissance, nous prouvons que nous aussi, nous nous souvenons.

(Applaudissements)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) se joint aux orateurs précédents pour exprimer, au nom de l'élément anglais, les remerciements que méritent MM. Timmins et Cameron et les héritiers Dobell et Cuthbert.

Ces citoyens ont fait un geste généreux que toute la population de la province, après la Chambre, apprécie et pour lequel elle les remercie.

Bien que parfois des désaccords survenaient avec Laurier sur certaines politiques, tous s'entendent sur le fait qu'il était un grand homme qui rendait un bon service à son pays, et je souhaite, dit-il, que l'esprit qui motive ces dons saura se propager.

La motion de l'honorable M. Perrault est adoptée à l'unanimité.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

M. l'Orateur suppléant¹⁵: La Chambre est ajournée jusqu'à 3 heures jeudi après-midi.

La séance est levée.

NOTES

1. *Le Devoir* du 26 janvier 1928, à la page 1, rapporte que cette séance a commencé vers 4 heures, et non comme d'habitude vers 3 heures, parce que tous les députés assistaient, depuis 1 heure, à un banquet offert par la province aux lauréats du Mérite agricole.

2. James Cuthbert (1769-1849), élu député de Warwick en 1796. Réélu en 1800, 1804, 1808, 1809 et 1810. Appuya le parti des bureaucrates. Nommé conseiller législatif de 1811 jusqu'à la suspension de la Constitution en 1838. Appelé au Conseil spécial le 2 avril 1838, en fut nommé président le 18; y siégea jusqu'à sa dissolution en juin. À nouveau membre de ce corps du 2 novembre 1838 jusqu'à l'entrée en vigueur de l'Acte d'Union, le 10 février 1841. Il décède dans son manoir seigneurial à Berthier (Berthierville).

3. Noah A. Timmins (1867-1936), maître d'œuvre de l'industrie minière, a investi beaucoup d'argent dans le développement des mines de la région de Timmins en Ontario, ville qu'il a créée, afin de loger les employés de la mine Hollinger. Il fut admis en 1985 au Temple de la renommée de l'entreprise canadienne.

4. Wilfrid Laurier (1841-1919), premier ministre (libéral) du Canada de 1896 à 1911.

5. Selon *L'Événement* du 26 janvier 1928, à la page 8, le juge Poulriot est assis à droite du président. Il s'agit peut-être du juge Camille-Eugène Poulriot (1897-1967), nommé juge de paix du comté de Gaspé, le 8 février 1926.

6. John George Lambton, 1^{er} comte de Durham (1792-1840), homme politique britannique. Élu au Parlement en 1813, il est reconnu comme étant un réformateur. Il démissionne en 1835 et devient ambassadeur en Russie. Quelques années plus tard, il est chargé d'enquêter sur les rébellions de 1837 au Canada, où il débarque en mai 1838. Le rapport Durham, découlant de son enquête, décrète notamment l'exil aux Bermudes de plusieurs rebelles prisonniers. Durham sera contraint à démissionner en octobre 1838, quand Londres s'opposera aux conclusions de son enquête. Revenu en Angleterre peu de temps après, il décède en 1840. Dans son rapport, plutôt controversé, Durham formula deux recommandations principales: l'adoption d'un gouvernement responsable, et l'unification du Haut-Canada et du Bas-Canada. Au Québec, le rapport Durham suscita des réactions négatives, les Canadiens français voyant dans l'unification des Canadas un danger d'assimilation au milieu d'une majorité anglophone.

7. François-Xavier Garneau (1809-1866), notaire, historien et poète. De 1831 à 1841, il publia plusieurs de ses poèmes dans les journaux, principalement dans *Le Canadien*. Il est également l'auteur de *L'Histoire du Canada*, publié à partir de 1845 et considéré comme un plaidoyer et un acte de foi en réponse au rapport de Lord Durham. Premier francophone à mettre sur papier l'histoire du Canada, afin de démontrer les faits les plus marquants de l'histoire des Canadiens français dans la bataille qu'ils ont menée contre les Anglais.

8. Victor Hugo (1802-1885), écrivain français. On lui doit de nombreux recueils de poèmes dont *Les feuilles d'automne* (1831) et *Les chants du crépuscule* (1835) ainsi que des romans, tels *Notre-Dame de Paris* (1831) et *Les Misérables* (1862). L'extrait du poème est tiré de son recueil *Les feuilles d'automne*.

9. Louis Riel est né à Saint-Boniface au Manitoba en 1844. Fils d'un père métis et d'une mère canadienne-

française, il est choisi par Mgr Taché, évêque de Saint-Boniface, pour faire des études classiques au petit séminaire de Montréal. En 1869, de retour à Saint-Boniface, il est nommé président du Conseil provisoire de la rivière Rouge et devient le porte-parole des Métis. Il s'empare du Fort Gary et il y installe un gouvernement provisoire, composé de délégués francophones et anglophones, reconnu par le gouvernement fédéral. La province du Manitoba prend naissance en 1870, mais un conflit éclate avec des colons anglophones dont Thomas Scott, chef des opposants au gouvernement provisoire. Ce dernier est exécuté et Riel, craignant d'être arrêté, se réfugie aux États-Unis. En 1873, il est de retour au Canada et se fait élire deux fois aux Communes qui refusent de l'accueillir en son enceinte. Macdonald fait adopter une motion d'amnistie en faveur de Riel qui, en 1875, doit s'exiler pour cinq ans. Il se réfugie au Québec où il est admis dans un asile psychiatrique pour dépression nerveuse. En 1878, il repart pour les États-Unis. En 1884, les Métis de Batoche vont chercher Riel au Montana pour qu'il revienne au Canada et, sous sa direction, ils revendiquent la possession de leurs terres et présentent d'autres demandes que le gouvernement rejette. Le conflit éclate au printemps de 1885. Après la défaite des Métis à Batoche, Riel et ses troupes se rendent au général Middleton, dépassés en nombre par les troupes du gouvernement. Riel est transporté à Regina où il est reconnu coupable de haute trahison, puis pendu le 16 novembre 1885.

10. Le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) prononça ce discours en français, selon *L'Événement* du 26 janvier 1928, à la page 8.

11. William Shakespeare (1564-1616), auteur, acteur, homme de théâtre et poète dramatique anglais. Il est l'auteur de *Roméo et Juliette* (1594-1595), *Hamlet* (1600), *Othello* (1604) et *Henri VIII* (1612).

12. Jean de Brébeuf (1593-1649), saint, missionnaire chez les Hurons. Fait prisonnier et martyrisé par les Iroquois en 1649. Gabriel Lalemant (1610-1649), saint, missionnaire jésuite, il rejoint le père Brébeuf en Huronie et est torturé et mis à mort par les Iroquois. Isaac Jogues (1607-1646), saint, missionnaire jésuite, il vécut aussi auprès des Hurons et fut fait prisonnier au cours d'un raid iroquois en 1642. Mutilé, il fut libéré après un an de captivité. Après un court voyage en France, il revient au Québec et part en mission auprès des Iroquois, et

c'est au cours d'une mission ultérieure qu'il est abattu d'un coup de hache. Il fait partie des sept missionnaires canonisés.

13. Jean Racine (1639-1699), poète dramatique français, auteur notamment d'*Andromaque* (1667) et d'*Iphigénie* (1674).

14. Pierre Corneille (1606-1684), poète dramatique français, auteur, entre autres, du *Cid* (1636) et d'*Horace* (1640).

15. Il s'agit du vice-président, le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard).

Séance du jeudi 26 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Écoles protestantes de la cité de Montréal

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Bernard), que l'article 511 du Règlement soit suspendu et que la pétition demandant l'adoption d'une loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence la pétition des écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs, demandant l'adoption d'une loi amendement leur charte, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Exposition provinciale de Québec inc.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Soulanges (M. Farand), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition demandant l'adoption d'une loi incorporant l'association "Exposition provinciale de Québec inc." "Provincial Exhibition of Quebec Inc.", et que cette pétition soit lue et reçue au cours de la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence la pétition de l'association "Exposition provinciale de Québec inc.", demandant l'adoption d'une loi incorporant ladite association est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 4 modifiant la loi des jurés.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen;
- bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit;
- bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examen.

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de dame Marie-Ange Lemoyne de Martigny et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier;
- de la ville de Saint-Jérôme, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont dans les comtés de Westmount et Montréal-Laurier, demandant l'adoption d'une loi les exemptant de la section première, sous-section B de la loi 16 George V, chapitre 46;
- de Maurice Dupré et autres, demandant l'adoption d'une loi pour fins d'incorporer sous le nom de "Comptoir mobilier franco-canadien" une société ayant pour objet de favoriser le développement général du pays, à l'aide de capitaux français et autres;

- de Colin Daniel Morgan et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "The Morgan Trust Company";

- de L.-J. Fortin et autres, demandant l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Trois-Rivières;

- de la cité de Lévis, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte;

- de St. Lawrence Paper Mills Limited, demandant l'adoption d'une loi déclarant valides et légaux l'acte de vente et l'acte de convention consentis par dame Léa Labrie à ladite compagnie.

Le rapport est adopté.

Charte de Trois-Rivières

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Chef-lieu du comté de Témiscouata

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 82 changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

St. Lawrence Paper Mills Ltd.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 124 ratifiant le titre de St. Lawrence Paper Mills Limited à certaines propriétés et certains droits.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Lévis

M. Roy (Lévis) demande la permission de présenter le bill 114 modifiant la charte de la cité de Lévis.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Saint-Jérôme

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 112 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Morgan Trust Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 131 constituant en corporation la Morgan Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Commissaires d'écoles de Westmount et Montréal-Laurier

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 120 exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Charles-Séraphin Rodier

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 81 concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Comptoir mobilier franco-canadien

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 127 constituant en corporation le Comptoir mobilier franco-canadien.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Zones neutres

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il fini d'étudier le système des zones neutres tel que préconisé par un de ses membres, le 24 juillet, et suivant une réponse consignée dans les *Journaux de l'Assemblée législative*, vol. LIX, 15 George V, page 41?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le gouvernement a répondu, à cette époque, que les paroles prêtées à un de ses membres étaient un texte tronqué. Le gouvernement, en conséquence, n'a pas d'autre réponse à faire que celle qui a déjà été faite dans le passé.

Palais de justice et prison à Rouyn

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 7 modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn.

M. Blain (Montréal-Dorion): Je demanderais l'ajournement de l'étude de ce projet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je comprends que l'honorable chef de l'opposition est absent, mais nous devons travailler quand même. Nous n'adopterons pas le projet en troisième lecture, afin de permettre à l'honorable chef de l'opposition de faire des observations s'il en a à faire.

La motion est adoptée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité¹:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à effectuer le paiement d'une somme de cent cinquante mille dollars payable à même le fonds consolidé du revenu, pour le coût de la construction de l'édifice destiné à servir comme palais de justice, prison et poste de police au village de Rouyn, dans le canton de Rouyn, district judiciaire de Pontiac, au lieu de la somme de soixante-quinze mille dollars autorisée par la loi 17 George V, chapitre 8.

Nous avons été autorisés à dépenser \$75,000² pour cet édifice de Rouyn en vertu de la loi 17 George V. Les architectes du département des Travaux publics ont fait les plans de cet édifice et, comme on veut y loger tous les services de la justice et de la police, nous demandons la permission de dépenser jusqu'à \$150,000, afin de pouvoir construire un édifice convenable. Il faudra construire plus grand qu'on ne l'avait prévu tout d'abord. Il faudra aussi

que l'édifice soit plus moderne et entièrement à l'épreuve du feu. On ne peut pas faire autrement. Les architectes du département sont d'opinion que les travaux projetés ne peuvent être exécutés sans une dépense de \$150,000, qui sera payée à même le revenu de la province.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande si cette grande prison si moderne viendra à son heure. Il faut toujours se méfier de l'avenir des villes minières. Personne ne sait ce que sera Rouyn dans 10 ans.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le nord de la province se développe avec une rapidité extraordinaire et, dans un avenir assez rapproché, nous serons peut-être obligés de faire de nouveaux agrandissements. Rouyn a actuellement 7,000 de population, et peut-être que dans 10 ans, la prison que l'on projette ne sera pas assez grande. Cette construction est pour toute la région de Rouyn. Au moins 15 géôles y seront aménagées. Je ne crains pas, dit-il, que l'argent dépensé soit gaspillé à cause du départ de la population de la région.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Les travaux sont-ils commencés?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, les travaux de construction ne sont pas encore commencés, mais le gouvernement a des plans et demandera des soumissions. Nous les ferons à l'épreuve du feu.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Combien il y a actuellement de prisonniers à Amos?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il y en a 10.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 7 modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Palais de justice et prison à Ville-Marie

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 8 modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à effectuer le paiement d'une somme de deux cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu, pour le coût de la construction de l'édifice devant servir de palais de justice, prison et poste de police, au village de Ville-Marie, dans le district judiciaire de Pontiac, au lieu de la somme de soixante-quinze mille dollars autorisée par la loi 17 George V, chapitre 7.

C'est encore la même chose. Nous avons été autorisés à dépenser \$75,000 pour cet édifice de Ville-Marie, mais, vu le développement de la région, il nous faut construire une plus grande bâtisse et y loger tous les services de la justice et de la prison et entièrement à l'épreuve du feu. Nous en demandons \$200,000. Nous ne pouvons construire à moins, car nous croyons que nous devons prévoir pour les années à venir. Mon département a décidé de construire partout des prisons modernes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais, lorsque les \$75,000 ont été votés pour la construction de cette prison, les plans du gouvernement n'étaient pas prêts?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non.

M. Blain (Montréal-Dorion): Vous n'aviez pas de plans quand la loi 17 George V a été passée?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, nous avions des projets seulement.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'augmentation de la population dans le district justifie-t-elle ce changement dans les plans du gouvernement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, mais nous voulons construire moderne et à l'épreuve du feu. Elle est justifiée par les rapports de nos officiers.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La prison de Ville-Marie ne coûtera pas plus cher que celle de Bordeaux³?

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable ministre pourrait-il nous dire s'il ne reviendra pas un peu plus tard pour demander un montant additionnel?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je ne crois pas car les plans de nos architectes nous semblent précis.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 8 modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Palais de justice et prison de l'Abitibi

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 9 modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à agrandir les palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi, dans la ville d'Amos, suivant les plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, à un coût n'excédant pas, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, la somme de cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province, au lieu de la somme de cinquante mille dollars autorisée par la loi 17 George V, chapitre 6, section 1.

L'augmentation des affaires judiciaires justifie cette dépense, dit-il.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'avait donc pas prévu ces déboursés additionnels?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement n'avait pas prévu grand-chose. N'y a-t-il pas une prison à Amos?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Dans un endroit comme Amos, il faut une prison considérable.

M. Tremblay (Maisonnette) demande si la prison de Rouyn n'aurait pas été suffisante pour le district de l'Abitibi.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les deux districts judiciaires de Rouyn et d'Amos sont complètement étrangers, et il faut une prison pour chaque district.

M. Blain (Montréal-Dorion): Y a-t-il une augmentation de population pour justifier la construction de cette prison?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) suggère que le gouvernement fasse des économies en incitant Ottawa à utiliser une partie des locaux des palais de justice ou des prisons pour en faire des bureaux de poste.

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au gouvernement de remettre la deuxième lecture du bill greffé sur cette résolution à plus tard, parce que les oppositionnistes n'ont pas encore vu l'imprimé du bill en question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les oppositionnistes pourront discuter ces nouveaux projets tant qu'ils voudront lorsque les bills viendront devant le comité pour être lus une troisième fois.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 9 modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Musées de la province

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi des musées de la province.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que, pour payer le coût des acquisitions et des constructions mentionnées dans l'article 3 de la loi des musées de la province (Statuts refondus, 1925, chapitre 143), pour l'établissement d'un musée dans la cité de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme n'excédant pas six cent mille dollars, au lieu de la somme de cent cinquante mille dollars autorisée par l'article 4 de ladite loi des musées de la province.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable ministre me ferait le plaisir d'ajourner l'étude de ce projet à plus tard? Car il s'agit d'une somme très considérable.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Certainement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Correct, à la prochaine séance.

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen de la résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Il est ordonné que le comité siège à la prochaine séance.

Prison de Chicoutimi

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 27 autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur

en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à agrandir la prison du district judiciaire de Chicoutimi, dans la ville de Chicoutimi, suivant les plans et devis approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, à un coût n'excédant pas la somme de cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Toutes ces dépenses, dit-il, nécessaires pour la protection du public, sont faites à même le revenu de la province. Il y a quelques années que les gens de la région demandent l'agrandissement de la prison de Chicoutimi. Le gouvernement a fait faire des plans des travaux projetés et cette somme de \$100,000 couvrira les dépenses.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 27 autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Loi des seigneuries

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 modifiant la loi des seigneuries soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

District judiciaire de Nicolet

M. Savoie (Nicolet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 modifiant la loi des tribunaux judiciaires relativement au district judiciaire de Nicolet soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Succession Taylor Little

M. Bissonnet (Stanstead) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 77 nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bissonnet (Stanstead) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

John Gladstone Quinn

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L.-E.-Langis Galipeault

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 92 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E.-Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Alphonse Lapierre

M. Messier (Verchères) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 86 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Messier (Verchères) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Alphonse Couturier

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 95 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Cadastre du village
de la Côte-des-Neiges**

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 87 autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot no 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commission des écoles catholiques
de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 118 concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé comité permanent des bills publics en général.

**Corporation archiépiscopale de Québec et
Montreal Light, Heat & Power Consolidated**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 106 concernant la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Québec et la Montreal Light, Heat & Power Consolidated soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Contrats entre la
Murray Bay Paper Company Ltd.
et Saint-Étienne-de-la-Malbaie**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne-de-la-Malbaie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Crédit général du Canada

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 109 modifiant la charte du Crédit général du Canada soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Arthabaska Clothing Company

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 121 ratifiant le règlement no 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à The Arthabaska Clothing Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Ville de Racine

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 99 constituant en corporation la ville de Shipshaw soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Emprunt de Trois-Rivières

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 107 autorisant la cité de Trois-Rivières à emprunter une somme de six cent soixante-cinq mille piastres, afin de consolider sa dette flottante soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Société
d'administration générale**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 110 changeant le nom de la Société d'administration générale soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Sœurs hospitalières de l'Hôtel-Dieu
de Montréal**

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 modifiant la charte de "Les religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal" soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**King Edward Park
& Amusement Company**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 91 modifiant la loi constituant en corporation la compagnie King Edward Park & Amusement Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Ukrainian Greek Orthodox Church
of St. Sophia, Montreal**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 133 constituant en corporation la Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Quebec Baptist
Church**

M. Power (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 137 constituant en corporation The Quebec Baptist Church soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Shefford, Bagot and Missisquoi
Railway Company**

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 130 modifiant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Comptes publics

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce que l'honorable premier ministre pourrait nous dire quand nous aurons les *Comptes publics* de la province?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Les *Comptes publics* seront déposés après le discours du budget.

M. Duplessis (Trois-Rivières): La loi ne mentionne-t-elle pas que ces *Comptes publics* doivent être soumis à la Chambre huit jours après l'ouverture de la session?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui, cette loi existe, mais... D'après la coutume, cet important document n'est déposé sur la table de la Chambre qu'après le discours du budget.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

M. l'Orateur: La Chambre est ajournée jusqu'à vendredi matin à 11 heures.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Sous la présidence de M. T.-D. Bouchard.
2. Chiffre de *L'Événement* du 27 janvier 1928, à la page 1. Chiffre du *Nouvelliste* du 27 janvier 1928, à la page 3: \$25,000.
3. "On rit, car on se souvient que la prison de Bordeaux a fait le sujet de plus d'un débat, avant et après sa construction", commente le chroniqueur du *Devoir* du 27 janvier 1928, à la page 2.

Séance du vendredi 27 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The Hebrew Loan
Syndicate**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Cantin), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter une pétition demandant l'adoption d'une loi pour incorporer Max Perlman et autres sous le nom de "Hebrew Loan Syndicate".

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence la pétition de Max Perlman et autres, demandant l'adoption d'une loi pour incorporer Max Perlman et autres sous le nom de "Hebrew Loan Syndicate", est présentée devant la Chambre.

**Succession
Omer Lorrain**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), que l'article 511 du Règlement soit suspendu et que la pétition de Joseph-Clément-Victorien Roy, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Omer Lorrain soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Lecture de pétitions:

En conséquence la pétition de Joseph-Clément-Victorien Roy, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Omer Lorrain, est lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Mario-Émile Lattoni, demandant l'adoption d'une loi autorisant le Barreau à l'admettre au nombre de ses membres, après examen;

- de la corporation du village de Thurso, demandant l'adoption d'une loi confirmant le règlement no 89 dudit village;

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

**Village de Thurso,
règlement no 89**

M. Lahaie (Papineau) demande la permission de présenter le bill 113 confirmant le règlement no 89 du village de Thurso.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

The Montreal Terminals

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 128 constituant en corporation The Montreal Terminals.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Mario-Émile Lattoni

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 135 permettant à Mario-Émile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Établissement
d'hôpitaux**

M. Thurber (Chambly) demande la permission de présenter le bill 172 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux dans les municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Pierre Valois

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Un nommé Pierre Valois¹ est-il à l'emploi de la police provinciale?

2. Si oui, depuis quand?

3. Quelles sont ses attributions?

4. Dans quel bureau est-il employé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
À la première. Non.

Morris B. Signer

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Gérard Raymond

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charles-Stanislas-Victorien
Barré**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 78 autorisant le

Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Chef-lieu
du comté de Témiscouata**

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 82 changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Morgan Trust Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 131 constituant en corporation la Morgan Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Commissaires d'écoles de
Westmount et Montréal-Laurier**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 120 exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Charles-Séraphin Rodier**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 81 concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Charte de Saint-Jérôme

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 112 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Comptoir mobilier franco-canadien

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 127 constituant en corporation le Comptoir mobilier franco-canadien soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. "On sait qu'il s'agit de Pierre Valois, qui a acquis une certaine renommée malodorante lors des élections de Sainte-Marie, en mai dernier", relate le chroniqueur du *Devoir* du 27 janvier 1928, à la page 6.

Séance du mardi 31 janvier 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**L'Hôpital français
de Montréal**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'Hôpital français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Adopté.

Présentation de pétitions:

En conséquence, la pétition de l'Hôpital français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

**The Bell Telephone
Pension Fund Corporation**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la Compagnie de téléphone Bell du Canada, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Bell Telephone Pension Fund Corporation.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Compagnie de téléphone Bell du Canada, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation The Bell Telephone Pension Fund Corporation, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Quebec Labrador Railway
Company**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter et lire une pétition, demandant l'adoption d'une loi pour incorporer une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Quebec Labrador Railway Co.".

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition d'une compagnie de chemin de fer, demandant l'adoption d'une loi pour l'incorporer sous le nom de "Quebec Labrador Railway Co.", est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Canadian International
Paper Company**

M. Grant (Champlain) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et que la pétition de la Canadian International Paper Co., demandant la ratification d'une résolution passée entre ladite compagnie et les commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, soit lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la Canadian International Paper Co., demandant la ratification d'une résolution passée entre ladite compagnie et les commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**Substitution de feu
M.-J.-A.-A. Larocque**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, appuyé par le représentant de Lévis (M. Roy), que l'article 511 du Règlement soit suspendu et que la

pétition de dame Marie-Henriette-Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque soit maintenant lue et reçue.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de dame Marie-Henriette-Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de Max Perlman et autres, demandant l'adoption d'une loi les incorporant sous le nom de "Hebrew Loan Syndicate" (M. Cohen).

Rapports de comités:

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de l'honorable M. Philippe Paradis et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Les Rentiers de l'avenir";
- des commissaires d'écoles de la municipalité du Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal, quant aux pétitionnaires;
- de la ville de Mont-Royal, demandant l'adoption d'une loi ratifiant le règlement no 44 de ladite ville, accordant une franchise à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated;
- de Joseph-Clément-Victorien Roy, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Omer Lorrain.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 171 modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du Barreau de la province de Québec;
- bill 103 modifiant la charte de The Shawinigan Water and Power Company.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 84 autorisant le Barreau de la province à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen;
- bill 102 modifiant la charte de "Le séminaire de Saint-Joseph de Trois-Rivières";
- bill 125 constituant en corporation la Congregation Knases Bnai Israel.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 90 constituant en corporation la Congregation Tifereth Israel;
- bill 89 constituant en corporation l'Institut des prêtres de Sainte-Marie.

Commissaires d'écoles de la municipalité de Très-Saint-Sacrement, comté de Jacques-Cartier

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 98 modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Montreal Light, Heat & Power Consolidated

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 134 ratifiant le règlement no 44 de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession Omer Lorrain

M. Poulin (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 143 concernant la succession de feu Omer Lorrain.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) demande la permission de présenter le bill 101 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Les Rentiers de l'avenir

M. Casgrain (Témiscouata) demande la permission de présenter le bill 132 constituant en corporation Les Rentiers de l'avenir.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Taxe sur les transferts de valeurs mobilières

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 26 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Privilèges des juges de paix et des magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 21 modifiant la loi des privilèges des juges de paix et des magistrats.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Coût du palais de justice de Montréal

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Combien ont coûté à date les travaux de l'annexe du palais de justice de Montréal?

2. Depuis le 28 avril 1923, le gouvernement a-t-il donné d'autres contrats d'entreprises concernant la construction ou pour des réparations?

3. Dans l'affirmative: *a.* À quelle date? *b.* À qui? *c.* Quel est le montant de chaque contrat?

4. Combien a coûté à date l'ameublement de ladite annexe?

5. Depuis la réponse du 9 février 1927, d'autres meubles ont-ils été achetés?

6. Dans l'affirmative: *a.* De qui; *b.* Pour quelle somme dans chaque cas?

7. Cet ameublement est-il complété?

8. Dans la négative, quelle sera la dépense probable pour le compléter?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. Depuis la réponse du 1^{er} février 1927, \$139,430.70.

2 et 3. Non

4 et 5. Depuis la réponse du 9 février 1927, \$17,279.73.

6 *a.* et *b.*

Ahern Safe Co., N.-G., ltée.....	\$ 240.00
Beauchemin, la Librairie	3,295.00
Desrosiers, Arm., ltée	731.85
Lavigueur, J.-R.	150.00
Morgan Henry Co.....	1,036.05
O'Shea, J.-P. Co.	97.73
Valiquette.....	11,729.10

7. et 8. Oui.

Enfants dans les chantiers

M. Guertin (Hull): 1. Quel était, l'hiver dernier, le nombre d'enfants âgés de moins de 16 ans, dans les chantiers de bois de la province?

2. Combien de ces enfants étaient en âge de fréquenter l'école?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Le gouvernement l'ignore.

Ponts de péage, 1927

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien a rapporté pour 1927 chacun des ponts de péage, qui sont la propriété du gouvernement?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

Pont Batiscan: \$43,481.96; pont Galipeault: \$59,103.58; pont Taschereau: \$52,817.20.

**Nombre de séances de cabinet
durant la vacance**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de séances du cabinet y a-t-il eu entre la clôture de la dernière session et l'ouverture de la présente?

2. Combien d'arrêtés ont été passés?

3. Quel nombre d'arrêtés chacun des ministres a-t-il proposé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 39.

2. 1,781.

3. (Voir le tableau ci-dessous)

3. L'honorable premier ministre et procureur général	333
L'honorable ministre des Affaires municipales	405
L'honorable ministre de l'Agriculture	19
L'honorable ministre des Terres et Forêts.....	280
L'honorable ministre des Travaux publics.....	113
et du Travail de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries	130
L'honorable secrétaire provincial.....	315
L'honorable ministre de la Voirie	66
L'honorable trésorier de la province	120

Taxe sur les transferts

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1929, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, le 31 janvier 1928
(Document de la session no 1)

Dépôt de documents:

*État des
Comptes publics*

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre l'*État des Comptes publics* de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1927. (Document de la session no 2)

Messages du lieutenant-gouverneur:

L'honorable M. Nicol (Compton) transmet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur.

M. l'Orateur lit ledit message comme suit:

N. Pérodeau, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.
Adopté.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton):
M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que la Chambre se forme en comité pour voter les subsides à Sa Majesté le roi.

M. l'Orateur, vous pouvez ne pas vous rappeler, mais je me souviens parfaitement que c'est avec un sentiment d'orgueil inaccoutumé que je me suis levé dans cette Chambre, le 25 janvier de l'année dernière, pour faire l'exposé du trentième budget libéral. Alors, je n'ai pas craint d'affirmer - en dépit de cette durée, et précisément à cause de cette administration prolongée mais couronnée de succès - qu'il ne faisait pas de doute que le peuple de cette province donnerait son appui à notre chef distingué lorsque l'occasion s'en présenterait. Trente ans! Quelle longue durée d'administration par un

même parti, ont répondu nos amis de la gauche, et, au cours du débat qui suivit, on nous a dit à plusieurs reprises que le bon peuple de notre province était fatigué de notre régime et qu'il renverserait le gouvernement à la prochaine occasion.

On a critiqué les finances de la province; on s'est inscrit en faux contre nos surplus et on les a convertis en déficits. Au lieu de représenter la dette publique telle qu'elle était, on l'a portée à toutes sortes de chiffres et jusqu'à près de \$150,000,000. Jusqu'où irons-nous ainsi à la dérive? Telle était la question qu'on posait habituellement.

L'occasion désirée s'est enfin présentée. Notre premier ministre, comme il en a l'habitude, a parlé ouvertement et avec confiance aux électeurs et il leur a fait l'exposé complet, clair et concis de ce qu'il avait pour la province. Il leur a représenté que, sous son administration, l'instruction publique, l'agriculture et la colonisation avaient avancé et prospéré; qu'environ dix mille milles de chemins avaient été construits et étaient entièrement entretenus par la province. Il leur a démontré qu'il était à réaliser son rêve, faire de Québec la première province industrielle du dominion par le développement de ses forces hydroélectriques, et les électeurs ont eu foi en sa parole. Ils ont cru que le *Star*, la *Gazette*, la *Presse* et la *Patrie*, de Montréal, que les journaux de Toronto, Ottawa, Winnipeg et Québec avaient raison de dire que les finances de notre province étaient dans une excellente condition et que, comme chef politique, notre premier ministre dépassait de la tête et des épaules n'importe quel autre de cette province. Dans la province de Québec, beaucoup plus qu'ailleurs, les électeurs attachent moins d'importance aux opinions politiques et recherchent plutôt l'homme et le chef. C'est pourquoi la victoire du mois de mai dernier a été surtout le triomphe personnel de notre chef et a imprimé sur son œuvre le sceau de l'approbation populaire.

On me permettra bien d'ajouter, Monsieur, que nous, les anciens membres de ce côté-ci de la Chambre, qui avons été si sévèrement critiqués, l'an dernier, et si injustement attaqués, nous sommes, avec nos nouveaux collègues, fiers de l'occasion et du privilège qui nous sont offerts de travailler avec un citoyen qui consacre si complètement son temps, son énergie et son intelligence à sa province bien-aimée, et de collaborer à son œuvre.

Je viens de vous faire remarquer, M. l'Orateur, que nos finances ont été particulièrement critiquées par nos amis qui siègent à votre gauche, et je suis sûr que tous les lecteurs de la *Gazette* ont dû être bien surpris de lire l'appel publié

dans son numéro du 13 mai dernier et dans lequel le chef de l'opposition, sous sa signature, donne la dette de la province comme étant de \$68,694,656. Si ses collègues acceptent ces chiffres de leur chef, le débat sur le budget va être, cette année, considérablement abrégé.

L'année qui vient de finir, M. l'Orateur, a été marquée par un progrès extraordinaire dans tous les champs d'activité. Je pourrais parler de l'agriculture, qui est et qui restera longtemps, je l'espère, notre principale industrie, des mines, des manufactures, des opérateurs de banques et de transports, mais la presse, à cette époque de l'année, donne des rapports si complets de la situation qu'il ne m'est pas nécessaire de prendre le temps de la Chambre pour établir cet énoncé.

Le dominion a fait, durant l'année, des progrès très importants. La province de Québec a été particulièrement heureuse dans le développement des forces hydrauliques ainsi que dans l'industrie de la pulpe et du papier, et elle possède maintenant une prépondérance incontestée dans ces deux champs d'activité.

Le gouvernement s'est appliqué, par sa politique, à créer et à répandre çà et là des centres industriels dans cette province, pour permettre aux cultivateurs de trouver des marchés rapprochés et, à nos jeunes gens, un travail abondant et rémunérateur. Tout le monde admettra, j'en suis sûr, que cette sage politique commence à produire ses fruits.

La prospérité générale de la province et du dominion fait qu'on peut se procurer de l'argent à bien meilleur marché, et l'argent à meilleur marché a entraîné, dans nos industries, une suite de fusions qui peuvent être ou ne pas être à l'avantage de la province.

La province de Québec est en faveur du développement de ses ressources naturelles par le capital et la propriété privés. Dans la poursuite de cette politique, elle a disposé de quelques-unes de ses forces hydrauliques et de ses concessions forestières en faveur de compagnies, qui sont tenues de les développer et de les exploiter dans l'intérêt et pour le bien-être de notre population. Quelques personnes craignent que les fusions ainsi que la formation des trusts, qui s'opèrent actuellement, n'aient pour effet d'augmenter le coût de la force motrice et des autres services publics, au détriment du consommateur et de l'industrie en cette province. Si la chose se produisait, l'opinion publique pourrait mettre le gouvernement dans la nécessité d'intervenir pour protéger avec efficacité les intérêts des consommateurs et des manufacturiers. Le progrès

industriel et matériel de cette province repose sur la force motrice à bon marché et aucune coalition astucieuse n'en doit priver notre population.

La présente année a été une année de spéculation extraordinaire. La hausse étonnante de certains stocks a entraîné aux spéculations de la Bourse plusieurs personnes qui d'habitude ne spéculent pas. Si je puis leur donner un conseil, je leur dirai: Que ceux qui n'ont pas le moyen de supporter une perte se méfient des expériences du passé.

L'année finissant le 30 juin 1927 a été une année de succès. Nous avons payé toutes nos dépenses ordinaires et avons pu mettre de côté, à même notre surplus, un million de dollars pour racheter des obligations de cette province, ce qui nous laisse une balance de près de \$2,000,000.

Nous croyons que l'année 1927 en est une dont il faut se souvenir, et j'éprouve beaucoup de plaisir à vous soumettre les opérations financières de l'année 1926-1927.

Année fiscale 1926-1927

Les prévisions du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1927, étaient:

Revenu ordinaire.....	\$23,368,229.48
Dépenses ordinaires et extraordinaires	<u>23,113,756.15</u>
Surplus en prévision.....	<u>\$ 254,473.33</u>

Les résultats véritables des opérations de l'année terminée le 30 juin dernier, ont été comme suit:

Revenu ordinaire.....	\$30,924,997.01
Dépenses ordinaires	<u>29,078,702.89</u>
Surplus	<u>\$ 1,846,294.12</u>

Le revenu ordinaire réel a excédé les prévisions de \$7,556,767.53, et les dépenses ordinaires et extraordinaires prévues ont été excédées de \$5,964,946.74.

N. B. Une réserve spéciale de \$1,000,000.00, pour le rachat d'une partie de la dette consolidée de la province, est comprise dans les dépenses ordinaires.

Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions 1926-1927

Voici quelques-uns des principaux services dont le revenu a excédé les prévisions:

Terres et Forêts	\$1,601,146.18
Mines, Chasse et Pêche.....	326,614.79
Timbres judiciaires.....	110,248.00
Timbres d'enregistrements.....	62,814.10
Licences	272,029.13
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	1,500,000.00
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....	187,381.45

**Comparaison du revenu ordinaire avec les prévisions
1926-1927 (suite)**

Taxes sur les corporations commerciales, etc.	323,931.36
Droits sur les successions.....	1,453,897.66
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90, (saisine).....	36,644.91
Loi des véhicules automobiles	881,814.56
Droits et honoraires, gazoline	535,654.28
Commission des services publics de Québec - Honoraires	55,265.00
Revenu casuel	111,078.16
Législation.....	10,244.89
Entretien des aliénés	84,093.43
Écoles de réforme et d'industrie	19,013.28
Prévention des incendies, taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38.....	9,163.51
Loi des assurances, revenu.....	22,220.21
Intérêt sur dépôts et placements	10,826.59
Contributions au fonds de pensions - Service civil.....	21,812.66
 Et il y a d'autres sources de revenu dont les recettes ont été moins élevées que les prévisions, de	 123,760.33

**Comparaison avec les prévisions
Dépenses ordinaires, 1926-1927**

Les dépenses, pour les services suivants, ont excédé les prévisions, des sommes suivantes:

Dette publique.....	\$765,509.21
Législation.....	218,956.08
Gouvernement civil.....	136,698.47
Administration de la justice	666,463.85
Juges de la Cour des sessions de la paix	2,655.11
Inspection des bureaux publics	3,752.77
Instruction publique	333,181.50
Asiles d'aliénés	139,841.02
Colonisation.....	114,495.31
Mines, Pêche et Chasse, et service d'enregistrement (cadastre).....	218,220.24
Hygiène	117,000.00
Travaux publics (ordinaires).....	94,676.35
Travail	9,000.00
Agriculture	500,000.00
Voirie	1,948,000.00
Terres et Forêts	214,055.81
Charges du revenu.....	211,842.79
Services divers	270,598.23
	<u>\$5,964,946.74</u>

(Voir État no 1)

Opérations de caisse, en 1926-1927

Le 1 ^{er} juillet 1926, il y avait, dans diverses banques, la somme de	\$2,215,676.92
Les mandats non payés, à la même date, s'élevaient à	<u>2,492,768.45</u>
	\$ 277,091.53

Les recettes, du 1^{er} juillet 1926, au 30 juin 1927, ont été:

Revenu ordinaire.....	30,924,997.01
Dépôts en fidéicommiss	1,376,699.64
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	899.32
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	129.75
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	1.00
Loi des bons chemins, 1912.....	69,635.69
Fonds de l'assistance publique.....	1,775,379.73
Péages perçus sur le pont de Batiscan.....	35,000.00
Péages perçus sur les ponts de l'Île Perrot.....	85,500.00
Construction et entretien des ponts de l'Île Perrot.....	127.93
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers	4,765.88
Paiements différés - La Banque d'Hochelaga.....	139,899.83
Emprunts temporaires	6,750,000.00
Emprunt, bons chemins, en vertu de 13 George V, chapitre 34.....	7,287,525.00
Emprunt pour aider à la colonisation, en vertu de 13 George V, chapitre 2.....	990,310.00
Emprunt, loi de la voirie, en vertu de 16 George V, chapitre 31.....	<u>2,970,930.00</u>
	\$52,411,800.78

Les paiements, du 1^{er} juillet 1926 au 30 juin 1927, ont été:

Dépenses ordinaires	28,078,702.89
Réserve spéciale pour le rachat d'une partie de la dette consolidée	1,000,000.00
Dépôts en fidéicommiss	1,052,035.74
Chemin de fer Q. M. O. & O., construction.....	750.00
Loi des bons chemins, 1912.....	1,505,889.52
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	7,321.80
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	50.00
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord	26,747.71
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	27,871.89
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis	64.00
Construction d'un palais de justice et d'une prison, Ville-Marie.....	5,597.50
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	316,473.60

Opérations de caisse, en 1926-1927 (suite)

Construction, musée d'histoire naturelle, Québec	5,149.60	
Construction d'une annexe au palais de justice, Québec	305,118.14	
Construction et entretien des ponts de l'Île Perrot.....	1,000.00	
Modification de la nouvelle prison, district de Montréal	331,624.18	
Construction d'un Palais de justice et d'une prison, district de Pontiac.....	134,788.20	
Remboursement d'emprunts temporaires	10,000,000.00	
Remboursement d'emprunts, en vertu de 11 George V, chapitre 3.....	3,352,318.64	
Remboursement d'emprunts, en vertu de 10 George V, chapitre 3.....	4,000,000.00	
Fonds d'amortissement en vertu de 14 George V, chapitre 3, La Banque d'Hochelaga.....	139,899.83	
Remboursement d'emprunts de la puissance du Canada, re construction de logements ouvriers	4,765.88	
Fonds de l'assistance publique.....	<u>1,590,539.60</u>	
	<u>51,886,708.72</u>	
Excédent des recettes		\$ 525,092.06
Balance.....		\$ 248,000.53
Savoir :		
Le 30 juin 1927, il y avait en dépôt dans différentes banques.....	\$ 2,261,661.65	
Mandats non payés.....	<u>2,013,661.12</u>	
		\$ <u>248,000.53</u>

**Comparaison des recettes ordinaires de 1926-1927
avec celles de 1925-1926**

Le total des recettes ordinaires, pour 1926-1927, a été de.....	\$30,924,997.01
Le total des recettes ordinaires, pour 1925-1926, a été de.....	<u>27,206,335.48</u>
Augmentation des recettes ordinaires, pour 1926-1927, de.....	\$ 3,718,661.53

Les recettes provenant des services suivants, ont excédé celles de 1925-1926, savoir :

Puissance du Canada.....	\$ 16.10
Terres et Forêts	539,291.44
Mines, Chasse et Pêche.....	167,915.69
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	1,000,000.00
Timbres d'enregistrement	11,634.25

**Comparaison des recettes ordinaires de 1926-1927
avec celles de 1925-1926 (suite)**

Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	68,384.04
Droits sur les successions.....	1,396,620.29
Taxes sur transferts d'actions, obligations, etc.	106,489.39
Loi des vues animées - Revenu.....	698.00
Commission des services publics de Québec - Honoraires	55,265.00
Protection des édifices publics contre le feu - Honoraires.....	1,061.05
Inspection des hôtels et des maisons de pension - Droits	3,466.00
Loi des véhicules automobiles.....	594,264.75
Droits et honoraires, gazoline	273,651.09
Loi des droits de propriété des véhicules automobiles - Honoraires	8,359.23
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (saisine).....	27,117.44
Législation.....	1,149.44
Écoles de réforme et d'industrie	22,763.29
Revenu casuel	59,554.94
Service civil, contribution au fonds de pensions	958.12
Travaux et édifices publics - Loyers.....	103.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer	626.00
Intérêt sur dépôts et placements.....	42,699.42
Crédit pour la dette publique.....	8.50
	<u>\$4,382,096.47</u>

Les recettes provenant des services suivants, ont été moins élevées qu'en 1925-1926, savoir :

Administration de la justice - Revenu.....	\$ 11,256.95
Licences	367,365.50
Prévention des incendies, taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38.....	6,606.95
Loi des mécaniciens de machines fixes, Québec - Honoraires	570.50
Loi des détectives privés - Revenu	94.35
Primes, escompte et change	1,285.42
Intérêt sur fonds d'amortissement, en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	606.46
Percentage sur honoraires d'officiers publics	223.03
Asiles d'aliénés	30,712.94
<i>Gazette officielle de Québec</i>	11,518.24
Loi des assurances - Revenu	3,846.91
Loi des compagnies de fidéicommiss - Revenu	4,714.97
Intérêt payé par les municipalités, en vertu de la loi des bons chemins	93,444.37
Contributions des municipalités, en vertu de la loi des bons chemins, section 20	55,498.70
Contributions des municipalités, en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	75,449.65
Prêt aux incendiés de Québec	<u>240.00</u>
	<u>663,434.94</u>
Augmentation nette, en 1926-1927, de	<u>\$3,718,661.53</u>

**Comparaison des dépenses ordinaires de 1926-1927
avec celles de 1925-1926**

Total des dépenses ordinaires, en 1926-1927	\$29,078,702.89
Total des dépenses ordinaires, en 1925-1926	<u>26,401,480.51</u>
Augmentation, dans les dépenses ordinaires, de 1926-1927	<u>\$ 2,677,222.38</u>

Les dépenses, pour les services suivants, ont excédé celles de 1925-1926, savoir :

Asiles d'aliénés	104,946.15
Gouvernement civil.....	68,084.98
Administration de la justice	94,282.29
Législation.....	82,067.57
Terres et Forêts	221,189.28
Instruction publique	107,524.29
Voirie	1,403,898.54
Colonisation, Mines, Pêcheries et Immigration.....	194,618.64
Agriculture	198,500.00
Hygiène.....	30,200.00
Écoles de réforme et d'industrie	13,545.40
Services divers	87,107.05
Charges du revenu.....	<u>61,012.70</u>
	<u>\$ 2,666,976.89</u>

Les dépenses, pour les services suivants, ont été moins élevées qu'en 1925-1926, savoir :

Dette publique.....	\$ 35,628.32
Travaux publics (ordinaires).....	233,952.87
Institutions de bienfaisance.....	3,885.00
Travail.....	<u>996.54</u>
	<u>\$ 274,462.73</u>

Augmentation nette des dépenses ordinaires de 1926-1927 sur celles de 1925-1926..... \$ 2,392,514.16

Les dépenses extraordinaires pour les travaux et édifices publics, durant l'année 1926-1927, ont excédé de \$284,708.22 celles de 1925-1926.

La balance des subventions aux chemins de fer, en argent, et des subventions en terre, converties en argent, autorisées par les lois de la Législature, mais non gagnées au 30 juin, 1927, a été de \$6,883.38.

**Passif direct et actif disponible de la province
de Québec au 30 juin 1927**

Passif

Dette consolidée et en cours	79,212,226.27	
<i>Moins :</i>		
Fonds d'amortissement (Voir cédula no 44, C. P.).....	5,106,737.15	
Montant additionnel mis de côté en vertu de l'arrêté ministériel no 1103, du 22 juin 1927	688,687.50	
Paiements différés, <i>re</i> obligations émises à la Banque d'Hochelaga, en vertu du pouvoir conféré par la loi de la Législature de Québec, 14 George V, chapitre 3, payables en versements annuels de \$124,172.40.....	<u>14,603,850.17</u>	
	<u>20,399,274.82</u>	58,812,951.45
Emprunts temporaires		6,750,000.00
Puissance du Canada - Balance de compte, au 31 décembre 1902.....		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada, <i>re</i> logements ouvriers.....		7,337,842.72
Dépôts en fidéicommis		2,592,762.10
Mandats non payés.....		2,013,661.12
Fonds de l'assistance publique.....		<u>911,479.95</u>
		79,917,306.97

Actif

Puissance du Canada : Part de Québec dans le fonds des écoles communes.....	1,185,559.36
Argent en banques.....	2,132,661.65
Avances diverses faites par la province de Québec	107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,574,954.27
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	792,735.68
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	285,713.69
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	4,727,425.63
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	164,810.98
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord.....	26,747.71
Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts, agrandissement, avances autorisées par la loi 9 George V, chapitre 4.....	180,000.00

**Passif direct et actif disponible de la province
de Québec au 30 juin 1927**

Actif (suite)

Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 4	4,890,850.50
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 3	1,100,497.87
Nouvelle prison, district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36	4,026,987.02
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8	80,117.24
Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6	29,800.70
Construction d'un palais de justice et d'une prison, district de l'Abitibi, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13	95,231.71
Construction d'un palais de justice et d'une prison, à Saint-Jérôme, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21	166,973.17
Construction d'un palais de justice et d'une prison, à Campbell's Bay, avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 16	136,886.10
Construction d'un palais de justice et d'une prison, à Ville-Marie, avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 7	5,597.50
Musée d'histoire naturelle, Québec, construction, avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 3	5,149.60
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal	45,000.00
Construction et ameublement de l'École de gardes forestiers, avances autorisées par S. R. Q., 1925, chapitre 48	6,511.30
Installation et ameublement de l'École de papeterie, avances autorisées par S. R. Q., 1925, chapitre 48	7,541.95
Achat d'une propriété, 89 ^a du cadastre, quartier est, Montréal, pour une morgue, avances autorisées par l'arrêté ministériel no 711, du 30 avril, 1925	55,000.00
Construction de ponts, à l'Île Perrot, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9	731,793.77
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan, avances autorisées par la loi 10 George V, chapitre 5	446,522.03
Prêts aux municipalités, re logements ouvriers.....	<u>7,337,842.72</u>
	<u>31,346,349.44</u>
 Excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1927	 <u>\$48,570,957.53</u>

Dettes consolidées

Le 30 juin 1926, la dette consolidée et en cours était de	\$78,004,926.27
Le 30 juin 1927, la dette consolidée et en cours était de	<u>79,212,226.27</u>

Augmentation de la dette consolidée et en cours, durant l'année 1926-1927 1,207,300.00

Justifiée comme suit:

Augmentation :

Obligations émises en vertu de la loi 13 George V, chapitre 34.....	7,500,000.00	
Obligations émises en vertu des lois 10 George V, chapitre 6, et 13 George V, chapitre 2	1,000,000.00	
Obligations émises en vertu des S. R. Q., 1925, chapitre 91, article 75, et de la loi 16 George V, chapitre 31	3,000,000.00	
Obligations émises en vertu de la loi 6 George V, chapitre 2.....	<u>300.00</u>	
		\$11,500,300.00

Diminution :

Obligations rachetées en vertu de la loi 11 George V, chapitre 3.....	6,000,000.00	
Obligations rachetées en vertu de la loi 10 George V, chapitre 3.....	4,000,000.00	
Obligations de l'emprunt contracté en vertu de la loi 10 George V, chapitre 6, et rachetées en vertu de l'arrêté ministériel no 1103, du 22 juin 1927	<u>293,000.00</u>	
		<u>10,293,000.00</u>
		1,207,300.00

La dette consolidée, le 30 juin 1927, consistant en obligations et
en actions en cours, des divers emprunts de la province
de Québec, était de..... \$79,212,226.27

Par contre, les fonds d'amortissement placés, le montant réservé à
même le surplus pour racheter partie de la dette consolidée,
et les paiements différés s'élevaient à la somme de 20,399,274.82

Soit une dette consolidée, nette de..... \$58,812,951.45

La dette consolidée, nette, au 30 juin 1927,
accuse une augmentation de \$2,386,393.60 sur la
dette consolidée, nette, au 30 juin 1926.

Cette augmentation s'explique par les
emprunts contractés, moins les emprunts rachetés et

la réduction dans les placements au compte des fonds
d'amortissement et la réserve pour racheter partie de
la dette consolidée de la province.

Dettes non consolidées

Au 30 juin 1927, la dette non consolidée consistait en:

Emprunts temporaires	\$ 6,750,000.00
Dépôts en fidéicommiss	2,592,762.10
Mandats non payés.....	2,013,661.12
Puissance du Canada - Balance de compte au 31 décembre 1902.....	1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix d'une propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.	25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada, <i>re</i> logements ouvriers	7,337,842.72
Fonds de l'assistance publique.....	911,479.95
	<u>\$21,104,355.52</u>

Par contre, il y avait, à la même date:

Argent en banques.....	\$ 2,132,661.65
Avances à diverses personnes.....	107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice.....	2,574,954.27
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	792,735.68
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane.....	285,713.69
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis.....	164,810.98
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord.....	26,747.71
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami.....	4,727,425.63
Nouvelle prison du district de Montréal, avance	4,026,987.02
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avance	80,117.24
Palais de justice et prison du district de Roberval, avance	29,800.70
Part de Québec dans le fonds des écoles communes	1,185,559.36
Sanatorium de Sainte-Agathe-des-Monts, agrandissement, avance	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avance	4,890,850.50
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi	95,231.71
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec	1,100,497.87
Construction d'un palais de justice, Saint-Jérôme.....	166,973.17
Construction d'un palais de justice et d'une prison, district de Pontiac.....	136,886.10
Construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie	5,597.50
Construction d'un Musée d'histoire naturelle, Québec	5,149.60
Propriété achetée pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal	45,000.00
École de gardes forestiers, construction et ameublement	6,511.30
École de papeterie, installation et ameublement.....	7,541.95
Propriété achetée à Montréal, pour servir de morgue	55,000.00
Pont sur la rivière Batiscan, avance	446,522.03
Construction de ponts à l'Île Perrot	731,793.77
Prêts aux municipalités, <i>re</i> logements ouvriers	<u>7,337,842.72</u>
	<u>\$31,346,349.44</u>

Ce qui laisse, sur la dette non consolidée, un surplus d'actif de..... \$10,241,993.92

Année courante

Les recettes provenant du revenu ordinaire pendant les six mois terminés le 31 décembre 1927 sont très satisfaisantes, et les recettes prévues seront probablement excédées à la fin de l'année fiscale.

Il y aura aussi une augmentation sur les prévisions dans les dépenses ordinaires et extraordinaires pendant l'année fiscale courante, correspondant au montant du budget supplémentaire qui sera soumis à la Chambre, pour les sommes requises par les différents services, afin de compléter les dépenses nécessaires de l'année courante.

Cette augmentation dans les dépenses, nous l'espérons, sera plus que compensée par l'augmentation du revenu, si l'on en juge d'après les recettes jusqu'au 31 décembre dernier.

Prévisions pour l'année 1928-1929

Les prévisions des recettes et des dépenses pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1929, qui seront soumises à l'approbation de la Chambre, ont été préparées avec soin, quant aux recettes, en tenant compte des résultats obtenus les années précédentes ainsi que des conditions actuelles du marché financier, et quant aux dépenses, elles ont été basées sur les rapports des ministres des divers départements du service civil, dont on trouvera des sommaires dans les états financiers soumis aux membres de cette Chambre.

Elles sont comme suit:

Revenus ordinaires.....	\$27,862,116.78
Dépenses ordinaires	<u>27,512,939.91</u>
Surplus probable	\$ 349,176.87

Emprunts temporaires

En vertu de l'article 21, chapitre 20, des Statuts refondus de Québec, 1925, et de l'arrêté ministériel no 1104, en date du 22 juin 1927, un emprunt temporaire de \$6,750,000 a été effectué, payable comme suit: \$3,500,000, trois jours après le 29 juin 1927; \$875,000, quinze jours après le 29 juin 1927; \$875,000, trente jours après le 29 juin 1927; et \$1,500,000, quatre-vingt-dix jours après le 29 juin 1927.

Cet emprunt a été remboursé à mesure que les montants sont devenus échus. Cet emprunt a été fait pour rembourser temporairement au fonds du

revenu consolidé de la province une partie des avances considérables faites pour des dépenses dont les fonds doivent être finalement, en vertu des lois qui les autorisent, obtenus par des emprunts permanents, savoir: en vertu de la loi des bons chemins, \$9,376,187.55; endiguement des eaux de la rivière Métis, \$164,810.98; endiguement des eaux du lac Kénogami, \$4,727,425.60; ponts de l'île Perrot, \$731,793.77; annexes des palais de justice de Montréal et de Québec, \$4,890,850.50 et \$1,100,497.87 respectivement.

Emprunts permanents

Afin de réaliser le projet dont j'ai parlé dans mon dernier discours du budget, j'ai été autorisé, par l'arrêté ministériel no 544, en date du 4 avril 1927, à retirer, le 1^{er} juin 1927, les quatre millions d'obligations à 5½ %, non sujettes aux droits sur les successions, et dues le 1^{er} décembre 1936.

Afin d'avoir les fonds voulus pour ce paiement, j'ai aussi été autorisé, par l'arrêté ministériel no 544, en date du 4 avril 1927, à vendre quatre millions d'obligations à 4½ %, en date du 1^{er} mai 1927, échéant le 1^{er} mai 1957, mais sujettes à rachat, le 1^{er} mai 1952, au pair, ou à toute date ultérieure d'intérêt.

Un million de ces obligations a été émis en vertu de la loi 10 George V, chapitre 6, telle que modifiée par la loi 13 George V, chapitre 2, afin de payer nos dépenses faites pour aider à la colonisation, et trois millions, en vertu des S. R. Q., 1925, chapitre 91, article 75, modifié par la loi 16 George V, chapitre 31, la loi de la voirie.

Le résultat de la vente a conservé à la province de Québec le record qu'elle avait établi au cours de ces dernières années en obtenant, pour ses obligations, des prix supérieurs à ceux que tout autre gouvernement canadien avait reçus.

Cinq syndicats, représentant en tout 29 bureaux de courtiers d'obligations, ont enchéri, et le syndicat Dominion Securities Corporation-Dillon Read & Co. a obtenu les obligations sur une base de 4.56 %, tandis que les taux de 4.69 % et 4.70 % avaient été obtenus par d'autres gouvernements provinciaux, durant le même mois.

Vu l'emprunt, en 1888, de \$3,012,466.66, sans disposition quant au fonds d'amortissement, les obligations à 4 % étant devenues dues à Londres, le 1^{er} janvier 1928, je recommande l'émission immédiate d'obligations de remboursement à 4 %, pour le même montant, auquel pourra être ajoutée une somme additionnelle de \$2,000,000 en vertu de

la loi de la voirie, afin de payer, dans une certaine mesure, les demandes additionnelles faites cette année au trésorier par le département de la Voirie et nécessitées en partie par les dommages causés par les pluies torrentielles de l'automne dernier.

Bons chemins

L'état suivant indique ce qui a été dépensé jusqu'au 31 décembre 1927 en vertu de la loi de la voirie, S. R. Q., 1925, chapitre 91, telle que modifiée par la loi 16 George V, chapitre 31, pour travaux faits par les municipalités et dans la construction des chemins du gouvernement, le montant provenant des emprunts faits en vertu de ladite loi, le montant avancé à même le fonds du revenu consolidé, le montant accordé aux municipalités et la balance à payer quand les travaux jusqu'à concurrence du montant de leurs allocations auront été faits, savoir:

Paiements aux municipalités	
à date	\$25,343,437.41
Paiements sur chemins du	
gouvernement à date	<u>16,109,464.65</u>
	<u>\$41,452,902.06</u>
Produit net des emprunts.....	<u>30,532,110.32</u>
Excédent des paiements sur le	
produit des emprunts.....	<u>\$10,920,791.74</u>
Montant alloué aux municipalités,	
à date	\$25,490,797.17
Montant payé sur cette somme	<u>25,343,437.41</u>
Balance à payer suivant le progrès	
des travaux	\$ 147,359.67

Ce qui précède fait voir que les paiements aux municipalités et pour les chemins du gouvernement, en vertu de la loi de la voirie, s'élèvent maintenant à \$41,452,902.06, dont le montant de \$30,532,110.32 seulement a été emprunté, la balance de \$10,920,791.74 ayant été avancée à même nos surplus.

Vous avez dû remarquer, M. l'Orateur, que le trésorier doit se bien rappeler les opérations financières de trois années complètes: celle qui s'est terminée le 30 juin 1927 et dont les résultats viennent d'être complètement donnés; l'année courante, dont les crédits ont été votés pendant la dernière session; et l'année financière qui commencera le 1^{er} juillet 1928, dont le budget a été préparé et dont les crédits seront votés au cours de la présente session.

J'ai parlé de l'année courante. Personne, j'en ai la certitude, ne sera surpris d'apprendre que le

montant dépensé pour l'entretien des chemins a été très considérable. La province sera appelée à refaire plusieurs milles de chemins et à reconstruire un certain nombre de ponts et de ponceaux, par suite des dommages causés par les pluies qui sont tombées avec une abondance sans exemple dans certaines parties de notre province et surtout dans les Cantons-de-l'Est. Notre Trésor en sera lourdement obéré et il nous faudra étudier les voies et moyens afin de trouver les fonds nécessaires.

Je dois déclarer, à regret, que les revenus provenant des droits sur les successions ont diminué considérablement, cette année, et je ne puis m'empêcher de croire que la province ne perçoit pas ce qu'elle a droit d'espérer en vertu des lois actuelles.

On admet généralement que la province de Québec verse dans le Trésor du gouvernement fédéral presque la moitié de toutes les taxes sur le revenu, perçues dans le dominion. Ce fait tend à démontrer que les revenus considérables, dont les grandes fortunes, se trouvent dans notre province. Cependant, la province d'Ontario a perçu en droits sur les successions, au cours des trois dernières années, le montant de \$18,723,953.78, alors que la province de Québec n'a perçu que celui de \$8,334,324.23. J'admets que les taux de la province d'Ontario sont plus élevés qu'ils ne le sont dans notre province, mais, à mon sens, ils ne sont pas élevés au point d'être la cause de la différence considérable quant au montant perçu en notre province.

Le gouvernement se propose de faire modifier la loi des droits sur les successions afin d'améliorer cet état de choses et, pour cette raison, je ne discuterai pas cette question davantage aujourd'hui.

Nous croyons que les contribuables de la province de Québec, à quelque classe qu'ils appartiennent, approuvent entièrement la politique des bons chemins. Les demandes à cette fin augmentent continuellement et nous viennent de partout. Le gouvernement entretient ces chemins d'une manière qui a maintes fois été l'objet des commentaires les plus approuvateurs, de la part des citoyens de notre province et des milliers d'étrangers qui viennent nous visiter. La province de Québec, la chose ne fait pas de doute, a retiré des bénéfices incalculables de l'amélioration de ses routes et, dans tous les milieux, l'ont admet qu'elles constituent l'un des meilleurs et des plus sages placements qu'ait faits notre province. Il est incontestable que les parties de la province qui en profitent le plus, au point de vue financier, sont cependant les cités telles que Montréal, Québec, Hull, Trois-Rivières, Sherbrooke, ainsi que toutes les villes dans lesquelles les touristes

peuvent loger confortablement. Les Américains, surtout, trouvent chez nous une contrée et une civilisation qui sont pour eux excessivement attrayantes.

Le ministre de la Voirie et ses fonctionnaires méritent de grandes louanges pour le travail splendide qu'ils ont accompli en construisant et en entretenant nos chemins, de même que pour l'aide très efficace et les conseils si sages qu'ils ont donnés aux hôteliers de notre province. Il me fait plaisir de constater que les citoyens de ces cités, de même que les clubs d'automobilistes et le public en général, apprécient leurs travaux. Je suis sûr que, dans ces circonstances, personne ne se plaindra du montant perçu par le gouvernement avec les honoraires des licences d'automobiles et la taxe de la gazoline.

Le rapport de la Commission des liqueurs sera prochainement déposé devant cette Chambre.

On constatera qu'il est très satisfaisant. Le président et ses collègues de la Commission ont acquis une expérience précieuse et ils méritent la gratitude de notre population pour les services éminents qu'ils rendent à leur province.

Je n'ai pas besoin d'exposer longuement les mesures prises pour l'année 1928-1929, si ce n'est que notre premier ministre, avec la nette conception des choses dont il est coutumier, a pris les précautions voulues pour assurer notre avenir. Nous pouvons être sûrs que, sous sa sage direction, la province de Québec peut envisager l'avenir avec confiance, en ce qui regarde notre prochaine année.

Je propose maintenant que M. l'Orateur quitte le fauteuil et que la Chambre siège en comité des subsides.

État no 1

L'excédent des dépenses ordinaires sur les prévisions,
pour certains services, s'élève à..... \$5,964,946.74

Voici le détail:

Législation :

Excédent des dépenses :

Conseil législatif :

Indemnité des Conseillers législatifs	\$ 2,590.00
Assemblée législative :	
Traitements, dépenses contingentes, etc.	42,603.15
Impression et reliure, pour les deux Chambres de la Législature.....	67,660.08
Bibliothèque de la Législature	680.00
Dépenses pour les élections, S. R. Q., article 430	102,024.49
Préparation des listes électorales	<u>10,709.01</u>
	\$226,267.13

Non dépensé :

Conseil législatif :

Traitements, dépenses contingentes, etc.	\$2,590.40	
Assemblée législative :		
Dépenses de voyages, etc.....	720.65	
Indemnité des députés.....	<u>4,000.00</u>	
		<u>7,311.05</u>
		\$ 218,956.08

État no 1 (suite)**Gouvernement civil :***Excédent des dépenses :*

Augmentation de salaires	\$ 72,731.19	
Dépenses contingentes	<u>3,967.20</u>	
		\$ <u>136,698.47</u>

Administration de la justice :*Excédent des dépenses :*

Protonotaires, greffiers de la Cour de circuit, de la couronne
et de la paix, et de la Cour d'appel :

Traitements	\$ 122,290.71
Dépenses contingentes	14,191.21
Poursuites au criminel.....	23,582.61
Dépenses contingentes des shérifs	295,561.87
Police provinciale.....	126,051.55
Traitements des coroners	11,726.78
Magistrats de districts, traitements	10,999.99
Divers	45,754.72
Fonds du palais de justice du district de Hull	3,868.15
Honoraires et déboursés des coroners.....	7,899.59
Médecins des prisons	1,600.00
Transcription	200.00
Fonds des bâties et des jurés	<u>12,850.00</u>
	\$ 676,577.18

Non dépensé :

Traitements des shérifs, anciens districts.....	\$ 4,467.39	
Dépenses de voyages des magistrats de districts	5,155.94	
Traitements des greffiers de la couronne et de la paix, nouveaux districts	240.00	
Interprètes des tribunaux	50.00	
Cour des magistrats, district Saguenay	<u>200.00</u>	
		<u>10,113.33</u>
		\$ <u>666,463.85</u>

Juges de la Cour des sessions de la paix, etc. :

<i>Excédent des dépenses :</i>	\$ <u>2,655.11</u>
--------------------------------------	--------------------

Inspection des bureaux publics :

<i>Excédent des dépenses :</i>	\$ <u>3,752.77</u>
--------------------------------------	--------------------

État no 1 (suite)

Instruction publique :*Excédent des dépenses :*

École polytechnique, Montréal	\$ 20,000.00
Directeur de l'enseignement technique.....	3,677.47
École technique, Trois-Rivières.....	10,000.00
École technique, Hull.....	10,000.00
Pour encourager la littérature et les beaux-arts.....	5,000.00
Gratifications pour 10, 15 et 20 ans dans l'enseignement	5,000.00
Loi re établissement d'un institut pédagogique à Montréal.....	25,000.00
Octroi spécial aux municipalités scolaires, afin d'encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons	42,000.00
Fonds des écoles élémentaires, en vertu de l'article 2947 S. R. Q., 1909.....	170,000.00
Loi concernant la création de bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe.....	42,600.00
Rapports du département	300.00
Écoles du soir et écoles de coupe.....	1,996.04
Bureau des statistiques de Québec.....	888.69
	<u>\$ 336,462.20</u>

Non dépensé :

Archives de la province	73.08
Aide à l'entretien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal, et cours professionnels.....	3,118.55
Pour encourager la production d'œuvres littéraires et scientifiques	80.00
Écoles des sourds-muets et des aveugles	<u>9.07</u>
	<u>3,280.70</u>
	<u>\$ 333,181.50</u>

Asiles d'aliénés :

Excédent des dépenses : \$ 139,841.02

Colonisation :*Excédent des dépenses :*

Chemins de colonisation.....	\$ 114,500.00
------------------------------	---------------

Non dépensé :

Administration et vente des terres publiques	1.81
Inspection des lots pour colonisation.....	<u>2.88</u>
	<u>4.69</u>
	<u>\$ 114,495.31</u>

État no 1 (suite)

Mines, Pêche, Chasse et service d'enregistrement (cadastre) :*Excédent des dépenses :*

Mines.....	\$ 205,000.00	
Loi pour aider au développement des pêcheries	7,222.34	
Comptes en suspens.....	<u>5,997.90</u>	
		\$ <u>218,220.24</u>

Hygiène :*Excédent des dépenses :*

Hygiène publique de Québec	\$ 17,000.00	
Loi relative à la tuberculose et à la mortalité infantile.....	<u>100,000.00</u>	
		\$ <u>117,000.00</u>

Travaux publics (ordinaires) :*Excédent des dépenses :*

Entretien des bureaux du gouvernement, Montréal	\$ 10,000.00	
Réparations des palais de justice et des prisons.....	10,000.00	
Ponts-routes.....	115,000.00	
Inspections, explorations, etc.....	2,500.00	
Ponts et barrières de péage.....	1,550.00	
Abolition des ponts de péage, cité de Trois-Rivières	5,736.00	
Protection des édifices publics contre le feu.....	<u>2,500.00</u>	
	147,286.00	

Non dépensé :

Nettoyage des édifices de la Législature et des départements	\$ 6,006.48	
Assurance des édifices publics.....	3,008.11	
Octrois aux municipalités <i>re</i> prévention des incendies	40,534.96	
Inspection des hôtels et des maisons de pension	2,797.12	
Assurance des palais de justice et des prisons.....	<u>262.98</u>	
	52,609.65	
		\$ <u>94,676.35</u>

Travaux publics (Travail) :*Excédent des dépenses :*

Bureaux de placement des ouvriers	3,000.00	
Commission <i>re</i> salaire minimum des femmes	1,000.00	
Édifices publics et Loi des établissements industriels.....	<u>5,000.00</u>	
		\$ <u>9,000.00</u>

État no 1 (suite)

Agriculture :*Excédent des dépenses :*

Cercles agricoles	14,000.00	
Encouragement à l'agriculture en général	185,500.00	
Sociétés d'agriculture.....	30,000.00	
École de laiterie de Saint-Hyacinthe et exploitation de la ferme.....	1,000.00	
Industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers.....	41,000.00	
Écoles ménagères.....	22,000.00	
Horticulture	65,000.00	
Aviculture	18,000.00	
Apiculture et industrie du sucre d'érable	11,500.00	
Expositions.....	4,500.00	
Écoles d'agriculture	70,000.00	
Médecine vétérinaire.....	33,000.00	
<i>Journal d'agriculture</i>	<u>4,500.00</u>	
		<u>\$ 500,000.00</u>

Voirie :*Excédent des dépenses :*

Entretien et réparation des chemins	<u>\$1,948,000.00</u>
---	-----------------------

Terres et Forêts :*Excédent des dépenses :*

Protection des forêts.....	115,000.00
Arpentages	85,000.00
Service forestier et inspection des terres.....	40,000.00
Dépenses générales	5,000.00
Service d'hydroplans	150,000.00
Pépinière de Berthier.....	<u>10,000.00</u>
	405,000.00

Non dépensé :

École de gardes forestiers	38,470.81	
École de papeterie	20,031.07	
Reboisement.....	47,442.31	
Recherches forestières	75,000.00	
École forestière	<u>10,000.00</u>	
	<u>190,944.19</u>	
		<u>\$ 214,055.81</u>

Charges du revenu :*Excédent des dépenses :*

Perception des licences	\$ 9,522.51
Régistrateurs: traitements et dépenses contingentes	14,658.16
Registres pour bureaux d'enregistrement	11,024.00
<i>Gazette officielle de Québec</i>	<u>12,712.02</u>

État no 1 (suite)

Charges du revenu (suite) :*Excédent des dépenses :*

Loi des véhicules automobiles	125,945.23
Loi <i>re</i> gazoline	<u>44,490.05</u>
	\$ 218,351.97

Non dépensé :

Timbres, licences, etc.....	<u>6,509.18</u>	\$ <u>211,842.79</u>
-----------------------------	-----------------	----------------------

Services divers :*Excédent des dépenses :*

Divers en général	13,000.00
Pensions du service civil	16,223.50
Commission des services publics de Québec, salaires, etc.	33,617.84
Agent général de la province en Belgique	3,200.00
Commission des eaux courantes de Québec	78,271.51
Loi des monuments historiques et artistiques	12,658.25
Primes de polices d'assurance collective pour les officiers et employés publics.....	1,486.42
Bureau de censure des vues animées	518.90
Commission de la refonte des Statuts généraux	91,371.31
Commission <i>re</i> observance du dimanche par certaines industries.....	686.50
Officier spécial, Côte-Nord du Saint-Laurent.....	183.34
Directeur, bourses pour aider les élèves gradués à suivre des cours additionnels en Europe.....	1,000.00
Bureau des inspecteurs-vérificateurs	5,925.34
Octroi aux incendiés de la paroisse Saint-Côme, comté de Beauce	11,000.00
Octroi aux ouvriers sans travail de la cité de Québec	4,000.00
Octroi <i>re</i> service maritime entre Rimouski et la Côte-Nord.....	2,000.00
Octroi, au comité, pour l'érection du monument Marsan, L'Assomption.....	1,500.00
Impression, etc., archives provinciales	2,000.00
Commission <i>re</i> système scolaire de l'Île de Montréal.....	1,000.00
Commission du Lac-Saint-Jean	3,500.00
Commission royale <i>re</i> incendie du théâtre "Laurier Palace"	<u>2,000.00</u>
	\$ 285,142.91

Non dépensé :

Tenure des terres des Îles-de-la-Madeleine	\$ 150.00
Fonds des municipalités, S. R. Q., 1925, chapitre 156, article 125.....	228.00
Pensions spéciales aux juges de la Cour des sessions de la paix, etc.	9,166.68
Service entre les Îles-de-la-Madeleine et Pictou.....	<u>5,000.00</u>
	<u>14,544.68</u>
	\$ <u>270,598.23</u>

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1927.

	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dominion du Canada	2,316,086.49	2,315,643.36	2,315,654.43	2,315,677.16	2,315,693.26
Terres et Forêts	3,643,407.81	4,277,003.94	4,853,230.74	6,061,854.74	6,601,146.18
Mines	255,573.29	203,664.83	337,012.78	272,155.14	430,614.76
Pêcheries et Chasse	399,012.25	344,358.24	347,850.22	376,584.67	382,729.21
Terres de la Couronne	85,935.25	87,531.82	69,776.09	64,959.29	68,270.82
Timbres judiciaires	591,120.20	632,343.00	646,144.40	658,294.30	660,248.00
Timbres d'enregistrement	281,467.54	297,234.85	300,119.90	301,179.85	312,814.10
Fonds de bâisses et des jurés	48,961.17	166,585.45	66,747.95	48,822.66	48,564.77
Honoraires judiciaires	27,442.47	192,290.02	55,757.52	49,517.33	48,441.67
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	13,637.95	12,968.81	14,583.65	18,965.05	15,759.90
Fonds du palais de justice de Montréal	6,995.02	11,593.67	7,638.16	7,614.54	4,346.91
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	1,600.00
Honoraires du grand connétable, Québec	1,012.10	2,409.47	2,416.24	2,014.40	2,106.15
Fonds du palais de justice du district de Hull	.....	689.58	126.24	19.35	173.28
Jeunes délinquants	6,500.00	3,250.00	6,500.00	9,750.00	6,500.00
Licences	1,581,052.17	1,305,629.44	1,797,236.52	1,839,394.63	1,472,029.13
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente)	3,000,000.00	3,000,000.00	2,400,000.00	3,500,000.00	4,500,000.00
Loi des narcotiques de Québec	.....	775.00	75.00	.....	.....
Loi des vues animées - Revenu	17,797.00	17,885.00	20,736.00	21,236.00	21,934.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	2,213,232.34	2,322,772.49	2,461,010.63	2,455,547.32	2,523,931.36
Droits sur successions	2,620,336.82	2,977,850.51	2,423,149.20	2,257,277.37	3,653,897.66
Taxe en vertu de 12 George V, chapitre 90 (Seizin)	6,678.27	9,593.74	1,843.87	9,527.47	36,644.91
Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.	108,752.28	104,046.82	129,666.49	180,892.06	287,381.45
Loi des véhicules automobiles	2,217,578.75	2,153,065.03	2,532,472.46	2,787,549.81	3,381,814.56
Gazoline - Droits et honoraires	.....	66,398.35	652,576.85	1,012,003.19	1,285,654.28
Loi des droits de propriété <i>re</i> véhicules automobiles	.....	.....	.....	.....	8,359.23
Honoraires	.....	.....	.....	.....	.....
Inspections des hôtels et des maisons de pension	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires	1,965.90	3,915.00	1,040.00	3,554.00	7,020.00
Protection des édifices publics contre le feu	.....	.....	.....	.....	.....
Honoraires	19,773.23	21,782.62	18,695.43	31,803.96	32,865.01
Loi des ingénieurs stationnaires - Honoraires	8,538.04	7,628.50	6,141.00	8,938.50	8,368.00
La Commission des services publics de Québec	.....	.....	.....	.....	55,265.00
Honoraires	.....	.....	.....	.....	.....
Loi concernant les détectives particuliers - Revenu	2,076.00	2,026.00	1,662.50	1,495.50	1,401.15
Loi pour prévenir les incendies	.....	.....	.....	.....	.....
Taxe 3 George V, chapitre 38	32,638.58	30,765.17	36,066.56	40,770.46	34,163.51
Commission sur honoraires d'officiers publics	61,919.92	57,164.56	65,184.14	56,389.48	56,166.45
Commission sur renouvellement d'hypothèques	79.92	28.69	32.47	.....	.....
Législation	24,114.09	21,957.31	27,161.23	24,095.45	25,244.89
Asiles d'aliénés, contribution des municipalités	526,793.56	596,574.02	583,796.98	582,782.29	549,790.10
Asiles d'aliénés, patients payants	60,187.52	63,977.99	60,862.21	82,024.08	84,303.33
Écoles de réforme et d'industrie	182,616.25	192,826.05	183,033.71	171,249.99	194,013.28
<i>Gazette officielle de Québec</i>	58,773.24	74,652.45	63,001.04	63,665.79	52,147.55
Revenu casuel	197,230.41	218,891.38	227,244.47	201,523.22	261,078.16
Service civil, contributions pour pensions	83,118.05	39,565.58	42,020.94	65,854.54	66,812.66
Loi des assurances - Revenu	75,841.62	84,671.65	81,483.75	98,067.12	94,220.21
Loi des compagnies de fidéicommis - Revenu	4,978.80	7,386.15	1,649.20	11,124.51	6,409.54
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	3,144.90	1,762.60	1,380.30	1,764.60	1,867.60
Intérêts sur dépôts et placements	277,956.96	391,546.81	555,289.23	568,127.17	610,826.59
Intérêt payé par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins	445,271.94	581,233.80	824,388.40	684,757.63	591,313.26
Prime, escompte et change	55,146.02	86,523.25	41,846.62	2,757.93	1,472.51
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	38,511.93	37,958.72	38,054.14	33,045.16	32,438.70
Remboursements, fonds de subventions des chemins de fer	8,904.54	16,292.66	19,252.55	18,589.99	19,215.99
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	11,942.31	74,379.06	372,776.60	101,399.39	45,900.69

État comparatif des recettes de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1927.

	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Crédit pour la dette publique en vertu de 7 Édouard VII, chapitre 2	148.95	155.50	160.20	241.00	222.50
Contributions des fabriques de beurre et de fromage, en vertu de 5 George V, chapitre 31	25,975.00	46.25	.....	.....	.....
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	25,094.67	47,437.92	197,779.79	97,264.39	21,814.74
Prêt aux incendiés de Québec	320.00	.....	.....	240.00	.....
<i>Recettes ordinaires</i>	21,634,641.52	23,170,733.11	24,896,328.81	27,206,335.48	30,924,997.01
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	.....	.....	.....	50,000.00	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	55.00	400.00	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	.....	.....	.....	9.00	1.00
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	.....	175.00	3,350.33	3,821.82	129.75
Emmagasinement des eaux de la rivière Mitis	.....	.....	.....	.....	899.32
Loi des bons chemins, 1912	1,244,226.42	2,042,100.17	786,744.65	310,078.14	69,635.69
Nouvelle école normale Jacques-Cartier, à Montréal	.....	5,000.00	.....	.....	.....
Palais de justice à Saint-Jérôme	.....	50,000.00	.....	.....	.....
Fonds de l'assistance publique	1,202,701.07	1,079,548.97	1,306,498.98	1,361,003.86	1,775,379.73
Péages perçus sur le pont Batiscan	11,677.68	13,000.00	21,000.00	27,000.00	35,000.00
Péages perçus sur les ponts de l'Île Perrot	.....	.....	29,000.00	60,000.00	85,500.00
Construction et entretien de ponts sur l'Île Perrot	.....	.....	.....	150,100.00	127.93
Paiements différés - La Banque d'Hochelaga 14 George V, chapitre 3	.....	.....	125,000.00	131,250.00	139,899.83
Fonds en fidéicommis	1,076,742.98	1,041,768.10	966,194.07	1,106,244.98	1,376,699.64
	25,170,044.67	27,402,725.35	28,134,116.84	30,405,843.28	34,408,269.90
Emprunt du Dominion du Canada <i>re</i> logements ouvriers	1,835,817.66	2,971,172.96	.....	.....	.....
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	6,900.00	3,200.00	4,285.00	12,696.02	4,765.88
Emprunts temporaires	.....	5,000,000.00	4,500,000.00	15,000,000.00	6,750,000.00
	27,012,762.33	35,377,098.31	32,638,401.84	45,418,539.30	41,163,035.78
Emprunt en vertu de 3 George V, chapitre 6, échéance le 1 ^{er} juin 1946	.....	.....	822,471.70	.....	.....
Emprunt en vertu de 6 George V, chapitre 2 (obligations des chemins à barrière de la rive nord à Québec)	300.00	.....	.....	.....	.....
Emprunt en vertu de 10 George V, chapitre 6	4,946,750.00	.....	.....	.....	.....
Emprunt des bons chemins en vertu de 13 George V, chapitre 34	.....	.....	14,422,850.00	.....	7,287,525.00
Emprunt pour aider à la colonisation, 13 George V, chapitre 2	.....	.....	.....	.....	990,310.00
Emprunt en vertu de la loi de la voirie, 16 George V, chapitre 31	.....	.....	.....	.....	2,970,930.00
<i>Total des recettes</i>	31,959,812.33	35,377,098.31	47,883,723.54	45,418,539.30	52,411,800.78
En caisse au 1 ^{er} juillet de chaque année	2,885,807.40	2,699,571.35	2,435,044.78	1,658,720.74	2,215,676.92
	34,845,619.73	38,076,669.66	50,318,768.32	47,077,260.04	54,627,477.70

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1927.

	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Dette publique	3,444,884.72	3,830,372.50	4,290,438.49	4,695,123.49	4,659,495.17
Provision spéciale pour rachat d'une partie de la dette fondée	.....	.....	.....	1,000,000.00	1,000,000.00
Législation	723,811.47	572,951.85	632,650.44	676,058.51	758,126.08
Gouvernement civil	1,150,959.88	1,173,236.10	1,223,362.63	1,639,583.49	1,707,668.47
Administration de la justice	1,715,199.95	1,843,868.04	1,879,274.78	2,078,589.44	2,172,871.73
Écoles de réforme et d'industrie	368,052.84	386,371.47	374,953.90	406,454.60	420,000.00
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	2,378,187.41	2,669,964.93	2,668,829.87	2,740,979.61	2,848,503.90
Agriculture	1,252,000.00	1,648,700.62	1,721,200.00	1,602,000.00	1,800,500.00
Voirie	3,100,000.00	3,179,865.15	3,732,446.34	4,194,101.46	5,598,000.00
Colonisation	605,697.69	624,000.00	789,000.00	1,024,000.00	1,073,495.31
Immigration	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00	30,000.00
Hygiène	292,617.06	305,888.80	323,063.80	333,688.80	363,888.80
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	1,172,329.30	1,061,091.25	1,081,024.28	1,087,623.00	1,138,378.35
Extraordinaires	260,000.00	300,000.00	648,802.24	284,708.22	.....
Travail	59,415.15	75,616.76	74,165.29	96,596.54	95,600.00
Asiles d'aliénés	1,195,140.00	1,108,673.64	1,398,648.31	1,323,594.87	1,428,541.02
Institutions de bienfaisance	42,820.00	35,635.00	31,410.00	33,935.00	30,050.00
Terres et Forêts	870,544.58	1,479,728.13	1,511,568.99	1,389,783.52	1,610,972.80
Mines, Pêcheries, Chasse et service d'enregistrement (cadastre)	212,050.60	250,170.40	327,157.85	530,096.91	675,220.24
Charges sur le revenu	696,483.05	771,837.81	830,384.69	807,830.09	868,842.79
Services divers	620,082.11	519,320.49	584,810.34	711,441.18	798,548.23
<i>Paiements ordinaires et extraordinaires</i>	20,190,275.81	21,867,292.94	24,153,192.24	26,686,188.73	29,078,702.89
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	7,417.20	4,396.71	.....	.....	7,321.80
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François	19,303.92	31,633.77	.....	.....	50.00
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	72,117.07	58,515.29	.....	.....	.....
Emmagasinement des eaux du lac Kénogami	152,725.31	2,508,406.38	1,811,652.10	234,246.85	27,871.89
Emmagasinement des eaux de la rivière Métis	.....	24,943.31	130,929.88	9,773.11	64.00
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord	.....	.....	.....	.....	26,747.71
	20,441,839.31	24,495,188.40	26,095,774.22	26,930,208.69	29,140,758.29
Construction d'une annexe au palais de justice, Montréal	533,509.33	740,607.30	915,050.98	1,404,160.82	316,473.60
Construction d'un palais de justice, district d'Abitibi, à Amos	16,878.35	.....	.....	.....	.....
Nouvelle prison, district de Montréal	150.00	.....	.....	75,000.00	331,624.18
Construction d'une annexe, palais de justice, Québec	190,931.07	147,530.19	271,248.52	185,137.20	305,118.14
Construction du musée d'histoire naturelle, Québec	.....	.....	.....	.....	5,149.60
Construction d'un palais de justice à Saint-Jérôme	88,927.42	128,045.75	.....	.....	.....
Construction d'un palais de justice et prison, district de Pontiac	.....	.....	.....	2,097.90	134,788.20
Construction du palais de justice et prison, Ville-Marie	.....	.....	.....	.....	5,597.50
Pont sur la rivière Batiscan, à Batiscan	5,096.50	.....	5,965.88	.....	.....
Construction et entretien des ponts de l'Île Perrot	112,628.56	135,708.80	549,911.77	82,772.57	1,000.00
Loi autorisant un emprunt pour aider à la Colonisation	2,000,000.00	1,663,862.94	800,000.00	.....	.....
Loi des bons chemins, 1912	5,336,178.84	3,337,279.68	2,952,360.80	2,059,848.30	1,505,889.52
Fonds de l'assistance publique	845,879.14	1,152,309.70	1,131,711.69	1,350,076.32	1,590,539.60
Fonds en fidéicommis	759,596.64	954,436.15	685,383.25	732,040.76	1,052,035.74
	30,331,615.16	32,754,968.91	33,407,407.11	32,821,342.56	34,388,974.37

État comparatif des paiements de la province de Québec pour les cinq années terminées le 30 juin 1927.

	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts	\$ cts
Subventions aux chemins de fer et chemin de fer Q. M. O. & O.	750.00	104,750.00	424,750.00	750.00	750.00
	30,332,365.16	32,859,718.91	33,832,157.11	32,822,092.56	34,389,724.37
Remboursement d'emprunts temporaires	.....	.....	5,000,000.00	9,500,000.00	10,000,000.00
Remboursement de l'emprunt en vertu de 5 George V, chapitre 2	.....	.....	.....	3,940,000.00	.....
Remboursement d'emprunts en vertu de la loi 10 George V, chapitre 3	.....	.....	9,500,000.00	.....	4,000,000.00
Remboursement de l'emprunt en vertu de 11 George V, chapitre 3	.....	.....	.....	.....	3,352,318.64
Prêts aux municipalités <i>re</i> logements ouvriers	1,835,817.66	2,971,172.96	.....	.....	.....
Remboursement d'emprunt du dominion du Canada <i>re</i> logements ouvriers	6,900.00	3,200.00	4,285.00	12,696.02	4,765.88
Chemins à barrières de la rive nord, Québec, échange d'obligations	300.00	.....	.....	.....	.....
Fonds d'amortissement en vertu de 14 George V, chapitre 3, - La Banque d'Hochelaga	.....	.....	125,000.00	131,250.00	139,899.83
	32,175,382.82	35,834,091.87	48,461,442.11	46,406,038.58	51,886,708.72
À ajouter: Paiement de mandats impayés au commencement de chaque année	925,117.03	954,451.47	1,146,918.46	948,312.99	2,492,768.45
	33,100,499.58	36,788,543.34	49,608,360.57	47,354,351.57	54,379,477.17
À déduire: Mandats impayés à la fin de chaque année	954,451.47	1,146,918.46	948,312.99	2,492,768.45	2,013,661.12
<i>Total des paiements :</i>	32,146,048.38	35,641,624.88	48,660,047.58	44,861,583.12	52,365,816.05
Balance en banque au 30 juin de chaque année	2,699,571.35	2,435,044.78	1,658,720.74	2,215,676.92	2,261,661.65
	34,845,619.73	38,076,669.66	50,318,768.32	47,077,260.04	54,627,477.70

Recettes probables, 1928-1929

Dominion du Canada :

Subside d'après population en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	\$1,888,959.20	
Allocation spéciale en vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1907	<u>240,000.00</u>	
	2,128,959.20	
Subside spécial en vertu de 47 Victoria, chapitre 4, Loi du Canada	<u>127,460.68</u>	
	2,256,419.88	
Intérêt sur fonds en fidéicommiss.....	<u>59,277.97</u>	
		2,315,697.85

Intérêt :

Intérêts sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Victoria, chapitre 2, section 5	\$ 34,240.30	
Intérêt sur prêts et dépôts	614,916.03	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi des bons chemins.....	<u>400,000.00</u>	
		1,049,156.33
Terres et Forêts		5,700,000.00
Mines.....	425,000.00	
Pêcheries et Chasse	375,000.00	
Terres de la couronne.....	<u>65,000.00</u>	
		865,000.00

Administration de la justice :

Timbres judiciaires.....	650,000.00	
Honoraires judiciaires, non compris les timbres.....	50,000.00	
Fond de bâties et des jurés	50,000.00	
Entretien des prisonniers.....	15,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres.....	5,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	2,000.00	
Jeunes délinquants	<u>6,500.00</u>	
		782,500.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)	300,000.00	
Licences	1,500,000.00	
Loi des liqueurs alcooliques (compte de la vente).....	4,000,000.00	
Loi des vues animées - Revenu.....	15,000.00	
Taxes sur les corporations commerciales, etc.....	2,500,000.00	
Droits sur les successions.....	2,200,000.00	
Taxes en vertu de 12 George V, chapitre 90 (seizin).....	5,000.00	
Loi des droits sur certaines mutations de propriétés, S. R. Q., chapitre 28	50,000.00	

Recettes probables, 1928-1929 (suite)**Administration de la justice (suite) :**

Taxes sur les transferts d'actions, obligations, etc.....	250,000.00
Loi concernant les véhicules automobiles	3,250,000.00
Gazoline - Droits et honoraires	1,300,000.00
Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles	30,000.00
Inspection des hôtels et des maisons de pension - Honoraires	3,500.00
Loi des ingénieurs stationnaires de Québec - Honoraires.....	10,000.00
La Commission des services publics de Québec - Honoraires	50,000.00
Loi concernant la protection des édifices publics contre les incendies	30,000.00
Loi concernant les détectives privés - Revenu.....	1,500.00
Loi pour prévenir les incendies - Taxe en vertu de 3 George V, chapitre 38	30,000.00
Pourcentage sur honoraires d'officiers publics	50,000.00
Entretien des aliénés	635,000.00
Entretien des pensionnaires des écoles de réforme et d'industrie.....	210,000.00
Législation.....	18,000.00
<i>Gazette officielle</i>	70,000.00
Loyers des édifices publics	1,762.00
Revenu casuel	250,000.00
Loi des assurances, revenu.....	100,000.00
Loi des compagnies de fidéicommiss, revenu.....	10,000.00
Contributions aux pensions, service civil	70,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer	10,000.00
Contributions des municipalités en vertu de la loi des bons chemins, section 20	140,000.00
Contributions des municipalités en vertu de 7 George V, chapitre 10, section 2	60,000.00
	<u>\$27,862,116.78</u>

Dépenses probables, 1928-1929

Dette publique.....	\$4,693,814.98
Législation.....	549,460.00
Gouvernement civil.....	1,797,800.00
Administration de la justice, etc.....	2,033,334.00
Instruction publique, etc.....	2,735,570.00
Asiles d'aliénés	1,428,700.00
Écoles de réforme et d'industrie	420,000.00
Hygiène	376,888.80
Travaux publics (ordinaires)	1,143,702.00
Travail.....	88,100.00
Agriculture	1,500,500.00
Voirie	6,000,000.00
Terres et Forêts	1,747,946.75
Colonisation, Mines et Pêcheries.....	1,656,000.00
Institutions de bienfaisance.....	26,840.00
Charges sur le revenu.....	749,000.00
Services divers	557,650.00
	<u>\$27,505,306.53</u>
Subvention de chemins de fer	7,633.38
	<u>\$27,512,939.91</u>

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec,
au 30 juin 1927**

Passif

Dette consolidée.....	\$79,212,226.27	
<i>Moins :</i>		
Fonds d'amortissement (Voir cédula 44).....	\$ 5,106,737.15	
Montant additionnel mis de côté d'après arrêté ministériel no 1103 du 22 juin 1927	688,687.50	
Paielements différés <i>re</i> débetures émises à la Banque d'Hochelaga, en vertu de 14 George V, chapitre 3, payables en versements annuels de \$124,172.40.....	<u>14,603,850.17</u>	
	20,399,274.82	\$58,812,951.45
Emprunts temporaires		6,750,000.00
Puissance du Canada - Balance du compte au 31 décembre 1902		1,473,609.63
Puissance du Canada - Prix de la propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.		25,000.00
Emprunts de la puissance du Canada <i>re</i> logements ouvriers.....		7,337,842.72
Dépôts en fidéicommiss		2,592,762.10
Mandats non payés.....		2,013,661.12
Fonds de l'assistance publique.....		<u>911,479.95</u>
		79,917,306.97

Actif

Puissance du Canada :

Part de Québec dans le fonds des écoles communes	1,185,559.36
Argent en banques.....	2,132,661.65
Diverses avances par la province	107,437.29
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-Maurice	2,574,954.27
Emmagasinement des eaux de la rivière Saint-François.....	792,735.68
Emmagasinement des eaux des rivières Sainte-Anne et Savane	285,713.69
Emmagasinement des eaux du Lac Kénogami	4,727,425.63
Emmagasinement des eaux de la rivière Mitis	164,810.98
Emmagasinement des eaux de la rivière du Nord.....	26,747.71
Sanatorium à Sainte-Agathe-des-Monts : extension - avances autorisées par 9 George V, chapitre 4.....	180,000.00
Construction d'une annexe au palais de justice de Montréal, avances autorisées par 10 George V, chapitre 4	4,890,850.50
Construction d'une annexe au palais de justice de Québec, avances autorisées par 12 George V, chapitre 3	1,100,497.87
Nouvelle prison du district de Montréal, avances autorisées par la loi 7 Édouard VII, chapitre 36	4,026,987.02
Palais de justice et prison du district de Montcalm, avances autorisées par la loi 1 George V, chapitre 8.....	80,117.24

**Passif direct et actif disponible de la province de Québec,
au 30 juin 1927**

Actif (suite)

Puissance du Canada :

Palais de justice et prison du district de Roberval, avances autorisées par la loi 2 George V, chapitre 6	29,800.70
Construction d'un palais de justice et d'une prison, district de l'Abitibi, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 13	95,231.71
Construction d'un palais de justice et d'une prison à Saint-Jérôme, avances autorisées par la loi 12 George V, chapitre 21	166,973.17
Construction d'un palais de justice et d'une prison, Campbell's Bay, avances autorisées par la loi 13 George V, chapitre 16	136,886.10
Construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie, avances autorisées par la loi 17 George V, chapitre 7	5,597.50
Construction d'un musée d'histoire naturelle, à Québec, avances autorisées par 13 George V, chapitre 3	5,149.60
Achat d'une propriété pour l'agrandissement de l'École des hautes études commerciales, Montréal	45,000.00
Construction et équipement de l'École des gardes forestiers, avances autorisées par les S. R. Q., 1925, chapitre 48	6,511.30
Installation et équipement de l'École de papeterie, avances autorisées par les S. R. Q., 1925, chapitre 48	7,541.95
Achat d'une propriété, cadastre 89a, division est, Montréal, pour les fins de la morgue, autorisé par arrêté ministériel no 711 du 30 avril 1925	55,000.00
Construction des ponts de l'Île Perrot, avances autorisées par la loi 11 George V, chapitre 9	731,793.77
Pont sur la rivière Batiscan à Batiscan, avances autorisées par 10 George V, chapitre 5	446,522.03
Prêts aux municipalités re logements ouvriers	<u>7,337,842.72</u>
	<u>31,346,349.44</u>
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1927	<u>\$48,570,957.53</u>

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, appuyé par le représentant de Trois-Rivières (M. Duplessis), que le débat soit ajourné.

Adopté. Le débat est ajourné.

Palais de justice et prison à Rouyn

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que le bill 7 modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Palais de justice et prison à Ville-Marie

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que le bill 8 modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Palais de justice et prison de l'Abitibi

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que le bill 9 modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Prison de Chicoutimi

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour et appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David),

que le bill 27 autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Musées de la province

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 10 modifiant la loi des musées de la province.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que, pour payer le coût des acquisitions et des constructions mentionnées dans l'article 3 de la loi des musées de la province (Statuts refondus, 1925, chapitre 143), pour l'établissement d'un musée dans la cité de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse autoriser le trésorier de la province à payer sur le fonds consolidé du revenu une somme n'excédant pas six cent mille dollars, au lieu de la somme de cent cinquante mille dollars autorisée par l'article 4 de ladite loi des musées de la province.

Par la loi 13 George V, chapitre 22, article 3, le gouvernement a été autorisé l'an dernier à construire un musée provincial soit à Montréal, soit à Québec.

La Législature nous a autorisés à dépenser \$150,000 pour le musée. Le ministère des Travaux publics peut dépenser plus que ce montant, du moment qu'il n'emprunte pas. Mais nous tenons, par courtoisie pour la Chambre, à nous faire autoriser à dépenser davantage pour cette construction. Nous ne pouvions pas, dans le temps, dire le montant exact qu'il nous faudrait pour la construction de ce musée. Ensuite, nous avons fait faire des plans, et nous avons prévu une construction entièrement à l'épreuve du feu, de 250 pieds par 50 pieds.

Nous avons demandé des soumissions pour les travaux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la

bâtisse et, d'après ces soumissions, ces travaux nous coûteront \$559,000 sans l'ameublement. Nous avons cru qu'en demandant \$600,000 nous pourrions construire la bâtisse et la meubler. Ce sera un édifice de 250 pieds par 50 pieds.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement avait-il le terrain pour construire ce musée?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, nous avons obtenu le terrain de la Commission du parc des Champs de bataille.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, les contrats pour cette construction ont été accordés au plus bas soumissionnaire dans chaque catégorie de travaux².

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comment! Les contrats ont été accordés?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, et les travaux sont actuellement en cours.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Avant que la loi ne fût passée?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, pour \$559,000.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le gouvernement ne viendra-t-il pas encore l'an prochain nous demander des octrois supplémentaires pour des extras?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je ne crois pas. Nous avons pris nos précautions. Les plans sont complets. Il ne restera plus qu'à acheter l'ameublement.

M. Blain (Montréal-Dorion): Ces soumissions ont-elles été obtenues à la suite d'avis dans les journaux?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Oui, à la suite d'une publication dans les quotidiens.

M. Crépeau (Sherbrooke): Le gouvernement n'a pas ouvert un concours aux architectes pour la confection des plans?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les plans ont été faits par l'architecte du gouvernement, M. Wilfrid Lacroix.

M. Crépeau (Sherbrooke): Pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas ouvert un concours aux élèves de l'École des beaux-arts? Il aurait pu se rendre compte de leur valeur.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Parce que souvent, dans ces sortes de concours, ceux dont les travaux ne sont pas primés trouvent que la décision prise n'est pas équitable. M. Lacroix nous a soumis plusieurs plans et le meilleur, selon nous, a été accepté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais le ministre ne trouve-t-il pas que c'est une politique dangereuse que d'accorder des contrats avant que la Chambre n'ait voté les crédits pour faire un travail, et surtout un travail aussi considérable? N'est-ce pas manquer de respect aux représentants du peuple que de donner ainsi des contrats sans en avoir obtenu la permission de la Législature?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Non, car le principe du bill était adopté et le gouvernement autorisé à construire. D'ailleurs, le ministre des Travaux publics n'a pas besoin d'une loi pour se faire autoriser à construire les édifices de la province.

M. Tremblay (Maisonnette): Quel a été le nombre de soumissions?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Dix ou douze soumissions ont été reçues en rapport avec chacun des contrats accordés³, pour la plomberie, l'électricité, la peinture, etc. Dans tous les cas, le contrat a été accordé au plus bas soumissionnaire.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement admettra tout de même que le ministre des Travaux publics n'avait prévu que \$150,000 pour une construction qui va maintenant coûter \$600,000. De plus, j'ai vu une suggestion dans les journaux. On proposait à la province de se servir de la vieille prison de Québec pour la convertir en musée. Cela aurait évité des dépenses. Tôt ou tard, cette prison devra être déplacée, car les gens de la province ne verront pas d'un bon œil ce musée aux côtés d'une prison. Il sera disgracieux d'avoir une prison à côté d'un musée. On aurait peut-être pu utiliser la prison pour fins de musée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

La suggestion a été étudiée, mais je ne crois pas que cela serait pratique. Il eût fallu démolir et reconstruire le musée sur le site. Nous aurions quand même été obligés de construire une prison ailleurs et les prisons coûtent cher! D'ailleurs, la prison actuelle fait une bonne prison, mais elle ne ferait pas un bon musée.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 10 modifiant la loi des musées de la province.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

**Division d'enregistrement
de Saint-Hyacinthe**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 15 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que les honoraires du régistrateur de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe soient fixés à six cents et deux tiers par cent mots pour la transcription des documents mentionnés dans la loi qui accompagne la présente résolution, et que lesdits honoraires et les frais de transmission du registre spécial dans lequel cette transcription aura été faite soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Ces lois sont nécessaires pour rectifier certaines erreurs d'enregistrement commises il y a nombre d'années.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je suis heureux que le gouvernement rectifie certaines erreurs.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce ne sont là que de petites erreurs.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 15 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 15 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Heure
avancée**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 6 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'avance de l'heure soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité⁴:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le but de ce projet est de permettre aux municipalités de voter l'avance de l'heure si elles le veulent, et leur règlement sera en vigueur tant qu'il ne sera pas rappelé. C'est pour éviter aux municipalités de passer un règlement chaque année.

Nous avons cru à propos de modifier la loi pour donner pleins pouvoirs aux conseils municipaux et éviter ainsi des ennuis de toutes sortes.

Les formalités pour avoir l'heure avancée sont que les conseils municipaux doivent faire passer un ordre en conseil. Ils retardent souvent à le faire et il en résulte une confusion. Notre projet de loi a pour but de laisser les conseils municipaux libres de prendre les décisions qu'ils voudront à ce sujet et de fixer même l'époque où ils désirent avoir l'heure avancée. La loi restera en vigueur aussi longtemps qu'elle n'aura pas été rappelée par les conseils municipaux.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) répond.

(L'opposition garde le silence)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) À la bonne heure!

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Établissement d'hôpitaux

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 modifiant les Statuts refondus,

1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux dans les municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Demandes de documents:

Lot no 30 dans le 4^e rang de Patton

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet du lot no 30 dans le quatrième rang Patton, depuis le mois de juin 1926.

Adopté.

Travaux de voirie depuis 1926

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, requêtes, etc., adressées au gouvernement par monsieur Ernel Fournier et monsieur Joseph Martin, de Saint-Cléophas, au sujet de travaux de voirie depuis 1926.

Adopté.

Sœurs de la Charité de Québec

M. Samson (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 85 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec.

Adopté.

En comité⁵:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je demanderais au parrain du bill de bien vouloir nous donner un mot d'explication.

M. Samson (Québec-Centre): Voici. Les sœurs de la Charité ont pris charge du nouvel hôpital du Saint-Sacrement. Elles demandent des privilèges à ce sujet, entre autres, celui d'accorder des diplômes d'infirmières, et il faut que leur charte soit amendée dans ce sens.

M. Francoeur (Lotbinière): L'honorable député de Québec-Centre dit que les Sœurs grises vont prendre l'administration de l'hôpital du Saint-Sacrement. Je ne vois rien dans le bill à cet effet-là.

M. Samson (Québec-Centre): Les religieuses vont en effet prendre charge de l'hôpital du Saint-Sacrement.

M. Francoeur (Lotbinière): Le bill ne le dit pas.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le bill dit que les sœurs de la Charité auront le droit de fonder et d'administrer des hôpitaux.

M. Francoeur (Lotbinière): Mais il n'est pas question de l'hôpital du Saint-Sacrement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ce n'est pas nécessaire de spécifier le nom des hôpitaux que les sœurs de la Charité pourront fonder ou administrer.

M. Francoeur (Lotbinière): C'est un pouvoir général que nous leur accordons.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oui. Les sœurs sont prêtes à abandonner la clause 5, qui a soulevé une intéressante discussion au comité des bills privés. Par cette clause, les religieuses demandaient l'autorisation de former des infirmières et les aides maternelles et de leur décerner des certificats.

M. Samson (Québec-Centre): Les sœurs sont consentantes?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Parfaitement.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pouvez-vous en douter?

M. Samson (Québec-Centre): La parole du premier ministre me suffit.

Les articles 1 et 2, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

M. Samson (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Montreal Terminals

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 128 constituant en corporation The Montreal Terminals soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Mario-Émile Lattoni

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 135 permettant à Mario-Émile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Dépôt de documents:

Rapport du service d'hygiène

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) dépose sur le bureau de la Chambre le cinquième rapport annuel du service provincial d'hygiène de la province de Québec, pour l'année 1926-1927. (Document de la session no 28)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La réponse donnée à l'opposition au sujet de l'établissement de zones neutres dans la province n'est pas satisfaisante.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous allons y voir.

La séance est levée à 5 heures⁶.

NOTES

1. Dans *La Presse* du 1^{er} février 1928, à la page 11, on dit que le trésorier a parlé pendant plus d'une heure.

2. Le chroniqueur de *L'Événement* du 1^{er} février 1928, à la page 8, dit que le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) donne, en réponse aux députés de l'opposition, la liste des entrepreneurs qui ont obtenu les différents contrats pour la construction du musée.

3. Le chroniqueur de *L'Action catholique* du 1^{er} février 1928, à la page 8, écrit qu'il y a eu cinq ou six soumissions pour chaque genre de travaux.

4. M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) préside le comité.

5. Voir note précédente.

6. Comme dans *La Presse* du 1^{er} février 1928, à la page 11, on dit que le trésorier a parlé pendant plus d'une heure. Les heures d'ouverture et de levée de séance représentent donc des déductions.

Séance du mercredi 1^{er} février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière¹.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Lecture de pétitions:

La pétition suivante est lue et reçue par la Chambre:

- de l'Hôpital français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte (M. Vautrin).

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 172 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux dans les municipalités;

- bill 104 modifiant la charte de The North Shore Power Company.

Et, avec des amendements, le bill 94 ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 110 changeant le nom de la Société d'administration générale.

- bill 93 concernant The Engineers' Club of Montreal.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 137 constituant en corporation The Quebec Baptist Church.

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la ville d'Iberville, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de la ville de Lauzon, demandant l'adoption d'une loi pour valider certains règlements et pour d'autres fins;

- de la cité de Saint-Hyacinthe, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte;

- de dame Marie-Henriette-Eugénie Starnes et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;

- de la Canadian International Paper Co., demandant la ratification d'une résolution passée entre ladite compagnie et les commissaires d'écoles de la cité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain.

Charte d'Iberville

M. Lamoureux (Iberville) demande la permission de présenter le bill 83 modifiant la charte de la ville d'Iberville.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Succession

M.-J.-A.-A. Larocque

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) demande la permission de présenter le bill 96 validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte

de Saint-Hyacinthe

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 111 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Canadian International Paper Company

M. Grant (Champlain) demande la permission de présenter le bill 115 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de

la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie Canadian International Paper Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Soumission provinciale pour une route dans Montmagny

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Des soumissions ont-elles été demandées par le département de la colonisation pour la route entre Saint-Paul-du-Buton et Saint-Fabien-de-Panet, comté de Montmagny?

2. Dans l'affirmative, à quelles personnes le contrat a-t-il été accordé?

3. Étaient-elles les plus bas soumissionnaires?

4. Dans la négative, pour quelle raison le contrat leur a-t-il été accordé?

5. Quelle était la différence entre le prix de ceux qui ont obtenu le contrat de cette route et celui des soumissionnaires qui venaient après eux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Oui.

2. M. Raoul Boulanger, de Montmagny, pour le prix de \$65,800.

3. Non. Il y en avait un dont la soumission était plus basse.

4. La plus basse soumission a été refusée parce que, d'après les ingénieurs du département, le plus bas soumissionnaire était incapable, pour le prix demandé, de remplir le contrat et d'exécuter les travaux conformément aux devis.

5. Il n'y avait qu'une seule soumission plus basse que celle de M. Raoul Bélanger; la différence entre les deux était de \$13,590.

Fermes de démonstration

M. Renaud (Laval): 1. Combien y a-t-il à date de fermes de démonstration dans la province?

2. Combien ont été établies par le gouvernement depuis la réponse du 7 février 1927?

3. Quels sont les noms des propriétaires, des paroisses et comtés où ces fermes sont situées?

4. Qu'a coûté au gouvernement chacune de ces fermes jusqu'à date?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): 1. 32.

2. 3.

3. et 4. M. Eugène Dumas, Saint-Michel, Bellechasse, \$692.63; M. Joseph Dupaul, Saint-Wenceslas, Nicolet, \$257.93; M. Wilfrid Roberge, Charny, Lévis, \$210.80.

Droits perçus pour lieux d'amusements et pistes de courses

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quels ont été les droits perçus en 1926-1927: *a.* Dans la cité de Montréal? *b.* Dans toute la province, pour les licences des lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec?

2. Quels ont été les droits perçus en 1926-1927: *a.* Dans la cité de Montréal? *b.* Dans toute la province, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec?

3. Quel a été le revenu en 1926-1927: *a.* Dans la cité de Montréal? *b.* Dans toute la province, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. *a.* \$39,309.32; *b.* \$12,862.33.

2. *a.* Pour les licences, \$14,725; pour les droits d'entrée, \$13,708.55; *b.* Pour les licences, \$23,668.10; pour les droits d'entrée, \$22,837.15.

3. *a.* Pour les machines, \$560; pour les droits sur les paris, \$177,802.22; *b.* Pour les machines, \$660; pour les droits sur les paris, \$220,678.53.

Lots défrichés en 1927

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de lots de colonisation le gouvernement a-t-il fait défricher et bâtir en 1927?

2. Les lots qui avaient été retenus dans le canton Otis, en 1924, ont-ils été achetés et cultivés?

3. Quel montant a-t-il été remboursé au gouvernement pour des lots que le département de la Colonisation a fait défricher et bâtir et qu'il a vendus à des colons?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. 10.

2. Oui.

3. \$1,501.28.

Route Montréal-Chapleau à Hull

M. Guertin (Hull): 1. La partie de la route Montréal-Chapleau qui se trouve dans les limites de la cité de Hull a-t-elle été construite entièrement aux frais de ladite cité?

2. Dans la négative, quelle a été la contribution du gouvernement?

3. Le ministre de la Voirie a-t-il notifié la ville de Hull d'avoir à construire ladite partie de route, sinon que le gouvernement la construirait lui-même et enverrait ensuite le compte à la cité de Hull?

4. Dans l'affirmative, à quel membre du conseil de la ville de Hull cet avis a-t-il été donné?

5. À quelle date?

6. Cet avis a-t-il été donné par message téléphonique?

7. Si non, comment?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. La route Montréal-Chapleau n'existe pas officiellement.

2. Répondu au no 1.

3. Répondu au no 1.

4. Répondu au no 1.

5. Répondu au no 1.

6. Répondu au no 1.

7. Répondu au no 1.

Intérêts dus par les municipalités en vertu de la loi des bons chemins

M. Renaud (Laval): 1. Combien de municipalités dans la province n'ont pas payé leurs intérêts dus en vertu de la loi des bons chemins: *a.* En 1923? *b.* En 1924? *c.* En 1925? *d.* En 1926? *e.* En 1927?

2. Quels sont les noms et les comtés de ces municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* En 1923: quatre; *b.* En 1924: six; *c.* En 1925: huit; *d.* En 1926: douze; *e.* En 1927: deux cent cinq.

2. *a.* En 1923: Frontenac: canton de Whitton; Montmagny: paroisse de Saint-Just-de-Bretenières; partie sud-est du canton de Talon; Québec: paroisse Notre-Dame-des-Laurentides.

b. En 1924: Bellechasse: paroisse de Saint-Camille-de-Lellis; Frontenac: canton de Whitton; Lac-Saint-Jean: corporation de Saint-Méthode; Montmagny: paroisse de Saint-Just-de-Bretenières; partie sud-est du canton de Talon; Québec: paroisse Notre-Dame-des-Laurentides.

c. En 1925: Bellechasse: paroisse de Saint-Camille-de-Lellis; Frontenac: canton de Whitton; Hull: ville d'Aylmer; Lac-Saint-Jean: corporation de Saint-Méthode; Montmagny: paroisse de Saint-Just-de-Bretenières; partie sud-est du canton de Talon; Nicolet: paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets; Québec: paroisse Notre-Dame-des-Laurentides.

d. En 1926: Abitibi: village d'Amos; Beauharnois: paroisse de Saint-Timothée; Bellechasse: paroisse de Saint-Camille-de-Lellis; Frontenac: canton de Whitton; Hull: ville d'Aylmer; Huntingdon: paroisse de Saint-Anicet; Lac-Saint-Jean: corporation de Saint-Méthode; Laval: paroisse de Saint-François-de-Sales; Montmagny: paroisse de Saint-Just-de-Bretenières; partie sud-est du canton de Talon; Nicolet: paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets; Québec: paroisse Notre-Dame-des-Laurentides.

e. En 1927: Abitibi: village d'Amos; Argenteuil: paroisse de Saint-Jérusalem; ville de Lachute; canton de Chatham; Bagot: village de Saint-Pie; Beauce: village du Sacré-Cœur-de-Jésus; village de Saint-Victor-de-Tring; Beauharnois: paroisse de Saint-Timothée; village de Nouveau-Salaberry; paroisse de Saint-Clément; village de Sainte-Cécile; village de Lac-Saint-Louis; Bellechasse: paroisse de Saint-Camille-de-Lellis; Berthier: paroisse de Saint-Barthélemy; paroisse Sainte-Geneviève-de-Berthier; paroisse de Saint-Norbert; Brome: partie est du canton de Farnham; corporation de Bolton-Est; Chambly: cité de Longueuil; paroisse de Saint-Bruno-de-Montarville; paroisse de Saint-Antoine-de-Longueuil; ville de Greenfield Park; Champlain: ville de Saint-Tite; village de Sainte-Thècle; paroisse de Saint-Timothée; paroisse de Saint-Tite; Charlevoix-Saguenay: village de La Malbaie; Châteauguay: paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay; paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown; paroisse de Sainte-Philomène; paroisse de Très-Saint-Sacrement; paroisse de Sainte-Clotilde; Chicoutimi: ville de Bagotville; village de Saint-Alexis-de-la-Grande-Baie; paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquière; canton de Chicoutimi; paroisse de Saint-Honoré; canton de Bourget; canton de Taché; paroisse de Saint-Fulgence; ville de Port-Alfred; Compton: canton d'Auckland; ville d'East Angus; canton de Lingwick; ville de Cookshire; Deux-Montagnes: paroisse de Saint-Hermas; paroisse de Saint-Augustin; partie nord de la paroisse de l'Annonciation; paroisse de Saint-Joseph-du-Lac; Dorchester: paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne; paroisse de Saint-Anselme; paroisse de Sainte-

Justine; Drummond: paroisse de Notre-Dame-du-Bon-Conseil; corporation de l'Avenir; canton de Durham; Frontenac: corporation de Saint-Évariste-de-Forsyth; canton de Whitton; paroisse de Saint-Vital de Lambton; Hull: ville d'Aylmer; Huntingdon: canton de Dundee; canton de Hemmingford; paroisse de Saint-Anicet; canton d'Elgin; Iberville: paroisse de Saint-Georges-de-Henryville; paroisse Saint-Grégoire-le-Grand-de-Monnoir;

2. e. En 1927; Îles-de-la-Madeleine: corporation de l'Étang-du-Nord; Jacques-Cartier: village de Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, paroisse de Sainte-Geneviève; Joliette: paroisse de Sainte-Béatrix; paroisse de Sainte-Émélie-de-l'Énergie; paroisse de Saint-Charles-Borromée; Kamouraska: paroisse de Saint-Pascal; paroisse de Saint-André; Labelle: village de Mont-Laurier; Lac-Saint-Jean: paroisse de Saint-Jérôme; village de Saint-Félicien; paroisse de Saint-Joseph-d'Alma; paroisse de Saint-Bruno; paroisse de Saint-Gédéon; paroisse de Notre-Dame-de-la-Doré; paroisse de Sainte-Edwidge; paroisse de Notre-Dame-d'Hébertville; paroisse de Saint-Félicien; paroisse de Saint-Louis-de-Chambord; village de Val-Jalbert; village de Saint-Bruno; ville de Roberval; paroisse de Saint-François-de-Sales; canton de Delisle; corporation de Saint-Méthode; village de Sainte-Cœur-de-Marie; paroisse de L'Ascension-de-Notre-Seigneur; paroisse de Saint-Henri-de-Taillon; L'Assomption: paroisse de L'Épiphanie; village de L'Épiphanie; paroisse de L'Assomption; Laval: paroisse de Saint-Joseph-de-la-Rivière-des-Prairies; paroisse de Sainte-Dorothée; corporation du comté de Laval; paroisse Saint-François-de-Sales; ville de Saint-Léonard-de-Port-Maurice; Lévis: paroisse de Saint-Étienne-de-Lauzon; L'Islet: paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard; village de Bonsecours; paroisse de Sainte-Perpétue; paroisse de Saint-Phamphile; corporation de Tourville; Lotbinière: village de Saint-Agapitville; paroisse de Sainte-Croix; paroisse de Saint-Antoine-de-Tilly; paroisse de Saint-Louis-de-Lotbinière; Matapédia: paroisse Saint-Moise; paroisse de Sainte-Marie-de-Sayabec; paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Causapscal; partie nord de la paroisse de Sainte-Florence-de-Beaurivage; Mégantic: paroisse Saint-Antoine-de-Pontbriand; canton de Ireland-Sud; ville de Black Lake; village d'Amiante; canton de Thetford-Sud; village de Robertsonville; village de Bernierville; Missisquoi: paroisse Saint-Pierre-de-Véronne-à-Pike-River; paroisse de Saint-Georges-de-Clarenceville; paroisse de Notre-Dame-de-Stanbridge; corporation de Stanbridge Station; Montcalm: village de Saint-Jacques-

l'Achigan; paroisse de Saint-Esprit; paroisse de Saint-Jacques-de-l'Achigan; paroisse de Sainte-Julienne; Montmagny: paroisse de Cap-Saint-Ignace; ville de Montmagny; paroisse de Saint-Just-de-Bretenières; partie sud-est du canton de Talon; Montmorency: paroisse de Saint-Joachim; village de Beaulieu, I.O.; Napierville-Laprairie: paroisse de Saint-Rémi-de-la-Salle; paroisse de Saint-Édouard-de-Saint-Georges; paroisse de Saint-Michel-Archange; village de Saint-Rémi; paroisse de Saint-Patrice-de-Sherrington; paroisse de Saint-Constant; paroisse de Saint-Mathieu; Nicolet: paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets; ville de Nicolet; Papineau: canton de Ripon; village de Saint-André-Avellin; paroisse de Sainte-Angélique; village de Pointe-à-Gatineau; Pontiac: village de Campbell's Bay; Portneuf: village de Saint-Marc-des-Carières; village de Saint-Casimir; Québec: paroisse de Saint-Colomb-de-Sillery; paroisse de Notre-Dame-des-Laurentides; paroisse de Saint-Félix-de-Cap-Rouge; paroisse de Sainte-Foy; village de Loretteville; village de Charlesbourg; ville de Courville; village de Montmorency, cantons de Stoneham et Tewkesbury; paroisse de Saint-Charles-de-Charlesbourg; ville de Québec-Ouest; Richelieu: paroisse de Saint-Ours; ville de Saint-Ours; Richmond: canton de Cleveland; Melbourne: village d'Asbestos; canton de Saint-Georges-de-Windsor; canton de Stoke; canton de Melbourne; Rouville: paroisse de Saint-Paul-d'Abbotsford; paroisse de Saint-Angèle-de-Monnoir; paroisse de Saint-Césaire; paroisse de Saint-Mathias; Shefford: village de Sainte-Pudentienne; canton de Shefford; canton de Saint-Valérien-de-Milton; Sherbrooke: canton d'Ascot; corporation de Rock Forest; Soulanges: paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges; Stanstead: canton de Magog; paroisse de Sainte-Catherine-de-Hatley; village de Dixville; Saint-Hyacinthe: paroisse de Saint-Charles-de-la-Rivière-Chambly; Saint-Jean: paroisse de Sainte-Marguerite-de-Blairfindie; paroisse de Sainte-Blaise; paroisse de Saint-Luc; Saint-Maurice: paroisse de Saint-Barnabé; Témiscamingue: village de Ville-Marie; Témiscouata: paroisse de Saint-Mathias-de-Cabano; Terrebonne: paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville; ville de Terrebonne; paroisse de Saint-Janvier-de-Blainville; paroisse de Sainte-Adèle; village de Shawbridge; corporation de Piedmont; Vaudreuil: paroisse de Sainte-Adèle-de-Rigaud; paroisse de Sainte-Marthe; Verchères: paroisse de Varennes; village de Varennes; paroisse de Verchères; paroisse de Saint-Mathieu-de-Belœil; village de Contrecoeur; paroisse de Sainte-Julie; Yamaska: village de Pierreville.

Demandes de documents:**Élection
dans Montréal-Sainte-Marie**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne au sujet de la dernière élection provinciale dans la division Montréal-Sainte-Marie.

Le 17 avril 1927, la sixième législature de Québec était dissoute et, le 16 du mois suivant, une élection était tenue dans les 84 comtés de la province de Québec. Au cours des élections qui suivirent, il y eut des cas de corruption, dont les législateurs reconnaîtront la gravité dans l'élection de Sainte-Marie. La morale, les intérêts de la province, l'honneur de la Législature, le devoir du citoyen électeur exigent que le vote soit donné honnêtement et que l'élection ne soit entachée d'aucun acte de corruption. Le droit pour le peuple de voter et la liberté de se choisir consciencieusement des législateurs sont à la base de notre gouvernement responsable et de notre régime constitutionnel. Le député dont l'élection est entachée de corruption est indigne, par la loi, de représenter les intérêts du peuple dans un Parlement. La justice ordonne en conséquence de lui enlever son mandat et de le remplacer dans le plus bref délai possible, afin de rendre justice aux électeurs qui ont souffert de la corruption de cette élection, et de donner à leur comté un député représentant honnêtement l'opinion de la majorité des électeurs dûment qualifiés.

Le législateur fait donc une différence entre une élection causée par la corruption et celle causée par la mort ou autre raison et circonstances incontrôlables, puisque, dans la loi relative aux élections générales ou partielles, le législateur a pris soin d'omettre le cas d'une élection annulée par un jugement parce qu'il voulait y prévoir par l'article 721. Or, il fut prouvé que l'élection tenue dans la division Sainte-Marie, le 16 mai, était entachée de corruption.

Certains fonctionnaires du gouvernement et des personnages importants ont été mêlés à des actes de corruption électorale et, au moment où la chose allait être révélée, les procédures ont été abandonnées. Si je provoque ce débat et demande la production des documents se rapportant à cette affaire de Sainte-Marie, c'est afin de démontrer au

gouvernement jusqu'à quel point il a été commis des abus au cours de cette élection par des employés du gouvernement et jusqu'à quel point le gouvernement a eu tort, dans le passé, de ne pas écouter les plaintes de l'opposition, quand elle signalait que des employés payés par la province prenaient part aux élections d'une façon injuste.

Le gouvernement s'est moqué de l'opposition. Plus que cela, un état de choses des plus extraordinaires a été révélé. Des témoins - Ti-Loup Thomas et autres - déclarent qu'ils ont été employés par Pierre Valois, agent du candidat Joseph Gauthier², pour passer des "télégraphes". Il a organisé la corruption dans Sainte-Marie.

Une voix: Honte!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il ne s'est pas contenté de cela: il a tenu des séances dans un cabinet digne de son œuvre. On a fait de la propagande en faveur des fraudes. Il a payé des gens pour dire que le gouvernement était populaire. Quelle belle popularité pour un gouvernement! Il est obligé d'engager des hommes pour faire savoir au peuple qu'il est populaire. C'est ce gouvernement-là qui vient d'écraser l'opposition en disant que c'est sa popularité qui a triomphé. Dans l'élection de Sainte-Marie, nous avons la preuve de l'impopularité du gouvernement et que pour gagner certaines élections, il est obligé de recourir à des moyens malhonnêtes.

(Applaudissements à gauche)

Ce qui s'est fait dans Sainte-Marie s'est pratiqué ailleurs. Ce Pierre Valois, employé dans le département du procureur général comme député grand connétable à Montréal, avait déménagé ses quartiers généraux dans le comité même du candidat Gauthier, angle des rues Ontario et Panet. Il y avait son bureau privé où l'on entrait par la porte des cabinets de commodité. C'est là que Pierre Valois, champion de la cause ministérielle, fonctionnaire du procureur général et agent du candidat libéral Gauthier, recevait, opérait, travaillait au triomphe du gouvernement, engageant des télégraphes et leur distribuant avec prodigalité ses petits papiers.

Il a ainsi embauché Ti-Loup Thomas qui a passé sept télégraphes pour \$10; Alexandre Martel, auquel il a remis 20 papiers. Ce pauvre Martel, ne sachant ni lire ni écrire, a réussi quand même à passer quelques télégraphes pour lesquels il a reçu \$5 d'abord, et un autre \$5 après avoir protesté contre cette injustice, cette parcimonie et cette partialité. Pour Langlois, lui, il avait à remplir une mission aussi payante, bien que moins héroïque.

Avant le jour de la votation, il avait été engagé pour parcourir les tavernes et y soulever, en payant la traite, l'enthousiasme en faveur du candidat du gouvernement. Le 16 mai, Valois, du département du procureur général, le chargea de conduire en auto les télégraphes d'un poll à l'autre et d'aller chercher des votants. Il s'acquitta scrupuleusement de sa besogne. L'organisation, qui émanait du cabinet Valois, était parfaite. Ce M. Valois s'occupait aussi, le 16 mai dernier, de conduire les gens chez M. Léonard, un tailleur.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pour se faire tailler des vestes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Courir d'un poll à l'autre fatigue et donne la soif, mais ces braves télégraphes n'avaient qu'à aller boire du whisky blanc chez le marchand tailleur Léonard, juste en face du comité du candidat Gauthier. Le whisky était destiné à corrompre la division de Sainte-Marie. Et on viendra dire ensuite que le gouvernement a la confiance du peuple après ces manœuvres frauduleuses. Quelle belle organisation et combien libérale! Cependant, la source parut tarir un moment et ces pauvres artisans de la victoire ministérielle subirent un léger retard dans l'accomplissement de leur devoir, et ils durent être envoyés de chez Léonard, chez Piché³ pour pouvoir "avaler une larme".

Cependant, il faut dire, à la gloire de Pierre Valois, que ce contretemps ne fut que passager, puisque J. Drolet, du comité du candidat Gauthier, ayant appelé en toute hâte le constable Sénécal, lui demanda d'aller vite chercher un paquet chez le marchand de tabac Piché et de le porter chez le marchand tailleur Léonard, juste en face du comité libéral. Ce paquet, c'était du whisky blanc! L'honneur était sauf; l'organisation de Pierre Valois, fonctionnaire du procureur général, agent du candidat Gauthier, ne pouvait être prise en défaut. Télégraphes, oh! prenez un coup et allez voter!

Un député: Honte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Après la comparaison des premiers témoins, le défendeur Gauthier, voyant que des témoins allaient dire tout ce qui s'était passé dans son organisation pour étouffer le sentiment populaire et pour voler l'élection, voyant aussi que certains personnages, certains officiers du gouvernement, seraient forcés de rendre compte de leur conduite le jour de cette élection dans la division

de Sainte-Marie, oui, Gauthier a admis que des irrégularités et des manœuvres frauduleuses avaient été commises.

M. Gauthier, candidat libéral, fut déclaré élu, mais l'élection fut contestée par un M. Dupuis. La preuve, devant les tribunaux, a démontré que l'élection avait été escamotée au moyen de manœuvres frauduleuses et qu'il y avait eu de nombreux actes de corruption. Le procureur de M. Gauthier a reconnu qu'il y avait eu fraude et il a confessé jugement. La confession de jugement survint au moment où on allait établir que tout cela provenait de l'intervention de certains fonctionnaires du gouvernement qui s'étaient chargés de l'organisation de l'élection. Il y avait aussi des preuves que des personnages importants avaient pris part à l'affaire, bien que M. Gauthier ait déclaré qu'il n'était pas au courant des manœuvres frauduleuses qui avaient été prouvées.

Si le gouvernement avait été aussi populaire qu'il le dit, aurait-il été obligé de recourir à de telles manœuvres, dans Sainte-Marie et ailleurs, pour remporter la victoire? L'élection de Sainte-Marie démontre la faiblesse du gouvernement devant l'électorat. Après l'annulation de l'élection, l'Orateur a reçu des documents nécessaires pour la tenue d'une nouvelle élection. Qu'a fait le gouvernement pour les électeurs du comté de Sainte-Marie? Il n'a pas agi honnêtement en privant les électeurs d'une représentation durant la session.

Le greffier de la couronne en chancellerie et l'Orateur se sont conformés à la loi, mais le gouvernement a pris sur lui de fixer la date de l'élection quand il le voudrait. Le gouvernement s'est appuyé sur un article de la loi électorale pour dire: Nous ferons l'élection quand nous voudrons, quand nous serons organisés pour la gagner une seconde fois. La loi, dans son esprit et dans sa lettre, exige qu'une élection annulée soit recommencée au plus tôt. L'honorable premier ministre a dit que rien ne pressait parce qu'on ne pouvait pas déranger les ministres et les députés. Le premier ministre pense que nous travaillons trop ici pour nous occuper de l'élection dans Sainte-Marie. Je proteste énergiquement devant la conduite de l'organisation libérale dans l'élection de Sainte-Marie. Le public sait que le gouvernement recule devant la perspective d'une élection. Le gouvernement ne veut pas que Sainte-Marie soit représentée par un de nos amis.

(Applaudissements)

A-t-il rendu justice aux électeurs dont les droits avaient été lésés? S'est-il conformé à l'esprit et à la lettre de la loi qui veut que, dans ce cas, les brefs

soient émis dans le plus bref délai possible, pour que les électeurs aient l'opportunité d'élire un nouveau député? Non. Je laisserai cette partie légale à mes collègues de Trois-Rivières et de Dorion, deux avocats de réputation. Ils sont beaucoup plus qualifiés pour traiter cet aspect de l'affaire.

Qu'il me soit permis de répondre à certaines remarques du premier ministre. Le premier ministre a déclaré: "Nous allons entrer en session. C'eût été un non-sens de faire une élection en plein temps de session et de déranger ainsi les députés au travail." Il y a longtemps que l'honorable secrétaire provincial aurait pu la faire, cette élection.

Les membres du gouvernement n'aiment pas qu'on aille trouver des précédents chez eux. Le premier ministre a cité des cas où l'élection partielle eut lieu après que le siège fut déclaré vacant. Mais le premier ministre s'est gardé de citer un cas comme celui de Sainte-Marie. La Chambre me permettra de citer certains faits pour établir que les libéraux ont déjà fait des élections pendant la session et qui montreront encore jusqu'à quel point le premier ministre est audacieux. En 1897, la première session de la neuvième législature s'ouvre le 23 novembre, émission de brefs pour l'élection d'un nouveau député dans Lévis et Bonaventure en remplacement de François-Xavier Lemieux⁴, nommé juge. Le 1^{er} décembre, décès de M. Gladu⁵. Le 4 décembre, émission de bref pour l'élection d'un nouveau député dans Yamaska en remplacement de Gladu. Élection dans Yamaska, Lévis et Bonaventure le 22 décembre. Le 27 décembre, le nouveau député de Lévis, M. Olivier⁶, prend son siège. Le 28 décembre, le nouveau député d'Yamaska, M. Jules Allard⁷, prend son siège. Le 3 janvier, le nouveau député de Bonaventure, M. Clapperton⁸, prend son siège et, le 15 janvier, clôture de la session. C'était au temps du cabinet Marchand. On ne peut nier ce fait. Voilà des faits que même l'audace et l'habitude du premier ministre n'oseraient pas contredire.

L'honorable premier ministre dit: "Mais il y a eu des élections dans Portneuf et Kamouraska, et nos adversaires n'ont pas voulu faire d'opposition." L'opposition avait laissé le champ libre aux électeurs de ces deux comtés, lors des élections partielles, pour le choix de leurs candidats. Si le gouvernement avait agi de même pour le choix des candidats libéraux, il n'aurait pas subi deux défaites contre les libéraux indépendants. Ces cas ne sont pas similaires à celui de Sainte-Marie. L'affaire est très différente puisqu'une cour a invalidé l'élection du député libéral déclaré élu dans Sainte-Marie et il a été démontré et admis qu'il y a eu corruption dans ce

comté. Nous étions au lendemain d'une élection générale, alors que la grosse majorité des électeurs de ces comtés s'étaient manifestement prononcés en faveur des candidats ministériels, conformément à leur verdict depuis plus de 50 ans.

L'opposition a respecté le sentiment des électeurs. D'ailleurs, c'était à l'électorat de choisir ses candidats. Si le gouvernement avait suivi cette tactique et avait laissé les électeurs se choisir des candidats, son autorité n'aurait pas expérimenté le soufflet qu'elle a reçu. L'opposition a surtout voulu donner "fair-play" aux candidats qui protestaient contre le choix des candidats imposés et choisis à Québec par une autocratie que nous avons souvent dénoncée. Nous ne regrettons pas ce que nous avons fait, car le gouvernement a reçu dans ces comtés la leçon qu'il méritait, et les ministres qui ont été honnis et conspués durant la lutte se rappelleront longtemps du peu de considération que les électeurs de Portneuf et Kamouraska ont pour eux.

Au nom des électeurs de Sainte-Marie, au nom de la justice, nous protestons contre la conduite du gouvernement qui a refusé de fixer la date de l'élection dans le plus bref délai possible et qui a privé la division Sainte-Marie du député qu'elle a le droit d'élire honnêtement et qui doit représenter dans cette Chambre ses électeurs qualifiés. Les électeurs de Sainte-Marie ont été privés de représentation à un moment où ils en avaient particulièrement besoin, en vue d'une loi éventuelle. Le public sait que le gouvernement recule devant la perspective d'une victoire certaine de l'opposition. Il ne veut pas que Camillien Houde⁹ vienne siéger au cours de la présente session. En fait, il est impératif qu'il en soit exclu à tout prix. Nous protestons contre cet acte du gouvernement. Le gouvernement recule devant la perspective d'une élection qui se soldera par une victoire de l'opposition.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) se lève. (Applaudissements à droite) Comment, le gouvernement recule devant la perspective d'une élection? C'est l'honorable chef de l'opposition qui vient nous le dire après une victoire comme celle que nous avons remportée aux dernières élections, alors que son armée a été décimée, presque anéantie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est à cause de la corruption qu'ils sont peu nombreux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Attendez, nous en parlerons tantôt, de la corruption, car vous n'avez pas affaire à un normand. Nous

allons parler aussi de ce qui s'est passé dans Deux-Montagnes. Nous avons déjà entendu ses vantardises, lors de la dernière session et durant la campagne, et on vient nous les rappeler encore aujourd'hui. Il devrait être le dernier à parler de la sorte. Mais que sont devenus tous ses lieutenants, ses amis de la dernière session qui les répétaient? Qu'ils se lèvent.

Où sont les Duranleau, les Bray, les Saint-Jacques¹⁰, les Houde, les Dufresne¹¹ qui ont appuyé le chef de l'opposition dans la dernière législature? Ils ont été battus, ils sont disparus de la vie publique et le chef de l'opposition vient nous dire qu'après une semblable victoire, nous craignons de nous adresser au peuple? Ils ont perdu pour des raisons similaires à celles qui, selon lui (M. Sauvé), ont prévalu dans Sainte-Marie.

Le chef de l'opposition nous a parlé de corruption dans Sainte-Marie. Je vais vous parler, moi, à l'instant, de certaines choses qui se sont passées dans le comté de Deux-Montagnes, lors des dernières élections. Mon honorable ami peut-il venir nous braver ainsi? Le chef de l'opposition déclare que le gouvernement est impopulaire, mais c'est le dernier qui devrait employer ce mot et provoquer le gouvernement, puisque ses propres amis disent qu'ils n'en veulent plus.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Vous avez été mal renseigné!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mal renseigné? J'avoue que je ne suis pas Normand, moi (faisant allusion au Dr Normand). Il faut être un Normand pour savoir tout cela et être bien...

(Rires)

Le chef de l'opposition parle de corruption dans Sainte-Marie. Il y a eu de la corruption dans Sainte-Marie? Selon la cour, oui. Il y en a eu ailleurs? Oui. Y en a-t-il eu par le passé? Oui. Il y en aura encore à l'avenir? Oui. Malheureusement, c'est là un défaut de notre régime politique qui n'est pas spécial à notre province, mais à tout le pays. Il y en a eu à presque toutes les élections. Le chef de l'opposition devrait regarder ce qui s'est fait dans le passé. Des chefs de mon honorable ami qui ne veut pas entendre parler du passé ont été disqualifiés. Cela ne veut pas dire que cette corruption doit être approuvée, et les tribunaux la condamnent avec raison.

Une contestation d'élection a eu lieu à la suite des élections dans Sainte-Marie. Le chef de l'opposition a voulu insinuer que de hauts

personnages ont été compromis dans cette affaire et allaient être connus, lorsque le procès pour l'élection de Sainte-Marie fut interrompu. Il ne les a pas nommés comme les autres. S'il y avait d'autres noms, pourquoi a-t-on accepté la confession de jugement? Pourquoi n'est-on pas allé jusqu'au bout pour les rendre publics? Le chef de l'opposition, qui bénéficie de son immunité parlementaire, peut bien accuser Pierre Valois, mais les juges n'ont attaqué personne parce qu'on n'a donné à personne l'occasion de se défendre.

Mais, s'il est sincère et s'il avait des preuves pour appuyer les injustes insinuations qu'il vient de faire, pourquoi, lorsqu'il y avait des procédures en cour contre Gauthier, quand il a admis sa culpabilité, n'a-t-il pas laissé le procès se poursuivre, afin de connaître ces personnages, au lieu d'accepter la confession du jugement faite par le député dont l'élection a été annulée? On aurait pu alors amener devant les cours ces éminents personnages, même après l'admission de culpabilité; la lumière aurait été faite et ils auraient pu ainsi être disqualifiés.

Pourquoi ses amis n'ont-ils pas continué le procès? Ils avaient le droit de le faire. Ils ne l'ont pas fait et le chef de l'opposition vient ensuite lancer des insinuations dans cette Chambre. On parle de Valois et on l'accuse; pourtant, aucun nom n'a été mentionné par les juges, dans la copie de jugement qu'ils ont fait tenir au gouvernement le 12 décembre dernier.

Dans le cas de Valois, il est bon de se rappeler ce que les juges ont rapporté à l'Orateur. Ils ont dit que certains noms avaient été mentionnés mais que leurs noms n'apparaîtraient pas dans leurs rapports, puisque les personnes n'ont pas eu l'occasion de se défendre. Je préfère l'opinion des juges à celle du chef de l'opposition; elles sont moins entachées de préjugés.

Ces juges disent qu'ils ne nomment personne parce qu'ils n'ont pas reçu d'avis de poursuite au sujet de personne. Il y eut bien des noms de mentionnés au cours du procès, mais ces personnes n'ont reçu aucune notification pour venir se justifier, ce qui est une simple justice. C'est là une des qualités de la justice britannique et de la justice canadienne de n'accuser personne sans lui donner, auparavant, la chance de se défendre.

Le chef de l'opposition dit qu'il y a eu de la corruption dans Sainte-Marie? Il y a eu autre chose dans son comté de Deux-Montagnes. Le chef de l'opposition sait qu'il y avait des assommeurs, dans une de ses assemblées, qui menaçaient d'assommer des gens qui ne pensaient pas comme le chef de l'opposition...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Se levant vivement) M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre. Je dis que le premier ministre est en dehors de la question. Ma motion traite de l'élection de Sainte-Marie. Or, l'honorable premier ministre sort des cadres de ma motion. Nous sommes sur une motion et nous avons l'intention de discuter à fond cette motion. Je ne crains rien de ce que l'on peut dire au sujet du comté de Deux-Montagnes, mais le premier ministre n'a pas le droit de parler ici de l'élection de Deux-Montagnes quand il s'agit de l'élection de Sainte-Marie. D'ailleurs, je me propose de mettre toute cette question de la campagne dans Deux-Montagnes devant la Chambre et je m'engage à le faire plus tard. On apprendra alors certaines choses qui ne sont pas à la gloire du gouvernement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) soulève un point d'ordre.

M. l'Orateur, j'ai parlé de Deux-Montagnes parce que l'honorable chef de l'opposition a dit que ce qui s'était fait dans Sainte-Marie s'était pratiqué partout ailleurs dans cette province. Il a ouvert une porte et nous voulons montrer ce qui s'est passé ailleurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je m'en tiens à mon point d'ordre, je n'ai pas peur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Vous avez parlé, dit-il, d'événements qui concernent les dernières élections de manière générale. Vous m'avez ouvert une porte, nous entrons...

(S'adressant à l'Orateur) Je veux parler de cette question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je vous demande de vous prononcer. Vous êtes un fonctionnaire de cette Chambre et non un fonctionnaire du gouvernement, et vous n'avez pas d'ordre à recevoir du premier ministre. Vous pouvez rendre une décision indépendante.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Se levant d'un bond) Je soulève un autre point d'ordre. Le leader de l'opposition n'a pas le droit d'insulter l'Orateur de la Chambre. L'honorable chef de l'opposition doit respecter le président.

M. l'Orateur: Le chef de l'opposition n'aurait pas dû s'éloigner de l'élection de Sainte-Marie et prétendre que des manœuvres frauduleuses avaient eu lieu dans d'autres endroits de cette

province. Vous avez parlé de Sainte-Marie et d'ailleurs. C'est ce que j'ai compris.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (S'adressant au chef de l'opposition) Vous l'avez dit.

M. l'Orateur: Puisque le chef de l'opposition est sorti du cadre de son sujet en mentionnant des cas survenus en d'autres endroits, le premier ministre a le droit lui aussi d'en parler. Le premier ministre s'est aussi trouvé à dépasser les limites de l'affaire de Sainte-Marie. Si le chef de l'opposition prétend qu'il n'a pas dépassé les limites de la question, cela serait différent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il fallait me rappeler à l'ordre, si je sortais des cadres de ma motion. L'Orateur doit simplement considérer ma demande telle que consignée au *Feuilleton*...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je continue évidemment pour mettre fin au débat.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Bondissant sur ses pieds) Non! Non! Je m'en tiens à mon point d'ordre.

M. l'Orateur: Ma décision est que l'honorable chef de l'opposition ayant étendu le cadre de sa motion dans son discours, l'honorable premier ministre a droit de lui répondre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tenez-vous-en au règlement. La décision est donnée, mais vous pouvez en appeler.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, j'en appelle de votre décision.

M. l'Orateur: Le vote¹²! Appelez les membres.

(Les députés reviennent à leur siège)

M. l'Orateur lit la motion du chef de l'opposition. Le chef de l'opposition ayant parlé non seulement des élections dans Sainte-Marie, mais des élections ailleurs, j'ai rendu une décision portant que le premier ministre peut, lui aussi, faire la même chose. Je demande si cette décision doit être maintenue.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dufour, Dugas, Fortier, Francoeur, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Gagnon (Maskinongé), Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Nicol, Oliver, Ouellet, Perrault, Phaneuf, Piché, Philps, Pilon, Plante, Poulin, Power, Rochette, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Smart¹³, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 57.

Contre: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, Tremblay, 9. Ainsi, la décision de l'Orateur est maintenue.

Le débat se poursuit.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable chef de l'opposition en appelle à la Chambre comme si on appelle au peuple. J'étais à dire qu'au cours de la campagne électorale du mois de mai dernier, dans le comté de Deux-Montagnes, il y avait toute une organisation de tristes sires qui avaient pour mission d'assommer les adversaires de mon honorable ami (M. Sauvé). Je suis certain que le chef de l'opposition était étranger à ces manœuvres, mais il n'empêche que des gens qui ne pensaient pas comme lui ont été assommés.

Le chef de l'opposition ne trouvait pas cela aussi épouvantable à ce moment-là. Des procédures ont été prises contre l'assommeur, un conservateur de Saint-Benoît, qui a été condamné à payer \$700 à \$800 et qui subira, s'il ne le subit actuellement, un procès devant les assises criminelles. Il y a quelqu'un qui intercède en faveur de cet homme et c'est mon honorable ami.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai pas honte de ce que vous venez de dire là.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

(En colère) Non, le chef de l'opposition n'a honte de rien. L'affaire de Sainte-Marie fait tache dans notre histoire politique, mais l'affaire des Deux-Montagnes, ça, ce n'est rien! Les assommeurs, il ne faut pas en parler. Il semble soutenir que l'on doit leur permettre de continuer leur métier.

Il nous dit que nous avons peur d'aller à Sainte-Marie. Pouvons-nous avoir peur après avoir balayé l'opposition comme nous l'avons fait? D'après les opinions les plus sensées, nous n'étions pas tenus de faire des élections dans les trente jours.

Le chef de l'opposition nous reproche de ne pas avoir émis de bref d'élection dans Sainte-Marie aussi tôt qu'il l'eût voulu après le jugement du 16 décembre dernier. Après la réception du jugement, le gouvernement a demandé à deux avocats si le gouvernement était obligé de faire des élections tout de suite. Ces deux avocats ont répondu que la chose n'était pas nécessaire. Il est vrai que la loi dit que les brefs doivent être émis dans les trente jours, mais le gouvernement, en vertu de la loi générale des élections à laquelle est soumise la loi concernant les élections annulées, laisse au lieutenant-gouverneur en conseil le choix de la date d'une élection, la date de l'émission des brefs et la nomination de l'officier-rapporteur.

Cette opinion fut d'ailleurs donnée au gouvernement par un avocat aussi éminent que maître Aimé Goeffrion, c.r. La question relève du lieutenant-gouverneur en conseil, non seulement dans le cas d'une annulation, mais dans tous les cas de sièges vacants, de décès ou de démissions. Selon le chef de l'opposition, le gouvernement aurait pu facilement faire les élections avant la session. Cela n'est pas aussi facile que le dit le chef de l'opposition. Ses collègues et lui (l'honorable M. Taschereau) avaient la législation de la session à préparer et ils n'avaient pas seulement à critiquer comme les membres de l'opposition. Ce sont eux qui doivent préparer la législation nouvelle et nous n'avions pas le temps d'aller entendre les critiques de l'opposition dans Sainte-Marie et prendre une part active à la lutte dans cette division. Les ministres ne pouvaient pas le faire au moment où l'opposition le souhaitait, mais il y aura une élection partielle dans ce comté bientôt et je ne crains pas les résultats.

Les conservateurs se plaignent du gouvernement parce qu'il ne fait pas d'élection dans Sainte-Marie? Comment nous aurions eu peur de rencontrer l'électorat de Montréal alors que celui-ci venait de balayer l'opposition? Nous n'avions pas plus peur d'aller dans Sainte-Marie que nous avons eu peur d'aller dans Portneuf et Kamouraska en novembre dernier. Où était mon honorable ami dans ces deux comtés, lorsque nous y avons tenu des élections? Où se trouvaient ses lieutenants? Pourquoi a-t-il craint de faire la lutte, quand nous-mêmes n'avons pas craint d'envoyer des candidats à Sainte-Marie? Le chef de l'opposition a dit dans le temps que c'était aux électeurs de ces comtés à se choisir des candidats. En effet, les électeurs ont été plus sages que lui. Le vote que viennent de donner les députés de ces comtés prouve ce qu'ils pensent de l'attitude de l'honorable chef de l'opposition.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, ils ont été plus sages que certains ministres.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Mon honorable ami a cité des précédents. Je vais lui en citer à mon tour. Les conservateurs ont déjà administré la province et, sous leur administration, il y a eu des élections contestées. Il (l'honorable M. Taschereau) cite des chiffres pour prouver que sous le régime conservateur de 1877 à 1890¹⁴, 15 élections¹⁵ ont été annulées et les brefs d'élection n'ont été émis que longtemps après l'annulation des élections sous différents régimes conservateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui, mais le premier ministre peut-il nous dire combien de comtés sont restés sans députés durant la session qui suivit l'annulation des élections?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je ne peux le dire de mémoire, mais il y en a sûrement plusieurs, car, d'après mes chiffres, l'élection ne s'est faite qu'au bout d'un an et plus. Depuis ce temps-là, la province a fait du progrès. Nous tiendrons l'élection de Sainte-Marie quand nous aurons le temps d'aller expliquer notre politique à l'électorat de Montréal. Je suis certain que les électeurs rendront un verdict favorable au gouvernement. La province se débrouillera très bien sans M. Houde. L'élection de Sainte-Marie aura lieu et nous croyons qu'un candidat favorable au gouvernement sera élu.

Il (l'honorable M. Taschereau) cite nombre de cas où les libéraux ont pris part à des campagnes électorales à l'époque d'une session parlementaire, et principalement dans Jacques-Cartier, Trois-rivières et Deux-Montagnes, Laval, Maskinongé, Hochelaga, Missisquoi, L'Islet, Mégantic, Québec-Ouest. Il ne saurait dire combien de ces divisions furent privées de députés pendant les sessions, mais il sait que le cas s'est présenté. Lorsque le gouvernement a retardé la date d'une élection, il était en plein droit de le faire.

Nous sommes libres de remettre la tenue d'une élection dans n'importe quelle division lorsque nous jugeons à propos de le faire, et cela, jusqu'à la fin d'une session. Nous avons retardé l'élection dans Sainte-Marie? Oui, mais nous avions le droit de le faire, d'après le texte et l'esprit de la loi. Nous aurons des élections et nous soumettrons notre politique au peuple, et il nous donnera sa confiance.

Mon honorable ami le chef de l'opposition nous a fait une tempête. S'il y avait un thermomètre

pour enregistrer l'humeur du chef de l'opposition, l'aiguille serait toujours entre variable et tempête. Mais nous ne craignons pas les tempêtes de l'honorable chef de l'opposition. Nous y sommes habitués. Tout de même, mon honorable ami peut avoir l'assurance que nous ne terminerons pas la présente session munis de parapluies pour nous prémunir de ses tempêtes, et que nous sommes ici pour défendre les intérêts de ceux qui nous y ont envoyés, et que nous nous maintiendrons à la hauteur de notre position. Le soleil¹⁶ reluit tout de suite après ces tempêtes et nous restons au poste où le peuple nous a placés et où il nous gardera tant que nous mériterons sa confiance.

(Applaudissements à droite)

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le motif a pu exister autrefois et n'excuse pas celui d'aujourd'hui. Le gouvernement doit toujours s'appliquer à s'améliorer. Le premier ministre viendra-t-il nous dire qu'il n'a pas manqué de sincérité lorsqu'il a promis de toujours garder bien remplis les sièges de cette Chambre, et que nous voyons aujourd'hui des sièges vacants? Pourquoi a-t-il effleuré le sujet en parlant de ce que les juges ont condamné? Il a parlé des luttes électorales et a fait des personnalités, quand il aurait dû expliquer pourquoi l'électeur de Sainte-Marie a été privé d'un droit de justice. Faut-il que maintenant la loi force le gouvernement à agir pour que l'électeur obtienne justice et ait le droit d'être représenté dans cette Chambre?

S'il est une obligation qu'un gouvernement a à remplir, c'est bien celle de donner une chance égale à tous les électeurs de choisir un représentant de ses droits à la Chambre. Et c'est précisément pour cette raison que le gouvernement doit ouvrir la division de Sainte-Marie et ne pas priver l'électeur d'un mandat de représentant, car, comme il en est aujourd'hui, on en est rendu à violer les droits populaires. Tant qu'à présenter les documents de l'affaire de l'élection de Sainte-Marie, le gouvernement pourrait aussi bien présenter les télégraphes.

Le premier ministre a dit tout à l'heure qu'il n'était pas normand, lorsqu'on lui a fait remarquer qu'il n'était pas renseigné. Je me permettrai de lui rappeler qu'il n'y a pas bien longtemps, dans le comté de L'Assomption, des paroles ont été prononcées contre le gouvernement que je ne voudrais pas répéter dans cette Chambre. Cela pour lui dire que dans tous les partis, il y a des mécontents. Le premier ministre a parlé tout à l'heure de ce qui s'est passé dans son comté et de ce qui s'est passé ailleurs lors

des dernières élections. Je me demande pourquoi le premier ministre emploie son talent à mal faire, pourquoi tient-il toujours à suivre les mauvais exemples?

Le premier ministre n'est pas là pour imiter le mal qui se commet, mais pour faire mieux. La multiplicité des maux n'a jamais produit du bien. S'il y a eu du mal de commis dans le passé, ce n'est pas une raison pour l'imiter, et le gouvernement devrait s'efforcer de faire mieux à l'avenir. L'honorable premier ministre devrait employer son talent à faire ce que son parti a prêché de bien et non ce que les autres ont pratiqué de mal. Il me semble que le chef du gouvernement a pris un temps précieux pour défendre des actes que des juges, qui sont très près de lui, ont condamnés. Le premier ministre est un avocat habile, mais pourquoi perd-il son temps à défendre des personnes que la cour a condamnées?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

L'honorable juge Coderre et l'honorable juge Panneton n'ont jamais été près de nous.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable procureur général critique les juges. Ce n'est pas un bon exemple. Il ne s'agit pas ici de savoir seulement ce qui s'est fait dans Sainte-Marie, il s'agit surtout des droits du peuple qui ne sont pas respectés. Il semble que pour le moment, le gouvernement n'est pas sincère. Il prétend avoir le peuple avec lui, mais la voix du peuple de Sainte-Marie est étouffée par le gouvernement. Pour avoir justice, il faut que le gouvernement soit traîné devant les tribunaux. Je ne veux pas discuter l'aspect légal de la question, le député de Montréal-Dorion (M. Blain) fera cela tantôt, mais je veux parler de la question morale.

Le peuple peut croire que le gouvernement a peur et être sous l'impression qu'il faut que le gouvernement soit forcé par la loi civile à lui rendre justice. C'est une position malheureuse que le gouvernement a prise. L'élection de Sainte-Marie a été annulée à la suite de manœuvres corruptrices. Les électeurs de Sainte-Marie ont droit pourtant à être représentés.

Ce n'est pas une faveur qu'ils réclament, c'est un droit. Ils sont électeurs au même titre que les électeurs des autres comtés de la province et ils ont droit à une représentation dans cette Chambre. Le gouvernement a l'obligation morale de la leur donner en faisant une élection dans ce comté. Le gouvernement foule aux pieds les saines doctrines de la démocratie et les libertés populaires.

(Applaudissements)

Le premier ministre descend d'une famille illustre dont plusieurs membres ont honoré la magistrature de notre pays. Il est premier ministre de cette province. Il est vrai que plusieurs disent qu'il n'est premier ministre que de nom, qu'il ne l'est pas de fait et que c'est M. Perron, ministre de la Voirie, qui gouverne, qui est l'âme du gouvernement. Je sais que l'honorable secrétaire provincial (M. David)⁷ ne partagera pas mon opinion. Le premier ministre n'est pas seulement premier ministre de cette province, il en est aussi le procureur général et, comme tel, il est chargé de voir à ce que la loi soit respectée, à ce que les droits du peuple soient respectés, et il ne devrait pas empêcher les électeurs de Sainte-Marie d'être représentés en cette Chambre.

Or, le premier ministre sait mieux que moi qu'il y a une sorte de criminels que les tribunaux condamnent et ce sont les complices après le fait. La loi condamne les complices avant le fait, les auteurs d'un méfait et les complices après le fait, au même titre. Je dis que dans l'affaire de l'élection de Sainte-Marie, le gouvernement agit comme un complice après le fait en sanctionnant l'illégalité commise et en ratifiant la fraude, et que sa conduite est condamnable et injuste.

Je tenais à protester officiellement au nom des électeurs qui sont lésés et qui n'ont pas obtenu mandat de représentant, quand en toute justice on aurait dû leur accorder ce à quoi ils ont droit. Je n'ai pas l'intention d'en dire davantage et d'empiéter sur le temps de la Chambre, mais, encore une fois, je demande au gouvernement de faire une élection dans Sainte-Marie. Retarder l'élection est un acte antidémocratique et je veux protester au nom des électeurs de Sainte-Marie qui sont ainsi défranchisés.

(Applaudissements à gauche)

M. Blain (Montréal-Dorion): Il est malheureux qu'un scandale comme celui de Sainte-Marie éclate. Je déplore la manière dont fut menée cette élection. Mais ce n'est pas une raison pour ne pas prendre des mesures, afin d'empêcher la répétition de pareilles manœuvres en autant qu'il est possible, lorsque des élections partielles seront tenues. Je soumets que l'interprétation qu'il faut donner à la loi est que le peuple a besoin d'un représentant et qu'actuellement aucun fauteuil ne devrait être vide dans cette Chambre.

Je ne veux pas faire de leçon aux avocats qui ont parlé sur cette question. Je veux simplement donner mon opinion sur la signification de la loi électorale qui dit que les brefs d'élection doivent être émis dans les trente jours qui suivent l'annulation

d'une élection, et ce terme "trente jours" signifie bien trente jours et non un délai indéterminé. Je crois que la loi est claire. Le délai de trente jours exigé par la loi veut pourtant bien dire quelque chose, et il me semble que l'on a semblé ne pas en tenir compte. On a enlevé toute chance aux électeurs de cette division de choisir un représentant à l'Assemblée législative, comme si le délai avait été établi inutilement.

Il demande au gouvernement d'émettre tout de suite des brefs d'élection pour le comté de Sainte-Marie dont la population se compose de 90 % d'ouvriers. Ces ouvriers ont droit à la représentation en Chambre et elle leur est nécessaire, surtout cette année où l'on discutera une loi ouvrière qui les intéresse au plus haut degré. J'estime qu'un gouvernement libéral ne devrait pas empêcher les électeurs libres de Sainte-Marie d'être représentés en cette Chambre. C'est le droit de tout citoyen britannique d'avoir un représentant en ce Parlement.

Cependant, je ne veux pas m'attarder sur ces questions, mais je me suis levé pour soutenir que tout citoyen qui a à payer des taxes doit avoir mandat de représentant pour prendre les intérêts auxquels il a droit, et qui pourra faire valoir les besoins qui lui sont exprimés par l'opinion publique.

(Applaudissements à gauche)

M. Plante (Montréal-Mercier): M. l'Orateur, puisque vous nous avez permis de parler de la corruption qui s'est faite dans divers comtés, vu que le chef de l'opposition avait dit qu'il s'en était fait en dehors de Sainte-Marie, je vous raconterai brièvement ce qui s'est passé dans mon propre comté, un comté qui n'est pas celui des "Mille et une nuits" mais celui d'une seule nuit. Le 24 mai dernier, on est venu chez moi pour m'offrir d'aller rencontrer un conservateur qui se disait capable d'assurer mon élection, mais on me demandait de le rencontrer en dehors des limites de mon comté pour éviter que la chose vint aux oreilles des organisateurs du Parti conservateur. Il me racontait que ses amis avaient toute une organisation, le jour de la votation, pour prendre les boîtes de scrutin, y enlever les bulletins qui m'auraient été favorables et les remplacer par des bulletins en faveur de mon adversaire.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un nouveau point d'ordre. C'est contraire au règlement de faire de telles affirmations, et je prétends que personne ne peut faire de telles discussions sur une simple motion. Je soutiens que l'honorable député de Mercier n'est pas loyal de revenir avec des choses qui se sont passées dans Mercier, alors que la motion

sur la table parle de Sainte-Marie. J'en appelle à vous, dit-il, M. l'Orateur.

M. l'Orateur: J'aurais préféré que l'on s'en tienne à l'élection de Sainte-Marie, mais l'honorable chef de l'opposition ayant élargi les cadres de sa motion, ses collègues lui répondent. J'ai rendu une décision tout à l'heure. Je suis obligé de rendre la même décision. La porte est ouverte...

M. Sauvé (Deux-Montagnes) lui dit qu'il a créé là un précédent.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition aurait mauvaise grâce de reprocher à un député de tomber sur un terrain sur lequel il s'est lui-même engagé. Il a lui-même ouvert la porte à ce débat. Il ne peut reprocher au représentant de Montréal-Mercier de le suivre sur son terrain.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): J'ai simplement cité quelques faits et je ne me suis pas étendu sur d'autres questions. Si je n'étais pas dans l'ordre, M. l'Orateur, c'était à vous de me le rappeler. Mais on ne peut s'écarter ainsi de la motion.

M. l'Orateur: Continuez, M. le député de Montréal-Mercier (M. Plante). La porte a été ouverte et la discussion peut suivre son cours.

M. Plante (Montréal-Mercier): L'honorable chef de l'opposition a donné l'exemple. Il ne faut pas qu'il s'étonne que des jeunes députés suivent son mauvais exemple. Les amis de son adversaire ont tenté de voler les boîtes de scrutin huit jours après la votation dans sa division, M. l'Orateur, le 27 mai, après avoir été averti qu'on devait tenter des manœuvres pour voler les boîtes de scrutin chez l'officier-rapporteur.

Nous avons fait barricader l'endroit où elles se trouvaient. Ainsi averti, dit-il, il se rendit à la demeure de l'officier-rapporteur où il veilla jusqu'à minuit. Au cours de la nuit, des bandits ont défoncé les portes de l'appartement où étaient contenues ces boîtes, et ce sont des gens qui auraient voulu voir le chef de l'opposition au pouvoir.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas loyal.

M. Plante (Montréal-Mercier): Quelques-uns ont été arrêtés par les policiers que j'ai avisés et ils ont été acquittés à ma demande. L'un d'eux se

nommait Houde. Je ne sais pas s'il est allié au candidat conservateur de Sainte-Marie. Mon adversaire n'était peut-être pas plus responsable que cela, que le fut M. Gauthier, dans Sainte-Marie. Mais que le chef de l'opposition ne pense pas que nous ne pouvons pas répondre à ses attaques! M. l'Orateur, vous avez là une manœuvre frauduleuse des conservateurs. L'honorable chef de l'opposition constatera qu'il a peut-être tort d'attaquer quand il se passe des choses comme cela dans son parti. L'opposition ne devrait pas parler de fraude électorale, car nous n'en sommes pas plus responsables que lorsque la chose se fait pour le parti qui arrive au pouvoir et qui souvent ignore ces moyens illégaux.

(Applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonnette): Je vais essayer de m'en tenir à l'élection de Sainte-Marie. Cet après-midi, une motion est présentée en bonne et due forme et on perd son temps à la détourner de son but. C'est parce que l'opposition a constaté qu'il y avait des fraudes électorales qu'elle demande d'apporter un remède. On a ravi à Sainte-Marie l'homme de son choix. Le procureur général, dans les circonstances, n'a pas le droit de jouer sur les mots, ni avec la loi pour empêcher ce comté de se choisir un député. Avec une telle attitude, on laisse le public sous l'impression que les lois ne sont rien et que l'on passe par-dessus quand ça fait l'affaire. Beaucoup de gens doivent penser que rien n'est impossible pour les ministres et qu'aucune loi ne les touche.

La question qui est devant nous est celle-ci. Il s'est fait des manœuvres frauduleuses dans Sainte-Marie. Le vol lui a ravi le représentant de son choix. Je demande une chose: Quelle aurait été l'attitude du premier ministre si les événements de Sainte-Marie s'étaient passés dans son comté? Il aurait dit qu'il n'était pas logique que de laisser le comté fermé. Les droits des électeurs ont été lésés lorsque l'élection de Sainte-Marie a été retardée, et le gouvernement n'aurait pas dû faire en sorte que l'élection fût retardée.

Dans cette province et dans ce pays, le peuple croit que nous possédons une Constitution et que, selon la Constitution, c'est le roi qui règne mais qu'il ne gouverne pas, et de ce fait, le peuple croit que toute la responsabilité repose sur les ministres. Le gouvernement, en ne permettant pas aux électeurs de Sainte-Marie d'avoir un représentant, vient en contravention avec les lois qui nous régissent. Les ouvriers, dont le peuple en grande majorité, ont confiance en la Constitution et en nos lois. En ne

faisant pas d'élection dans Sainte-Marie, le gouvernement fait fi de la loi. Si le gouvernement ne respecte pas la loi, comment veut-il que le peuple la respecte?

J'y vois là, dit-il, un grave danger; le gouvernement jette en terre un vilain ferment. Le gouvernement se doit de faire des élections dans Sainte-Marie et le procureur général en particulier, chargé de faire respecter la loi, n'a pas le droit de jouer avec. Le peuple écoute et voit tout ce que disent et font ses législateurs. Il commence à en avoir assez de constater que l'on veut empêcher des électeurs d'être représentés au Parlement. On a privé le peuple de ce qui lui appartient. Il attend justice.

(Applaudissements à gauche)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je dois dire à cette Chambre que j'ai été surpris des remarques faites par le premier ministre au cours du débat et des incidents qui ont suivi. Je réponds à la décision de l'Orateur ceci: Je le répète, j'ai présenté une motion dans le but de discuter la question des élections de Sainte-Marie et, incidemment, j'ai représenté dans mon discours que le gouvernement n'a pas à se vanter de la popularité apparente dont il a joui aux dernières élections, à cause du résultat de l'élection dans Sainte-Marie. Je ne vois pas pourquoi on a tant discuté de la chose. Si j'avais voulu, j'aurais pu sortir des cadres de ma motion, comme d'autres l'ont fait, et parler, par exemple, de certaines choses qui se sont passées dans le comté de Montmorency, un des plus grands scandales de l'histoire politique, mais je ne l'ai pas voulu.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) s'objecte à cela et demande à quoi mène cette discussion. L'honorable chef de l'opposition est en réplique et doit se borner à ce qui a été dit précédemment. Quand il faudra parler de Montmorency, qu'il nous le dise et nous en reparlerons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est ce que je fais. Je dis simplement que j'aurais pu parler de l'élection de Montmorency. J'aurais bien pu parler d'une assemblée d'assommeurs, tenue sous l'œil paternel d'un écluseur (sic) célèbre. Par justice pour l'accusé, dit-il, je ne veux pas relever l'affaire dont a parlé le premier ministre. Il reproche au premier ministre d'avoir parlé d'un homme dont la cause se plaide actuellement devant les tribunaux et il se demande si c'est là une bonne façon de respecter les lois. Il n'est pas courtois de faire mention d'une cause

qui est devant les tribunaux. Le procureur général l'a oublié. Tant que l'homme accusé n'est pas trouvé coupable, il n'est pas coupable aux yeux de la loi, et le premier ministre prouve son mépris de la loi en attaquant un homme dont la cause n'est pas jugée. Il tient à la règle établie qui veut qu'on ne discute pas d'une cause qui est devant les tribunaux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Je faisais référence à la cause civile qui a été réglée.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les circonstances sont les mêmes pour une cause criminelle pendante, et les paroles du procureur général peuvent porter préjudice à la cause. Quand le procès de l'homme dont il a parlé sera terminé, je m'engage à discuter son cas devant la Chambre. Nous mettrons la vérité à jour et nous verrons que le député de Deux-Montagnes n'a pas manqué de courage. Je me suis battu en homme de cœur.

Il reproche au premier ministre d'avoir laissé le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), "un bon garçon qui parlait peut-être parce qu'on lui en avait donné l'ordre et dont c'est peut-être le dernier discours", s'écarter des cadres de la motion. Je ne veux pas être désagréable pour l'honorable député de Mercier. Il a sans doute reçu des ordres. J'ai beaucoup d'amitié pour l'honorable député, qui ne parlera peut-être plus en cette Chambre¹⁸. Mon honorable ami aurait dû nous laisser la première impression qu'il nous a donnée.

Il regrette que le premier ministre soit sorti des cadres de la motion en discussion et qu'il en ait profité pour lancer des invectives dont il a le talent. Les élections dans Sainte-Marie s'imposaient à la suite de l'annulation de l'élection de Gauthier, et le gouvernement est blâmable de n'avoir pas fixé une date rapprochée du jugement pour la tenue de ces élections. Le gouvernement a sciemment manqué à son devoir en privant les électeurs de la représentation à laquelle ils avaient droit durant la session actuelle. Il n'y a aucune raison pour empêcher une élection en décembre dans Sainte-Marie. Je me suis battu contre une armée qui avait pour armes les mensonges et le whisky, et les électeurs de Sainte-Marie ont été lésés.

La motion est adoptée.

Barreau de la province

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité

plénier pour étudier le bill 171 modifiant les Statuts refondus, 1925, au sujet du Barreau de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bédard (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Musées de la province

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 modifiant la loi des musées de la province soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ajouterais qu'un mot. Je ne me suis pas opposé au bill dans le passé, mais je tiens à souligner une remarque assez étrange faite hier par le ministre des Travaux publics. Il a dit: "Nous demandons à la Chambre de nous autoriser à voter plus de \$500,000, mais nous n'y sommes pas obligés. Nous le faisons par courtoisie." J'ai déjà entendu dire qu'aucun sou de l'argent du peuple ne doit être dépensé sans l'autorisation de la Chambre, à moins que ce ne soit pour des causes imprévues ou des raisons majeures. Le cas du musée n'est pas imprévu.

Des soumissions ont été demandées et la compagnie Deslauriers a eu le contrat. Vous ne pouvez trouver dans la province une compagnie aussi chanceuse. Je n'ai pas de rancœur contre la compagnie Deslauriers. Je veux seulement m'insurger contre les remarques du ministre des Travaux publics. Le gouvernement donne un mauvais exemple en violant la loi. Je suis d'opinion qu'aucun sou ne devrait être dépensé sans l'assentiment de la Chambre. L'honorable ministre est courtois de sa nature, mais je crois que toute dépense doit être autorisée par les représentants du peuple. C'est l'opinion des juristes. C'est la loi et elle doit être la même dans tous les ministères.

M. Duplessis (Trois-Rivières): De deux choses l'une. Le gouvernement était obligé de passer un bill, ou il ne l'était pas et voulait être courtois. La conduite du gouvernement est étrange.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): En ce qui concerne le musée, le gouvernement était

autorisé à le construire. Une loi spéciale a déjà été passée. Le gouvernement pouvait agir sans le consentement de la Chambre dans ce cas. Il n'avait pas à revenir devant la Chambre avec un bill. Du moment que la dépense était payée par le revenu et qu'il ne s'agit pas d'un emprunt, nous n'avions pas à demander d'autorisation et nous pouvons prendre le montant requis à même le budget. Je le répète, nous le faisons par courtoisie et par considération pour la Chambre. Et c'est la vérité.

La motion est adoptée sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Privilèges des juges de paix et des magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 21 modifiant la loi des privilèges des juges de paix et des magistrats soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Henry Leo Silverstone

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 84 autorisant le Barreau de la province à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Séminaire de Saint-Joseph de Trois-Rivières

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 102 modifiant la charte de "Le séminaire de Saint-Joseph de Trois-Rivières".

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Duplessis (Trois-Rivières) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Congregation Knases Bnai Israel

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 125 constituant en corporation la Congregation Knases Bnai Israel.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles protestantes de Montréal et de ses environs

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Charte de Verdun

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 101 modifiant la charte de la cité de Verdun soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Les Rentiers de l'avenir

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 132 constituant en corporation les Rentiers de l'avenir soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Montreal Light, Heat
& Power Consolidated**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 134 ratifiant le règlement no 44 de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 5 h 45.

NOTES

1. Selon *L'Événement* du 2 février 1928, à la page 1, avant de faire ouvrir les portes, l'Orateur permet à un photographe de faire un portrait de la Chambre.

2. Joseph Gauthier (1877-1934), élu député ouvrier à l'Assemblée législative dans la circonscription de Montréal-Sainte-Marie à l'élection partielle du 22 décembre 1921. Défait comme ouvrier ministériel en 1923. Élu député libéral en 1927, son élection fut annulée par la Cour supérieure le 12 décembre 1927. Il ne s'est pas représenté à l'élection partielle du 24 octobre 1928.

3. Selon *Le Canada* du 2 février 1928, à la page 4, il s'agit de Cloutier.

4. François-Xavier Lemieux (1851-1933), avocat criminaliste, il fut l'avocat de Louis Riel en 1885 et d'Honoré Mercier père, en 1892. Candidat libéral défait dans Bonaventure aux élections provinciales de 1878 et dans Beauce aux élections fédérales de 1882. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans Lévis, à l'élection partielle du 16 novembre 1883. Réélu dans Lévis, en 1886 et 1890. Ne s'est pas représenté en 1892.

Réélu dans Bonaventure à l'élection partielle du 11 décembre 1894. De nouveau élu dans Bonaventure et Lévis en 1897. Ces deux sièges devinrent vacants à la suite de sa nomination comme

juge à la Cour supérieure du district d'Arthabaska, le 13 novembre 1897.

5. Victor Gladu (1844-1897), candidat libéral défait dans Yamaska en 1881. Défait dans Yamaska aux élections fédérales de 1882. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la même circonscription en 1886, 1890 et 1892. Défait en 1897. De nouveau élu à l'élection partielle du 16 novembre 1897. Décédé en fonction.

6. Nazaire-Nicholas Olivier (1860-1898), candidat libéral défait dans la circonscription de Lévis aux élections provinciales de 1892. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la même circonscription à l'élection partielle du 22 décembre 1898.

7. Jules Allard (1859-1945), élu député libéral dans Yamaska à l'élection partielle du 22 décembre 1897 et aux élections de 1900 et de 1904. Nommé conseiller législatif de la division de Lanaudière en 1905 et leader du gouvernement au Conseil législatif. Ministre de la Colonisation et des Travaux publics du 23 mars au 3 juillet 1905. Ministre des Travaux publics et du Travail du 3 juillet 1905 au 31 août 1906. Ministre de l'Agriculture du 1^{er} septembre 1906 au 21 janvier 1909. Démissionna de son poste au Conseil législatif, le 26 février 1910, pour se porter candidat libéral dans Drummond. Élu à l'élection partielle du 5 mars 1910. Réélu en 1912. Nommé conseiller législatif de la division de Lanaudière en 1916. Ministre des Terres et Forêts du 21 janvier 1909 au 25 août 1919. Pendant les absences de Lomer Gouin, il fut premier ministre intérimaire et président du Conseil exécutif. Il démissionna de son poste de conseiller législatif, le 26 août 1919.

8. William Henry Clapperton (1839-1922), candidat défait dans la circonscription de Bonaventure aux élections fédérales de 1878. Élu député libéral à l'Assemblée législative dans la même circonscription à l'élection partielle du 22 décembre 1897. Réélu en 1900. Défait en 1904.

9. Camillien Houde (1889-1958), élu député conservateur dans Montréal-Sainte-Marie en 1923. Défait en 1927.

10. Joseph-Léon Saint-Jacques (1877-1964), candidat conservateur défait dans Argenteuil en 1923. Élu député conservateur dans la même circonscription à l'élection partielle du 30 novembre 1925. Ne s'est pas représenté en 1927.

11. Pierre-Joseph Dufresne (1872-1946), élu député conservateur dans Joliette en 1919. Réélu en 1923. Défait en 1927.

12. Selon *Le Devoir* du 2 février 1928, à la page 2, pour la première fois depuis l'ouverture de la session, les whips vont à la recherche des députés. Les timbres sonnent dans les couloirs et les sièges vides se remplissent.

13. Selon *L'Événement* du 2 février 1928, à la page 8, M. Smart ayant voté avec le gouvernement, la droite lui fait une ovation.

14. Il s'agit de 1897, selon *L'Action catholique* du 2 février 1928, à la page 5.

15. Il s'agit de 25 selon *L'Événement* du 2 février 1928, à la page 8, et *The Chronicle Telegraph* du 2 février 1928, à la page 8.

16. *Le Soleil* du 2 février 1928, à la page 7, rapporte plutôt le mot "lumière".

17. Selon *Le Canada* du 2 février 1928, à la page 1, l'honorable Athanase David faisait cet après-midi sa première apparition à la Chambre depuis le commencement de la session. Il fut chaleureusement accueilli par toute la Chambre qui frappa un ban en son honneur.

18. Selon *L'Événement* du 2 février 1928, à la page 8, il s'agit là d'une allusion au fait qu'on a offert au Dr Plante le poste de sous-directeur de l'hygiène à Montréal, à un traitement de \$7,000 par année.

Séance du jeudi 2 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 20.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The Quebec Northern
Railway Company**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, appuyé par le représentant de Gaspé (M. Lemieux), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de George Gordon Hyde et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec and Northern Railway Company" et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de George Gordon Hyde et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec and Northern Railway Company", est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 21 modifiant la loi des privilèges des juges de paix et des magistrats;
- bill 170 modifiant la loi des seigneuries;
- bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie.

Le bill suivant est rejeté:

- bill 88 concernant Rodolphe Moreau relativement à l'exercice de ses droits civiques est rejeté.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le sixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 133 constituant en corporation la Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal.

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la municipalité de Très-Sacrement, demandant l'adoption d'une loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs;
- de la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de l'hôpital Saint-Luc, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;
- de J.-S. Royer et autres, demandant l'adoption d'une loi incorporant l'association "Exposition provinciale de Québec inc.", "Provincial Exhibition of Quebec Inc."

Votre comité est aussi d'opinion que la pétition de l'Hôpital français de Montréal, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de Beauharnois Light, Heat & Power Company, demandant l'adoption d'une loi amendement sa charte;

- des syndics de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, demandant l'adoption d'une loi les autorisant à faire un nouvel emprunt relativement à l'église et à la sacristie et à la consolidation de la dette existante.

Le rapport est adopté.

M. Ouellet (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni sous la présidence de M. Ouellet et a étudié les questions suivantes:

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie) propose, appuyé par le représentant de Rouville (M. Bernard), qu'il soit demandé à l'honorable ministre de l'Agriculture d'augmenter d'une façon générale les crédits actuellement accordés, afin de pourvoir aux besoins toujours croissants de l'agriculture et de l'instruction agricole.

Le comité émet également le vœu qu'une demande soit faite par la Législature au gouvernement fédéral de soumettre l'importation des bovins dans la province de Québec à une quarantaine aux frontières de la province de Québec, afin d'y pratiquer l'épreuve à la tuberculine et de prévenir la propagation de la tuberculose dans notre province.

Hôpital Saint-Luc

M. Plante (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 139 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Ville de Lauzon

M. Roy (Lévis) demande la permission de présenter le bill 142 ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Hôpital français devenant Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'Hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Charte de Montréal

M. Poulin (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Église et sacristie de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal

M. Poulin (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 140 autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Beauharnois Light, Heat & Power Company

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Exposition provinciale de Québec inc.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 145 constituant en corporation l'Exposition provinciale de Québec inc. (Provincial Exhibition of Quebec Inc.).

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Écoles protestantes de Montréal et de ses environs

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 144 modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Registres de l'état civil

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 30 modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

1^{er} février 1928

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il consent à se joindre à elle pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives, tel que demandé, et que ce comité législatif nommé pour surveiller les impressions du Conseil durant la présente session est composé des honorables MM. Amyot, Bryson, Caron, Garneau, Grothé, Martin, Miles, Perron, Létourneau, Roberge et Turgeon, et chargé d'agir au nom de cette Chambre dans ledit comité mixte.

**Commission scolaire
de Montréal**

M. Blain (Montréal-Dorion) demande si le gouvernement a l'intention de présenter, au cours de la présente session, un bill fondé sur le rapport soumis par les commissaires royaux de la commission scolaire catholique chargés de faire une enquête sur la situation de la commission scolaire de Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Cette question est actuellement à l'étude.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 31 janvier, sur la motion proposée le mardi 31 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) se rappelle parfaitement que le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) a déclaré avoir ressenti un sentiment d'orgueil inaccoutumé en songeant qu'il allait faire l'exposé de son trentième budget libéral. Mais ces heureux souvenirs ont fait oublier au trésorier qu'il avait négligé de déposer dans les 30 jours requis par la loi le rapport des *Comptes publics* pour l'exercice 1926-1927. Au lieu de chercher de prétendues violences dans les brochures électorales de l'opposition, le procureur général

devrait plutôt s'attacher à empêcher une pareille violation des règlements de cette Chambre.

Le premier ministre, qui prêche maintenant la douceur, a dû être particulièrement satisfait des expressions mielleuses dont le trésorier provincial s'est servi à son endroit. Le clair ruisseau qui, l'année dernière, coulait dans les premières phrases du discours sur le budget n'est nullement comparable au déluge de compliments dont le premier ministre a été inondé avant-hier.

Il doit être satisfait d'avoir reçu ce témoignage qu'il dépasse de la tête et des épaules n'importe qui dans cette province, y compris le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron). Il est vrai que M. Jean-François Pouliot¹, député libéral de Témiscouata à la Chambre des communes, ne semble pas partager tout à fait l'opinion du trésorier provincial, ni la même admiration pour le premier ministre.

Il parle de l'élection de son comté qui a acclamé le chef de l'opposition au mois de mai dernier, comme le rapportait la *Gazette* dans son édition du lendemain. De même que lorsqu'il s'est présenté pour appuyer mon collègue, le député de Maisonneuve (M. Tremblay), il fut vivement applaudi et ce dernier lui rend justice en soutenant les droits et les revendications de ses constituants avec énergie et vigueur devant la Chambre.

Le trésorier provincial n'avait pas besoin, en terminant son discours, d'attaquer le chef de l'opposition. Le chef de l'opposition avait raison de dire, n'en déplaise au trésorier provincial, que la dette de la province est de \$68,694,656, comme ensemble de la dette fondée et des dépôts temporaires pour 1925-1926. Ce sont les propres chiffres du gouvernement, publiés dans l'*Annuaire statistique* pour 1925-1926.

Après avoir entendu le trésorier de la province, on peut se demander si le plus sûr moyen de se faire contredire par le ministre n'est pas de citer les chiffres officiels des publications du gouvernement.

Au 30 juin 1926, le total de la dette consolidée était de \$78,004,926.27 et de \$79,212,226.27, au 30 juin 1927, soit une augmentation de \$1,207,300 en une seule année. À \$58,812,951.45, la dette consolidée nette avait augmenté, au 30 juin 1927, de \$2,386,393.60 en un an. Il y a donc une augmentation de la dette publique.

"Nous avons réduit la dette publique, nous continuerons à la réduire", prétendait M. Gouin en 1908. "Nous avons augmenté la dette publique, nous continuerons à l'augmenter", fait l'honorable trésorier

en 1928. L'augmentation du fardeau qui pèse sur les contribuables se fait sentir partout et alarme les économistes.

Il réfère à un article dans la *Gazette* du 7 novembre, sur la dette provinciale au Canada, encourageant les provinces à être prudentes à augmenter leurs dettes et disant, après avoir fait certaines comparaisons: "C'est en faisant ces comparaisons que l'on peut sembler justifiable de soupçonner l'imprudence et la témérité... les nations comme les groupes ne peuvent pas plus impunément mépriser les lois fondamentales de la prudence que les individus."

Sous le régime actuel, le passif des corporations municipales s'alourdit d'année en année. Voici quelques chiffres officiels: en 1921, \$231,232,276; en 1922, \$240,482,561; en 1923, \$255,855,478; en 1924, \$268,864,694²; en 1925, \$277,513,213. Il en est de même pour les corporations scolaires: en 1920-1921, \$42,638,543; en 1921-1922, \$45,821,001; en 1922-1923, \$53,337,966; en 1923-1924, \$54,554,834³; en 1924-1925, \$57,485,043; en 1925-1926, \$57,574,015.

D'après les dernières statistiques municipales, la population de la province était de 2,823,824, en 1926. Il y a certainement des raisons de malaises, puisqu'en additionnant le passif direct de la province et celui des corporations municipales et des corporations scolaires, on trouve un passif de \$146.96 par tête, dans notre province.

J'avouerai, M. l'Orateur, que j'ai été un peu déçu quand le trésorier nous a annoncé que le surplus, pour l'exercice 1926-1927, n'était que de \$1,846,294.12. J'avais lu, en première page du *Soleil*, qu'il s'élèverait à \$3,045,053.08, ou à \$2,045,053.08, en retranchant le million affecté au rachat de la dette. D'un autre côté, les surplus, c'est chose malléable, puisqu'en 1925-1926, d'après une réponse donnée au chef de l'opposition, il y avait déficit de \$967,538, pour les premiers six mois, et surplus de \$520,146, pour toute l'année. Je me permettrai de rappeler ce que l'honorable chef de l'opposition disait en 1927 à propos des surplus du gouvernement: "Pour se bâtir un surplus apparent, le gouvernement a taxé et surtaxé. Il s'est emparé des revenus de nos villes. Il a refusé de payer ce qu'il devait à des municipalités, par exemple, \$30,000 au-delà qu'il devait à la cité de Trois-Rivières. Pour se bâtir un surplus, le gouvernement engage le crédit de la province par des octrois qu'il accorde aujourd'hui, mais qu'il ne paiera qu'après la fin de l'année fiscale, après le 30 juin, ce qu'il n'a pas le droit de faire. Pour se bâtir un surplus, le gouvernement administre la province avec plus de

deux millions de mandats, ce qui est contraire à la loi. Pour se bâtir un surplus, le gouvernement a violé et a permis de violer les lois de notre province. Pour se bâtir un surplus, le gouvernement a imposé des obligations qui ont découragé les cultivateurs et les ont obligés à quitter par milliers le sol et la patrie. Pour obtenir un surplus, le gouvernement a imposé à certaines villes des obligations ruineuses et il les a mises sous la tutelle de la Commission métropolitaine." Je suis, dit-il, incapable de me réjouir du surplus annoncé.

Le gouvernement se vante d'un surplus mais ses exactions ont causé la cherté des loyers souvent disproportionnés aux revenus des ouvriers. Le gouvernement se vante d'un surplus, mais seuls les barons du gouvernement et leurs associés ont fait fortune. Le gouvernement se vante d'un surplus, les ministres sont enchantés du pouvoir et de leur richesse, mais la province pleure le déficit de la race qui l'a faite gardienne d'un héritage sacré et de ses destinées. Notre capital humain - soutien de notre œuvre économique, le plus précieux des capitaux, base des sociétés et des nations, facteur principal de la production - s'en va encore aux États-Unis, et ce qui nous reste est affaibli par un régime de vie qui affecte constamment nos sources de vitalité et nos moyens de production. Le gouvernement à surplus a jeté notre population dans un gouffre de luxe et de dépenses. J'aime mieux le bas de laine de l'"épargniste"⁴ que le bas de Noël de Santa Claus.

(Applaudissements à gauche)

Après 30 ans d'un régime qui vante ses surplus, on constate que 15,000 femmes et enfants vivent dans les chantiers de nos forêts dans des conditions regrettables, pour gagner leur vie. "Quand un peuple, écrit le docteur L. F. Dubé, a donné durant cent années, au profit des exploiters, la fleur de sa jeunesse et le meilleur de son sang pour gagner simplement du pain et du sirop à manger, il semblerait qu'il a fait sa part, sans qu'on permette à nos mères canadiennes d'aller se démoraliser et perdre leur vitalité pour le profit de la race qui nous exploite et veut nous écraser". Se refuser le superflu pour se ménager le nécessaire, tels devraient être une de nos règles de vie et un de nos "mottos" d'éducation. Les ministres à surplus se moquent de ceux qui combattent l'inflation malfaisante.

Peut-on croire, devant cette situation, que l'opposition n'est pas justifiable d'être violente? Malgré ses surplus, l'honorable trésorier est obligé de consacrer une partie considérable de son budget à expliquer ses emprunts temporaires ou permanents. "Nous n'avons pas emprunté, nous n'emprunterons

pas", prétendait M. Gouin en 1908. "Nous avons emprunté, nous emprunterons", déclare le gouvernement en 1928.

Le discours du budget affirme que la province de Québec a été particulièrement heureuse dans le développement des forces hydrauliques. M. l'Orateur, je vous donnerai sans commentaires l'opinion récente d'un témoin relativement à ce qui se passe au Lac-Saint-Jean⁵: C'est vrai qu'il s'est accompli dans notre région depuis trois ans des développements prodigieux, et pourtant, quelque paradoxal que cela paraisse et quoi qu'on puisse dire et de loin et de haut, rarement la gêne n'a été aussi grande, en certains endroits du moins.

On a ouvert l'an dernier un moulin à Mistassini, mais on a fermé les usines de Val-Jalbert. On a construit la ville de Dolbeau, mais le village de Val-Jalbert, construit depuis 25 ans, s'abandonne.

Les fourneaux de l'Aluminium fonctionnent et Arvida s'organise, mais les meules des gros moulins de pulpe de Chicoutimi-Ouest ont cessé de tourner, et il y a là depuis des semaines plus de 300 ouvriers sans travail; pour quelques-uns, c'est la gêne; pour plusieurs, la misère, la vraie misère. L'on est probablement sous une fausse impression à l'extérieur, on pense que les gros travaux de construction durent toujours. Il y a belle lurette que les barrages de l'Île Maligne sont terminés et 30 hommes suffisent maintenant à contrôler ce dont l'aménagement avait exigé des milliers de bras. La ligne de transmission Alma-Québec est complétée. À Arvida, la construction est arrêtée et l'on n'emploie que les ouvriers des usines. Sans doute les moulins de Port-Alfred, de Jonquière et de Kénogami, de Riverbend et de Dolbeau fonctionnent, mais là aussi il y a plus de monde qu'il n'en faut.

Fatalement, la bruyante réclame trompetée à gauche et à droite à propos des développements de cette région-ci a attiré encore plus de travailleurs qu'il n'y avait d'ouvrage. Il en est venu de tous les coins de la terre et, à la moindre cesse dans l'activité, la gêne se fait sentir.

Cette année, il se fait beaucoup moins de chantiers que les hivers précédents, c'est autant de travaux de moins pour nos gens; les gages sont faibles et déjà les immigrés ont commencé à remplir les camps de bûcherons.

Il (M. Lafleur) cite un passage d'un article du *Soleil* qui tournait au ridicule les plaintes d'un homme éminent qui protestait contre l'établissement de la grande industrie.

Il parle du développement des ressources naturelles, déclarant que le gouvernement a sans

doute été chanceux à cet égard, mais il prétend que même si le Lac-Saint-Jean s'est développé au point de vue industriel, la position de la région concernant l'agriculture a régressé.

Dans la dernière partie du discours sur le budget, il y a des louanges émuës à l'adresse de l'honorable ministre de la Voirie (M. Perron). Sa politique d'entretien des chemins impressionne spécialement l'honorable trésorier (M. Nicol). Mais, si cette politique est si merveilleuse, pourquoi le gouvernement l'a-t-il dénoncée quand l'honorable chef de l'opposition le préconisait dans cette Chambre? Combattre avec acharnement les idées préconisées par la gauche pour finir par les adopter et poser ensuite en découvreur, voilà le procédé habituel du gouvernement!

Il agit de même à l'égard des municipalités: il leur enlève leur autonomie, leurs sources de revenus et leur laisse les obligations, et les charges, quand il ne leur en impose pas de nouvelles. C'est ainsi que les cités de Verdun et de Montréal ont construit et entretiennent à leurs frais des chemins qui font partie du réseau régional. Que retirent-elles? Rien. Leur police assure la paix et le bon ordre dans leurs limites, où le gouvernement par ses magasins de liqueurs vient drainer l'argent du peuple. Que retirent-elles? Rien. Ne serait-il pas juste et équitable pour les municipalités de recevoir une partie des revenus provenant, par exemple, de la taxe sur les automobiles, sur la gazoline et de la vente des liqueurs? Cette réforme a été préconisée dans cette Chambre et elle devait recevoir l'attention du gouvernement.

Il (M. Lafleur) félicite ses nouveaux collègues qui seront un appui pour le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé).

M. Poulin (Montréal-Laurier) félicite l'Orateur de la charge que lui avaient confiée ses collègues. Votre ascension, dit-il, me rappelle le succès que vous avez remporté un jour à Ottawa, à un célèbre banquet de 500 étudiants de la province de Québec, auquel assistaient tous les membres du gouvernement Laurier. Vous fûtes appelé à porter le toast au Canada et Sir Wilfrid vous salua comme un des hommes d'avenir de son parti. Les prédictions du vieux chef se sont réalisées et j'en suis heureux.

Nous étions à ce banquet, il y a plus de 20 ans, et nous nous rappelons en effet qu'il fut célèbre. La belle voix de Sir Wilfrid Laurier, prodiguant des conseils aux étudiants, résonne encore dans nos cœurs et nous n'avons même pas oublié le bruit que fit l'argenterie, lors de cette rencontre de la bouillante

jeunesse de notre province avec les chefs les plus illustres du Parti libéral.

Il félicite le député de Compton (l'honorable M. Nicol) de son beau budget et adresse de grands compliments au député de Terrebonne (l'honorable M. David) pour ses œuvres multiples. Le secrétaire provincial, en effet, accomplit de grandes choses et il a de nombreux services à administrer. Je me réjouis, dit-il, d'apprendre qu'on va s'occuper davantage de l'hygiène.

Le trésorier nous a démontré une fois de plus une augmentation dans le Trésor de la province. Il est facile de constater par le discours du budget que les affaires publiques sont bien administrées, n'en déplaise au député de Montréal-Verdun (M. Lafleur) qui s'est montré un peu pessimiste. Tous les ministères pourront encore recevoir des subsides, la voirie, les travaux publics, l'éducation, la colonisation, l'industrie seront développés et assureront la prospérité économique de la province.

Cependant, à titre de médecin de famille et surtout à titre de médecin des familles ouvrières, je demande la permission d'attirer l'attention du gouvernement sur un problème qui mérite une grande attention, la plus vive attention, le problème de la mortalité infantile.

Le ministère de l'hygiène, dirigé par le député de Terrebonne (l'honorable M. David), a fait beaucoup de progrès pour donner aux classes ouvrières des notions de puériculture et d'hygiène, ce qui nous préservera des milliers de jeunes vies. Mais il reste beaucoup à faire encore dans les quartiers populaires et ouvriers des villes, dans les centres industriels et un peu partout. Dimanche dernier, à Montréal, le secrétaire de la province (l'honorable M. David) disait dans une conférence: "Il ne suffit pas d'avoir des enfants, il faut encore les conserver". Le temps n'est plus, M. l'Orateur, où les mères canadiennes s'enorgueillissaient de leurs nombreuses maternités.

Les mères doivent s'enorgueillir si elles ont pu élever des enfants et les faire parvenir à l'âge adulte pour que la province et le pays profitent de tout leur capital humain. Chaque dollar que le gouvernement dépensera pour épargner la vie des enfants lui assurera la reconnaissance du peuple et contribuera à assurer le bonheur du pays. Beaucoup a été fait en ce sens, je le répète, mais il reste beaucoup à faire encore, et cela, dans les parties peuplées et ouvrières des villes, dans les centres industriels, etc.

Pour parfaire l'éducation maternelle, le ministère de la Santé d'Ottawa distribue à celles qui en font la demande une brochure intitulée *La mère*

canadienne. C'est un petit traité bien fait où la jeune femme peut puiser tous les renseignements nécessaires à son état, à ses devoirs et à ses obligations de mère. Ce livre fort peu dispendieux devrait être entre les mains de toutes les jeunes mères, et je crois qu'il devrait être distribué gratuitement par le département de l'hygiène.

Une autre question à laquelle le gouvernement devra s'intéresser encore davantage, c'est celle du logement salubre. Le gouvernement devrait obliger, s'il le faut, toutes les municipalités à refondre leurs règlements de construction, afin que la construction de logements qui ne sont pas assez éclairés ou ventilés ne soit plus permise. Je le dis franchement, tant que le gouvernement n'interviendra pas avec plus de fermeté, les taudis qui existent actuellement ne disparaîtront pas. C'est en faisant disparaître les taudis qu'il protégera dans une large mesure la vie des enfants.

Ceci est peut-être nécessaire, mais il ne suffit pas de donner de l'air, du soleil et de la lumière à l'enfant, il faut aussi voir à ce qu'il boive du bon lait. On a déjà fait un grand pas en ce sens, mais il ne faut pas discontinuer ce travail; il faut le perfectionner sans cesse. Je crois que le jour est proche où le gouvernement de cette province devra prendre le contrôle de l'inspection des laiteries et même, plus que cela, le contrôle de l'inspection des établissements des fournisseurs de lait de ces laiteries. Il est absolument nécessaire d'assurer à l'enfant un breuvage absolument sain. C'est à la source qu'il faut frapper, et elle est là. Il y a aussi la question de l'eau pure. J'y reviendrai.

Dans le travail de la sauvegarde de l'enfant, le médecin peut, et doit, aider dans une large mesure, car s'il en est un qui est à même d'assurer le bien-être de la jeune génération, c'est bien le médecin de la famille qui doit pratiquer consciencieusement. Mais son rôle est restreint parce que, dans certains milieux, on n'a pas confiance à la médecine préventive, et le médecin est souvent appelé juste au moment où il faut signer le certificat de décès. La population devrait connaître davantage la valeur de la prévention des maladies.

Le médecin est vertement critiqué de nos jours, mais on ne se fait pas d'idée du travail qu'il a à accomplir. Ceux qui ne se sont jamais penchés sur un lit de malade ne savent pas quel renoncement il faut avoir pour pratiquer consciencieusement la médecine. Le médecin n'a pas de masque pour se protéger contre la contagion, il est toujours exposé, n'ayant pour se protéger, lui et sa famille, contre la maladie que la grâce de Dieu.

Malheureusement, de nos jours, dans certaines classes de la population, un médecin est considéré comme un exploiteur. Pourtant, tel n'est pas le cas. Au contraire, s'il est un homme qui fait preuve de dévouement, c'est bien le médecin pour qui les journées de huit et de dix heures n'existent pas, mais qui consacre tout son temps et toutes les énergies à enrayer les ravages de la maladie. Le véritable médecin se rend au chevet du malade à toute heure du jour et de la nuit pour lui donner tous ses soins. La population a un peu abusé du médecin en ces dernières années. De tous les professionnels, le médecin est le plus mal rétribué, et c'est ce qui a poussé un grand nombre de médecins à commercialiser la profession.

Cependant, malgré tout cela, dit-il, je suis enthousiaste. La vie du médecin, tout ardue qu'elle est, est une des plus belles qui puissent être vécues par ceux qui sont disposés à se sacrifier et à servir l'humanité. Donnons-lui donc plus de confiance et ce sera un moyen de faire diminuer la mortalité.

Une autre question que je désirerais soumettre à l'attention de cette Chambre, c'est celle des hôpitaux. J'ai fait une enquête sur les hôpitaux de Montréal et j'ai constaté que ce qui manque dans les hôpitaux de la métropole, ce sont les lits pour les pauvres et pour les classes moyennes, pour ceux qui n'ont pas les moyens de payer \$3 ou \$4 par jour. L'argent versé par l'assistance publique aux hôpitaux doit être employé à secourir les déshérités de la fortune. C'est là le but de la loi. Car nous ne manquons pas d'hôpitaux pour les riches, et il nous faut de l'espace pour hospitaliser les pauvres. Ceux qui ont de l'argent, les fortunés, trouveront toujours un endroit où se faire traiter. De plus, il faudrait augmenter l'évaluation de ces lits et forcer les municipalités à payer pour leurs pauvres, mettre dans l'article de la loi le mot "devra" au lieu du mot "pourra".

Il suggère au gouvernement d'étudier si le coût du transfert des propriétés n'est pas devenu trop onéreux à Montréal. Avec les nombreuses divisions et subdivisions des lots originaires qui se sont faites à Montréal depuis une vingtaine d'années, les actes à examiner sont devenus très nombreux et l'examen des titres est devenu un article très important du coût du transfert des propriétés. Si le gouvernement adoptait une loi permettant au registraire de Montréal, par exemple, de dire à un futur acheteur, dans un certificat bref et précis, qu'il y a telle ou telle redevance sur une propriété, sans que l'on ait à reculer 30 années en arrière pour examen de titres, je crois qu'il serait approuvé par toute la population de

Montréal et particulièrement par les propriétaires. Il n'y a que 55,000 propriétaires à Montréal et le coût élevé du transfert de la propriété est une des causes de cette anomalie.

J'aurais voulu répondre à mon honorable ami de Montréal-Verdun (M. Lafleur), mais tout ce qu'il a dit nous le trouvons dans les rapports des départements. Il dit au député de Montréal-Verdun que c'est une mauvaise politique pour un député de l'opposition de vouloir présenter à notre pays sa province comme une province en banqueroute. Il ne sert à rien d'accuser la province d'être en banqueroute, quand on constate des surplus partout et que presque tous les journaux ont été unanimes à vanter l'administration financière de la province. C'est pourquoi nous pourrions dire, avec l'honorable trésorier: Donnez-nous de bonnes finances et nous vous donnerons une bonne politique.

(Applaudissements)

Ce sont là des suggestions que je fais à bâtons rompus, et non pas des critiques, mais qui ne demandent pas moins d'être prises en considération. Faire mieux a toujours été notre devise et c'est pour cela que notre province a progressé à pas de géant, et que c'est la partie du pays où on vit le plus dans la paix et la concorde. Je termine en félicitant l'honorable trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) pour l'excellent budget qu'il nous a soumis.

M. Gagnon (Kamouraska): M. l'Orateur, permettez-moi d'abord de vous offrir mes plus sincères félicitations pour avoir été choisi comme Orateur de cette Chambre.

Je représente ici, Monsieur, le beau comté agricole de Kamouraska. J'ai été choisi pour remplacer M. Nérée Morin, un cultivateur qui a soutenu vaillamment, pendant les huit dernières années de sa vie, la politique loyale de l'honorable premier ministre, et c'est le même esprit de dévouement envers le Parti libéral et envers les électeurs de Kamouraska que j'entends garder pendant ma carrière électorale.

(Applaudissements à droite)

Il félicite le gouvernement pour l'œuvre accomplie au point de vue de la colonisation, de la voirie et de l'agriculture.

On s'est plaint du budget quand tous les cultivateurs, dont je représente la classe, ont été unanimes à s'en glorifier. Je tiens à féliciter la Chambre en leur nom et, comme cultivateur, je tiens à féliciter tout spécialement le gouvernement pour les cours abrégés d'agriculture, donnés dans le comté

de Kamouraska, à l'École d'agriculture de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, où 200 de ces jeunes gens, venus de différents comtés, ont suivi ces cours gratuitement. Cette initiative du gouvernement a remporté un franc succès. Je regrette que l'on ait été obligé de refuser, faute de places, un nombre égal de jeunes gens. Le gouvernement a fait là un très beau geste en faveur de la classe agricole. Rien ne peut être plus pratique pour nos enfants qui se destinent à la culture de la terre, rien ne peut les attacher davantage à la vie des champs. Ces cours d'agriculture changeront graduellement les vieux systèmes de culture, rendront la culture plus payante, comme aussi plus attrayante.

Comme cultivateur également, je tiens à féliciter le gouvernement d'avoir suggéré l'établissement d'un crédit agricole dans notre province de Québec, pour venir en aide aux cultivateurs. En donnant aux cultivateurs la possibilité de se procurer de l'argent à un taux d'intérêt convenable, ceux-ci, surtout dans les premières années, pourront améliorer davantage leurs propriétés, les développer plus rapidement.

M. l'Orateur, une autre question a été soulevée, hier, par les honorables amis de l'opposition. Ils ont parlé des élections partielles de l'automne dernier. Tout naturellement, je me trouve obligé de répéter ici, dans cette Chambre, ce que j'ai répété devant mes électeurs lors de ma dernière campagne électorale, que je suis franc libéral et je le resterai en cette Chambre. Je supporterai le gouvernement Taschereau de tout mon pouvoir. C'est d'ailleurs le sens de la marque de confiance reçue de la part de mes électeurs.

(Applaudissements à droite)

M. Bastien (Berthier): Ce n'est pas sans une certaine appréhension que je me lève, déclare-t-il. Il fait des compliments à l'Orateur et aux membres du gouvernement. Il félicite les ministres, à partir du premier ministre en descendant.

Je n'avais aucune carrière politique et j'ai été élu par une bonne majorité. J'attribue le succès de mon élection, dans Berthier, à la popularité du gouvernement et au bon état financier de la province qui peut maintenant emprunter à un taux plus bas que n'importe quelle autre province.

Les causes de la victoire libérale étaient multiples. Mais ce qui a contribué à frapper l'esprit de nos populations, ce sont les résultats de la politique de voirie et d'industrie du gouvernement. Notre système d'amélioration des chemins a complètement transformé l'aspect de notre province.

Il a contribué, et contribuera dans l'avenir, à garder nos gens sur la terre, parce qu'il leur rend la vie plus agréable et plus facile. Le capital investi dans nos chemins est un excellent placement. Il rapporte énormément à la province. \$80,000,000 placés dans nos routes ont rapporté cette année au-delà de \$60,000,000 de revenus. Il félicite le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) de l'organisation d'un service d'inspection des hôtels et d'un service de propagande aux États-Unis.

Les cultivateurs de mon comté, dit-il, sont heureux de constater qu'on veut leur ouvrir de nouveaux marchés. C'est une bonne façon de solutionner le problème agricole. Les cultivateurs sont heureux de constater qu'à chaque année le gouvernement augmente le budget de l'agriculture. Ils sont fiers de leur ministre, l'honorable M. Caron, et ils répondent à son appel. Il en est de même pour les ouvriers qui sont contents de ce que le gouvernement a fait pour eux.

Il se réjouit de l'établissement prochain d'un crédit agricole. Il loue le travail et l'œuvre en général des agronomes. Les adversaires ont tort de critiquer nos professeurs d'écoles agricoles qui rendent des services appréciables. Mieux vaut adopter le "motto" donné par l'honorable M. Caron: "Faites travailler vos bras de concert avec votre cerveau." Dans tous les grands pays, on reconnaît que les agronomes sont indispensables, et notre population agricole le reconnaît aussi; nos agronomes sont les apôtres de l'avancement agricole. Ils triompheront des obstacles qu'on met sur leur voie. On veut faire croire aux cultivateurs qu'ils n'en ont pas besoin, mais peut-on progresser sans la science qui a révolutionné toutes les branches de l'industrie, tandis qu'au contraire on devrait féliciter nos agronomes de leur bon travail?

On se demande pourquoi ils ne s'établissent pas sur des terres, mais c'est qu'une fois leurs études terminées, ils ne possèdent pas assez d'aisance pour commencer à s'établir sur des fermes. C'est pourquoi je demanderais au gouvernement d'établir sur des fermes modèles des agronomes diplômés de nos écoles d'agriculture, qui en sont désireux mais dont la situation financière les empêche, et de les soumettre aux mêmes conditions que les régisseurs des fermes de démonstration. Ces fermes seraient vite, de la sorte, des fermes modernes, car j'ai la plus grande confiance en nos écoles d'agriculture.

Il félicite le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) qui contribue à doter notre province de tant de ponts si utiles à nos cultivateurs. Il louange le gouvernement pour sa politique intensive de colonisation. Tous les colons

de notre province sont satisfaits visiblement de leur sort et de l'administration actuelle. Dans mon comté, il n'y avait qu'une seule paroisse de la colonisation et elle m'a donné sa plus forte majorité. Il félicite le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) des résultats obtenus dans son département.

Il félicite le secrétaire de la province (l'honorable M. David) pour les progrès réalisés dans le domaine de l'éducation. Le gouvernement a fait de gros sacrifices pour développer l'instruction de toutes les classes de la société. Dans l'espace de sept ans, il a dépensé, à ces fins, plus de \$22,000,000. Mais il y a encore une ombre au tableau: les institutrices des écoles rurales ne sont pas assez rémunérées. Pourquoi? Peut-être à cause de l'apathie des commissions scolaires, peut-être à cause du manque d'argent, ou plutôt à cause des deux. On devrait leur accorder au moins la moitié du salaire de ceux qui se livrent à l'enseignement dans les villes.

Je dirais à l'honorable premier ministre: Vous qui avez solutionné le problème de l'alcool, de la voirie, de l'assistance publique, de la forêt, solutionnez donc aussi celui du salaire de l'institutrice de rang.

Quel service il rendrait alors à la population rurale et aux amis de l'éducation! Il demande au gouvernement d'être aussi attentif à la petite école de campagne qu'à la fière université. Les institutrices de Montréal, dit-il, qui débutent dans le métier à environ \$600, reçoivent une augmentation annuelle d'environ \$75, et je pense que les institutrices des écoles rurales devraient avoir \$25 d'augmentation de traitement par année, jusqu'à concurrence d'un maximum de \$600. Je suggère un salaire minimum de \$300 et un maximum de \$600 par année. Le premier ministre devrait faire passer une loi autorisant le gouvernement à payer aux institutrices cette augmentation annuelle de \$25.

Les critiques du député de Montréal-Verdun (M. Lafleur), dit-il, ne tiennent pas debout quand on considère que les municipalités obtiennent les meilleurs prix pour leurs obligations. Il est possible que le passif des municipalités et des commissions scolaires ait augmenté, mais il y a eu des améliorations⁶. Je suggère au gouvernement d'aider les municipalités, afin qu'elles puissent mieux payer leurs institutrices. Cependant, je veux que toutes les institutrices possèdent un diplôme d'une école normale. Ce sont les seules qui ont reçu une véritable formation pédagogique et qui sont en état de prendre charge d'une classe.

Il cite ce que M. l'abbé Desrosiers, principal de l'école normale Jacques-Cartier, disait dans un

récent discours: "Notre système scolaire manque d'organisation au double point de vue diplôme et salaire. Le diplômé d'école normale devrait être déclaré de première classe, permanent, sujet à un octroi spécial, indispensable aux hautes charges scolaires d'inspecteurs, de principaux, de professeurs des cours complémentaires. Il devrait constituer une protection analogue à celle qui garantit l'intégrité de certaines professions comme la médecine, le notariat, etc. Les autres diplômés seraient d'un rang inférieur, non permanents, sujets à révision, révocables pour insuccès notoires.

Ainsi, les porteurs de diplômes ne pourraient plus équivoquer avec les commissaires d'écoles mieux renseignés sur la valeur relative des brevets." De cette façon, une meilleure éducation assurerait aux Canadiens français une position juste avec les compatriotes anglo-protestants. Il demande au gouvernement, en particulier au secrétaire de la province (l'honorable M. David), de fonder une école normale supérieure à Montréal.

En ce qui a trait au rapport des commissaires-enquêteurs scolaires, il approuve l'idée de maintenir les cours de 9^e et 10^e année, et même de centraliser ces classes. Cela placerait les Canadiens français sur un même pied que les Canadiens anglais protestants qui sont leurs concurrents. La réalisation de ces idées nous amènerait à transformer l'école normale actuelle en une école normale supérieure où l'on renforcerait le programme d'études actuel en y perfectionnant l'étude des matières commerciales et l'étude des sciences. C'est là, d'ailleurs, un des soucis de l'honorable secrétaire provincial.

L'opposition essaie de décourager nos colons, tandis qu'eux-mêmes se déclarent satisfaits de leur sort. J'en ai eu la preuve lors de mon élection, quand un centre de colons, dans une paroisse conservatrice, Saint-Zénon, m'a fait remporter 108 voix sur un nombre de 128 électeurs. Voilà un verdict en faveur du gouvernement.

Il parle de l'Abitibi où la majorité des colons sont aussi heureux que les vieux cultivateurs de nos belles paroisses.

Il parle du reboisement et félicite le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) de sa prévoyance. Le reboisement a été une sage politique faite dans le but d'assurer la conservation de nos forêts, et c'est là un puissant levier pour promouvoir les intérêts industriels de la province.

M. l'Orateur, je voudrais vous faire un tableau de ce qui semble devoir être l'avenir de notre province. Nous avons d'immenses ressources, des terres fertiles, nous avons des agriculteurs et des

ouvriers éclairés, nous avons une population respectueuse des lois, nous avons des familles nombreuses. La Providence a bien voulu placer à la tête de notre province un homme de patriotisme, de jugement et d'intelligence comme notre premier ministre, et je suis persuadé que tous les esprits bien pensants veulent le voir demeurer longtemps encore au poste qu'il occupe avec tant de dignité et de compétence.

(Applaudissements à droite)

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

The Shawinigan Water and Power Company

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 103 modifiant la charte de The Shawinigan Water and Power Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Congregation Tifereth Israel

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 90 constituant en corporation la Congregation Tifereth Israel.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Institut des prêtres de Sainte-Marie

M. Côté (Bonaventure) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 89 constituant en corporation l'Institut des prêtres de Sainte-Marie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Côté (Bonaventure) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The North Shore Power Company

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 104 modifiant la charte de The North Shore Power Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente d'un immeuble par J.-A. Nadeau à L.-R. Beaudry

M. Authier (Abitibi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 94 ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Authier (Abitibi) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Société d'administration générale

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 110 changeant le nom de la Société d'administration générale.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Engineers' Club of Montreal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 93 concernant The Engineers' Club of Montreal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Quebec Baptist Church

M. Power (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 137 constituant en corporation The Quebec Baptist Church.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Power (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Trois-Rivières**

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 117 modifiant la charte de la cité de Trois-Rivières soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
d'Iberville**

M. Lamoureux (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 83 modifiant la charte de la ville d'Iberville soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Saint-Hyacinthe**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 111 modifiant la

charte de la cité de Saint-Hyacinthe soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

St. Lawrence Paper Mills Ltd.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 124 ratifiant le titre de St. Lawrence Paper Mills Limited à certaine propriété et certain droit soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Village de Thurso,
règlement no 89**

M. Lahaie (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 113 confirmant le règlement no 89 du village de Thurso soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
Omer Lorrain**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 concernant la succession de feu Omer Lorrain soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Succession
M.-J.-A.-A. Larocque**

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 96 validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Taxes de la
Canadian International Paper Company**

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une

commutation de taxes à la compagnie Canadian International Paper Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

Écoles normales

M. Francoeur (Lotbinière): 1. Combien y a-t-il d'écoles normales de garçons dans la province?

2. Combien y a-t-il d'écoles normales de filles?

3. Combien coûte, chaque année, à la province, le maintien de ces écoles?

4. Combien d'élèves-instituteurs, depuis les cinq dernières années, ont obtenu de ces écoles un diplôme d'enseignement?

5. Combien d'élèves-institutrices, depuis les cinq dernières années, ont obtenu de ces écoles un diplôme d'enseignement?

6. Combien de ces élèves-instituteurs diplômés se livrent à l'enseignement? Combien à la ville? Combien à la campagne?

7. Quel est le salaire moyen de ces instituteurs? À la ville? À la campagne?

8. Combien d'élèves-institutrices diplômées se livrent à l'enseignement? Combien à la ville? Combien à la campagne?

9. Quel est le salaire moyen de ces institutrices? À la ville? À la campagne?

10. Combien le Bureau central des examinateurs catholiques, depuis les cinq dernières années, a-t-il accordé de diplômes? Combien aux garçons? Combien aux filles?

11. Combien de garçons diplômés de ce Bureau se livrent à l'enseignement?

12. Combien de filles diplômées de ce Bureau se livrent à l'enseignement?

13. Combien enseignent à la ville? Combien à la campagne?

14. Quel est le salaire moyen de ces instituteurs? À la ville? À la campagne?

15. Quel est le salaire moyen de ces institutrices? À la ville? À la campagne?

16. Combien d'instituteurs diplômés de l'école normale enseignent en la cité de Montréal, sous la direction de la commission scolaire? Quel est leur salaire?

17. Combien d'instituteurs diplômés de l'école normale enseignent en la cité de Québec, sous la direction de la commission scolaire? Quel est leur salaire?

L'honorable M. David (Terrebonne): (Voir le tableau ci-dessous)

	<i>Catholiques:</i>	<i>Protestants:</i>	<i>Ensemble:</i>
1.	2		
2.	16	1	19
3. En 1926-27:	\$ 255,145.88	\$ 6,866.67	\$ 262,012.55
4.	413	53	466
5.	2,672	1,031 (1)	370
6. Au total:	368	37	405
À la ville:	332	27	359
À la campagne:	36	10	46

7. Le salaire moyen des instituteurs laïques brevetés d'une école normale ou du Bureau central (cette moyenne n'est pas établie séparément pour les

brevetés des écoles normales et pour ceux du Bureau central) est:

	<i>Catholiques:</i>	<i>Protestants:</i>	<i>Ensemble:</i>
Pour la province:	\$1,434	\$2,279	\$1,609
À la ville:	1,490	2,418	1,675
À la campagne:	820	1,271	945
8. Au total:	1,687	1,463	3,150
À la ville:	404	1,004	1,408
À la campagne:	1,283	459	1,742

	<i>Catholiques:</i>	<i>Protestants:</i>	<i>Ensemble:</i>
9. Pour la province	\$367	\$1,047	\$509
À la ville:	\$681	\$1,236	\$945
À la campagne:	\$286	\$586	\$312
10. 12,722 au total, pour les cinq dernières années. En 1927: 312 hommes et 2,687 femmes. Total 2,999. En 1926: 280 hommes et 2,354 femmes.	Total: 2,634. (La distinction, par sexe, n'est pas faite pour les brevetés des trois années antérieures.)		
11. 417.			
12. 5,858.			
13. Garçons enseignant:			
	À la ville: 388		
	À la campagne: 29		
Filles enseignant:			
	À la ville: 1,146		
	À la campagne: 4,172		
14. et 15. Voir réponses aux questions 7 et 9.			
16. Nombre des instituteurs diplômés de l'école normale enseignant sous le contrôle de la	commission scolaire de Montréal: 226.		

Échelle de salaires accordée aux Instituteurs laïques en général:

	<i>Minimum</i>	<i>Maximum</i>	<i>16 classes et plus supplément</i>	<i>Donnant le cours complémentaire</i>
Principaux:	\$2,000	\$3,000	\$200	
Instituteurs mariés:	1,200	2,500		\$200
Instituteurs célibataires:	900	2,500		\$200
Augmentation annuelle \$100.				

17. Nombre des instituteurs diplômés de l'école normale enseignant sous le contrôle de la commission scolaire de Québec: 64.

Salaire: Minimum: \$800
Maximum: \$1,500 (2)
Augmentation annuelle: \$100

(1) 1,031 est le nombre de diplômes, car ce chiffre comporte des répétitions attendu qu'un élève-instituteur reçoit parfois plus d'un diplôme au cours de la même année.

(2) Les instituteurs mariés reçoivent, de plus, une indemnité de \$100 par enfant qui fréquente l'école

Contributions scolaires

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel est le pourcentage des contributions scolaires payées par les contribuables et payées par le gouvernement: *a.* En 1925-1926? *b.* En 1926-1927?

L'honorable M. David (Terrebonne): *a.* En 1925-1926, par les contribuables, 81 %; par le gouvernement, 19 %. *b.* En 1926-1927: statistiques des contribuables pas encore prêtes.

Statistiques sur le nombre d'agriculteurs

M. Renaud (Laval): 1. Le gouvernement a-t-il maintenant des statistiques sur le nombre des agriculteurs de la province de Québec?

2. Dans l'affirmative, combien y avait-il d'agriculteurs dans la province de Québec: *a.* En 1923? *b.* En 1924? *c.* En 1925? *d.* En 1926? *e.* En 1927?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Oui, pour 1926.

2. En 1923, 1924 et 1925: pas de statistiques.
En 1926: 145,156 (statistiques municipales, 1926).
En 1927: compilation de statistiques pas terminée.

Dépôt de documents:

Ferme expérimentale de A. Lavallée

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 mars 1927, pour copie du contrat entre M. Azellus Lavallée, de Berthierville, et le gouvernement ou le ministre de l'Agriculture au sujet de sa ferme expérimentale sous le contrôle du gouvernement, ainsi que de toute entente, convention, correspondance, etc., s'y rapportant. (Document de la session no 43)

Demandes de permis pour le lot 32-A de Milnikek

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 mars 1927, pour copie de toute correspondance, document, etc., entre le ministère de la Colonisation et ses officiers et toute personne concernant les demandes de permis, etc., pour le lot no 32-A de Milnikek. (Document de la session no 42)

Canton Desméloizes, Abitibi

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 7 mars 1927, pour copie de toute correspondance, etc., entre le ministère de la Colonisation et toute personne, depuis 1926, au sujet du lot 3 du rang VIII du canton Desméloizes, Abitibi. (Document de la session no 41)

Lots de colonisation à La Sarre, Palmarolle et Roquemaure

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 21 mars 1927, pour copie de toute correspondance entre monsieur Alfred Proulx, de La Sarre, comté de Pontiac, et le gouvernement au sujet

de certains lots de colonisation dans les rangs 7 et 8 de La Sarre, du lot no 51 du rang 8 de Palmarolle et des lots 48 et 49 du rang 10 de Roquemaure. (Document de la session no 40)

Émigration aux États-Unis depuis 1925

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 17 février 1927, pour copie de tout document, correspondance, etc., entre le gouvernement et autre gouvernement ou personne au sujet de l'émigration des Canadiens français aux États-Unis depuis 1925. (Document de la session no 39)

Lot 57 à Poularies, Abitibi

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 mars 1927, pour copie de toute correspondance, télégramme, entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne au sujet du lot 57, rang VI, Poularies, Abitibi, en 1926 et 1927. (Document de la session no 38)

Colons de Macamic

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 7 mars 1927, pour copie de toute correspondance, réclamation, etc., entre le gouvernement et des colons de Macamic, en 1926 et 1927, concernant leur salaire non payé comme employés à la construction de la route Macamic-Rouyn. (Document de la session no 37)

Pêche dans le fleuve en face de Sainte-Anne-des-Monts

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 25 mars 1927, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement ou D. Bouchard et Élizéar Lefrançois, au sujet de la pêche avec filets dans le fleuve Saint-Laurent, en front de la devanture de la seigneurie de Sainte-Anne, située au commencement des monts Notre-Dame, dans la paroisse ou vis-à-vis de la paroisse de Sainte-Anne-des-Monts, depuis 1920. (Document de la session no 36)

Loi des accidents du travail

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je désirerais savoir quand le gouvernement va déposer devant la Chambre la loi des accidents du travail.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Après avoir consulté le député de Bellechasse, l'honorable M. Galipeault). Ça va prendre encore 15 jours.

Accidents du travail dans les autres provinces

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande si le premier ministre va présenter à la Chambre le rapport de MM. Mitchell et Demers⁷ concernant l'enquête qu'ils auraient faite sur les accidents de travail dans les autres provinces.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Un rapport de cette nature n'existe pas. MM. Mitchell et Demers ne constituaient pas une commission et ils n'ont aucun rapport à faire. Ils ont à faire simplement des suggestions.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain, à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. Jean-François Pouliot (1890-1969), député libéral à la Chambre des communes de 1924 à 1955 et sénateur de 1955 à 1969.

2. Chiffre de *La Patrie* du 3 février 1928, à la page 9: \$268,864,894.

3. Chiffre de *La Patrie* du 3 février 1928, à la page 9: \$54,554,884.

4. *Le Droit* du 3 février 1928, à la page 6, rapporte cette expression: "Le bas de laine des familles".

5. Ce témoignage est tiré d'un article du *Devoir* du 30 janvier 1928, à la page 1, signé par Omer Héroux et intitulé "L'envers du décor: la situation vraie dans la région du Saguenay et du Lac-Saint-Jean - *Le Progrès du Chicoutimi* met les points sur les i".

6. Nous ne savons pas où exactement se situe ce passage du discours de M. Bastien. Selon *L'Action catholique* du 3 février 1928, à la page 1, il aurait parlé pendant une demi-heure.

7. Selon *Le Devoir* du 3 février 1928, à la page 1, il s'agit de deux avocats envoyés récemment dans la province d'Ontario par le gouvernement pour faire une étude approfondie de la loi des accidents du travail actuellement en vigueur dans la province voisine.

Séance du vendredi 3 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

- de Stanislas-Donatien Joubert et autres, demandant l'adoption d'une loi décrétant l'annulation de l'acte de donation passé à Montréal, le 20 avril 1921, sous le no 6218 des minutes de Me J.-A. Savignac, N.P.

**Don de
S.-D. Joubert à ses enfants**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 129 annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi 16 George V,
chapitre 55**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 29 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des seigneuries**

M. Fortier (Beauce) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 170 modifiant la loi des seigneuries.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Fortier (Beauce) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Division d'enregistrement
de Bellechasse**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 16 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que les honoraires du registraire de la division d'enregistrement de Bellechasse soient fixés à six cents et deux tiers par cent mots pour la transcription des documents mentionnés dans la loi qui accompagne la présente résolution, et que lesdits honoraires et les frais de transmission du registre spécial dans lequel cette transcription aura été faite soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 16 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Division d'enregistrement de Montmagny

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 17 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose: Que les honoraires du registraire de la division d'enregistrement de Montmagny soient fixés à six cents et deux tiers par cent mots pour la transcription des documents mentionnés dans la loi qui accompagne la présente résolution, et que lesdits honoraires et les frais de transmission du registre spécial dans lequel cette transcription aura été faite soient payés à même le fonds consolidé du revenu de la province.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 17 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Contrats entre la Murray Bay Paper Company Ltd. et Saint-Étienne de La Malbaie

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 123 ratifiant certaines résolutions et contrats faits et passés entre la Murray Bay Paper Company Limited et les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie et le conseil municipal de la paroisse de Saint-Étienne de La Malbaie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Saint-Luc

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 139 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Écoles protestantes de Montréal
et de ses environs**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

**Hôpital français devenant
hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Charte
de Montréal**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 100 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Église et sacristie
de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire
de Montréal**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 140 autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Beauharnois Light,
Heat & Power Company**

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 141 modifiant la charte de la Beauharnois Light, Heat & Power Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Loi des jurés

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 4 modifiant la loi des jurés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. *L'Action catholique* indique seulement que la séance a eu lieu le matin, et compte tenu que le début de séance en matinée est fixé à 11 heures, selon le *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, et puisque l'heure d'ajournement fixée la veille correspond également à cette heure, il nous semble évident d'indiquer celle-ci, à défaut de source contraire.

Séance du mardi 7 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 113 confirmant le règlement no 89 du village de Thurso.

Et, avec amendements, le bill 81 concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la compagnie Yukon Loan & Trust, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte et l'autorisation à changer son nom;

- de Réginald Saunders Meredith et autres, demandant l'adoption d'une loi pour incorporer une compagnie de chemin de fer sous le nom de "Quebec Labrador Railway Co.";

- de George Gordon Hyde et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Quebec and Northern Railway Company";

- de la municipalité de la paroisse du Pont-Viau, demandant l'adoption d'une loi sanctionnant un règlement d'emprunt.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 101 modifiant la charte de la cité de Verdun.

**Paroisse de Pont-Viau,
règlement no 9**

M. Plante (Montréal-Mercier) demande la permission de présenter le bill 138 validant le règlement no 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Quebec Northern
Railway Company**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) demande la permission de présenter le bill 148 constituant en corporation The Quebec Northern Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Yukon Loan
& Trust Company**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 119 modifiant la charte de The Yukon Loan & Trust Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 598**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 42 modifiant l'article 598 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Poteaux
des services publics**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 19 concernant les poteaux des services publics sur certains chemins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sécurité dans
les édifices publics**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 22 modifiant la loi de la sécurité dans les édifices publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits sur
les successions**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 23 modifiant la loi des droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Établissements
industriels**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 24 modifiant la loi des établissements industriels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Sécurité
et ordre public**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 25 assurant la sécurité et l'ordre public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Enquêtes
sur les incendies**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 32 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Prévention
des incendies**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 33 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des architectes

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 34 modifiant la loi des architectes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de l'art musical

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 35 modifiant la loi de l'art musical.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Changement
du chef-lieu de Pontiac**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 37 modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 38 relatif aux accidents du travail.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Mutations de propriété

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 41 modifiant la loi des droits sur certaines mutations de propriété.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Droits sur
les divertissements**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 41 modifiant la loi des droits sur les divertissements.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 44 modifiant la loi de la voirie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Prêt agricole

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 45 relatif au prêt agricole.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Subvention
aux écoles ménagères**

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) demande la permission de présenter le bill 46 concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 47 modifiant le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
cités et villes**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 48 modifiant la loi des cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission
des accidents du travail**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 49 concernant la Commission des accidents du travail.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vérificateurs
des comptes municipaux**

M. Thériault (L'Islet) demande la permission de présenter le bill 173 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la nomination des vérificateurs des comptes pour certaines municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Canadiens français émigrés
aux États-Unis et revenus au Canada**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Combien de Canadiens français émigrés aux États-Unis sont revenus au Canada: *a.* En 1926? *b.* En 1927?

2. Combien sont établis dans la province?

3. Combien: *a.* Sur les fermes? *b.* Dans l'industrie ou le commerce?

4. Quels sont leur nom et leur adresse?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1, 2, 3, 4. Cette statistique, recueillie par le gouvernement fédéral, ne fait aucune distinction entre les Canadiens de langue française et les Canadiens de langue anglaise, de même qu'elle n'indique d'aucune façon les noms et la destination des rapatriés.

**Aide du fédéral
à la voirie**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): Quel montant a été reçu du gouvernement du dominion chaque année, au cours des dix dernières années, comme aide à la construction et à l'amélioration des chemins de la province?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En 1918, rien; en 1919, rien; en 1920, rien; en 1921, \$305,571.19; en 1922, \$481,962.24; en 1923, \$1,930,647.41; en 1924, \$1,389,748.55; en 1925, \$640,490.61; en 1926, rien; en 1927, rien.

**Droits
des pauvres**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quels ont été les droits du pauvre perçus dans toute la province en 1926-1927:

a. Dans la cité de Montréal?

b. Dans toute la province, en vertu des dispositions de la section VI, du chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49?

L'honorable M. Nicol (Compton):

a. Par la cité de Montréal, \$795,544.08;

b. Par les autres municipalités dans toute la province, \$229,274.94.

**Dépenses
des touristes**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Sur quelles statistiques le ministre de la Voirie s'est-il basé pour dire, dans un discours public qu'il a fait récemment, que, durant les cinq dernières années, les touristes avaient dépensé dans la province de Québec la somme de deux cent dix-huit millions de piastres?

2. Le gouvernement peut-il produire ces statistiques?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le ministre de la Voirie, lorsqu'il a déclaré que, durant les cinq dernières années, les touristes avaient dépensé deux cent dix-huit millions de piastres dans la province de Québec, s'est basé sur des statistiques préparées par la Commission fédérale de la voirie, pour 1926.

2. Ces statistiques peuvent être obtenues du gouvernement fédéral.

La route Montréal-Hull

M. Guertin (Hull): 1. La partie de la route Montréal-Hull qui se trouve dans les limites de la cité de Hull a-t-elle été construite entièrement aux frais de la cité?

2. Dans la négative, quelle a été la contribution du gouvernement?

3. Le ministre de la Voirie a-t-il notifié la ville de Hull d'avoir à construire ladite partie de route, sinon que le gouvernement la construirait lui-même et enverrait ensuite le compte à la cité de Hull?

4. Dans l'affirmative, à quel membre du conseil de la ville de Hull cet avis a-t-il été donné?

5. À quelle date?

6. Cet avis a-t-il été donné par message téléphonique?

7. Si non, comment?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Non.

2. \$25,744.85 à 2 %.

3. Le ministre de la Voirie a notifié la cité de Hull de voir à réparer le chemin de la Gatineau.

4. À la corporation de la cité de Hull.

5. Le 14 juin 1927.

6. Non.

7. Par lettre recommandée.

Chemins non entretenus par le gouvernement

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quelles sont les municipalités qui ont des chemins améliorés non encore entretenus par le gouvernement?

2. Quelle est la longueur de ces chemins dans chacune desdites municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. et 2. Saint-Anicet, 38.02 milles; village de Deschailions, 2.09 milles; paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre, 4.40; paroisse de Saint-Antoine-de-Padoue, 1.45 mille.

Sommes dues au gouvernement par les municipalités

M. Renaud (Laval): Quel montant a exigé le gouvernement de chacune des différentes municipalités autorisées à faire des emprunts en 1926-1927 jusqu'à concurrence de \$30,494,500.02,

tel qu'il apparaît à la page 248 de l'*Annuaire statistique de Québec*, 1927?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Cités: Cap-de-la-Madeleine, \$464.70; Hull, \$661; Joliette, \$197.50; Lachine, \$25; Longueuil, \$143.80; Montréal, \$1,010; Montréal, Commission métropolitaine, \$760; Outremont, \$135; Rivière-du-Loup, \$200; Saint-Jean, \$89; Shawinigan-Falls, \$103; Sherbrooke, \$872; Sorel, \$337.50; Thetford Mines, \$227.35; Trois-Rivières, \$323; Verdun \$967.50; Westmount, \$753.50.

Villes: Acton Vale, \$55; Coaticook, \$66.50; Cookshire, \$63.50; Donnacona, \$60; Dorval, \$40; Drummondville, \$176.25; East Angus, \$197.50; Farnham, \$335; Île-Cadieux, \$20; Jonquière, \$342.50; Lachute, \$65; Lac-Sergent, \$30; Laprairie, \$87.50; LaSalle, \$185; Laval-des-Prairies, \$35; Laval-sur-le-Lac, \$210.50; Montmagny, \$130; Montréal-Est, \$147.50; Pointe-Claire, \$140; Port-Alfred, \$187.50; Québec-Ouest, \$154.85; Roberval, \$81; Sainte-Agathe-des-Monts, \$290; Saint-Jérôme, \$74.50; Saint-Joseph-d'Alma, \$147.50; Saint-Laurent, \$185.

Villages: Alnaville, \$65; Beauport-Est, \$20; Brome, \$30; Carillon, \$10; Charlesbourg, \$54; Frelighsburg, \$25; L'Abord-à-Plouffe, \$105; L'Enfant-Jésus, \$143; Macamic, \$83; Mont-Joli, \$35; Mont-Laurier, \$95; Neuville, \$45; Rouyn, \$90; Saint-Alban, \$50; Saint-Eustache, \$35; Saint-Eustache-sur-le-Lac, \$45; Sainte-Geneviève-de-Pierrefonds, \$20; Saint-Jean-Baptiste-de-l'Isle-Verte, \$10; Saint-Jean-de-Boischatel, \$30; Saint-Jérôme, \$75; Saint-Jovite, \$70; Sainte-Scholastique, \$10; Shawville, \$77.50; Upton, \$35; Verchères, \$60; Weedon Centre, \$10.

Paroisses: Précieux-Sang, \$20; Repentigny, \$67; Saint-Benoît, \$75; Sainte-Catherine-de-Fossambault, \$30; Saint-David-de-l'Auberivière, \$20; Saint-Étienne de La Malbaie, \$25; Sainte-Foy, \$80; Saint-Fulgence, \$72.50; Sainte-Gertrude, \$10; Saint-Hubert, \$45; Saint-Joachim-de-Châteauguay, \$30; Sainte-Marie-de-Sayabec, \$55; Saint-Octave-de-Dosquet, \$45.

Cantons: Bagot, partie nord-ouest, \$77.50; Bourget, \$80.02; Colombourg, \$30; Garthby, \$90; Litchfield, \$35.00; Loranger, \$20; Mansfield-et-Pontefract, \$45; Sainte-Edwidge-de-Clifton, \$10; Taché, \$65; Tremblay, \$77.50; Waltham-et-Bryson, \$25.25.

Comtés: L'Assomption, \$62.50.

Municipalités: Charlesbourg-Est, \$40; Saint-François-de-Sales, \$55.

**Droits sur
les successions**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 23 modifiant la loi des droits sur les successions.

Adopté.

**Établissements
industriels**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 modifiant la loi des établissements industriels.

Adopté.

**Prévention
des incendies**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 33 modifiant la loi de la prévention des incendies.

Adopté.

**Changement du
chef-lieu de Pontiac**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.

Adopté.

**Palais de justice
de Québec**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au

bill 39 concernant le palais de justice du district de Québec.

Adopté.

**Commission
des accidents du travail**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 49 concernant la Commission des accidents du travail.

Adopté.

Loi de la voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 modifiant la loi de la voirie.

Adopté.

Prêt agricole

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 45 relatif au prêt agricole.

Adopté.

**Subvention
aux écoles ménagères**

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose, appuyé par le représentant de Mégantic (l'honorable M. Lapierre), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 46 concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales.

Adopté.

**Ville
de Lauzon**

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 142 ratifiant certains règlements et

résolutions de la ville de Lauzon soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Don de S.-D. Joubert à ses enfants

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 129 annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Exposition provinciale de Québec inc.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 145 constituant en corporation l'Exposition provinciale de Québec inc. (Provincial Exhibition of Quebec Inc.) soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 2 février, sur la motion proposée le mardi 31 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Tremblay (Maisonnette): Depuis plusieurs années, le gouvernement semble faire tous ses efforts à toutes les sessions et à la fin de chaque année fiscale pour offrir un surplus, en apparence du moins. Il a assez bien réussi. C'est un surplus en chiffres seulement. Le peuple veut savoir pourquoi, si nous avons toujours des surplus, la dette augmente. Comment se fait-il que le gouvernement, malgré ses surplus, ne peut empêcher la dette de hausser? J'en vois la cause dans la mal administration de la province.

Nous avons des richesses immenses, mais nous constatons chez le gouvernement un laisser-aller qui sera désastreux pour l'avenir.

Une politique différente de la part du gouvernement, dit-il, fournirait beaucoup de revenus et réduirait en même temps le fardeau qui oppresse le peuple.

Le premier ministre ou le ministre disait dans son discours: "Donnez-moi de la bonne finance, je vous donnerai une bonne administration." Est-ce que bonne finance veut dire que, si j'ai reçu un héritage pour le transmettre, je dois manger le capital? Est-ce que cela veut dire: arrangez vos affaires pour que nous ayons un surplus, même irréal? Je peux voir une catastrophe à l'horizon, et pas très loin de nous. Actuellement, on dépense notre patrimoine pour arriver à un surplus. Seulement, le gouvernement sait-il combien il lui reste d'années à puiser des surplus dans notre domaine national, à manger son capital?

Le gouvernement n'a pas pris de mesures pour assurer ce renouvellement de notre domaine forestier, par exemple. A-t-on d'autres buts, en les exploitant, que de retirer de l'argent? Présentement, le gouvernement n'est pas en position de dire que les ressources naturelles de la province, et non seulement les forêts, seront permanentes et aussi bénéfiques pour la prochaine génération que le sont actuellement les forêts pour la génération présente. Il craint que la préoccupation du gouvernement concernant les forêts soit de présenter chaque année des revenus élevés, afin qu'il y ait un surplus. La population commence à prendre conscience de ces conditions et à comprendre la nécessité d'un inventaire complet de toutes nos ressources et de leur éventuelle production.

La province de Québec est riche à millions. Mais aurons-nous toujours des millions? Nos successeurs auront-ils le même capital entre les mains? Le gouvernement a-t-il prévu pour l'avenir? C'est une question très importante. C'est à mon avis la question la plus importante du jour. Après tout, les ressources naturelles de la province sont réellement tenues en réserve pour les générations futures. Le gouvernement a-t-il pris des mesures pour que nos ressources forestières ne s'épuisent jamais? Je suis persuadé qu'il n'est pas capable de répondre à cette question. A-t-on d'autres buts, en les exploitant, que de retirer de l'argent?

C'est une faute grave de la part du gouvernement de ne pas faire immédiatement un inventaire général de toutes nos ressources naturelles, afin que nous marchions sur une base d'affaires.

(Applaudissements à gauche)

Si un inventaire était fait, le gouvernement pourrait enfin dire qu'il gagne tant chaque année en échange de ce qu'il dépense, et où nous allons, combien on peut dépenser pour joindre les deux bouts. Si cela est fait, nous pourrions à notre tour redonner à nos successeurs l'héritage qui a été confié

à nos soins. Le gouvernement devrait nommer une commission de techniciens et de savants pour faire une étude approfondie de nos ressources naturelles et de notre capacité de production sous tous les rapports. Nous aurions plus de revenus comme cela qu'en grevant le peuple.

Il reproche au gouvernement de ne pas suffisamment encourager la petite industrie dans les campagnes comme dans les villes, des industries qui sont propres à la province, comme la culture du lin, de sorte que nous ne dépendrions pas des importations des autres pays avec la perte de capital qui s'ensuit. On pourrait - chose très facile - développer chez nous l'industrie du lin. Voici une question importante. Nous dépendons aujourd'hui de l'étranger pour les textiles, surtout pour le coton et la toile. Nous pourrions produire du lin et trouver un procédé de rouissage et de filage qui permettrait d'avoir la toile de lin à bon marché et de cesser notre dépendance envers les autres pays. Nous avons chez nous le capital nécessaire pour développer l'industrie du lin qui a fait ses preuves. Les cultivateurs n'ont pas ce qu'il faut et ne savent pas comment faire pour rendre leur culture payante.

Cette industrie du lin leur serait une ressource nouvelle. La science, de nos jours, est assez avancée pour développer cette industrie au point de nous rendre indépendants du marché américain. Les cultivateurs y trouveraient aussi une source inépuisable de revenus. L'industriel pourrait aussi employer plus d'ouvriers à de meilleurs salaires. Si nous achetons pour \$5,000,000 de coton par année aux États-Unis, il ne nous reste plus rien à la fin de l'année, tandis que si nous produisons pour \$5,000,000 de lin, ce \$5,000,000 reste chez nous et tous en profitent. Si nous faisons fructifier ce \$5,000,000 chez nous, nous avons double profit. J'espère que le gouvernement s'intéressera à cette question. Par malheur, les cultivateurs sont mal guidés.

En passant, je toucherais aussi un autre sujet. Je ne vous retiendrai pas bien longtemps, mais j'y reviendrai, car je suis tenace et je n'entends pas m'en laisser imposer.

(Applaudissements à gauche)

Je soumets qu'on pourrait développer chez nous, avec succès, la culture de la betterave à sucre qui, avec ses champs cultivés et ses raffineries, assurerait plus de travail au peuple de la province qu'auparavant. Encore ici, nous donnons des millions à l'étranger pour le sucre, alors que nous pourrions produire cette marchandise ici. D'autres pays qui bénéficient du même climat que le Québec

ont fait un succès de cette industrie. Je compte que le gouvernement fera bon accueil à cette suggestion et travaillera par le fait même à l'amélioration de nos finances.

Le temps est arrivé où le trésorier provincial devrait nous dire de quelle façon il obtient ses revenus et qu'il nous dise pourquoi le peuple est aussi taxé. Il est temps que les contribuables soient allégés du fardeau des taxes. Il serait facile d'avoir des revenus extraordinaires sans prendre sur le capital. Il montre quels revenus le gouvernement pourrait retirer de nos forces hydrauliques. On va dépenser la somme de \$100,000,000 au moins pour le développement de l'énergie électrique à la Chute-à-Caron. Je prétends que si la province avait entrepris elle-même ce développement, elle aurait pu en retirer d'ici 10 ans un revenu net de \$14,000,000 par année, et voici comment: si la province avait emprunté \$10,000,000 pour développer cette chute, à 5 % d'intérêt, elle aurait été obligée de payer annuellement \$5,000,000 d'intérêts.

En admettant qu'elle soit obligée de dépenser annuellement une somme de \$10,000,000 en frais d'administration et qu'elle affecte au fonds d'amortissement une somme de \$9,000,000, la province dépenserait annuellement \$24,000,000. Or, on a dit que la compagnie pourra produire 1,200,000 chevaux-vapeur. Si nous calculons à \$20 le prix vendant d'un cheval-vapeur, la province retirerait donc tous les ans \$24,000,000, de sorte qu'elle rencontrerait les deux bouts chaque année.

De plus, au bout d'une dizaine d'années, grâce à son fonds d'amortissement, elle aurait complètement fini de rembourser son emprunt et les \$24,000,000 de revenus annuels seraient à elle. Déduisez de cela, comme je le disais tout à l'heure, une somme de \$10,000,000 pour frais administratifs, la province se trouverait donc avec un revenu annuel de \$14,000,000, au lieu de la somme de \$600,000¹ qu'elle retirera de la compagnie pour 1,200,000 chevaux-vapeur développés à 50 sous le cheval-vapeur. Et cela, c'est seulement pour une partie des ressources de la province. Vous voyez ce qu'une sage administration pourrait réaliser?

Multipliez ensuite tous les revenus que la province pourrait retirer au développement des autres forces hydrauliques que nous possédons, et qui ont été concédées à des prix dérisoires, et vous vous rendrez vite compte du revenu fantastique que la province pourrait avoir chaque année. Le trésorier provincial n'aurait plus alors à annoncer des surplus fictifs et le gouvernement pourrait dégrever un peu le contribuable qui paie taxe pour tout et sur tout.

Il fait allusion à un récent discours du député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), à Montréal, au banquet Grothé. Au cours de ce banquet, le premier ministre a déclaré qu'il ne se rendrait pas à mon invitation de venir croiser le fer avec M. Camillien Houde dans Sainte-Marie. Je n'ai jamais invité le premier ministre à venir croiser le fer avec M. Houde, comme le premier ministre l'a prétendu. J'ai simplement invité le premier ministre, en Chambre, à donner justice aux électeurs de Sainte-Marie, défranchisés de par sa volonté. Je n'ai jamais fait de cette question de Sainte-Marie une question personnelle, mais une question de principe et le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) le sait bien.

Le premier ministre m'a dit qu'il avait autre chose à faire. Le premier ministre n'a pas été loyal en faisant de telles remarques. Nous sommes ici pour faire de la politique saine et honnête, et non pas pour faire des personnalités. Nous devons travailler au profit de toutes les classes, et non pas au profit de quelques personnes en particulier. Je n'ai fait que revendiquer le droit des électeurs de Sainte-Marie à être représentés en cette Chambre.

La session dure depuis un mois et, cependant, aucune mesure importante n'a encore été présentée. En réponse au député de Trois-Rivières (M. Duplessis), le premier ministre a admis que la loi des accidents du travail n'était pas encore prête. Il y a cependant deux ans que le gouvernement la prépare. Voilà deux ans que le gouvernement fait à ce sujet promesses sur promesses, et l'on n'aboutit à rien. Je suppose que le gouvernement viendra encore à la dernière minute nous demander de passer une loi à la vapeur. Mais qu'il ne croie pas à l'efficacité de cette manœuvre, car l'opposition est bien décidée à étudier la loi avant de la voter.

Le premier ministre a déclaré que le gouvernement n'avait pas cru devoir faire les élections de Sainte-Marie parce que le cabinet était trop occupé avec la session. Ce n'est toujours pas la préparation de la loi des accidents du travail qui a pris son temps. La véritable raison, c'est que le gouvernement a peur. Malgré ses vantardises, malgré son nombre écrasant, le gouvernement a peur d'affronter l'électorat de Sainte-Marie; il a peur de se présenter devant la classe ouvrière à laquelle il refuse, d'année en année, de rendre justice.

Une Commission du salaire minimum des femmes a été heureusement établie. Il félicite les ministres de l'avoir créée. J'espère maintenant que l'on créera une commission du salaire minimum des hommes, sur les traces de la Commission du salaire

minimum des femmes, pour étudier toute la question des salaires des travailleurs dans cette province. C'est ce que les travailleurs veulent, dit-il, et ils y ont droit.

Actuellement, même à Montréal, des hommes qui ont des familles de cinq, six et dix enfants à nourrir travaillent pour des salaires de famine: 20 ou 25 sous l'heure, pour une compagnie dont le secrétaire provincial, qui n'est pas à son siège cet après-midi, est président. Cela ne devrait pas exister. Cette compagnie construit actuellement le Stadium de Montréal, au coin des rues Ontario et De Lorimier, et les plus hauts salaires payés à ces ouvriers sont de 32½ sous l'heure.

Le secrétaire provincial, à titre de président de cette compagnie, n'aurait pas dû accorder des contrats sans stipuler une échelle raisonnable de salaires pour les ouvriers. Il est anti-chrétien de prendre de nos concitoyens et de les faire travailler à 20 et 25 cents par heure. Est-ce que ça paierait même le tabac de certains d'entre nous? Je proteste énergiquement contre la façon dont les ouvriers sont si ignoblement traités dans cette province, et j'espère que l'on protégera les ouvriers dans la loi des accidents du travail. Le temps est maintenant venu pour le gouvernement de créer une commission.

(Applaudissements à gauche)

M. Delisle (Chicoutimi) félicite l'Orateur (l'honorable M. Laferté) de son élection au poste de Speaker et souhaite que, sous sa direction, les débats soient marqués au coin de la courtoisie qui distingue l'Orateur de la Chambre.

Nos amis de l'opposition n'ont pas encore démolé le solide discours du budget du trésorier de la province, ni même y ont trouvé un seul défaut de fait. Ils n'ont pas prouvé non plus que le budget de la province n'est pas le plus brillant qui ait jamais été présenté. La province de Québec se développe et prospère. Pour arriver aux résultats touchés par le trésorier, il a fallu que la province ait une excellente administration. En quoi nos amis de la gauche contribuent-ils à ce développement et à cette prospérité? Eux qui prétendent faire de la bonne critique, de la critique constructive, ils ont trouvé toutes les œuvres du gouvernement mauvaises.

Pourtant, je soumets qu'on a donné tout ce que réclamait la province, en particulier tout ce que réclamaient les cultivateurs pour rendre l'agriculture payante. L'opposition parle de critique saine. En quoi consiste-t-elle? À dire que tout ce que le gouvernement fait ne vaut rien? Elle veut que toutes les classes soient protégées, et elle travaille à leur

nuire. L'opposition, malgré ses critiques constantes, n'a pas pu détruire l'œuvre accomplie par le gouvernement qui a donné à notre province une situation financière qui la place, sur les marchés monétaires indépendants de la politique, à la tête de la Confédération. Et cependant, l'opposition critique; tout va mal pour ses membres.

Il passe en revue tous les ministères pour décerner à tous les ministres des félicitations sur la façon dont ils administrent la province. La province a su reconnaître les bienfaits de l'administration libérale.

Dans l'agriculture, le gouvernement s'est appliqué constamment à rendre aux cultivateurs leur tâche plus payante, et les cultivateurs le reconnaissent, si nous en jugeons par la belle et récente fête du mérite agricole. Il parle de l'œuvre du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), que les agronomes ont récemment reconnu dans un dîner-causerie auquel le ministre de l'Agriculture assistait avec Mgr Camille Roy², vice-recteur de l'Université Laval. À ce dîner, Mgr Roy a salué en l'honorable ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) le créateur des agronomes et il a loué son œuvre.

Il a dit au ministre de l'Agriculture: "Vous avez bien mérité de votre peuple même si vous n'aviez que créé l'ordre des agronomes." Voilà le témoignage de l'un des éducateurs les plus éminents de la province. Or, ces paroles ne cadrent pas avec celles de l'opposition qui, dans les campagnes électorales, a toujours prétendu que les agronomes étaient des agents électoraux à la solde de la province de Québec qui veulent tromper les cultivateurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il est de mon devoir de corriger le député de Chicoutimi (M. Delisle). Je n'ai jamais porté de pareille accusation, mais j'ai dit au gouvernement de ne pas faire des agronomes des agents électoraux.

M. Delisle (Chicoutimi): J'accepte la dénégation de l'honorable chef de l'opposition. S'il n'a pas porté cette accusation, ses amis l'ont portée et l'honorable député de Laval (M. Renaud) est l'un de ceux qui ont commis cette hérésie. Ce n'est pas en soulevant les cultivateurs contre les agronomes qu'on travaillera dans les intérêts de l'agriculture. Voilà comment l'opposition pratique la politique de coopération dont parlait l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis). C'est une politique de division. L'opposition ne fait que de la critique destructive. C'est d'ailleurs ce que les cultivateurs ont compris, que l'on en juge par le résultat des dernières élections.

Le département de l'Agriculture a donné des montants considérables pour aider au drainage des terres. Il a puissamment aidé à l'industrie laitière.

Il parle de la récente fondation, par le secrétaire provincial, d'une école d'agriculture à Sainte-Anne-des-Monts, dans le comté de Gaspé, où sera appliqué le programme scolaire rural. Il félicite le gouvernement d'avoir créé des écoles spécialement chargées de donner une éducation agricole aux fils de cultivateurs, et que les cultivateurs apprécient hautement. Je voudrais que, dans nos écoles académiques, on enseignât l'agriculture à nos fils d'ouvriers, afin de développer chez ces derniers le goût et l'amour de la culture du sol.

Il vante la politique des primes de défrichement, de labour et de résidence aux colons, du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault). L'opposition a osé critiquer ces excellentes mesures en prétendant que ces primes ne seraient données qu'à des favoris et qu'on avait utilisé, pour des fins personnelles, les deniers destinés à la colonisation. Ces injustes critiques de la gauche sèment le doute dans l'esprit de vaillants colons qui ne demandent que de l'encouragement dans l'œuvre magnifique qu'ils poursuivent. Faut-il être surpris que le candidat oppositionniste indépendant ait eu si peu de succès dans Chicoutimi?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Chicoutimi est le pays des indépendants.

M. Delisle (Chicoutimi): Nous en avons de toutes les sortes.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Chicoutimi a donné l'exemple de l'indépendance.

M. Delisle (Chicoutimi): (Souriant) Indépendance de caractère. Je me réjouis, dit-il, du développement des pouvoirs d'eau du Saguenay, qui assurent de l'énergie électrique qui sert à de grandes industries, jusque dans la cité de Québec, où les ouvriers peuvent trouver du travail. Il rappelle que l'opposition faisait des menaces aux députés de Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi, pendant la dernière session, à propos de l'affaire du Lac-Saint-Jean, et les défiait de se présenter devant leurs électeurs. Nous avons attendu en vain les membres de l'opposition devant nos électeurs. Ils ne sont pas venus et personne n'a eu le courage de porter leurs couleurs.

L'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) a dit que 881 cultivateurs du Lac-

Saint-Jean avaient perdu leurs terres par l'entreprise que l'on a tant critiquée. Je dirai à mon honorable ami de Trois-Rivières que ces 881 cultivateurs sont restés dans la région du Lac-Saint-Jean parce qu'ils sont attachés au sol et qu'ils ont été indemnisés pour les pertes qu'ils avaient subies. Et 225 familles agricoles se sont ajoutées au nombre précédent.

Le député de Deux-Montagnes et ses amis, malgré leurs déclarations avant les élections, ne sont pas allés au Lac-Saint-Jean pour discuter, devant les électeurs de cette région, la question de la "tragédie du Lac-Saint-Jean" ou pour répéter aux gens ce qu'ils avaient déclaré en Chambre à la dernière session. Les adversaires du député de Chicoutimi (M. Delisle) et du député de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau) se sont présentés comme indépendants et n'ont pas même voulu préconiser le programme du député de Deux-Montagnes. Dans le comté du Lac-Saint-Jean, le chef de l'opposition n'a pas trouvé un seul homme pour porter son drapeau aux dernières élections.

La grande majorité de la population a déclaré qu'elle était satisfaite de l'œuvre du gouvernement. Il est heureux du merveilleux développement des régions du Lac-Saint-Jean et du Saguenay. Le développement industriel fournit du travail aux ouvriers et un marché abondant aux cultivateurs. L'agriculture a continué à se développer et l'industrie ne fera qu'accroître la prospérité de la région du Lac-Saint-Jean. Le gouvernement a assuré la prospérité qui commence à régner. Il a aidé la classe agricole et la classe ouvrière à recevoir toute sa sollicitude.

L'agriculture produite au Lac-Saint-Jean et les nouveaux centres industriels ont fort contribué au progrès de la colonisation et de l'agriculture. C'est le missionnaire colonisateur du Lac-Saint-Jean et de Chicoutimi qui le dit dans son rapport annuel. Jamais la région n'a connu autant de progrès dans tous les domaines, et c'est la politique du gouvernement qui a assuré ce progrès. D'ailleurs, la création de Dolbeau a été comme un rayon de soleil pour l'agriculture et la colonisation. La "tragédie du Lac-Saint-Jean" nous a assurés de plus un chemin de fer, des eaux navigables et des centres industriels prospères. Ce n'est pas en pleurant dans le gilet des ouvriers, comme le député de Maisonneuve (M. Tremblay), que l'on aide les ouvriers. C'est en créant des centres industriels. C'est en leur donnant des lois qui les protègent.

Le député de Maisonneuve voudrait que le gouvernement développe à ses frais le pouvoir de la Chute-à-Caron. Ce droit de pouvoir a été vendu il y a 25 ans, alors qu'il n'existait aucune perspective

immédiate de le développer sur une grande échelle, et le gouvernement Taschereau n'aurait pas pu le développer même s'il avait été disposé à s'engager dans une telle politique hasardeuse. La suggestion du député de Maisonneuve concernant les ressources naturelles est utopique. Est-ce que le gouvernement de la province va s'immiscer dans toutes sortes d'affaires, fabriquer de la pulpe et du papier et produire du pouvoir?

La politique gouvernementale d'emprunter de l'argent, afin de fournir des améliorations publiques, explique l'augmentation de la dette. Et cette politique s'est justifiée elle-même par ses résultats; sans nouveaux investissements dans les améliorations publiques, la province ne se serait pas développée comme elle l'a fait. Tous les hommes d'affaires ont fait des investissements de capital afin que leur entreprise marche avec son temps. Malgré l'augmentation de la dette, le Québec jouit encore du plus bas taux de taxation de toutes les provinces.

L'opposition semble vouloir lancer le gouvernement dans l'étatisme et en même temps dire que les ouvriers sont des esclaves et des parias. Voilà du bolchevisme! Ce qu'il désire, c'est une politique d'étatisme qui ne saurait être adoptée. C'est une politique néfaste que l'opposition devrait abandonner. Dans des pays plus avancés que le nôtre, la politique préconisée par l'opposition a fait faillite. C'est du bolchevisme que de représenter les ouvriers comme des parias, des déshérités de la fortune et que tout le monde exploite.

C'est une politique antipatriotique qui ne sert qu'à semer le découragement dans le peuple de cette province. Je ne vous demande pas, messieurs de la gauche, de la changer. Je vous signale seulement le mal que vous faites. À vous d'en faire votre profit, si le cœur vous en dit. Mais, quoi que vous fassiez, le Parti libéral sera encore longtemps au pouvoir en sachant éviter les récifs et résister aux tempêtes comme il l'a fait jusqu'à présent.

Je suis positif que nos amis de la gauche sont satisfaits de l'administration actuelle, malgré tout ce qu'ils disent. Ne faire que de la critique est un rôle bien facile. Pourquoi nos amis n'essaient-ils pas d'édifier? Ils préfèrent une autre tactique, mais, malgré les préjugés qu'ils s'efforcent de soulever, ce qu'il y a de certain, c'est qu'avec leur politique boiteuse, ils n'ont pas encore réussi à émouvoir nos populations, surtout dans les centres agricoles et ouvriers. Les dernières élections nous l'ont démontré. La politique de l'opposition, depuis 30 ans, est condamnée par l'électorat. Je suis convaincu que le Parti libéral sera au pouvoir encore longtemps et que

nos amis de la gauche sont eux-mêmes satisfaits de l'administration actuelle. Les ouvriers savent que le bonheur n'est pas de ce monde, mais ils sont heureux de la part qui leur est faite et ils continueront, comme les cultivateurs, à voter confiance au gouvernement pour leur plus grand bien.

(Applaudissements à droite)

M. Gault (Montréal-Saint-Georges):

M. l'Orateur, je propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

Shawinigan Water and Power Company

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 103 modifiant la charte de la Shawinigan Water and Power Company.

Adopté.

En comité³:

Les articles 1 à 9 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 10 qui se lit comme suit:

"10. La section 31 de la loi 61 Victoria, chapitre 70, telle que remplacée par les lois 4 Édouard VII, chapitre 81, section 4, et 7 George V, chapitre 95, section 2, est de nouveau remplacée par la suivante:

"31. Nonobstant tout ce qui est contenu dans la présente loi, la compagnie n'aura pas le pouvoir de construire, d'acquérir ou d'exploiter des tramways dans les districts de Trois-Rivières et de Québec, l'île de Montréal ou sur la rive sud du Saint-Laurent, ni de transmettre de l'électricité dans le comté de Hull."

M. Guertin (Hull) propose de rayer la partie de l'article dans laquelle la compagnie demande la permission de ne pas fournir l'électricité dans le comté de Hull, parce que les gens de ce district veulent avoir le droit d'acheter de l'électricité de qui leur plaira. La charte de la Shawinigan Power a

empêché cette compagnie de distribuer l'électricité dans plusieurs localités, mais ces restrictions ont graduellement disparu et n'existent maintenant que pour le comté de Hull. Il est très important de penser à l'avenir, et le pouvoir actuel ne sera peut-être pas toujours suffisant pour fournir toute la région. La ville de Hull réclame justice et demande d'être mise sur un pied d'égalité avec les autres villes de la province.

M. Bédard (Québec-Comté): Il ne s'agit aucunement d'un amendement, puisque la compagnie Shawinigan n'avait en aucun temps eu le droit de distribuer son électricité dans le district de Hull. Je n'ai, dit-il, aucune objection à ce que le gouvernement annule cette restriction.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Ironique) Est-ce que Hull a besoin de lumière?

M. Guertin (Hull): Non, mais nous avons grandement besoin de pouvoir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) consent à l'adoption de l'amendement.

L'article est amendé et les mots suivants sont retranchés: "ni de transmettre de l'électricité dans [le comté de Hull]."

L'amendement est adopté.

L'article 10 ainsi amendé est adopté.

Les articles 11 et 12, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Bédard (Québec-Comté) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée à 5 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 8 février 1928, à la page 4, donne le chiffre de \$24,000,000 de revenus par année pour le gouvernement, selon le plan du député de Maisonneuve (M. Tremblay), et le chiffre de \$500,000, pour ce que ce dernier percevrait en réalité.

2. L'abbé Camille Roy (1870-1943). Ordonné prêtre le 19 mai 1894, il reçoit l'année suivante un doctorat en philosophie de l'Université Laval. En 1898, il se rend à Paris où il obtient, en 1900, une licence ès lettres de la Sorbonne. Professeur au Petit séminaire de Québec, il enseigne en plus la littérature française à l'Université Laval. En 1922, il est nommé supérieur du Séminaire et, par le fait même, recteur de l'Université Laval, poste qu'il occupera quatre fois, soit de 1922 à 1924, en 1929, de 1932 à 1938 et de 1940 à 1943. Outre ses fonctions religieuses et universitaires, Camille Roy s'illustre dans le domaine de la littérature en publiant plusieurs articles et livres dont *Nos origines littéraires* (1909), *Propos canadiens* (1912), *Études et croquis* (1928) et un *Manuel d'histoire de la littérature canadienne de langue française* (1918). Fondateur de la revue *Le Canada français*, Mgr Roy obtient la médaille d'or de langue française de l'Académie française. Fait chevalier de la Légion d'honneur en 1928, il est aussi membre de la Société royale du Canada et de la Société du Parler français au Canada.

3. Le comité se réunit sous la présidence de M. Authier (Abitibi).

Séance du mercredi 8 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 4 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**L'Association
des chiropraticiens**

M. Desmarais (Richmond) propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Marchand), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de J.-J. Healy et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de J.-J. Healy et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association des chiropraticiens de la province de Québec, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 139 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 121 ratifiant le règlement numéro 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à The Arthabaska Clothing Company;

- bill 144 modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 83 modifiant la charte de la ville d'Iberville;

- bill 111 modifiant la charte de la cité de Saint-Hyacinthe;

- bill 91 modifiant la loi constituant en corporation la compagnie King Edward Park & Amusement Company.

Et, sans amendement, le bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 130 modifiant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company.

**The Quebec Labrador
Railway Company**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 126 constituant en corporation The Quebec Labrador Railway Company.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**L'École des hautes études
de Montréal**

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'École des hautes études de Montréal?

2. Depuis la réponse du 15 février 1927, d'autres réparations ont-elles été faites?

3. Dans l'affirmative: *a.* Lesquelles? *b.* Quand? *c.* Par qui?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. \$778,100.16.

2. et 3. Rien.

L'École des beaux-arts de Montréal

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Qu'ont coûté à date le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'École des beaux-arts de Montréal?

2. Depuis la réponse du 15 février 1927, d'autres réparations ont-elles faites?

3. Dans l'affirmative: *a.* Lesquelles? *b.* Quand? *c.* Par qui?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. \$372,056.71.

2. et 3. Rien

Droits perçus dans le comté de Hull

M. Guertin (Hull): 1. Quels ont été les droits perçus, dans le comté de Hull, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la loi des

licences de Québec, chaque année depuis la mise en vigueur de la loi de l'assistance publique?

2. Quels ont été les droits perçus, dans le comté de Hull, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec, chaque année depuis la mise en vigueur de la loi de l'assistance publique?

3. Quel a été le revenu, dans le comté de Hull, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les paris ou gageures sur les pistes de courses, et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec, chaque année depuis la mise en vigueur de la loi de l'assistance publique?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus par le comté de Hull, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49, chaque année depuis la mise en vigueur de la loi de l'assistance publique?

L'honorable M. Nicol (Compton):

	<i>Du 1^{er} septembre 1921 au 30 juin 1922</i>	<i>1922-23</i>	<i>1923-24</i>	<i>1924-25</i>	<i>1925-26</i>	<i>1926-27</i>
1. Pour les licences.....	\$ 1,002.90	1,520.60	1,563.10	995.40	1,331.60	582.85
2. Pour les licences.....	14,010.00	10,510.00	7,010.00	7,010.00	3,505.00	10,515.00
Pour les droits d'entrées.....	11,098.70	8,079.57	5,269.00	4,021.34	1,689.13	8,475.14
3. Pour les appareils	225.00	250.00	225.00	200.00	100.00	315.00
Pour les droits sur les paris.....	55,965.97	64,784.55	63,887.24	53,546.08	25,228.23	71,288.90
4. Aucun, par le comté de Hull.						

Tuberculose animale

M. Renaud (Laval): 1. Combien de médecins vétérinaires ont-ils été employés par le gouvernement pour faire subir aux troupeaux, dans la province, l'épreuve de la tuberculine: *a.* En 1926? *b.* En 1927?

2. Quels sont leurs noms et adresses?

3. Dans quelles paroisses et comtés a été ainsi employé chacun d'eux?

4. À combien d'animaux chacun a-t-il fait subir l'épreuve de la tuberculine?

5. Quels sont les noms et adresses des propriétaires de ces animaux dans chaque cas?

6. Combien d'animaux chacun de ces médecins vétérinaires a-t-il condamnés?

7. Quels sont les noms et adresses des propriétaires dont les animaux ont été ainsi condamnés dans chaque cas?

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):

1. *a.* 48; *b.* 50.

2. et 3. Bélanger, Dr J.-A., 15 rue Manseau, Joliette, comtés de Joliette et Montcalm; Bigras, Dr J.-T., Notre-Dame-de-Ham Co. Wolfe, partie du comté de Wolfe, comprenant les paroisses de Notre-Dame-de-Ham, Ham-Nord, Saint-Fortunat, Sanborn, Saint-Jacques, Saint-Adrien-de-Ham, Ham-Sud,

Wotton, Sainte-Camille; Besner, Dr Jean, Vaudreuil Station, comté de Vaudreuil; Canuel, Dr J.-L., Mont-Joli., Matane, comtés de Matane, Matapédia, Gaspé et Bonaventure; Champagne, Dr Eugène, Saint-Georges de Windsor, Richmond, partie du comté de Richmond comprenant les paroisses de Saint-Georges-de-Windsor, Windsor Mills, Saint-François-Xavier, Bromptonville, cantons Stoke et Ascot, Greenley, Saint-Hippolyte dans Wolfe; Champagne, Dr Félix, Victoriaville, comté d'Arthabaska; Charlebois, Dr J.-E., Saint-Télesphore, Soulanges, comté de Soulanges; Cherrier, Dr Alfred, Saint-Jérôme, Terrebonne, comté de Terrebonne moins les paroisses de Sainte-Thérèse, Saint-Janvier, Sainte-Anne-des-Plaines et Terrebonne; Décary, Dr C.-A., 127 rue Du Couvent, Saint-Henri (Montréal), comté de Jacques-Cartier; Dubois, Dr J.-P., Plessisville, Mégantic, partie de Mégantic comprenant les paroisses de Plessisville, Notre-Dame-de-Lourdes, Sainte-Julie, Laurierville, Lyster, Sainte-Anastasie, Inverness, Somerset et Savoie; Duchêne, Dr T.-R., Chicoutimi, comté de Chicoutimi; Dufresne, Dr Alfred, 198 rue Grant, Longueuil, comtés de Chambly et Verchères; Dupré, Dr A., Sainte-Anne-de-la-Pocatière, Kamouraska, comtés de L'Islet et Kamouraska; Durocher, Dr Edmond, Sainte-Scholastique, Deux-Montagnes, partie de Deux-Montagnes comprenant les paroisses de Sainte-Scholastique, Saint-Hermas, Sainte-Monique, Saint-Placide, Saint-Benoît, Saint-Canut, Saint-Colomban et Saint-Joachim; Fortier, Dr J.-A., Saint-Anselme, Dorchester, partie de la Beauce comprenant Sainte-Marie, Saint-Elzéar, Naud, Saint-Séverin, Saints-Ange et Saint-Maxime, partie de Dorchester comprenant Saint-Anselme, Sainte-Claire, Saint-Malachie, B. Bourbonnais, Saint-Édouard, Frampton-Ouest, B. Lacasse, Saint-Nazaire, Saint-Léon, Saint-Luc, Sainte-Hénédine, Saint-Isidore, Sainte-Marguerite, Saint-Bernard, Abénakis, Honfleur dans Bellechasse; Fortin, Dr F., Danville, Richmond, partie de Richmond comprenant les paroisses de Danville, Shipton, Cleveland, Richmond, Melbourne, Gore, Saint-Claude, Saint-Cyr, Asbestos, Brompton Gore; Gariépy, Dr G.-E., Acton Vale, Bagot, comté de Bagot, plus 11^e rang de Roxton, Shefford; Gariépy, Dr Victor, Waterloo, Shefford, comté de Shefford, moins 11^e rang de Roxton; Gingras, Dr Edmond, 159 Commerciale, Lévis, comté de Lévis, plus une partie de Bellechasse comprenant les paroisses de Beaumont, Saint-Charles, Saint-Michel, La Durantaye, Boyer et Saint-Vallier; Grignon, Dr L.-M., Mont-Laurier, Labelle, comté de Labelle, Grothé, Dr J.-D.-M., 206 avenue

Dupuis, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, région de Montréal où il n'y a pas de médecin vétérinaire officiellement nommé; Guévin, Dr J.-M., Rimouski, comté de Rimouski; Jasmin, Dr J.-S., 5 rue Chevalier, Cartierville, Jacques-Cartier, comté de Laval (moins Saint-François-de-Sales) et toute l'île de Montréal; Jasmin, Dr L.-P., Sainte-Thérèse, Terrebonne, partie du comté de Terrebonne comprenant Sainte-Thérèse, Saint-Janvier, Sainte-Anne-des-Plaines et Terrebonne; Jacques, Dr J.-M., Deschaillons, Lotbinière, comté de Lotbinière; Labelle, Dr E.-C., Rivière-du-Loup-Centre, Témiscouata, comté de Témiscouata; Labelle, Dr Gustave, Saint-Eustache, Deux-Montagnes, partie de Deux-Montagnes comprenant Saint-Eustache, Oka, Saint-Augustin, Saint-Joseph-du-Lac et Saint-François-de-Sales dans Laval; Laflèche, Dr O.-R., Louiseville, Maskinongé; Lajoie, Dr L.-G., 166 Bonaventure, Trois-Rivières, comtés de Trois-Rivières et Saint-Maurice et partie de Champlain comprenant Labissonnière, Champlain, Saint-Maurice, Saint-Narcisse, Lac-à-la-Tortue, Garneau Jct., Proulxville et Grandes-Piles; Leblanc, Dr H.-A., Magog, comté de Brome plus Sainte-Catherine-de-Hatley et Magog dans Stanstead; Major, Dr J.-O.-A., Amos, Abitibi, comté d'Abitibi; Massé, Dr J.-A., Saint-Ferdinand, Mégantic, partie du comté de Mégantic comprenant les paroisses de Saint-Ferdinand, Saint-Adrien-d'Irlande, Maple Grove, Saint-Pierre-Baptiste, Sainte-Sophie, Chandonnet, Irlande-Nord, Richardville, Saint-Damase, Cranberry, B. Bennett, Kimberley, Lower-Ireland, Larochelle, B. Beaudoin et Saint-Julien-de-Wolfestown dans Wolfe; Marciel, Dr E., Napierville, comtés de Laprairie et Napierville; O'Neill, Dr J.-J., Roberval, Lac-Saint-Jean, comté du Lac-Saint-Jean; Ouellet, Dr G.-A., Saint-Casimir; Portneuf, comté de Portneuf et partie de Champlain comprenant La Pérade, Batiscan, Saint-Prosper, Saint-Adelphe, Sainte-Geneviève, Saint-Stanislas, Hérouxville, Sainte-Tite et Sainte-Thècle; Rainville, Dr J.-H., 27 rue Mondor, Saint-Hyacinthe, comté de Saint-Hyacinthe; Rajotte, Dr Arthur, Drummondville, comtés de Drummond et Yamaska; Rajotte, Dr G.-H., L'Assomption; comté de L'Assomption; Rajotte, Dr H.-A., Sorel, Richelieu, comté de Richelieu; Richer, Dr Émile, Weedon, Wolfe, partie de Wolfe comprenant les paroisses de Weedon, Saint-Raymond, Saint-Gérard, Garthby, Stratford, Disraëli, Ham-Sud, Marbleton, Saint-Adrien-de-Ham, Plamondon's Hill, Sainte-Camille, Lingwick et Gould dans Compton; Rivard, Dr R., Gentilly, Nicolet, comté de Nicolet; Robert, Dr A., Saint-

Gabriel-de-Brandon, Berthier, comté de Berthier; Roy, Dr C., Thetford Mines, Mégantic, partie de Mégantic comprenant les paroisses de Thetford Mines, Robertson, Saint-Cœur-de-Marie, Saint-Antoine, West Broughton, Leeds, Kenner's Mills, Irlande-Sud, Black Lake, Coleraine, Saint-Méthode, Saint-Joseph, Lemesurier, Salaberry, Maple Hill et Windsor Mills, cantons d'Adstock et Price dans Frontenac; Shannon, Dr Hector, 915 Saint-Vallier, Québec, comtés de Québec, Montmorency et Charlevoix; Tétreault, Dr H.-R., Saint-Césaire, Rouville, comté de Rouville; Touchette, Dr J.-O., Lachute, Argenteuil, comté d'Argenteuil; Turgeon, Dr Élie, Montmagny, comté de Montmagny moins les paroisses de Saint-Fabien, Sainte-Lucie et Daaquam, comté de Bellechasse moins les paroisses de Beaumont, Saint-Charles, Saint-Michel, La Durantaye, Boyer, Saint-Vallier, Honfleur, Saint-Magloire, Sainte-Sabine et Sainte-Camille; Veilleux, Dr J.-M., Saint-Georges-Est, Beauce, partie du comté de Beauce comprenant les paroisses de Beauce Jct., Saint-Frédéric, Tring-Jonction, Saint-Victor, Saint-Éphrem, Saint-François, Jersey Mills, B. Bolduc, Saint-Théophile, Armstrong, Saint-Côme, Saint-Zacharie et Sainte-Aurélie, partie de Frontenac comprenant Saint-Évariste, Saint-Hilaire et Saint-Gédéon, partie de Dorchester comprenant Saint-Prosper, Guindon, Sainte-Rose, Résignan, Saint-Louis, Saint-Cyprien, Saint-Benjamin, B. Morisset, Saint-Odilon, Fir Grove, Cranbourne, Sainte-Justine et Sainte-Germaine, partie de Montmagny comprenant Saint-Fabien, Sainte-Lucie, Daaquam, partie de Bellechasse comprenant Saint-Magloire, Sainte-Sabine et Sainte-Camille; Veilleux, Dr Pierre, Lac-Mégantic, Frontenac, comté de Frontenac moins Saint-Évariste, Saint-Hilaire, Saint-Gédéon et cantons d'Adstock et Price; Viau, Dr A., Saint-Jean, comté d'Iberville.

4. et 6. Bélanger, Dr J.-A., 3,007, 75; Bigras, Dr J.-Y., 2,804; Besner, Dr Jean, 931, 50; Canuel, Dr J.-L., 1,713, 112; Champagne, Dr Eugène, 1,929, 77; Champagne, Dr F., 4,738, 80; Charlesbois, Dr J.-E., 166, 1; Cherrier, Dr Alfred, 1,197, 63; Dubois, Dr J.-P., 1,145, 18; Duchesne, Dr T.-R., 1,123, 207; Dufresne, Dr Alfred, 2,389, 132; Dupré, Dr A., 2,203, 96; Durocher, Dr Ed., 8,710, 52; Fortier, Dr J.-A., 3,435, 113; Fortin, Dr F., 1,104, 108; Gariépy, Dr G.-E., 2,150, 37; Gariépy, Dr Victor, 2,679, 120; Décary, Dr C.-A., 754, 55; Gingras, Dr Edmond, 3,301, 163; Grignon, Dr L.-M., 527, 1; Grothé, Dr J.-D.-M., 4,456, 77; Guérin, Dr J.-M., 2,813, 8; Jasmin, Dr J.-S., 4,413, 632; Jasmin, Dr L.-P., 3,351, 146; Jacques, Dr J.-M., 1,485, 9; Labelle, Dr E.-C.,

1,312, 3; Labelle, Dr Gustave, 2,863, 160; Laflèche, Dr O.-R., 460, 2; Lajoie, Dr L.-G., 2,366, 1; Leblanc, Dr H.-A., 119, 7; Major, Dr J.-O.-A., 1,435, 56; Massé, Dr J.-A., 7,965, 77; Marcil, Dr E., 1,257, 5; O'Neill, Dr J.-J., 5,492, 544; Ouellet, Dr G.-A., 1,402, 34; Rainville, Dr J.-H., 335, 19; Rajotte, Dr Arthur, 3,304, 113; Rajotte, Dr G.-H., 4,517, 323; Rajotte, Dr H.-A., 2,285, 15; Richer, Dr Émile, 2,254, 39; Rivard, Dr R., 2,765, 19; Robert, Dr A., 1,497, 11; Roy, Dr C., 3,307, 20; Shannon, Dr J.-T., 2,113, 49; Saint-Amand, Dr H., 494, 36; Tétreault, Dr H.-R., 2,040, 79; Touchette, Dr J.-O., 5,305, 4; Turgeon, Dr Élie, 4,692, 180; Veilleux, Dr J.-M., 2,175, 114; Veilleux, Dr Pierre, 1,169; Viau, Dr A., 2,338, 55.

5. La réponse à cette question exigerait beaucoup de recherches et la transcription de 10,000 noms, avec adresses.

7. Il n'est pas dans l'intérêt public de faire connaître les noms et adresses des personnes dont les animaux ont été condamnés comme tuberculeux.

Bourses d'études à Paris

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Quels sont: *a.* Les élèves à qui il a été octroyé des bourses pour aller suivre les cours additionnels, à Paris, en vertu de 10 George V, chapitre 9, depuis la réponse du 9 février 1927 jusqu'à date? *b.* Quels sont les professeurs?

2. Quand chacun de ces élèves et professeurs a-t-il obtenu cette bourse?

3. Quel genre d'études poursuit chacun de ces étudiants?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1, 2 et 3 (Voir le tableau à la page suivante).

<i>Nom</i>	<i>Date</i>	<i>Profession</i>	<i>Professeur</i>	<i>Études</i>
H. Pichette.....	10-05-27	Médecin	Professeur	Bactériologie.
R. Amyot.....	11-08-27	Médecin	Professeur	Médecine.
R. Archambault.....	11-08-27	Médecin	Professeur	Médecine.
M. Caron.....	11-08-27	Avocat.....	Non	Économie politique.
G. Caisse.....	11-08-27	Médecin	Non	Orthopédie.
J. Gosselin	11-08-27	Médecin	Professeur	Electro-Radiologie.
J.-A. Joannette.....	11-08-27	Médecin	Professeur	Bactériologie.
P. Larochelle.....	11-08-27	Médecin	Non	Ophthalmologie.
W. Laverdière	11-08-27	Prêtre.....	Professeur	Géologie-Minéralogie.
R. Leduc.....	11-08-27	Violoniste.....	Non	Musique.
R. Lemieux.....	11-08-27	Médecin	Professeur	Chimie-Médicale.
A. Noël.....	11-08-27	Hautes-Études ...	Non	Hautes-Études Commerciales.
R. Pomerleau.....	11-08-27	Agronome.....	Non	Mycologie.
C.-T. Teakle	11-08-27	Littérateur	Non	Histoire.
E.-E. Watson.....	05-10-27	Médecin	Non	Electro-Radiologie.
G. Lafresnière	12-10-27	Médecin	Professeur	Maladies des enfants.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 7 février, sur la motion proposée le mardi 31 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges)² félicite l'Orateur à l'occasion de sa nomination. Il dit quelques paroles de condoléances à l'égard de l'Angleterre et de l'Empire tout entier, éprouvés par la mort du feld-maréchal Douglas Haig³, commandant des armées britanniques pendant la Grande Guerre. La guerre n'est pas finie depuis si longtemps pour que nous soyons excusables d'avoir oublié ceux à qui nous devons de la reconnaissance. Comme commandant en chef de l'armée britannique pendant environ une période de trois ans, le comte Haig a été l'un des hommes qui ont le plus contribué à assurer le succès de cette armée par son jugement calme, sa perspicacité et sa prévoyance, et, pardessus tout, son courage qui fut une source d'inspiration pour son entourage et tous ceux qui étaient sous son commandement. Une fois la guerre finie, il n'oublia pas ceux qui avaient servi sous ses ordres et consacra temps et argent à aider du mieux qu'il put ceux qui étaient dans le besoin. Son nom sera associé à ceux de Marlborough⁴ et de Wellington⁵, et il figurera parmi les grands commandants de l'armée britannique. Je sais qu'en parlant ainsi j'exprime les sentiments de toute cette Chambre.

Le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) a consacré la meilleure partie de son discours à faire l'éloge de son chef, le député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau), mais il n'a pas dit grand-chose de neuf sur le budget, de sorte qu'il m'est bien difficile, dit-il, d'en faire une critique qui soit nouvelle. Celles qui s'appliquaient au budget de l'année dernière s'appliquent encore cette année. D'un côté de la Chambre, on a loué bien haut les mérites du budget de cette année. De l'autre côté, on a montré comment ses chiffres ne représentent pas un surplus réel. Je ne perdrai donc pas son temps à discuter le budget, mais, comme je n'ai pas pris le temps de la Chambre à lui parler finances, je lui parlerai d'autres choses intéressantes.

Le Parti libéral a été certainement chanceux depuis qu'il est au pouvoir. Chaque fois que les finances de la province menaçaient d'accuser un déficit, un homme ou des hommes riches mouraient à propos et les droits recueillis sur sa succession venaient combler la lacune. Le gouvernement se vante aujourd'hui d'avoir obtenu de gros revenus, mais il n'est pas prouvé qu'un autre parti au pouvoir n'aurait pu faire aussi bien et même mieux que lui.

En ce qui a trait au budget, les emprunts effectués pendant l'année s'élèvent à \$17,998,765 et les emprunts remboursés, à \$17,352,318, ce qui laisse une différence de \$664,446; la dette consolidée dénote une augmentation de \$1,207,300 et la dette consolidée nette est de \$2,386,393 plus élevée que l'année précédente. Le trésorier provincial a aussi noté que \$1,000,000 a été employé à réduire cette dette. Après avoir examiné les *Comptes publics*, dit-

il, je n'ai pu confirmer que le million de dollars mis de côté pour la réduction de la dette ait été effectivement mis de côté. Probablement que le trésorier pourrait montrer où se trouve le million de dollars destiné à rabattre la dette, mais il est tellement difficile de le découvrir qu'il semble que ce fut là tout simplement du camouflage pour tromper le public.

J'ai, rappelle-t-il, suggéré depuis plusieurs années, à maintes reprises, l'adoption d'un système moderne de comptabilité provinciale. Il devrait y avoir dans cette comptabilité un compte capital, aussi un compte de revenu courant et un compte des dépenses courantes. De cette façon, le peuple pourrait comprendre quelque chose aux chiffres du gouvernement et avoir une idée de la situation financière de la province.

Selon la *Gazette* de Montréal, qui accorde généralement au gouvernement un soutien indépendant, un surplus de \$1,846,294 a été déclaré, ce qui explique pourquoi le quotidien n'ait pris aucune responsabilité dans cette affaire.

Si le gouvernement se glorifie d'un surplus cette année, il ne doit pourtant pas tant se vanter parce que le bon peuple de cette province a payé au Trésor provincial, durant l'année, \$7,500,000 de plus que les estimés budgétaires de 1927. Avec un tel surplus comme force motrice, il devrait être facile de faire rouler la machinerie ministérielle. Il est facile pour le gouvernement de prendre tout le crédit lorsque les choses vont bien, mais le vrai test viendra avec les temps durs, quoique je ne souhaite pas que ce soit pour demain. Le fardeau de la dette publique a considérablement augmenté au cours des 26 dernières années.

Je ne comprends pas pourquoi, dit-il, un montant aussi important doit être retenu au fonds de charité publique à chaque année, puisque l'argent perçu doit servir à la fin pour laquelle il est perçu, et ce, le plus rapidement possible. En retenant l'argent ainsi, le gouvernement accumule \$50,000 par année. Si les fonds étaient aussitôt redistribués, comme ils devraient l'être, les institutions n'auraient pas besoin de faire appel au public.

Le gouvernement paie actuellement plus de \$500,000 en intérêts annuellement sur le capital dépensé pour la construction des palais de justice coûteux de Montréal, de Québec, de Saint-Jérôme, de Pontiac et de Rouyn, la prison de Bordeaux, le Musée, l'École des arts, tous les édifices qui ne rapportent absolument rien à la province, au contraire. Le gouvernement se vante toujours. Ainsi, quand il a fait adopter la loi des liqueurs, il a déclaré

que les revenus de la Commission auraient tôt fait d'effacer la dette de la province. Pourtant, la dette n'est pas encore effacée et il n'y a aucun signe qu'elle le sera bientôt.

Le premier ministre doit être félicité de la position qu'il a prise envers le projet de la canalisation du Saint-Laurent. Beaucoup de choses ont été dites sur ce sujet, mais il en reste une certaine: lorsque les États-Unis auront mis le pied sur le sol canadien relativement à ce projet, ils auront tôt fait de s'emparer du contrôle absolu de nos forces hydrauliques. Ils ont déjà aujourd'hui le contrôle de plusieurs de nos forces hydrauliques et nous devrions tout faire pour les empêcher d'assumer le contrôle absolu. Les journaux de samedi notaient que la St. Lawrence River Power Company, à Massena, N.Y., a l'intention de s'adresser, le 3 avril prochain, à la Commission mixte internationale pour lui demander la permission d'élever de six pieds son barrage du chenal du sud. Il faudra surveiller l'évolution de ce projet. Il serait intéressant de savoir si toutes les questions qui ont été soumises aux tribunaux par le gouvernement fédéral avaient été soumises, pour approbation, au gouvernement de la province de Québec.

Au sujet des chemins de fer, c'est une pitié que le gouvernement ne puisse en venir à une entente raisonnable avec l'Abitibi Southern Railway Company pour la construction de nouvelles lignes, car, d'après les rapports, la construction de cette voie ouvrirait une grande région forestière et en même temps serait fort attrayante pour les touristes.

Il parle des violations de la loi de la pêche qui se commettent sur les lacs du nord de la province. On y pêche en dehors de la saison, de toute façon, et il est grand temps que le gouvernement mette fin à ces violations de la loi. Il faut faire plus pour appliquer la loi des pêcheries de la province. Il fait les mêmes remarques au sujet de la chasse à la perdrix en notre province. Il regrette que les perdrix soient bientôt menacées de disparition en raison d'une brèche honteuse dans la loi.

Il demande encore une fois au gouvernement de s'unir au gouvernement fédéral pour restreindre la vente et le port des armes à feu, surtout du revolver.

Le député de Compton (l'honorable M. Nicol) a suggéré au gouvernement de venir en aide aux municipalités pour leur permettre d'installer des systèmes d'aqueduc et de drainage. Je crois, dit-il, que le gouvernement devrait se rendre au désir du trésorier de la province. Des échantillons d'eau de diverses municipalités ont été soumis au ministère de l'Agriculture. Il y en avait 11, et tous étaient

contaminés. Le gouvernement devrait aussi consacrer de plus fortes sommes à la lutte contre la tuberculose et le cancer.

Parlant de la loi défendant l'admission au théâtre et cinémas des enfants âgés de moins de 16 ans, je n'approuve pas, dit-il, des mesures aussi sévères. Ce qui importe, dans les circonstances actuelles, c'est d'assurer la sûreté des édifices, de les rendre tous à l'épreuve du feu. On ne devrait pas laisser convertir en théâtres les vieux édifices. Les sorties devraient être assez grandes et assez nombreuses pour permettre aux théâtres de se vider en quelques minutes. Si l'audience savait que l'édifice est à l'épreuve du feu, il n'y aurait probablement pas de panique au cri de "Au feu!". De plus, c'est un plaisir pour les parents que d'amener leurs enfants au cinéma, et ils ne devraient pas en être privés.

Il y a, en plus, bien des cas où la mère n'a personne à qui confier ses enfants et où elle se trouverait exclue du cinéma. Une telle loi serait au détriment de l'éducation, car plusieurs films sont à caractère éducatif et les élèves apprennent plus rapidement par la vue que par l'ouïe. Le censeur ne laisse pas passer de films qui pourraient scandaliser ou entacher la morale des jeunes ou des vieux. On pourrait lui recommander d'être encore plus exigeant.

Le gouvernement a retiré \$6,600,000 des forêts durant l'année et cette somme a été portée au compte revenu. Si l'on considère pourtant que l'on épuise la forêt en coupant des arbres à tort et à travers, quelle infime partie de cette somme aurait dû être placée au compte revenu et quelle somme bien plus grande aurait dû être inscrite au compte des pertes? Tous les savants s'accordent à dire que, dans quelques années, nous aurons épuisé nos forêts, et malgré cela, le gaspillage continue. Il faut également tenir compte du fait que la coupe systématique des forêts entraîne une dépréciation des pouvoirs d'eau. Est-ce que l'on se rend bien compte du fait que cette richesse de notre province s'épuise?

Il se demande si le gouvernement ne ferait pas mieux, au lieu de consacrer des sommes énormes à bâtir des chemins dans les districts de colonisation, d'essayer de confier aux cultivateurs de bonne volonté les fermes abandonnées dans les districts fertiles, colonisés depuis longtemps.

Il se demande pourquoi le gouvernement a gagné les élections de mai dernier. Le gouvernement a fait chanter le peuple en lui promettant d'entretenir les chemins. De plus, le gouvernement pouvait bien avoir des partisans, puisqu'il a en main "toutes les

cartes": les municipalités, les écoles, les octrois pour toutes sortes de choses et les employés du gouvernement qui couvrent la province.

Il parle du scandale des dernières élections dans bien des comtés. Le gouvernement devrait, de concert avec la ville de Montréal, exiger une carte d'identité de chaque électeur. Il suggère aussi de rendre le vote obligatoire et non facultatif, comme c'est le cas actuellement; de cette façon on connaîtra l'opinion véritable de la province. Il presse le gouvernement d'étudier les amendements à la loi électorale pour interdire les "télégraphes", et pour que certains polls soient regroupés dans un même édifice.

Le gouvernement parle de surplus, mais il parle encore d'augmentation de taxes. Au lieu de ce système de toujours taxer, le gouvernement ferait bien mieux, puisqu'il dit la province prospère, de profiter des années où les récoltes sont bonnes pour les années de disette qui peuvent toujours venir.

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) se lève. (Applaudissements à droite) L'opposition, depuis le début de cette session, n'a fait que critiquer le gouvernement. J'ai écouté les discours des honorables députés de Saint-Georges (M. Gault) et de Verdun (M. Lafleur) et je me suis rendu compte combien il est difficile d'essayer de transformer un surplus réel en un déficit fictif. La seule chose qui le désole, c'est qu'un particulier serait incapable de transformer un déficit en surplus aussi aisément que l'opposition a transformé en déficit un surplus du gouvernement. Tout est fictif, un leurre, d'après l'opposition. Un leurre notre prospérité, un leurre nos surplus, un leurre l'harmonie qui règne dans la province! Les députés de l'opposition parlent continuellement de surplus fictifs et d'acrobaties comptables. Ils semblent s'être transformés en cortège funèbre, alors qu'en fait ils n'ont aucune raison d'être troublés.

La prospérité de la province de Québec est-elle fictive? Non, et tous les hommes de finance, tous les grands banquiers reconnaissent que la prospérité de notre province est basée sur la confiance du public. Notre réputation à l'extérieur est-elle aussi un leurre? Non, et la preuve c'est que la province vient de financer un emprunt à 4.1 %, le tarif le plus bas obtenu dans tout le dominion depuis plusieurs années, le plus bas qu'aucune province ait payé. Si la situation financière de Québec n'était pas réellement bonne, les financiers ne seraient pas si bêtes que d'acheter ses obligations à un prix aussi bas. Pourquoi les financiers de tout le pays déclarent que notre crédit est le meilleur?

Ce fait ne montre-t-il pas que les financiers connaissent mieux et apprécient mieux que les membres de l'opposition la situation économique de notre province? Non! Notre prospérité, l'harmonie qui règne dans la province ne sont pas un leurre, car dans la province de Québec, le capital respecte le travail et le travail respecte le capital. Je crois que c'est dans notre province qu'il y a eu le moins de grèves en ces dernières années que dans toutes les autres parties du Canada et du continent américain.

La même harmonie existe entre les diverses races dans la province de Québec. La grande majorité respecte les minorités et les minorités respectent la majorité. M. l'Orateur, bien que je ne pratique pas la même religion que la majorité de cette province et que je n'appartienne pas à leur race, qu'il me soit permis de féliciter Québec de la récente élévation d'un de ses plus illustres enfants au rang de prince de l'Église, Son Éminence le cardinal Rouleau, archevêque de Québec, que nous avons honoré hier soir, dans ce Parlement.

(Applaudissements)

C'est un honneur qui rejaillit sur toute la province. Cette nomination est flatteuse pour tous les citoyens de la province de Québec, quelle que soit leur langue ou leur religion. Elle a causé un grand plaisir à toute la province. Je présente donc mes respects au cardinal Rouleau et mes félicitations à la province.

La gauche prétend que tout est fictif dans cette province. Regardons donc ce qui s'est fait chez nous depuis quelques années. Il cite quelques chiffres pour illustrer les progrès réalisés en cette province. En 1901, il y avait 6,023 écoles; celles-ci étaient au nombre de 8,116⁶ en 1926. Le nombre des instituteurs était de 10,300 en 1901 et ils enseignaient à 348,800⁷ élèves; en 1926, il y avait 22,868 instituteurs et 597,300 élèves dans nos écoles. En 1901, les taxes scolaires étaient de \$2,000,000; en 1926, elles étaient de \$25,000,000. Les subventions du gouvernement, de \$450,000 en 1901, sont montées à \$3,799,000 en 1926. Dans tous les autres départements, on constate la même progression.

Dans le domaine de l'assistance, le gouvernement donne maintenant au-delà de \$3,400,000 par année aux hôpitaux et institutions d'assistance, et il doit être félicité d'avoir trouvé le moyen de percevoir assez de revenus pour accomplir de si généreux dons.

La politique de la voirie de la province de Québec est-elle une politique fictive? En 1920, les chemins améliorés comprenaient 3,559 milles de chemins; nous en avons 7,560 milles en 1926. Le

gouvernement a augmenté de \$6,000 en 1901 à \$7,261,000 son budget annuel de voirie, et nous avons les plus belles routes du dominion. Il admire la sagesse de la politique de voirie; les dépenses pour les routes sont profitables aussi bien aux centres urbains qu'aux centres ruraux.

Dans le commerce et les affaires, nous avons fait aussi des progrès prodigieux. En 1901, le capital investi en notre province, le capital des compagnies incorporées, était de \$7,534,700; il est de \$164,997,379 en 1926. Nos exportations de cette province étaient d'une valeur de \$93,540,000 en 1901; cette valeur est de \$423,234,599 en 1926. Les salaires payés se sont élevés à \$169,000,000 en 1926, alors qu'ils étaient au chiffre de \$36,550,000 en 1901. Nos industries ont prospéré et les recettes provinciales sont passées de \$4,500,000, en 1901, à \$30,924,000 en 1927.

On nous dit ce que le gouvernement devrait faire, en ce qui regarde l'hygiène, par exemple. Pour cela, je suis avec les membres de l'opposition. Le gouvernement le sait et le discours du trône nous indique que le gouvernement entend faire plus. Nos voisins d'Ontario n'ont-ils pas délégué ici récemment un des leurs, le docteur Bates, pour étudier le système de nos unités sanitaires? J'admets que le gouvernement pourrait faire mieux...

M. Duplessis (Trois-Rivières): Écoutez, écoutez!

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent): ... mais le discours du trône nous a heureusement annoncé que le gouvernement ferait davantage pour l'hygiène publique et pour l'assistance publique. Même aujourd'hui la province n'a pas à rougir de ce qu'elle a accompli à cet égard.

Le commerce de la province de Québec augmente par sauts et par bonds. De 1921 à 1926, ses produits ont quintuplé. En toute justice, il serait difficile de condamner un gouvernement qui a fait autant. Je n'ai pas l'habitude, M. l'Orateur, de manipuler tant de millions à ma modeste étude d'avocat de Montréal.

(Rires)

Il ne partage pas les craintes du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) au sujet de l'épuisement de nos forêts, puisque depuis quelques années, le gouvernement n'accorde aucun contrat sans y insérer la clause que seulement 80 % de la récolte annuelle sera coupée. En outre, la pépinière de Berthier fournit tous les ans des millions d'arbustes pour le reboisement.

L'opposition reconnaît cette prospérité, mais dit que nous avons augmenté la dette. Nos amis de la gauche feignent d'ignorer que, si la dette a augmenté un peu, le gouvernement a doté la province de bons chemins, de grands barrages qui assurent le développement de nos pouvoirs d'eau, sans parler de nos grands édifices publics.

Toute industrie qui se développe et est active augmente nécessairement sa dette et augmente en même temps son actif. Une augmentation de dette est toujours justifiable lorsqu'il y a augmentation correspondante de l'actif. C'est le cas de la province de Québec. Notre dette est augmentée, mais l'augmentation de notre actif et les revenus provenant de cet actif sont plus considérables. En plus, il ne faut pas oublier qu'une partie de l'augmentation de la dette provient de la construction du grand barrage du réservoir Gouin en amont de la Saint-Maurice, de sorte qu'une prospérité se développe le long de cette rivière.

Deux millions et demi y sont consacrés, alors que la Kénogami a coûté quatre millions et demi et le développement de la Saint-François une somme considérable. Pourtant, c'est à cette dernière dépense que des villes comme Drummondville, si dignement représentée par l'honorable M. Laferté, l'Orateur - qu'il complimente au passage pour sa nomination - sont devenues des villes importantes.

Notre dette est-elle si élevée que cela? Elle est de \$58,000,000. Mais la ville de Montréal a une dette de \$130,000,000 et personne ne songe à dire que la métropole est en banqueroute. L'opposition n'a pas besoin de s'alarmer et de venir dire que notre dette augmente, car, malgré cette augmentation de la dette consolidée, notre dette publique est la plus petite, *per capita* - \$30.45 - de toutes les dettes de provinces, sauf l'Île-du-Prince-Édouard.

(Applaudissements)

(Se tournant vers l'opposition) La situation de la province n'a pas la couleur bleu sombre que l'opposition veut lui donner.

Les statistiques fédérales donnent les chiffres suivants au sujet de la dette *per capita* des provinces du Canada:

Colombie.....	\$125.77
Alberta.....	143.01
Nouvelle-Écosse	71.27
Nouveau-Brunswick	86.75
Saskatchewan	65.55
Ontario	90.72
Manitoba	100.83
Québec	30.45

Il suggère aux députés de l'opposition de se réjouir et de prendre note de la prospérité qu'il est aisé de déduire de ces chiffres. Si la situation financière de la province est bonne, le gouvernement doit avoir certaines sommes à dépenser.

Il demande au premier ministre d'augmenter le salaire des juges des cours de magistrats et de la Cour des sessions. Il loue le travail des juges et des magistrats. Il ne veut pas fixer de montant, mais il fait remarquer que les juges de la Cour supérieure, qui traitent d'importantes questions d'argent, reçoivent \$3,000 de plus que ceux de la Cour des sessions qui, cependant, ont entre leurs mains la question encore plus importante de la réputation et la liberté de tous les sujets. Si les journaux disent vrai, les juges nommés par Ottawa obtiendront bientôt une augmentation de traitement.

J'espère que le gouvernement de Québec mettra les magistrats et les juges de la Cour des sessions de la paix sur le même pied que les juges de la Cour supérieure auxquels la province accorde actuellement \$6,000, car leurs devoirs sont aussi importants.

Ne serait-ce pas la meilleure occasion de récompenser un peu plus généreusement ceux qui s'occupent de l'administration de la justice criminelle d'une manière que le premier ministre saluait récemment?

Il exprime le vœu que la prospérité continue de régner dans la province de Québec.

(Applaudissements à droite)

M. Frigon (Saint-Maurice)⁸ fait un compliment à l'Orateur (l'honorable M. Laferté). L'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay), qui a parlé hier, n'est pas le seul à représenter un comté ouvrier. Dans mon comté, la ville de Shawinigan a une population de 15,000 personnes et cette population est à 95 % ouvrière. L'honorable député de Maisonneuve a parlé d'endetter la province de deux ou trois cents millions de dollars en développant aux frais de l'État nos pouvoirs d'eau.

Mon honorable ami a réclamé cela au nom de l'esprit chrétien! Je ne le crois pas sérieux et l'opposition ne me semble pas logique. Elle se plaint que la dette augmente et, d'un autre côté, elle réclame une politique qui l'augmenterait, cette dette, d'une centaine de millions. L'opposition reproche sans cesse au gouvernement la dette de la province qui est la plus petite *per capita* de toutes les provinces. Il (le gouvernement) a demandé, aux applaudissements de la gauche, un montant de \$100,000,000 pour développer ce pouvoir.

Parmi ceux qui ont applaudi, quel est celui qui voudrait passer un bill en conséquence? Quel est le député de l'opposition qui se lèverait pour proposer un bill demandant l'étatisation des forces hydrauliques, quand on sait ce qu'ont coûté, par exemple, les seules chutes de la Shawinigan? Non, jamais on n'osera demander au gouvernement d'endetter la province de \$100,000,000 et plus, ce que coûterait l'étatisation de nos ressources naturelles. L'exploitation d'un pouvoir de 1,200,000 chevaux-vapeurs coûterait un milliard deux cent mille piastres. Y en a-t-il un qui voudrait grever la province d'un pareil montant? Il n'y a pas de danger.

Cela me rappelle l'histoire de ce petit garçon qui entrait dans un magasin et disait: "Il est facile de devenir riche. Je vais acheter mille livres à une cent et je vais les revendre \$1, je ferai \$1,000." Voici un exemple des calculs du député de Maisonneuve.

Des voix de gauche: Écoutez! Écoutez!

M. Frigon (Saint-Maurice) parle du développement de la région du Saint-Maurice, développement assuré par le harnachement de cette rivière. La politique du gouvernement a rendu de précieux services à la population pour avoir donné un essor merveilleux à l'industrie. Nos ressources naturelles sont développées par le biais de l'entreprise privée par des hommes éminents, comme M. Aldred, président de la Shawinigan Water & Power, par des compagnies qui paient au gouvernement des taxes et lui assurent un revenu qui donne à notre province la prospérité dont elle jouit. Les industriels du district ont rapporté, en taxes scolaires seulement, \$100,000. Nous sommes redevables au premier ministre que les commissions scolaires n'aient plus le droit d'exempter de la taxe les compagnies. Et nos industries paient, en outre des autres revenus qu'elles produisent, non seulement des taxes au gouvernement, mais également des taxes municipales.

Malgré les critiques, le district de Trois-Rivières a aujourd'hui une population de 100,000 âmes; c'est le district le plus avantageux pour les cultivateurs et pour les ouvriers. Le gouvernement, en réalisant tout cela, a fait la plus belle œuvre possible.

Il rend hommage à la politique du premier ministre pour le développement de nos pouvoirs d'eau et pour le développement industriel. On disait autrefois: "C'est la faute à Papineau", mais je dis: "C'est grâce à Taschereau." Tout ce que nous avons, tout ce que la province a fait, c'est grâce à

Taschereau. Si nos villes industrielles ont une forte population, c'est grâce à Taschereau.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Non, c'est grâce à nos mères de famille!

M. Frigon (Saint-Maurice): Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a imprimé à la classe agricole un prestige considérable. J'ai entendu l'honorable M. Caron, le plus grand ministre de l'Agriculture que nous ayons eu en cette province...

(Applaudissements)

... dire, l'autre jour au banquet du Mérite agricole, que l'agriculture doit être au-dessus des partis politiques. Je réclame la même chose pour la classe ouvrière. Eh bien, je vais vous dire, M. Tremblay¹⁰, que la classe ouvrière doit être au-dessus des partis et que vous n'avez pas besoin de venir nous parler d'esprit antichrétien. Il en fait une question politique. Il devrait m'appuyer avec son esprit chrétien.

(Applaudissements)

Des députés: Order! Order!

M. Frigon (Saint-Maurice): Vous n'avez pas le droit de critiquer à tout propos et d'essayer avec votre prétendu esprit chrétien de soulever la population. Vous nous avez défiés dans Sainte-Marie. J'irai, moi aussi, vous rencontrer.

M. Tremblay (Maisonneuve): Vous serez le bienvenu.

M. Frigon (Saint-Maurice): J'irai encore trop vite pour vous. Il (M. Frigon) reproche au député de Maisonneuve (M. Tremblay) de faire du bolchevisme.

J'ai parcouru une belle région de colonisation, l'été dernier, et j'ai constaté la grande popularité du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault). Il n'y a pas de ville où on ne lui a pas fait la plus belle réception. Dans l'Abitibi, il a prêché les foules. Cela nous rappelait les beaux jours de Mercier quand il parcourait triomphalement la province de Québec et balayait le Parti conservateur.

(Applaudissements)

L'Abitibi est l'endroit où l'on devrait envoyer les fils de cultivateurs. Ailleurs, les terres sont trop élevées.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On ne pourra pas les inonder alors.

M. Frigon (Saint-Maurice)¹¹: Il n'y a rien à craindre... (silence) Il n'y a rien à craindre tant que nous aurons à la tête du gouvernement un homme comme le premier ministre, le continuateur de l'œuvre de Laurier. Nous aurons l'entente entre toutes les races.

Le premier ministre, lorsqu'il a été à Toronto, n'a pas craint de déclarer: "Avant tout, je suis Canadien français et catholique et il faudra me prendre tel que je suis." Tant que nous aurons le premier ministre parmi nous, nous aurons l'entente entre les races.

Je termine, je ne veux pas parler pour ne rien dire. La province est prospère. Cette prospérité, nous la devons au premier ministre et à ses collègues, auxquels j'apporte en cette Chambre l'hommage de mes électeurs de Saint-Maurice.

(Applaudissements)

Il (M. Frigon) ne croit pas que des capitalistes consentiraient à venir s'établir dans la province, si les doctrines prétendues chrétiennes exprimées par le député de Maisonneuve (M. Tremblay) étaient appliquées.

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, je propose l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Oh, non! Il n'est pas cinq heures et demie. Il n'est que cinq heures vingt.

M. Guertin (Hull) dit qu'il n'est pas préparé, mais qu'il parlera, puisque tel est le bon plaisir du premier ministre. Comme le député de Saint-Maurice (M. Frigon), je ne veux pas parler pour rien dire et, bien que je ne sois pas préparé, j'essaierai de dire quelque chose.

Le député de Saint-Maurice a reproché au député de Maisonneuve (M. Tremblay) de manquer d'esprit chrétien parce qu'il prend la défense des ouvriers. Pourtant, si le député de Saint-Maurice emploie des hommes à 20 sous de l'heure, il ne doit pas avoir la conscience en paix. Je me demande si ceux qui font travailler des pères de famille à 20 et 25 sous de l'heure n'ont pas de remords de conscience. S'il n'est pas permis de parler d'esprit chrétien en parlant de la classe ouvrière, il n'est pas non plus permis de soumettre les ouvriers à un véritable esclavage, à la loi de l'offre et de la demande, comme on fait pour un veau.

M. Renaud (Laval) rit.

M. Guertin (Hull): Le gouvernement devrait intervenir et légiférer pour empêcher des compagnies sans cœur et sans conscience d'exploiter les travailleurs de cette province.

Au sujet de l'exploitation des forces hydrauliques par la province, le député de Saint-Maurice (M. Frigon) a mal interprété les paroles du député de Maisonneuve. Le député de Maisonneuve n'a jamais voulu endetter la province de \$200,000,000 ou \$300,000,000, mais n'a fait que suggérer l'exploitation de nos pouvoirs d'eau par la province, comme dans Ontario. L'Ontario a bien étatisé ses forces hydrauliques; pourtant, l'Ontario prospère et les capitalistes vont s'établir là comme ils viennent s'établir dans la province de Québec. La Commission des services hydrauliques de l'Ontario a même refusé une somme de \$800,000,000 pour ses services.

Le député de Chicoutimi (M. Delisle) a dit que l'opposition n'est bonne qu'à critiquer. Il a eu sa réponse, hier, quand l'opposition a fait adopter un amendement au bill de la Shawinigan Water au sujet des restrictions pour le comté de Hull.

Quand les oppositionnistes veulent prendre la défense de la classe ouvrière, on les traite de démagogues. On dirait que seule la classe ouvrière n'a pas le droit d'avoir ses chefs. On reproche aussi à l'opposition de n'avoir qu'une politique négative. Est-ce bien une politique négative que celle qui a trait à une pension aux mères de famille et les orphelins, ou à une commission du salaire minimum pour les hommes, ou aux allocations familiales?

Parlant de la ville de Hull, elle a toujours été oubliée, dit-il, et j'émetts le vœu qu'elle ait sa part à l'avenir. Je suis heureux de féliciter l'honorable trésorier de la province (M. Nicol) d'avoir mentionné Hull parmi les principales villes, dans son discours sur le budget. Je ne peux en faire autant pour le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron), car l'an dernier, dans un petit livre à l'usage des touristes qui portait incidemment la signature du premier ministre, il y avait une carte touristique qui ne faisait même pas mention de la ville de Hull. Nous étions considérés comme n'existant pas. Nous ne sommes même pas sur la carte!

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) L'important, c'est de ne pas la perdre. Hull avait-elle perdu la carte?

M. Guertin (Hull): (Souriant) Oh! nous n'avons pas perdu la carte. Mais Hull en voulait une. M. l'Orateur, le député de Pontiac (M. McDonald), dans le débat sur l'adresse, a mis en doute mon droit

de représenter le comté de Hull, disant que je ne suis pas l'élu de la majorité, mes adversaires ayant obtenu plus de voix que moi. Je tiens à rectifier ma position. L'honorable député de Pontiac a oublié de dire que l'ancien député libéral du comté, lui, n'a obtenu que 236 sur 7,000 voix. Le député libéral qui m'a précédé en cette Chambre était celui qui devait porter le fardeau de la politique de son parti sur ses épaules. Les deux autres candidats libéraux étaient des nouveaux. Or, l'ex-député a été battu à plate couture. Cela est assez significatif. Il a perdu son dépôt et un autre de mes adversaires n'a sauvé le sien que par 32 voix.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) C'est un surplus.

M. Guertin (Hull): L'opposition se révolte parce que les ouvriers sont mal payés. Je proteste contre les salaires de famine payés à des ouvriers par de grosses compagnies. On n'a pas le droit d'abuser de nos personnes parce que nous crions contre les salaires de 20 cents de l'heure. Si c'est cela que l'on appelle faire du bolchevisme, de la démagogie, si le travail que nous faisons actuellement est de la démagogie, j'en suis fier et je vous promets que je continuerai d'en faire tous les jours!

Il cite un journal libéral d'Ottawa, le *Citizen*, qui disait, le 31 janvier dernier, entre autres choses, "qu'une province ou un pays ne peuvent se vanter de leur progrès économique ou social quand tant de personnes sont obligées de vivre avec de si petits salaires" et qui ajoutait ailleurs, encore en page éditoriale, "Québec gagnerait beaucoup à adopter la loi des autres provinces au sujet de la législation ouvrière et de l'allocation familiale".

Il cite un extrait pour dire que la province de Québec est arriérée en ce qui regarde la législation sociale. Il cite d'autres articles de journaux libéraux d'Ottawa, dont un pour prouver qu'avec les salaires que la plupart des ouvriers de notre province gagnent, il leur est impossible de vivre. On a dit que j'étais un pessimiste. Le pessimiste est celui qui voit tout en noir, qui perd foi dans l'avenir. Ce n'est pas être pessimiste que de constater ce qui s'est fait de mal dans le passé, pourvu qu'on ait confiance dans l'avenir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Oh! Vous n'avez pas besoin de nous définir le pessimiste, on le voit...

M. Guertin (Hull): Je le fais pour le député de Saint-Sauveur (M. Cantin) qui m'avait reproché

d'être pessimiste et que je regrette de ne pas voir à son siège aujourd'hui. Je n'ai pas perdu confiance en l'avenir. Je tiens à dire que je ne suis pas un pessimiste. Je suis jeune, j'ai voyagé, je jouis d'une excellente santé et j'ai foi dans mon pays.

Après avoir travaillé dans presque toutes les provinces, je me suis fixé dans la province de Québec¹², la plus belle du dominion, le plus beau pays du monde. Notre province est la plus respectueuse des lois.

La province a fait des progrès, mais de là à dire que tout y est merveilleux, il y a une marge. Pour que tout y soit merveilleux, il faudrait que les ouvriers puissent y vivre avec des salaires convenables. Ce progrès, qui ne profite pas au peuple, n'est pas la vraie prospérité.

Nous voulons la vraie prospérité en cette province et, lorsqu'elle n'apparaît que dans les capitaux investis dans l'industrie, elle n'est pas réelle. À la fabrique de soierie de Drummondville, on m'informe que la moyenne des salaires est de 28 cents de l'heure.

M. Francoeur (Lotbinière): Mais qu'est-ce que l'honorable député de Hull suggère pour fournir à l'employeur le moyen de payer de plus gros salaires?

Des députés: C'est le point.

M. Guertin (Hull): Comme je serais heureux si l'honorable député voulait accepter le remède que je propose! Je l'ai dit tantôt, ce que je propose, mais je vais le dire de nouveau pour lui. Je propose de mettre en vigueur une loi du salaire minimum pour les hommes comme on l'a fait pour les femmes.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Pourquoi n'allez-vous pas vivre en Ontario?

M. Francoeur (Lotbinière): Hull n'est pourtant pas loin d'Ontario.

M. Guertin (Hull): Je demeure ici parce que je crois que la province de Québec a besoin de mes services plus que la province d'Ontario.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Hull n'a pas plus que cinq minutes à parler.

M. Francoeur (Lotbinière): Est-ce qu'il y a une commission du salaire minimum, dans l'Ontario, pour les hommes?

M. Guertin (Hull): J'y viens. Non, car elle n'en a pas besoin. L'Ontario ne paie pas à ses employés de salaires ridicules comme dans Québec. Le ministre de la Voirie ontarienne paie 35 sous l'heure à ses employés, alors que le nôtre ne leur donne que 25 sous! Pour voir si nous sommes riches, il faut que nous établissions des comparaisons avec nos voisins. Autrefois, celui qui se promenait avec une Ford était considéré comme un homme riche. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Je termine, car je ne veux pas prendre le temps de la Chambre et ne rien dire.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Il est 6 heures. Désirez-vous proposer l'ajournement du débat?

M. Guertin (Hull): Oui. Alors, j'ai l'honneur de proposer l'ajournement du débat.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Très bien, alors.

M. Guertin (Hull)¹³ propose, appuyé par le représentant de Maisonneuve (M. Tremblay), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

Dépôt de documents:

Lot no 30 dans le 4^e rang de Patton

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 31 janvier 1928, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement et toute personne au sujet du lot no 30 dans le quatrième rang de Patton, depuis le mois de juin 1926. (Document de la session no 44)

Travaux de voirie depuis 1926

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 31 janvier 1928, pour copie de toute correspondance, requête, etc., adressée au gouvernement par monsieur Ermel Fournier et monsieur Joseph Martin, de Saint-Cléophas, au sujet de travaux de voirie depuis 1926. (Document de la session no 45)

Paroisse de Pont-Viau, règlement no 9

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 138 validant le règlement no 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Yukon Loan & Trust Company

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 119 modifiant la charte de The Yukon Loan & Trust Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

The Quebec Northern Company

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 constituant en corporation The Quebec Northern Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dans *L'Événement* du 9 février 1928, à la page 3, on dit: "Le premier ministre Taschereau et le président Laferté ont assisté au dîner offert au cardinal Rouleau, au Petit Séminaire de Québec, et ils ne reviennent qu'à quatre heures pour ouvrir la dix-huitième session." Et le journal ajoute: "Un incident, M. Louis-Joseph Papineau, député de Beauharnois, fait revivre une vieille coutume et on remarque qu'il garde son chapeau. À Ottawa, c'est l'habitude, mais à Québec, on ne voyait plus de couvre-chef à la Chambre depuis Jean-Prévost. M. Papineau offre à l'admiration des galeries un beau feutre mou, brun

café... ou chocolat." Dans *Le Soleil* du 9 février 1928, à la page 3, M. Irénée Masson ajoute: "Le port du chapeau à la Chambre est permis et ne constitue pas un manque de respect à l'autorité. D'ailleurs, on l'excuserait facilement en pensant que M. Papineau, comme votre humble serviteur qui n'a pas l'excuse des années, doit protéger son cerveau qu'une calvitie presque complète expose aux courants d'air frais. Si le geste de M. Papineau se généralise, nous demanderons à l'Assemblée législative de nous donner la permission de porter la casquette."

2. *L'Événement* du 9 février 1928, à la page 3, rapporte ceci: "Il parle très bas, on ne le comprend pas à trois sièges de lui. Et c'est pour cela sans doute que M. Joseph Cohen, le nouveau député de Saint-Laurent, qui veut répondre à M. Gault, va s'asseoir au fauteuil du Dr Poulin, situé tout près de celui du député de Saint-Georges. Inutile de dire que les paroles de M. Gault ne se rendent pas jusqu'à la tribune des journalistes." *Le Devoir* du 9 février 1928, à la page 1, d'ajouter: "Le député de Saint-Georges dit des choses pratiques et intéressantes, mais malheureusement il les dit pour lui tout seul. Ses paroles ne parviennent pas à franchir cette frontière qu'est sa moustache grise et c'est grâce à ses notes si nous pouvons donner un résumé de son discours." *Le Soleil* du 9 février 1928, à la page 18, rapporte également que c'est grâce aux notes de M. Gault que le courriériste parlementaire peut résumer son discours.

3. Sir Douglas Haig (1861-1928), feld-maréchal britannique. Il fut à la tête des forces britanniques en France de 1915 jusqu'à la fin de la guerre.

4. John Churchill, 1^{er} duc de Marlborough (1650-1722), général et homme politique anglais, commandant en chef des armées alliées durant la guerre de la Succession d'Espagne. Il remporte les victoires de Höchstädt (1704), Ramillies (1706), Audenarde (1708) et Malplaquet (1709). Une chanson populaire française rendit son nom légendaire, mais sous le nom de Malbrough.

5. Arthur Wellesley, 1^{er} duc de Wellington (1769-1852), général et homme politique anglais, entre au Parlement en 1806. Nommé lieutenant général au début de la guerre en Espagne, il est envoyé contre le général français Junot au Portugal en 1808. Il y retourne comme commandant en chef des forces britanniques et sa victoire de Vitoria en 1813 permet de chasser les Français d'Espagne. Il est également

l'artisan de la victoire de Waterloo (1815) qui causa la chute de Napoléon Bonaparte. Premier ministre en 1828, nommé par le roi George IV, il fait voter en 1829 la loi d'émancipation des catholiques. Il démissionne en 1830. En 1834, il est ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Peel, jusqu'en 1835.

6. Chiffre de *L'Action catholique* du 9 février 1928, à la page 1: 2,116.

7. *L'Action catholique* du 9 février 1928, à la page 1, et *La Patrie* du 9 février 1928, à la page 13, donnent le chiffre de 300,000 élèves.

8. Selon *L'Événement* du 9 février 1928, à la page 11, M. Frigon appuie ses paroles de quelques coups de poing sur son pupitre.

9. Louis-Joseph Papineau (1786-1871), avocat et homme politique, est député de 1808 à 1837 et à la tête du parti patriote à partir de 1815. Il fait partie du comité qui prépara les 92 Résolutions. L'un des principaux chefs de la rébellion de 1837, il s'exila au début de la révolte aux États-Unis, puis en France, pour éviter d'être arrêté par les autorités canadiennes. Obtient une amnistie complète en 1845, il est député de 1848 à 1854.

10. *Le Devoir* du 9 février 1928, à la page 2, dit que M. Frigon est tellement monté contre M. Tremblay qu'il ne l'appelle plus "l'honorable député de Maisonneuve", mais "M. Tremblay" tout court.

11. Selon *Le Devoir* du 9 février 1928, à la page 2, le député de Saint-Maurice reste tout interloqué de cette riposte. Il reste quelques minutes bouche bée.

12. *Le Canada* du 9 février 1928, à la page 3, rapporte: "Le Canada est le plus beau pays de la terre", tandis que *L'Action catholique* du 9 février 1928, à la page 9, dit: "...la province de Québec la plus belle du dominion."

13. Selon *Le Soleil* du 9 février 1928, à la page 3, M. Tremblay complimente M. Guertin à la fin de son discours.

Séance du jeudi 9 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 4 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Manoir Drummond Ltd.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, appuyé par le représentant de Shefford (M. Bullock), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Drummondville et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Drummondville et autres, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement et une résolution, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 96 validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;

- bill 124 ratifiant le titre de St. Lawrence Paper Mills Limited à certaine propriété et certain droit.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 112 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme;

- bill 97 modifiant la charte de la ville LaSalle.

M. Ouellet (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est réuni ce matin, sous la présidence de M. Ouellet, et a discuté d'une manière générale la question de l'agriculture, et il est proposé par le représentant d'Iberville (M. Lamoureux), appuyé par le représentant de Missisquoi (M. Saurette), que M. le président Ouellet et le représentant d'Abitibi (M. Authier) soient délégués auprès de l'officier en loi du gouvernement de la province de Québec pour s'enquérir:

a. des moyens à prendre pour obtenir que les actes d'hypothèque en vertu de la loi du prêt agricole puissent être consentis sans le ministère des notaires;

b. de la portée du paragraphe 3 de l'article 8 de la loi du prêt agricole canadien concernant les caisses populaires Desjardins.

Protection des édifices publics
contre les incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 20 concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

Restaurant de la Commission des
liqueurs au Pied-du-Courant

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Quelles ont été: *a.* les dépenses; *b.* les recettes du restaurant de la Commission des liqueurs au Pied-du-Courant, du 1^{er} mai 1926 au 30 avril 1927?

2. Même question, du 30 avril 1927 à date?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. *a.* \$7,862.74; *b.* \$2,120.63.

2. *a.* \$1,636.23; *b.* aucune.

Régleur à Montmagny

M. Guertin (Hull): 1. Quel est le régleur à Montmagny?

2. Quand a-t-il été nommé et sur la recommandation de qui?

3. Quel est son traitement?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. M. Émile Boulanger.

2. 18 septembre 1924; sa compétence: il avait été régleur conjoint.

3. Il est payé par honoraires.

Protection des édifices publics

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), qu'à sa prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 20 concernant la protection des édifices publics contre les incendies.

Adopté.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 8 février, sur la motion proposée le mardi 31 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Guertin (Hull): Il a été question hier de ceux qui ont de l'esprit chrétien, ceux qui ont l'esprit ordinaire et ceux qui n'en ont pas. J'ai aussi prouvé, hier, d'une façon inattaquable que les travailleurs de cette province ne reçoivent pas une attention en conformité avec ceux des autres pays et en conformité avec les exigences modernes. Je regrette qu'il n'y ait pas de *Hansard* pour nous donner un compte rendu exact de la séance d'hier, ce serait intéressant.

Il a été question de pouvoirs d'eau. Le député de Saint-Laurent a parlé de la dette *per capita*. Québec, a-t-il dit, a une dette par tête de \$30.45; tandis que la dette de l'Ontario est de \$90.72. C'est vrai, mais il a oublié de dire qu'en Ontario la province a un placement de \$800,000,000 dans le développement hydroélectrique et au moins \$50,000,000 dans le chemin de fer Témiskaming

Northern Ontario, pendant que Québec n'a rien de cela. Si le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) voulait faire le calcul, il verrait qu'à tout compter, la dette ontarienne *per capita* est beaucoup moindre que celle de Québec.

Le gouvernement persiste toujours à dire qu'il n'y a pas d'exportation de nos pouvoirs hydroélectriques. J'ai prouvé déjà qu'il y avait exportation dans l'Ontario et je voudrais maintenant, pour en avoir le cœur net et la conscience tranquille, parler de l'exportation aux États-Unis. Il me permettra bien de le prier de référer à la page 366 de l'*Annuaire statistique du Canada 1926*, édition anglaise. Il y verra qu'il est dit que la Compagnie Cedar Rapids Mfg and Power a exporté en 1926 aux États-Unis, le petit montant de 375,934,000 kilowatts-heure et que la Cie d'Éclairage de Napierville, de Napierville, Québec, qui exportait pour la première fois apparemment en 1926, a exporté alors 102,970 kilowatts-heure et Sherbrooke Railway & Power, 127,204 pour la même période.

Vu les déclarations répétées du gouvernement que nos pouvoirs n'étaient pas exportés, je prétends, M. l'Orateur, qu'il doit une explication à la députation et à la province tout entière. Je n'affirme pas que ceci existe, je rapporte ce que dit l'*Annuaire statistique*. La situation n'est pas rose. Le chômage existe. Il existe à Québec même, puisque le président de la Chambre a reçu plus de 2,000 demandes d'emploi.

Le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) a entonné la chanson de l'honorable trésorier (M. Nicol) et nous a fait entendre les airs de la prospérité. Voyons un peu s'il n'y a pas de notes discordantes dans sa chanson. Après tout, le meilleur moyen de savoir si nous avons de la prospérité, c'est de mettre la main dans notre poche¹. Évidemment, je ne parle pas pour les riches, mais pour les travailleurs. Avec votre permission, M. l'Orateur, je voudrais faire faire à la députation une tournée dans la province.

Le député de Verdun (M. Lafleur) nous a fait voir tout le chômage qui existe dans la région tant vantée du Lac-Saint-Jean. D'après les journaux du 21 janvier 1928, vous-même, M. l'Orateur, vous avez été à même de constater que, dans la ville de Québec, tout n'est pas pour le mieux, puisqu'à l'ouverture de la présente session, vous avez reçu, comme *Le Devoir*² le disait, plus de 2,000 demandes d'emploi de chômeurs.,

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Ce n'étaient pas des chômeurs qui demandaient de l'emploi, c'étaient des pages.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant)
Ce sont des pages... Eh bien, tournez la page³.

M. Guertin (Hull): Deux mille pages n'auraient pas écrit pour avoir de l'emploi, ils seraient simplement venus voir. Les pages n'écrivent pas de lettres. Il y a des chômeurs au Lac-Saint-Jean. Il y en a à Hull, la ville que je défends. On chôme aussi à Montréal, à Drummondville.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Je dois dire à l'honorable député que c'est la première année que nous ne recevons pas de demandes d'assistance pour le chômage. Il n'y a pas de chômeurs dans la province cette année. Personne n'est venu demander l'aide du gouvernement cet hiver. C'est la première année que nous ne recevons pas de demandes d'assistance financière pour les chômeurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, le gouvernement avait tout dépensé son argent pour les chômeurs l'an dernier. C'est qu'elles ont toutes été rejetées l'an dernier.

M. Guertin (Hull): L'hiver n'est pas fini. D'ailleurs, les chômeurs sont fatigués de toujours demander et de ne rien obtenir. *Le Droit* nous dit qu'il y a des chômeurs dans toute la région de la Gatineau.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
(Souriant) L'honorable député choisit bien ses journaux. Après *Le Devoir*, *Le Droit*. Le député de Hull se laisse inspirer par ces journaux?

M. Guertin (Hull): Je m'inspire de la doctrine catholique, donc je lis des journaux catholiques. Voilà pourquoi je choisis ces journaux.
(Murmures à droite)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Avec un esprit chrétien⁴. C'est une bien mauvaise lecture.

M. Guertin (Hull): *Le Droit* dit donc qu'il y a du chômage parce que nous avons beaucoup de grosses usines et pas beaucoup de petites.

À Montréal, le député de Maisonneuve (M. Tremblay) nous a fait voir que le travail est si rare qu'un certain entrepreneur en profite pour exploiter ceux qui ont besoin, en leur faisant accepter des salaires de 20 à 32 cents de l'heure. À

Drummondville, il faut travailler pour 28 cents de l'heure ou bien traverser les lignes et s'établir aux États-Unis. Et à Hull, ma ville adoptive? Je ressens un serrement de cœur lorsque je songe à toutes ses difficultés et je déplore mon impuissance à lui aider. Il faut donc que cesse ce chant d'allégresse entonné depuis trop longtemps par le gouvernement.

Que fait-on pour empêcher ce chômage? Le gouvernement semble se baser sur le montant de capitaux investis dans la province pour prouver la prospérité. S'il vendait aux Américains les trois quarts de la superficie de la province, évidemment il y aurait placement de capitaux énormes, mais serait-ce un gage de prospérité pour la population?

À la page 357 de l'*Annuaire statistique de Québec 1927*, on peut voir qu'il y a eu augmentation dans le capital investi en 1925 de \$91,919,614 pendant que l'augmentation des employés n'a été que de 6,593. C'est dire qu'on ne peut juger l'augmentation du travail par l'augmentation du capital investi, et en voici la preuve.

D'après le rapport statistique des manufactures pour 1925, préparé par le ministre du Commerce à Ottawa, la ville de Québec, avec un capital investi de \$22,727,190, donne du travail à 7,211 employés, pendant que la ville de Shawinigan Falls, dans ce comté de Saint-Maurice, a un capital de \$51,943,757 et n'emploie que 2,512 personnes, c'est-à-dire qu'à Québec, un capital de \$3,000 est suffisant pour donner du travail à une personne, tandis qu'à Shawinigan Falls, il faut un capital de \$20,000 par personne employée.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Quel argument en tirez-vous?

M. Guertin (Hull): Je veux montrer qu'il se poursuit dans notre province un développement industriel considérable, que tous les millions placés dans la province n'assurent pas aux ouvriers tout le travail qu'ils devraient avoir. Dans la région de Hull, il s'est fait, depuis quelques années, des travaux immenses. On croyait, à tort, que cette période se prolongerait indéfiniment. On emploie actuellement une main-d'œuvre diminuée. C'est dire que les grandes entreprises ne peuvent faire vivre tout le monde.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous ne voudriez pas que l'on fit de placements?

M. Guertin (Hull): Je ne discute pas là-dessus. Je dis qu'au point de vue travail, pourquoi

n'encourage-t-on pas la petite industrie dans ses différentes manifestations, plutôt que la grande qui centralise toutes les opérations? On songe bien à l'établissement de nouvelles industries qu'alimenteront des capitaux étrangers. On fait de la réclame et on lance des invitations. Les résultats se font attendre. Il serait peut-être mieux que nous ayons moins de grosses manufactures et que le nombre des petites fût augmenté.

Ces dernières se livrant à des activités différentes, il arriverait que l'une ou l'autre d'entre elles devait suspendre ses opérations, par suite des conditions du marché, il y aurait moins de personnes frappées par le chômage avec plus de chances pour elles de se placer dans les autres. En cas de faillites, un moins grand nombre de personnes seraient frappées par le chômage et il y aurait ainsi moins de chômage. Il n'y a rien en effet comme la variété des emplois pour faciliter le placement. C'est pourquoi ce sujet de la petite industrie est très intéressant.

Il dit qu'il a déjà demandé à la Chambre d'établir un comité d'enquête qui permettrait de savoir à quoi s'en tenir sur les ressources de notre province favorables à nos petites industries, et sur le moyen d'en tirer meilleur parti. Car, pour développer l'industrie chez nous, il devrait y avoir moyen de penser à l'utilisation de nos propres capitaux, au lieu de songer sans cesse aux capitaux étrangers. Et il devrait y avoir moyen de faire quelque chose par nous-mêmes, au lieu de désirer constamment le succès et l'enrichissement des autres.

Avec cette politique de capital étranger à tout propos et hors de propos, nous finirons par assister à la dilapidation de nos forêts. Comment faire pour empêcher le chômage? Le gouvernement semble se baser sur le montant des capitaux engagés dans la province pour prouver la prospérité. S'il vendait aux Américains les trois quarts de la superficie de la province, évidemment, il y aurait placement de capitaux, mais serait-ce un gage de prospérité pour la population? L'augmentation du capital investi n'est pas proportionnée à l'augmentation du montant payé en salaires.

Une autre statistique bien intéressante dans le même rapport et qui a trait au montant payé en salaires est la suivante. En Ontario, l'augmentation du capital investi en 1925 sur 1924 a été de \$89,323,931, pendant que l'augmentation du montant payé en salaires pour la même période a été de \$10,770,163. Dans Québec, pour la même période, l'augmentation a été, pour le capital, de \$91,919,164, et le montant de salaires, seulement de \$7,413,167, une preuve formelle que les salaires sont plus bas au Québec qu'en Ontario. La même augmentation de

capital investi, mais une diminution d'au-delà de \$3,000,000 dans les salaires payés. La province est-elle si prospère que le veut la droite? Prenons le pourcentage, si vous voulez, pour les chiffres cités plus haut. Le capital investi a augmenté par 8.1 %, pendant que les salaires n'ont augmenté que de 4.5 %. Voilà une preuve irréfutable que les salaires vont diminuant dans cette province, et cependant, on dit que la prospérité règne en cette province.

Passons à un autre domaine, celui de l'agriculture, si vous voulez. Depuis mon arrivée dans cette enceinte parlementaire, j'entends répéter sur tous les tons que l'agriculture est la première industrie de notre province, et partant devrait recevoir la première considération du gouvernement. Apparemment, d'après ses propres statistiques, à la page 270 de l'*Annuaire de Québec 1927*, il n'a pas eu beaucoup de succès dans ce domaine, puisqu'en 1921 il y avait 8,051,989 acres en culture, pendant qu'en 1926, le nombre d'acres en culture était tombé au chiffre de 6,867,200. Dans la même période, la province d'Ontario voyait sa superficie en culture augmentée de 10,075,072 à 10,434,401.

En ce qui concerne la valeur des récoltes pour la même période, celle de Québec a diminué de \$219,154,000 en 1921, à \$139,263,000 en 1926, pendant que l'on voyait celle de l'Ontario augmentée dans le même espace de temps de \$239,627,400 à \$261,264,000. Comme vous le voyez, l'agriculture progresse dans la province d'Ontario pendant qu'elle périclité dans Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Pessimiste.

M. Guertin (Hull): Pendant ce temps-là, nous assistons à la dilapidation de nos forêts, puisqu'en 10 ans nous avons augmenté notre production de pulpe de 686,604 tonnes à 1,672,339. De quoi vivrons-nous lorsque nous aurons tout vendu nos forêts? Si le gouvernement peut se faire une réserve suffisante avec ses surplus, peut-être pourrions-nous alors faire du reboisement partout avec la pépinière de Berthier.

Le gouvernement, à force de fréquenter et de fraterniser avec les Américains, a acquis leur qualité ou défaut, je ne sais trop, de vouloir détenir tous les records ou championnats, avec tort ou raison, ce que nous appelons communément le bluff américain.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le gouvernement a tellement tant de championnats qu'il en est "é-Tunney"⁵...

M. Guertin (Hull) semble ne pas comprendre.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il faut avoir des notions sur la boxe pour comprendre.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) reproche au député de Hull de ne pas produire des chiffres exacts.

M. Guertin (Hull): Voyons quels records il détient. Celui des routes? Pas du tout. Malgré tous les éloges qu'on a faits de la politique de la voirie, nous sommes loin en arrière de l'Ontario qui, le 31 mars 1926, possédait 35,595 milles de routes améliorées, pendant que notre province n'en possédait que 6,610. Ce tableau apparaît à la page 616 de l'*Annuaire statistique du Canada 1926*.

A-t-il le record de la charité? Certainement que le gouvernement a bien fait par rapport avec (sic) les montants dépensés pour la charité, mais il est loin du championnat pour le Canada, puisqu'il ne dépensait en 1925, pour des fins de charité, que la somme de \$2,966,578, pendant que la province d'Ontario dépensait pour la même période et la même fin la somme de \$11,661,298.

Ces chiffres apparaissent dans l'*Annuaire statistique du Canada 1925* et 1926. J'entendais hier l'honorable député de Saint-Laurent (M. Cohen) dire que nous avions le moins de grèves dans tout le continent nord-américain. Je ne sais où il a pris ces renseignements, mais je vois, moi, à la page 696 de l'*Annuaire statistique du Canada 1926*, que la province de Québec a détenu le record pour 1925 puisqu'elle a eu 5,513 employés affectés par les grèves avec une perte de temps de 117,277 jours ouvrables, pendant que la province d'Ontario, pour la même période, n'a eu que 2,738 employés d'affectés avec une perte de temps de seulement 38,494 jours ouvrables.

Le gouvernement détient un autre championnat pour les années 1924 et 1925, en ce qui concerne le nombre de faillites (page 864 du volume cité tantôt).

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour 1925 à 1926, c'est Québec qui a eu le moins de faillites. Le député de Hull pourra voir cela dans le *Financial Post*. En 1926-1927, la province de Québec a eu un nombre de faillites moins élevé que l'Ontario⁶. Donnez-nous donc les chiffres de 1926 et 1927. Vous verrez que Québec est la province qui a fait le plus de progrès. L'honorable député n'a pas besoin de nous définir le pessimiste.

M. Guertin (Hull): Les chiffres de 1926 et 1927 ne sont pas encore publiés⁷. La province de Québec en 1924 était à la tête de la liste avec 812 faillites, et la même chose en 1925 avec 794 faillites, pendant que l'Ontario, qui est pourtant la plus industrielle, venait en deuxième lieu avec 794 faillites pour 1924, et 614 pour 1925. Est-ce cela la prospérité? Les grosses compagnies qui héritent de nos ressources naturelles ne faillissent pas, elles.

Il reproche au gouvernement d'avoir tenu trop dans l'oubli son comté, et c'est pourquoi le comté a cru bon d'élire un conservateur.

Je termine, M. l'Orateur, mais pas avant de dire à l'honorable député de Pontiac (M. McDonald), qui représente un comté où on ne permet pas l'enseignement du français dans les écoles, que, s'il a eu la bonne fortune d'être élu sans opposition à la dernière élection, dû au manque d'organisation des conservateurs, je lui promets de le recruter aux prochaines élections avec un bon candidat qui l'enverra, lui, sur la tablette de ceux qui ont vécu, mais dont le passage n'a pas fait sensation, et a été pour son comté un retard dans le progrès. Et il n'est pas impossible que je sois moi-même son adversaire, puisqu'il a prédit que je serai écrasé à la prochaine élection si je me représente dans le comté de Hull. Je tiendrai la première assemblée dans son comté au cours de l'été prochain.

M. Grant (Champlain): L'honorable député de Hull (M. Guertin) nous a chanté la cantate que nous entendons depuis plusieurs années en cette Chambre. C'est la critique traditionnelle de la gauche et elle ne change pas d'année en année. Au cours de la dernière session, le chef de l'opposition lançait des défis au premier ministre, disant qu'il avait hâte de soumettre son programme au peuple, ce qui lui permettrait de changer de côté en Chambre. Il a manqué son but, et je cherche en vain à ses côtés pour voir s'il n'a pas un plus grand nombre de ses anciens collègues. Nous avons eu des élections récemment et le peuple a porté un jugement. Il suffit de regarder les bancs de l'opposition pour se rendre compte que la critique de nos amis de la gauche n'a pas été prise au sérieux. Le député de Hull (M. Guertin) annonce déjà sa candidature dans le comté de Pontiac. Il aura sans doute le même sort que les candidats du chef de l'opposition.

Je tiens à féliciter le gouvernement pour les progrès réalisés dans tous les domaines, depuis qu'il est à la tête de l'administration. La province est prospère et le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) l'a amplement prouvé dans son exposé

budgetaire qui était clair et exempt de toute ambiguïté. Il félicite le trésorier de la province de son excellent budget. L'opposition n'en est pas satisfaite comme elle est mécontente de tout ce que fait le gouvernement. Mais, ces jours derniers, un bon conservateur, que la gauche ne pourra renier, M. Joseph Beaubien⁸, maire d'Outremont, déclarait à Montréal que la province de Québec était fière de son premier ministre et espérait qu'il poursuivrait son œuvre encore longtemps et qu'il dirigerait les destinées de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Beaubien est un conservateur comme vous.

M. Grant (Champlain) rappelle qu'il est né dans la région du Saguenay, comme le député de Maisonneuve (M. Tremblay). Les députés de Maisonneuve et de Hull (M. Guertin) parlent de la classe ouvrière et de nos ressources naturelles. En fait de ressources naturelles, qu'ils aillent donc constater le progrès immense réalisé dans le district de Chicoutimi et du Saguenay, où l'on a dépensé des centaines de millions dans l'espace de deux ou trois ans, et où des milliers d'hommes travaillent. Que mon honorable ami retourne dans notre région natale et il sera émerveillé des progrès qui y ont été accomplis. On y est loin du temps de l'esclavage que j'y ai connu.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas ce que pense le député de Rouville (M. Bernard).

M. Grant (Champlain): N'en déplaise au député de Rouville, je maintiens ce que j'ai dit. Le rapport de la Banque Canadienne Nationale, à la fin de 1927, souligna les progrès prodigieux en ces dernières années. D'ailleurs, pas besoin de rapport lorsque les faits sont là et que tout le monde peut les voir. Dans toute la province, comme au Saguenay, n'est-on pas témoin d'un merveilleux développement? Chicoutimi, Riverbend, Port-Alfred, et toute la région du Lac-Saint-Jean connaissent, depuis quelques années, un progrès inouï. Et au progrès industriel correspond un égal développement agricole. Ce n'est que le commencement, et prenons comme exemple la vallée du Saint-Maurice.

Dans la vallée du Saint-Maurice, en 1900, les conservateurs protestaient contre le fait que les chutes Shawinigan étaient vendues à une compagnie. Depuis, Trois-Rivières, Cap-de-la-Madeleine, Shawinigan, Grand'Mère ont connu une activité qu'elles n'avaient jamais rêvée. Quand nous avons

commencé à développer le pouvoir de la Shawinigan, nos adversaires ont crié à la ruine et ont violemment attaqué le gouvernement à ce sujet. Et qu'avons-nous vu? Nous avons vu surgir de grandes villes, nous avons vu s'élever des moulins qui donnent de l'ouvrage à des milliers d'ouvriers, et nous avons vu la population des districts augmenter dans des proportions considérables.

Au lieu de diminuer, la population augmente, malgré ce que dit l'opposition. Que mon honorable ami le député de Maisonneuve (M. Tremblay) vienne dans la région du Saint-Maurice que j'habite. Il y verra Trois-Rivières dont la population a augmenté de 10,000 à 35,000, Shawinigan, qui n'était autrefois que forêt et solitude et qui a aujourd'hui une population de 15,000 âmes, tout cela grâce à la politique du gouvernement.

On s'est apitoyé sur le sort de la ville de Hull, mais je l'ai visitée deux fois l'été dernier, au cours d'une tournée d'inspection des installations de la Gatineau, et j'y ai trouvé une population active, laborieuse, heureuse et confiante dans l'avenir. Et toutes les personnes que j'ai consultées à ce sujet m'ont dit qu'elle n'avait jamais été aussi prospère.

M. Guertin (Hull): L'honorable député prend ses informations aux mauvais endroits.

M. Grant (Champlain): J'ai été très impressionné par les barrages hydrauliques de Chelsea et de Pagan Falls, tandis que la nouvelle papeterie de East Templeton s'est distinguée comme étant un exemple frappant du progrès florissant de la province. Le député de Hull (M. Guertin) plaint Hull, mais je reviens d'Ottawa où on m'a justement déclaré que jamais cette ville n'avait connu une telle activité. Et le développement des forces hydrauliques du bassin de la Gatineau promet à cette région une grande prospérité.

Au cours de l'été dernier, sur la pressante invitation du ministre de la Colonisation, j'ai aussi eu le plaisir de faire le voyage à l'Abitibi, où je n'étais pas allé depuis 15 ans et où j'ai rencontré un grand nombre d'anciens résidents de mon comté. Jamais je n'aurais crû, sans la voir, que cette nouvelle région de colonisation avait fait autant de progrès en un si court espace de temps. Les terres de l'Abitibi sont aussi belles que les plus belles des parties de la province les plus favorisées, grâce aux efforts du ministère de la Colonisation. Je remercie le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault). J'ai été émerveillé de voir qu'une population de 18,000 âmes vit aujourd'hui

largement à cet endroit. Vingt-sept clochers ont surgi dans cette région grâce à l'initiative du ministre qui s'inspire du premier apôtre de la colonisation auquel on a élevé un monument à Saint-Jérôme, Mgr Labelle⁹.

Il fait l'éloge de madame Croteau, résidente de l'Abitibi, qui a mérité, par une carrière exemplaire, la décoration du Mérite agricole.

On a aussi parlé du chômage. Il est vrai que plusieurs jeunes gens ont déserté la terre pour venir grossir le nombre des sans-travail. Il est vrai qu'il y a des déserteurs, mais ils sont en petit nombre. Nos jeunes gens sont allés en grand nombre peupler les régions du Témiscamingue et de l'Abitibi, et les districts de colonisation offrent de magnifiques conditions aux jeunes hommes qui ont du cœur et qui veulent s'établir.

J'entendais l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis), lorsqu'il a parlé sur l'adresse, nous dire que le gouvernement devrait donner plus d'argent aux villes ou laisser aux villes les revenus des automobiles pour leurs chemins. J'invite l'honorable député, ou ses lieutenants, à venir répéter cette déclaration dans nos campagnes. Il ne le fera pas parce que l'opposition, dans les campagnes, dit que le gouvernement ne devrait rien donner aux villes et tout donner aux campagnes.

(Rires et applaudissements)

Il (M. Grant) parle du peu de succès que le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) et son candidat eurent dans son comté lors des dernières élections. La gauche prétend qu'on lui a volé son programme, qu'elle a pensé à tout et qu'elle seule peut penser. J'apprendrai à ces gens que du côté de la droite, on a aussi pensé, mais que l'on a donné suite à ces pensées. Il dit qu'il a commencé sa carrière comme ouvrier, qu'il est encore un ouvrier et qu'il aime la classe ouvrière.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, vous avez bien commencé et mal fini!

(Rires)

M. Grant (Champlain): Je me considère toujours comme un ami de la classe ouvrière, et je dois dire que, eu égard à la classe ouvrière, il y a deux choses à considérer. C'est que l'industrie doit payer un salaire raisonnable à son employé, mais en retour, celui-ci doit donner un travail raisonnable et, dans bien des cas, cela ne se fait pas.

L'honorable député de Hull (M. Guertin) a dit que l'on payait des salaires de 20 cents de l'heure dans les moulins de la Gatineau. Ce n'est pas vrai, on ne paie pas de tels salaires dans la ville de Hull.

M. Guertin (Hull): M. l'Orateur, je me lève sur un point d'ordre. L'honorable député n'a pas le droit de dire que je n'ai pas dit la vérité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le député de Champlain (M. Grant) n'a pas été aussi loin que le prétend le député de Hull (M. Guertin).

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre n'a pas suffisamment prêté d'attention au discours du député de Champlain (M. Grant) pour pouvoir affirmer cela.

M. Grant (Champlain): (Souriant) Disons que le député de Hull me permettra de lui dire qu'il a fait une erreur seulement. Il (M. Grant) ne connaît pas d'endroit, sur la Gatineau, où il se paie des salaires de seulement 25 cents l'heure. Mais que l'honorable député de Hull aille donc dans les moulins de la Gatineau et il constatera que, s'il n'est pas content lui, les ouvriers sont parfaitement satisfaits des salaires qui leur sont payés. Ce qui compte, c'est cela.

Nos ouvriers qui sont allés en Nouvelle-Angleterre ont constaté qu'il y avait moins d'avantages là-bas que dans la province de Québec. Une comparaison avec les États de la Nouvelle-Angleterre montre qu'un salaire moyen et régulier est préférable à un gros salaire sans régularité.

Il fait allusion à la motion de remerciements du député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), à l'adresse des donateurs qui ont fait cadeau à la province de la maison de Sir Wilfrid Laurier. J'ai aussi une place historique. J'ai, dans mon comté, à Sainte-Anne-de-la-Pérade, une maison qu'habita naguère l'héroïne de Verchères, Madeleine de Verchères¹⁰ après son mariage, et qui a aussi été la résidence de l'un de nos plus grands Canadiens, le vénérable père du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), et ancien premier ministre de la province, l'honorable Honoré Mercier.

(Applaudissements)

Je souhaite la voir bientôt transformée en musée. Une partie de ce manoir a été brûlée il y a deux ans, mais il en reste encore une qui est intacte. Il serait facile de le restaurer. Je crois que le gouvernement ferait une bonne action s'il restaurait cette maison. Le terrain qui l'entoure est assez vaste. Il y a là 300 acres de terre où l'on pourrait établir un collège d'agriculture et une ferme de démonstration, afin de perpétuer la mémoire de ce grand patriote.

(Applaudissements)

M. Blain (Montréal-Dorion): Je veux d'abord féliciter l'honorable député de Saint-Laurent (M. Cohen) pour son excellent discours d'hier qui a charmé toute la députation. Je comprends que pour défendre une aussi mauvaise cause que celle du gouvernement, il faut un bon criminaliste.

Il dit qu'il ne veut pas approfondir la question de savoir s'il existe un surplus ou non, ni critiquer les compétences du secrétaire provincial, mais il ne peut s'empêcher de remarquer que la dette a augmenté de \$25,000,000 en 25 ans, et pourtant, les surplus accumulés au cours des sept dernières années totalisent \$15,000,000. Le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) prétend que l'augmentation de la dette est justifiée par l'augmentation des actifs, et pourtant les *Comptes publics* démontrent que le passif de la province s'élève à \$48,000,000. Ce que je ne peux comprendre, dit-il, c'est que la dette consolidée et les versements provisoires de la province ont augmenté de \$33,765,597, en 1915, à \$68,155,713 en 1927, et que la dette consolidée a augmenté de plus de \$2,000,000 en un an. Il conteste la valeur du surplus déclaré à la Chambre par le secrétaire provincial.

Je suis de l'avis, dit-il, du député de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que la dette n'a pas diminué. Si nous avons un surplus, dit-il, on devrait s'en servir pour augmenter les salaires des instituteurs et institutrices catholiques qui sont moins bien traités que ceux des écoles protestantes. Le salaire des instituteurs et des institutrices n'est pas suffisant. Je vois bien, dans l'*Annuaire statistique*, que le salaire moyen annuel des instituteurs catholiques est de \$1,890, des instituteurs protestants, \$2,276, des institutrices protestantes, \$1,052, et des institutrices catholiques, \$355. J'appuie la suggestion faite par le député de Berthier (M. Bastien), ancien instituteur qui n'oublie pas ses anciens confrères, pour demander une révision de ces salaires. Je dois dire que les instituteurs et institutrices de la province méritent une amélioration dans leurs traitements. Ces personnes sont une des classes les plus intéressantes de la communauté. Elles méritent la considération de toutes les honnêtes gens.

Il insiste sur une politique plus intense d'hygiène publique. Il faut se souvenir que la province détient bien des records, entre autres le record de la plus haute mortalité, celui de la plus haute mortalité infantile, celui aussi de la plus haute mortalité par la tuberculose. Il y aurait donc de tous ces côtés une grosse campagne d'éducation à faire. On nous dira sans doute, à cause de cela, que nous sommes des pessimistes. Je ne crois pas, dit-il, que

les libéraux ont raison d'attaquer les conservateurs, parce que ces derniers signalent ces fléaux plutôt que de cacher leur tête dans le sable comme des autruches.

Trop longtemps nos femmes canadiennes ont tenu ferme devant les dangers qui nous menacent, sans aide. Elles ont fait généreusement leur devoir. Nous perdons au-delà de 10,000 enfants par année, sans compter ceux que nous fait perdre l'émigration. Nous avons une mortalité infantile effroyable dans la province. Certes, le gouvernement a fait quelque chose pour améliorer la situation, mais il reste encore beaucoup à faire. Il faut donc que toute la population concoure avec les gouvernants dans la lutte contre la mortalité infantile. Le gouvernement devrait donner des allocations familiales pour encourager les familles nombreuses et faire disparaître la mortalité infantile, car ce qui compte pour notre race, c'est, comme le disait Édouard Montpetit¹¹, l'enfant qui naît et qui vit. Il prône aussi les pensions aux vieillards.

Le gouvernement prétend que la province jouit d'une véritable prospérité. Comment se fait-il alors que tous les épiciers, représentants du petit commerce, se plaignent? Le système des chaînes d'épicerie est en train de tuer ce commerce. Une seule compagnie a 110 magasins à Montréal, une autre, 57 à Montréal et 22,000 aux États-Unis. L'opposition a suggéré de permettre aux épiciers la vente du vin. C'eût été leur venir en aide et leur donner plus de force en leur procurant une nouvelle source de revenus.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Est-ce que la vente des vins par les épiciers est maintenant au programme de l'opposition?

M. Guertin (Hull) et M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oui.

M. Blain (Montréal-Dorion): Oui. Les mêmes symptômes décourageants se manifestent dans l'industrie de la chaussure.

Un des grands dangers actuels est constitué par les "mergers". Nous avons notamment celui de la Shawinigan Water and Power Company, dans lequel il n'y a présentement que deux directeurs canadiens-français, tous les autres étant des États-Unis.

Des capitalistes américains ont accepté l'invitation du premier ministre de venir placer des capitaux au Canada. Les Américains possèdent près de 50 % de nos industries, d'après le professeur Stephen Leacock¹², de McGill, qui disait que les

capitaux américains, au lieu d'être placés à intérêts, sont placés pour rapporter des profits et que cette politique finira par nous être contraire.

L'honorable M. Nicol (Compton): Est-ce que M. Leacock ne dit pas, dans le même article, qu'il ne voit aucune objection à ce que le capital américain vienne ici?

M. Guertin (Hull): Non, c'est un autre économiste qui a dit cela, Sir Herbert Holt¹³.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Est-ce que M. Leacock n'a pas dit encore que New York avait été bâti avec du capital anglais?

M. Guertin (Hull): Oui.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Avez-vous sa conférence?

M. Guertin (Hull): Non, je n'ai que l'extrait d'un journal.

L'honorable M. Nicol (Compton): Quel journal?

M. Guertin (Hull): *Le Devoir*.

Une voix à droite: Ah!

M. Guertin (Hull): L'honorable premier ministre a fait un voyage à New York pour inviter les Américains à nous apporter des capitaux. Voyage bien inutile, car les Américains viendraient tout seuls.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tant mieux.

M. Guertin (Hull): On verra si c'est tant mieux avant longtemps¹⁴, quand les capitalistes américains auront de l'influence sur nos ouvriers.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le danger de l'importation des capitaux américains est aussi celui de voir ces mêmes Américains retourner chez eux après avoir fait fortune. Je ne suis pas contre les capitaux étrangers, dit-il, mais à condition qu'ils soient une aide et non pas des maîtres. Les capitaux américains ont augmenté au Canada de \$750,000,000 à \$3,515,000,000 en 1926.

Le député de Saint-Laurent (M. Cohen) a donné hier comme preuve de notre prospérité la situation financière des banques. Comment se fait-il

que, si les banques sont si prospères, elles disparaissent les unes après les autres? Nous avions, en 1913, 22 banques, nous n'en avons plus que 14. Nous avons plusieurs banques canadiennes-françaises dans la province, nous n'en avons plus que deux, les autres sont disparues. Est-ce un indice de prospérité? Nous n'avons plus dans la province du capital centralisé. Nous n'avons plus que des hommes très riches ou très pauvres, il n'y a pas de juste milieu. Tout le capital est entre les mains de quelques-uns. Nous en arriverons à ceci: dans quelques années, nous verrons toutes ces grandes entreprises contrôler le gouvernement de cette province en faisant élire qui elles voudront dans les divers comtés.

Parlant de l'agriculture, *Le Canada* du 11 janvier, dit-il, admettait la désertion des campagnes.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est mieux que *Le Devoir*.

L'honorable M. Duplessis (Trois-Rivières): Pas quand il rapporte les discours prononcés dans Montmorency¹⁵.

M. Blain (Montréal-Dorion): Il y a une diminution substantielle de la proportion de la population rurale par rapport à celle de la population urbaine, depuis 1911. Est-ce parce que l'agriculture est prospère?

Puisque l'agriculture est prospère, pourquoi, se demande-t-il, le congrès tenu en Abitibi formulait des plaintes à pleines pages, pourquoi annonce-t-on des terres à vendre dans la Gaspésie, pourquoi Mgr Ross¹⁶ a-t-il fait appel à la population, pourquoi le nombre d'agriculteurs diminue alors que celui des consommateurs augmente, et pourquoi y a-t-il déséquilibre dans notre population?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Le député de Dorion veut-il dire que la population urbaine a augmenté et que celle des campagnes a diminué, qu'elle émigre vers les villes?

M. Blain (Montréal-Dorion): C'est ce que j'ai dit. J'ai dit que la population des villes a augmenté tandis que celle des campagnes a diminué depuis 25 ans. Et personne ne pourra me faire croire que l'on n'a pas fait baptiser dans nos campagnes depuis 1911. En 1901, la population urbaine était de 654,065, soit 39.7 %, et celle des campagnes 994,833, soit 60.3 %. En 1921, la population urbaine était de 1,323,071, ou 56 %, et la population rurale, 1,038,128 ou 44 %.

Je tiens en passant à saluer Madame Croteau, de l'Abitibi, et tous les vaillants colons qui sont les bâtisseurs de notre pays. La colonisation et l'agriculture sont à la base de notre système économique et je serai toujours large pour appuyer toutes les mesures destinées à encourager colons et agriculteurs.

Il exprime son regret de voir que plusieurs endroits ouverts à la colonisation n'ont pas donné tout ce qu'on attendait d'eux. Il se demande si les terres nouvelles ouvertes aux colons donneront tout ce qu'on attend d'elles. Les Laurentides n'ont pas donné tout ce qu'on en attendait. L'Abitibi donnera-t-il tout ce qu'on attend de lui?

La Gaspésie donne-t-elle tout ce qu'elle pourrait donner? Les ministériels disent que l'agriculture est payante. Si l'agriculture est payante, comment se fait-il que la population de la Gaspésie a perdu 20,000 habitants en cinq ans?

Pourquoi ne donne-t-on pas à cette partie du pays les moyens de transport dont elle a besoin pour se développer? La colonisation est retardée, dit-il, dans la Gaspésie par des seigneuries. Nous ne pouvons compter sur l'immigration parce qu'elle se dirige partout, excepté dans Québec. Il en coûte moins cher à un Européen d'aller s'établir dans l'Ouest canadien qu'à un citoyen de la province de Québec. Il faut compter sur nous pour la colonisation de nos terres, mais il faut connaître les endroits où on enverra nos gens.

Nous sommes peut-être des bolchevistes parce que nous voulons une amélioration du sort des ouvriers, de nos cultivateurs et de nos familles, pourtant ce sont des principes prêchés par les hommes les plus éminents de notre province. On pourra nous traiter de bolcheviques, dénaturer notre pensée, mais notre politique est saine.

Nous sommes prêts à collaborer avec le gouvernement. Nous réclamons un inventaire de toutes nos ressources, tant dans les vieilles paroisses que dans les nouvelles, afin de préparer notre politique pour l'avenir et connaître nos possibilités de développement.

(Applaudissements à gauche)

M. Gauthier (Portneuf)¹⁷: (Applaudissements)

Si c'est vrai que nous avons tant de déficits et que nous voulons le programme de l'opposition, il faut craindre que la province soit en banqueroute, un bon jour. Quel bon programme alors! (Rires)

Si les principes conservateurs sont respectés, comment se fait-il alors que les choses aillent si mal au Québec? Il approuve dans son entier le

programme du gouvernement et dit que le comté de Portneuf est absolument satisfait.

Il félicite le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) de son excellent budget. Les électeurs de Portneuf souhaitent que le trésorier reste à la tête du ministère qu'il dirige avec tant de talent et de souplesse. Mon comté a paru bien intéressé à l'opposition...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Au gouvernement aussi.

Une voix à droite: À l'ordre, à l'ordre.

M. Gauthier (Portneuf): ... il intéressait aussi le gouvernement, puisqu'il lui a donné un fidèle représentant à la Chambre. Les conservateurs n'ont pas présenté de candidat à l'élection de Portneuf, parce que toute la population de ce comté est unanime à reconnaître la valeur de la politique du gouvernement.

Ceux qui sont venus dans cette élection pour faire leur devoir en sont repartis avec la considération et l'estime des électeurs.

Il rassure le député de Montréal-Dorion (M. Blain) en disant que, comme médecin, il en a l'expérience et que la race canadienne-française est plus prolifique que jamais.

Je me permettrai de faire une suggestion au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) au sujet de l'industrie du renard. Je demanderai au ministère de la Colonisation de protéger davantage les éleveurs qui exportent des fourrures à l'étranger. Dans Charlevoix, il y a \$600,000 investis dans cette industrie et \$500,000 dans le comté de Portneuf.

Il y a un enregistrement des éleveurs de renards qui se fait par Ottawa et l'enregistrement des animaux se fait parfois trop tard, ce qui cause un préjudice aux éleveurs. Ceux-ci désireraient plus de protection pour les fourrures.

Ainsi, pour la fourrure de vison, les États-Unis ont des animaux de moins bonne qualité que cette province. Cependant, des éleveurs font venir des États-Unis de jeunes animaux qu'ils élèvent et dont ils revendent ensuite la fourrure aux États-Unis. Nous y gagnerions si nous développions notre propre élevage. Il demande au gouvernement d'exercer un plus grand contrôle sur ce commerce.

La question des salaires des instituteurs relève des commissions scolaires. Elles ont leur autonomie et il ne dépend que d'elles si les institutrices ne sont pas suffisamment rémunérées.

Le gouvernement encourage les commissions scolaires à augmenter les salaires des instituteurs.

Les députés de l'opposition se plaignent que l'hygiène n'est pas développée dans la province. Leurs plaintes ne sont justifiables ni justifiées. Comme médecin, dit-il, je ne sais à quoi m'en tenir là-dessus. Il demande au secrétaire de la province (l'honorable M. David) de continuer ses octrois à l'hygiène, de les augmenter même.

Le développement industriel est responsable de l'augmentation de la population urbaine, ce qui ne veut pas dire que la colonisation ne progresse pas.

On dit qu'il y a en cette Chambre de nombreux jeunes, que l'on se plaît à reconnaître comme les hommes de demain. Les jeunes sont heureux d'appuyer le chef actuel du gouvernement, dont les œuvres sont déjà si nombreuses et si bienfaisantes pour notre province, et ils souhaitent qu'il reste longtemps à son poste. C'est aussi l'espoir des électeurs de Portneuf, qui ont envoyé au Parlement un député pour appuyer le gouvernement.

(Applaudissements)

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 4 modifiant la loi des jurés;
- bill 6 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'avance de l'heure;
- bill 15 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe;
- bill 16 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Bellechasse;
- bill 17 validant certains enregistrements dans la division d'enregistrement de Montmagny;
- bill 76 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Gérard Raymond à l'étude de la profession d'avocat, sans examen;
- bill 78 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Charles-Stanislas-Victorien Barré à la pratique du droit;

- bill 92 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre L.-E.-Langis Galipeault au nombre de ses membres, après examen.

Animaux de ferme et leurs produits

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 11 modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation.

Registres de l'état civil

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code de procédure civile, article 598

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 42 modifiant l'article 598 du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Vérificateurs des comptes municipaux

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 173 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la nomination des vérificateurs des comptes pour certaines municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Rodolphe Moreau

M. Dansereau (Argenteuil) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que, vu que le bill 88 concernant Rodolphe Moreau relativement à l'exercice de ses droits civiques a été

rejeté, les droits ordinaires que le promoteur de ce bill a payés soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Adopté.

The Quebec Labrador Railway Company

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 126 constituant en corporation The Quebec Labrador Railway Company soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication.

Travaux de la Chambre:

Demande de renseignements, loi des accidents du travail

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce que le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) pourrait nous dire quand la loi des accidents du travail sera prête?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je crois qu'elle pourra être distribuée la semaine prochaine. On est à l'imprimer.

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) En grosses lettres.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): En beaux caractères.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Fera-t-il bonne impression sur la Chambre?

Rapport de la Commission sur les écoles catholiques à Montréal

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande au député de Montmorency (l'honorable M. Taschereau) si le gouvernement déposera le rapport de la commission chargée par le gouvernement d'enquêter sur la situation des écoles catholiques à Montréal.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le rapport est sous presse.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 6 h 15.

NOTES

1. *The Gazette* du 10 février 1928, à la page 1, dit que ce propos de Guertin est "une remarque quelque peu fâcheuse à ce moment-là, puisque les honoraires des députés doivent être augmentés de \$500 par session."

2. Il s'agit d'un entrefilet paru dans *Le Devoir* du 21 janvier 1928, à la page 2, disant que le nouvel Orateur, M. Laferté, avait reçu au commencement de la session plus de 2,000 demandes d'emploi, soit le plus grand nombre de demandes jamais reçues par l'Orateur, et que ce chiffre semblait être un indice du grand nombre de chômeurs qu'il y a actuellement dans la province.

3. *L'Action catholique* du 10 février 1928, à la page 1, et *Le Droit* du 10 février 1928, à la page 1, attribuent cette réplique à M. Guertin (Hull).

4. La veille, M. Guertin avait dit qu'il faisait tout avec un esprit chrétien.

5. Gene Tunney (1897-1978), né à Greenwich Village, New York, débute sa carrière professionnelle le 2 juin 1915 et se joint aux forces armées en 1918, et entreprend son service en France où il remporte plusieurs victoires. De retour aux États-Unis en décembre 1919, il poursuit sa carrière de boxeur. Considéré comme un intellectuel, Tunney, surnommé "The Fighting Leather-Neck", remporte le titre de champion du monde dans la catégorie des poids lourds de 1926 à 1928.

6. Selon *L'Action catholique* du 10 février 1928, à la page 1, M. Taschereau aurait plutôt dit: "En 1926 et en 1927, la province de Québec est supérieure à celle d'Ontario, au point de vue des faillites."

7. *Le Devoir* du 10 février 1928, à la page 2, donne la version suivante comme réponse de Guertin: "Je prends mes chiffres dans l'*Annuaire statistique du Canada*, mais je n'ai pas pu me procurer cet annuaire pour l'année 1927. Je serais heureux de voir ce livre que je n'ai pu me procurer dans l'édifice."

8. Joseph Beaubien (1865-1949), maire d'Outremont.

9. Antoine Labelle (1833-1891), curé de Saint-Jérôme (1868), il contribue fortement à la colonisation de la vallée de l'Outaouais. Figure emblématique du développement de cette région et de la colonisation. Sous-ministre de la Colonisation dans le cabinet Mercier (1888-1891).

10. Madeleine Jarret de Verchères (1678-1747). À 12 ans, elle aide sa mère qui défend le fort de Verchères contre les Iroquois. En 1692, elle dirige à son tour avec succès la défense du fort de Verchères contre une nouvelle attaque. Sur les instances de M. de Beauharnois, gouverneur général de la Nouvelle-France, elle en fit écrire le récit qui sera à la base d'une légende dont elle est l'héroïne. Elle épouse en 1706 Pierre Thomas Tardieu de la Naudière, sieur de La Pérade. Le couple eut cinq enfants.

11. Édouard Montpetit (1881-1954), professeur d'université et administrateur, enseigna à l'École des hautes études commerciales de 1910 à 1939.

12. Stephen Leacock (1869-1944), écrivain, professeur d'économie politique à l'Université McGill, de 1908 à 1935.

13. Sir Herbert Samuel Holt (1856-1941), une des figures légendaires les plus influentes de la haute finance et de l'industrie canadienne. D'origine irlandaise, il émigra au Canada en 1873. Ingénieur et entrepreneur dans le domaine des chemins de fer, il prend ensuite la direction de la Montreal Light, Heat and Power Company, qui est responsable de la distribution de l'électricité pour une grande partie du Québec. Après avoir été président de la Sovereign Bank of Canada, il devient, en 1908, directeur de la Banque Royale du Canada.

14. Cette riposte est attribuée à M. Blain, dans la chronique parlementaire du *Devoir* du 10 février 1928, à la page 2.

15. *Le Devoir* du 10 février 1928, à la page 2, explique que M. Blain fait allusion à un embarras créé à M. Taschereau par *Le Canada* au cours d'une

récente élection générale où il se heurta avec M. Meighen.

16. François-Xavier Ross (1869-1945), premier évêque du diocèse de Gaspé, nommé en 1922; il demeure en poste jusqu'à son décès. Il assume également le poste de directeur de l'École normale de Rimouski.

17. Selon *The Chronicle-Telegraph* du 10 février 1928, à la page 9, le prochain intervenant fut le député de Kamouraska, Pierre Gagnon, même si aucun résumé de son discours n'y paraît. Aucun autre journal dépouillé ne fait mention de ce discours.

Séance du vendredi 10 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Questions et réponses:**Revenu des terres
de la couronne**

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Combien a rapporté en 1926-27 chacune des différentes sources de revenus qui forment les recettes pour "Terres de la couronne" apparaissant à la page 6 des *Comptes publics* 1926-1927?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
(Voir le tableau ci-dessous)

Principal et	
intérêt.....	\$64,562.29
Honoraires de certificats et	
d'enregistrements	3,191.22
Remboursements pour	
lots défrichés et	
bâties	<u>517.31</u>
	\$68,270.82

**Village de Thurso,
règlement no 89**

M. Lahaie (Papineau) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier bill 113 confirmant le règlement no 89 du village de Thurso.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lahaie (Papineau) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Succession
Charles-Séraphin Rodier**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 81 concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Verdun**

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 101 modifiant la charte de la cité de Verdun.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lafleur (Montréal-Verdun) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Saint-Luc

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**The Arthabaska
Clothing Company**

M. Thériault (L'Islet) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 121 ratifiant le règlement no 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska

accorde un bonus de quatre mille piastres à The Arthabaska Clothing Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Thériault (L'Islet) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles protestantes de Montréal et de ses environs

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 144 modifiant la loi concernant les des écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company

M. Bullock (Shefford) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 130 modifiant la charte de The Shefford, Bagot and Missisquoi Railway Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bullock (Shefford) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte d'Iberville

M. Lamoureux (Iberville) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 83 modifiant la charte de la ville d'Iberville.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lamoureux (Iberville) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

King Edward Park & Amusement Company

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 91 modifiant la loi constituant en corporation la compagnie King Edward Park & Amusement Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Hôpital français devenant hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Succession M.-J.-A.-A. Larocque

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

St. Lawrence Paper Mills Ltd.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 124 ratifiant le titre de St. Lawrence Paper Mills Limited à certaine propriété et certain droit.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 11 h 40.

Charte de Saint-Jérôme

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 112 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de LaSalle

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 97 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Charte de Lévis

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 114 modifiant la charte de la cité de Lévis soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette

Séance du mardi 14 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Charte
de Montréal**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Mercier (M. Plante), que tous les règlements se rapportant aux avis, à l'introduction, à la réception et à l'examen des pétitions pour l'introduction de bills privés, sauf ceux qui se rapportent aux droits à payer, soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la cité de Montréal demandant que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui l'amendent soient modifiées, que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence la pétition de la cité de Montréal, demandant que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui l'amendent soient modifiées et qu'il lui soit permis de présenter le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Poulin (Montréal-Laurier) demande la permission de présenter le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**La ville de Berthier et
Log Supply Company Limited**

M. Bastien (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Gagnon), que les articles 510 et 511 du Règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Berthier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat intervenu entre elle et Log Supply

Company Limited, et que cette pétition soit lue et reçue à la présente séance.

Adopté.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de la ville de Berthier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat intervenu entre elle et Log Supply Company Limited, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 42 modifiant l'article 598 du Code de procédure civile;

- bill 87 autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot no 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges;

- bill 119 modifiant la charte de The Yukon Loan & Trust Company;

- bill 115 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie Canadian International Paper Company.

Et, avec des amendements, le bill 120 exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dixième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 116 modifiant la charte de "Les Religieuses Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal".

Et, avec des amendements, le bill 140 autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante.

**Code civil,
article 44**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 51 modifiant l'article 44 du Code civil.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
article 413**

M. Philps (Huntingdon) demande la permission de présenter le bill 175 modifiant l'article 413 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Droit de vote des femmes

M. Tremblay (Maisonnette) demande la permission de présenter le bill 176 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.

Des voix¹: "Drop". Lost, lost!

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
article 36**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) demande la permission de présenter le bill 177 modifiant l'article 36 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

École technique de Montréal

M. Tremblay (Maisonnette): Qu'ont coûté, à date, le terrain, la construction, les réparations et l'aménagement de l'école technique de Montréal?

L'honorable M. David (Terrebonne): \$1,044,679.52.

**Poursuites de municipalités
pour travaux de voirie**

M. Renaud (Laval): 1. À combien de municipalités le gouvernement a-t-il fait envoyer des lettres d'avocat au sujet de travaux de voirie?

2. Quelle somme globale représentent les réclamations du gouvernement à date, au sujet de travaux de voirie, contre les municipalités auxquelles il a fait envoyer des lettres d'avocat?

3. À combien de municipalités le gouvernement a-t-il intenté des poursuites au sujet de travaux de voirie?

4. Quelle somme globale représentent toutes les poursuites intentées par le gouvernement à date à certaines municipalités au sujet de travaux de voirie?

5. Quelle somme globale représentent les poursuites qui sont maintenant réglées et quel montant total a retiré ou retirera le gouvernement?

6. Quelle somme globale ont coûté ces actions ou poursuites, en frais de cour ou autres: *a.* aux municipalités intéressées? *b.* au gouvernement?

7. Quels sont les noms et prénoms de ceux qui ont agi au dossier comme avocats du gouvernement dans chacune des poursuites intentées par le gouvernement à ces municipalités au sujet de travaux de voirie et à quelle étude ou raison sociale appartenait chacun d'eux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Deux cent six.

2. \$1,261,268.22.

3. Trois cents.

4. \$802,338.26.

5. Montant des règlements, \$426,872.16; montant total retiré sur ces règlements, \$373,431.86; montant à retirer sur ces règlements, \$53,440.30.

6. *a.* \$5,220.73; *b.* \$32,851.40.

7. John G. Ahern, de Markey, Skinner & Ahern; Aimé Leblanc, de Leblanc, Plante & Leblanc; Louis-A. Talbot, c.r.; Laetare Roy; J.-Alexandre Legault, c.r.; Édouard Gaudreault; Armand Sylvestre; François Lajoie, c.r., de Lajoie & Lajoie; Lucien Dugas; J.-Wilfrid Sainte-Marie, c.r.; Stanislas Poulin, c.r., de Poulin & Sabourin; Eugène Rivard; Oscar Drouin, c.r., de Drouin & Drouin; Vincent Dupuis, de Dupuis et Venne; H.-A. Fortier, c.r., de Fortier & Major; Amédée Caron, de Casgrain & Caron; Wilfrid Lalonde; Léonce Cliche; Léon Casgrain, c.r., de Casgrain & Lizotte; E. P. McCabe; Albert Berthiaume; Léopold Désilets, de Fortier & Désilets; Onésime Tremblay; Thomas Lefebvre; Oscar-L. Boulanger, de Boulanger & Marquis; Antoine Chauvin, c.r.; J.-A. Thouin, c.r., de Brodeur & Thouin; Léopold Pinsonnault.

Protonotaire du district de Bedford

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Y a-t-il eu des plaintes contre l'administration du protonotaire du district de Bedford, depuis trois ans?

2. Dans l'affirmative, quelle en était la nature?

3. Le gouvernement a-t-il fait vérifier les livres dudit protonotaire?

4. Dans l'affirmative, a-t-on trouvé un déficit et lequel?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Non.

2.

3. Non.

4.

Demandes de documents:

Avoine distribuée aux colons

M. Renaud (Laval) propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), qu'il soit mis devant cette Chambre un état montrant: 1. Quelle quantité d'avoine le ministre de la Colonisation a-t-il fait distribuer gratuitement aux colons de notre province: *a.* En 1926? *b.* En 1927? 2. Quelles variétés? 3. Dans quels comtés et à qui?

Adopté.

Questions et réponses:

Amélioration de la voirie

M. Renaud (Laval): 1. Qu'a coûté: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités la construction des 9,148 milles de chemins améliorés de la province?

2. Combien de milles de ces chemins ont dû être refaits?

3. Qu'a coûté la réfection: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

4. Qu'ont coûté l'entretien et la réparation: *a.* au gouvernement; *b.* aux municipalités?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. *a.* \$53,934,945.83; *b.* Emprunts, \$5,413,043.86; subventions, \$4,399,920.15.

2. Des revêtements de surfaces ont été faits sur 1101.32 milles.

3. *a.* \$8,703,564.60; *b.* \$1,112,224.25.

4. *a.* \$13,096,890.42; *b.* \$1,971,547.69.

Employés de la prison de Bordeaux

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Quel est le nombre des employés de la prison de Bordeaux qui bénéficient de l'assurance-groupe?

2. Quel est le nombre de ceux qui n'en bénéficient pas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 5.

2. 100.

Greffier de la paix à Montréal

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Quel est le nombre des employés du greffier de la paix à Montréal qui bénéficient de l'assurance-groupe?

2. Quel est le nombre de ceux qui n'en bénéficient pas?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. 29.

2. 36.

Prisonniers de la prison de Bordeaux

M. Tremblay (Maisonneuve): Combien de prisonniers ont laissé la prison de Bordeaux, le 16 mai 1927 ou la semaine suivante précédant le 16 mai 1927, avant l'expiration totale de leur terme?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le 16 mai 1927: aucun; la semaine précédant le 16 mai 1927: deux prisonniers libérés sur "ticket-of-leave" par le gouverneur général.

Pierre Valois, employé du gouvernement

M. Tremblay (Maisonneuve): 1. Un nommé Pierre Valois a-t-il déjà été à l'emploi du gouvernement de cette province?

2. Dans l'affirmative, de quelle date à quelle date?

3. Quelles étaient ses attributions?

4. Dans quel bureau était-il employé?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. Depuis le 9 juillet 1921.

3. et 4. Constable au bureau du grand constable à Montréal.

Pont sur la rivière Richelieu

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu.

Adopté.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 59 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné le 9 février, sur la motion proposée le mardi 31 janvier courant: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" et que la Chambre se forme en comité des subsides.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) se lève. (Applaudissements) Si le débat a été continué jusqu'à aujourd'hui, c'est que je ne m'attendais pas, la semaine dernière, que le débat finisse jeudi, vu que pas un ministre responsable de l'administration n'avait répondu aux attaques de l'opposition, préférant sans doute recevoir les fleurs de leurs partisans les plus inquiets et de quelques autres abondamment fidèles.

Il (M. Sauvé) félicite ses collègues des deux côtés de la Chambre qui ont participé à ce débat, sinon pour les arguments qu'ils ont apportés, du moins pour le ton de cordialité et de courtoisie qu'ils ont mis dans la discussion. Je remercie *Le Canada* d'avoir publié en marge de son titre, au lendemain d'un débat marqué par une grande violence contre moi, cette parole de Manzoni: "Un grand cœur dédaigne et oublie, mais le lâche se réjouit dans la haine". Il est vrai que j'ai encore été le point de mire

de la droite, mais j'ai assez le souci de mon devoir pour supporter les aménités ou les légèretés ministérielles.

À l'aurore d'un Parlement, nous entrons aussi dans une ère nouvelle, poussés par une force étrangère et un optimisme qui a besoin d'un frein. Au début de notre troisième période de développement et d'évolution économiques, après celles du défrichement, des chemins de fer à vapeur, voici celle de l'électricité dont les merveilles sont incalculables.

Le monde marche avec la rapidité de l'étincelle. Les mœurs bouleversent la société comme l'évolution de la science transforme nos méthodes de production. Les entreprises prennent des proportions gigantesques. L'industrie possède des moyens de fabrication qui dévorent nos matières premières, abondantes mais limitées.

La mécanique se développant chaque année, le machinisme permet de faire de gros volumes de fabrication et de production, avec des revenus à millions et d'édifier des fortunes colossales, sans exiger un nombre proportionnel d'ouvriers, ce qui est trop souvent une cause de chômage dans nos villes industrielles.

Les législateurs ont donc une tâche de surveillance, d'étude, de prévoyance de plus en plus difficile et lourde de responsabilités. C'est pourquoi aussi le gouvernement et l'opposition devraient avoir une représentation mieux proportionnée. Car ils ne sont pas les amis de leur province ou de leur pays, ceux qui, sous notre régime constitutionnel, prennent les moyens de conscrire les intelligences et les consciences, de violenter la volonté populaire en vue de détruire toute opposition à leur régime. Il est étrange qu'après plus de trois quarts de siècle de régime responsable, nous soyons encore obligés d'expliquer le vrai rôle de l'opposition.

L'opposition joue un rôle parfois désagréable mais obligatoire. Je trouve étrange, dit-il, que le gouvernement et ses amis parlent et agissent comme pour essayer de détruire tout vestige d'opposition. Nos problèmes étant de plus en plus vastes et de solutions difficiles, les deux partis devraient avoir une représentation plus proportionnée au Parlement du Québec. La province de Québec ne peut être heureuse et prospère si des groupes de sa population, issus même de vieilles familles canadiennes, ont à peine le droit de vivre, mais pas de penser suivant leur intelligence. L'opposition a les intérêts de la province autant à cœur que le Parti libéral et c'est dans cet esprit qu'elle signale les irrégularités au gouvernement.

Il ne m'est pas agréable de rompre le courant d'alléluias ministériels et de refuser devant 75 fidèles, abondamment soumis, de chanter leur *te deum* païen...

Des voix murmurent à droite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): ... mais pourquoi donc l'échange de vues ne s'imposerait-il pas encore dans une assemblée délibérante comme la nôtre? Il faut quand même remettre les choses au point. L'honorable premier ministre, je l'espère, ne se scandalisera pas de cette expression.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Hull (M. Guertin) s'en scandalisera peut-être, lui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, je sais que c'est un homme droit et qu'il n'interprétera pas mal mes paroles. L'on donne à nos critiques une signification qu'elles n'ont pas. Nous voulons seulement que le gouvernement s'oriente mieux, afin de mieux administrer notre population. Constatant l'existence de malaises, nous nous efforçons de les signaler et nous ne trahisons pas notre province, quels que soient les reproches que l'on puisse nous faire.

Je comprends que notre devoir est aussi de ne pas nuire aux saines activités qui coopèrent au développement du pays ainsi qu'aux mouvements de rapatriement et d'immigration que nous désirerions mieux organisés. Mais ne sommes-nous pas aussi les diagnosticiens de nos malaises économiques et des faiblesses du gouvernement? Devons-nous constater un mal, le laisser s'aggraver sans rien dire, sans le localiser, sans le signaler et sans en avertir le patient, sans suggérer ou prescrire le remède que nous croyons efficace? Que dirait-on d'un médecin si, pour ne pas nuire à sa race, à son pays, il laissait se propager la maladie contagieuse d'un client et ne faisait aucun rapport aux autorités ou ne donnait aucune prescription? Ne le dénoncerait-on pas comme un malfaiteur? Si, pour ne pas empêcher des étrangers de venir au pays, ce médecin l'expose à perdre une partie de sa population, n'est-il pas coupable?

C'est le cas du gouvernement et c'est le reproche que mériterait l'opposition si, pour être agréable au pouvoir, elle faisait silence sur un mal qui ronge la province et la menace des pires conséquences. Eh bien, non, nous ne la trahisons pas, notre province, car nous l'aimons nous aussi. La

gauche aime autant sa province que la droite. C'est notre berceau à nous comme à vous, amis de la droite. Nous avons appris à l'aimer au même foyer de foi et de patriotisme, aux mêmes postes de civilisation. Nous en connaissons les richesses morales et matérielles, la force et les secrets de survivance. Nous voulons la voir marcher grande et majestueuse au milieu de ses sœurs de la fédération, dans la grande voie de la prospérité.

Le premier ministre, qui est le chef de la province avant d'être le chef de son parti, admettra cette vérité: pour que la province soit réellement heureuse et prospère, il faut d'abord que ses fils puissent lui consacrer tous leurs talents, activités et qu'ils se sentent bien chez elle, traités avec une égale justice. Il faut que toutes les classes soient traitées avec égalité. Si dans cette province les droits d'une partie de la population sont constamment foulés aux pieds, si les efforts et les sacrifices de ces groupes sont méprisés, si leur existence est à peine tolérée, non, non, la province ne peut être heureuse et prospère. Car les jouissances et la fortune d'une faction privilégiée ne font pas le bonheur et les richesses de la société.

(Applaudissements à gauche)

Pour essayer de se défendre contre nos attaques, on nous traite de socialistes, de bolchevistes. Aussitôt que l'opposition propose quelque chose pour le bien de la province, il se trouve quelqu'un du côté des ministériels pour crier au bolchevisme ou au socialisme. Je siège en cette Chambre depuis 20 ans. Je crois avoir pris part à tous les débats sur les questions d'ordre moral, religieux ou économique. Je dirige l'opposition depuis plus de 12 ans, bien imparfaitement, je l'ai toujours cru, mais qu'on me le dise donc, quand et sur quelles questions aurais-je tenu une conduite en violation des règles du droit naturel, de la théologie ou de l'économie politique.

Il (M. Sauvé) dit son amour de sa province. Ma politique a toujours été de protéger les droits et de soutenir les intérêts sains de la société. Qu'on discute nos idées, mais qu'on ne vienne pas dire que nous sommes des socialistes et des bolchevistes. Quand nos amis de la droite nous lancent cette injure, non seulement ils sont injustes, mais ils manquent de loyauté envers nous. Il n'y a pas de bolchevistes dans l'opposition, mais seulement des hommes soucieux de faire leur devoir. L'opposition veut remplir son devoir. L'opposition a prêché des idées saines.

Bolcheviste, le député de Berthier (M. Bastien) qui a courageusement proposé une

mesure contenue dans une motion de l'opposition, un crédit gouvernemental permettant à des élèves diplômés dans nos écoles d'agriculture de s'établir sur des fermes, afin de démontrer que la science puisée dans ces institutions est un grand avantage dans la pratique de l'agriculture?

M. Bastien (Berthier): Le chef de l'opposition désapprouve-t-il le système que nous avons actuellement et veut-il destituer les agronomes actuels?

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reconnaît la valeur des élèves sortis des écoles d'agriculture, et la motion que l'opposition présente, en 1926, reconnaissait cette valeur en souhaitant que les agronomes soient établis sur des fermes de démonstration. Sans les lois organiques et le système de revenus, la province n'aurait pu atteindre la position qu'elle occupe maintenant. Oui, je remercie le député de Berthier et je l'invite à compléter son appui. Il (M. Sauvé) ne veut pas le faire lui-même pour ne pas indisposer contre lui le ministère qui est parfois très vétilleux.

Les ministériels font les scandalisés aujourd'hui, mais ils accepteront les idées de l'opposition demain comme ils l'ont déjà fait. Quel est le parti qui, dans l'opposition, a dénoncé tout ce que nous avons présentement? C'est le Parti libéral. Le peuple ne doit-il pas souvent à l'opposition les meilleures mesures du gouvernement? Le gouvernement n'aurait jamais pris à sa charge l'entretien des chemins améliorés, si l'opposition ne l'en eût pas forcé en luttant cinq années durant pour obtenir cette justice aux cultivateurs, si l'opposition ne l'avait pas défié de se représenter devant le peuple sans en venir à cette réforme.

On a dit à droite: "Ce n'est pas tout d'avoir des idées, il faut avoir les moyens de les réaliser. Ces moyens sont l'économie et les revenus." Qui donc a fourni au Parti libéral les moyens d'administrer la province? Quelle serait la position de la province si le Parti libéral avait fait disparaître toutes les lois organiques qu'il a combattues quand il était dans l'opposition, ainsi que les taxes qu'il avait promis d'abolir? Abolition de nos lois organiques, abolition des taxes, abolition du Conseil de l'instruction publique, abolition de Spencer Wood, abolition du Conseil législatif, abolition des écoles d'agriculture, abolition des inspecteurs d'écoles. Tel fut le programme du Parti libéral dans l'opposition. Mais ils n'en ont rien fait; au contraire, ils se servent de ces lois aujourd'hui. Sans ces lois organiques, sans le

système de revenus que les libéraux ont combattu, quelle serait aujourd'hui la position de la province? En voilà un programme de démolisseur!

Qui disait que les inspecteurs d'écoles ne savaient pas lire? C'est Charles Langelier³! Qui a dit que les écoles d'agriculture ne valaient rien, que tous les théoriciens ne valaient pas deux bons habitants? C'est Miville Dechêne⁴! Il clamait que la meilleure de nos écoles d'agriculture ne valait pas la bonne planche de guéret d'un brave habitant et que tous les théoriciens ensemble ne valaient pas deux bons cultivateurs.

Le député de Chicoutimi (M. Delisle) exploite en faveur du gouvernement un témoignage de courtoisie que donnait récemment Mgr Camille Roy à l'honorable M. Caron, ministre de l'Agriculture. Je m'incline, dit-il, devant ce témoignage d'un homme éminent. Je respecte et je reconnais toute l'autorité de Mgr Camille Roy, mais les temps sont changés. Sous le régime conservateur, quand des membres du clergé, comme le père Lacasse, l'abbé Montminy et autres, risquaient une parole d'éloge en faveur du gouvernement, les libéraux, comme François Langelier⁵, criaient que ces hommes étaient chez eux à la sacristie, mais pas dans la politique.

On leur refusait le droit de donner une opinion politique qui pouvait servir à l'avantage d'un parti contre l'autre, parce que, disait-on, aux yeux du peuple, dans ces témoignages, c'est l'influence religieuse, c'est le prestige sacerdotal qui comptent et non la valeur politique. C'est Sir François Langelier qui émettait cette prétention. Les chefs libéraux disent le contraire aujourd'hui parce qu'ils cherchent et tiennent à profiter de ces témoignages dans les brochures électorales et sur les "hustings". Je ne connais pas de plus gros castors que les amis du gouvernement.

Nous sommes des démagogues parce que des représentants de la classe ouvrière parlent des salaires raisonnables, des allocations familiales, toutes questions qui se rattachent à la répartition des richesses. Un économiste l'a dit: C'est le contre des luttes économiques. Le salaire juste, le salaire familial, les primes à la production, les allocations familiales sont des questions courantes. L'opposition les étudie, les considère avec prudence, avec réserve. Elle va encore de l'avant. Il viendra un temps où le gouvernement se parera encore du mérite des autres.

Mon ami le député de Hull (M. Guertin) serait un critiqueur et mauvais génie parce qu'il a dit que les petites industries établies dans nos villes et districts sont plus avantageuses que la grosse

industrie, parce qu'elles sont généralement greffées sur l'agriculture et quelques autres ressources naturelles. On l'a traité de bolcheviste. Le lieutenant-colonel G.-E. Marquis, chef du bureau de la statistique du gouvernement, a dit la même chose.

Mais M. Marquis est aussi un démagogue parce que, dans un article publié dans *La Presse* de samedi dernier, il disait: "À maintes reprises déjà, nous avons traité de la question de la petite industrie et tenté de faire entendre que nous devons commencer par celle-là avant de nous acheminer vers la grande. Mieux vaut, croyons-nous, quelques centaines de petites industries, disséminées un peu partout dans la province, qu'une douzaine de grosses, concentrées dans quelques grands centres." M. Marquis, au sens du gouvernement, serait donc encore un critiqueur, un mauvais génie, un bolcheviste?

Je comprends que dans un pays jeune et à peine développé, ayant peu de revenus, avec une administration coûteuse à cause de sa petite population disséminée à grande distance sur un territoire très vaste, il soit nécessaire de ne pas surcharger le budget de choses qui, bien que bonnes en elles-mêmes, ne paraissent pas essentielles. Mais rien n'empêche ses législateurs de les porter à l'étude et à la considération de la Chambre. C'est ce qu'ont fait si bien les honorables députés de Maisonneuve (M. Tremblay) et de Hull (M. Guertin), que je félicite pour leur travail et leur succès. Ils vont de l'avant. Ils étudient et posent des questions à l'attention de la Chambre.

Je remercie mon ami de Maisonneuve d'avoir préconisé l'autre jour l'industrie du lin et l'industrie de la betterave. Cela me rappelle mes propres débuts en Chambre alors que je demandais la même chose dans une de mes motions, au mois d'avril 1910, et que le ministre de l'Agriculture d'alors, M. H. Devlin⁶, me répondait que cette industrie n'était pas pratique pour la province. Pourtant, l'Ontario s'y est livrée et elle a donné des résultats consolants.

On a interrompu l'autre jour mon ami de Hull qui citait la statistique 1925-1926 au sujet des faillites. "Citez donc 1927", disaient furieusement des ministres. Voici l'*Annuaire statistique* de la province pour 1927, qui a été déposé sur la table de la Chambre au début de la session et qui est à couverture attrayante pour un grand nombre de députés dans cette Chambre⁷. À la page 406, nous trouvons: Faillites, d'après Bradstreet: Québec, 772; Ontario, 668. D'après Dunn: Québec, 864; Ontario, 681⁸. Je ne dis pas cela parce qu'il me fait plaisir d'appuyer sur un état de choses peu encourageant, ou

pour faire de la vaine critique, mais seulement pour montrer que les renseignements du député de Hull (M. Guertin) n'étaient pas erronés. Il est nécessaire de montrer le mal afin qu'on puisse y porter remède. On ne peut pas remédier au mal sans le connaître.

N'eût été des conservateurs, le gouvernement n'aurait jamais pris en charge l'entretien des routes comme il le fait maintenant, mais il a fallu les efforts insistants de l'opposition pour l'amener à une telle conduite. On ne peut taxer de socialisme le fait de prêcher une telle doctrine. Je ne crois pas non plus, dit-il, qu'on peut accuser de socialisme ou de bolchevisme le député de Hull (M. Guertin) ainsi que le député de Maisonneuve (M. Tremblay) parce qu'en tant que représentants de comtés d'ouvriers et connaissant les problèmes des ouvriers, ils ont attiré l'attention sur les conditions des ouvriers. Les problèmes ouvriers soulevés par ces députés ont été soumis à différentes reprises aux plus hautes autorités religieuses et même au pape Léon XIII, et le temps viendra peut-être où le gouvernement sera forcé d'adopter des mesures pour régler les conditions qui ont été signalées.

Nous avons été, nous sommes toujours les partisans logiques d'une saine protection nationale et d'une exploitation rationnelle de nos richesses à l'avantage des Canadiens du présent et de l'avenir.

Le Parti conservateur, fondé pour être le parti du progrès dans l'ordre, respectueux et protecteur de nos traditions, mais aussi des besoins nouveaux, doit rester fidèle aux vérités qui ont fait la grandeur et la nécessité de son existence.

L'opposition a critiqué vigoureusement, sévèrement parfois, violemment, suivant les circonstances et les attaques. Mais je ne crois pas que personne n'ait jamais dépassé la violence, la cruauté, les procédés du premier ministre, fort d'une presse bien organisée pour cacher ses mauvais coups et les bons que nous portions.

Chaque orateur ministériel a cru bon de se glorifier du résultat des élections. Je regrette d'être forcé d'y revenir. La droite dit que la preuve que l'opposition n'a pas une bonne politique se trouve dans le résultat des dernières élections. J'attribue ce résultat à notre mauvaise loi électorale. Si l'opposition n'a pas réussi aux dernières élections, c'est parce qu'elle n'avait pas les moyens de faire face aux exigences et à l'organisation formidable qui avait l'appui de certaines puissances d'argent et de ceux qui les suivent. Ces mœurs électorales sont une grande faiblesse pour un pays.

Que mes amis du gouvernement célèbrent leur victoire, c'est leur droit, et je suis assez bon perdant pour ne pas m'en offusquer, mais qu'ils

fassent comme des gens avinés qui le soir des élections vont crier des insultes et lancer des œufs gâtés aux demeures des vaincus en les menaçant d'expiation, cela dépasserait plus que les convenances.

Le premier ministre avait dit qu'il ne voulait pas entrer dans les détails au sujet de cette "malheureuse famille", en parlant de l'opposition. Au lendemain des élections de 1923, le premier ministre a rencontré lui aussi, au sein de son parti, des gens qui lui ont fait "des reproches amers et de la peine". Dernièrement encore, d'Ottawa lui venaient des attaques, mais, Monsieur, je me sentirais bien petit si, ne considérant pas la position qu'il occupe, je profitais de ces propos pour insulter, pour humilier le premier ministre de ma province.

En 1923, il avait promis de démissionner si l'opposition gagnait plus de six sièges. Il fut mauvais prophète, lui aussi. En 1927, au cours de l'élection, j'ai fait une promesse semblable, et j'entends la respecter. J'ai fait comme lui, il n'a pas fait comme moi. Mais est-ce à dire que nous allons passer notre temps à nous injurier? N'avons-nous pas autre chose à faire dans cette Chambre que de subir les injustices et les abus du pouvoir?

Si les deux partis sont nécessaires au bon fonctionnement de notre régime parlementaire, détruire l'un serait affaiblir l'autre, et ce serait le chaos. Les deux partis ont leurs mérites et je n'ai pas d'opinion fanatique. Ces deux partis ont été avec la religion de grands facteurs de la civilisation des peuples. Je mépriserais mon origine politique et l'histoire si, pour ne pas approuver ses profondes erreurs doctrinales, sa morale indépendante ou ses fautes administratives, je niais le rôle du libéralisme dans l'émancipation des peuples⁹. Je ne serais pas un vrai libéral-conservateur. Mais je mépriserais aussi la vérité si je niais le rôle nécessaire, le rôle salulaire de mon parti. Cependant, je serais en peine de définir ce que représente dans cette Chambre le gouvernement. Le Parti conservateur a joué un rôle principal dans l'édification du Canada et de l'Empire britannique.

Passons maintenant au véritable aspect de notre situation économique. L'examen de cette situation s'impose. La difficulté principale réside dans le manque de données exactes que nous fourniraient l'inventaire et la commission technique que nous demandons. Nous sommes lancés dans une effervescente politique d'exploitation de nos richesses naturelles. Nous dépensons notre actif pour faire de grosses affaires sans connaître suffisamment l'objet de la production: nos biens économiques. Nous n'avons aucune donnée fixe sur l'abondance et

la valeur de nos biens. Nos statistiques sont inexactes. Nous n'avons pas de vérification complète des *Comptes publics*. Chose inouïe, impardonnable, nous n'en avons pas qui contrôle le chiffre des immigrants ou des émigrés.

Au trésorier de la province (l'honorable M. Nicol), je reproche, dit-il, d'avoir commencé le présent Parlement en violant la Constitution. La loi l'oblige de produire les *Comptes publics* six jours après l'ouverture de la session. C'est vrai qu'on a montré un surplus, mais il se souvient qu'une année, un ancien premier ministre, feu l'honorable M. Parent, s'est rendu au département des Terres et Forêts plusieurs jours avant la fermeture de l'année financière et a dit au département de s'arranger avec les marchands de bois pour avoir un surplus gouvernemental. Le gouvernement actuel vend les ressources naturelles pour obtenir un surplus et en parle beaucoup, mais, après tout, la base de ce surplus, ce sont les impôts. La même chose doit se continuer.

Dans cet examen superficiel de nos forces et de nos faiblesses, je n'ai nullement l'intention de nier les mérites du gouvernement, ni de le rendre responsable soit d'un état de choses incontrôlable ou qui serait du ressort d'un autre gouvernement ou des individus. Mais je me demanderai comment il se fait que sous ce gouvernement qui se prétend supérieur à tout autre, qu'on vante comme étant le meilleur non seulement au Canada, non seulement en Amérique, mais à qui même les gouvernements d'Europe demandent des avis et qui affirme que, grâce à son administration modèle, le peuple est très prospère et jouit d'un bonheur absolu, comme disait le député de Chicoutimi (M. Delisle), ou comment se fait-il qu'un si grand nombre de nos compatriotes nous aient laissés pour aller s'établir soit aux États-Unis, soit dans l'Ontario ou dans les nouvelles provinces de l'Ouest? Les gens des provinces qui ne sont pas aussi bien administrées que la nôtre devraient venir chez nous et non pas nous aller chez eux. Pourquoi fuir le bonheur et la prospérité?

Que notre province traverse une prospérité relative, je ne le nierai pas. Il y a beaucoup d'argent qui circule dans la province à cause des développements en foresterie et dans les mines, mais j'espère, dit-il, que les partisans du gouvernement ne prétendront pas que c'est le gouvernement qui a déposé de l'or dans les mines.

Je le répète, il serait stupide que le développement de nos mines et l'exploitation formidable de nos forêts amènent chez nous une circulation d'argent et des activités qui créent en

certain milieux une prospérité notable. Mais cette prospérité qui édifie de grosses fortunes en détruisant une partie de notre actif national est ce qui a fait notre force et ce qui demeure la principale condition de notre survivance et de nos progrès dans ces domaines. Y a-t-il équilibre entre l'esprit d'épargne et l'esprit d'entreprise? Ou mieux, y a-t-il proportion raisonnable entre notre mise de capitaux nationaux et celle des capitaux étrangers? Sommes-nous bien préparés pour une exploitation aussi rapide de nos ressources? L'épargne augmente-t-elle en proportion du développement de notre richesse? Nous ne sommes pas contre l'exploitation des ressources, mais nous ne voulons pas les donner aux étrangers. Nous voulons un développement un peu plus modéré. Il (M. Sauvé) appuie son opinion sur des économistes. Il reconnaît qu'il y a de l'épargne dans les banques.

Notre épargne a-t-elle été organisée par nos entreprises? A-t-elle été dirigée vers nos entreprises? Ou n'est-elle pas plutôt dans nos banques, rapportant 3 % aux déposants canadiens pendant que des étrangers font du 40 % en exploitant nos propres richesses naturelles?

Nous, les Canadiens, ne nous emparons pas des richesses de notre domaine national, mais c'est la grosse richesse étrangère qui nous les prend. Dans la *Revue économique*, l'organe de l'École des hautes études, un jeune économiste, M. Fortier, pose une question opportune. N'est-il pas vrai que, dans les grandes entreprises, les Canadiens de chez nous n'ont que des intérêts de petits actionnaires et de modestes employés? N'est-il pas vrai que, suivant une heureuse expression de mon honorable ami le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), nous sommes à hypothéquer notre indépendance et notre liberté? J'approuve ces paroles de l'honorable M. Bennett¹⁰, d'Ottawa, qui disait aux Communes: "Nous exportons nos richesses à l'étranger quand nous devrions les garder pour nous et nos successeurs. C'est notre politique."

Il (M. Sauvé) cite plusieurs témoignages de Canadiens pour démontrer le danger de cette prospérité, si nous ne savons pas nous organiser. Il cite MM. Grignon, Minville, Antonio Perrault, M. Marquis, etc. Le gouvernement a vu à se faire des surplus, mais il a manqué de prévoyance et son surplus a fait le déficit de la race.

Notre actif s'en va et nous ne sommes pas préparés pour faire face au danger de l'envahissement des capitaux étrangers pour l'exploitation rapide de nos ressources naturelles que nous possédons en fidéicomis, aussi pour les générations futures. Si

mon parti, dit-il, s'alarme contre l'envahissement du capital étranger, ce n'est pas par mépris ni par fanatisme, mais par un sentiment de légitime protection nationale. Nous voulons protéger la position qui nous est faite au Canada.

Nos amis de la droite parlent comme s'ils ne voyaient que le surplus du trésorier et les octrois. Vingt-cinq millions de surplus en 25 ans¹¹. Ces surplus proviennent des taxes. Ils ne voient pas le déficit de la race, le plus douloureux: des millions de Canadiens perdus pour la province. Est-ce une situation consolante? Pourquoi ne pas avoir employé l'argent de ces surplus à empêcher les nôtres de partir?

M. Francoeur (Lotbinière): Si nous avons eu des déficits, est-ce que les Canadiens français qui sont partis seraient restés?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas la question... mais cette interruption me rajeunit. Elle me rappelle le temps où, siégeant à un simple fauteuil de député, il passait son temps, avec l'esprit qu'on lui connaît, à poser des questions de ce genre pour amuser la Chambre. Je sais que l'honorable député de Lotbinière n'était pas sérieux quand il a posé sa question, et je ne lui répondrai pas.

M. Francoeur (Lotbinière): (Souriant) Là n'est pas la question. J'attends la réponse à ma question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ça n'est pas la question et je ne répondrai pas.

M. Francoeur (Lotbinière): Très bien. Alors, j'y répondrai moi-même.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La Chambre a hâte d'entendre l'honorable député de Lotbinière.

(Applaudissements)

Nous avons perdu durant les 25 années de surplus au-delà de 300,000 Canadiens, et l'une des fautes les plus lourdes du gouvernement, c'est de n'avoir rien fait pour contrôler cette émigration, c'est de n'avoir rien fait pendant 20 ans pour les faire revenir; c'est d'avoir dit après les élections de 1923, par la bouche du premier ministre, au Club Saint-Denis: "Les Canadiens qui s'en vont ne reviennent plus."; c'est d'avoir, avant les élections de 1923, nié et caché le fléau de l'émigration, d'avoir calomnié l'opposition qui le suppliait de faire quelque chose d'extraordinaire, de tenter même l'impossible pour

garder nos gens et les faire revenir. Oui, la faute capitale du gouvernement, c'est d'avoir nié ce mal, mettant au-dessus des intérêts du pays l'intérêt de son parti.

Et cela, pendant que, dans cinq années, nous perdions 233,566¹² enfants âgés de moins de cinq ans. Et cela, pendant que le gouvernement encourageait et développait lui-même un régime de vie qui tuait notre jeunesse, minait nos foyers, décourageait les parents, les chefs de famille, faisait obstacle à la natalité, alors que le Dr J.-A. Beaudoin, un spécialiste, établissait que, par le seul retour à l'alimentation maternelle, nous pourrions sauver 4,000 vies par année. Et cela, pendant que l'on dit, avec raison, que le capital humain est le plus précieux des capitaux, que la plus précieuse de nos richesses, c'est la richesse humaine, (Millerand)¹³, que le capital humain est la source de tous les autres et qu'à sa valeur sont liés, subordonnés tous les facteurs de la fortune nationale. (Dr Léon Bernard)... On doit non seulement empêcher les nôtres de partir, mais on doit aussi les empêcher de mourir, en combattant la mortalité infantile. Voilà une politique qui recevra, je n'en doute pas, l'approbation de mon bon ami l'honorable député de Lotbinière.

Le gouvernement aurait dû s'entendre avec le fédéral pour obtenir, si nécessaire, juridiction pour faire adopter par la Législature une loi autorisant une commission nommée par le gouvernement à exiger un avis d'au moins un mois de tout citoyen de Québec désireux de quitter sa province pour un pays étranger. Dans cet intervalle, la commission aurait pu s'enquérir de l'état de ce citoyen, des causes du départ de cet homme ou de cette famille, et peut-être, probablement, avec le bon vouloir du gouvernement, trouver un bon moyen de le garder chez nous, de le rattacher au sol de la patrie en lui offrant en bien des cas des avantages qui l'inciteraient à rester au pays. Il faut que le pays en vienne à cette loi qui existe plus complète en France, en Italie et ailleurs.

Il suggère qu'on applique le même mécanisme aux Canadiens français qui reviennent d'exil pour les aider à se réinstaller lorsqu'ils reviennent au Québec. Cette politique que je prêchais en décembre 1922, le gouvernement l'a rejetée. Et c'est après cela qu'on a l'audace de nous dénoncer comme des propres à critiquer et des incapables de préconiser une idée constructive. L'opposition fait-elle œuvre antinationale en préconisant cette réforme? On ne peut pas qualifier les conservateurs d'obstructionnistes, mais on devrait plutôt les qualifier, de façon plus appropriée, de parti qui fait des critiques suggestives et constructives.

Le gouvernement nous parle de surplus, mais nos amis de la droite ne comptent pas que le peuple, pour ces surplus, a payé des taxes pour au-delà de \$280,000,000¹⁴ et que le gouvernement a augmenté la dette fondée de \$34,000,000. Votre politique taxatoire vous a donné des surplus, mais elle a centuplé les charges du peuple. Vous avez enlevé des revenus aux municipalités pour bâtir ces surplus. M. Desroches, le président du conseil exécutif de Montréal, a eu raison de dire au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron): "Que le gouvernement ne s'empare pas d'une forte part de nos revenus, et qu'il ne nous oblige pas à dépenser \$350,000¹⁵ par année pour la Commission métropolitaine, et Montréal pourra faire les améliorations demandées." Le président Desroches est un libéral, plus libéral que certains ministres. Le gouvernement fait des surplus, mais notre actif s'en va. Nous ne connaissons pas la valeur de ce que nous avons, comment pouvons-nous en assurer l'exploitation raisonnable et saine?

Nous avons notamment un grand mal qui nous ronge: l'émigration. Notre immigration doit être un facteur de paix et de production. Il est urgent d'éviter une immigration sans réserve et sans choix, pour que le Canada ne soit point à la merci de gens enclins à la révolution, pénétrés des idées qui bouleversent l'Europe. Un soldat peut avoir à son crédit un acte de bravoure extraordinaire, digne d'admiration et de reconnaissance dans son pays, mais être aussi un immigrant indésirable à cause de ses inaptitudes pour les besoins de l'agriculture et de l'industrie qui sont les nôtres.

Le XX^e siècle sera le siècle du Canada, dit Laurier. Ne sera-t-il pas finalement le siècle d'une Amérique unifiée par des annexions ou une fusion que l'on fait de plus en plus possible? Du train que nous allons, dans 25 ans, les Américains du Nord ne trouveront pas chez nous les objections et les obstacles que rencontrait il y a un demi-siècle leur projet d'annexion. Ceux qui pensent ainsi ne devraient pas être traités de mauvais Canadiens.

Nos forêts constituent notre principal actif national. Disons-le franchement, les deux partis ont manqué de prévoyance et de méthode à ce sujet. Mais, il y a 30 et 50 ans, la forêt n'avait pas la valeur que nous pouvions entrevoir il y a 20 ans. L'importance et la propension des journaux, le gaspillage des États-Unis nous donnaient alors une petite idée des besoins de l'avenir.

On a donné à nos compagnies de chemins de fer des forêts pour au-delà de \$500,000,000 et, malgré tout, nous n'avons que 5,000 milles de chemins de fer, quand Ontario en a 11,000 milles¹⁶ et

la Saskatchewan, plus de 6,000 milles. On a dit avec raison: La province de Québec a été pour ainsi dire livrée à ses propres ressources pour la construction de ses lignes ferrées. Chantez, chantez en chœur tant que vous le pourrez, amis de la droite, chantez les louanges de vos dieux, mais les faits vous accusent. Les partis politiques dans le passé ont manqué de prévoyance dans la construction des chemins de fer.

Dans cette province aînée, où les richesses abondent, où nous avons un gouvernement à surplus, des régions magnifiques comme la charmante Gaspésie, comme le Témiscamingue sont encore privées de chemins de fer pourtant nécessaires à leur progrès. Les cultivateurs qui sont installés en Gaspésie et au Témiscamingue depuis 60 ou 75 ans sont encore à 40 ou 50 milles des voies ferrées, ce qui fait qu'ils ne peuvent récolter les fruits de leur labeur de façon convenable. Voilà encore un fait qui équivalait à un déficit.

Il est temps de faire un inventaire national et le gouvernement agirait sagement en pratiquant l'économie. Au lieu de cela, le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) demande des fonds supplémentaires pour la construction de gros édifices et il a une curieuse méthode d'accorder des contrats. C'est toujours le même entrepreneur favori qui les obtient. On dépense trop largement. On construit de trop grosses bâtisses sans soumissions sérieuses et sans ratification par la Chambre.

Il (M. Sauvé) se demande s'il n'est pas temps de rendre le Conseil législatif plus indépendant, suivant l'esprit de ses fondateurs. Il voudrait y voir des représentants nommés par nos grandes institutions indépendantes, telles l'université, l'industrie, le commerce, l'agriculture et le travail.

Il reproche au gouvernement d'avoir rendu presque inaccessibles les frais de la justice au peuple. L'administration de la justice est trop coûteuse, trop compliquée et, dans bien des cas, incompétente. Des affaires de cinq sous sont soumises aux tribunaux et il en coûte des \$500, \$800 et même \$1,000 aux victimes. Il préconise des réformes. L'opposition essaie de faire, dans tous les débats, des suggestions au gouvernement.

Je (M. Sauvé, Deux-Montagnes) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Crépeau), que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants:

Tout en constatant que le gouvernement adopte en partie, bien que tardivement, la politique préconisée par la loyale opposition de Sa Majesté, au

sujet de la réduction de la dette publique, de la voirie, de l'industrie, du crédit agricole;

Cette Chambre regrette qu'il n'ait encore rien fait pour assurer:

a. une administration de la justice plus effective, plus expéditive et moins coûteuse;

b. une politique énergique en vue d'enrayer l'émigration et d'assurer le rapatriement des nôtres;

c. un inventaire national et des statistiques plus complètes et plus exactes, de manière à pouvoir mieux connaître notre situation;

d. une exploitation plus rationnelle de nos richesses naturelles en vue de protéger plus efficacement notre patrimoine national;

e. une plus juste répartition des impôts et des charges publiques.

L'honorable M. David (Terrebonne):

(Applaudissements) J'ai souvent dit que je mettais mes amitiés au-dessus de la politique. M. l'Orateur, avant de vous féliciter, permettez-moi de rendre un témoignage de gratitude à celui qui a présidé nos délibérations pendant de nombreuses années avec une dignité absolue, une intégrité indiscutable et une grande intelligence admise de tous, à mon ami l'honorable député de Lotbinière (M. Francoeur), ancien président de la Chambre. (Applaudissements)

Quant à vous, M. l'Orateur, le témoignage de la Chambre qui vous a confié cette charge est bien mérité et suffit à vous rendre le plus beau témoignage. Vous avez toutes les qualités voulues pour occuper ce haut poste et vous avez des traditions familiales. Vous n'avez rien à craindre, votre famille non plus. Vous porterez allègrement le fardeau.

(Applaudissements)

Je n'ai pas l'habitude, dit-il, de donner de l'encensoir à travers le visage de mes amis. Le chef de l'opposition a aimablement, et avec raison, félicité les députés des deux côtés qui ont pris part au débat. Sans recourir à la flatterie, je tiens à lui rendre la même chose pour le calme et la modération qu'il a mis dans toutes les remarques qu'il a faites en Chambre.

Celui-ci nous a dit que le monde marche très vite, avec une rapidité étonnante. Si c'est vrai, il faut suivre cette marche et ne pas demeurer en arrière. Et, comme c'est dans le domaine économique et industriel que cette marche est la plus rapide, c'est là que nous devons établir notre champ de bataille et livrer le combat.

Il ne faut pas, sans doute, exagérer le problème de notre développement, mais dans

Québec, aujourd'hui, je crois que l'obtention de richesses bien acquises est une nécessité nationale, économique et bien canadienne. Y atteindre cependant n'est pas toujours facile. Il est entendu que ce n'est pas toujours facile de devenir riche.

La petite épargne, nous dit le chef de l'opposition, est dans les banques, à 3 %. Tant mieux. Qu'elle y reste. Je fais cette déclaration pour ceux qui gagnent péniblement leur vie, pour ceux qui n'ont pas le moyen ni le droit de risquer leur argent parce qu'ils doivent à leur famille. Mais je dis aux autres Canadiens de ma province, à ceux qui ont les moyens de risquer de l'argent: Vous vous plaignez que le capital américain s'empare de nos richesses. Ayez donc le courage de faire ce qu'il fait. Faites donc comme les Américains; risquez votre argent que vous avez amassé pendant des années. Soyez donc aussi courageux que les Américains qui ne craignent pas de dépenser des millions. Au lieu de vous contenter de critiquer, ayez donc le courage de former des syndicats qui exploiteront nos ressources naturelles pour nous-mêmes. Ayez donc le courage de créer vous-mêmes des compagnies dans lesquelles les Canadiens français investiront leur argent pour le développement économique de la province.

La petite épargne ne doit pas prendre de risques. Mais le capital doit avoir du courage. Il peut en avoir. Et, s'il entreprend le développement d'un pouvoir d'eau, à ses risques, il a droit à notre respect. On devrait nous-mêmes risquer notre argent comme les Américains le font, au lieu de le laisser dormir. Ce serait le meilleur moyen de les empêcher de venir s'établir ici. En matière économique, je ne reconnais qu'une richesse, qu'une influence, et tout ce que nous réclamons, c'est de garder la richesse et l'influence canadiennes et nous y réussissons; influence canadienne d'abord, influence canadienne-française partout où il est possible de la garder. Si elles sont canadiennes-françaises, tant mieux, mais qu'importe!

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) s'est excusé d'être le chef de l'opposition, il a essayé de déterminer le rôle de l'opposition en Chambre. Je ne vois pas pourquoi il a essayé de déterminer le rôle de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vous voulez faire disparaître l'opposition¹⁷.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le chef de l'opposition nous accuse de vouloir faire disparaître l'opposition. Nous n'avons jamais tenté une telle chose. Non, nous ne voulons pas faire disparaître l'opposition. D'ailleurs, ce n'est pas nous

qui réglons cela, c'est le peuple, et jusqu'ici le peuple s'en acquitte admirablement bien.

(Rires et applaudissements)

Mais, s'il veut savoir toute ma pensée, je lui dirai que je regretterais le jour où il n'y aurait plus d'opposition. Non pas que ça pourrait aller plus mal. Nous avons déjà vu des oppositions considérables et les choses étaient administrées de la même façon. À tout événement, jamais le gouvernement n'essayera d'étayer sa puissance sur la faiblesse de l'opposition.

L'inventaire national est déjà commencé et il se poursuit tous les ans. Cet inventaire s'impose et quand il sera terminé, je l'admets, nous saurons tous où nous en sommes. Toutes les maisons d'affaires en font un et je ne crois pas que nous en soyons exempts. Mais ne perd-on pas toujours un peu dans un pays à se critiquer soi-même, que ce soit à tort ou à raison? Quel rôle a joué l'opposition depuis l'ouverture de cette session? J'ai toujours été assez juste pour m'incliner devant des idées saines et justes, mais est-ce que l'opposition a bien rempli son rôle? Tout est fictif en notre province, suivant elle, surplus, développement industriel, amélioration de l'éducation. Il n'y a rien de bon, tout est mauvais. L'honorable député de Saint-Georges (M. Gault) a dit cela et le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen) l'a relevé.

Qu'elle prenne garde que demain, il se trouve parmi ceux qu'elle voudrait voir revenir au pays des gens qui liront ses dénonciations dans les journaux et qui répondront: "Mais, puisque tout va mal dans Québec, pourquoi y retournerions-nous?" Ces journaux passent les frontières et ces paroles sont lues par les nôtres qui sont à l'étranger, et ceci n'est pas de nature à les faire revenir ici, où, d'après l'opposition, rien n'est prospère. Ceux qui vous lisent vous demanderont compte de vos paroles. Ayez donc le courage, messieurs les membres de l'opposition, de vous mettre au-dessus des préjugés politiques. Mais, devant la lumière, pourquoi jeter un voile? Critiquez, oui, mais, lorsque la lumière vous apparaît, enlevez donc le voile qui vous obstrue la vue.

L'opposition joue-t-elle vraiment son rôle? Pourquoi ne nous dit-elle pas, puisque nous avons tant de problèmes: "Nous sommes avec vous." Pensez-vous que vous y perdrez auprès du peuple? À partir d'un tel moment, le peuple se mettra à dire: Enfin, après 25 ans, ils commencent à être sérieux. Si l'opposition savait, à l'occasion, admettre le mérite du gouvernement, reconnaître le bienfait de ses œuvres, de quelques-unes du moins, son prestige n'en serait qu'augmenté dans toute la province.

(Applaudissements)

Le chef de l'opposition se montrerait constructeur au lieu d'être démolisseur. Je (l'honorable M. David) lui en rends le témoignage devant la Chambre, devant la presse de cette province, mon honorable ami a fait preuve d'une grande ténacité et d'une constance éprouvée, mais pourquoi emploie-t-il toujours le pic? Ces qualités, le chef de l'opposition devrait les utiliser non pas à se servir du pic, mais à ériger un mur où pourrait être placée plus haut la province de Québec.

Le chef de l'opposition aurait pu joindre l'utile à l'agréable en donnant à son parti la vigueur dont il a besoin. Il inspirerait à ses amis un esprit qui ne tendrait pas à tout critiquer à propos de rien. Le chef de l'opposition nous parle de *Te Deum* païen¹⁸. On nous enseigne pourtant dans nos collèges que le paganisme est l'antithèse du *Te Deum*.

Les paroles du chef de l'opposition étaient-elles pour faire échec à cet "esprit chrétien" qui s'est manifesté de façon si éclatante sur les lèvres des députés de Hull (M. Guertin) et de Maisonneuve (M. Tremblay)? On reproduira cela demain dans les journaux.

Rendre hommage à des actes est quelquefois utile aussi bien qu'agréable. Devant la presse du pays, je rends hommage à l'homme qui a montré une belle ténacité, une constance et une persistance de toujours et que j'admire. Qu'il mette donc ses qualités non pas à se servir du pic, mais à édifier un mur sur lequel nous hisserons la province encore plus haut, une province qui a réalisé les plus grands progrès. L'esprit chrétien est à base de charité, et il est charitable de faire des éloges à qui en mérite, de lui exprimer sa gratitude.

M. Tremblay (Maisonneuve): La charité a aussi un pardon pour le repentir.

L'honorable M. David (Terrebonne): Oui, les électeurs de Maisonneuve se repentent déjà de vous avoir élu, et vous le savez.

Je demande à l'honorable député de Trois-Rivières (M. Duplessis) si le discours du chef de l'opposition de tantôt n'a pas été le chant du cygne?

M. Duplessis (Trois-Rivières): C'est un mauvais signe.

L'honorable M. David (Terrebonne): L'accusation directe se supporte et on se défend. Les hommes qui ont un peu de nerf habituellement la supportent. Mais combien dangereuse est l'insinuation!

Il en est ainsi lorsque le chef de l'opposition met le député de Chicoutimi (M. Delisle) en cause au sujet du beau témoignage de Mgr Camille Roy au ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et lorsqu'il vient affirmer que ce n'est pas l'opposition qui parlerait comme Charles Langelier autrefois. L'insinuation est chose facile et il faut la dédaigner. "Je ne dirai pas à Mgr Roy de rester dans la sacristie, s'écrie l'honorable chef de l'opposition, mais Langelier a dit cela."

Je n'aime pas à utiliser des paroles prononcées il y a au-delà de 30 ans, en parlant d'un éducateur de la valeur de Mgr Camille Roy. Je ne veux pas revenir à l'époque où ces mots furent lancés et je suis sûr que le chef de l'opposition n'y veut pas revenir non plus.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Moi non plus. C'est ce que j'ai dit.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'accepte votre déclaration.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il y a bien des choses que j'ai dites en outre, si vous aviez écouté tout à l'heure.

L'honorable M. David (Terrebonne): (Souriant) J'ai tout écouté attentivement, mais je ne me rappelle pas. J'essaie de vous répondre, mais c'est tellement difficile.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au député de Terrebonne (l'honorable M. David) de s'écarter de la question. Avec son esprit, il est capable de parler pendant trois heures, en dehors du discours du budget.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je regrette que les mots d'esprit du chef de l'opposition prennent un peu de lourdeur parfois en sortant de ses lèvres.

(Rires)

J'essaierai de n'être pas plus lourd que l'air. Le chef de l'opposition pose un problème économique que je suis capable de résoudre moi-même.

Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), au sujet des faillites, n'a pas cité des chiffres exacts. Il cite l'*Annuaire statistique*: "Il y a eu, dans Québec, 794 faillites en 1925, et 772 en 1926, soit une diminution de 22. Dans Ontario, il y a eu 614 faillites en 1925, et 668 en 1926, soit une augmentation de

54. En 1927, il y a eu dans l'Île-du-Prince-Édouard, 4 faillites, dans la Nouvelle-Écosse, 66, dans le Nouveau-Brunswick, 74, dans Québec, 651, et dans l'Ontario, 678. Il y a donc eu moins de faillites dans Québec que dans l'Ontario pour 1927." L'argument du député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) est donc une faillite totale.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Terrebonne (l'honorable M. David) parle sur la motion et non sur l'amendement. J'ai voulu, dit-il, faire la même chose et l'on m'en a empêché.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le chef de l'opposition veut-il faire de l'esprit?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je fais une remarque.

L'honorable M. David (Terrebonne): J'accepte.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas tout de l'accepter, il faut la comprendre.

L'honorable M. David (Terrebonne) salue la présence à la Chambre de ses nouveaux collègues de la métropole.

Le chef de l'opposition, poursuit-il, parle aussi des revenus enlevés aux municipalités, et notamment à Montréal. Je suis sûr que Montréal ne voudrait pas poser à la sœur pauvre de la province; elle est heureuse du rôle qu'elle joue comme métropole et elle sait ce que serait sans elle la province de Québec. Celle-ci serait infiniment moins prospère, moins populeuse et moins influente. Montréal a ici une influence à laquelle elle a droit.

Je ne réclame pas de préférence injuste pour la ville qui m'a donné le jour, mais nous aurons l'occasion de venir en aide à la métropole, au cours de cette session, et je compte sur l'appui de tous mes collègues dans cette occasion. Sans parler des octrois, Montréal sait aussi ce que le gouvernement a fait pour elle au point de vue de l'assistance publique et ce qu'il fera pour son université canadienne-française.

Le chef de l'opposition a dit que les revenus sont faits du produit des taxes. Mais où veut-il que nous prenions nos revenus?

On nous reproche d'accumuler nos surplus au moyen de la taxe. Je voudrais bien savoir comment il serait possible dans un pays ou une province d'avoir des surplus du revenu sur les dépenses, s'il n'y avait pas d'impôts. Si nous avons

\$25,000,000 de dépenses et pas de taxes, faudrait-il passer le chapeau ou faire un "tag day" pour trouver ces \$25,000,000?

M. Renaud (Laval): Mais vous vendez du whisky aussi.

L'honorable M. David (Terrebonne): Le chef de l'opposition voudrait-il que nous fassions tous les ans, dans la province de Québec, une quête de charité? Serons-nous obligés de mendier de porte en porte?

M. Francoeur (Lotbinière): Faites un "euchre"¹⁹!
(Rires)

L'honorable M. David (Terrebonne): En disant à la population: Nous avons besoin, cette année, de \$25,000,000 pour nos dépenses, souscrivez? On semble tenter de faire croire que la taxe est une chose qui ne doit pas exister.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au député de Terrebonne (l'honorable M. David) de parler du passé.

L'honorable M. David (Terrebonne): Je me demande ce que veut le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé). Quand nous parlons du passé, il dit: "Parlez du présent." et, quand nous parlons du présent, même réciprocité.

M. Renaud (Laval): La séance est longue.

L'honorable M. David (Terrebonne) demande au député de Laval (M. Renaud) d'attendre encore quelques minutes²⁰.

Mon honorable ami (M. Sauvé) nous reproche de développer trop vite nos forêts. Mais le gouvernement n'a-t-il pas limité la coupe du bois et n'avons-nous pas une sage politique de reboisement? J'ai toujours prêché moi-même le développement raisonnable et rationnel de nos forêts. J'ai même dit - et on a bien abusé de mes paroles - qu'il valait mieux développer nos forêts que de les laisser exposées aux feux et aux insectes. Nous avons pris les moyens pour conserver nos concessions forestières. Nous travaillons au reboisement et, dans une seule année, plus de 2,000,000 d'arbres²¹ ont été plantés ou greffés. Depuis cinq ans²², toutes les concessions forestières que nous avons faites portent une clause disant que pas plus de 80 %²³ de la jeune pousse ne

peut être coupé chaque année. Cette clause est celle qui est essentielle au renouvellement annuel du bail. De plus, le gouvernement a commencé une politique efficace de reboisement.

Le chef conservateur n'aime pas les gros édifices et critique l'établissement de nouvelles industries.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas question de cela dans mon amendement. Je soulève un point d'ordre. Le secrétaire de la province (l'honorable M. David) n'a pas le droit de rouvrir le débat. Il doit s'en tenir à l'amendement.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il est si difficile de répondre au chef de l'opposition. À moins qu'il ne veuille finir le débat, je peux continuer. Il veut revenir au discours du chef de l'opposition sur le budget, discours dans lequel il n'a pas été question du budget.

Il (l'honorable M. David) soulève la question de l'exploitation des pouvoirs d'eau.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, non, on m'a empêché de parler, il y a deux ans, dans une situation analogue. Un point d'ordre a été soulevé contre moi par le député de Terrebonne (l'honorable M. David) dans des circonstances analogues et le point d'ordre a été maintenu. Ce n'est pas que je veuille l'empêcher de parler, mais je veux que la justice soit la même pour tout le monde.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Je crois que le chef de l'opposition fait erreur. L'incident auquel il réfère n'était pas analogue à celui-ci. Nous lui donnerons la pleine mesure de justice à laquelle il a droit. Nous sommes à discuter tout le budget.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'amendement résume tout le débat...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'est pas question des grosses bâtisses dans l'amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): ...et, comme l'a dit l'honorable premier ministre, nous discutons tout le budget.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je soulève un point d'ordre. Il a été décidé déjà que je n'avais pas le droit, dans un débat sur un amendement, de faire allusion au débat sur la motion principale.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) exige que le point d'ordre du chef de l'opposition soit réglé par l'Orateur.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Quel est le point d'ordre?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je l'ai dit trois fois et je ne le répéterai sûrement pas. Il insiste pour obtenir une décision de la présidence.

M. l'Orateur: Messieurs, il est 6 heures, je rendrai ma décision à la prochaine séance.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que le débat soit ajourné.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est ajourné.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. *Le Canada* du 15 février 1928, à la page 1, indique que le projet de loi fut accueilli par des remarques ironiques.

2. Dans *L'Événement* du 15 février 1928, à la page 1, on dit que c'est de Dante, mais il s'agit bien là d'une citation d'Alessandro Manzoni (1785-1873), écrivain italien, tirée de *Le comte de Carmagnole*, acte I, sc. v. (1816-1819), connu également pour son roman historique *Les Fiancés* (1825), un classique de la littérature italienne.

3. Charles Langelier (1850-1920), élu député libéral à l'Assemblée législative dans Montmorency en 1878. Défait en 1881. Réélu dans le même comté en 1890. Son siège devint vacant à la suite de sa nomination au Conseil exécutif et il se fit réélire à l'élection partielle du 12 juillet 1890. Président du Conseil dans le cabinet Mercier du 30 juin au 29 septembre 1890. Secrétaire et registraire dans le même cabinet du 22 août 1890 au 21 décembre 1891. Défait dans Montmorency à l'élection de 1892, puis

dans Bonaventure à l'élection partielle du 22 décembre 1897. Réélu dans Lévis à l'élection partielle du 19 décembre 1898 et sans opposition en 1900. Son siège devint vacant à la suite de sa nomination comme shérif du district de Québec le 26 juin 1901. Nommé juge à la Cour des sessions de la paix le 29 janvier 1910.

4. François-Gilbert Miville-Dechêne (1859-1902), élu député libéral de L'Islet de 1886 à 1902. Commissaire et ministre de l'Agriculture dans les cabinets Marchand et Parent de 1897 à 1902.

5. François Langelier (1838-1915), élu député libéral de Montmagny à l'Assemblée législative de 1873 à 1875 et député de Portneuf de 1878 à 1881, fut trésorier de la province de mars à octobre 1879.

6. Nous ne savons pas de qui il s'agit puisqu'en 1910 c'est Joseph-Édouard Caron qui était ministre de l'Agriculture au Québec. Cependant, à l'époque, le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (1907-1914) dans le cabinet de Gouin s'appelle Charles-Ramsay Devlin (1858-1914), élu député libéral à l'Assemblée législative dans Nicolet à l'élection partielle du 4 novembre 1907, réélu dans la même circonscription en 1908 et dans les circonscriptions de Nicolet et de Témiscamingue en 1912. Renonça à son mandat dans Nicolet le 14 novembre 1912.

7. *L'Action catholique* du 15 février 1928, à la page 11, indique que l'*Annuaire statistique* est relié en carton rouge.

8. Selon *Le Devoir* du 15 février 1928, à la page 2, cette citation rend le premier ministre nerveux. Il prend son beau crayon mécanique en or et il note, puis il se lève et se concerte avec M. David.

9. *L'Action catholique* du 15 février 1928, à la page 11, donne la version suivante: Il (M. Sauvé) ne connaît pas le rôle du libéralisme dans l'émancipation des peuples, bien qu'il n'approuve pas ses erreurs doctrinales.

10. Richard Bedford Bennett (1870-1947), premier ministre conservateur du Canada de 1930 à 1935.

11. Trente ans, selon *L'Événement* du 15 février 1928, à la page 8.

12. *The Gazette* du 15 février 1928, à la page 16, donne le chiffre de 125,000 enfants morts.

13. Étienne Alexandre Millerand (1859-1943), homme politique français, président de la République de 1920 à 1924.

14. *Le Devoir* du 15 février 1928, à la page 2, donne le chiffre \$240,000,000.

15. *The Gazette* du 15 février 1928, à la page 16, donne comme chiffre au-dessus de \$300,000.

16. Selon *L'Action catholique* du 15 février 1928, à la page 11, Ontario a 10,000 milles de chemins.

17. Nous ne sommes pas certains que cette courte intervention de M. Sauvé se situe à ce moment du débat.

18. Selon *Le Soleil* du 15 février 1928, à la page 3, M. Sauvé avait parlé d'un concert de louanges à l'adresse du gouvernement.

19. Dans *L'Action catholique* du 15 février 1928, à la page 11, on attribue cette parole au chef de l'opposition. Dans *L'Événement* du 15 février 1928, à la page 1, on dit que le député de Lotbinière a laissé entendre qu'il parlerait bientôt et que la nouvelle a été accueillie par des applaudissements chaleureux.

20. Dans *La Patrie* du 15 février 1928, à la page 14, on dit que M. David regarde l'horloge en disant cela.

21. *The Gazette* du 15 février 1928, à la page 16, donne le chiffre de 50,000,000 d'arbres.

22. *The Gazette* du 15 février 1928, à la page 16, et *The Montreal Daily Star* du 15 février 1928, à la page 4, disent qu'une telle clause existe depuis trois ans.

23. *L'Action catholique* du 15 février 1928, à la page 11, donne le chiffre de 90 %.

Séance du mercredi 15 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 15.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Hôpital Jeffery Hale

M. Power (Québec-Ouest) propose, appuyé par représentant de L'Islet (M. Thériault), que toutes les règles de la Chambre concernant les avis, la présentation et la réception de pétitions pour la présentation des bills privés, sauf celles qui se rapportent au paiement des honoraires, soient suspendues et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec, demandant de modifier sa charte, 29 Victoria, chapitre 106 et la loi qui la modifie, que cette pétition soit immédiatement lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 concernant une propriété de l'hôpital de Jeffery Hale de la cité de Québec.

Présentation et lecture de pétitions:

En conséquence, la pétition de l'hôpital Jeffery Hale, de la cité de Québec, demandant de modifier sa charte, 29 Victoria, chapitre 106 et la loi qui la modifie, et qu'il lui soit permis de présenter le bill 151 concernant une propriété de l'hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec, est présentée, lue et reçue par la Chambre.

M. Power (Québec-Ouest) demande la permission de présenter le bill 151 concernant une propriété de l'hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 30 modifiant le Code civil relativement aux registres de l'État civil.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 98 modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier;
- bill 134 ratifiant le règlement no 44 de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz;
- bill 143 concernant la succession de feu Omer Lorrain.

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

- de la Compagnie de téléphone Bell Canada, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "The Bell Telephone Pension Fund Corporation";
- de la ville de Drummondville et des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Drummondville, dans le comté de Drummond, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement de ladite ville et une résolution desdits commissaires d'écoles, concernant le "Manoir Drummond Limited".

M. Thériault (L'Islet): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent des chemins de fer et autres moyens de communication. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 148 constituant en corporation The Quebec Northern Railway Company.

Dépôt de documents:

**Écoles catholiques de Montréal,
commission d'enquête**

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la

Commission d'enquête sur la situation des écoles catholiques de Montréal, 26 février 1926 - 1^{er} décembre 1927. (Document de la session no 46)

**Composition
des comités permanents**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que le nom de M. Frigon soit ajouté à la liste des membres du comité permanent des bills privés en général.

Adopté.

**Manoir
Drummond Ltd.**

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) demande la permission de présenter le bill 149 ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**The Bell Telephone
Pension Fund Corporation**

M. Marchand (Jacques-Cartier) demande la permission de présenter le bill 147 constituant en corporation The Bell Telephone Pension Fund Corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:

**Droits perçus dans le
comté de Sherbrooke**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quels ont été les droits perçus dans le comté de Sherbrooke, pour les licences de lieux d'amusements, conformément à la loi des licences de Québec, chaque année depuis la mise en vigueur de la loi de l'assistance publique?

2. Quels ont été les droits perçus dans le comté de Sherbrooke, pour les licences de pistes de courses et les droits d'entrée aux pistes de courses, conformément à la loi des licences de Québec, chaque année, depuis la mise en vigueur de la loi de l'assistance publique?

3. Quel a été le revenu, dans le comté de Sherbrooke, provenant des honoraires de l'enregistrement des appareils employés pour les

paris ou gageures sur les pistes de courses et les droits imposés sur lesdits paris ou gageures, conformément à la loi des licences de Québec, chaque année, depuis la mise en vigueur de la loi de l'assistance publique?

4. Quels ont été les droits du pauvre perçus dans le comté de Sherbrooke, chaque année, depuis que tels droits ont été imposés?

5. Mêmes questions pour le comté de Stanstead.

6. Mêmes questions pour le comté de Richmond.

7. Mêmes questions pour le comté de Wolfe.

8. Mêmes questions pour le comté de Compton.

9. Mêmes questions pour le comté de Frontenac.

L'honorable M. Nicol (Compton): (Voir le tableau à la page suivante)

Comtés	Du 1 ^{er} septembre 1921 au 30 juin, 1922	1922-23	1923-24	1924-25	1925-26	1926-27
Sherbrooke:						
1.	667.80	1,285.90	86.66	673.09	1,108.00	869.56
2.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
3.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
4.	7,362.72	11,554.60	11,917.19	10,285.13	10,969.89	12,490.40
Stanstead:						
1.	395.00	244.00	160.00	185.00	487.50	350.00
2.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
3.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
4.	462.10	2,598.60	1,046.99	1,893.52	2,092.31	2,457.20
Richmond:						
1.	35.00	269.96	201.00	92.00	120.00	111.00
2.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
3.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
4.	134.48	316.75	325.86	566.23	364.63	892.02
Wolfe:						
1.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
2.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
3.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
4.	.85	Aucun	Aucun	Aucun	1.85	Aucun
Compton:						
1.	Aucun	85.00	Aucun	55.00	125.00	193.00
2.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
3.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
4.	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	113.50	290.72
Frontenac:						
1.	45.00	Aucun	Aucun	Aucun	124.80	62.40
2.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
3.	.....	.....	.....	Aucun	.....	.....
4.	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun	289.99	80.00

Employés de la prison de Bordeaux

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Combien y a-t-il d'employés à la prison de Bordeaux?

2. Sur ce nombre, combien sont des employés permanents?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. 105.
2. 70.

**Pierre Valois,
employé du gouvernement**

M. Tremblay (Maisonnette): Avant de passer aux affaires du jour, je désire attirer l'attention

de la Chambre sur une question que j'ai posée et à laquelle on a répondu. Il s'agit de Pierre Valois. On n'a pas donné les détails demandés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
M. Valois est encore à l'emploi de la province.

Code municipal, article 413

M. Philps (Huntingdon) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 175 modifiant l'article 413 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Subsides

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 14 février, sur l'amendement proposé le même jour à la motion dont la Chambre a été saisie le mardi 31 janvier dernier: "Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" et que la Chambre se forme en comité des subsides.

Lequel amendement se lit comme suit:

Tout en constatant que le gouvernement adopte en partie, bien que tardivement, la politique préconisée par la loyale opposition de Sa Majesté au sujet de la réduction de la dette publique, de la voirie, de l'industrie, du crédit agricole;

Cette Chambre regrette qu'il n'ait encore rien fait pour assurer:

a. une administration de la justice plus effective, plus expéditive et moins coûteuse;

b. une politique énergique en vue d'enrayer l'émigration et d'assurer le rapatriement des nôtres;

c. un inventaire national et des statistiques plus complètes et plus exactes, de manière à pouvoir mieux connaître notre situation;

d. une exploitation plus rationnelle de nos richesses naturelles en vue de protéger plus efficacement notre patrimoine national;

e. une plus juste répartition des impôts et des charges publiques.

M. l'Orateur: Avant de reprendre le débat sur le budget, j'ai une décision à rendre sur le point d'ordre soulevé par l'honorable chef de l'opposition (M. Sauvé). J'ai examiné la question avec le plus de soin et le plus d'attention possible, et voici à quelle conclusion j'en arrive. L'article 322 du Règlement de l'Assemblée législative, page 90, dit ceci: "Lorsque cette motion est proposée, il est permis de discourir sur tout sujet d'intérêt public et de proposer un amendement qui se rapporte à n'importe quel sujet d'intérêt public; toutefois, ces discours et cet amendement ne doivent se rattacher ni à une question sur laquelle la Chambre s'est déjà prononcée pendant la session en cours, ni à un article du budget, ni à un projet de résolution qui doit être soumis au comité des voies et moyens, ni à une affaire qui est inscrite au *Feuilleton* ou annoncée dans le *Feuilleton*."

Et à la page suivante, sous le même article, il est dit: "Quand un amendement est proposé, le débat ne doit porter que sur le sujet de cet amendement, tant qu'il n'a pas été décidé. S'il est rejeté, le débat reprend sur la motion principale, comme si l'amendement n'avait pas été proposé."

Tous les auteurs de droit parlementaire que j'ai consultés s'expriment de la même manière, entre autres, Bourinot¹, May & Desjardins.

J'irai plus loin et j'ajouterais que je me suis procuré un recueil comprenant les décisions non imprimées mais clavigraphiées et rendues par trois des Orateurs qui se sont succédé au fauteuil présidentiel, les honorables Jonathan Saxton Campbell Würtele², Félix-Gabriel Marchand et Pierre-Évariste Leblanc³. Les honorables MM. Würtele et Leblanc n'ont pas été appelés durant leur terme d'office à décider une question semblable, mais l'honorable M. Marchand a eu, en 1887, à trancher exactement le même cas, à savoir que lorsqu'un amendement est proposé, la discussion doit être maintenue au cadre de l'amendement.

En conséquence et pour toutes ces raisons, le point d'ordre soulevé par l'honorable chef de l'opposition est déclaré bien fondé et je le maintiens.

Reprise du débat sur le budget. M. le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David).

L'honorable M. David (Terrebonne): Je respecte votre décision, M. l'Orateur, et je m'en tiendrai à l'amendement qui a été présenté par le chef de l'opposition. Cet amendement nous parle d'augmentation de la dette publique. Est-ce augmenter la dette publique que de construire, à même nos revenus, des édifices publics pour l'avenir dont se plaignent si souvent les membres de l'opposition? Non. C'est prévoir l'avenir, léguer un héritage à nos enfants et ce n'est pas augmenter la dette. Si ces édifices publics paraissent trop considérables à ceux qui ne pensent qu'au présent, ils sont construits par un gouvernement qui songe aux besoins de l'avenir. D'ailleurs, la construction de ces édifices n'a pas augmenté la dette de notre province, puisque le gouvernement, par une sage politique, a pu les construire avec les revenus annuels du Trésor. C'est une façon de réduire la dette provinciale et en même temps d'augmenter notre actif.

Dans son amendement, le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) reproche au gouvernement d'avoir négligé le rapatriement des nôtres et lui demande de prendre les moyens pour enrayer l'émigration. Comment le gouvernement pourrait-il le faire? De tout temps, le gouvernement de la province s'est occupé de ce problème.

Il faut d'abord se demander quelles sont les causes de cette émigration, de cette désertion du sol. Une commission spéciale a fait une enquête sur l'exode des nôtres et donnait, dans son rapport, comme une des raisons de cette émigration, la

nature, le tempérament du Canadien français qui en font un voyageur. Il est vrai, je l'ai déjà dit, que les Canadiens français aiment le voyage et l'aventure. En effet, le passé nous montre que les États-Unis presque complètement doivent aux Français et aux Canadiens français la fondation de leurs villes importantes et de leurs plus beaux centres. Ce n'est pas un mal que certains des nôtres soient allés semer partout la civilisation de la France dont ils étaient issus de l'autre côté de la frontière. Ce n'est pas un mal que les nôtres ne soient pas découragés par la distance. Que cela doive continuer, certes non. Mais ce n'est pas par des discours sur la désertion et la nécessité du rapatriement que la situation sera améliorée. Mais où est le remède? Il faut aller aux sources.

Une de ces sources, c'est l'éducation. Le gouvernement a déjà pris de nombreuses mesures dans ce sens. Le chef de l'opposition disait, hier, non sans raison, que lorsque l'on constate un mal, l'on ne doit pas avoir peur d'en parler. Dans le passé, il peut se faire que certains éducateurs n'ont pas suffisamment compris l'importance d'inculquer aux enfants l'amour du sol. Enseignons à nos enfants de la campagne à aimer la terre natale, apprenons à l'enfant de la ville à aimer la ville où il est né. Apprenons à l'enfant de la campagne à apprécier la profession de son père, la splendide indépendance dont il jouit, la beauté de la position de l'agriculteur en comparaison de celle de l'homme de la ville. Paroles, me dira-t-on! Le gouvernement a fait quelque chose en ce sens. J'ai cru, nous avons cru devoir agir et, cette année, nous tentons une expérience qui, j'espère, à cause du haut patronage qui l'appuie, sera couronnée du plus grand succès⁴.

Je ne crois pas qu'on ait suffisamment compris dans le passé, chez certains éducateurs que je ne veux pas critiquer, devant qui je m'incline et pour lesquels j'ai la plus grande admiration et beaucoup de respect, que, avant d'envoyer des institutrices dans nos campagnes, il aurait fallu les rendre plus compétentes à garder nos fils sur la terre. Il est essentiel d'enseigner aux fils de cultivateurs l'amour de la terre où ils ont vu le jour et du métier de leurs parents.

L'éducation est la base de tout. Il aurait fallu inculquer aux instituteurs que l'on envoyait dans les campagnes l'amour de la terre. Car, les enfants de la campagne doivent apprendre à aimer la terre, être fiers de leur coin de pays. L'académie commerciale a déraciné trop de nos fils de cultivateurs. L'influence qu'elle a exercée sur eux est néfaste et n'a eu pour résultat que de les égarer. Ce n'est pas la faute de

personne, mais, si le programme tel que rédigé est fait pour l'enfant de nos campagnes, encore faut-il qu'il soit suivi.

Prenons le cas d'une école de rang, dans le plus beau comté de la province, le mien. L'institutrice dit à 40 enfants dont elle manie les cerveaux: "Il se construit à Montréal un édifice de 52 étages. Chaque étage a 10 pieds. Quelle sera la hauteur de cet édifice?" Que se passe-t-il dans le cerveau de ces petits enfants? On ne pense pas au calcul, on se dit: "Quand donc pourrais-je voir ce beau grand édifice?" Au lieu de cela, si l'institutrice demandait: "Dans un verger de 100 pommiers, chacun des pommiers contient 1,000 pommes. Combien rapportera ce verger?" Si elle disait cela, il me semble que ce serait mieux.

Voilà ce que vise le programme de reconstruction des écoles rurales. Voilà un problème apte à rendre la terre familière avec l'enfant. N'est-ce pas là une meilleure façon de procéder? Enseigner l'amour de la terre aux enfants de nos campagnes, leur donner une instruction qui leur permettra de tirer le maximum des possibilités qu'offre l'agriculture dans la province, leur faire comprendre que l'homme qui vit sur la terre, dans le confort et la dignité du libre propriétaire, est dans une situation d'indépendance bien supérieure à celle de l'ouvrier de la ville qui, lui, n'a aucune garantie de revenu pour lui-même et sa famille, voilà ce à quoi doit viser l'instruction.

Au nom de ma province, je félicite et remercie Sa Grandeur Mgr Ross de la splendide coopération qu'il a apportée au modeste mais, je crois, dévoué secrétaire provincial dans l'organisation de l'expérience que nous tentons, et pour faire de cette maison d'enseignement une des meilleures sous la surveillance de ce grand pédagogue. À Sainte-Anne-des-Monts, des éducateurs, formés pour enseigner aux enfants de nos agriculteurs, suivront le programme de l'école primaire, sous la surveillance de l'homme qui est un des plus compétents pédagogues de notre pays et qui a fait de cette modeste école son œuvre.

Le problème de l'immigration ne se pose pas seulement chez nous, mais dans tous les pays du monde. En Italie, par exemple, et en France. La France a connu une crise de l'exode des fermes pour la ville. Au moment où Mussolini⁵ s'est levé en Italie, et a sûrement pris son pays à une époque où il était étouffé par des théories néfastes et en a fait un grand pays, au même moment, ne voyons-nous pas cependant 75,000 Italiens émigrer en France vers les grands centres? Aux États-Unis, ce pays riche à

millions, qui est une puissance mondiale, 14,000,000 d'agriculteurs, depuis la fin de la guerre, ont émigré vers les grands centres. Chez nous, nous ne pouvons compter sur l'immigration. Un homme qui part est un homme perdu; ailleurs, on le remplace.

Mais, pour dire toute ma pensée au sujet du rapatriement, on me permettra de raconter le fait suivant. Dans une petite ville américaine, où il y avait 30,000⁶ Franco-Américains, je demandais au curé: Croyez-vous au rapatriement? Il me répondit: "Chez les vieux, peut-être, attirés qu'ils seront par le désir de revoir leur pays natal. Chez les jeunes, non."

Je suis pour le rapatriement des nôtres. Si nous n'en ramenons que 500, c'est une force. Mais réussissons-nous à rapatrier les nôtres? Sans vouloir décourager un mouvement qui pourrait ramener au pays 500 des nôtres ou même seulement 100, je crois qu'il ne faut pas songer que ceux qui sont installés là-bas et devenus, en grand nombre, sujets américains pourront être ramenés ici par une campagne de rapatriement. Le meilleur moyen de les attirer de nouveau dans notre province, c'est de leur offrir des centres industriels, avec des salaires comme ceux qu'ils gagnent dans la grande république au sud de chez nous.

Pourquoi ne pas envisager les faits tels qu'ils sont? Le grand mal n'est pas tant dans le fait de ceux qui s'en vont parce qu'ils veulent, mais dans le fait de ceux qui meurent et qui veulent vivre.

Sauver 12,000 enfants qui nous sont ravis, chaque année, faute d'avoir reçu les soins voulus durant les premiers mois de leur existence, c'est le plus beau rapatriement que l'on puisse faire. Et le meilleur élément pour développer ce sens de la conservation de nos enfants, sans tuer chez elles leurs illusions, sans enlever le voile nécessaire, c'est par l'éducation et l'enseignement de la puériculture chez nos jeunes filles, chez nos mères de demain.

Il faut que, lorsque Dieu et la nature leur permettront d'accomplir le plus bel acte d'une vie humaine, de donner un enfant au monde, elles sachent le faire vivre. Voilà des paroles qui ne détonnent pas en cette Chambre, où on nous demande d'envisager les problèmes en face.

Une chose est vraie ou pourrait le devenir. Si, par défaut d'une éducation nationale, nous permettions à notre mentalité de devenir chancelante au point de vue canadien, l'infiltration du capital américain serait un danger, surtout si notre mentalité n'était plus apte à faire un obstacle.

Je reconnais que la venue du capital américain peut permettre à des idées de s'infiltrer, mais notre éducation doit être assez bonne pour leur

faire obstacle. Je constate, dit-il, que les différentes populations au Canada ont développé une meilleure compréhension les uns des autres et que, de manière générale, une conscience nationale se manifeste. Sans vouloir jeter de blâme sur aucune autre province, n'est-il pas vrai que, de toutes les provinces canadiennes, Québec est celle qui a le mieux résisté à l'influence américaine?⁷ N'est-il pas vrai que, s'il y a une province où la mentalité soit foncièrement canadienne, c'est dans Québec? Par-dessus tout, on a grand besoin aujourd'hui d'un véritable esprit canadien, de mieux nous connaître les uns les autres partout dans le dominion et d'avoir une meilleure connaissance de nos problèmes respectifs. Il (l'honorable M. David) se dit heureux de constater une meilleure compréhension mutuelle chez les Canadiens et suggère que les problèmes du pays soient désormais considérés sous l'angle plus large du canadianisme plutôt que d'un point de vue étroit et chauvin.

Il dit avoir foi dans l'avenir. Si notre système éducationnel demeure ce qu'il est, les hommes de demain auront le respect et le même amour pour notre province et ils ne la vendront pas au capital étranger. Notre système étant ce qu'il est et demeurant ce qu'il est, avec l'assurance que le passé est garant de l'avenir, j'ai confiance que ceux qui viendront après nous désireront, autant que nous, conserver Québec à nos descendants.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Écoutez, écoutez.

L'honorable M. David (Terrebonne): Il y a lieu d'écouter. C'est la politique du gouvernement et l'honorable premier ministre m'approuvera quand je l'affirme. Cette politique est de conserver Québec à ceux qui l'ont fondé, qui l'habitent et y veulent mourir. Ce fut la politique dans le passé, c'est celle de l'avenir.

À la source de toute véritable grandeur d'un pays, à la base d'un développement économique sain, il faut la plénitude de la satisfaction dans tous les domaines. Si, dans un pays, une classe souffre, comme chez l'individu qui souffre d'un membre malade, tout l'organisme s'en ressent, tout le pays souffre.

Dans un pays vaste comme le nôtre, dans une province comme la nôtre, une classe ne peut souffrir sans que toute la population souffre. Il n'y a pas de classes. Nous travaillons pour nous tous. Je n'aime pas cette expression, car les hommes sont égaux à la naissance et à la mort, et la supériorité vient de l'intelligence. C'est l'intelligence qui les fait monter.

Si, comme le prétend l'opposition, la classe ouvrière n'est pas contente, il faut tenter de lui donner satisfaction en l'éclairant, en la dirigeant et non se laisser conduire par elle. On ne doit pas lui laisser croire qu'elle est maltraitée. Le peuple aime les audacieux et ceux qui s'adressent à lui et qui, tout en admettant que l'on peut toujours faire mieux, lui disent les circonstances où il vit. Mais le peuple méprise ceux qu'il peut manipuler comme des pantins et des guenilles. L'ouvrier doit être conscientisé quant à son devoir envers son patron, tout comme le patron doit s'appliquer à respecter ses obligations envers ses employés. Que l'on vienne dans un Parlement comme celui-ci faire croire que la classe ouvrière est malheureuse, je ne crois pas que l'on fasse une bonne action.

Il faut procéder par étapes, de peur de briser d'un coup de pic trop violent l'œuvre de 50 années. Le gouvernement a tout fait pour satisfaire et il ne sera satisfait que lorsque les ouvriers le seront entièrement. Les ouvriers doivent être satisfaits; s'ils ne le sont pas, il faut les éclairer, les diriger, mais il ne faut pas se laisser guider par eux. Il faut que les ouvriers soient satisfaits et ils le seront non pas par un grand coup de pic, mais par des lois sages qui apporteront cette satisfaction et ce bonheur que nous voulons leur donner. L'ouvrier ne peut être heureux qu'avec l'appui du capital. Certains salaires ne sont pas suffisants, mais il ne faut pourtant pas croire que l'ouvrier est plus maltraité ici qu'ailleurs. Le gouvernement n'est pas défavorable à une législation en faveur des salaires raisonnables, mais cette législation ne pouvait se faire comme ça, tout d'un coup.

Il faut toujours songer aussi que ce qui paraît un rêve aujourd'hui peut devenir réalité demain. C'est graduellement et avec le temps que les réformes se font. L'ouvrier sent qu'il est la grande force muette mais agissante, par qui le capital s'installe dans le monde. L'ouvrier réclame protection si, au service du capital, il est blessé et se rappelle sans doute que c'est la province de Québec qui, sous la direction de l'honorable premier ministre, alors ministre des Travaux publics et du Travail, passa, la première en ce pays et sur le continent, une loi indemnisant l'accidenté. À mon avis, la nouvelle loi démontrera encore une fois que Québec est au premier rang. Le gouvernement ne sera satisfait que le jour où l'ouvrier lui-même déclarera sa satisfaction.

En passant, je dis que je n'ai aucun mépris pour le capital et la richesse, même si je ne les ai pas. Je veux que ma province soit riche parce que, depuis cinq ans au moins, je prêche que les peuples pauvres

seront laissés sur le bord de la route que parcourt aujourd'hui le monde industriel. On n'a pas le droit de dire, quelle qu'en soit la théorie et peu importe ce qu'elle vaut, que la pauvreté fait le bonheur, mais je dis qu'on n'a pas le droit d'empêcher un peuple de produire, avec son argent, des œuvres qui profiteront à l'humanité entière et qui font appel à leur activité. Je ne dis pas que la richesse procure toujours le bonheur, mais je dis que la pauvreté empêche un peuple d'accomplir de grandes œuvres.

Alphonse de Châteaubriant⁸ a dit: "Les hommes, en général, n'ont pas le respect de ce qui fait leur force." Ce qui fait la force de la province de Québec, c'est sa réputation. Pourquoi l'attaquer? L'opposition, à chaque année, fait des attaques qui amoindrissent la réputation de la province. L'opposition a peut-être en agissant ainsi le sentiment qu'elle fait son devoir, mais ce n'est pas faire son devoir que de ne pas vouloir admettre que le gouvernement puisse faire un acte de justice, de courage, de bonne administration. Je les mets en garde contre une telle tactique, car il est bien difficile à un gouvernement de tout faire à la fois. L'opposition sera peut-être un jour de ce côté de la Chambre, et elle le réalisera d'autant plus qu'elle aura plus critiqué à tort. Pourquoi ne pas reconnaître que le gouvernement peut faire du bien?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je l'ai dit hier.

L'honorable M. David (Terrebonne): Vous avez fait un acte de repentir. Le repentir finit toujours par éclater et vaut toujours la peine d'être noté. Je suis heureux d'entendre le député de Deux-Montagnes et je le remercie de reconnaître que le gouvernement a fait beaucoup de choses qui méritent l'approbation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh! mais ce n'est plus moi qui parle maintenant.

L'honorable M. David (Terrebonne): Personne n'est parfait, sans doute, mais on devrait reconnaître au moins les actes et les œuvres.

Avant de permettre à un jeune homme de quitter sa terre natale et de chercher fortune à l'étranger, je lui ferais voir le Canada. M. l'Orateur, au cours d'un récent voyage dans l'Ouest, en même temps que je constatais l'immensité du territoire, je ne pouvais m'empêcher de m'enthousiasmer de la beauté pittoresque et économique de mon pays, mais aussi de songer aux problèmes compliqués qu'une telle immensité fait naître. Nous n'avons pas le droit

de faire des reproches à ceux qui vivent à 3,000 milles de chez nous. Mais je devinais, sans chauvinisme, préjugés ou étroitesse d'esprit, les problèmes qui vont se dresser pour nous. Je me disais que le premier conseil à donner à notre jeunesse, c'est de bien connaître son pays. Nous avons le devoir de nous mieux connaître. Nous disons souvent en parlant de nos cousins de France: "On ne nous connaît pas là-bas!" Pouvons-nous bien faire ce reproche quand nous ignorons nous-mêmes notre pays? On ne peut reprocher à nos cousins de France de nous méconnaître tant que nous ne connaissons pas les nôtres qui vivent dans les provinces de ce dominion, ou encore de l'autre côté de la frontière. Je suis fier de Québec, je suis fier de ma race, mais j'aime encore et au-dessus de tout le Canada tout entier.

(Applaudissements)

M. l'Orateur: L'amendement sera-t-il adopté?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non.

Un député à droite: Lost, lost.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vote.

M. l'Orateur: Appelez les membres⁹.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, Tremblay, 9.

Contre: MM. Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Cantin, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, Dansereau, David, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Francoeur, Frigon, Gagnon (Maskinongé), Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapierre, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Oliver, Ouellet, Papineau, Perrault, Phaneuf, Philips, Piché, Pilon, Plante, Poulin, Power, Reed, Rochette, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Vautrin, 64.

L'amendement est ainsi rejeté.

M. l'Orateur: La question est maintenant sur la motion principale.

M. Francoeur (Loftbinière) se lève. (Ovation)

Je réitère, dit-il, à l'Orateur de cette Chambre les félicitations que je lui ai déjà exprimées. Vos talents et votre expérience vous désignaient à ces importantes fonctions et je fais des vœux pour votre succès, succès qu'un Orateur doit obtenir pour maintenir le décorum et le respect des règlements de la Chambre. Je garde, dit-il, de mon passage à la présidence le meilleur souvenir. Vous fûtes un vice-président distingué et serez à la hauteur de votre noble tâche.

Le premier ministre et le secrétaire provincial (l'honorable M. David) ont affirmé que, pendant les huit années que je fus Orateur, j'avais donné satisfaction à tout le monde. Cette tâche me fut rendue facile par l'amicale sympathie des amis de la droite, par l'indulgence et la bienveillance du chef de l'opposition et de ses amis. Je garderai de mon passage à ce poste le meilleur souvenir.

M. l'Orateur, j'ai écouté avec attention tous les discours prononcés dans ce débat sur le budget. À entendre les amis de la gauche, tout est mauvais, tout va mal; à entendre les amis de la droite, tout est bon, tout va bien. Entre le pessimisme exagéré de l'opposition et l'optimisme trop prononcé peut-être du ministère, je crois qu'il y a place pour une opinion moyenne où tout le monde doit trouver les conclusions qui se posent et où il y a place à l'étude que nous devons en faire. Comme conclusion, il y a des problèmes qui se posent et il faut les étudier.

L'honorable chef de l'opposition a dit, hier, qu'une question que je lui ai posée le rajeunissait et qu'il siège dans cette Chambre depuis 20 ans. Je le sais, car nous sommes tous les deux de la même promotion électorale. Mon honorable ami est entré en cette Chambre avant moi. Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a dit que je rajeunissais. Je lui dirai à mon tour qu'il n'a pas vieilli. Les ans ont un peu neigé sur son abondante chevelure, mais je l'ai vu à l'œuvre et écouté, à votre place, M. l'Orateur, pendant huit ans, et je dois avouer qu'il n'a pas vieilli, et ses discours me l'ont toujours prouvé, comme celui d'hier.

Il est aussi jeune, d'illusions, d'idées et d'expérience que lorsqu'il est entré dans cette Chambre pour la première fois. Il aborde les problèmes nouveaux d'après le même angle de vision chaque année et, pour lui et pour ses collègues, il ne s'est rien passé depuis 1897, date de l'ascension du Parti libéral aux affaires de la province. Il essaie toujours de démontrer que si quelque chose a été fait, c'est grâce à l'opposition. Je lisais justement hier une parole d'un auteur français qui a exprimé récemment

cette idée qui paraît paradoxale, et c'est celle-ci: "Il n'y a pas de vérité, il n'y a que des mensonges évidents." Même s'il faut être pessimiste, il ne faut pas l'être autant que les membres de l'opposition qui ne voient, du côté du gouvernement, que des mensonges évidents.

L'opposition s'évertue toujours à démontrer cela. Mensonge évident que la victoire libérale de 1897 qui fit disparaître l'administration néfaste précédente. Mensonge évident que celle de 1900 qui a inauguré l'ère des surplus dans la province. Mensonges évidents que celles de 1904, 1908, 1912, qui ratifiaient la politique du gouvernement. Mensonge évident que celle de 1908 où le peuple a repoussé la politique d'une nouvelle école, l'école nationaliste. Mensonge évident que celle de 1912 où les électeurs se sont prononcés sur la politique de la voirie. Mensonge évident que celle de 1916 ratifiant la politique du Parti libéral. Mensonge évident que celles de 1919, de 1923 et de 1927! Toutes ces dates auxquelles le peuple a donné sa confiance au Parti libéral sont des mensonges évidents. Ce pessimisme est bien exagéré.

Même si l'on doit entretenir le plus sombre pessimisme, je crois que nos amis de la gauche vont trop loin, et je veux démontrer que tout n'est pas aussi sombre que cela et tirer des conclusions, des faits.

Le député de Deux-Montagnes a dit hier que nos surplus accumulés de \$25,000,000 en 25 ans sont fictifs, et il ajoutait que, pendant que le gouvernement accumule des surplus, les nôtres émigrent aux États-Unis. Je lui demandais alors quelle aurait été la situation si, au lieu d'avoir des surplus, nous avions eu des déficits et il me répondit en souriant que je voulais badiner. Pas du tout. J'ai posé la question pour souligner le fait que si, pendant 30 ans, malgré nos surplus, 300,000 des nôtres sont partis, combien nous auraient quittés si nous n'avions eu que des déficits? Le chiffre des émigrants aurait été certainement doublé et même triplé.

Le chef de l'opposition a parlé d'émigration. Une chose dans tout cela me semble drôle. Pendant les campagnes électorales fédérales, les adversaires du gouvernement disent que l'émigration est due à la politique néfaste du gouvernement d'Ottawa. Pendant les campagnes provinciales, l'émigration est causée, aux dires des oppositionnistes, par la politique néfaste du gouvernement provincial. Entendons-nous! Les causes de l'émigration des nôtres ne découlent pas de la politique fédérale ni de la politique provinciale. Il faut recourir au bon sens pour établir ces causes. Les véritables causes sont celles-ci: les Canadiens français, comme les Italiens,

comme les Français, comme les Allemands, ont l'esprit d'aventure. Ensuite, plusieurs émigrent aussi par nécessité, tandis que d'autres quittent notre pays par esprit de spéculation, et enfin, il y a l'esprit de civilisation.

L'esprit d'aventure. Un grand nombre des nôtres partent non pas qu'ils sont en mauvaise situation, non parce qu'ils ont cessé d'être bien avec nous, mais parce qu'ils veulent voir d'autres pays. C'est un fait qui s'est produit dans la vie nationale de tous les peuples et dans tous les siècles. Les Français ne sont-ils pas émigrés au Canada où d'autres peuples les ont suivis? C'est un fait commun à tous les peuples. Si l'esprit d'aventure n'avait pas existé chez nos ancêtres, il n'y aurait pas de Canada aujourd'hui. Esprit de spéculation. Certains de nos gens, après avoir fait de bonnes affaires ici, sont allés tenter fortune ailleurs et lancer de nouvelles entreprises. Quant à la nécessité, on dit: "Si les nôtres émigrent, c'est la faute du gouvernement." Peut-être, dans certains cas, mais pas dans tous les cas.

On a dit: "Si les cultivateurs émigrent, c'est la faute du gouvernement." Peut-on établir cela? Non, car dans les trois quarts des cas les cultivateurs qui ont quitté leur terre doivent, la plupart du temps, s'en prendre à eux seuls. Ils ont été imprévoyants, imprudents ou trop dépensiers. Le gouvernement n'a rien à faire là-dedans. Je représente un comté agricole depuis 20 ans et je le tiens de la bouche même de plusieurs cultivateurs de mon comté qui ont quitté Lotbinière. Pourquoi? Par nécessité. Les uns, ils me l'ont avoué, sont obligés de partir parce qu'ils n'ont pas prévu l'avenir, parce qu'ils avaient mal administré leurs affaires, parce qu'ils ont été trop dépensiers et ont trop suivi les exigences du luxe. Les autres avaient eu des accidents. Mais, dans aucun de ces cas, ce n'était la faute du gouvernement. Le gouvernement n'a rien à faire là-dedans. Il en est de même pour les accidents.

Quelle législation le gouvernement pourrait-il adopter pour les empêcher d'émigrer? Le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) suggère une commission qui demanderait un mois d'avis de chaque personne qui veut quitter le pays et qui s'enquerrait auprès d'elle des causes de son départ. L'intéressé pourrait simplement répondre aux commissaires: Est-ce de vos affaires? Voulez-vous m'empêcher de partir? Qu'est-ce que la commission pourrait faire de mieux pour lui? Quels pouvoirs aurait cette commission et quels droits? Dans la plupart des cas, la commission ne pourrait procéder. Une législation dans le sens de la commission

proposée par le chef de l'opposition n'aurait pas grand résultat. Elle serait même dangereuse. Ce serait un leurre.

Le gouvernement a déjà fait beaucoup pour enrayer ce fléau de l'émigration. Le gouvernement peut faire quelque chose et il l'a fait. Si autrefois les deux régimes avaient fait preuve de plus de clairvoyance, s'ils avaient commencé plus tôt l'exploitation de nos ressources naturelles, les Canadiens français auraient pu gagner des salaires raisonnables sur place sans être obligés de s'expatrier aux États-Unis¹⁰.

(Applaudissements)

Nos cultivateurs auraient probablement quitté en nombre moins considérable notre pays. S'il y a encore une émigration des nôtres, nous avons créé une autre émigration, celle des capitaux américains qui sont gagnés par les nôtres, chez nous.

Pourtant, en 1908, bien que j'étais jeune, je me souviens qu'on nous a accusés d'être de mauvais patriotes parce que nous favorisions l'affermage de nos forêts et de nos forces hydrauliques. On se souvient de cette campagne de 1907. La lutte de Bellechasse fut, à ce sujet, le prélude de la campagne nationaliste de 1908. Il admet avoir pris part à cette campagne. C'était à l'époque où Henri Bourassa subissait la défaite aux mains d'Adélard Turgeon¹¹, aujourd'hui Orateur du Conseil législatif. Dès 1907, fervent nationaliste en appui à M. Bourassa, l'honorable député de Saint-Maurice (M. Frigon) ne voulait pas reconnaître l'excellence de cette politique et il la dénonçait dans la campagne de Bellechasse. Il prie qu'on lui pardonne si ses remarques blessent le député de Saint-Maurice (M. Frigon). On disait: "Ne touchez pas à nos trésors", et on ajoutait qu'on devrait, au contraire, faire un développement raisonnable de nos ressources nationales en protégeant nos richesses.

Malgré cette campagne, le gouvernement mit en exploitation rationnelle nos richesses forestières qui forcent le capital étranger à venir ici et à employer notre main-d'œuvre. Des milliers d'ouvriers gagnent leur vie grâce à cette exploitation rationnelle et logique. Les émigrants s'en vont encore, mais nous avons créé une autre émigration, celle des capitaux américains dans notre province qui a permis aux Canadiens français de gagner leur vie sur place au lieu de s'expatrier.

Je n'ai jamais eu confiance dans l'étatisme, dans l'État souverain distributeur de richesses à tout le monde. Nos amis de la gauche ont voulu préconiser cela dans leurs discours. J'accepterai toujours avec défiance l'ingérence de l'État dans les questions d'intérêt public.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien.

M. Francoeur (Lotbinière): On a dit que certaines lois avaient causé la faillite de nombreuses épiceries. Je suis contre la dictature de l'argent qui empêche le développement de nos ressources...

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Très bien.

M. Francoeur (Lotbinière): ... Mais, devant la campagne poursuivie par l'opposition qui l'attaque injustement et veut lui susciter des ennemis qu'il n'a pas, je dois défendre le capital dans ce qu'il a de meilleur pour la collectivité. Je crois qu'il est de mon devoir de défendre le capital, pour l'utilité de la nation. Nos amis de la gauche ont dit à l'ouvrier de protester contre les industriels.

M. Guertin (Hull): Je n'ai pas dit cela. L'honorable député me dira-t-il qui a prêché cette doctrine dans l'opposition?

M. Francoeur (Lotbinière): Vous n'avez peut-être pas prononcé ces mêmes paroles, mais ce sont les conclusions qui découlent de vos discours. L'honorable député de Hull a attaqué injustement le capital.

(Applaudissements)

L'ensemble de ses discours a été pour dire que l'ouvrier est dans la misère, est persécuté et malheureux. Aucun gouvernement, conservateur ou libéral, que je sache, n'a persécuté l'ouvrier; mais, si un gouvernement favorise l'ouvrier, c'est bien le gouvernement qui, depuis 30 ans, dirige cette province.

Le gouvernement libéral est bien au secours de l'ouvrier. Je ne dis pas qu'il a toujours réussi, je ne le prétends pas, je prétends qu'il reste encore beaucoup à faire. Avons-nous fait pour l'ouvrier tout ce que nous devons faire? Je ne le prétends pas non plus. Mais nous avons fait quelque chose et nous continuons.

J'ai demandé à l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) comment il voulait créer une loi du salaire minimum pour les hommes, et le député de Hull (M. Guertin) demande un salaire minimum comme remède au mal que l'on prétend exister. C'est là une loi dangereuse, surtout si elle est faite à la hâte. Son application sera-t-elle possible? Favorisera-t-elle vraiment l'ouvrier? Comment cette loi fonctionnera-t-elle? Veut-il un salaire minimum pour tout en général ou un salaire minimum classifié suivant les qualifications? On ferait encore une

commission? Cette commission ferait-elle une enquête sur place dans chaque cas? Il faudra nommer une commission pour faire enquête dans chaque cas. Si, dans certains cas, des industriels étaient assez imprévoyants pour ne pas payer leurs ouvriers, peut-être serait-il bien d'intervenir? C'est là un problème important.

Mais ne croyez-vous pas qu'une pareille législation faite à la hâte risquerait, au lieu de favoriser l'ouvrier, de forcer le capitaliste à fermer ses portes à cause de cette même loi du salaire minimum? Est-ce que l'industriel, craignant des sanctions, ne diminuerait pas ses activités, au grand détriment des ouvriers? Combien de petites industries où travaillent des gens satisfaits de leur salaire se trouveraient forcées de se soustraire à l'arbitrage d'une commission? Peut-être la demande est-elle juste, mais elle nécessite une longue étude. Le système que l'on préconise n'est pas nouveau. Alors, dans les entreprises publiques, dans le commerce on ferait intervenir l'État par une commission? Je ne suis pas prêt à suivre nos amis de la gauche sur ce terrain dangereux.

Je vois plutôt ici une question d'éducation chez l'industriel et les ouvriers. L'honorable secrétaire provincial (M. David) le disait, tout à l'heure, avec logique et bon sens: "C'est une question d'éducation", il ne faut pas brusquer les choses et il vaut mieux laisser l'idée faire son chemin peu à peu. Il ne faut pas dire à l'ouvrier qu'il est toujours maltraité, car, si l'ouvrier a des droits, il a aussi des devoirs. D'un autre côté, si l'industriel a des obligations, il a aussi des responsabilités, et nous devons tendre à faire des deux des collaborateurs, autrement l'industrie n'aurait plus qu'à disparaître. Combien de petites industries qui emploient un bon nombre d'ouvriers seraient obligées de fermer! Le gouvernement a fait beaucoup pour l'ouvrier. Il reste encore beaucoup à faire. Et je me demande, dit-il, si le gouvernement a fait tout ce qu'il aurait pu faire.

À cette question industrielle se rattache une question plus importante, la question agricole. La prospérité agricole est à la base de la prospérité industrielle, non seulement dans la province de Québec, mais dans tous les pays. L'agriculture ne peut être prospère si l'industrie n'est pas prospère. L'ouvrier de la terre est aussi un ouvrier. Il faut que la terre donne tout ce qu'elle peut donner. On se plaint que la main-d'œuvre agricole manque?

Je lisais hier un économiste français qui nous apprend que la crise agricole en France est presque la même qu'ici. Il suggère un remède: l'éducation. En France, il n'y a plus de main-d'œuvre agricole à cause

de l'exode vers les villes ou les centres industriels. Pour favoriser le paysan, il faut faire son éducation. C'est ce que nous avons pratiqué ici en créant la profession d'agronome. Je suis en faveur des agronomes. La compétence de nos agronomes est reconnue. Il faut augmenter le nombre des agronomes, la science agricole étant destinée à remplacer la main-d'œuvre agricole dans les endroits où il est impossible d'avoir la main-d'œuvre. Je crois que nous devrions avoir plus d'agronomes, deux ou trois par comté, si nécessaire, à cause de la concentration de la population et à cause de certaines cultures nouvelles. L'agronome joue auprès des cultivateurs le rôle que joue l'inspecteur auprès des écoles rurales. C'est le pédagogue agricole.

Nos fils de cultivateurs ne peuvent tous aller à l'école d'agriculture. La classe agricole a donc besoin d'agronomes. La génération nouvelle adopte de nouvelles méthodes agricoles et, pour cela, elle a besoin des agronomes en mesure de satisfaire tout le monde. Il lui faut les agronomes pour lui enseigner à se servir des machines agricoles les meilleures et à se servir des engrais appropriés. Si ce problème était résolu - et on est en train de le résoudre - on permettrait à la classe agricole de vivre et de se créer de beaux revenus. L'économiste français dont j'ai parlé disait encore: Il faut de la vraie terre pour avoir de la vraie culture. C'est-à-dire qu'il faut diriger les colons vers des terres prospères à l'agriculture.

En parlant de la colonisation, on parle toujours des régions nouvelles, l'Abitibi et le Témiscamingue, mais on ne parle jamais du comté de Lotbinière, à quelques milles de Québec, où il pourrait s'en faire beaucoup. Dans ce comté desservi par deux chemins de fer, où passe la route Lévis-Saint-Lambert, il y a des terres fertiles. Je demande pour cette partie de la province des primes additionnelles en primes de défrichement, en routes, en écoles, etc., des primes comme mon excellent ami l'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault) en donne aux colons des autres régions, pour permettre aux fils de cultivateurs de s'établir sur des terres qui n'ont pas encore été ouvertes et qui sont à proximité des vieilles terres. J'invite les colons qui ne réussissent pas ailleurs à venir s'établir dans Lotbinière, où la fortune leur sourira peut-être, car ils seront tout près des marchés de Québec.

L'honorable secrétaire provincial (M. David) a brillamment traité la question scolaire. Au cours des dernières années, si les fils des cultivateurs ont quitté la ferme paternelle, c'est dû à ce que, à l'école primaire, il n'y a pas un enseignement à base agricole primaire. Le programme scolaire devrait être modifié

pour qu'à l'école primaire on fasse aimer le sol aux fils de cultivateurs. L'école est le prolongement de la famille et il devrait y avoir une atmosphère agricole. Il n'y aurait plus d'encombrement de nos collègues classiques. Durant mes années d'expérience comme député et président de cette Chambre, combien d'étudiants sortis des cours classiques ou des académies commerciales ou des écoles spéciales ne sont-ils pas venus solliciter des positions?

L'académie commerciale, et surtout les écoles spéciales, déracinent aussi nos fils de cultivateurs et, en sortant de ces institutions, ils viennent demander des places à leur député, au président de la Chambre ou aux députés. Ces académies fabriquent encore tous les mois des centaines de sténographes, de dactylographes qui n'ont d'autre ambition que d'avoir une place au Parlement: nous avons, a-t-on constaté, la course aux positions du Parlement. Un grand nombre de jeunes gens de talent placés ainsi au Parlement durant une session passent maintenant leur vie à la recherche des positions. Cela devient un cauchemar pour les députés et le président de l'Assemblée. Les fils de cultivateurs perdent le goût de la terre dès l'école primaire.

Une voix: Dans les collèges classiques.

M. Francoeur (Lotbinière): Quand ils sont rendus aux collèges classiques, il y a longtemps qu'ils ont perdu le goût de la terre. Si l'école primaire éloigne l'enfant de la terre, c'est que nos institutrices ne sont pas assez compétentes. Elles n'ont pas la formation pédagogique voulue, nécessaire. La faute en est aux institutrices qui, pour les trois quarts, ne sont pas passées par les écoles normales spécialement fondées pour les former. Pourquoi? D'abord, parce que chez nous, les élèves qui sortent de ces écoles normales ne se livrent pas à l'enseignement, parce que l'enseignement n'est pas encore devenu une carrière, mais seulement un passage que l'institutrice veut voir aussi court que possible. Elles cherchent des positions à la ville où elles s'empressent de se marier, parce qu'elles n'ont pas de salaires suffisants.

Je demande au gouvernement de remédier à cet état de choses. On construit de belles écoles, grandes, hygiéniques, très à la page. Le gouvernement en paie les deux tiers. Mais, malheureusement, nous n'avons pas encore de corps enseignant, parce que les commissions scolaires ne paient pas de salaires pour que les instituteurs et les institutrices puissent rester dans l'enseignement, et aussi en raison de la compétition entre les

professeurs laïques et ceux des communautés religieuses. Il y a aussi un autre obstacle dans les villes où l'enseignement est contrôlé par certaines communautés enseignantes. À Montréal et à Québec, on paie aux instituteurs des salaires ridicules: \$700 ou \$800 par année. Il n'est pas étonnant que les diplômés de l'école normale se découragent lorsqu'ils se voient offrir \$300 à \$400 par année. Les instituteurs sont si mal payés qu'ils abandonnent l'enseignement. Dans les villes de Québec et de Montréal, préférence devrait être donnée aux professeurs laïques.

L'an dernier, lorsque le gouvernement a décrété que les deux tiers des coûts des écoles rurales seraient payés par le gouvernement, j'aurais préféré qu'on y insère une clause stipulant que, dans ces écoles, un certain salaire soit payé à l'enseignant, tant pour l'institutrice et tant pour l'instituteur. On devrait aider les commissions à payer davantage leurs institutrices. On a passé une loi accordant des octrois aux commissions scolaires; pourtant, dès le début de la session, j'ai posé une question au sujet de nos écoles normales et, des réponses que l'on m'a données, il ressort que les neuf dixièmes des jeunes gens qui sortent de l'école normale n'enseignent pas parce qu'ils ne peuvent pas se faire une carrière de l'enseignement, et ils ne se font pas une carrière de l'enseignement parce que cette carrière leur est fermée par l'incurie de certaines commissions scolaires. À moins que l'on ne remédie à cet état de choses, je crois que nos écoles normales sont devenues inutiles.

Nous sommes dans cette situation baroque que nous avons des écoles normales de filles et de garçons qui coûtent \$300,000 par année à la province, qui deviennent complètement inutiles du fait que nous formons un personnel enseignant qui n'enseigne pas parce que les salaires sont trop bas. Ce n'est pas avec \$150 par an que l'institutrice pourra aimer sa profession et, si elle ne l'aime pas, son enseignement en souffre. Actuellement, une institutrice, payée \$200 ou \$150 par année, pour un travail de 10 mois, ne sait même pas si elle ne sera remplacée l'année suivante par une autre institutrice engagée au rabais qui offre ses services à \$25 de moins par année. Conséquence de cela, plusieurs petites écoles comptent une nouvelle institutrice débutante par année. Comment peut-on espérer dans de telles conditions que nos jeunes entretiennent une perspective adéquate?

L'honorable chef de l'opposition a dit hier que je suis indépendant. Non, je suis libéral, mais cela ne veut pas dire que je ne suis pas libre. J'appartiens au

Parti libéral depuis longtemps. Je n'y ai jamais connu et je ne connais pas encore un seul esclave chez nous.

(Applaudissements)

J'appartiens au Parti libéral, formé d'hommes unis autour de leur chef, mais aucun d'entre nous n'a perdu son libre arbitre. Nous nous sommes assujettis à une discipline volontaire. C'est ce qui fait la force du Parti libéral et c'est ce qui a fait ses succès devant le peuple. Le peuple de cette province a compris, parce que c'est un parti qui s'adresse au bon sens et à la logique du peuple. Et le peuple lui a donné une réponse éclatante depuis 1897. Le Parti libéral est composé d'hommes libres qui s'identifient avec les meilleurs intérêts de la province. Le Parti libéral, ce n'est pas un parti, c'est le groupement de toutes les bonnes volontés qui donne une politique nationale à notre province.

Dans la Confédération, toutes les provinces devaient garder l'autonomie, leur identité. Aucune d'elles ne devait se livrer à des luttes stériles. Il n'y a pas d'antagonisme entre les provinces de la Confédération et chaque province adopte le système qu'elle veut bien. Chacune a ses ambitions et chacune travaille à la prospérité nationale. Tant que nos adversaires n'auront d'autre but que la conquête du pouvoir, ils ne réussiront pas. Jamais le Parti libéral n'a eu ce but en vue. Le Parti libéral n'a pas voulu le pouvoir comme fin, mais comme moyen de réaliser les réformes qu'il croyait dans l'intérêt du peuple. Ce qu'il a voulu, c'est le succès économique de notre province. Le peuple l'a compris et l'a maintenu au pouvoir. C'est dans l'union des bonnes volontés que nous assurerons notre marche vers le progrès, et l'opposition devrait cesser ses luttes stériles. Alors peut-être, plus tard, le peuple lui accordera la confiance et confiera à nos amis de la gauche cet instrument merveilleux qu'ils ambitionnent. Puissent-ils alors s'en servir pour le plus grand bien de la province.

(Applaudissements)

M. Duplessis (Trois-Rivières): On m'avait dit que le député de Lotbinière (M. Francoeur) fut un grand orateur. Après le discours que je viens d'entendre, je ne peux pas dire que le député de Lotbinière est un grand orateur, mais je conviens que c'est un "debater" très habile. Le député de Terrebonne (l'honorable M. David) aussi parle. C'est un homme de talent, le plus grand orateur de la province, à ce qu'on a prétendu, mais si, comme on l'a dit, le beau est la splendeur du vrai, son discours était en partie trop beau. Il a été admirable. Mais l'un a répondu à l'autre.

Les deux discours précédents sont loin de concorder en tous points. Le député de Lotbinière a prétendu que l'opposition ne fait que de la critique. Mais le député de Terrebonne a répondu par anticipation. Le député de Terrebonne prétend que tout est bien dans la province, mais, de son côté, le député de Lotbinière a dit qu'il y a de l'incurie dans le ministère du secrétaire provincial et il voit des lacunes à combler.

Pour ma part, je ne veux pas dire que le gouvernement n'a fait que du mal. Depuis 30 ans qu'il est au pouvoir, il a pu et a eu le temps de faire du bien. L'ennui naquit un jour de l'uniformité et le gouvernement a fait quelques fois de bonnes actions pour rompre la monotonie de son administration.

La critique et l'opposition sont nécessaires dans une administration. Les ministériels prétendent que l'opposition fait un tort considérable à la province par ses critiques, en préconisant de bonnes idées. C'est là un prétexte. Je ne dirai pas que c'est un argument, car ce n'est pas sérieux. Comment! L'opposition n'a que 10 membres alors que la droite en a 72, en plus, une presse bien organisée, et les ministériels viendraient prétendre que la voix de 10 oppositionnistes est plus forte que celle des ministériels et de la grande presse? C'est un beau compliment.

Une des causes du malaise actuel qui existe en cette province, ce ne sont pas les critiques de l'opposition, mais l'attitude du gouvernement sur des questions primordiales. Je ne suis pas financier, mais, en matière de finance, je crois que le bon sens est de loi. On dit que nous avons des surplus et, en même temps, on nous annonce que nous avons plus de taxes. Il ne faut pas oublier cependant que le gouvernement a retiré, en 1927, \$11,237,546.79 en nouveaux impôts, disent ceux qui, avant 1897, nous reprochaient autrefois d'être des "taxeux". Il ne faut pas oublier non plus que la province retire de la vente de nos forêts ou de l'affermage de nos pouvoirs hydrauliques de 1917 à date: \$34,992,124.24¹², c'est-à-dire que, depuis quelques années, on a taxé le peuple pour des millions de dollars et vendu ou aliéné une partie de notre patrimoine national qui constitue notre capital. Je dis que ce n'est pas là une politique saine.

Nous ne sommes pas en faveur de l'exploitation ni de l'aliénation de nos ressources naturelles, mais de la mise à profit de nos ressources pour nous. Nous sommes en faveur de recevoir tout le capital étranger qui voudra venir chez nous, pourvu que nos droits d'aïnesse soient respectés. Je ne veux pas, en disant cela, brosser une image

pessimiste, ce sont les faits. Je ne dis pas cela pour critiquer le gouvernement, mais pour le mettre en garde contre certains dangers, pour prouver au gouvernement qu'il doit faire attention, qu'il doit surveiller sa politique, qu'il doit prendre des mesures plus efficaces pour protéger notre domaine.

J'admetts que le gouvernement a fait quelque chose, mais il y a 30 ans qu'il est au pouvoir et, hier, le député de Terrebonne nous disait que ce n'est que depuis trois ans qu'il pense au reboisement de nos forêts. Il n'a pas trouvé d'autre compliment à faire au gouvernement. Il est en retard de 27 ans. Je dis que le gouvernement a manqué de prévoyance, si l'on admet le proverbe que gouverner, c'est prévoir.

Pourquoi ne nous accorde-t-il pas un inventaire national que nous réclamons et des statistiques, afin que nous sachions une fois pour toutes où nous en sommes. Pourquoi cette politique de cachotteries de la part du gouvernement? Où est notre capital, où est notre actif? Pourquoi ne pas nous ouvrir les livres?

Lorsque le gouvernement nous refuse cet inventaire, il commet un acte de politique dangereuse et de nature à inspirer de la méfiance chez les capitalistes. Cela ne peut servir qu'à jeter le doute dans l'esprit et dans l'âme de ceux qui auraient l'intention de venir s'établir chez nous pour faire fructifier leurs capitaux.

On ne connaît pas notre actif. Il est vrai que l'on a prétendu que nos ressources forestières sont illimitées. Il ne faut pas oublier que nous ne sommes que des fiduciaires, que nous devons faire fructifier notre capital pour les générations qui nous suivront. Nombreuses sont les personnes et même des journaux qui supportent le gouvernement, qui ont lancé le cri d'alarme et qui prétendent que nos forêts ne sont pas inépuisables.

Le *Star* rapportait l'autre jour les paroles d'un grand financier américain d'une importante maison américaine qui disait: "Nous n'avons plus de ressources forestières aux États-Unis, allons exploiter les forêts du Canada en attendant que les nôtres repoussent".

L'honorable premier ministre a prononcé maints et maints discours pour dire qu'il ne permettrait pas l'exportation de nos ressources naturelles aux États-Unis, ce qui n'a pas empêché les capitalistes américains et étrangers de venir ici exploiter à leur seul bénéfice et au détriment des nôtres nos ressources naturelles.

L'honorable député de Lotbinière (M. Francoeur) a dit qu'il y avait des bolcheviks (sic) dans l'opposition.

M. Francoeur (Lotbinière): Je n'ai jamais dit cela.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Des membres du gouvernement l'ont dit. Le gouvernement nous traite de bolcheviks. C'est facile de donner des noms, mais cela n'est pas un argument. On a bien dit que le gouvernement provincial est un gouvernement libéral, ce qui n'a pas empêché le premier ministre ontarien de dire que le gouvernement du Québec est un gouvernement tory.

Il (M. Duplessis) parle de l'exportation de l'énergie électrique aux États-Unis. Ce n'est pas tout, dit-il, de prohiber cette exportation, il faut aussi empêcher l'étranger d'exploiter nos ressources naturelles pour son seul profit et au détriment des nôtres. Les compagnies étrangères, les industries de la pulpe et du papier qui sont venues s'établir chez nous ont-elles rempli les obligations qu'elles devaient remplir? Non. Elles jouissent d'un traitement de faveur.

Dans la ville de Trois-Rivières, par exemple, les compagnies industrielles sont exemptées de payer \$11,000,000 de taxes. C'est la même chose dans les villes où il y a un moulin à papier. Le gouvernement ratifie des exemptions de taxes qui sont injustes et dangereuses.

On m'a répondu: "Toutes les parties contractantes sont d'accord." Mais depuis quand pareil accord doit-il permettre la ratification de l'injustice? C'est un germe de révolution que l'on jette dans le peuple en lui laissant croire que de grosses compagnies peuvent obtenir des faveurs injustes.

Je sais qu'on va me répondre: "Les compagnies contribuent à la prospérité des villes." C'est vrai, mais le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), mon excellent ami, dont on ne peut nier la compétence, n'a-t-il pas déclaré, avec raison, que ces compagnies viennent ici non pas pour faire du patriotisme, mais pour faire des affaires? Nous ne voulons pas les favoriser au détriment des ouvriers, de tous ceux qui paient des taxes.

On a prétendu qu'il fallait accepter telle exemption de taxes, puisque telles autres avaient été accordées, mais il ne faut pas oublier que la répétition des abus n'engendre pas le droit. J'ai entendu, dit-il, le secrétaire provincial plaider, au comité des bills, en faveur d'exemptions de taxes scolaires.

L'honorable M. David (Terrebonne): Une fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Une fois de trop. J'ai constaté avec peine, depuis mon entrée en Chambre, que 20 % des bills présentés ont pour but de ratifier des illégalités ou des exemptions de taxes, et c'est là qu'il y a danger potentiel. Qu'on ait commis des erreurs par le passé en accordant des exemptions de taxes, cela ne justifie pas de les perpétuer.

Le député de Berthier (M. Bastien) a réclamé une augmentation des salaires des instituteurs et des institutrices. En favorisant l'exemption des taxes scolaires, le secrétaire provincial (l'honorable M. David) ne se rend-il pas compte qu'il contribue à empêcher l'augmentation des salaires du personnel enseignant dans notre province? Ces commutations de taxes municipales et de taxes scolaires correspondent à l'augmentation des taxes provinciales qui pèse sur le contribuable. Le gouvernement semble avoir pour politique de diminuer sans cesse les revenus municipaux pour augmenter les revenus provinciaux.

Je veux féliciter mon ami et confrère, le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Cohen), de son excellent discours. Je n'ai aucun doute que lorsqu'il aura été ici plus longtemps, il ne sera pas loin de nous.

En terminant, je ferai une allusion personnelle, mais une fois pour toutes, et je déclare que je n'ai pas l'intention d'y revenir. *Le Soleil* a annoncé une prétendue conspiration contre le chef de l'opposition. Cette insinuation a été faite aussi dans cette Chambre depuis le début de cette session, et répétée hier par le secrétaire provincial qui, pourtant, venait de dénoncer lui-même les insinuations. Je crois de mon devoir de mettre les choses au point, non pas pour ceux qui me connaissent et qui connaissent le chef de l'opposition, mais pour d'autres.

J'ai été celui qui a proposé la motion demandant au chef de l'opposition de rester à son poste et le remerciant du travail patriotique qu'il a fait. Je l'ai fait avec plaisir, avec orgueil, avec loyauté, avec admiration pour son patriotisme, sa claire vision, son intégrité, son dévouement inlassable, pour les services extraordinaires qu'il a rendus à toute la province et à son parti. Je l'assure de notre loyauté sincère, j'admire le travail qu'il a accompli.

Sans le chef de l'opposition provinciale, le Parti conservateur provincial aurait subi le même sort que le Parti conservateur fédéral dans cette province. Je suis le lieutenant du chef de l'opposition. Je suis le lieutenant du député de Deux-Montagnes

(M. Sauvé). Je n'ambitionne pas, je ne recherche pas, je ne désire pas, je n'ambitionnerai pas, je ne rechercherai pas, je ne désirerai pas le remplacer.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): (Souriant) Accepterez-vous si on vous offre le poste?

M. Duplessis (Trois-Rivières): (Souriant) Pas si c'est l'honorable premier ministre qui me l'offre.

L'honorable M. Nicol (Compton) se lève. (Applaudissements) Si l'honorable député de Trois-Rivières cherche un second pour sa motion à l'effet que l'honorable chef de l'opposition reste à son poste, je lui offre avec plaisir mes services.

(Rires)

J'ajoute que je dois féliciter l'honorable chef de l'opposition pour sa modération. On dit que le feu purifie tout. Je crois que mon honorable ami le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé) a passé par un grand feu, dernièrement.

J'ai pris d'abondantes notes sur les remarques des honorables députés, mais je ne crois pas devoir y répondre longuement après les deux magnifiques discours qui ont été prononcés de ce côté de la Chambre.

Je suis heureux de constater que le débat sur le budget se fait sur un ton de courtoisie. Je veux cependant relever, dit-il, quelques avancés de la gauche, entre autres l'accusation du député de Trois-Rivières qui a dit que le gouvernement accorde des exemptions de taxes à de grosses compagnies. On sait que le gouvernement n'est pas en faveur de ce système. Ce n'est pas le gouvernement qui accorde des exemptions de taxes. Ces exemptions sont accordées par la Chambre, ce qui n'est pas la même chose que le gouvernement. Le gouvernement a même mis une loi dans les Statuts pour défendre ces exemptions de taxes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Oui, pour mieux la voiler.

L'honorable M. Nicol (Compton): Ces exemptions sont accordées par la Chambre, et ce, dans des cas particuliers seulement, par exemple pour favoriser l'établissement chez nous d'une nouvelle industrie. L'opposition, pour être peu nombreuse, n'est pas très unie. Aucune compagnie ne s'est vue accorder une exemption complète de taxes scolaires.

Il fait allusion aux discours du député de Hull (M. Guertin) et de Maisonneuve (M. Tremblay) et désigne ces deux députés comme les membres de l'extrême gauche, constituant un parti d'opposition en dehors de l'opposition conservatrice. Il nie aux députés de Hull et de Maisonneuve la prétention d'être les seuls à représenter des comtés ouvriers. Ces nouveaux députés ont été un peu vite lorsqu'ils ont trouvé les remèdes à appliquer pour régler la situation ouvrière de cette province. D'ailleurs, la loi ne guérit pas toujours tous les maux dont souffre le peuple.

Il semble y avoir une aile d'extrême gauche qui nous reproche de ne pas aimer les ouvriers. Je repousse cette affirmation. Que l'on regarde autour du premier ministre et l'on y verra des fils d'ouvriers, comme moi, qui ont autant de sollicitude pour la classe ouvrière que l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay).

Le chef de l'opposition est l'un des représentants de la population agricole pour la gauche, comme preuve de l'attachement des circonscriptions rurales au gouvernement.

Les députés d'extrême gauche de l'opposition ont découvert de grands maux dans notre province. Le député de Maisonneuve m'a suggéré un moyen de faire \$14,000,000 de revenus et je dois lui en savoir gré. Quant à ce qui concerne les commissions scolaires, les commissions aiment mieux avoir une industrie dans leur ville qui leur paie \$500 par année que pas d'industrie du tout.

L'opposition suit une tactique. Comme on dit en anglais: "She pulls up the straw man to knock him down again." La gauche trouve tout de suite des remèdes à tous les maux. Le gouvernement procède avec plus de lenteur, mais avec plus de sûreté.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Lorsque le ministre parle de lenteur, veut-il parler de la loi des accidents du travail?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Elle s'en vient.

L'honorable M. Nicol (Compton): Les lois ne remédient pas aux maux du peuple, mais elles lui font du bien, par exemple.

Le député de Maisonneuve et le député de Hull voudraient que la province développât elle-même ses pouvoirs hydrauliques. C'est le système que l'Ontario a adopté. Ontario a pris les devants dans l'exploitation des forces hydrauliques. Elle employa le système de la nationalisation.

Que l'honorable député de Maisonneuve consulte l'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau), qui est ingénieur, et il verra ce qu'il en coûterait pour appliquer son remède. Savent-ils que nous avons actuellement 2,200,000 chevaux-vapeur d'énergie développée dans la province et que ce chiffre atteindra bientôt 2,500,000 chevaux-vapeur, si le programme déjà en réalisation s'accomplit?

Ce développement n'a pas coûté un seul sou à la province, alors que l'Ontario n'a que 1,800,000 chevaux-vapeur de développés et cette énergie lui coûte des millions. Pour développer un plus petit volume d'énergie, l'Ontario doit s'astreindre à la coquette somme de \$200,000,000 ou plus.

Plus de 1,500,000 chevaux-vapeur de notre énergie servent aux moulins à papier qui produisent le plus de tout le dominion. Il faut se rappeler que, dans l'industrie du papier, il y a un autre élément que le bois, c'est la force motrice. Une tonne de bois donne une tonne de papier et il faut \$7 de force hydraulique par tonne de papier. Aurions-nous attiré tant de capital si nous n'avions pas développé nos forces hydrauliques?

Autrefois, cette force était perdue; nos 2,200,000 chevaux-vapeur rapportent aujourd'hui à la province de Québec, d'après les calculs des économistes, \$50,000,000 par année.

Je crois qu'on ne peut nous reprocher d'avoir développé nos pouvoirs d'eau. Pour assurer le développement de nos forces hydrauliques, il fallait encourager le développement de l'industrie du papier. On dit que nous épuisons nos forêts. Je n'y crois pas.

Ceux qui ont investi des capitaux considérables dans cette industrie ne l'ont pas fait sans connaître notre situation et être assurés qu'ils ont assez de bois pour maintenir cette industrie. Et le ministre des Terres et Forêts (l'honorable M. Mercier fils) ne nous dit-il pas que nous avons du bois à perpétuité, avec les règlements actuels, pour assurer le maintien de l'industrie du papier?

L'honorable député de Dorion (M. Blain) a déclaré que l'opposition accorderait aux épiciers le droit de vendre du vin. Le vin se gâte aisément et il serait de mauvaise politique de le laisser vendre par les épiciers. L'épicier n'est pas outillé pour conserver ces vins qui ont besoin d'un traitement spécial pour conserver leur qualité. On ne peut pas faire un peuple grand en lui versant des alcools.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais n'est-ce pas la politique du gouvernement que d'encourager la vente des vins?

L'honorable M. Nicol (Compton): Oui, plutôt que l'alcool. Je défie le député de Deux-Montagnes de préconiser cette politique sur les tréteaux, lors de la prochaine élection. Je suis convaincu que l'opposition n'osera pas inscrire cet article dans son programme, "le vin en vente dans toutes les épicerie".

Tout le monde sait que les épiciers traversent une crise. Nous avons étudié la question et, pour mille et une raisons, nous n'avons pu y consentir. Accéder à la demande des épiciers serait détruire l'économie de la loi actuelle des liqueurs.

Nous voulons notre province belle, grande, prospère. À l'heure qu'il est, la loi des liqueurs de Québec va plus loin que les lois des autres provinces. Mais peut-on rendre un peuple heureux en permettant à 700 magasins de vendre des boissons alcooliques à Montréal depuis 8 heures du matin jusqu'à 10 heures du soir tous les jours? On ne peut pas faire un peuple grand en lui versant des alcools.

On nous reproche notre système de comptabilité. Le système de comptabilité du gouvernement n'est pas défectueux, puisqu'il reçoit l'approbation de tous les citoyens de ce pays, de l'Atlantique au Pacifique, moins les membres de l'opposition.

C'est celui qui est en usage depuis la Confédération sous les divers régimes et il se comprend facilement. Je vais l'expliquer. Nous donnons d'abord la dette consolidée de la province, puis la dette non consolidée. Ces deux montants additionnés forment la dette totale.

On nous dit que la dette a augmenté. Ce n'est pas exact. Il est vrai que la dette consolidée a été augmentée de \$1,200,000, mais la dette non consolidée a diminué de plus de \$3,200,000. La dette de la province se divise en deux: dette consolidée - elle était de \$78,000,000 en 1927 et elle est aujourd'hui de \$79,200,000 - et dette non consolidée - elle était le \$24,200,000 en 1927 et elle est tombée aujourd'hui à \$21,000,000.

La dette consolidée est représentée par des débentures émises par la province. La province recherche toujours les meilleures conditions du marché. Notre position financière est telle que nos obligations se vendent à des conditions incomparables.

Aussi, elle vient de faire un emprunt à un prix qu'aucune autre province n'avait obtenu, soit 4.18 pour un emprunt de \$5,000,000, et le *Star* de Montréal disait que la province de Québec vendait ses obligations plus cher que celles d'Ottawa.

(Applaudissements)

L'honorable M. Nicol (Compton): Cet emprunt montre que la partie vaut mieux que le tout. En effet, la province de Québec, partie du Canada, a obtenu des conditions meilleures que le pays lui-même. Nos finances sont meilleures que celles du gouvernement fédéral.

En 1927, l'actif de la province est de \$31,000,000; il était de \$30,000,000 en 1926. La dette consolidée a été diminuée de \$3,200,000, soit une diminution sur la dette totale de \$2,000,000 en chiffres ronds. Et notre actif fut augmenté de \$1,200,000. C'est-à-dire que la position financière de la province fut améliorée de \$3,000,000 dans l'espace d'une année.

Nous avons été modestes. Nous ne tenons compte que de notre actif immédiatement réalisable. On ne calcule pas dans ces actifs nos édifices de la justice, les ponts, les routes, les barrages.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel intérêt la province a-t-elle à cacher ses surplus?

L'honorable M. Nicol (Compton): Aucun. Je vous l'ai dit, c'est notre système de comptabilité qui est ainsi. C'est ainsi qu'on a placé au passif de la province un emprunt de \$30,000,000 pour les routes et la valeur de ces routes, qui sont un actif pour la province, n'est pas calculée dans l'actif. Un emprunt de \$5,000,000 a été fait pour la colonisation et apparaît au passif. Cependant, l'actif des paroisses de la colonisation n'apparaît pas. J'ai tenu, dit-il, à dissiper tout malentendu, à propos des surplus.

Nos amis de l'opposition disent que nous imposons des taxes, et cependant, à l'exception de l'Île-du-Prince-Édouard, la province de Québec est la moins taxée du pays. Ils nous reprochent de dépenser trop. Vous n'avez qu'à étudier les rapports des experts financiers et vous verrez que, exceptant l'Île-du-Prince-Édouard, la province de Québec est celle où la taxe est la moins élevée. La Colombie-Britannique, par exemple, qui n'a que le quart de notre population, dépense autant que nous, et sa taxe est équivalente à la nôtre.

La province de Québec est celle dont la dette est la moins élevée. Les rapports des experts montrent que, dans l'Ontario, la dette consolidée est, *per capita*, de \$44.93. Elle est de \$20.76 dans Québec et la dette totale *per capita* est de \$104 dans l'Ontario, et de \$33 dans Québec.

Le Parlement a autorisé le gouvernement à emprunter une somme de tant pour bâtir un palais de justice à Montréal. Nous n'avons pas emprunté un sou pour cette construction. Même chose pour les

grands barrages. Nous étions autorisés à emprunter. Nous avons payé ces dépenses à même nos revenus. Nous avons bâti une annexe au parlement, ici, à Québec. Nous l'avons payée sans emprunter. Toutes ces bâtisses n'apparaissent pas dans notre actif. En vérité, M. l'Orateur, nous pouvons dire que nous sommes modestes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Pourquoi le trésorier diminue-t-il le crédit de la province en n'augmentant pas son actif?

L'honorable M. Nicol (Compton): Parce que c'est la coutume établie. Je ne dis pas que nous ne devrions pas le faire, mais nous sommes modestes et nous suivons la vieille coutume qui est de ne mettre dans l'actif que les choses immédiatement réalisables. Nous avons dépensé \$61,000,000 pour nos bons chemins. Nous avons emprunté \$30,000,000 pour cela. L'emprunt apparaît dans nos livres, dans la colonne du passif, mais rien n'apparaît dans la colonne de l'actif, et cependant, va-t-on dire que les bons chemins ne sont pas un actif pour notre province? Même chose pour les ponts. Nous avons emprunté \$7,000,000 pour la colonisation et rien n'apparaît dans nos livres comme actif.

M. l'Orateur, on chante nos louanges d'un bout à l'autre du pays. Il n'y a qu'ici que nous entendons des critiques sur l'administration financière de la province. J'ai tenu à faire ces quelques précisions pour que l'on cesse de critiquer une situation financière que l'on nous envie partout. La province de Québec est celle où on dépense le moins.

Le gouvernement a réussi à maintenir cette magnifique situation financière en assurant les meilleurs services d'utilité publique à notre population. M. l'Orateur, j'ai été long, je le regrette. Si je suis le conseil de l'opposition, on verra un jour que l'actif de la province de Québec dépasse de beaucoup son passif.

(Applaudissements)

La motion principale est adoptée.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur de l'Assemblée législative, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée.

Dépôt de documents:

Sociétés de secours mutuels

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport sur les sociétés de secours mutuels, 1927 (Opérations de 1926). (Document de la session no 47)

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. John George Bourinot (1836-1902), journaliste, courriériste parlementaire et fonctionnaire du Sénat et de la Chambre des communes du Canada. Greffier de cette Chambre de 1880 à sa mort, il a écrit de nombreux ouvrages sur une foule de sujets dont le traité intitulé *Parliamentary Procedure and Practice*, ainsi que le recueil de règles de procédure, qui porte maintenant le titre de *Bourinot's Rules of Order* (en français *Règles de procédure*).

2. Jonathan Saxton Campbell Würtele (1828-1904), élu député libéral dans Yamaska en 1875. Élu sous la bannière conservatrice en 1878 et 1881. Son siège devint vacant lors de sa nomination au poste de trésorier et il fut réélu à l'élection partielle du 6 février 1882. Trésorier provincial dans les cabinets Chapleau et Mousseau du 27 janvier 1882 au 23 janvier 1884. Orateur de l'Assemblée législative du 27 mars 1884 au 28 juin 1886.

3. Pierre-Évariste Leblanc (1853-1918), élu député conservateur dans Laval à l'élection partielle du 30 octobre 1882, laquelle fut annulée le 25 mai 1883. Il fut défait à l'élection partielle du 13 juin 1883. Élu à l'élection partielle du 14 juillet 1884. Réélu en 1886, son élection fut annulée le 7 avril 1888. Réélu à l'élection partielle du 8 mai 1888, puis aux élections de 1890, et sans opposition à celles de

1892. Orateur de l'Assemblée législative du 26 avril 1892 au 23 novembre 1897. De nouveau élu en 1897, 1900 et 1904. Chef de l'opposition de 1905 à 1908. Défait aux élections générales de 1908 et à l'élection partielle du 28 décembre 1908. Lieutenant-gouverneur de la province de Québec du 12 février 1915 au 18 octobre 1918.

4. *La Patrie* du 16 février 1928, à la page 11, dit que M. David fait allusion à la fondation, à Sainte-Anne-des-Monts, sous le patronage de Sa Grandeur Mgr Ross, évêque de Gaspé, d'une école dont le programme est essentiellement à base agricole.

5. Benito Amilcare Andrea Mussolini (1883-1945), homme d'État italien. Il fonde en 1919 les Faisceaux italiens de combat et le mouvement fasciste en s'appuyant sur ses amitiés nouées dans l'armée. Il est élu député en 1921 et, au congrès de Rome en novembre de la même année, il donne une existence officielle au Parti national fasciste qui mène des révoltes ouvrières. Le 29 octobre 1922, le roi le nomme premier ministre. En novembre, il se fait accorder les pleins pouvoirs par la Chambre pour 12 mois. En 1924, l'assassinat du leader socialiste Matteotti fit en sorte que les partis d'opposition, notamment les communistes, se retirèrent en signe de protestation, ce qui laissa le champ libre à celui qui fut surnommé le *Duce*. Il met en œuvre un programme politique fondé sur sa doctrine antilibérale, antidémocratique et antisocialiste, en restaurant en Italie un État totalitaire et corporatiste au cours des années 1925 et 1926. Il lance ses troupes à la conquête de l'Éthiopie en 1936. Il se rapproche d'Adolf Hitler lorsque la Grande-Bretagne et la France condamnent ses annexions africaines. Il apporte son soutien aux troupes franquistes pendant la guerre civile en Espagne (1936-1939). Le traité de Berlin, connu sous le nom d'Axe Rome-Berlin, dont le but est de lutter contre le bolchevisme, est signé en 1936 et permet de lier le destin de l'Allemagne et l'Italie qui entrent dans la Seconde Guerre mondiale ensemble en 1939. Les armées italiennes connaissent une succession d'échecs et Hitler doit venir à la rescousse de Mussolini. Le 25 juillet 1943, le Grand Conseil fasciste le destitue afin d'entamer des négociations de paix avec les Alliés. Il est emprisonné au Gran Sasso, mais un commando de parachutistes allemands le libère. Il fonde en septembre 1943 l'éphémère République sociale italienne et fait exécuter les chefs fascistes qui l'ont renversé. En avril 1945, au cours d'une tentative de passage en Suisse, vêtu d'un uniforme allemand, il

est capturé par des partisans avec sa maîtresse Clara Petacci. Ils sont exécutés le 28 avril et leurs cadavres furent pendus par les pieds, à Milan.

6. *La Presse* du 16 février 1928, à la page 26, *The Gazette* du 16 février 1928, à la page 1, *The Chronicle Telegraph* du 16 février 1928, à la page 3, et *The Montreal Herald* du 16 février 1928, à la page 3, disent que la population de cette ville américaine est de 35,000.

7. *Le Canada* du 16 février 1928, à la page 1, dit: "Mais n'est-il pas vrai qu'il n'y a pas de province au Canada où la mentalité américaine a fait moins de victimes que dans la nôtre?"

8. Alphonse de Brédénbec de Châteaubriant (1877-1951), écrivain français, obtient le prix Goncourt en 1911 avec son roman *Monsieur des Lourdines*, qui obtint le prix Goncourt en 1911. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, il se rallia au nazisme et présida le groupe "Collaboration". Il dirigea également l'hebdomadaire *La Gerbe* pendant l'Occupation. Condamné à mort en 1945, il mourut en exil.

9. Selon *L'Événement* du 16 février 1928, à la page 1, les whips ministériels, M. Pilon et M. Lemieux, sortent puis reviennent, applaudis par leurs collègues.

10. Selon *L'Événement* du 16 février 1928, à la page 1, M. David s'en prend directement aux conservateurs: "Si l'on avait eu autrefois plus de claire vision, disons au temps où les conservateurs étaient au pouvoir, si on avait commencé plus tôt l'exploitation de nos ressources naturelles, on aurait créé des centres industriels et nous aurions gardé peut-être ceux qui sont partis."

11. Adélard Turgeon (1863-1930), élu député libéral de Bellechasse de 1890 à 1909. Commissaire de la Colonisation et des Mines dans les cabinets Marchand et Parent de 1897 à 1901. Secrétaire et registraire en 1901-1902. Démissionne en 1905 avec Lomer Gouin et William Alexander Weir pour protester contre le premier ministre Simon-Napoléon Parent. Dans le cabinet Gouin, ministre de l'Agriculture de 1902 à 1905, ministre des Terres, des Mines et des Pêcheries en 1905, ministre des Terres et Forêts de 1905 à 1909. Nommé conseiller législatif de la division de La Vallière et président du Conseil législatif de 1909 à sa mort.

12. Chiffre du *Devoir* du 16 février 1928, à la page 2. Chiffre du *Canada* du 16 février 1928, à la page 4, et de *La Patrie* du 16 février 1928, à la page 11: \$34,999,124.34.

Séance du jeudi 16 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 82 changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup;

- bill 109 modifiant la charte du Crédit général du Canada;

- bill 131 constituant en corporation la Morgan Trust Company.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le onzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 135 permettant à Mario-Émile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 7 modifiant la loi 17 George V, chapitre 8, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Rouyn;

- bill 8 modifiant la loi 17 George V, chapitre 7, autorisant la construction d'un palais de justice et d'une prison à Ville-Marie;

- bill 9 modifiant la loi 17 George V, chapitre 6, concernant l'agrandissement des palais de justice et prison du district judiciaire de l'Abitibi;

- bill 10 modifiant la loi des musées de la province;

- bill 27 autorisant l'agrandissement de la prison du district de Chicoutimi;

- bill 79 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Morris B. Signer à la pratique du droit, après examen;

- bill 84 autorisant le Barreau de la province à admettre Henry Leo Silverstone au nombre de ses membres, après examen;

- bill 85 modifiant la charte des sœurs de la Charité de Québec;

- bill 86 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Lapierre comme élève de quatrième année, après examens;

- bill 93 concernant The Engineers' Club of Montreal;

- bill 95 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à considérer Alphonse Couturier comme élève de troisième année, après qu'il aura subi les examens requis;

- bill 102 modifiant la charte de "Le séminaire de Saint-Joseph de Trois-Rivières";

- bill 104 modifiant la charte de The North Shore Power Company;

- bill 105 changeant le nom de "Directeur, vice-directeur et syndics de la maison de refuge de Sainte-Brigitte de Montréal";

- bill 122 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre John Gladstone Quinn à la pratique de la médecine, après examen.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 90 constituant en corporation la Congregation Tifereth Israel;

- bill 94 ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915;

- bill 125 constituant en corporation la Congregation Knases Bnai Israel;

- bill 137 constituant en corporation The Quebec Baptist Church.

Congregation Tifereth Israel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au

bill 90 constituant en corporation la Congregation Tifereth Israel. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Vente d'un immeuble par J.-A. Nadeau à L.-R. Beaudry

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 ratifiant la vente d'un immeuble par J.-Alfred Nadeau et autres à L.-Richard Beaudry, le 2 décembre 1915. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Congregation Knases Bnai Israel

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 125 constituant en corporation la Congregation Knases Bnai Israel. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

The Quebec Baptist Church

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 137 constituant en corporation The Quebec Baptist Church. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Code municipal, article 36

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 modifiant l'article 36 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Demandes de documents:

Imperial Oil Co.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de tout document, contrat, correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, au sujet d'un contrat accordé à l'Imperial Oil Co., pour l'entretien et la réfection de chemins dans la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache, en 1927.

Il dit qu'il veut mettre devant la Chambre un cas démontrant comment les cultivateurs et les journaliers sont traités par le gouvernement et ses entrepreneurs.

Le gouvernement a donné un contrat à l'Imperial Oil Company pour la réfection des chemins dans la municipalité de Saint-Eustache. Des cultivateurs et des journaliers de Saint-Eustache ont été engagés pour ces travaux et ils ont travaillé là pendant des mois. Ces hommes étaient d'autant plus convaincus qu'un chef libéral de village disait au contremaître: "N'engagez pas de bleus; prenez rien que des partisans du gouvernement." Ces ouvriers étaient des "rouges" parce qu'on avait dit au contremaître que c'était là un travail fait par le gouvernement et qu'il ne fallait pas employer de "bleus".

Voyons maintenant si ce fanatisme a été à l'avantage des libéraux. Le gouvernement voulait peut-être récompenser ainsi ses partisans qui avaient travaillé pour lui lors des élections. En tout cas, lorsque les travaux ont été quelque peu avancés, l'Imperial Oil a jugé à propos de passer son contrat à un M. J.-F.-R. Leduc, un homme bien connu du gouvernement et bon ami du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron). Quand les travaux ont été sur le point de se terminer, M. Leduc a, lui aussi, passé son contrat à un M. Évariste Berthiaume. Quand les travaux ont été terminés, M. Berthiaume a fait faillite. Résultat, les ouvriers qui avaient été employés aux travaux d'entretien et de réfection de ces chemins n'ont pas été payés. Les employés n'étaient pas payés, mais on disait: "Nous n'avons pas peur, nous sommes les favoris du gouvernement."

J'ai appris avec surprise que des ouvriers qui travaillaient pour le gouvernement ont pu ainsi perdre le fruit de leur travail de plusieurs mois; de pauvres gens qui comptaient sur leur salaire bien gagné pour répondre aux besoins de leur foyer durant les rigueurs de l'hiver, ont perdu des sommes de \$50, \$100, \$125, d'autres de \$150, \$175, \$225, et d'autres

jusqu'à \$250, et on leur a dit que lorsque les liquidateurs auraient terminé leurs estimés, ils recevraient environ 10 % du montant qui leur était dû.

L'une des victimes a dit: "Puisque nous étions exposés à ne pas être payés, on aurait bien pu n'employer que des bleus." Je suis informé que le tour s'est joué aussi ailleurs.

En 1922, j'ai attiré l'attention de la Chambre sur une pareille injustice dans le comté d'Yamaska relativement à la Richelieu Transportation dans laquelle M. Émilien Lacombe était intéressé. J'ajouterais que le gouvernement devrait exiger des salaires raisonnables.

Le 19 décembre 1922, je faisais une motion dans laquelle je disais: Cette Chambre, tout en se prononçant en faveur de l'amélioration de la voirie, regrette que le gouvernement n'ait pas pris les mesures suffisantes pour protéger, contre l'insolvabilité des entrepreneurs et des sous-entrepreneurs, les cultivateurs, ouvriers ou autres personnes qui ont travaillé à la confection des chemins construits ou subventionnés avec des deniers publics ou qui ont fourni les matériaux ou des marchandises pour la confection de ces chemins.

L'opposition insista alors pour induire le gouvernement à inclure dans les contrats de ce genre une clause pour garantir le salaire minimum des ouvriers. J'ai signalé alors les abus de ces compagnies formées pour exploiter nos braves gens de la campagne. L'opposition avait raison de prendre cette attitude, de demander la protection du gouvernement contre ces exploiters. Nous ne faisons pas que critiquer, nous pensons au peuple et à le protéger. Si le gouvernement avait adopté, dans le temps, cette politique de l'opposition, il y aurait eu moins de victimes dans notre province.

Cette motion fut battue. Je fais encore la même demande, et je crois que nous finirons par obtenir ce que nous demandons du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) qui remplace admirablement bien dans cette Chambre le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron)¹. S'il faut, pour que notre motion trouve grâce dans le gouvernement, qu'elle soit proposée par un député de la droite, nous sommes prêts à la lui passer, car nous tenons plus haut que la considération de parti la considération de l'ouvrier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): En mars dernier, en effet, le gouvernement a passé un contrat avec l'Imperial Oil pour la réfection d'un chemin à Saint-Eustache. Comme l'a dit l'honorable

chef de l'opposition, il est vrai que la compagnie a ensuite cédé son contrat à M. Leduc, puis à M. Berthiaume, mais le contrat passé entre le gouvernement et l'Imperial Oil pourvoyait à la protection des ouvriers et il défendait à la compagnie de transporter son contrat à un autre entrepreneur sans le consentement du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron).

Le contrat prévoyait aussi que si la compagnie se défaisait de son contrat en faveur d'une autre personne sans ce consentement, elle serait responsable vis-à-vis du ministère, vis-à-vis du public et vis-à-vis des ouvriers pour tout montant dû ou à être dû. Les contrats du ministère défendent aux entrepreneurs de transporter leurs contrats sans l'assentiment du ministre. Dans ce cas-ci, l'Imperial Oil a transporté son contrat à M. Berthiaume sans l'assentiment du ministre. Donc, si Berthiaume a fait faillite, l'Imperial Oil demeure responsable et elle est obligée de payer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Elle n'a pas encore payé.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Mais elle paiera. Elle est obligée d'agir ainsi. Comme question de fait, prévenu de la faillite de M. Berthiaume, le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) a retenu sur le montant qu'il devait à la compagnie et selon les termes du contrat passé avec elle une somme plus que suffisante à payer tous les salaires des ouvriers. Le ministère est prêt à payer lorsque les pourparlers en cours seront terminés et quand les réclamations des ouvriers seront établies et reconnues comme justes.

La compagnie paiera ou, à son défaut, le gouvernement lui-même paiera. La compagnie attend pour payer elle-même que les réclamations des ouvriers soient bien établies. Il y a contestation dans certains cas de réclamation, mais le contrat passé par le ministre de la Voirie protège absolument les ouvriers. Je dois dire que dans les contrats, on inclut des clauses beaucoup plus larges que ne le suggérerait son amendement et que les ouvriers sont protégés contre les faillites des entrepreneurs.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'affaire n'est pas encore réglée. Je suis cependant heureux d'apprendre que les ouvriers seront payés. Je demande, dit-il, au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) d'admettre qu'encore une fois le gouvernement a accepté une des idées de l'opposition en rendant les

compagnies responsables du salaire des ouvriers et, à défaut de la compagnie, en se rendant lui-même responsable. La motion de l'opposition a donc eu un bon effet et l'opposition continuera d'en faire. L'honorable ministre de la Colonisation, avec l'esprit de justice qui le caractérise, reconnaîtra que nous avons fait une bonne suggestion car, il y a quelques années, le ministre de la Voirie, dans un cas semblable, a déclaré qu'il n'était pas responsable.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je demande pardon à mon honorable ami, mais je n'ai pas dit que le ministre est responsable. C'est l'Imperial Oil qui est responsable, mais le ministre a pris ses précautions et les ouvriers seront payés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition a donc raison d'être satisfaite de voir que le ministre prend des précautions, tel que nous l'avons suggéré, et je remercie l'honorable ministre de ses explications. Il est maintenant établi que l'opposition a fait des suggestions pratiques, constructives, puisque le gouvernement fait aujourd'hui ce qu'il refusait de faire à la demande de l'opposition, en 1922.

M. l'Orateur: Motion adoptée.

Privilèges des juges de paix et des magistrats

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 21 modifiant la loi des privilèges des juges de paix et des magistrats.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il s'agit d'enlever de la loi l'obligation pour les juges de paix et les magistrats de payer les frais des brefs de *certiorari* ou de prohibition quand ces brefs sont maintenus devant la Cour supérieure, pour faire cesser leur jugement.

Lorsque le jugement était défavorable aux juges de paix et aux magistrats, ceux-ci étaient obligés de payer les frais. Cette obligation disparaît.

M. Duplessis (Trois-Rivières) approuve ce projet.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxe sur les transferts

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 26 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Que tout transfert, vente ou cession fait par l'intermédiaire d'une personne faisant, dans la province, le commerce de courtier, soit censé fait ou mis à effet dans la province, à moins que le trésorier de la province ne certifie que le contraire a été établi à sa satisfaction.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 26 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill 89 constituant en corporation l'Institut des prêtres de Sainte-Marie.

Code de procédure civile, article 598

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 42 modifiant l'article 598 du Code de procédure civile.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Dans le passé, il est arrivé que des locataires ont signé des baux, afin d'obtenir de leurs propriétaires un lieu de résidence. Dans ces baux, les locataires étaient forcés, ou le faisaient volontairement, à renoncer à leur droit d'insaisissabilité des meubles mentionnés dans la loi. Il est arrivé que de pauvres familles, ayant ainsi renoncé à ce droit, furent obligées de livrer tout ce qu'elles avaient. Lorsqu'une famille pauvre tombe dans le malheur, l'on peut faire vendre tout ce qui lui appartient, et cela, très souvent au détriment des fournisseurs qui ont des comptes en souffrance. Le but de la loi est d'empêcher la renonciation au droit d'insaisissabilité.

Certains propriétaires ont abusé de la loi, et le but de notre projet est de prévenir ces abus. Par cette loi, le gouvernement veut rendre illégale toute stipulation ayant pour but de rendre insaisissables des articles qui sont déclarés saisissables. Les meubles du locataire ne sont pas tous saisissables. Des propriétaires stipulent dans leur bail que telle ou

telle partie de l'ameublement de leurs locataires seront saisissables, malgré la loi à ce contraire. Nous voulons que ces renonciations soient illégales, afin de protéger les locataires. Avec la nouvelle loi, cette clause sera illégale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Je félicite le gouvernement, et on devrait peut-être augmenter le nombre des meubles insaisissables. Je demande, dit-il, au premier ministre d'augmenter la part du salaire de l'ouvrier qui serait insaisissable.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La suggestion de mon honorable ami de Trois-Rivières est peut-être opportune, mais nous sommes en présence de deux dangers. Les gens pauvres ont souvent de la misère à se trouver un logement. Si nous passons une loi pour empêcher la renonciation au droit d'insaisissabilité et que, de plus, nous augmentons le nombre des objets insaisissables, il y aura certainement des gens qui auront de la difficulté à se loger. Le propriétaire va leur dire: "Vous n'avez rien de saisissable. Je ne puis vous louer ma maison." Il ne faut pas, cependant, exposer les pauvres gens à l'ennui de ne pouvoir louer de logements. Le pauvre perdra entièrement le crédit qu'il peut avoir chez son fournisseur de vivres. L'adoption d'une telle loi, actuellement, serait dangereuse parce qu'elle nuirait au crédit même de l'ouvrier.

M. Blain (Montréal-Dorion) approuve le projet.

Les articles 1 à 3 sont adoptés.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Registres de l'état civil

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 30 modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Changement du chef-lieu de Pontiac

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 37 modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que, pour assurer le coût de la construction des palais de justice et prison pour le district judiciaire de Pontiac, à Campbell's Bay, y compris l'acquisition des terrains nécessaires et de l'ameublement, le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme ne devant pas excéder cent soixante-quinze mille dollars au lieu de la somme de cent mille dollars fixée par la section 3 de la loi 13 George V, chapitre 16.

Nous construisons un palais de justice à l'épreuve du feu. La Législature nous a autorisés, en 1922, à dépenser \$100,000 pour cet édifice. Il nous faut encore \$75,000 et nous demandons à la Chambre d'autoriser cette dépense supplémentaire.

Cette somme sera prise, suivant la politique du gouvernement, sur les revenus annuels de la province.

L'opposition demande encore quelques explications.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) de dépenser l'argent de la province sans y être autorisé, alors que la loi veut le contraire.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le principe du bill avait déjà été adopté et je ne demande à la Chambre que de m'autoriser à dépenser une somme supplémentaire.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois sur division et adoptée sur division par la Chambre.

Il est résolu que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 37 modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Palais de justice de Québec

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 39 concernant le palais de justice du district de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que le trésorier de la province puisse, de temps à autre, avancer et payer, à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour payer, jusqu'à concurrence d'un montant total de huit cent mille dollars, le coût des travaux nécessaires qui ont été autorisés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour restaurer et améliorer l'ancienne partie du palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, suivant des plans et devis qui ont été approuvés de la même manière.

Adopté.

2. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, aux fins de payer tout ou partie du montant ci-dessus mentionné, d'autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout ce montant de huit cent mille dollars au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Adopté.

3. Que ces obligations ou rentes inscrites soient émises à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année et soient faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et soient payables, intérêts et principal, annuellement ou semi-annuellement à un ou aux endroits qu'il indiquera.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): On était à transformer l'ancien palais de justice de Québec pour en faire un édifice assez considérable.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose une question.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Comme il s'agit de réparer une vieille bâtisse, les travaux sont faits à pourcentage, sous la surveillance de notre architecte. Ils seront probablement terminés en septembre prochain. Ils ont coûté à date \$341,000 que le gouvernement a payés à même les revenus de la province. Ils seront poursuivis avec vigueur.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qui a le contrat?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): M. Cauchon.

M. Tremblay (Maisonnette): Est-ce qu'on paie des salaires raisonnables?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'entrepreneur paie les salaires courants.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'ancien député de Dorion, M. Ernest Tétreau², a fait d'amers reproches au gouvernement sur un sujet semblable, en 1924. Mais il est vrai que, dans le temps, les vieux libéraux savaient faire ces reproches.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): (Souriant) L'ancien député de Dorion était bien méchant.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'est le ministre qui le trouvait méchant³.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): L'honorable chef de l'opposition l'a trouvé lui aussi⁴. Quant à la clause des salaires raisonnables, elle est dans tous les contrats depuis longtemps et la querelle ne portait pas sur un tel sujet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Si. Et le député de Montréal-Dorion disait alors que le gouvernement d'Ottawa mettait dans ses contrats une clause stipulant des salaires raisonnables.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): La querelle ne portait pas là-dessus. Dans les contrats accordés pour ces travaux, comme dans tous les contrats du gouvernement, la clause des salaires raisonnables est inscrite et les contracteurs sont obligés de la respecter.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 39 concernant le palais de justice du district de Québec. Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Établissements industriels

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 24 modifiant la loi des établissements industriels.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse édicter un tarif des honoraires pour l'examen des chaudières à vapeur neuves ou usagées, et de leurs accessoires, par les examinateurs nommés en vertu de l'article 3 de la loi des mécaniciens de machines fixes (Statuts refondus, 1925, chapitre 184).

Le but de la loi est de travailler plus efficacement encore à prévenir les accidents. Nous voulons prévenir les explosions de bouilloires, qui se produisent trop fréquemment, en faisant faire un examen plus minutieux.

Pour protéger davantage le public, cette loi prévoit que toute chaudière à vapeur devra être inspectée par les inspecteurs du gouvernement à l'endroit où elle est fabriquée, avant d'être mise en vente, avant d'être employée, et toutes les bouilloires achetées en dehors de la province devront être enregistrées avant d'être revendues ici.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) félicite le gouvernement de cette nouvelle initiative qui placera tous les manufacturiers sur le même pied et diminuera les dangers pour le public.

M. Smart (Westmount) suggère que la loi s'applique à d'autres appareils que les bouilloires à vapeur, puisqu'il existe, dit-il, des machines qui ont besoin de plus de pression que les bouilloires à vapeur et qui, par conséquent, sont plus dangereuses.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le bill actuel couvre tout ce qui est nécessaire pour le moment. Il fait l'éloge des officiers du ministère du Travail.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 24 modifiant la loi des établissements industriels.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Saint-Luc

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 139 modifiant la charte de l'hôpital Saint-Luc et ratifiant un acte d'obligation et de fiducie.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital français devenant hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 136 concernant l'Hôpital français et changeant son nom en celui de l'hôpital Sainte-Jeanne-d'Arc.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Charte de LaSalle

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 97 modifiant la charte de la ville LaSalle.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Cadastre du village de la Côte-des-Neiges

M. Lemieux (Gaspé) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 87 autorisant la radiation d'une hypothèque affectant le lot no 130 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Lemieux (Gaspé) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Yukon Loan & Trust Company

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 119 modifiant la charte de The Yukon Loan & Trust Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Taxes de la Canadian International Paper Company

M. Grant (Champlain) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 115 ratifiant une résolution des commissaires d'écoles et un règlement du conseil de la cité du Cap-de-la-Madeleine pour accorder une commutation de taxes à la compagnie Canadian International Paper Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Grant (Champlain) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Comme je suis contre les exemptions de taxes, disons: adopté sur division.

Adopté sur division. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Sœurs hospitalières de l'Hôtel-Dieu de Montréal

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 116 modifiant la charte des religieuses sœurs hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Église et sacristie
de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire
de Montréal**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 140 autorisant certains emprunts pour le parachèvement de la construction et l'ameublement des église et sacristie de la paroisse de Notre-Dame-du-Saint-Rosaire de Montréal, et la consolidation de la dette existante.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Commissaires d'écoles de la municipalité
de Très-Saint-Sacrement,
comté de Jacques-Cartier**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 98 modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal, quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Succession
Omer Lorrain**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 143 concernant la succession de feu Omer Lorrain.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte
de Montréal**

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**Hôpital Jeffery Hale
de Québec**

M. Power (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 151 concernant une propriété de l'hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

**The Bell Telephone
Pension Fund Corporation**

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 constituant en corporation The Bell Telephone Pension Fund Corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills privés en général.

Manoir Drummond Ltd.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond Ltd. soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Questions et réponses:

**Palais de justice
à Québec**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quand ont été commencées les réparations au palais de justice à Québec?

2. Quel est le coût actuel de ces réparations?
3. Quand seront-elles terminées?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):

1. En juin 1927.
2. \$341.124.01.
3. En septembre 1928.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency)

propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à demain à 11 heures du matin.

Adopté.

La séance est levée à 5 h 30.

NOTES

1. Le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) a répondu pour le ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) en l'absence de ce dernier, puisqu'il est conseiller législatif et ne peut siéger en Chambre.

2. Ernest Tétreau (dit Ducharme) (1871-1957), élu député libéral indépendant dans Montréal-Dorion en 1923. Ne s'est pas représenté en 1927.

3. *Le Nouvelliste* du 17 février 1928, à la page 1, donne plutôt cette version: C'est le ministre qui a fait le travail méchant.

4. *L'Événement* du 17 février 1928, à la page 7, rapporte ceci: On se souvient que M. Tétreau se sépara de M. Sauvé l'an dernier.

Séance du vendredi 17 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 11 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Ouellet (Dorchester): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de référer à la Chambre le bill 11 modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits.

Votre comité s'est aussi occupé des questions suivantes:

M. l'Orateur Ouellet et M. Authier font part au comité des renseignements qu'ils ont pris de l'officier en loi du département du procureur général, conformément à la résolution passée à la dernière séance, et il est proposé par M. Authier, secondé par M. Bergeron, que le comité exprime le vœu que la loi relative aux prêts agricoles en voie de préparation, continue:

a. Une clause permettant que les actes d'hypothèque passée à la Commission du crédit agricole dans la province soient sous seing privé;

b. Une clause déclarant que les caisses populaires dites caisses Desjardins sont des sociétés coopératives locales dans le sens du sous-paragraphe C de l'article 8 de la loi du prêt agricole canadien (fédérale).

Les personnes dont les noms suivent ont été entendues:

MM. Grenier et Richard, respectivement sous-ministres de l'Agriculture et de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries; M. Drouin, président, comité régional du comté de Beauce; M. Oscar Gatineau, secrétaire général de l'Union catholique des cultivateurs.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le douzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 99 constituant en corporation la ville de Shipshaw.

**Loi
de la gazoline**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 59 modifiant la loi de la gazoline.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Subvention
aux écoles ménagères**

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, sujet aux conditions ci-après énoncées, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de trente années, à la section féminine de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, désignée sous le nom de "Écoles ménagères provinciales", créée en vertu de la section 30c de la loi 51-52 Victoria, chapitre 65, telle qu'éditée par la loi 6 Édouard VII, chapitre 93, section 1, et maintenue en vigueur par la loi 3 George V, chapitre 93, section 21, une allocation annuelle de deux mille cinq cents dollars.

Adopté.

2. Que l'octroi de cette subvention soit subordonné à la condition que ladite corporation, les Écoles ménagères provinciales, fasse l'acquisition d'un immeuble pour y donner des cours d'enseignement ménager et que ces cours, au moins équivalents à ceux qu'elle a donnés jusqu'ici, y soient continués, chaque année, pendant ladite période de trente années.

Adopté.

3. Que cette période de trente années pour laquelle la subvention sera accordée commence à courir pendant la présente année fiscale 1927-1928, et que la subvention soit versée chaque année après l'adoption de l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur certificat du ministre de l'Agriculture attestant que la corporation a rempli les conditions ci-dessus mentionnées, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'annule la subvention pour défaut d'accomplissement desdites conditions.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 46 concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales.

Code municipal

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 modifiant le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Loi des cités et villes

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 modifiant la loi des cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code civil, article 44

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 51 modifiant l'article 44 du Code civil soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

King Edward Park & Amusement Company

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 91 modifiant la loi constituant en corporation la King Edward Park & Amusement Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Écoles protestantes de Montréal et de ses environs

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 98 modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen et demande la permission de siéger de nouveau. Il est ordonné que la Chambre siège de nouveau à la prochaine séance.

Charte de Saint-Hyacinthe

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 111 modifiant la charte de Saint-Hyacinthe.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires d'écoles de Westmount et Montréal-Laurier

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 120 exemptant les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité

d'Outremont, dans les comtés de Westmount et de Montréal-Laurier, de l'application de certaines lois.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Montreal Light, Heat & Power Consolidated

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 134 ratifiant le règlement no 44 de la ville de Mont-Royal, qui accorde une franchise et certains privilèges à la Montreal Light, Heat & Power Consolidated pour la construction et l'exploitation d'un système de distribution du gaz.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Chef-lieu du comté de Témiscouata

M. Casgrain (Témiscouata) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 82 changeant le chef-lieu du comté de Témiscouata et le fixant dans la cité de Rivière-du-Loup.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Casgrain (Témiscouata) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Crédit général du Canada

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 109 modifiant la charte du Crédit général du Canada.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Morgan Trust Company

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 131 constituant en corporation la Morgan Trust Company.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Mario-Émile Lattoni

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 135 permettant à Mario-Émile Lattoni, B.A., B.C.L., d'être admis comme membre du Barreau de la province de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Dépôt de documents:

Compagnies de fidéicommissaires, comptes annuels, 1927

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants: Compagnies de fidéicommissaires. États de comptes annuels pour l'année finissant le 31 décembre 1926. (Document de la session no 48)

Compagnies d'assurances, 1927

L'honorable M. Nicol (Compton) dépose sur le bureau de la Chambre les rapports sur les compagnies d'assurances, 1927 (Opérations de 1926). (Document de la session no 49)

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée.

NOTE

1. Bien que le mot inscrit dans les *Journaux de l'Assemblée législative* de cette séance, à la page 126, soit celui indiqué, il s'agit probablement d'une coquille de transcription. Le mot "contienne" rendrait la phrase plus compréhensible.

Séance du mardi 21 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 30.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 151 concernant une propriété de l'hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 149 ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond Limited.

**Vente et installation
de paratonnerres**

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 28 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi des mines

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 53 modifiant la loi des mines de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Loi de la chasse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) demande la permission de présenter le bill 64 modifiant la loi de la chasse.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de procédure civile,
article 72a**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 65 modifiant l'article 72a du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Vente de billets
par les compagnies de chemins de fer**

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) demande la permission de présenter le bill 178 concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 83 modifiant la charte de la ville d'Iberville;
- bill 103 modifiant la charte de The Shawinigan Water and Power Company;
- bill 110 changeant le nom de la Société d'administration générale.

Questions et réponses:

**Revenus de la
Commission des liqueurs**

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Quel est le montant total provenant des ventes de la Commission des liqueurs de Québec: *a.* du 1^{er} mai 1926 au 1^{er} mai 1927; *b.* du 1^{er} mai 1927 au 1^{er} janvier 1928?

2. Quel montant la Commission des liqueurs a-t-elle perçu des brasseries pour licences, permis, etc.: *a.* du 1^{er} mai 1926 au 1^{er} mai 1927; *b.* du 1^{er} mai 1927 au 1^{er} janvier 1928?

3. Quel montant ont rapporté les licences de taverne, d'hôtel, de restaurant, de club, etc.: *a.* du 1^{er} mai 1926 au 1^{er} mai 1927; *b.* du 1^{er} mai 1927 au 1^{er} janvier 1928?

4. Quel est le montant des amendes perçues en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1^{er} mai 1926 au 1^{er} mai 1927; *b.* du 1^{er} mai 1927 au 1^{er} janvier 1928?

5. Quel montant ont rapporté les saisies en vertu de la loi des liqueurs: *a.* du 1^{er} mai 1926 au 1^{er} mai 1927; *b.* du 1^{er} mai 1927 au 1^{er} janvier 1928?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. *a.* \$22,425,136.09; *b.* \$17,330,246.16.
2. *a.* \$1,029,544.98; *b.* \$836,539.72.
3. *a.* \$843,077.05; *b.* \$823,518.03.
4. *a.* \$57,901; *b.* \$49,660.80.
5. *a.* \$48,354.36; *b.* \$35,255.51.

Amendes perçues en vertu de la loi des automobiles

M. Lafleur (Montréal-Verdun): Quel est le montant des amendes perçues en 1926-1927 en vertu de la loi des véhicules automobiles?

L'honorable M. Nicol (Compton): \$82,760.16.

Bruno Bouvrette

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Un nommé Bruno Bouvrette est-il à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec?

2. Si oui, depuis quand?
3. Quelle est son occupation?
4. Quel est son salaire?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1, 2, 3 et 4. Non.

Permis de taverne

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Combien de permis de taverne la Commission des liqueurs a-t-elle donnés dans la cité de Montréal pour l'année 1927?

2. Combien dans la cité de Québec?
3. Combien dans le reste de la province?
4. Combien de transports de licences de taverne ont-ils été accordés dans la même année: *a.* dans la cité de Montréal; *b.* dans la cité de Québec; *c.* dans le reste de la province?
5. Combien y a-t-il de clubs licenciés à Montréal?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. 313.

2. 63.
3. 237.
4. *a.* 26; *b.* 4; *c.* 30.
5. 41.

Unités sanitaires

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Depuis la réponse du 1^{er} mars 1927, combien d'unités sanitaires ont-elles été établies dans cette province?

2. Quand chacune d'elles a-t-elle été établie?
3. De combien de membres se compose chacune de ces unités sanitaires et quel est le traitement de chacun d'eux?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Deux, pour les comtés réunis de Saint-Hyacinthe et Rouville et pour le comté de Témiscouata.

2. 1^{er} juin 1927 et 1^{er} janvier 1928.
3. Deux médecins à \$3,000; cinq infirmières à \$1,200 chacune; deux inspecteurs sanitaires à \$1,500; deux sténodactylographes, une à \$420 et une à \$360.

Salaires des institutrices

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Quelle a été la moyenne des salaires payés aux institutrices des écoles élémentaires pour toute la province: *a.* pour l'année scolaire 1925-1926; *b.* pour l'année scolaire 1926-1927?

2. Quelle a été la moyenne dans chacun des comtés de la province: *a.* pour l'année scolaire 1925-1926; *b.* pour l'année scolaire 1926-1927?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Pour toute la province: *a.* \$444; *b.* compilation pas terminée.

2. Pour chacun des comtés de la province: *a.* en 1925-1926:

Abitibi, \$342; Argenteuil, \$450; Arthabaska, \$242; Bagot, \$274; Beauce, \$271; Beauharnois, \$405; Bellechasse, \$256; Berthier, \$277; Bonaventure, \$315; Brome, \$418; Chambly, \$449; Champlain, \$270; Charlevoix, \$275; Châteauguay, \$373; Chicoutimi, \$320; Compton, \$374; Deux-Montagnes, \$319; Dorchester, \$257; Drummond, \$275; Frontenac, \$279; Gaspé, \$302; Hull, \$488; Huntingdon, \$483; Iberville, \$308; Îles-de-la-Madeleine, \$253; Jacques-Cartier, \$782; Joliette, \$280; Kamouraska, \$222; Labelle, \$324; Lac-Saint-Jean, \$327; Laprairie, \$334; L'Assomption, \$282; Laval, \$471; Lévis, \$299; L'Islet, \$233; Lotbinière,

\$266; Maskinongé, \$267; Matane, \$264; Matapédia, \$263; Mégantic, \$282; Missisquoi, \$364; Montcalm, \$303; Montmagny, \$276; Montmorency, \$311; Montréal, cité, \$1,174; Napierville, \$314; Nicolet, \$211; Papineau, \$381; Pontiac, \$506; Portneuf, \$278; Québec, cité, \$678; Québec, comté, \$333; Richelieu, \$256; Richmond, \$354; Rimouski, \$262; Rouville, \$328; Saguenay, \$325; Shefford, \$318; Sherbrooke, \$723; Soulanges, \$371; Stantead, \$404; Saint-Hyacinthe, \$284; Saint-Jean, \$355; Saint-Maurice, \$273; Témiscamingue, \$248; Témiscouata, \$274; Terrebonne, \$349; Trois-Rivières, cité, \$531; Vaudreuil, \$373; Verchères, \$287; Westmount, \$1,303; Wolfe, \$294; Yamaska, \$204.

Régiŕrateur à Roberval

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Depuis combien de temps la charge de réŕgistrateur est-elle vacante à Roberval?

2. Qui remplit cet office depuis la mort de M. Louis Lindsay et qui retire les émoluments?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
1. 18 novembre 1923.

2. Le député réŕgistrateur, M. Georges Lévesque.

Vente et installation de paratonnerres

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, appuyé par le représentant de Terrebonne (l'honorable M. David), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres.

Adopté.

Enquêtes sur les incendies

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 32 modifiant la loi des enquêtes sur les incendies soit maintenant lu une deuxième fois.

D'après la nouvelle loi, dans tous les endroits, outre Montréal et Québec, le coroner de chaque municipalité devra faire tenir un rapport après chaque incendie au prévôt provincial des incendies.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont sur la rivière Richelieu

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 52 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail à construire un pont sur la rivière Richelieu, devant relier la municipalité de la ville de Sorel à la municipalité de Saint-Joseph de Sorel, dans ou près de leurs limites, à l'endroit le plus favorable pour la route Lévis-Saint-Lambert, avec les chemins d'approche ou autres travaux nécessaires, le tout à un prix n'excédant pas huit cent mille dollars.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Combien le gouvernement d  bourserait pour la construction du pont et qui sera taxé pour le dédommager?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Le gouvernement d  bourserait \$800,000 à cet effet, et personne ne sera taxé pour le dédommager. Ce pont serait à la disposition des cultivateurs et des piétons, et les municipalités n'auraient rien à payer pour sa construction.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation tous immeubles, droits immobiliers, charges, baux à loyer, baux emphytéotiques, rentes constituées ou droits quelconques pour les culées, piliers, approches ou autres travaux nécessaires, et que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par les présentes résolutions soit soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*.

M. Tremblay (Maisonnette) demande si le même principe que celui suivi dans la construction des autres ponts serait adopté.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Il serait construit à l'endroit jugé le plus favorable dans cette partie de la route. Quant à ce qui concerne la navigation, les autorités provinciales s'entendront avec les autorités fédérales avant de prendre des mesures.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 3. Que, pour payer la construction du pont et des ouvrages nécessaires ainsi que les acquisitions autorisées par les articles 1 et 2 de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, le trésorier de la province puisse payer à même le fonds consolidé du revenu, sur certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse, s'il le juge à propos, autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour les fins de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, mais que le ou les emprunts ainsi contractés n'excèdent pas la somme de huit cent mille dollars.

Adopté.

5. Que ces obligations ou rentes inscrites soient émises à un taux d'intérêt n'excédant pas 5 % par année et soient faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et soient payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera.

Adopté.

6. Que le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, puisse aussi autoriser le trésorier de la province à avancer, de temps à autre, à même le fonds consolidé du revenu, les sommes requises pour la mise à exécution de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Adopté.

7. Qu'il puisse être perçu et prélevé des péages sur ledit pont jusqu'à concurrence du montant dépensé pour les acquisitions mentionnées dans la deuxième des présentes résolutions ainsi que le coût de construction dudit pont, et que le lieutenant-gouverneur en conseil puisse faire, modifier et remplacer un tarif des taux de péage exigibles.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Avant les élections, le gouvernement a aboli les ponts de péage et le voilà qu'il les rétablit.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Nous sommes revenus aux ponts de péage bien avant les élections. C'est le seul moyen que nous ayons de construire de grands ponts. Nous enlevons le droit de péage quand le pont se paie par lui-même, et nous autorisons le passage gratuit à une certaine classe. Le pont projeté se trouvera dans les comtés de Sorel, mais l'endroit exact où il sera construit n'est pas encore définitivement fixé. Nous nous entendrons à ce sujet avec la voirie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Puisque l'on constate que le nombre de touristes augmente d'année en année. Je vois là, dit-il, un moyen d'établir une différence entre les gens qui demeurent à l'année dans notre province et ceux qui n'y font qu'un court séjour.

Nos gens, dit-il, ont déjà payé des taxes et des licences et il me semble que ce n'est pas à eux de payer les dépenses occasionnées par le bris de nos routes.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Notre population ne ferait pas de différence de payer cette taxe, parce qu'elle aime mieux verser un petit montant au gouvernement que de payer des bateaux de passage. Les cultivateurs des environs profitent d'avantages spéciaux lorsqu'ils traversent les ponts de péage plusieurs fois dans la même journée. Les droits de péage seront diminués à mesure que la province rentrera dans les sommes dépensées pour la construction du pont. À Batiscan, par exemple, 40 % des droits ont été payés par les touristes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): On devrait faire une différence, au sujet des péages, entre ceux qui ne paient pas de taxes et ceux qui en paient.

M. Tremblay (Maisonnette) suggère de faire payer au passage des ponts les gens qui ne demeurent pas dans le voisinage de tel ou tel pont. On devrait accorder des taux plus avantageux à ceux qui traversent le pont plusieurs fois le même jour.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): C'est ce que nous faisons. Cette mesure est prise depuis longtemps.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cela ne se fait pas sur le pont de l'Île Perrot. Ceux qui habitent non loin du pont de l'Île Perrot paient tout comme les touristes.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) demande la permission de présenter le bill 52 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 59 modifiant la loi de la gazoline.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: Que, à compter du 1^{er} avril 1928, aucune personne ne puisse, dans cette province, acheter de la gazoline pour son usage ou celui de sa famille, de son agent, employé, associé ou patron, sans payer un droit équivalent à cinq centins par gallon, mesure impériale, au lieu du droit de trois centins imposé par le paragraphe 1 de l'article 4 de la loi de la gazoline (Statuts refondus, 1925, chapitre 36).

Il s'agit tout simplement de changer le mot "trois" dans la loi et de le remplacer par le mot "cinq".

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Qu'est-ce que veut dire ce mot-là dans la loi?

L'honorable M. Nicol (Compton): Vous pouvez le voir dans la résolution.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Non, non, j'aimerais que le trésorier provincial nous expliquât la loi. Est-ce qu'il s'agit d'une augmentation de taxe?

L'honorable M. Nicol (Compton): Ça peut s'appeler comme cela. En effet, il s'agit d'une augmentation de taxe sur la gazoline de trois à cinq sous par gallon, soit une augmentation de taxe de deux sous.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi le ministre est-il gêné pour le dire? Que le ministre ne se gêne pas pour appeler cela une taxe. Si le trésorier provincial n'était pas si gêné, il n'attendrait pas si longtemps pour nous expliquer ce dont il s'agit. Il est gêné parce qu'il sait que la province va pouvoir se rendre compte, encore une fois, de la façon dont le gouvernement s'y prend pour se bâtir des surplus.

Il va voir que, si le gouvernement n'augmentait pas ses taxes, il aurait un déficit l'année prochaine ou du moins, il n'aurait pas de surplus ronflant. Il taxe les gens de deux sous par gallon sur la gazoline pour pouvoir se payer le luxe d'annoncer encore un surplus l'an prochain. Si ce n'est pas pour cela qu'elle est instituée, la taxe n'est probablement pas justifiée. C'est le peuple qui paie pour l'amour de la gloriole dont fait preuve le gouvernement.

Si le gouvernement avait des dépenses urgentes à faire, si les finances de la province étaient déséquilibrées, il aurait peut-être raison d'augmenter cette taxe, mais je ne vois pas pourquoi le peuple

paie pour permettre aux partisans du gouvernement de chanter sa gloire en Chambre, lors des débats sur le budget.

L'honorable M. Nicol (Compton): Pour la première fois dans tout le Canada et dans toute l'Amérique, la province de Québec a le système d'entretien des routes améliorées aux frais du gouvernement. Cela ne se pratique dans aucune autre province ni dans aucun autre pays. Cet entretien nous coûte très cher. Or, il n'est que juste et le gouvernement a cru sage que ceux qui se servent le plus de la voirie soient appelés à contribuer aux frais occasionnés par son entretien. Le gouvernement impose cette nouvelle taxe pour rencontrer ses dépenses de la voirie.

L'an dernier, le ministère a dépensé \$10,000,000 dont \$6,000,000 pour l'entretien des 37,000 milles de routes améliorées dont le département de la Voirie a pris la charge. On a construit pour 10,000 milles de nouvelles routes. Là-dessus, les municipalités de la province ne paient plus un sou, tandis que dans d'autres provinces et aux États-Unis, ce sont elles qui doivent payer pour l'entretien des chemins ruraux dans un rayon de 50 milles de leurs limites.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) demande quelle est la taxe en Ontario et si elle est plus élevée que dans la province de Québec.

L'honorable M. Nicol (Compton): La taxe est toute différente. Elle n'est pas établie sur les mêmes bases en Ontario. La taxe est moins élevée dans la province voisine qu'ici. S'il est vrai que les impôts sur l'auto sont un peu plus élevés en cette province que dans l'Ontario, il convient aussi de ne pas oublier qu'il y a quatre fois plus d'autos qu'ici dans la province voisine; que les revenus provenant de la taxe sur la gazoline sont beaucoup plus élevés; que le gouvernement de cette dernière n'a pas pris à charge l'entretien des routes comme l'a fait notre province et, enfin, qu'il y a aussi long de bonne voirie ici qu'en Ontario et que son entretien est supérieur à celui de la voirie ontarienne. En Ontario, les automobilistes, l'an dernier, ont contribué une somme de \$10,000,000 au revenu provincial; dans Québec, la contribution des automobilistes au gouvernement fut de moins de \$5,000,000.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment se fait-il que le gouvernement a toujours des surplus et qu'il continue à imposer des taxes? Agit-on ainsi

pour faire chanter l'alléluia du surplus aux membres du parti ministériel?

L'honorable M. Nicol (Compton): Le gouvernement a dû dépenser plus de \$10,000,000 pour le département de la Voirie. Cette dépense était imprévue il y a quelques années. D'ailleurs, une telle transformation des routes ne s'est jamais vue dans aucune autre province. De cette somme, les automobilistes ne nous donnent que \$5,000,000². Il nous faut un revenu pour faire de tels travaux et, contrairement à ce qui se fait ailleurs, les municipalités ne sont pas tenues de payer pour l'amélioration des routes. Le même système d'embellissement des routes est en vigueur aux États-Unis, mais il y a quatre facteurs qui contribuent à augmenter le revenu de ces départements, tandis que dans notre province, le gouvernement seul est appelé à payer l'entretien des chemins. Est-il juste que nous employions nos autres revenus pour les chemins?

Nous avons pensé à augmenter le prix de la licence. Le gouvernement laissera le coût des licences d'automobiles tel qu'il est, et en agissant ainsi, il montre qu'il désire surtout faire contribuer les étrangers plutôt que les automobilistes de la province qui auraient été forcés à payer un plus fort impôt si le coût des licences avait été élevé. Nous n'y touchons pas et nous proposons d'augmenter la taxe de la gazoline. Les étrangers en seront enchantés, car nous leur offrons le plus beau système de voirie du monde entier. Il n'est que juste de faire supporter le coût des améliorations de la voirie par ceux qui en bénéficient. Je crois que les citoyens de cette province seront heureux de contribuer à l'entretien des chemins, étant donné que nous leur donnons des routes qui font l'admiration générale.

M. Duplessis (Trois-Rivières): L'honorable trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) a des explications qui ne sont pas satisfaisantes. Il (M. Duplessis) reproche au trésorier de la province d'avoir dit tout à l'heure qu'il ne s'agissait que de changer un mot dans la loi, alors qu'il s'agit vraiment d'une augmentation de taxe importante. Le gouvernement a trompé le peuple aux dernières élections lorsqu'il lui a dit qu'il prendrait l'entretien des chemins entièrement à sa charge à même ses revenus, grâce à sa politique.

Le gouvernement crie sur les toits le fait qu'il a pris en main l'entretien des routes et qu'il en tire prétexte pour augmenter les taxes. Lorsque le gouvernement avait adopté cette politique, il avait déclaré que ses revenus étaient suffisants pour

défrayer les dépenses de l'amélioration des routes, et que les taxes ne seraient nullement augmentées en compensation.

Le trésorier de la province savait que ses revenus dont il se vantait ne suffiraient pas, puisqu'il demande maintenant une augmentation de taxe sur la gazoline de deux tiers plus élevée que celle de l'an dernier. Aujourd'hui, on veut augmenter les impôts qui pèsent déjà lourdement sur le peuple. La taxe sur la gazoline atteint presque tout le monde depuis que l'auto est non seulement une voiture de luxe, mais un véhicule de toute nécessité. Le ministère augmente la taxe sur la gazoline dans des proportions injustes. Pourquoi alors ce nouvel impôt?

Pourtant, il y a une différence avec l'année 1897. Les conservateurs étaient au pouvoir et les rouges criaient que les bleus étaient des taxeux. Ils prévoyaient sans doute que leurs successeurs ne seraient pas en faveur de la taxe, mais de la surtaxe. Il me semble que leur politique n'est pas en fait d'être imitée ici aujourd'hui. Personnellement, je suis contre cette nouvelle taxe. D'après le système du gouvernement, nous pouvons mettre en doute la parole du trésorier de la province qui annonce des surplus, il veut plutôt dire: Plus nous avons de surplus, plus nous augmentons les taxes.

L'honorable M. Nicol (Compton): Le député de Trois-Rivières remonte un peu loin. En 1897, le gouvernement ne donnait que \$180,000³ à la voirie. Tout le monde admet que c'est l'automobilisme qui ruine le plus nos routes, et ce mode de locomotion a rapporté \$4,000,000⁴ au gouvernement. L'entretien de la voirie depuis le début de 1927-1928 a coûté \$4,000,000 de plus que durant la même période de l'année 1926-1927. L'an dernier, les licences d'auto et la taxe sur la gazoline ont rapporté un montant total de \$3,750,000 et, cette année, elles devraient donner \$4,000,000, mais le gouvernement devra aussi cette année dépenser environ \$10,000,000 pour les routes provinciales.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Aujourd'hui, vous marchez sur le dos du peuple.

L'honorable M. Nicol (Compton): Serait-il juste de prendre à même les revenus d'autres sources pour payer cet énorme montant? Nous ne pouvons prendre l'argent des autres départements. Au lieu d'augmenter les licences, les ventes, etc., nous augmentons le prix de la gazoline, afin que les étrangers eux aussi puissent payer la part du chemin qu'ils ont brisée.

Le seul moyen de faire payer l'usure de nos routes par les touristes qui s'en servent, c'est de leur faire payer une taxe sur la gazoline. Il se dit confiant que les touristes paieront sans se récrier les trois cents de cette taxe et que les citoyens de cette province se feront un plaisir d'en faire autant.

M. Tremblay (Maisonneuve): Si le gouvernement continue à augmenter la taxe sur la gazoline, il fera plus de profit que le vendeur lui-même.

M. Smart (Westmount): Le trésorier peut-il dire ce que vont coûter les réparations des dommages causés aux routes par la tempête l'automne dernier?

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous ne le saurons pas avant le printemps. Nous n'avons pas l'intention d'émettre un emprunt pour réparer les dommages causés aux routes l'année dernière. L'argent proviendra du revenu et la taxe supplémentaire sur la gazoline aidera dans ce sens, ce qui signifie un autre million.

M. Crépeau (Sherbrooke) demande au trésorier (l'honorable M. Nicol) s'il prétend que c'est le gouvernement Taschereau qui a inventé les automobiles. Le gouvernement retire plus de sa taxe sur la gazoline que le vendeur ne fait de profit à la vendre. Le gouvernement prend 20 % du prix de vente, alors que le vendeur n'a qu'un profit plus minime. Je suis, dit-il, sous l'impression, au train où vont les choses, que le gouvernement fera payer 10 sous de droits par gallon d'ici trois ans. Le gouvernement augmente chaque année le nombre de routes qu'il entretient. Comme le coût de l'entretien augmente tous les ans, cela veut-il dire qu'il augmentera aussi, chaque année, le taux de la taxe?

L'honorable M. Nicol (Compton): L'honorable député de Sherbrooke (M. Crépeau) peut être confiant pour l'avenir. Le gouvernement n'imposera jamais que des taxes très raisonnables.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Le gouvernement a la mauvaise habitude de toujours dire "nous donnerons", "nous dépensons". Il semble oublier qu'il n'est que le fiduciaire de l'argent de la province. Toute la politique provinciale se résume actuellement ainsi: l'opposition a pensé, le gouvernement a dépensé, taxé, surtaxé, et le peuple a payé... Il dépense le produit des taxes et en crée de nouvelles quand il le juge à propos.

L'honorable M. Nicol (Compton): (Souriant) L'honorable député de Trois-Rivières n'a rien à craindre lui non plus. Le peuple a bien compris la politique du gouvernement depuis 30 ans et tout récemment aux dernières élections...

(Applaudissements)

M. Guertin (Hull): Si le peuple avait su cela. Avant l'élection, on a oublié de dire au peuple que l'on voulait imposer une taxe quelques mois plus tard, et encore dans cette malchance Hull n'a pas été épargnée, à cause de son voisinage d'Ottawa. S'il ne plaît pas au gouvernement de l'Ontario d'augmenter cette taxe, ce commerce ne sera plus florissant dans notre ville, car les gens feront leur provision d'essence ailleurs. Je demande au gouvernement de songer à la ville que je représente avant de décider l'imposition d'une telle taxe.

M. Blain (Montréal-Dorion) veut savoir si cette taxe est imposée, afin de permettre au ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron) de remplir une fois pour toutes certaines promesses qu'il avait faites au peuple au sujet des routes en mai dernier, avant les élections. Le revenu provenant de la taxe sera-t-il suffisant pour garantir les frais d'entretien des routes?

L'honorable M. Nicol (Compton): Je ne connais pas les promesses du ministre de la Voirie, mais ce que je sais, c'est qu'il ne serait que juste de demander aux automobilistes de contribuer à l'entretien des routes. Cette source de taxes est la seule qui soit logique et équitable pour pourvoir à l'entretien des routes.

M. Duplessis (Trois-Rivières): S'il est vrai que nous avons un surplus d'un million, comment se fait-il que le gouvernement ait tant besoin d'argent?

L'honorable M. Nicol (Compton): Les pluies de l'automne dernier ont causé des dommages plus élevés que celles qui pourraient être couvertes par ce montant.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Mais le gouvernement dit qu'il a un surplus d'un million cette année et il s'attend de retirer un million de la nouvelle taxe sur l'essence. Prévoyait-il un déficit de \$2,000,000 l'an prochain?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous nous attendions aux récriminations de l'opposition. Nous savions bien que nos adversaires

nous traiteraient de "taxeux". Ils se sont fait traiter ainsi si souvent qu'ils sentent le besoin de nous renvoyer la balle. Il ne faut pas oublier que la province de Québec reste toujours la moins taxée de toutes les provinces du dominion. La dette *per capita* de notre province est la plus petite au Canada. D'ailleurs, le public peut être assuré que si le gouvernement demande maintenant une augmentation de taxe de trois à cinq sous sur l'essence, ce n'est pas pour son plaisir, mais tout simplement dans le but de pourvoir aux besoins des automobilistes.

Québec est la seule province qui prend à sa charge l'entretien complet de toutes les routes. Non seulement les autres provinces du Canada ne concourent pas à l'entretien de leurs routes, mais encore, elles obligent leurs cités à fournir leur part dans certains rayons autour de la cité. Nous donnons de bonnes routes à la province. Nous avons un beau système de voirie. Au 31 décembre dernier, nous avons dépensé une somme de plus de \$9,000,000, soit un tiers du revenu de la province, pour sa voirie, et nous avons d'autres frais à payer. Nos routes ont subi de grands dommages qui nécessitent de coûteuses réparations. Seulement, nous ne pourrions, sans recourir à une nouvelle taxe, continuer cette politique sans que d'autres services en souffrent.

Nous ne pouvons pas prendre l'argent de nos écoles, de l'agriculture, de la colonisation, de nos ouvriers, des colons, de nos cultivateurs, du département de l'hygiène publique et des terres et forêts pour ouvrir des chemins et pour l'entretien des routes. Non, ce ne serait pas juste. Ce qui est juste, c'est de faire contribuer ceux qui se servent des chemins, et ceux-là désirent avoir de bons chemins. Nos automobilistes sont aidés considérablement par les touristes. Si les automobilistes veulent avoir de belles routes, il n'y a qu'à leur dire: Très bien, mais vous allez payer pour. Il appartient aux automobilistes de supporter le fardeau de cet entretien.

Quelle que soit la réponse, j'aime mieux dire à ceux qui veulent une certaine catégorie de routes qu'ils peuvent l'avoir moyennant une taxe de trois sous par gallon, mais que, s'ils veulent que l'excellent système de routes maintenant en fonctionnement soit maintenu, ils ne doivent pas s'opposer au paiement des deux sous additionnels. Serait-il raisonnable de prendre aux fonds destinés aux autres départements, à des fins de colonisation, aux fonds créés pour aider les cultivateurs, aux fonds mis de côté pour l'hygiène publique les finances nécessaires à l'entretien des bons chemins parce que le gouvernement a pris ces dernières à sa charge?

Avec les revenus de cette taxe, et nous pouvons promettre que nous n'irons pas plus loin, nous pourrions entretenir les routes provinciales et en construire de nouvelles.

Nous recevons, en plus, un grand nombre de touristes. Ils usent nos routes beaucoup plus que nous autres car ils partent des États-Unis, où on fait de la vitesse sans limites, pour venir dans la province de Québec où il y a une loi que nous respectons. Prenons comme exemple Batiscan. Nous avons dit tout à l'heure que, l'an dernier, 40 % des droits de péage sur les ponts de l'Île Perrot et de Batiscan ont été payés par des étrangers. Ce sont eux qui seront appelés à contribuer à payer le coût de cette augmentation. C'est d'une grande aide pour la province et cela enlève un grand poids des épaules des Québécois. Les touristes paieront donc la nouvelle taxe dans une proportion de 40 %. N'est-il pas juste de leur faire payer ce que ces étrangers peuvent endommager sur nos routes?

Nous ne voulons rien d'extraordinaire. En plusieurs endroits des États-Unis, on nous charge la taxe de cinq sous par gallon, et pourtant, leur gallon est beaucoup plus petit que le nôtre. Il y a une différence d'un cinquième. Nous protégeons qui de droit, car cette taxe ne s'applique pas à ceux qui emploient de la gazoline pour fins industrielles, pour la machinerie fixe et les appareils similaires, pour fins agricoles, ou à ceux qui s'occupent des pêcheries. Ils ne paient rien et ne paieront rien. Cinq sous par gallon de gazoline ne pèse pas lourdement pour un particulier et donne à la province un revenu respectable à la fin de l'année.

Mais nous disons simplement à ceux qui brisent nos routes: Indemnisez-nous un peu si vous voulez circuler sur d'aussi belles routes. L'imposition de cette taxe est aussi nécessaire que celle imposée pour les repas. Des critiques ont été soulevées quand le gouvernement a imposé une taxe de 5 % sur les repas de plus de \$1, et pourtant, aujourd'hui on la paie dans les hôtels sans même le remarquer. Ce sont les étrangers qui paient la plus grande partie de la taxe sur les repas dont nos hôpitaux retirent \$1,000 par jour. À nos automobilistes, nous demandons de faire un petit sacrifice et, en retour, nous leur donnerons de bons chemins. Personne ne peut nous critiquer, car en entretenant ces routes, nous débarrassons le cultivateur de ce fardeau d'entretien des chemins améliorés. Nous n'avons pas l'intention de le lui remettre sur les épaules. Combien de fois, dans le passé, l'opposition nous a demandé d'enlever ce fardeau qui pesait depuis longtemps sur les épaules de nos cultivateurs et des municipalités!

M. Sauvé (Deux-Montagnes): C'était vrai! C'est ce que nous vous avons toujours demandé.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Si c'était vrai dans ce temps-là, c'est encore vrai. Eh bien, poussons la vérité jusqu'au bout et enlevons ce fardeau sur les municipalités rurales, sur les cultivateurs.

Dans ce cas, pourquoi l'opposition ne le voudrait-elle plus maintenant? Pourquoi ne nous donnerait-elle pas la main, maintenant que nous pouvons apporter ce soulagement? Que l'opposition se joigne à nous pour soulager le peuple et faire porter le fardeau des taxes par les automobilistes qui usent nos routes. C'est à eux à payer pour.

M. Smart (Westmount)⁵: Pourquoi le gouvernement n'augmenterait-il pas le prix des liqueurs de 10 % afin de retirer un revenu supplémentaire de \$2,500,000, au lieu d'augmenter la taxe de la gazoline qui rapporterait un million de dollars de revenus supplémentaires pour couvrir les frais additionnels d'entretien des routes?

Quand la loi des liqueurs a été promulguée, on a suggéré qu'elle soutiendrait le système de voirie provincial.

L'honorable M. Nicol (Compton) dit qu'il n'a pas pensé à une telle augmentation.

M. Tremblay (Maisonnette): On devrait rembourser aux citoyens de cette province le montant qu'ils auraient payé chaque année, pour la taxe sur la gazoline, au lieu d'augmenter cette dernière. De cette façon, les touristes seuls se trouveront à contribuer à l'entretien des routes.

M. Guertin (Hull): Les touristes laissent des milliers de dollars chaque année dans la province. La nouvelle taxe n'est pas un moyen de les attirer.

L'honorable M. Nicol (Compton): Nous ne taxons pas le tourisme. Le principe de notre projet de loi est adopté partout.

M. Duplessis (Trois-Rivières) explique l'attitude de l'opposition en disant que celle-ci désire que soit accordée aux villes, dont les rues forment un tronçon de routes provinciales, une partie des taxes perçues par le gouvernement, pour les fins d'entretien des routes.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée sur division par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 59 modifiant la loi de la gazoline.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Animaux de ferme et leurs produits

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)⁶ propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 11 modifiant la loi 17 George V, chapitre 25, relative aux animaux de ferme et leurs produits.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Explications, s'il vous plaît.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean): La loi a été longuement discutée l'an dernier. Il y a une loi fédérale qui est inconstitutionnelle et nous avons amendé la loi de la province, afin qu'il n'y ait pas de conflit entre les deux. L'amendement que nous proposons a pour but de changer quelques mots sans beaucoup d'importance. Au lieu de "à l'égard de ces lois", nous voulons dire "à l'égard de cette loi". Changement d'un pluriel pour un singulier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Commissaires d'écoles de la municipalité de Très-Saint-Sacrement, comté de Jacques-Cartier

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 98 modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal, quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport sans amendement.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
1. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente et inspection des terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes de défrichement, de labour et de résidence, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'il y a du nouveau dans la colonisation?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La colonisation fait toujours des progrès.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que l'honorable ministre a une politique nouvelle à nous annoncer concernant l'aide aux colons?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): La politique de l'année dernière avait donné satisfaction et elle sera suivie encore cette année. L'an dernier, le département a distribué \$550,000 en primes aux colons et cette augmentation est due aux nouvelles primes de défrichement et de labour, de résidence, de séparation constante du domaine colonisable et du

domaine forestier, soit aussi en maintenant un service d'inspection, soit en faisant de la propagande, soit en construisant des écoles, des chemins, des chapelles, etc.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Et le rapatriement des nôtres?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous entreprenons une campagne de rapatriement des nôtres. Le gouvernement fédéral donnera \$50,000 à la province, qui en paiera autant pour aider au rapatriement agricole de nos compatriotes partis aux États-Unis.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): La commission, dont je parle depuis quelques années, pourrait rendre de grands services à la province, car elle préviendrait bien des départs. Il n'y a pas de méthode dans le service du rapatriement, il n'y a pas de statistiques. Et je suis sûr que l'honorable ministre partage mon opinion.

M. Guertin (Hull): Cette somme de \$50,000 ne me paraît pas suffisante.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce suffisant?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous allons commencer avec cela. Si nous avions davantage, nous l'accepterions, mais nous nous contenterons de ce montant. Notre intention est d'ouvrir un ou deux bureaux de propagande dans la Nouvelle-Angleterre pour ceux qui veulent revenir dans la province de Québec s'établir sur des terres.

Une grande partie de l'octroi fédéral sera employée pour payer les frais de voyage de ceux qui reviendront et pour les établir sur des terres. Il est entendu que le rapatriement est strictement agricole et non pas au point de vue industriel. Le gouvernement emploiera dans la province les \$50,000 qu'il consacre à cette œuvre. Nous verrons à faire revenir le plus grand nombre de ceux qui nous ont quittés.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien de nouveaux colons se sont-ils fixés sur des terres en 1927?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne suis pas certain du nombre, je n'ai pas de chiffres exacts, mais je crois qu'ils étaient environ au nombre de 323 ou 343.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pas plus que cela?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne parle que de ceux qui se sont établis en permanence. Depuis cinq ans, 32,708 colons se sont établis définitivement sur des lots dans la province. Le service d'inspection donne d'excellents résultats.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) de ne pas avoir inclus ces chiffres dans le rapport qu'il a déposé en Chambre.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les statistiques de l'émigration et de l'immigration relèvent du gouvernement fédéral. Cependant, le ministère de la Colonisation, par ses officiers, suit les mouvements des familles qui reviennent dans les régions de colonisation.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il beaucoup de familles de Canadiens français de la Nouvelle-Angleterre qui sont revenus s'établir sur des terres, des lots de colonisation?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Dix au Lac-Saint-Jean et sept⁷ dans l'Abitibi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y en a-t-il beaucoup qui reviennent pour travailler dans les usines?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Oui.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Combien?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je ne pourrais dire. Cela ne relève pas de mon département. La plupart de ces gens se rendaient dans des centres industriels.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans quels centres?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Dolbeau, Jonquière, Arvida, Kénogami et Chicoutimi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) reproche de ne pas tenir un compte exact des Franco-Canadiens qui nous reviennent. Vous nous critiquez. Vous dites que nous parlons sans cesse d'émigration aux États-Unis. Très bien, mais que le gouvernement soit au moins

en mesure de baser ses remarques sur des renseignements précis. Avec le personnel du Bureau des statistiques qu'il a à son service, avec les capitaux dont il dispose, il devrait être capable de nous fournir des chiffres. Dans son for intérieur, je suis persuadé que l'honorable ministre de la Colonisation est de la même opinion que moi sur ce point.

Il (M. Sauvé) reproche au département de la Colonisation d'avoir dépensé de fortes sommes, mais d'avoir négligé de faire des calculs sur le mouvement d'immigration et de n'avoir pris pratiquement aucun moyen pour encourager nos Canadiens à revenir. Nous n'avons rien pour nous baser à ce sujet, dit-il. Avant de crier que nous nous opposons aux bonnes mesures, qu'on vienne nous prouver que la parole du gouvernement repose sur la vérité.

Après des années de luttes sur ce sujet, le gouvernement est injustifiable de manifester une telle indifférence, quand il a tant de moyens à sa disposition. Il faut faire revenir les nôtres, et on ne sait aucune méthode pour les encourager au retour dans leur patrie.

J'ai signalé ce point pour démontrer que les représentations de l'opposition à ce sujet sont plus justes et raisonnables.

M. Guertin (Hull) pose une question au sujet des perspectives de succès du rapatriement.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Que l'honorable député ne s' imagine pas voir revenir un million d'âmes la première année. Nous allons commencer avec \$50,000 et, si notre campagne réussit, nous obtiendrons peut-être davantage pour l'an prochain. Il ne faut pas croire que les Canadiens français vont s'empresse de quitter la Nouvelle-Angleterre.

Ceci ne peut se faire en peu de temps et ce n'est qu'après beaucoup de travail d'encouragement que l'on verra plusieurs Canadiens revenir au lieu qu'ils ont quitté. Nous avons peut-être la chance de ramener ceux qui ne sont pas là depuis longtemps. Le rapatriement est un problème difficile.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il faut avoir la foi.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je l'ai, la foi, mais il faut aussi avoir les yeux ouverts sur les difficultés.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Dépôt de documents:

Rapport de la Commission des eaux courantes

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport annuel de la Commission des eaux courantes de Québec, 1927. (Document de la session no 17)

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 112 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme;
- bill 113 confirmant le règlement no 89 du village de Thurso;
- bill 121 ratifiant le règlement no 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à The Arthabaska Clothing Company;
- bill 124 ratifiant le titre de St. Lawrence Paper Mills Limited à certaine propriété et certain droit.

Charte de Saint-Jérôme

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 modifiant la charte de la ville de Saint-Jérôme. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Village de Thurso,
règlement no 89**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 113 confirmant le règlement no 89 du village de Thurso. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**The Arthabaska
Clothing Company**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 121 ratifiant le règlement no 72 par lequel la corporation de la ville d'Arthabaska accorde un bonus de quatre mille piastres à The Arthabaska Clothing Company. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**St. Lawrence
Paper Mills Ltd.**

La Chambre prend en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 124 ratifiant le titre de St. Lawrence Paper Mills Limited à certaine propriété et certain droit. Lesdits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

**Loi des
accidents de travail**

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande au gouvernement de déposer sur la table une copie du bill concernant la loi des accidents de travail.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Le bill est sous presse et sera peut-être distribué aujourd'hui même.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dans *Le Soleil* du 22 février 1928, à la page 3, on rapporte que les membres de la Chambre saluent et applaudissent M. Jacques Bureau (1860-1933), élu député libéral à la Chambre des communes dans la division de Trois-Rivières et Saint-Maurice de 1900 à 1922. Solliciteur général du Canada de 1907 à 1911. Ministre des Douanes et des Accises de 1921 à 1925. Nommé au Sénat en 1925, il décéda en fonction.

2. Quatre millions et demi de dollars de revenus des automobiles, selon *La Presse* du 22 février 1928, à la page 20.

3. Bien que dans *La Patrie* du 22 février 1928, à la page 8, on parle de \$18,000,000 et que dans *L'Événement* du 22 février 1928, à la page 1, on parle de \$18, il serait plus logique que ce soit \$180,000.

4. Dans *La Patrie* du 22 février 1928, à la page 8, on parle de \$4,500,000.

5. Seul *Le Canada* du 22 février 1928, à la page 1, dit que c'est M. Gault qui fait cette suggestion.

6. Dans *L'Événement* du 22 février 1928, à la page 1, on dit que M. Moreau fait cette proposition au nom de M. Caron, ministre de l'Agriculture, qui siège au Conseil législatif.

7. Dans *L'Action catholique* du 22 février 1928, à la page 3, on parle d'une trentaine.

Séance du mercredi 22 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 51 modifiant l'article 44 du Code civil.

Et, avec des amendements, le bill 138 validant le règlement no 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 108 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Commissaires d'écoles de la municipalité de Très-Saint-Sacrement, comté de Jacques-Cartier

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 98 modifiant la loi concernant les commissaires d'écoles protestants de Montréal quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier, soit maintenant lu une troisième fois et que le titre soit: Loi modifiant la loi concernant le Bureau central des écoles protestantes quant aux commissaires d'écoles pour la municipalité de Très-Saint-Sacrement, dans le comté de Jacques-Cartier.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Ukrainian Greek Orthodox Church
of St. Sophia, Montreal**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 133 constituant en corporation la Ukrainian Greek Orthodox Church of St. Sophia, Montreal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Gault (Montréal-Saint-Georges) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**The Quebec Northern
Railway Company**

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 148 constituant en corporation The Quebec Northern Railway Company.

Adopté.

En comité¹:

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que George Gordon Hyde, avocat et conseil du roi, John Gerard Ahern, Victor Martin Lynch-Staunton et George Beverly Puddicombe, tous trois avocats, et Robert J. Forster, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, ont, par leur pétition, demandé l'adoption d'une loi constituant en corporation une compagnie autorisée à construire et exploiter un chemin de fer, à partir d'un point sur la ligne de chemin de fer Canadien National, entre Doucet et Parent, à travers ou dans les comtés de Champlain, Saint-Maurice, Maskinongé, Ponctiac et du Lac-Saint-Jean; et

"Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

M. Sauvé (Deux-Montagnes) demande des explications.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) dit qu'il ne faisait pas partie du comité des chemins de fer qui a étudié le bill et que, lorsque le bill a été

étudié par ce comité, il n'a pas pu assister à la discussion parce qu'il se trouvait au comité des bills privés qui étudiait le bill de Montréal. Il (M. Vautrin) n'est pas en mesure de fournir toutes les informations demandées à ce sujet.

M. Duplessis (Trois-Rivières) intervient.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quel est le but du projet?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Les promoteurs veulent construire un chemin de fer d'un point entre Parent et Doucet à un point du Lac-Saint-Jean.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pouvons-nous obtenir d'autres renseignements?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Tous ces renseignements ont été donnés au comité des chemins de fer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'y étais pas et je voudrais les obtenir. Quels sont les promoteurs? Il arrive souvent, lors de la présentation de ces sortes de bills, que les noms les plus en évidence sont ceux de gens qui n'ont rien à faire avec le projet.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Toutes les informations que l'opposition veut obtenir sont contenues dans le bill.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Mais nous ne pouvons quand même pas adopter le préambule du bill sans savoir ce que le bill contient!

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Leurs noms paraissent dans le bill. Il lit les noms des promoteurs.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Quel est le capital de la compagnie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le capital de la compagnie se chiffre à \$1,000,000.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Cette compagnie, d'après son bill, ne commencerait ses travaux que dans trois ans seulement, quelque temps avant la dissolution du Parlement. Le gouvernement a déjà eu pour politique d'accorder des subsides à la veille des

élections. Cette clause du bill a-t-elle pour but d'anticiper sur les prochaines élections? Ne serait-ce pas une manœuvre électorale?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons pas besoin de ceci pour gagner nos élections. Nous avons gagné les dernières sans qu'il soit question d'octroi de privilèges aux constructeurs de chemins de fer.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce que le gouvernement a l'intention de subventionner cette compagnie?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Nous n'avons pas eu de demandes à cet effet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Y a-t-il lieu de croire que la compagnie viendra demander des octrois du gouvernement à la veille des prochaines élections?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): C'est peu probable, aucune demande ne nous a encore été faite.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je voudrais pourtant savoir quel est le but de la compagnie. Je voudrais savoir si elle a simplement l'intention de desservir les cultivateurs du comté ou si elle n'est formée que pour servir des intérêts particuliers. Je voudrais aussi savoir si les noms qui sont mentionnés dans le préambule du bill sont les véritables noms des promoteurs de la compagnie ou si ce sont simplement des prête-noms. Les personnes mentionnées dans le bill ont très peu à voir avec ce dont il est question, et il est nécessaire de connaître les noms des promoteurs. Je désirerais que le parrain du bill, le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin), veuille bien répondre à ma question. Il (M. Sauvé) insiste de nouveau pour avoir des détails.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) ne s'explique pas cette insistance. Il dit qu'il n'était pas au comité des chemins de fer lorsque le bill a été étudié, et l'honorable chef de l'opposition sait que nous étions retenus au comité des bills privés. Il n'en sait pas plus long que les membres de l'opposition à ce sujet.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je ne puis concevoir cela. Nous n'avons pas l'intention de faire de l'opposition. Puisque le député de Montréal-Saint-

Jacques (M. Vautrin) est le promoteur du bill, il doit savoir qui sont les véritables intéressés et quel est le véritable objet du bill. Il doit être au courant de ce qu'il y a dans le projet de loi dont il est le parrain.

À ce sujet, je désire avertir les députés qui se font le promoteur d'un bill qu'ils doivent être en mesure de donner des explications sur le bill qu'ils présentent et de fournir les renseignements que la Chambre est susceptible de leur demander, lorsque ce bill est soumis à la Chambre pour étude. Il faut toujours prendre garde, lorsqu'il s'agit de passer un bill, à ce qu'il n'y ait rien qui soit contraire à l'intérêt national.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je crois que le chef de l'opposition veut s'amuser à mes dépens.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Oh non! Je suis capable de payer quand je veux m'amuser. Le député de Saint-Jacques peut-il nous dire s'il y a des personnes derrière celles dont les noms sont mentionnés comme pétitionnaires et s'il sait qu'il y a des personnes intéressées autres que celles dont les noms sont mentionnés dans le préambule?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) répète qu'il n'en sait pas plus long sur le bill que le chef de l'opposition. Je n'en sais rien. Nous pouvons cependant faire ajourner le bill, si l'opposition le désire.

M. Duplessis (Trois-Rivières) veut savoir où on veut en venir. Les détails donnés par le député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) sont loin d'être satisfaisants. Le député de L'Islet (M. Thériault), qui est président du comité des chemins de fer, pourrait peut-être nous en dire davantage sur le bill. Il demande au député de L'Islet s'il en sait plus au sujet de ce projet de loi. Le bill n'a pas trait seulement à la construction d'un chemin de fer, mais aussi à la construction d'hôtels, de restaurants et de lignes de télégraphes, téléphone, etc.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Tous les ans, des bills semblables nous sont présentés. Nous avons à considérer un bill d'envergure ordinaire, et qui nous concerne peu, parce que si nous refusons l'incorporation de cette compagnie, les promoteurs s'adresseront à Ottawa qui répondra à leur demande.

Nous avons répondu aux questions de l'opposition, et je me porte garant qu'il n'y a dans

cette affaire rien d'autre que ce qui est inclus dans la teneur du bill. Le bill n'accorde aucun privilège spécial. Il n'y a rien de dangereux dans ce bill, et le gouvernement n'a pas été approché quant à l'octroi de subsides.

Si la compagnie construit réellement un chemin de fer, c'est bien. Si elle ne le construit pas, la loi restera simplement dans les Statuts. D'ailleurs, les promoteurs du bill ont donné tous les renseignements possibles au comité et ils n'ont fait aucune demande d'octrois au gouvernement. Peut-être que le député de L'Islet pourrait nous donner quelques explications sur ce bill, puisqu'il est président du comité des chemins de fer.

M. Thériault (L'Islet): Le bill a été étudié au comité des chemins de fer, devant les promoteurs qui ont été interrogés par les membres du comité. Le bill ne demande aucun pouvoir extraordinaire; il demande simplement des pouvoirs pour permettre à la compagnie de s'incorporer. Les clauses dudit bill sont en tout conformes aux formalités d'usage. La procédure ordinaire a donc été suivie.

M. Smart (Westmount) demande plus d'explications.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition n'a aucun préjugé contre le bill et elle ne s'objecte pas au bill, mais nous avons posé des questions pour être mieux renseignés. Nous voudrions connaître le fond de l'affaire. Nous voudrions savoir quels sont les véritables promoteurs de ce projet et les personnes responsables de l'entreprise. L'honorable premier ministre sait qu'il y a des compagnies qui ont abusé des pouvoirs accordés par la Législature.

De nouvelles compagnies sont déjà venues demander des pouvoirs pour la construction de chemins de fer et sont ensuite venues demander des subsides du gouvernement. Quand ces subsides étaient obtenus, les compagnies se servaient d'une certaine clause contenue dans leurs bills pour faire le transport des actions de la compagnie à des personnes qui n'avaient pas voulu se montrer auparavant.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Qu'est-ce que cela pourrait bien faire que ce fût Pierre, Jean ou Jacques qui obtienne l'incorporation? Il dit qu'il avoue franchement, à la face des députés, qu'il n'en sait pas plus long sur les promoteurs du bill que l'opposition elle-même. L'on n'en connaît pas d'autres que ceux mentionnés dans le bill.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Ce que le gouvernement peut considérer comme ordinaire dans son administration peut être parfois extraordinaire. Pour moi, dit-il, le bill semble extraordinaire. La compagnie se réserve le droit de demander des subsides, des bonis, etc. De deux choses l'une, le bill veut dire quelque chose ou il ne veut rien dire. S'il veut dire quelque chose, il est cependant à présumer que les promoteurs de ce bill ont reçu l'assurance de l'aide du gouvernement.

De plus, il importe de bien se rendre compte si de pareilles entreprises sont sérieuses. Autrement, on risquerait de nuire aux opérations d'autres compagnies véritablement sérieuses. Souvent de sérieux projets concernant les chemins de fer ont échoué parce que des chartes existant déjà étaient entre les mains de gens qui n'avaient nullement l'intention de construire des chemins de fer. Je ne crois pas que des incorporations comme celle-là devraient être accordées.

M. Smart (Westmount) suggère que tous les bills ayant trait aux chemins de fer passent par la Commission des services publics avant d'être soumis à la Chambre. Il tente en vain d'obtenir du gouvernement quelques commentaires.

M. Duplessis (Trois-Rivières) et M. Smart (Westmount) suggèrent que l'on fasse un examen plus poussé avant qu'une charte soit accordée à une compagnie de chemins de fer. Beaucoup de compagnies, dit-il, obtiennent des chartes et semblent ne jamais avoir l'intention de construire une ligne, se présentant à la Législature périodiquement pour demander une prolongation de leur délai.

Le préambule est adopté.

Les articles 1 à 17 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Manoir Drummond Ltd.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 149 ratifiant un règlement de la ville de Drummondville et une résolution des commissaires d'écoles de ladite ville concernant le Manoir Drummond Limited.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Hôpital Jeffery Hale de Québec

M. Power (Québec-Ouest) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 151 concernant une propriété de l'hôpital Jeffery Hale de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Power (Québec-Ouest) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La loi des faillites

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que cette Chambre invite le gouvernement du Canada à étudier de nouveau la loi des faillites et à la faire modifier de façon à ce que l'hypothèque judiciaire, en matière de faillites, soit soumise aux lois civiles de la province de Québec, et que le greffier transmette cette résolution au premier ministre du Canada.

M. Blain (Montréal-Dorion): Le Conseil privé, dans une cause de la Banque Royale et LaRue, Trudel & Picher, vient de mettre de côté l'hypothèque judiciaire créée par le Code civil de la province de Québec, pour respecter la loi des faillites fédérale.

La Banque Royale du Canada institua des procédures contre une compagnie débitrice pour recouvrer une somme d'argent. Elle obtint jugement et enregistra son jugement sur une propriété de la défenderesse. Ce jugement était devenu une hypothèque en faveur de la Banque Royale du

Canada, le tout, en vertu du Code civil, article 2033 et suivants; 2034, hypothèque judiciaire résultant de jugements contradictoires ou par défaut, rendus par les tribunaux du Bas-Canada, et portant condamnation à payer une somme fixe de deniers.

La Banque Royale, détenant ainsi une hypothèque sur les biens de la débitrice, était devenue une créancière garantie au sens de la loi des faillites.

Deux ans après l'enregistrement du jugement, la débitrice fit cession de ses biens en vertu de la loi des faillites. La Banque Royale, créancière garantie, voulut réaliser sa créance comme elle en avait le droit. Le syndic s'avisa de contester non seulement le droit pour la Banque Royale de réaliser sa garantie, mais aussi le droit même à l'hypothèque: le syndic se basant sur l'article 11, paragraphe 10² de la loi des faillites, qui dit: À compter de l'enregistrement de la cession au bureau du registraire ou à un autre officier autorisé, l'ordonnance de séquestre ou la cession de biens doit avoir priorité sur tout certificat de jugement, jugement opérant comme hypothèque. La cause fut portée jusqu'au Conseil privé et ce dernier décida contre la Banque Royale, en faveur du syndic.

Il ne veut pas critiquer le jugement du Conseil privé, mais seulement examiner ses conséquences. La conclusion, c'est qu'en matière de faillite les articles du Code civil qui créent l'hypothèque judiciaire disparaissent.

Il rappelle un débat analogue soulevé en 1922 à l'Assemblée législative, par l'honorable M. Louis Létourneau³, priant le gouvernement fédéral de bien vouloir amender la loi des faillites, de manière à sauvegarder notre Code civil. Le résultat fut que la loi des faillites fut amendée en 1923, et aujourd'hui, les droits du propriétaire sont régis par les lois en vigueur dans chaque province.

Il veut la même chose. Puisque le droit civil français nous fut garanti par les traités lors de la cession, et aussi par l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, qui laisse aux provinces le droit de légiférer en matière civile, c'est à nous qu'il appartient de faire les démarches voulues pour que l'hypothèque judiciaire demeure en vigueur, même dans les cas de faillites, et il prie le gouvernement fédéral de bien vouloir modifier sa loi des faillites, de manière à sauvegarder notre droit. Par une motion, je demande que notre Code civil, nos lois françaises soient respectés avant la législation d'Ottawa et que cette Législature le fasse savoir au gouvernement d'Ottawa.

(Applaudissements des deux côtés de la Chambre)

M. Francoeur (Lotbinière): M. l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortier), l'ajournement du débat.
Adopté.

Demandes de documents:

Ouverture d'une route entre Sainte-Lucie et Sainte-Apolline, comté de Montmagny

M. Blain (Montréal-Dorion) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'il soit mis devant cette Chambre copie de toutes correspondances et de tous documents, contrats, etc., entre le ministère de la Voirie et toute personne au sujet de l'ouverture d'une route entre Sainte-Lucie et Sainte-Apolline, dans le comté de Montmagny.
Adopté.

Établissement d'hôpitaux

M. Thurber (Chambly) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à l'établissement d'hôpitaux dans les municipalités.

Adopté.

En comité:

Le comité étudie l'article 1 qui se lit comme suit:

"1. Les Statuts refondus, 1925, sont modifiés en y ajoutant, après le chapitre 113, le suivant:

"Chapitre 113A

"Loi concernant l'établissement
d'hôpitaux dans les municipalités"

"1. La présente loi peut être citée sous le titre de "loi de l'établissement des hôpitaux".

"2. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucun hôpital ne peut être établi dans une municipalité sans y avoir été au préalable autorisé par un règlement de la municipalité, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre des affaires municipales."

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose qu'un alinéa soit ajouté après les mots "affaires municipales":

"3. La présente loi ne s'applique pas à un hôpital tenu par une communauté religieuse."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

M. Thurber (Chambly) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la gazoline

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 59 modifiant la loi de la gazoline soit maintenant lu une troisième fois.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. l'Orateur, je désirerais faire quelques remarques avant que le bill soit voté. Je veux revenir sur un point discuté hier. Je crois que le bill ayant pour effet d'augmenter la taxe sur la gazoline ne s'impose pas. Je ne suis pas opposé à ce que le gouvernement trouve le moyen d'entretenir les chemins améliorés sans surcharger les municipalités. C'est une mesure que l'opposition a demandée avec insistance pendant cinq ans. Mais, d'un autre côté, je prétends que le gouvernement qui se vante d'encaisser un surplus de \$1,846,294.12 n'a pas le droit d'augmenter les charges du peuple pour faire face à ses dépenses et dans le but de conserver ses surplus dans l'intérêt de son parti.

Le gouvernement doit-il augmenter une taxe qui va peser sur 55 %⁴ à 60 % de la population de cette province pour l'unique raison d'avoir des surplus? Il ne faut pas alourdir le fardeau de taxes. Cela ne doit pas avoir pour conséquence d'accabler la population de taxes. D'ailleurs, le gouvernement dit qu'il demande cette augmentation de taxes à cause des dépenses extraordinaires nécessitées par l'inondation de l'automne dernier, les dégels du printemps prochain et l'entretien des routes améliorées. La loi doit s'appliquer chaque année. C'est bien beau de parler des dégâts causés par des inondations, mais ce

n'est pas en applaudissant à une hausse de taxes que l'on réglera nécessairement le problème. Nous ne connaissons pas et nous ne pouvons pas connaître maintenant à quel chiffre s'élèveront les dépenses. Pourquoi imposer une taxe qui sera prélevée tous les ans, à l'avenir, pour les inondations qui n'auront pas lieu tous les ans?

Le gouvernement a pris à sa charge la vente des liqueurs, en vue de se créer des revenus suffisants pour répondre aux besoins de notre voirie: pour l'entretien des routes et pour la construction, etc. Les touristes usent nos chemins, mais ils paient annuellement de forts montants à la Commission des liqueurs, usine du gouvernement. Et le peuple de notre province paie ses liqueurs à un prix exorbitant, toujours pour aider à l'entretien des chemins. Il ne faut pas oublier aussi qu'il est fortement question que le gouvernement d'Ottawa consente à se rendre à la demande du chef libéral de la Législature de Québec et à diminuer la forte taxe d'accise sur les alcools. Par conséquent, le gouvernement pourra retirer de cette diminution de droits un revenu annuel d'environ \$1,000,000.

Le gouvernement pourrait peut-être demander un crédit spécial, mais non imposer une nouvelle taxe permanente. Le gouvernement doit diriger son administration, afin d'augmenter ses revenus avec nos forêts et avec nos mines, car les revenus des forêts augmentent toujours et le revenu des mines augmente encore plus. Les ministres disent en effet que l'année dernière a été une des grosses années. Au ministère des Terres, on avait des revenus de \$4,004,432.15 en 1922 et, en 1927, \$6,601,146.18. Les mines qui rapportaient, en 1922, \$205,707.34 ont fourni au gouvernement, en 1927, \$427,045.15. Il y a augmentation constante des revenus. Sa taxe de trois sous augmente en raison du développement de l'automobilisme. Dans quelques années, elle rapportera des revenus énormes, au moins \$200,000 à \$300,000 de plus qu'aujourd'hui.

À propos de la gazoline, on a tort de faire des comparaisons avec l'Ontario, car chaque province a des différences économiques. La gazoline qui rapportait, en 1926, \$1,012,003.19 a fourni au gouvernement, en 1927, \$1,285,654.28.

Le gouvernement veut augmenter ses revenus en amendant sa loi relative aux donations entre vifs. La politique taxatoire du gouvernement est sans limite. Quand le parti du gouvernement était dans l'opposition, il traitait les \$4,000,000 de taxes qu'on prélevait de politique injuste et vexatoire. Aujourd'hui, le même parti taxe à l'année et, parce que quelques libéraux jouissent du pouvoir, on

trouve que la province est heureuse et prospère. Mais, dit le gouvernement, de toutes les provinces de la Confédération, c'est Québec qui est la moins taxée par tête.

Pour pouvoir affirmer cela, il faut faire des comparaisons. On ne peut sérieusement établir de comparaisons sans tenir compte des situations particulières de chaque pays ou de chaque province. Les autres provinces n'ont pas les mêmes besoins, les mêmes revenus, les mêmes conditions d'existence. De telles comparaisons ne reflètent pas nécessairement la situation réelle. Par exemple, dans l'Ontario, on paie moins cher pour l'électricité, ses cultivateurs retirent plus de leurs terres et les ouvriers reçoivent un meilleur salaire, et cela, à cause de son organisation économique, de ses méthodes meilleures que chez nous. Les ministériels oublient aussi qu'ailleurs les gouvernements donnent aux municipalités une partie des revenus provenant de la vente des liqueurs.

Aux États-Unis, les gouvernements locaux taxent la gazoline de deux sous, cinq sous et même sept sous à certains endroits, mais il ne faut pas oublier que dans ces États, la gazoline se vend 12, 13, 15, 17 et 19 centins le gallon au lieu de 30 ou 32 comme en beaucoup d'endroits de la province. On ne peut prétendre sérieusement que la différence dans le prix est équivalente à la différence dans la mesure. Il est vrai que le gallon est un peu plus petit là-bas, mais la différence du prix est encore énorme.

L'opposition prétend que le gouvernement est malvenu et n'est pas justifiable de présenter pour le moment cette mesure destinée à augmenter la taxe sur la gazoline. Il aurait dû le faire à la session précédant les élections, ou l'annoncer au cours des dernières élections. Rien dans le manifeste électoral du premier ministre n'indique cette augmentation. Au contraire, il promet à notre population d'alléger ses fardeaux. Il fait le contraire maintenant. En pratiquant l'économie dans certains départements, nous pourrions réaliser de forts montants, et nous pourrions nous exempter d'imposer au peuple de lourdes taxes.

Encore une fois, je ne veux nullement m'opposer à ce que le gouvernement prenne et ait les moyens d'entretenir économiquement les chemins, mais je ne veux pas surtaxer le peuple, quand le gouvernement se vante d'avoir un surplus de \$2,000,000, de \$3,000,000 par année.

Pourquoi taxer le peuple quand, l'an dernier, nous avons diminué notre dette de \$2,000,000? Nous croyons qu'il peut s'organiser sans taxer de nouveau la gazoline.

En conséquence, je propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

D'ici là, on verra si la taxe est nécessaire.

(Applaudissements à gauche)

L'honorable M. Nicol (Compton): J'ai donné toutes les explications pour supporter cette loi à la séance de la veille et je n'entends pas recommencer. L'honorable chef de l'opposition dit que les revenus des terres et des mines ont augmenté, mais il faut tenir compte des dépenses aussi. Les mines nous ont rapporté environ \$400,000, mais elles nous ont coûté \$500,000, car nous sommes dans la période du développement et de l'organisation. Les revenus des mines vont augmenter sans doute, elles nous rapporteront beaucoup plus dans quelques années, mais les revenus ne paient pas encore les dépenses pour le service des mines. C'est justement la politique du gouvernement de proportionner les revenus et les dépenses. L'exploitation forestière promet, cette année, une diminution de revenus à cause de circonstances spéciales. Mais j'en viens au point.

Si les revenus ordinaires ont augmenté, les dépenses ont aussi augmenté, tout particulièrement dans le domaine de la voirie. L'honorable chef de l'opposition prétend qu'il est comme nous en faveur de l'entretien des chemins. Les dépenses d'entretien des routes, celles occasionnées par la construction de nos chemins augmentent. L'an dernier, les dépenses de la voirie étaient de \$6,000,000. Elles atteignent déjà, cette année, la somme de \$10,000,000. Les détails d'entretien ont été considérables et, de plus, nous avons fait de nouvelles routes qui ont occasionné une dépense de \$4,000,000. Si le gouvernement prend à sa charge tous les chemins améliorés de la province, il lui faut des moyens pour faire face à la dépense. Il nous faut des revenus, car le coût d'entretien est plus élevé qu'on ne le prévoyait.

Malgré ce que dit le député de Deux-Montagnes (M. Sauvé), les revenus des mines ne seraient pas suffisants pour combler le déficit. Ce n'est qu'après avoir bien examiné la situation, après avoir étudié les sources de revenus et après avoir constaté qu'il était impossible de trouver des argent ailleurs que le gouvernement a cru qu'on ne pouvait faire mieux que de taxer. Il a songé à imposer une nouvelle taxe sur la gazoline, taxe qui paraissait la plus juste parce qu'elle appelle à contribuer pour environ la moitié ceux qui utilisent les routes et

particulièrement les touristes étrangers qui contribuent à l'usure de nos chemins. Vu l'importance des dépenses annuelles consacrées aux routes, l'augmentation est amplement justifiée. Le fardeau ne sera pas complètement assumé par la population de la province, mais sera partagé en grande partie par les visiteurs. Il est nécessaire que celui qui utilise nos routes contribue également à en assumer les frais, et ils ont été très élevés dernièrement. Nous ne pouvons donc prendre un autre moyen que l'augmentation de la taxe sur la gasoline. En augmentant seulement le prix des licences, ce ne serait pas juste pour la population de la province. Je demande à la Chambre de voter la troisième lecture de ce bill.

M. l'Orateur: L'amendement sera-t-il adopté?

Des voix ministérielles: Non, non. Oui.

M. l'Orateur: Dans mon opinion, les non l'emportent.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Vote.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Blain, Crépeau, Duplessis, Gault, Guertin, Lafleur, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, 10.

Contre: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bercovitch, Bergeron, Bernard, Bouchard, Bouthillier, Bullock, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Cohen, Côté, Daniel, Delisle, Desmarais, Dillon, Dufour, Dugas, Farand, Fortier, Francoeur, Frigon, Gagnon (Maskinongé), Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Gauthier, Grant, Lafrenière, Lahaie, Lamoureux, Laperrière, Lapière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Marchand, McDonald, Mercier fils, Messier, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Oliver, Papineau, Perrault, Phaneuf, Philps, Piché, Pilon, Plante, Power, Roy, Samson, Saurette, Savoie, Taschereau, Thériault, Thurber, Vautrin, 63.

Ainsi, l'amendement est rejeté.

La motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte après s'être divisée comme dans le cas du vote précédent, mais en sens inverse.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Pont sur la rivière Richelieu

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 52 pourvoyant à la construction et à l'entretien d'un pont sur la rivière Richelieu soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Loi de la voirie

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 44 modifiant la loi de la voirie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité:

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose: Que les deniers nécessaires pour mettre à exécution la loi de la voirie (Statuts refondus, 1925, chapitre 91) soient pris:

1. À même les sommes votées chaque année par la Législature pour l'amélioration et l'entretien des chemins;

2. À même les deniers que le trésorier de la province peut être autorisé, par arrêté en conseil, à prendre sur le fonds consolidé du revenu pour les fins de ladite loi de la voirie.

Nous changeons, dit-il, un article de la loi afin d'éviter une confusion. La loi dit que les deniers nécessaires pour mettre à exécution la loi de la voirie seront dépensés pour l'entretien des chemins. Nous voulons tout simplement mentionner que les deniers pourront être dépensés pour l'entretien et l'amélioration.

Lorsque le ministre de la Voirie expropriera des terrains pour redresser un chemin, c'est la loi des chemins de fer qui s'appliquera.

M. Duplessis (Trois-Rivières) discute des amendements.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) discute les amendements avec le député de Trois-Rivières (M. Duplessis). Il (l'honorable M. Perrault) fait quelques légères modifications aux suggestions du ministre de la Voirie (l'honorable M. Perron).

M. Duplessis (Trois-Rivières) reproche au gouvernement de donner trop de pouvoir au ministre de la Voirie.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue une première fois, une deuxième fois sur division, et adoptée sur division par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 44 modifiant la loi de la voirie.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

En comité:

Les articles 1 à 4 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 5 qui se lit comme suit:

"5. Ladite loi est modifiée en y insérant, après l'article 46, les suivants:

"46a. Le ministre de la Voirie peut planter des arbres, les entretenir, les émonder ou les abattre le long d'un chemin qu'il entretient et, avec la permission du propriétaire du terrain, sur tout terrain contigu à ce chemin.

"46b. Lorsque la tige ou les branches d'un arbre qui croît sur un terrain contigu à un chemin que le ministre de la Voirie entretient, nuisent à la circulation ou lorsque leur mauvais état fait craindre leur chute sur la voie publique, le ministre de la Voirie, sur le rapport d'un de ses officiers constatant ces faits et établissant que le propriétaire de l'arbre

refuse ou néglige d'abattre cet arbre ou de couper ces branches, ou, dans le cas d'arbres plantés par le ministre de la Voirie, établissant que le propriétaire du terrain refuse de laisser pénétrer sur son terrain, peut émettre un ordre signé de sa main autorisant le porteur à pénétrer sur le terrain et à abattre l'arbre ou à couper les branches, selon le cas.

"Les dépenses encourues pour abattre l'arbre ou couper les branches peuvent être recouvrées du propriétaire de l'arbre par action ordinaire au nom du ministre de la Voirie.

"46c. Lorsqu'un arbre ou la branche d'un arbre sont renversés sur un chemin ou sont rompus et menacent de tomber sur un chemin, tout préposé à l'entretien du chemin peut les couper et les enlever et recouvrer du propriétaire de l'arbre les dépenses qu'il a encourues."

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le texte de l'alinéa 46b soit biffé et remplacé par le texte suivant:

"46b. Lorsque la tige ou les branches d'un arbre qui croît sur un terrain contigu à un chemin que le ministre de la Voirie entretient, nuisent à la circulation, ou lorsque leur mauvais état fait craindre leur chute sur la voie publique, et que le propriétaire de l'arbre refuse ou néglige d'abattre cet arbre ou d'en couper les branches, ou, dans le cas d'arbres plantés par le ministre de la Voirie, lorsque le propriétaire du terrain refuse de laisser pénétrer sur son terrain, tout membre de la Commission des services publics de Québec peut, à la demande du ministre de la Voirie, après avoir donné au propriétaire du terrain un avis, d'au moins quinze jours, autoriser la personne qu'il désigne, dans un ordre signé de sa main, à pénétrer sur le terrain et à abattre l'arbre ou à couper les branches, selon le cas.

"Cet ordre fixe en même temps, s'il y a lieu, le montant de l'indemnité à être payée au propriétaire."

L'amendement est adopté.

L'article 5, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 6 à 9 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Subvention
aux écoles ménagères**

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 concernant une certaine subvention aux écoles ménagères provinciales soit maintenant lu une deuxième fois.

Il s'agit d'aider davantage l'École ménagère de Montréal, afin que cette dernière puisse s'acheter un nouveau local. L'École ménagère était logée à l'École technique. Nous lui assurons une maison à elle.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Est-ce qu'il ne vaudrait pas mieux améliorer l'enseignement que de construire une nouvelle bâtisse?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'enseignement ménager dans la province a mon appui.

Adopté.

L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code de procédure civile,
article 72a**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 65 modifiant l'article 72a du Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

La séance est levée à 6 heures.

NOTES

1. Dans *L'Événement* du 23 février 1928, à la page 1, on dit que c'est M. Hector Authier qui est au fauteuil.

2. Dans *L'Action catholique* du 23 février 1928, à la page 1, on parle du paragraphe 19.

3. Il s'agit de Louis-Alfred Létourneau, député libéral à l'Assemblée législative en 1922, bien que certains journaux parlent d'un S. Létourneau, soit Séverin Létourneau, à l'époque conseiller législatif.

4. Lors de la séance du lendemain, celle du 23 février 1928, le chef de l'opposition protesta contre le compte rendu de *L'Événement* du 24 février 1928, à la page 10, dans lequel on lit que M. Sauvé a dit que la taxe sur la gasoline affectait 25 % de la population. Ce dernier a dit 55 %. "C'est vrai, rétracte *L'Événement* dans un article signé d'Edmond Chassé. Voilà une erreur typographique que nous n'avons pu contrôler et nous la regrettons. Mais nous croyons qu'il n'y a pas plus de 25 % des citoyens de cette province qui ont des autos."

Séance du jeudi 23 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 heures¹.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec;

- bill 129 annulant la substitution créée par acte de donation de Stanislas-Donatien Joubert à ses enfants, le 20 avril 1921;

- bill 142 ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon.

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 147 constituant en corporation The Bell Telephone Pension Fund Corporation.

Et, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal.

M. Charbonneau (Napierville-Laprairie)²: J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le cinquième rapport du comité permanent de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation. Voici le rapport:

Votre comité s'est de nouveau réuni ce matin sous la présidence de M. Charbonneau, et a décidé de déléguer MM. Fortin, Lafrenière et Lemieux (Wolfe) auprès de l'officier en loi du département du procureur général, aux fins d'obtenir de plus amples informations au sujet de la loi relative au prêt agricole, actuellement en voie de préparation, et de discuter particulièrement de l'opportunité de nommer un notaire membre de la commission du prêt agricole.

Explications sur des faits publiés:

**Compte rendu de L'Événement
au sujet de la loi de la gazoline**

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre un compte rendu publié par *L'Événement* qui a mal rapporté ses paroles prononcées en Chambre lorsqu'il a critiqué l'augmentation de la taxe sur la gazoline. Il n'a pas dit que la taxe affectait 25 %, mais 55 % de la population. Il n'a jamais dit que le gouvernement doit diriger sa politique vers l'exploitation de nos forêts et de nos mines³.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Le chef de l'opposition ferait mieux de se fier aux comptes rendus du *Soleil*.

**Travaux
de la Chambre**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Comment il se fait que le gouvernement demande à la Chambre de travailler le soir bien que de nombreux bills du gouvernement, une vingtaine environ, soient inscrits à l'ordre du jour, bills qui ne sont pas encore imprimés?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Ces réponses ne sont pas encore prêtes. Le gouvernement a voulu donner avis de la législation qui sera présentée au cours de la présente session.

**Division d'enregistrement
de Laval**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des colporteurs**

M. Bédard (Québec-Comté) demande la permission de présenter le bill 181 modifiant la loi des colporteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code municipal,
article 228**

M. Bédard (Québec-Comté) demande la permission de présenter le bill 180 modifiant l'article 228 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Chemin de la rivière aux Orties,
comté d'Yamaska**

M. Renaud (Laval): 1. Quel est le coût total du sablage ou gravelage du chemin dit de la rivière aux Orties, dans la paroisse de Pierreville, comté d'Yamaska?

2. Le gouvernement devait-il contribuer pour 50 % du coût d'amélioration?

3. Dans la négative, quelle devait être la contribution du gouvernement?

4. Quelle somme a déjà payé le gouvernement pour ladite amélioration et quelle somme lui reste-t-il à payer?

5. Qu'attend le gouvernement pour régler définitivement cette affaire?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Selon l'ingénieur du département de la Voirie, le coût des travaux d'ensablage exécutés en 1927 dans la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, sur le chemin de front du rang Saint-Jacques, est de \$2,219.49.

2. Des octrois à 50 % jusqu'à concurrence de \$850 avaient été promis.

3. Répondu au no 2.

4. La somme de \$850 a été payée en entier.

5. Le conseil municipal n'ayant pas voulu accepter les comptes approuvés par l'ingénieur du département de la Voirie, l'affaire est considérée comme étant réglée.

**Route du Rocher-Percé,
Chambord**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Combien a coûté le relèvement de la chaussée sur la route régionale à l'endroit appelé Rocher-Percé, entre Chambord et Desbiens?

2. Qui a payé les frais de ces travaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le gouvernement l'ignore.

2. La Quebec Development Company.

**Route le long
de la rivière Péribonka**

M. Crépeau (Sherbrooke): 1. Combien ont coûté les terrassements faits pour la route régionale le long de la rivière Péribonka?

2. Qui a payé les frais de ces travaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. Le gouvernement l'ignore.

2. La Quebec Development Company.

**Chemin du rang 4,
canton Parent**

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Combien a coûté la reconstruction du chemin du rang 4, canton Parent, affecté par l'inondation?

2. Qui a payé les frais de ces travaux?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1. \$89,012.04, y compris les ponts et les terrassements.

2. 50 % payé par la Quebec Development Company et 50 % par le département de la Voirie.

**Bois de pulpe
exporté aux États-Unis**

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle quantité de bois de pulpe a été exportée de la province de Québec aux États-Unis: *a.* En 1925? *b.* En 1927?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

1. *a.* En 1925, 710,086 cordes; *b.* En 1927, statistiques incomplètes.

**Division d'enregistrement
de Laval**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 50 concernant certains enregistrements de la division d'enregistrement de Laval.

Adopté.

**Taxe sur
les corporations**

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable

M. Perrault), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 68 modifiant la loi de la taxe sur les corporations.

Adopté.

Ville de Racine

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 99 constituant en corporation la ville de Shipshaw.

Adopté.

En comité⁴:

Le comité étudie le préambule qui se lit comme suit:

"Attendu que Alcoa Power Company Limited, corporation ayant son bureau principal en la cité de Montréal, Harold R Wake, gérant de cité, et McNeely DuBose, surintendant, tous deux de la cité d'Arvida, comté de Chicoutimi, ont, par leur pétition, représenté:

"Que Alcoa Power Company Limited est propriétaire de la Chute-à-Caron, sur la rivière Saguenay, comté de Chicoutimi, et de la plus grande partie du territoire adjacent;

"Que les travaux en voie d'exécution, et qui doivent être exécutés à la Chute-à-Caron et sur le territoire adjacent, le harnachement des forces hydrauliques s'y rapportant, et la construction des barrage, canal, usine génératrice et atelier sur ledit territoire pour y établir une grande station hydroélectrique, vont déterminer une affluence considérable de personnes dans le territoire décrit à la section 2 de la présente loi, qui forme actuellement partie de la municipalité du canton Tremblay et de la municipalité de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquières;

"Que l'existence de cette immense station hydroélectrique va contribuer grandement au développement de diverses industries dans les deux comtés de Chicoutimi et de Lac-Saint-Jean, et dans la province de Québec en général;

"Que tous les plans de ce développement hydroélectrique ont été complétés et dûment approuvés;

"Que des travaux considérables ont déjà été exécutés sur ce territoire, y compris la construction d'un pont-rail au-dessus de la rivière Saguenay, en bas de la Chute-à-Caron, et celle de voies ferrées;

"Que toutes ces améliorations vont se continuer sans délai, et qu'il est nécessaire de constituer en municipalité de ville le territoire en question;

"Qu'une partie dudit territoire sera subdivisée en lots à bâtir, et qu'on y érigera des résidences, des écoles et autres édifices;

"Qu'on entend installer, dans ce territoire, un aqueduc, des services d'éclairage et d'égout, et que tous les autres services publics requis pour faire de la ville projetée une municipalité moderne et assurer le bien-être de ses habitants seront établis dans ledit territoire;

"Que la construction de ces usines et ces améliorations procureront de l'ouvrage à une population considérable, mais instable, pendant plusieurs années, avant que la municipalité soit complètement organisée, et qu'il est à propos de pourvoir à son administration pendant cette période;

"Attendu que ladite pétition contient une demande à cette fin; et

"Attendu que le conseil municipal de la municipalité du canton Tremblay, et celui de la paroisse de Saint-Dominique-de-Jonquières, qui sont les seules municipalités atteintes par l'érection de la ville projetée, ont approuvé la demande des pétitionnaires et ont exprimé le désir que ledit territoire soit, sans délai, constitué en ville séparée;

"Attendu qu'il convient de faire droit à la demande des pétitionnaires;

"À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:"

M. Duplessis (Trois-Rivières) fait remarquer, après la lecture du préambule de la loi, que ces lois sont dangereuses. Dans ces projets, dit-on, on ne considère que l'intérêt de la compagnie; on laisse de côté ceux du peuple. Il s'objecte aux chartes spéciales. Je comprends que deux chartes ont été accordées dans cette région pour des villes semblables, et ce furent deux pas dans la mauvaise direction. Il importerait de n'en pas faire un troisième. Trop nous avancer sur ce terrain serait porter atteinte aux droits du peuple et de la province. Je suis informé que plusieurs municipalités de la région de Chicoutimi ont passé des résolutions pour s'opposer à l'octroi des privilèges demandés dans ce bill.

M. Delisle (Chicoutimi): La seule municipalité qui ait protesté est celle de Kénogami³. La compagnie Alcoa Power, qui exécute les travaux

d'harnachement à la Chute-à-Caron, a de gros travaux à exécuter. Au début, ce sera une population mobile qui demeurera sur le territoire de cette ville et la compagnie, pour assurer l'établissement et le progrès de celle-ci, doit nécessairement contrôler le territoire qu'elle occupe.

Les pouvoirs, extraordinaires en apparence, que demande la compagnie sont nécessaires pour que puisse être menée à bonne fin l'entreprise. Ils ne lui seront accordés qu'en 1928 pour jusqu'en 1938. Les précédents déjà créés ont montré que c'est pour le plus grand bien de la population qui travaille dans les villes ainsi constituées. Cette loi est donc d'intérêt public.

Nous avons accordé une charte à Arvida et personne n'a eu à se plaindre. J'ai toute confiance que la Chambre acceptera le projet de loi comme le comité l'a accepté.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande d'ajourner cette question pour permettre à la Chambre de vider séance tenante le bill concernant le droit de vote aux femmes dans la province de Québec.

Le préambule est adopté.

Les articles 1 à 73 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

Droit de vote des femmes⁶

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 176 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), que le bill ne soit pas maintenant lu une deuxième fois, mais qu'il soit renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Je demande que la Chambre réfère ce bill au comité des bills publics où les femmes pourront venir plaider leur cause et nous faire valoir tous les arguments.

Des voix ministérielles: Expliquez-vous.

M. Tremblay (Maisonneuve): Les règlements de la Chambre me donnent raison de procéder ainsi. À la page 116 du Règlement, article 441, il est dit qu'un bill peut être renvoyé au comité des bills publics pour étude avant qu'il ait subi la deuxième lecture en Chambre. C'est ce que je propose en m'appuyant sur les règlements.

Des voix ministérielles: Expliquez-vous.

M. Tremblay (Maisonneuve): Je voudrais être bref. Je ne voudrais pas que l'on pense que je veux jouer en présentant ce bill.

(Rires)

Il ne prend pas cette mesure comme une plaisanterie. Si d'autres en font un jeu, je ne suis pas dans le même cas. Les femmes ont le droit de vote aux élections fédérales. Elles ont aussi droit de vote aux élections provinciales dans les autres provinces. Je ne vois pas pourquoi elles n'auraient pas ce même droit dans la province de Québec.

Si je m'en fais le défenseur, c'est que mon expérience m'a permis de bien juger des effets d'une pareille loi. Ma mère et ma sœur vivent en Ontario et elles étaient opposées au droit de suffrage pour les femmes auparavant. Mais, depuis qu'elles l'ont, elles en sont satisfaites, elles sont fières d'en exercer les prérogatives. Personne ne pourrait leur enlever le droit qu'elles ont acquis de se prononcer sur des questions provinciales et fédérales.

On a dit qu'en donnant droit de vote aux femmes ici, elles se laisseraient entraîner à des désordres dégoûtants. Je ne crois pas que l'on s'exposerait à des désordres de toute nature, en permettant aux femmes de voter. Je proteste énergiquement contre une telle affirmation. Ma mère et ma sœur ne sont pas plus mauvaises parce qu'elles vont au poll. Ma femme vote au fédéral et elle n'est pas plus mauvaise femme pour tout ça.

La femme est la première intéressée et elle saura protéger ses intérêts. On a aussi prétendu que, si on donnait le droit de vote aux femmes, elles feraient concurrence à l'homme dans tous les domaines; cela n'est pas exact. Dans d'autres pays, notamment l'Australie et la Nouvelle-Zélande, les femmes ont le droit de vote et elles peuvent se prononcer sur les questions sociales. Pourtant, en Australie, pas un homme ne gagne moins de \$100 par mois, tandis qu'ici plusieurs ne gagnent que 20 sous l'heure; là, aussi, le gouvernement accorde des allocations familiales.

Plusieurs prétendent qu'ils ne veulent pas se laisser influencer par les femmes qui auraient le droit

de vote comme eux; ils aiment mieux se laisser influencer par des camarades à la taverne du coin. La femme qui voterait protégerait avec un instinct jaloux ses intérêts et ceux de ses enfants. D'ailleurs, puisque les femmes ont le droit de se prononcer sur la politique fédérale, qui intéresse tout le pays, pourquoi ne pourraient-elles pas se prononcer sur les questions provinciales?

À l'heure actuelle, la femme se trouve chez nous dans une position d'infériorité vis-à-vis son compagnon. Aujourd'hui, l'homme seul ayant le droit de vote, il est porté à négliger de renseigner son épouse. Si les femmes avaient le droit de voter, le mari, au lieu de courir les clubs le soir, au lieu d'aller discuter politique avec ses camarades, devant un verre de bière chez le tavernier, aurait intérêt à se rendre chez lui, le soir, pour tenter de renseigner sa femme et les membres de sa famille des questions politiques. On supprimerait ainsi beaucoup de querelles dans les familles.

Une voix: Écoutez! Écoutez!
(Rires)

M. Tremblay (Maisonneuve) proteste de la sincérité de ses intentions. Je ne permettrai aucune manifestation. Si on ne partage pas mon opinion, qu'on la respecte au moins. On m'a demandé d'éclairer la Chambre sur ce sujet et j'entends user de mon droit. La vie de famille s'améliorerait si l'homme et la femme étaient intéressés dans les questions politiques.

Une voix: Ah! Ah!
(Rires)

M. Tremblay (Maisonneuve): Je ne subirai pas de rires déloyaux. Je suis franc et je demande la franchise de la femme de ma province. Elle doit être placée sur un pied d'égalité avec les femmes des autres provinces et des autres pays. Pensez-vous m'enterrer avec vos manifestations? Quand la femme aura le droit de vote, son mari pourra rester au foyer et discuter politique avec elle; cela aura pour effet de faire revivre l'esprit de famille qui disparaît de nos demeures. Mais le bill a besoin d'être discuté et c'est pourquoi je demande qu'il soit référé au comité des bills publics.

M. Smart (Westmount): Ce n'est pas la place ici pour entendre les femmes. Avant de "tuer" le bill à la deuxième lecture, on devrait au moins permettre aux femmes de venir s'expliquer devant les

membres du comité. Si les femmes sont capables de voter au fédéral, elles sont aussi aptes à voter au provincial. Je m'accorde avec l'honorable député de Maisonneuve pour que le bill soit référé à un comité.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Nous connaissons les raisons et les objections au sujet de ce bill qui revient pour la troisième fois devant la Chambre. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de le référer au comité des bills publics. Si la Chambre vote la deuxième lecture du bill, elle en acceptera le principe, et alors, nous le référerons au comité des bills publics et, même s'il ne va pas jusque-là, cela signifie que la question reviendrait encore une fois devant la Chambre, après avoir été étudiée par le comité. Dans le bill, on demande non seulement le droit de vote, mais le droit de siéger à la Chambre pour les femmes. Ce serait probablement bon pour nous et un avantage pour nous, mais peut-être pas autant pour elles. Encore une fois, la Chambre sait ce qu'il y a dans le bill. À tout événement, je crois que la Chambre n'a qu'une chose à faire: se prononcer sur la question.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le seul moyen d'entendre les personnes en faveur du bill est de soumettre celui-ci au comité des bills publics⁷. Je ne vois pas pourquoi le premier ministre refuse aux intéressées d'être entendues devant le comité. Le premier ministre oublie de dire qu'au comité des bills publics tous les députés ont le droit d'accès et de discussion, s'ils n'en sont pas tous membres, et le public a le privilège d'y faire valoir ses droits. Il serait difficile de refuser la demande aux promotrices du bill dont le député de Maisonneuve s'est fait le parrain. L'article 441 donne au député de Maisonneuve le droit de demander que ce bill soit référé au comité des bills publics.

Les promotrices demandent ce moyen de se faire entendre. Je veux jouer franc jeu. La Chambre s'est déjà prononcée contre le projet. J'ai voté deux fois contre des mesures semblables, et je n'ai pas changé d'opinion. Il sait qu'en disant cela il s'attire des "reproches délicats mais amers". Mais est-ce parce que des députés seraient contre le principe du bill qu'ils refuseraient d'entendre des femmes qui ont fait de la question une étude spéciale? Ce ne serait ni gentil ni galant. Nous n'avons pas intérêt à préjuger les disciples du suffrage féminin contre nous.

Pour ma part, j'aimerais à entendre leurs explications, elles qui ont fait des études spéciales sur la question. Les femmes devraient être entendues. Si les femmes avaient le privilège d'exposer leur

projet, elles parviendraient peut-être à faire changer d'opinion quelques députés. Il n'est pas convenable de leur refuser cette faveur, à cause surtout du rôle qu'elles jouent dans la société. Le bill peut être référé au comité pour que les promotrices soient entendues. Le comité pourra ensuite adopter le bill ou le rejeter. Si le bill est accepté par le comité, il sera toujours temps de l'entendre en Chambre tout comme aujourd'hui. En donnant aux femmes cet avantage, on n'accorderait pas de faveur au député de Maisonneuve (M. Tremblay), mais aux femmes de la province de Québec.

M. Guertin (Hull): La Chambre s'est déjà prononcée contre le bill, mais cette année il y a beaucoup de nouveaux membres et, peut-être, l'opinion sera différente⁸. À titre de nouveau membre, je tiens à dire que plusieurs députés n'ont pas entendu ce qui s'est dit au sujet du droit de vote des femmes et qu'ils auraient intérêt à la réouverture du débat. Il aimerait à entendre un débat sur la question. Il fait appel à la galanterie des députés.

M. Duplessis (Trois-Rivières) appuie la proposition du député de Maisonneuve (M. Tremblay).

M. l'Orateur: La motion du député de Maisonneuve, proposant que le bill soit référé au comité des bills publics est dans l'ordre.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je ne sache pas que la galanterie puisse changer les règles de cette Chambre. La galanterie n'est pas toute à gauche, M. l'Orateur, et il nous semble que le devoir de la Chambre est d'observer son Règlement et de ne pas envoyer un bill au comité avant d'en avoir accepté le principe. Il demande que toute la Chambre se prononce immédiatement, et non seulement le comité, sur les principes du bill.

M. Blain (Montréal-Dorion): Les principes de la plus élémentaire justice veulent que les femmes ne soient pas condamnées sans avoir été entendues.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Bercovitch, Blain, Cohen, Delisle, Dillon, Duplessis, Gault, Gauthier, Guertin, Lafleur, Lahaie, Lapiere, Oliver, Papineau, Poulin, Power, Renaud, Sauvé, Smart, Tremblay, Vautrin, 22.

Contre: MM. Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Bouchard, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Côté, Daniel, Dansereau, Desmarais, Dufour, Farand, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Lamoureux, Laperrière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, McDonald, Mercier fils, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Perrault, Phaneuf, Philips, Pilon, Plante, Rochette, Roy, Saurette, Savoie, Taschereau, Thurber, 40.

L'amendement est ainsi rejeté.

La motion principale est de nouveau mise en délibération.

M. Bédard (Québec-Comté) félicite l'honorable représentant de Drummond (M. Laferté) de son élection à la présidence. Il fait de l'ironie au sujet du député de Maisonneuve (M. Tremblay) et du député de Hull (M. Guertin). Nous sommes appelés à discuter le principe du droit de vote des femmes. Ce n'est pas la première fois que cette question vient devant la Chambre.

On se plaint que notre Code civil ne donne pas aux femmes les mêmes droits qu'il accorde aux hommes. C'est vrai. Mais il ne lui impose pas non plus les mêmes obligations. Il tient compte du rôle que la nature a assigné à chacun. S'il n'en était ainsi, la femme serait moins bien protégée, elle risquerait de n'être plus femme.

Les femmes de notre province ne se plaignent pas de leur rôle. L'homme connaît mieux la femme qu'elle ne se connaît elle-même. Les raisons de l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay), qui a dit que le droit de vote aux femmes garderait le mari à causer de politique à la maison, après sa journée de travail, ne me paraissent pas sérieuses. Je crois que les femmes de chez nous ont de meilleures armes que le droit de vote ou de parler de politique pour garder leur mari le soir à la maison. Est-il nécessaire pour garder l'harmonie au foyer que nos mères, nos sœurs et nos filles descendent dans l'arène politique? Le projet de changer le statut de nos femmes est un projet dangereux, périlleux. Il n'est pas nécessaire que les femmes aient le droit de vote pour que règne chez nous l'harmonie.

D'ailleurs, il ne s'agit pas de décider du plus ou moins degré de l'intelligence et de la capacité de la femme. Il s'agit de savoir et de décider si la femme peut user des droits politiques sans danger pour le rôle qu'elle a à remplir, pour elle-même, pour la famille. Il faut tenir compte de ce qu'elle est et de ce qu'elle doit être. Tout être humain a sa loi dont il ne

peut s'affranchir impunément, et la loi de la femme, le seul droit de la femme est en regard de la maternité.

Ce que l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) demande et veut créer, c'est l'égalité entre les deux sexes, et il faut que la femme soit non plus la compagne mais la rivale de l'homme dans tous les domaines. Il faut qu'émancipée et ne relevant que d'elle-même, elle coure tous les hasards de la lutte pour l'existence.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Honte! Honte!

M. Bédard (Québec-Comté): Avant de décréter que les droits de la femme doivent être égaux à ceux de l'homme, il faut se demander s'il y a une différence d'aptitudes d'un sexe à l'autre. Cela est impossible, ensuite à cause de l'inégalité naturelle que l'on remarque chez l'homme et chez la femme et qui est constatée partout, même si nous descendons plus bas dans la nature, chez les animaux, par exemple, où l'on trouve que le développement n'est pas le même chez le mâle que chez la femelle. Il n'y a pas d'égalité d'aptitudes et il ne peut y avoir égalité de fonctions. On doit élever la femme en rapport avec ses fonctions. L'éducation ne peut être la même chez deux êtres qui ne sont pas appelés aux mêmes fonctions. L'égalité absolue entre l'homme et la femme sera toujours irréalisable.

Si la loi de la femme est la maternité, son rôle ne consiste pas seulement à donner la vie à l'enfant, mais aussi à le nourrir, à l'élever, à diriger son cœur et son esprit, à lui donner la leçon et l'exemple du devoir. Ce rôle a bien son utilité et sa noblesse. Je n'en connais pas de plus grand. C'est son plus beau rôle en ce monde. Tant pis pour celles qui ne le comprennent pas. Au point de vue naturel et au point de vue moral, il y a une différence essentielle entre l'homme et la femme. Dans l'ordre moral, les différences sont peut-être encore plus marquées.

Jamais on ne pourra combler les différences voulues par le Créateur. Les règles de la nature seront toujours là pour nous démontrer que les hommes sont toujours des hommes et les femmes toujours des femmes. L'égalité que demande le député de Maisonneuve pour les femmes amènerait l'abolition de la famille. Il se peut qu'il y ait certaines veuves qui préfèrent abandonner la maternité aux hommes et se passionner avec les questions qui attirent ceux du sexe masculin, mais ce ne sont que des exceptions qui confirment la règle.

Dans les autres pays, l'égalité des femmes et des hommes n'est pas un succès. Dans certains pays,

on a permis aux femmes de se faire avocates. Cette tentative a été un fiasco. En France, où il y a des avocates, le *Gaulois* disait ces jours derniers: "Ces dames et ces demoiselles lâchent le Barreau à qui mieux mieux." La femme qui doit travailler pour gagner sa vie a droit au respect. Celle qu'il faut arracher à son foyer pour l'envoyer à l'atelier mérite la pitié la plus profonde.

Les femmes ne souhaitent pas l'égalité. La femme... Je voudrais faire plaisir à l'honorable député de Trois-Rivières et le convaincre. Malheureusement, nous sommes peut-être dans le seul domaine où il ne jouisse d'une expérience consommée⁹... La femme de chez nous est avant tout conservatrice...

Une voix de l'opposition: Écoutez, écoutez.

M. Bédard (Québec-Comté): ... et je doute qu'elle serait contente si nous l'arrachions à son foyer pour la lancer dans les luttes politiques. La femme de chez nous a au plus haut degré l'instinct de l'ordre. Les trop grandes réformes qui nous séduisent les inquiètent parfois. C'est chez la femme que les opinions ou les croyances sur le point de s'effriter ou de disparaître trouvent leurs derniers fidèles. Non seulement la femme de chez nous est attachée à sa langue et à sa foi, elle est enracinée à notre sol encore plus que l'homme. Bien rares sont celles qui s'expatrieraient d'elles-mêmes, et c'est toujours le cœur serré qu'elles se résignent parfois à quitter notre province pour suivre un père, un mari ou un fils épris de désir d'aller tenter fortune sous un ciel étranger.

Ces oppositions sont surtout frappantes dans l'union des deux sexes: l'amour de l'homme se traduit par le désir de protéger, celui de la femme par le besoin d'être protégée. Ce qu'il faut pour la femme, c'est la protection, spécialement pour elle que les circonstances de la vie ont arrachée à son foyer. C'est le devoir de l'homme d'assurer cette protection, même malgré elle. C'est protéger la femme que de l'empêcher de se lancer dans la politique.

Il faut l'instruire car plus elle sera instruite, mieux elle remplira son rôle. C'est encore au foyer que les femmes trouvent le plus d'indépendance et de liberté, où elles sont reines et mères. La femme de chez nous comprend ce rôle. Protégez-la donc en ne l'arrachant pas malgré elle à la famille dont elle est l'ange gardien du sanctuaire où elle trône, le foyer. Nous avons besoin que nos mères restent nos mères, gardiennes de nos foyers dont elles sont les bons génies.

Croit-on que les luttes politiques aideront à l'harmonie des familles et à leur unité? M. l'Orateur, si la femme obtient les mêmes droits que l'homme, l'égalité pourra régner dans le ménage et non l'harmonie. Figurons-nous les deux époux combattant dans deux camps opposés. Voyez-vous le mari et la femme s'en allant aux urnes, en se chamaillant? Que serait la vie au foyer si l'homme était d'une opinion politique et la femme d'une autre? Il y aurait de la bataille.

M. Tremblay (Maisonneuve): On pourrait mettre un peu d'esprit chrétien dans le ménage.

M. Bédard (Québec-Comté): Le jour où la femme sera électrice, pourquoi ne serait-elle pas députée? Et il arrivera que la femme siégera à l'extrême droite pendant que son mari siégera à l'extrême gauche. Les deux augures ne pourront se regarder sans rire, et c'est encore ce qu'ils auront de mieux à faire. C'est par une idée exagérée des droits des individus, et par un oubli entier du point de vue social, qu'on est conduit à demander l'égalité politique pour les femmes. Dans la famille comme dans la société, nous voyons des êtres différents par les aptitudes et, par conséquent, ayant des destinées diverses. Si on admet pour les deux sexes des aptitudes et des droits semblables, la conséquence est l'égalité des fonctions sociales.

Si l'on ne voit dans la femme que l'individu qui doit faire l'expérience de la vie à ses risques et périls, son premier devoir serait de chercher à se rendre indépendante par son travail, et elle sera d'autant plus libre qu'elle sera plus capable de se suffire à elle-même. Mais la femme émancipée devra travailler comme l'homme. Et que devient alors la famille? Une association où chaque associé apporte sa part de gain, un contrat qui sera brisé à la volonté des parties. Loin d'être l'idéal de la famille, c'en est la négation. Jamais l'égalité sociale ne sera possible. Née pour être épouse et mère, la femme ne trouvera sa vraie liberté ni à l'usine ni à la tribune. Fille ou mère, qu'elle s'attache à son foyer comme le naufragé à la planche qui le soutient, car c'est là seulement qu'elle est libre.

Ce qui me frappe le plus, c'est que les plus grands partisans des droits des femmes ne sont pas des femmes. Mais celles qui ont le plus de raison, de savoir, d'expérience de la vie sont les premières à repousser cette égalité paradoxale, et chez nous, heureusement, c'est l'immense majorité qui comprend qu'en s'efforçant d'être semblables à l'homme, elles risquent de devenir inférieures à elles-mêmes.

Elles se méfient d'une liberté qui les expose à laisser un morceau de leur robe à chaque buisson du chemin; elles repoussent l'indépendance matérielle pour n'attacher de prix qu'à l'indépendance morale qu'elles trouvent au foyer où elles sont reines et prêtresses. Les meilleures se montrent les plus éloignées de la vie publique, parce que ce sont elles qui ont le plus à y perdre. Nos femmes ne souhaitent même pas cette égalité qu'on leur a imposée dans le domaine de la politique fédérale et dont elles ne se sont servies que pour châtier ceux qui ont voulu les abaisser au niveau des hommes.

Les femmes de chez nous ne rêvent pas tant de devenir des députées et ne demandent pas tant d'élire des députés que de garder leur droit au rôle d'en former une génération qui en fera d'excellents pour l'avenir. La femme estime que son sexe a ses devoirs et ses vertus propres, et elle entend rester l'honneur et le charme du foyer.

Pourquoi donc, dans un geste sacrilège, l'arracherions-nous du sanctuaire d'où elle domine le monde et, en est en même temps que l'éducatrice, la force morale?

Nous tenons à écarter la femme de la vie publique. Nous avons besoin que nos mères restent nos mères. Plus nous voulons écarter la femme de la vie publique, plus nous lui devons de respect dans la vie privée. Le foyer lui appartient comme elle appartient au foyer. La femme doit rester au foyer. C'est là seulement qu'elle trouvera, sinon une égalité à laquelle elle ne tient pas, son droit d'être honorée du mari et obéie de ses enfants, et qu'elle conservera l'autorité qui lui appartient, c'est-à-dire l'autorité morale.

M. l'Orateur, il ne fut jamais plus nécessaire qu'aujourd'hui que la femme reste femme. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Cantin), que la deuxième lecture du bill 176 ne soit pas faite maintenant, mais dans six mois.

M. Tremblay (Maisonneuve): M. l'Orateur, je demanderais la permission de retirer le bill.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député nous a dit qu'il était sérieux. La Chambre ne peut pas perdre inutilement un après-midi, et cela n'est pas une farce.

M. Côté (Bonaventure): J'ai déjà eu l'occasion, par mon vote, M. l'Orateur, de me prononcer sur la question qui est maintenant devant la Chambre pour la troisième fois, je crois. Mais j'ai cru devoir, cette

année, expliquer mon attitude au sujet des droits et privilèges que l'on réclame, en faveur de celles devant qui l'homme s'est si bien habitué à s'incliner et à fléchir, au point que leurs moindres désirs semblent des droits acquis, qui ne souffrent pas discussion.

M. l'Orateur, c'est peut-être avec inquiétude que je me lève pour donner mon opinion, sachant qu'elle sera pesée, jugée par d'admirables intéressées qui ne manqueront pas, j'en suis convaincu, de s'ériger en tribunal d'appel de la décision de cette Chambre, si le bill devait être rejeté. Malgré moi, il me semble qu'une voix intérieure me dit les mêmes paroles qu'adresse à l'accusé, à la veille d'enregistrer son plaidoyer, le magistrat sévère: "Vous êtes obligé de ne rien dire, mais tout ce que vous direz pourra servir contre vous."

La conséquence, M. l'Orateur, c'est que je devrais, il me semble, m'assimiler à la position d'un témoin devant la cour qui, voulant donner son opinion franche et sincère, mais qui, redoutant des conséquences personnelles, requiert la protection de la cour, et je me demande si je ne devrais pas réclamer votre protection, espérant qu'elle me servirait de cuirasse contre ce qu'Ésope prétendait être ce qui peut faire le plus de bien comme le plus de mal ici-bas. Les orateurs qui m'ont précédé ont touché aux deux questions du droit de vote comme à celui de leur éligibilité comme membres du Parlement provincial.

Il y a de multiples raisons à l'encontre de l'opportunité de donner le droit de vote, mais je crois que ces arguments se décuplent pour leur décliner le droit de devenir députées. Ce bill 176 ne prévoit pas seulement à donner aux femmes le droit de vote, mais il demande en plus qu'on leur accorde le droit de briger les suffrages, de parcourir les campagnes et les tréteaux politiques et, les électeurs aidant, de venir siéger en cette enceinte parlementaire. Les femmes seraient les premières à ne pas se féliciter d'un tel droit.

En d'autres termes, le parrain du bill, l'honorable député de Maisonneuve, qui, par sa position, ou plutôt par son opposition, ne peut voir celles qui ornent la galerie des dames, tranche la difficulté en voulant que, comme une pluie de roses, elles descendent vers lui, sur le parquet de la Chambre. Est-ce bien courtois? Pourquoi l'honorable député ne monte-t-il pas jusqu'à elles? Mais surtout, M. l'Orateur, est-ce bien sage?

Je me rappelle avoir lu quelque part qu'un des Incas du Pérou ayant donné un jour un banquet à des convives, dont les idées ne lui plaisaient pas, ces

derniers, vers la fin du repas, constatèrent que le plafond de la salle du banquet était formé de tentures et de draperies qui, tout à coup, laissèrent échapper des feuilles de roses. Les convives adressèrent des éloges à leur hôte, sur cette nouvelle manière de les recevoir et de leur faire plaisir, pendant que les feuilles de roses continuaient à tomber et jonchaient bientôt le parquet de la salle du banquet. Quelques heures plus tard, cette pluie de roses n'avait pas cessé, mais les convives avaient cessé de vivre.

Ne croyez-vous pas, M. l'Orateur, que nous aurions à redouter, nous aussi, cette pluie de roses, si nous en posions le principe?

M. l'Orateur, si le droit de siéger en cette Chambre était donné aux femmes, je suis d'opinion que le bon travail que les membres de la Chambre s'efforcent de faire, au meilleur de leur capacité, de leurs aptitudes et de leur énergie, en souffrirait.

Sans doute, au point de vue esthétique, nous y gagnerions, mais, au point de vue pratique, j'en doute.

Pour et dans l'intérêt de la province, ministériels et oppositionnistes, en chevaliers courageux, frappent d'estoc et de taille, et les champions d'idées et de programmes ont à donner, comme à recevoir, des coups. Le député doit avoir des connaissances générales sur un grand nombre de questions, connaissances que les femmes, en général, ne possèdent pas. Je ne vois pas bien la femme dans ces luttes oratoires, où le talent et l'intelligence ne sont pas les seuls facteurs, mais où il faut apporter en plus des connaissances spéciales, acquises non pas dans les livres, mais plutôt par l'expérience et au contact des choses et des gens, et des notions théoriques, dont l'application constatée et étudiée permet de se former des opinions que l'on peut défendre à bon escient.

On me dira sans doute que beaucoup de femmes ont une culture intellectuelle très élevée, et l'on prétendra avec raison qu'elles s'intéressent à la chose publique et qu'ayant étudié nos problèmes économiques, elles sont à même de les discuter sagement et en connaissance de cause.

Peut-être, mais je soutiens que celles qui forment ce groupe sont l'infime minorité. Ce groupe se restreint à celles qui sont favorisées par la fortune ou qui jouissent d'aptitudes et de goûts, que l'on rencontre assez rarement ou qui ne savent trop quoi faire et qui s'appliquent à dépenser leurs énergies en faisant du tapage.

Mais, je le répète, elles sont l'exception. Allons-nous créer une loi pour s'appliquer à toute une clause dans laquelle l'exception seule pourra raisonnablement en prendre le bénéfice?

J'ai tout le respect possible pour la femme qui peut discuter éducation, agriculture, colonisation, mines et pêcheries, terres et forêts. J'admيرerais certainement celle qui, sans en avoir l'air, pourrait jongler avec les chiffres du budget de l'honorable trésorier de la province. Mais pourtant, M. l'Orateur, si j'ai du respect pour l'une et de l'admiration pour l'autre, il y a, dans cette province, un autre groupe de femmes que j'aime au-dessus de toutes, qui me semble être la très grande majorité. Et ce groupe prétend que l'étude des grandes questions économiques et la création des lois appartiennent à l'homme, les membres de ce groupe de femmes n'aspirant qu'à être ministres de l'éducation et de l'instruction des enfants que la Providence leur a confiés et l'honorable trésorier du seul budget hebdomadaire de leur époux.

(Applaudissements)

Et je soumets respectueusement qu'elles ont raison.

On veut prétendre que l'homme et la femme, dans l'ordre social, doivent être sur un pied d'égalité et jouer le même rôle, et pourtant, dans la nature, ces deux êtres jouent un rôle absolument différent.

Si le but physique et naturel de la femme est différent de celui de l'homme, pourquoi, sous prétexte de la flatter en lui accordant de vaines prérogatives, la détourner de la vie de famille et de ses devoirs d'épouse et de mère?

Car, remarquons-le bien, M. l'Orateur, pour moi, c'est là le principal écueil où nous conduirait le bill que nous discutons, s'il était adopté.

Dois-je dire que j'ai été profondément surpris en constatant que l'honorable député de Maisonneuve en était le parrain, après l'avoir entendu, il y a quelque temps, réclamer de nouveaux avantages pour les grandes familles? Si le problème de la famille nombreuse l'intéresse si grandement comme c'est le cas pour tous les députés de cette Chambre, ne craint-il pas que le bill accordant aux femmes le droit de vote et en plus le droit de siéger en cette Chambre ne puisse servir d'excuse à d'autres demandes, de la part de la femme voulant de plus en plus abandonner son caractère féminin, et partant l'abandon dans un avenir plus ou moins rapproché de la volonté d'accomplir des devoirs pénibles peut-être, mais glorieux tout de même, puisqu'ils ont été la conséquence de la grandeur des peuples et du bonheur des nations?

D'ailleurs, les intéressées, en tant que masse et majorité, réclament-elles si ardemment ces droits que le bill suggère? Je crois que non. Il serait donc ridicule d'adopter une loi en faveur du grand nombre, loi dont seule la majorité profiterait. Ce ne

sont pas les intéressées qui réclament ce droit avec le plus d'insistance. Le droit de vote ne saurait que détourner ces dernières de leur devoir. Et je suis persuadé qu'un référendum, dans la province, donnerait une immense majorité contre le bill. Il serait battu, j'en suis sûr. Nos femmes ne s'opposent pas à ce que l'homme seul s'occupe de politique.

Mais, M. l'Orateur, pour le bénéfice de l'argument, admettons un instant que nous votions ce bill. Nous sommes ici des représentants de toutes les classes de la société. Si nous donnions aux femmes le droit de siéger en cette Chambre, en vertu de quelle raison pourrions-nous prétendre que les femmes ne devraient pas représenter, elles aussi, les différentes classes de la société? C'est dire que nous devrions avoir des femmes députés, avocats, médecins, pêcheurs, cultivateurs, industriels, etc.

Pense-t-on me faire croire que nos braves femmes d'ouvriers, de cultivateurs et de pêcheurs voudraient même discuter cette question? Et j'irai plus loin, M. l'Orateur. Si l'on veut juger la chose d'une façon très brève, que chacun d'entre nous se demande si ce ne serait pas renverser un ordre reconnu, en pensant qu'il pourrait être, soit à son bureau, soit à son atelier, à son commerce ou sur sa terre, pendant que madame trouverait que le trésorier de la province trompe le peuple, en prétendant avoir des surplus, pour l'année courante, après avoir oublié de mettre au passif de ses estimés annuels la dette entière et consolidée de la province!

(Rires et applaudissements)

À ceux qui m'objecteraient que le refus de sanctionner le principe du bill est l'équivalent de vouloir garder la femme dans un état inférieur à l'homme, je répondrai que si la femme aime et estime suffisamment pour confier à son mari le soin de pourvoir aux besoins de la vie, si, par le mariage, elle abdique, en sa faveur et de gaieté de cœur, sa liberté en lui promettant une obéissance raisonnable, et qui l'honore, si elle veut bien, par ce contrat, assumer le rôle délicat, plein de responsabilités et de dévouement d'élever ses enfants, pourquoi serait-elle rebelle à l'idée qu'il pourra, à leur avantage commun, diriger seul, par son opinion et son vote, les destinées politiques de la province où ils vivent?

Osera-t-on prétendre que c'est là de la servilité? Je maintiens que non et je dis que c'est plutôt une coopération plus grande, plus intime, plus efficace de deux êtres dont l'un, comblé par la nature des dons précieux qui se nomment grâce, beauté, dévouement, tendresse, subordonné à l'autre qui représente la force, la capacité de travail, les droits et la responsabilité de résoudre des problèmes, dont

l'étude et la connaissance cadrent mal avec la vie d'intérieur et familiale que la femme, en raison de ses devoirs, doit vivre.

Mais, M. l'Orateur, ne croyez-vous pas que la venue des femmes sur le parquet de la Chambre ne compromettrait pas sérieusement l'ordre et la discipline qui y règnent d'habitude?

Une règle parlementaire dit que lorsqu'un député se lève sur une question, il a le droit à la parole. Si les femmes doivent siéger ici, et que deux se lèveraient ensemble sur une question, l'une étant jeune et jolie... et l'autre... très intelligente... et s'obstinaient à vouloir obtenir priorité... nous serions dans une position terrible pour voter, M. l'Orateur. Et, si vous deviez la nommer et qu'elle ne voudrait pas se soumettre, je frémis, M. l'Orateur, en songeant au combat qui se livrerait dans l'âme pacifique du sergent d'armes qui, épée au côté, devrait sortir de force le député récalcitrant. A-t-on vraiment le droit de créer des situations comme celles-là, où la courtoisie et une galanterie innée devraient nécessairement céder le pas aux devoirs et aux règles parlementaires? Je ne le crois pas.

M. l'Orateur, je ne veux pas retenir l'attention de la Chambre plus longtemps, et en me basant sur l'expression d'opinion, déjà donnée en cette Chambre, j'anticipe qu'elle sera la même aujourd'hui. Pourtant, je ne veux pas que l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) et ses protégées soient sous une fausse impression quant aux sentiments de la députation, et c'est pourquoi je lui dis:

Si les femmes étaient moins aimables et moins bonnes, si elles devenaient moins dévouées pour leur foyer, si l'homme, les soirs sombres de la vie, pouvait trouver un meilleur confident que la femme, pour lui dire ses peines et ses troubles et alléger le fardeau de ses inquiétudes, en le lui faisant partager, si la science humaine pouvait espérer trouver un jour un substitut pour prendre la place des femmes au foyer, et de la mère près du berceau de l'enfant qui vagit; le jour où nous, les pères de famille, pourrions froidement entrer dans nos demeures sans demander aux enfants où est leur mère et sans réaliser le vide poignant que leur absence nous cause; quand la femme ne sera plus pour nous, après Dieu, et concurremment avec ses enfants, le but ultime de nos gais sacrifices, de nos ambitions et de notre labeur assidu et opiniâtre; lorsqu'elle sera devenue un associé non nécessaire; quand elle aura perdu les charmes de distinction et de grâce féminine qui la caractérisent, nous serons mûrs pour lui donner, par une loi, le droit de vote et les obligations et les responsabilités qu'il comporte.

Mais, M. l'Orateur, tant que la femme voudra bien être ce qu'elle est, la mère chrétienne et dévouée de nos enfants, la lumière chaude qui éclaire nos foyers et l'être exquis et féminin devant qui nous nous effaçons... au risque d'être taxés d'égoïsme, nous essaierons de la garder telle qu'elle est, en lui refusant ce droit de vote et de représentation, qui serait pour elle ce que la flamme est aux ailes du papillon qui y touche. Et, pour moi, je propose bien, sur cette question, de mourir dans l'impénitence finale, et je voterai pour le renvoi à six mois.

(Applaudissements)

M. Fortier (Beauce) félicite et appuie l'opinion émise par les députés de Bonaventure et de Québec-Comté, se basant sur la tradition, sur la nécessité de préserver le foyer et la famille. Il est opposé au droit de vote pour les femmes.

M. Tremblay (Maisonneuve) propose de nouveau que le bill 176 modifiant la loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes et à leur éligibilité soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bédard (Québec-Comté) propose par voie d'amendement, appuyé par le représentant de Saint-Sauveur (M. Cantin), que la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en y ajoutant les mots "dans six mois".

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise. Les noms sont appelés et inscrits comme suit:

Pour: MM. Authier, Baillargeon, Bastien, Bédard, Bernard, Blain, Bouchard, Cantin, Casgrain, Charbonneau, Côté, Daniel, Dansereau, Delisle, Dufour, Duplessis, Fortier, Frigon, Gagnon (Kamouraska), Galipeault, Lamoureux, Laperrière, Leduc, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Lortie, Moreau (Lac-Saint-Jean), Moreault (Rimouski), Nicol, Perrault, Pilon, Plante, Rochette, Roy, Saurette, Sauvé, Savoie, Taschereau, Thériault, 39.

Contre: MM. Bercovitch, Cohen, Dillon, Gauthier, Lahaie, Lapierre, Mercier fils, Papineau, Power, Tremblay, Vautrin, 11.

L'amendement est ainsi adopté.

Et la motion principale, ainsi amendée, est adoptée.

Il est ordonné que le bill soit lu une deuxième fois dans six mois.

Droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 14 modifiant la loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Duplessis (Trois-Rivières) pose une question.

L'honorable M. Nicol (Compton): Cette loi a eu pour résultat de diminuer le nombre des vols d'automobiles en cette province. Le résultat n'a pas été celui que l'on désirait, attendu que les provinces sœurs et les États-Unis n'ont pas de loi semblable à la nôtre.

M. Duplessis (Trois-Rivières): Notre loi est draconienne, du moins dans son application. Il demande au ministre d'être large dans l'application de cette loi.

La motion est adoptée sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 21 modifiant la loi des privilèges des juges de paix et des magistrats;
- bill 24 modifiant la loi des établissements industriels;
- bill 26 modifiant la loi de la taxe sur les transferts de valeurs mobilières;

- bill 30 modifiant le Code civil relativement aux registres de l'état civil;

- bill 37 modifiant la loi relative au changement du chef-lieu du district judiciaire de Pontiac;

- bill 39 concernant le palais de justice du district de Québec;

- bill 42 modifiant l'article 598 du Code de procédure civile;

- bill 77 nommant un exécuteur du testament de feu Taylor Little et pourvoyant à la rémunération de cet exécuteur testamentaire.

Paroisse de Pont-Viau, règlement no 9

M. Plante (Montréal-Mercier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 138 validant le règlement no 9 de la municipalité de la paroisse de Pont-Viau.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Plante (Montréal-Mercier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente de billets par les compagnies de chemins de fer

M. Cohen (Montréal-Saint-Laurent) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 178 concernant la vente de billets par les compagnies de chemins de fer soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Horaire des séances

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le premier ministre veut faire siéger les membres demain après-midi et demain soir, alors qu'on ne siège pas ce soir.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): La Chambre ne siégera pas demain soir, si elle fait du bon travail demain après-midi.

La séance est levée.

NOTES

1. *L'Événement* du 24 février 1928, à la page 1, rapporte que la séance a eu lieu l'après-midi, ce qui nous amène à croire qu'elle débuta à 3 heures.

2. Président *pro tempore*.

3. Voir note de la séance du 22 février.

4. Dans *Le Soleil* du 24 février 1928, à la page 3, on rapporte que c'est M. T.-D. Bouchard qui est au fauteuil.

5. Dans *La Presse* du 24 février 1928, à la page 22, on parle de Chicoutimi, mais il semble que ce soit plutôt Kénogami.

6. *Le Canada* du 24 février 1928, à la page 1, souligne que Mme Idola Saint-Jean était présente dans les galeries. Idola Saint-Jean (1880-1945). Elle est une figure marquante de la lutte pour le droit de vote des femmes au Québec. Femme autonome économiquement, professeure de diction et de littérature, elle œuvre aussi en journalisme. En 1927, Idola Saint-Jean fondait l'Alliance canadienne pour le droit de vote des femmes. De 1922 à 1940, en plus de faire ses pèlerinages annuels au parlement provincial, en collaboration avec les militantes de la Ligue des droits de la femme présidée par Thérèse Casgrain, Idola se présente comme candidate aux élections fédérales de 1930 et obtient 3,000 voix dans le comté de Saint-Denis (Dorion). *L'Action catholique* du 24 février 1928, à la page 1, ajoute qu'un grand nombre de femmes étaient également présentes.

7. Bien que dans *Le Soleil* du 24 février 1928, à la page 10, on rapporte "comité des bills privés", il s'agit du comité des bills publics.

8. Dans *Le Devoir* du 24 février 1928, à la page 1, on dit que M. Laferté met devant la Chambre la proposition de M. Tremblay qui veut que le bill soit renvoyé au comité des bills privés.

9. M. Bédard fait allusion au célibat de M. Duplessis.

Séance du vendredi 24 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 heures.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!¹

Rapports de comités:

M. Lemieux (Gaspé): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill 145 constituant en corporation l'Exposition provinciale de Québec inc. (Provincial Exhibition of Quebec Inc.).

M. Daniel (Montcalm): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le deuxième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill 177 modifiant l'article 36 du Code municipal.

Et, avec des amendements, le bill 175 modifiant l'article 413 du Code municipal.

Commission des écoles catholiques de Montréal

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 72 modifiant la loi constituant en corporation la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Questions et réponses:**Chemins du comté de Montcalm**

M. Renaud (Laval): 1. Est-il vrai que le gouvernement se serait chargé du coût total de la construction de chemins dans certaines municipalités du comté de Montcalm, depuis 1919?

2. Dans l'affirmative: *a.* Dans quelles municipalités? *b.* Quelle longueur de chemins a été

ainsi construite dans chaque cas? *c.* Quel en a été le coût dans chaque cas?

3. Dans la négative, quelles municipalités du comté de Montcalm ont amélioré leurs chemins depuis 1919?

4. Quelle a été: *a.* La part de la municipalité? *b.* Du gouvernement dans chaque cas?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): 1.

Non.

2. Répondu au no 1.

3. et 4.

<i>Municipalités</i>	<i>Emprunts à 2 %</i>	<i>Subventions à 50 %</i>
Saint-Jacques-de-		
l'Achigan, paroisse.....	\$65,296.34	6,954.15
Saint-Esprit, paroisse....	71,563.03	5,739.49
Saint-Alexis, paroisse...	56,217.99	13,482.14
Sainte-Julienne, paroisse	27,260.30	1,818.98
Rawdon, village.....	18,555.89	855.07
Saint-Liguori, paroisse..	1,156.27	883.24
Saint-Patrice-de-		
Rawdon, paroisse.....	10,727.78	240.60
Conseil de comté.....		6,043.53
Sainte-Marie-Salomée,		
paroisse.....		5,862.61
Notre-Dame-de-la-Merci.....		50.00
Lussier, canton.....		300.00
Kilkenny, canton.....		456.75
Saint-Jacques, village.....		726.79

Loi des colporteurs

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 181 modifiant la loi des colporteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Code municipal, article 228

M. Bédard (Québec-Comté) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 modifiant l'article 228 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

Commission métropolitaine de Montréal

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 108 modifiant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de Montréal.

Adopté.

En comité²:

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'opposition a toujours été contre la création de la Commission et contre l'octroi de nouveaux pouvoirs à la Commission métropolitaine qu'elle est venue demander à Québec chaque année. Aussi, je crois que les recommandations qui ont été faites au comité auraient dû être respectées et auraient pu être plus écoutées. Le premier ministre ne manque pas une seule occasion de clamer qu'il veut garder aux municipalités leur autonomie. Dans le présent cas, il se dit: "Pendant que je vais faire appel à l'autonomie, on va accorder des pouvoirs à la Commission." Mais le gouvernement se sert de la Commission métropolitaine pour ses fins qui sont de saper l'autonomie des municipalités. Ce que le gouvernement n'ose pas faire lui-même, il le fait faire par la Commission métropolitaine.

Il (M. Sauvé) demande à la Chambre si on peut considérer que la commission est au-dessus de tout reproche et si elle n'a pas été confiée à des intérêts privés et corporatifs, plutôt que de profiter au bien commun de la population en général. Le gouvernement et la Commission métropolitaine veulent maintenant enlever le semblant de pouvoirs qui restent au conseil de ville de Montréal-Nord. Il insiste pour dire que cette municipalité est l'une des quatre municipalités de l'île de Montréal à avoir fait faillite. La ville de Montréal-Nord préférerait l'annexion plutôt que de se voir dépourvue de ses pouvoirs. Toute l'île de Montréal sera bientôt sous le contrôle de la Commission et ce contrôle sera exercé avec beaucoup de sévérité.

Cette Commission est l'œuvre du gouvernement. Est-ce que l'administration de cette commission est au-dessus de tout reproche comme on le prétend en certains milieux ministériels? Je dis non. N'a-t-elle pas parfois accompli des actes de favoritisme? N'a-t-elle pas protégé les intérêts privés aux dépens des intérêts publics? Certains reprochent à la Commission de souvent protéger des intérêts

privés, en particulier des compagnies immobilières, plutôt que l'intérêt public. Au point de vue administratif, elle a commis des actes de favoritisme. Le fait d'acheter pour \$10,000 une créance de \$25,000 n'est pas celui d'une corporation qui veut protéger l'intérêt public.

Cette Commission a eu des faiblesses pour certaines personnes. L'ancien député de Saint-Henri, M. Allan Bray, nous a montré ses faiblesses, l'an dernier. La Commission veut être maîtresse de la situation pour considérer les propositions de certains agents d'immeubles. Il ne faut pas mépriser l'intelligence des membres du conseil de Montréal-Nord qui ne sont pas responsables de la situation actuelle des dettes contractées par d'autres, spéculateurs, politiciens, certains gros messieurs, qui se cachent et autres. La Commission métropolitaine, pour atteindre son but, continue à saper l'autonomie des municipalités. Je trouve que le gouvernement fait trop de zèle en faveur de la Commission métropolitaine.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Je crois que tout le monde s'accorde sur le fait qu'en 1921 certaines municipalités autour de Montréal étaient dans une situation financière difficile. Un jour, sur les demandes qui lui étaient faites, la Législature se rallia à un projet qui lui était soumis dans le but d'améliorer cette situation des municipalités. La Commission métropolitaine a été créée avec un organisme que tous les députés de cette Chambre connaissent, et elle a pris le contrôle de certaines des municipalités en question. L'un des reproches adressés à la Commission et que formule volontiers le chef de l'opposition est celui de l'humiliation dans laquelle se trouvent les conseils des municipalités en tutelle.

La Commission métropolitaine est nécessaire. Le gouvernement a nommé cette Commission métropolitaine pour sauver de la banqueroute des municipalités de l'île de Montréal. N'oublions pas qu'un jour ou l'autre, à cause de son expansion, la ville de Montréal est destinée à englober toutes les municipalités de l'île et l'on ne pourra pas échapper à cette obligation qui s'en vient. Déjà, l'on parle de l'opportunité de l'annexion de plusieurs municipalités. N'est-il pas juste alors que la cité de Montréal surveille et contrôle le plus étroitement possible, par un organisme spécial, l'administration et les finances de ces municipalités annexées et qu'elles soient contrôlées par une administration qui pourra stabiliser leur position financière tout particulièrement?

Je ne m'attends pas, dit-il, à ce que tous les citoyens de Montréal adoptent la Commission métropolitaine sans récriminer. Montréal est la plus importante ville du Canada et il faut de toute nécessité créer à Montréal un plan d'ensemble. À ce point de vue, tous admettent qu'actuellement les conditions sont pitoyables dans la métropole et ne peuvent durer. Pour les améliorer, il faudra un plan d'ensemble qui ne sera rendu possible qu'au moyen d'une organisation centrale nommée par la Législature, qui aura juridiction sur toute l'île et qui répondra à tous les besoins des citoyens de l'île. Il faut lui créer un puissant corps administratif public qui prépare ce plan pour remédier à un état de choses qui existe actuellement, au point de vue circulation, dont la congestion nuit aux intérêts généraux des citoyens de Montréal. Il faut ouvrir de grandes artères pour remédier à la strangulation actuelle de la circulation qui doit disparaître.

Il est généralement admis aujourd'hui que le succès du développement de la métropole exige une planification uniforme des travaux publics qui comprendrait les égouts, le pavage des trottoirs et d'autres systèmes, et la Commission métropolitaine est l'instance toute désignée pour s'attaquer à cela. La situation de la circulation est en elle-même un exemple frappant des besoins actuels. Les strangulations en certains endroits ne peuvent que nuire non seulement aux grandes corporations, qui comptent plusieurs véhicules sur les routes, mais à la population en général. Il est donc nécessaire d'ouvrir les voies de circulation partout sur l'île de Montréal, et ici encore la Commission est la seule instance logique pour traiter cette situation, et ses services devront être requis.

Cette Commission, qui compte des représentants issus de toutes les municipalités intéressées, nous permet d'espérer en arriver à des résultats concrets. Quoi qu'on dise des autres municipalités, il faut garder à l'esprit que Montréal est concernée au premier chef et à tous égards, et qu'il n'est que justice qu'elle ait une voix forte dans le règlement de dossiers qui la touchent de près.

Dans certains quartiers, la Commission métropolitaine a soulevé la réprobation de certaines personnes. On a dit que, par la création de la Commission métropolitaine, on enlevait aux municipalités leur autonomie. Mais la plus directement intéressée n'est-elle pas Montréal qui, en somme, sera toujours appelée à payer les pots cassés des municipalités de l'île, s'il y en a? Puisque, sur la Commission, Montréal est majoritaire, ces reproches n'ont pas de portée. Mais, à la lumière des erreurs

passées, force est de reconnaître aujourd'hui qu'un organisme public doit être maintenu et détenir les pouvoirs nécessaires pour assurer l'avenir de Montréal et des municipalités environnantes. On ne comprend pas qu'il faille rétablir un état de choses, afin d'empêcher la répétition dans l'avenir de ce qui s'est passé il y a quelque temps. Je renverrai simplement le chef de l'opposition aux déclarations du député de Westmount (M. Smart), qui a dit que peu importe ce que fut le passé, l'avenir doit être garanti, ce dont nous convenons tous.

Il importe donc de donner les pouvoirs nécessaires à ceux qui auront le contrôle du développement. N'était-il pas juste pour la ville de Montréal de permettre à la Commission de s'enquérir de l'état des finances de telles municipalités? Il ne faut pas s'arrêter à une question de sentiment. Sur l'île de Montréal, il importe d'établir un état de choses convenable et nos honorables amis conviendront que le meilleur moyen d'arriver à ce but est encore la Commission métropolitaine. Il est donc juste que Montréal, au moyen d'un organisme spécial, contrôle le développement des autres municipalités et empêche celles-ci de nuire au progrès général de l'île. Mais, pour le moment, il faut empêcher les municipalités de l'île de trop s'endetter, car c'est Montréal qui les paiera en définitive. La Commission a été créée, à la demande des bons citoyens, afin de prévenir des désastres comme ceux qui ont été réparés. Il faut donc lui permettre d'accomplir sa rude tâche.

(Applaudissements à droite)

M. Blain (Montréal-Dorion): Je m'accorderai sur plusieurs points avec l'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils). J'admets avec lui que Montréal est la métropole du Canada, la plus grande ville et le plus important centre du dominion, mais elle tire peu de bénéfices de la Commission, contrainte de supporter la plupart des reproches qui lui sont adressés. On se rappelle comment la ville a protesté contre la violation de son autonomie. Lorsqu'un des ministres a fait des reproches à Montréal, les administrateurs de la métropole ont répondu que, s'ils n'étaient pas obligés de payer les obligations de la Commission métropolitaine et laisser une partie de ses taxes au gouvernement provincial, elle pourrait faire des travaux d'amélioration. Si la ville était laissée à elle-même et qu'elle n'était pas appelée à céder une part de ses taxes au gouvernement ou à défrayer les coûts de la Commission métropolitaine, elle serait plus en mesure de décider de son propre destin.

Je conviens également que la réglementation du trafic exige des réformes immédiates, afin de faire face à la situation. Mais je diffère d'opinion avec lui sur plus d'un autre point. Je crois que le vrai remède, la seule solution logique à la situation actuelle, au problème de l'île de Montréal, n'est pas la Commission métropolitaine mais l'annexion de toutes les petites municipalités de l'île à la cité de Montréal. Malheureusement, il n'y a pas d'accord sur ce point. Plusieurs municipalités n'en veulent pas. Les demandes à la Législature doivent donc être faites en ce sens, plutôt que de proposer l'augmentation des pouvoirs de la Commission. Nous nous sommes opposés à une augmentation de nouveaux pouvoirs en faveur de la Commission parce que nous voyons dans ces mesures un moyen détourné d'amener l'annexion des petites municipalités et de prendre un contrôle sur elles. Si l'on veut l'annexion, que l'on vienne donc franchement la demander.

En attendant, la Commission métropolitaine enlève aux petites municipalités leur autonomie. Lorsque l'annexion se fera, il sera possible alors de préparer ce plan d'ensemble de l'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils). S'il faut en venir là pour parvenir à bâtir un plan d'ensemble, qu'on fasse des demandes en ce sens à la Législature, mais qu'on n'accorde pas de nouveaux pouvoirs à la Commission. Je crains notamment, dit-il, que certaines petites municipalités, en prévision du développement général, soient forcées par la Commission à effectuer des travaux permanents qu'elles ne pourront payer et je suggère que, dans ces cas, la Commission métropolitaine soit appelée à payer la différence entre le coût des améliorations qu'elle pourra exiger et le coût des améliorations dont chaque municipalité aurait pu se contenter pour répondre à ses besoins actuels. Montréal assume le fardeau des municipalités que la Législature, par le biais d'une loi d'exception, a autorisées à s'endetter.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): J'avais l'honneur de faire partie de cette Législature lorsque la Commission métropolitaine a été créée. J'ai voté pour sa création, en 1921, et je suis convaincu que si le gouvernement n'avait pas fait cela, le crédit de la province et de Montréal en particulier, en définitive, de tout le dominion, en aurait souffert. Elle fut instituée pour sauver la réputation des municipalités de l'île de Montréal et même de la province. La Commission métropolitaine, quand elle contrôle l'état financier des municipalités dont elle régit les finances, exerce un contrôle nécessaire et travaille

dans l'intérêt de la ville de Montréal. La commission doit contrôler les finances des municipalités.

Elle est venue cette année à la barre du comité des bills privés. Aucun reproche ne lui a été adressé. En 1921, l'opposition elle-même n'a pas enregistré son vote et n'a jamais voté contre la création de la Commission métropolitaine, ni contre les demandes réitérées de ce corps qui contrôle 15 ou 16 municipalités à Montréal. Je crois qu'on ne me contredira pas sur ce point. J'appuie, dit-il, le bill, tout en favorisant l'annexion.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pour la quatrième fois, je vous donnerai un démenti. Nous avons discuté chaque clause du bill de la Commission métropolitaine et nous avons combattu les clauses que nous ne trouvions pas bonnes lorsque le projet nous a été présenté, en 1921. J'ai fait dans le temps une déclaration. L'opposition était peu nombreuse dans ce temps-là et ne pouvait pas toujours réclamer des votes. Nous nous sommes opposés en toute occasion aux projets de cette Commission. Depuis cette date, nous avons fait des objections quand il y a eu lieu d'en faire.

Le député de Saint-Jacques (M. Vautrin) devrait connaître qu'il n'a pas le droit de dire que nous n'avons jamais été opposés à la création de la Commission métropolitaine et à l'octroi des pouvoirs qu'elle possède. L'attitude du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) n'est pas sérieuse, puisque l'opposition a été très claire sur le sujet. Si l'honorable député est loyal, s'il ne veut pas seulement parler pour le simple plaisir de s'écouter parler, il ne dira plus que nous n'avons pas combattu cette Commission. Parce que nous avons approuvé certaines clauses, cela ne veut pas dire que nous ne nous sommes pas opposés.

Est-il nécessaire de toujours être debout pour protester? Il suffit de nous opposer aux projets quand on les discute. Nous sommes prêts à régler notre cas une fois pour toutes avec l'honorable député de Montréal-Saint-Jacques. Il devrait mieux user de son talent. Il devrait admettre que nous avons enregistré notre vote contre la Commission.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Que l'honorable chef de l'opposition soit loyal lui-même. Il reproche au chef de l'opposition de toujours laisser entendre que d'autres ont gagné son élection.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Depuis 1921, il s'est pris des votes et, en particulier, en 1924. En 1923, l'honorable député a été battu dans Montréal-

Saint-Jacques. Il est vrai que le député de Montréal-Saint-Jacques n'était pas en cette Chambre après 1923, pour des raisons mieux connues des électeurs de Saint-Jean, alors que l'opposition s'était prononcée clairement au sujet de la Commission. Vous n'y étiez pas, alors, et vous savez pourquoi? Peut-être l'absence du député de Saint-Jacques s'explique-t-elle parce que, de 1919 à 1923, vous aviez parlé sans y avoir droit, ce que vous continuez de faire aujourd'hui.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): En 1927, mon comté a anticipé les accusations du chef de l'opposition. J'ai été défait en 1923 par 400 voix et j'ai été réélu en 1927 par 711 voix.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas vous qui avez été élu.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): (Souriant) Mais qui alors?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Les autres.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Mais nommez-les.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): M. Rinfret... le gouvernement d'Ottawa et son patronage.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): L'honorable M. Rinfret, mon collègue d'Ottawa, est venu dans Saint-Jacques et j'en suis heureux. Nous sommes fiers de nos chefs fédéraux et ce n'est pas de notre faute si les chefs conservateurs fédéraux n'ont pas aidé l'honorable chef de l'opposition et n'étaient pas à ses côtés le printemps dernier.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ah non! Ah non!

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) rappelle les deux parlementaires à l'ordre. Il leur demande de revenir à la question. Cette dispute ne touche pas le bill de la Commission métropolitaine.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Et maintenant, M. le président, je continue. L'honorable chef de l'opposition essaie de cacher son attitude de 1921 sous des injures et des interruptions. J'affirme de nouveau que jamais, même en 1921 lors de la création de la Commission métropolitaine, l'opposition n'a voté contre le principe de la commission. Elle n'a même pas été dissidente. Qu'on

lise les procès-verbaux qui en font foi. Ils ne mentionnent aucun vote de l'opposition contre la création d'une Commission métropolitaine en 1921. On ne mentionne même pas que le bill ait été adopté sur division. L'opposition comptait alors cinq députés, ce qui est suffisant, par conséquent, pour demander un vote. L'opposition n'a pas demandé de vote. On a dit que la commission était la créature du gouvernement. Mais il y a des conservateurs importants dans cette Commission. Les chefs conservateurs ont approuvé la création de la Commission.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quels sont ces conservateurs? Nommez-les.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): M. Dalpé³ Viau de Lachine.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce le seul? Nommez-en d'autres.

Des voix ministérielles: M. Joseph Beaubien.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): J'avais ce nom à la mémoire. M. Joseph Beaubien, maire d'Outremont.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi avez-vous hésité à nommer M. Beaubien?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Pour ne pas vous faire de peine.

M. Blain (Montréal-Dorion): L'honorable député de Saint-Jacques sait-il quelle attitude M. Joseph Beaubien a tenue ces derniers temps et à combien de luttes il a participé, ces dernières années, pour le Parti conservateur? Quelles ont été les activités de ces hommes pour le parti oppositionniste?

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): Je sais que M. Joseph Beaubien est le frère de l'honorable sénateur Charles Beaubien, organisateur des forces conservatrices...

Une voix de l'opposition: Non, non, non.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): ...au fédéral. Quant à la Commission métropolitaine, elle a rendu de grands services à l'île de Montréal et le gouvernement a droit à la reconnaissance de tous les bons citoyens pour l'avoir créée.

(Applaudissements à droite)

Les articles 1 à 18, ainsi que le préambule, sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement⁴.

M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté sur division.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) pourra relire les procès-verbaux demain et il verra qu'il ne sera pas question que nous avons combattu la Commission métropolitaine, pas plus que notre opposition pouvait apparaître dans les procès-verbaux de 1921.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): L'honorable député de Montréal-Saint-Jacques entend faire son devoir ici autant que l'honorable chef de l'opposition.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): L'honorable député de Saint-Jacques a regardé les procès-verbaux de 1921. Il peut bien regarder ceux de demain.

M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques): En 1921, l'honorable chef de l'opposition est resté sur la clôture, et aujourd'hui, il voudrait bien nous faire croire qu'il a pris une attitude différente.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je prierais le député de Montréal-Saint-Jacques de mesurer ses paroles. Il n'y a pas de clôture ici.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours⁵.

Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de Québec

M. Samson (Québec-Centre) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 80 modifiant les lois concernant le Bureau des commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Samson (Québec-Centre) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

The Bell Telephone Pension Fund Corporation

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 constituant en corporation The Bell Telephone Pension Fund Corporation.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Code civil, article 44

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 51 modifiant l'article 44 du Code civil.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Vente et installation de paratonnerres

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 28 modifiant les Statuts refondus, 1925, relativement à la vente et à l'installation des paratonnerres.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

En comité⁶:

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose: 1. Que toute personne qui demande l'émission de la licence requise par l'article 3 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, pour la vente ou l'installation de paratonnerres, paie au ministre des Travaux publics et du Travail, au préalable, un droit de cinquante dollars par licence.

2. Que la personne à qui la licence aura été émise doive, sur réception d'un avis à cet effet du bureau des examinateurs électriciens, payer au ministre, en sus du droit mentionné dans la résolution précédente, un honoraire équivalant à quatre-vingts centins par cent dollars exigés par cette personne pour la vente ou l'installation des paratonnerres.

3. Que, si le porteur d'une licence emploie un ou des agents dans cette province, une licence supplémentaire doive être obtenue pour chaque agent, sur paiement d'un droit de trois dollars, payable au ministre des Travaux publics et du Travail, à condition que tel agent soit domicilié dans la province de Québec.

4. Que les traitements des employés ainsi que les dépenses pour la mise à exécution de la loi qui accompagne les présentes résolutions soient payés à même le fonds consolidé du revenu.

5. Que le produit des droits et des honoraires provenant de la loi qui accompagne les présentes résolutions soit remis par le ministre, avec un état détaillé, au trésorier de la province, pour faire partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen des résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 1. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent mille dollars

soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation et aide à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce qu'on construit dans Québec autant de chemins pour les colons que dans Ontario?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À part un ou deux grands chemins, l'Ontario ne construit pas de chemins pour ses colons.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose des questions.

M. Francoeur (Lotbinière): Il y a eu des développements importants et de nouvelles paroisses d'établies dans Lotbinière et la Gaspésie.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Où ça dans Lotbinière?

M. Francoeur (Lotbinière): À la suite de l'acquisition par le gouvernement de la seigneurie de Deschaillons et d'une partie de celle de Joly, un bon nombre de colons se sont établis dans ces territoires qui sont la continuation des vieilles paroisses du comté. Le gouvernement a fait un échange de terrains avec la compagnie King, il y a quelques années. Depuis cet échange, nous avons fondé deux paroisses: Villeroi, qui est composée uniquement de colons, et Sainte-Françoise-Romaine.

Ces deux paroisses sont érigées canoniquement. Des communications faciles sont données à la population. Trois autres missions sont fondées et seront avant longtemps des paroisses comme celles de Joly, de Val-Alain. Il y a là un centre de colonisation très intéressant, et j'ai demandé l'autre jour des octrois au ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault) pour aider à son développement.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose: 2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) intervient.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) répond.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
4. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Est-ce de la publicité par les orateurs d'élections ou de la publicité pour les cabaleurs qu'il s'agit ici?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non. L'honorable chef de l'opposition pourra se rendre compte des détails des dépenses à la page 325 des *Comptes publics*.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le ministre de la Colonisation peut-il renseigner la Chambre sur sa politique d'immigration?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Je rappelle, dit-il, ce que j'ai déjà dit à ce sujet. Il parle des prochaines campagnes en faveur du rapatriement. Nous faisons de la publicité dans les journaux et nous en obtenons de bons résultats.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Nous ne nous opposons pas à ce que le gouvernement fasse de l'annonce dans les journaux et à ce que tel ou tel journal reçoive un montant pour la littérature spéciale du gouvernement, mais nous nous opposons à ce que le gouvernement exige de ces journaux qu'ils soient de son opinion. Tous ceux qui font des sacrifices pour publier des journaux devraient être encouragés. Nous demandons un traitement égal pour tous les journaux et que les contrats soient accordés, sans aucune distinction de politique, et avec la seule condition que la publicité sera pour le progrès de la province. L'argent voté pour la publicité devrait être distribué à tous les journaux. Nous ne voulons pas que le gouvernement exerce un contrôle sur ces journaux par ce moyen.

De plus, le gouvernement ne devrait pas permettre et devrait cesser d'obliger les journaux qui reçoivent des octrois à chanter les louanges, en un ou deux bons mots du parti au pouvoir et de certains ministres, sous peine de s'exposer à perdre ses

contrats d'annonce. Si je parle ainsi, c'est pour démontrer que la critique que nous avons faite dans le passé était juste. Je connais le ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries (l'honorable M. Perrault), je connais son caractère et je sais qu'il ne voudrait pas pour tout l'or au monde être inscrit dans les *Comptes publics* sous des items comme ceci: Éloge de M. le ministre de la Colonisation, \$500⁷, éloge du ministre des Terres, \$3,000. Il aurait honte de voir cela, et pourtant, ce qui est dépensé à ce chapitre équivaut à cela. C'est cela que nous critiquons et c'est pour cela que nous protestons.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): (Souriant) \$600.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): (Souriant) Oh non, les journaux demanderaient \$3,000.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a qui reçoivent plus que \$500 ou peut-être qui ont les \$3,000 pour nous dire des bêtises.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il n'y en a pas beaucoup.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): Il y en a qui semblent payer pour cela.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. le président, je n'ai pas lu tous les articles se rapportant à la colonisation qui ont été publiés, mais ceux que j'ai vus et lus parlaient exclusivement de colonisation. Les articles étaient préparés par les rédacteurs des journaux et soumis, parfois, au ministère pour vérifier s'ils étaient exacts et conformes aux faits. Il n'y a personne qui fait les articles dans le ministère pour les envoyer aux journaux. Il se défend d'avoir fait quoi que ce soit de favoritisme avec cette publicité. Je ne crois pas qu'il y en ait eu aucun pour faire l'éloge du ministre. S'il y en a eu, ce dont je doute, c'est que le rédacteur de journaux s'est dit que le meilleur moyen d'encourager la colonisation, c'est de dire que nous avons un bon ministre.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Connaissez-vous ceux qui écrivent ces articles?

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Non, j'aime autant ne pas les connaître.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Ce n'est pas flatteur pour eux.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): C'est pour prévenir le cas où ils perdraient la bonne opinion qu'ils ont de moi.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) proteste contre les activités économiques de M. Edmond Robert⁸, agent de rapatriement de la colonisation à Montréal. Il ne voudrait pas être désagréable à un ancien collègue de la Législature, mais il croit que c'est son devoir de contester à M. Robert, agent de la colonisation⁹, le droit de prendre part à toutes les campagnes électorales de la province. C'est ce qu'il a fait dans le passé.

Il a fait des discours très acerbes et injustes. Aux dernières élections, ce M. Robert a pris part aux assemblées politiques et contradictoires. Il a passé une bonne partie de son temps à faire une lutte injuste et déloyale contre M. Barré et autres. La colonisation devrait être au-dessus de la politique. C'est un abus intolérable.

Si l'audace et la conduite de M. Robert ne peuvent être tolérées, le gouvernement ne peut être excusable de les avoir tolérées et ne peut les approuver. Il demande au ministre d'intervenir. Pour essayer d'échapper à ce reproche, le ministre prétextera ignorance de la conduite de son agent, mais il n'osera pas approuver M. Robert.

Au temps où le gouvernement devrait faire de si grands efforts et sacrifices pour la colonisation, pour l'immigration, pour le rapatriement, il est odieux et cynique que des agents préposés à cette œuvre passent leur temps à faire de la politique, et de la plus vilaine. Le gouvernement n'a pas le droit de dépenser ainsi l'argent de la province. Et c'est pour cela que nous avons raison de dire que l'argent voté pour la colonisation va au bénéfice des politiciens.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. Robert est à la tête du bureau d'immigration de Montréal. Je connais, dit-il, M. Robert pour un homme très assidu à son bureau et aussi pour un homme très actif en fait de colonisation et de rapatriement. Il a donné des conférences nombreuses dans la province et aux États-Unis. Il est donc invraisemblable qu'il prenne une part active à toutes les campagnes électorales.

M. Robert n'a pas droit de se mêler de politique. Il n'est pas à ma connaissance qu'il a pris part aux assemblées politiques.

D'ailleurs, s'il l'a fait, dit-il, je l'ignore. Si on en fournit la preuve, j'en avertirai, dit-il, M. Robert. Cet employé devrait consacrer tout son temps au service de la province.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Il a parlé au côté de l'honorable ministre de l'Agriculture, je crois.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): À quel endroit?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Dans Rouville, si je ne me trompe.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): M. Robert était chez lui, dans Rouville. S'il a réellement pris part à des assemblées, il n'aurait pas dû le faire.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêche, chasse et pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Nous avons l'intention de diviser la province en sept districts, à la tête desquels il y aura un officier spécial qui dirigera le travail d'un certain nombre de gardes-chasse et gardes-pêche. Il demandera aussi d'autoriser le gouvernement à créer, si nécessaire, des réserves de chasse et de pêche où, pendant certains temps, on ne pourra chasser ni pêcher. Cette mesure pourrait être nécessitée pour protéger le gibier et le poisson à certaines époques.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:
7. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement: (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de pêche et de chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Dans cette province, on comprend mieux maintenant l'importance de protéger la forêt. Une campagne éducationnelle accentuée depuis quatre ou cinq ans a donné d'excellents résultats. Il parle des opérations des stations météorologiques qui rendent de précieux services, spécialement au point de vue de la protection des forêts.

La résolution est adoptée.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 8 h 30

Ville de Racine

M. Delisle (Chicoutimi) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 99 constituant en corporation la ville de Shipshaw.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Ville de Lauzon

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 142 ratifiant certains règlements et résolutions de la ville de Lauzon.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Roy (Lévis) propose, selon l'ordre du jour, que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Loi de
l'art musical**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill 35 modifiant la loi de l'art musical soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

**Loi 16 George V,
chapitre 55**

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté sur division. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. David (Terrebonne) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

**Poteaux
des services publics**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que l'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill 19 concernant les poteaux des services publics sur certains chemins soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

Messages du Conseil législatif:

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 81 concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier;
- bill 96 validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque;
- bill 101 modifiant la charte de la cité de Verdun;
- bill 144 modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs.

Succession Charles-Séraphin Rodier

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 concernant les biens de la succession de feu l'honorable Charles-Séraphin Rodier. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Succession M.-J.-A.-A. Larocque

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 modifiant la charte de la cité de Verdun. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Écoles protestantes de Montréal et de ses environs

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 144 modifiant la loi concernant les écoles protestantes de la cité de Montréal et de ses environs. Lesdits amendements sont lus une première fois.

Subsides

L'honorable M. Nicol (Compton) propose, selon l'ordre du jour, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

En comité:

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

M. Sauvé (Deux-Montagnes) pose des questions.

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):

Cet après-midi, mon honorable ami de Trois-Rivières (M. Duplessis) me demandait le nombre des incendies en forêt. Les feux de forêt diminuent, l'inventaire de nos forêts se poursuit et tout va bien dans le ministère. Les statistiques montrent que, l'an dernier, la superficie de terre incendiée fut de 3,200 acres. En 1926, il y eut 799 incendies en forêt; en 1925, 607 feux; en 1924, 636; en 1923, 997. On constate donc une amélioration fort sensible en ces dernières années. La superficie incendiée ne donne pas une idée exacte de l'étendue des dommages, car les forêts ne sont pas également précieuses partout. Cependant, grâce au travail du service de protection des forêts, les incendies en forêt sont de beaucoup moins nombreux en ces dernières années.

Les officiers de mon département ont commencé depuis quelques années à faire l'inventaire de notre domaine forestier. Cet inventaire sera terminé dans quelques années, mais auparavant il faudra faire l'inventaire des terres non concédées. Des renseignements très précieux sont fournis grâce à la photographie aérienne qui rend de grands services en ce sens. Le gouvernement ne s'occupe pas des domaines privés. Dans les concessions forestières, c'est le concessionnaire qui fait l'inventaire sous le contrôle des officiers du gouvernement. Ces derniers examinent attentivement une certaine étendue et se basent sur les rapports obtenus pour juger approximativement de la valeur d'une plus grande étendue. Il est impossible d'obtenir des rapports absolument précis parce que nos officiers ne peuvent étudier chaque arbre en particulier. Parlant des dangers que court la forêt, il dit que non seulement les incendies, mais les insectes, les coups de vent et parfois la maturité causent de graves dommages aux massifs forestiers.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-

vingt-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service d'hydroplanes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

M. Blain (Montréal-Dorion): Quel est le nombre d'aviateurs à l'emploi du ministère?

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay): Le gouvernement n'engage aucun aviateur, mais donne ces contrats à des compagnies individuelles.

La résolution est adoptée.

L'honorable M. Nicol (Compton) propose:

3. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1929.

Adopté.

Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

Ajournement

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier fils), que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à mardi prochain.

Adopté.

La séance est levée à 10 heures.

NOTES

1. *La Patrie* du 25 février 1928, à la page 3, rapporte qu'un nombre restreint de députés assistent à la séance.

2. Selon *L'Événement* du 25 février 1928, à la page 17, M. T.-D. Bouchard est au fauteuil.

3. Dans *Le Progrès du Saguenay* du 25 février 1928, à la page 1, on dit Damien Viau.

4. *L'Événement* du 25 février 1928, à la page 17, rapporte que le bill est étudié clause par clause et que le chef de l'opposition, chaque fois que le président demande si une clause est adoptée, répond: "Sur division". Il réclame même le vote sur une des clauses, puis M. Vautrin et M. Sauvé poursuivent leur discussion.

5. Dans *Le Devoir* du 25 février 1928, à la page 1, on dit que le bill est finalement adopté sur division après un vote pris sur des clauses "pour montrer au député de Saint-Jacques quelle est l'attitude de l'opposition", dit M. Sauvé.

6. Selon *L'Événement* du 25 février 1928, à la page 31, M. T.-D. Bouchard est au fauteuil.

7. Dans *La Patrie* du 25 février 1928, à la page 31, on parle de \$500,000.

8. Joseph-Edmond Robert (1864-1949), élu député libéral dans Rouville à l'élection partielle du 26 octobre 1908. Réélu en 1912, puis sans opposition en 1916 et 1919. Son siège fut déclaré vacant à la suite de sa nomination, le 20 mai 1922, au poste d'agent de colonisation et d'immigration pour la province de Québec. Candidat libéral défait dans Rouville aux élections de 1935.

9. *La Patrie* du 25 février 1928, à la page 31, dit qu'il est payé \$3,000 par année par la province.

Séance du mardi 28 février 1928

Présidence de l'honorable H. Laferté

La séance est ouverte à 3 h 25.

Prière.

M. l'Orateur: À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Rapports de comités:

M. Roy (Lévis): J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité est d'opinion que la pétition de la ville de Berthier, demandant l'adoption d'une loi ratifiant un contrat intervenu entre elle et Log Supply Company Limited, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par les pétitionnaires est régulier et conforme à la pétition et aux avis qui en ont été donnés, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers.

En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité. Adopté.

**Code de procédure civile,
article 599**

M. Duplessis (Trois-Rivières) demande la permission de présenter le bill 182 modifiant l'article 599 du Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Consolidation et disposition
de certains revenus**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 169 concernant la consolidation et la disposition de certains revenus.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi des
véhicules automobiles**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 167 modifiant la loi des véhicules automobiles.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission
des services publics**

L'honorable M. Nicol (Compton) demande la permission de présenter le bill 168 modifiant la loi de la Commission des services publics.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dettes et emprunts
des municipalités**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 60 modifiant la loi concernant les dettes et les emprunts des corporations municipales.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des terres et forêts**

L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay) demande la permission de présenter le bill 166 modifiant la loi des terres et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Travaux
municipaux**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 61 modifiant la loi concernant certains travaux municipaux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Pouvoirs spéciaux
de certaines corporations**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) demande la permission de présenter le bill 67 modifiant la loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Loi
des asiles d'aliénés**

L'honorable M. David (Terrebonne) demande la permission de présenter le bill 70 modifiant la loi des asiles d'aliénés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Dépôt de documents:**Incendie
du Laurier Palace**

L'honorable M. Taschereau (Montmorency) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de la commission royale chargée de faire enquête sur l'incendie du Laurier Palace et sur certaines autres matières d'intérêt général. (Document de la session no 50)

1927	<i>a.</i> <i>Valleyfield</i>	<i>b.</i> <i>Hull</i>	<i>c.</i> <i>Sherbrooke</i>	<i>d.</i> <i>St-Jean</i>	<i>e.</i> <i>Joliette</i>	<i>f.</i> <i>Tr.-Rivières</i>
	Gallons	Gallons	Gallons	Gallons	Gallons	Gallons
Janvier.....	3,077.9	10,097.1	2,896.3	1,599.7	1,076.2	5,397.6
Février.....	3,408.8	10,263.0	3,082.9	1,882.2	1,144.5	3,134.0
Mars.....	2,445.8	10,629.1	2,655.7	1,687.1	961.9	3,078.1
Avril.....	4,028.6	11,398.4	3,165.0	1,942.5	1,055.9	4,624.6
Mai.....	3,932.6	9,792.0	2,974.3	2,111.2	929.0	3,761.8
Juin.....	4,268.4	7,907.0	3,151.0	1,639.7	1,151.3	4,463.4
Juillet.....	4,385.4	8,725.0	3,912.3	1,049.9	1,142.3	4,164.1
Août.....	5,273.5	8,508.1	4,981.3	1,502.8	1,172.9	5,142.5
Septembre.....	5,887.0	8,144.7	4,553.4	1,226.7	1,274.4	4,982.5
Octobre.....	6,863.8	9,559.4	3,978.9	1,317.5	1,433.2	5,848.9
Novembre.....	5,797.4	7,853.2	3,593.2	1,182.6	1,315.7	5,092.5
Décembre.....	6,723.4	13,282.5	8,005.1	2,761.2	3,405.9	11,448.3

La loi des liqueurs

M. Tremblay (Maisonnette): 1. Combien a coûté: *a.* En 1926-1927 la mise en vigueur de la loi des liqueurs? *b.* Du 1^{er} mai 1927 au 1^{er} janvier 1928?

2. Quel montant a été dépensé pour détectives et causes: *a.* En 1926-1927? *b.* Du 1^{er} mai 1927 au 1^{er} janvier 1928?

3. Quel montant a été payé aux avocats de la Commission des liqueurs: *a.* En 1926-1927? *b.* Du 1^{er} mai 1927 au 1^{er} janvier 1928?

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. *a.* \$477,562.60; *b.* \$342,792.64.

2. *a.* \$450,277.33; *b.* \$317,263.52.

3. *a.* \$27,285.27; *b.* \$25,529.12.

Oscar Laferrière

M. Lafleur (Montréal-Verdun): 1. Un nommé Oscar Laferrière est-il à l'emploi de la Commission des liqueurs de Québec?

2. Si oui, depuis quand?

Questions et réponses:**Vente de liqueurs**

M. Guertin (Hull): Quelle quantité de liqueurs a été vendue, chaque mois, en 1927, dans les magasins de la Commission des liqueurs, à: *a.* Valleyfield; *b.* Hull; *c.* Sherbrooke; *d.* Saint-Jean; *e.* Joliette; *f.* Trois-Rivières?

L'honorable M. Nicol (Compton):

L'honorable M. Nicol (Compton): 1. et 2. Non.

**Aide fédérale
à la construction des chemins**

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Dans quelle partie des *Comptes publics* se trouve le montant de \$305,571 reçu du gouvernement du dominion, en 1921, comme aide à la construction des chemins?

2. Même question pour le montant de \$481,962.24 reçu en 1922.

3. Même question pour le montant de \$1,930,647.41 reçu en 1923.

4. Même question pour le montant de \$1,389,748.55 reçu en 1924.

5. Même question pour le montant de \$640,490.61 reçu en 1925.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska): Les montants donnés sont ceux perçus du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année et ne correspondent

pas avec les *Comptes publics*, mais se trouvent compris sous la rubrique: Loi des bons chemins, 1912, dans les sommes inscrites aux pages suivantes:

- 1921-1922-C.P. Page 8.
- 1922-1923-C.P. Page 8.
- 1923-1924-C.P. Page 22.
- 1925-1925-C.P. Page 24.
- 1925-1926-C.P. Page 7.

Ancienne prison de Sainte-Scholastique

M. Sauvé (Deux-Montagnes): 1. Le gouvernement a-t-il fini d'étudier les titres de propriété relatifs à l'emplacement de l'ancienne prison du district de Terrebonne, à Sainte-Scholastique?

2. Si oui, à quelle conclusion en est-il venu, et quelle décision a-t-il prise?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Oui.

2. Que cette propriété appartient au gouvernement.

Inspecteurs pour le fonds de l'assistance publique

M. Gault (Montréal-Saint-Georges): 1. Combien y a-t-il d'inspecteurs, à Montréal, pour la perception du fonds de l'assistance publique?

2. Quel montant leur a été payé l'année finissant le 30 juin 1927?

L'honorable M. David (Terrebonne): 1. Impossible de répondre à la question telle que posée.

Droits du pauvre perçus dans Hull

M. Guertin (Hull): Quels ont été les droits du pauvre perçus dans le comté de Hull, en vertu des dispositions de la section VI, chapitre 189, du volume III des Statuts refondus, 1925, article 49, chaque année depuis la mise en vigueur de la loi de l'assistance publique?

L'honorable M. Nicol (Compton): Du 1^{er} septembre 1921 au 30 juin 1922: \$3,159.11;
1922-1923: \$2,055.28;
1923-1924: \$4,669.79;
1924-1925: \$3,055.62;
1925-1926: \$6,107.62;
1926-1927: \$6,115.79.

F. Bond, employé du gouvernement

M. Blain (Montréal-Dorion): 1. Un nommé F. Bond est-il à l'emploi du gouvernement à la prison de Bordeaux?

- 2. Si oui, depuis quand?
- 3. Quelles sont ses fonctions?
- 4. À quel salaire?

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): 1. Oui.

- 2. Le 9 décembre 1926.
- 3. Sergent.
- 4. \$1,050 par année.

Loi de la chasse

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, appuyé par le représentant de Compton (l'honorable M. Nicol), que la Chambre, à sa prochaine séance, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 64 modifiant la loi de la chasse.

Adopté.

Loi 16 George V, chapitre 55

L'honorable M. David (Terrebonne) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 29 modifiant la loi 16 George V, chapitre 55, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Accidents du travail

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 38 relatif aux accidents du travail soit maintenant lu une deuxième fois.

J'ai l'honneur de soumettre à cette Chambre le projet de loi relatif à la réparation en matière d'accidents de travail. La loi adoptée en 1926 touchant les accidents du travail, qui était le fruit d'honnêtes efforts et qui contenait quelques bonnes mesures, était une loi généreuse, peut-être moins que celle-ci, mais elle posait trop de points d'interrogation. Elle contenait une proportion trop grande d'inconnues et des mesures qui auraient causé beaucoup de tort, surtout à l'égard des taux d'assurance.

Si elle avait été mise en vigueur, elle eût jeté le désarroi dans l'industrie, chez les ouvriers, et elle aurait porté préjudice à la province de Québec. Comme cette législation pouvait mettre en péril des industries et nuire au travail comme au capital, nous n'y sommes pas allés par quatre chemins. Le gouvernement ne voulait pas permettre aux ouvriers ce qu'il ne pouvait leur donner. Il n'est pas habitué à tromper le public. Le gouvernement libéral aime l'ouvrier, et l'ouvrier a confiance en lui et méprise les démagogues.

L'ouvrier sait lire et sait reconnaître ses vrais et ses faux amis. Le Parti libéral a du courage et nous savons que l'ouvrier aime le courage. L'ouvrier de la province de Québec a vu dans le retrait de la loi de 1926 un argument en faveur du gouvernement. Nous nous étions trompés et nous avons reconnu loyalement notre erreur en 1926. La loi n'était pas tout à fait satisfaisante. Le report de la loi de 1926 a été effectué à cause du problème des assurances qui existait à l'époque et avec l'approbation de l'opposition. Reconnaissant que nous avons été de bonne foi en essayant de l'aider, l'ouvrier a été avec nous aux dernières élections et a prouvé qu'il estime le gouvernement libéral. L'ouvrier a pleine confiance au gouvernement. Non seulement l'allégeance de l'ouvrier à la cause libérale n'a pas diminué, mais elle a plutôt augmenté.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Quelle a été la principale objection qui a été faite?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Les ouvriers s'étaient déclarés satisfaits de notre loi, les patrons la considéraient avec désinvolture, mais les assureurs prétendirent que la loi les obligeait à imposer des taux trop élevés. L'industrie était menacée et aurait eu à en souffrir.

L'honorable M. David (Terrebonne): Très bien, très bien.

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Actuellement, nous sommes donc sous le régime de la loi de 1909 qui a été passée - ce sera toujours à son honneur - lorsque le premier ministre de cette province était ministre des Travaux publics et du Travail. Les ouvriers de la province l'apprécient. Cette loi a créé toute une révolution dans le monde ouvrier. Le gouvernement de Québec a été le premier sur le continent américain, incluant les États-Unis, à adopter une législation ouvrière. Elle était la pionnière dans le domaine de la législation en

matière d'accidents de travail, et elle a fait luire un rayon de soleil dans plus d'un foyer.

Cette loi de 1909 qui nous régit actuellement prend en considération tous les ouvriers qui ont un salaire maximum de \$1,500¹ par année. L'ouvrier qui a un salaire inférieur à \$1,000 n'a recours qu'en vertu du droit commun. Celui qui a plus de \$1,000 et moins de \$1,500 n'a droit qu'au quart de son salaire annuel. Celui qui gagne plus que \$1,500 n'a pas beaucoup de chance devant les tribunaux. Les frais d'ailleurs sont élevés, l'ouvrier fait souvent une réclamation exagérée, qui est ensuite réduite par les tribunaux. En vertu de cette loi, on oblige l'ouvrier à payer des frais judiciaires qui prennent une partie de l'indemnité. Dans la nouvelle loi, nous les faisons disparaître.

Jusqu'ici, la loi de 1909 obligeait l'ouvrier seul à payer les frais de médecin et d'hospitalisation, ce qui enlevait une somme assez considérable à l'indemnité de l'ouvrier. Mais, en vertu de cette loi, les frais de médecin et d'hospitalisation prennent une autre indemnité, et cette indemnité elle-même est payée au complet d'un seul coup.

Nous avons l'honneur de soumettre une nouvelle loi qui est, elle aussi, le fruit d'efforts soutenus et honnêtes. Cette nouvelle législation n'a pas été une question facile à trancher et a demandé beaucoup d'étude. On admettra qu'une loi d'accidents du travail est difficile à faire et qu'aucune n'est plus difficile à formuler, lorsque l'on veut faire une loi juste et équitable pour tous. Il faut prendre tellement d'intérêts en considération. Cependant, il a bonne confiance qu'elle répondra aux besoins de notre temps et que la commission, pour laquelle les résolutions ont été présentées, fera tout en son pouvoir pour alléger le sort des ouvriers de la province de Québec.

Nous ne recherchons pas la faveur populaire. Nous ne voulons pas faire de capital politique. Ce ne doit pas être considéré comme une loi de pension. C'est tout simplement une loi destinée à assurer une indemnité juste. La loi doit assurer une indemnité équitable et donner justice à l'ouvrier sans trop affecter et sans être injuste pour l'industrie, spécialement la moyenne et la petite industrie. La petite industrie surtout souffrirait d'une législation qui la pressurerait, et cela serait au détriment de la province. Si l'on impose des fardeaux trop lourds à l'industrie, l'ouvrier lui-même et la province en souffriront.

Car, si une telle législation était défavorable aux industries, les ouvriers seraient les premiers à en souffrir. Trop souvent encore, l'on croit que le blessé

aura une indemnité assez forte pour lui assurer un salaire égal à celui qu'il gagnait avant l'accident, car on oublie que tout employé vient, tôt ou tard, à être affecté par l'âge ou les infirmités, comme l'homme de toute autre classe de la société.

Il (l'honorable M. Galipeault) souligne également les clauses qui permettent à l'employé et à l'employeur de discuter les indemnités de travail. De plus, la nouvelle loi s'appliquera à tous les employés au lieu de se limiter, comme maintenant, à ceux qui ne gagnent que \$1,500 ou moins annuellement. La loi a été élargie pour inclure tous les travailleurs, tandis que présentement ceux qui gagnent plus de \$1,500 par année doivent avoir recours au droit commun lorsqu'ils sont blessés. La loi des accidents du travail ne doit pas non plus avoir pour but d'encourager la paresse ni de détruire l'esprit d'initiative chez l'accidenté, mais surtout de promouvoir l'initiative. Elle doit être une protection pour l'ouvrier et la famille. Il faut aussi que le contact continue entre le patron et l'ouvrier.

Nous proposons, en résumé, une loi qui prendra le salaire en considération jusqu'à concurrence de \$130 par mois, ce qui est une augmentation de \$500. Tous les frais médicaux, les frais d'hospitalisation, les frais de médecin et les frais de transport seront à la charge du patron, de sorte que l'ouvrier pourra retirer sa pleine indemnité. Malgré le fait que les coûts d'hospitalisation sont payés, lorsqu'il y aura plusieurs hôpitaux, l'ouvrier aura le droit de désigner un hôpital de son choix où il voudra être hospitalisé et exiger que son médecin et son infirmière parlent sa langue. De plus, le patron devra payer les appareils d'orthopédie. Autrefois, on accordait \$50 de frais funéraires; la nouvelle loi en accordera \$125.

D'après la loi de 1926, l'ouvrier pouvait retirer soit la rente, soit le montant total de l'indemnité qui lui était accordée en cas d'accident et à sa veuve en cas de mort. On s'est rendu compte que cette façon d'agir n'aurait pas dû être suivie. D'après la nouvelle loi, on adoptera le système de rentes, qui semble beaucoup plus convenable. Selon l'ancienne loi de 1909, la somme totale d'indemnité en cas de mort n'était que de \$3,000. L'indemnité pour l'incapacité totale permanente était de 50 % du salaire et ne pouvait dépasser \$3,000. Il n'y avait aucune assurance obligatoire.

Selon la nouvelle loi, l'ouvrier recevra les deux tiers de son salaire dans un cas d'incapacité totale et permanente. Dans le cas d'incapacité partielle et permanente, l'ouvrier aura droit à une rente égale aux deux tiers du salaire annuel, payable

pendant une période déterminée, à raison de quatre semaines pour chaque 1 % d'incapacité, cité dans le tableau des incapacités inclus dans le bill. C'est là ce qu'on donne en Californie, dans les États de New York et du Dakota. Les accidents les plus nombreux amènent l'incapacité partielle. En vertu de la loi que nous proposons, le maximum de l'indemnité sera de \$10,000². Dans l'Ontario, en cas de mort, le maximum n'est que de \$3,600.

Il parle pendant un certain temps de l'augmentation proportionnelle de l'indemnité, soulignant la différence entre la moitié et les deux tiers du salaire pour l'incapacité totale permanente, selon l'ancien et le nouveau système. Ce que nous avons voulu, c'est apporter tout de suite à l'ouvrier et à sa famille l'indemnité à laquelle ils ont droit, éviter des ennuis à l'ouvrier, lui remonter le moral et lui permettre de se tirer sans peine du premier désarroi. Voilà pourquoi nous avons cru qu'il valait mieux payer à un ouvrier les deux tiers de son salaire au lieu de lui offrir une faible rente. Nous croyons que c'est dans l'intérêt public.

Je ne veux pas critiquer les lois des autres provinces, mais je dis que la loi que nous proposons est plus avantageuse pour l'ouvrier que celle d'Ontario, et mon opinion est que nous proposons en ce moment à la Chambre la meilleure loi en matière d'accidents de travail qui existe et que je connaisse. En Ontario, un ouvrier qui perd 40 % de sa capacité de travail reçoit en moyenne \$6.66³ par semaine durant toute sa vie, en vertu de la loi de cette province. Ce n'est pas suffisant. Dans Québec, d'après notre loi, il recevra, en moyenne, \$14 pendant 168 semaines⁴ tout en ayant encore 60 % de capacité. Quand il se relèvera de son incapacité partielle, quand il sera guéri, il sera heureux de reprendre son poste parmi les hommes actifs, heureux d'avoir été secouru de façon aussi juste. Pour la perte d'un pied, un ouvrier, qui gagne \$21, reçoit une rente de \$4 par semaine dans Ontario et de \$14 par semaine⁵ pendant 182 semaines dans Québec.

Je pourrais multiplier les exemples à l'infini, et je crois avoir raison de dire que notre loi est meilleure que celle d'Ontario. Notre système est supérieur à celui qui existe là-bas. Il lit le bill. Pour ce qui est de l'incapacité temporaire, l'ouvrier recevra les deux tiers de son salaire pendant huit semaines.

En cas de mort, par la loi de 1926, nous accordions 20 % à la veuve; par notre nouvelle loi, nous donnons 30 % du salaire. Chaque enfant aura 10 %, du moment que le total n'atteindra pas plus de 60 %.

Nous établissons aussi l'assurance obligatoire afin de donner à l'ouvrier toute la protection possible, et nous rendons l'employeur responsable de l'indemnité. Nous forçons le patron à s'assurer. Nous lui permettons d'être son propre assureur, mais à condition qu'il nous donne des garanties suffisantes. Toutes les précautions sont prises pour assurer la protection de l'ouvrier.

Nous avons décidé, en outre, de nommer et d'établir une commission pour administrer la loi, dont les salaires seront payés par le gouvernement. Pourquoi cette commission? Partout on en a créé parce qu'on a reconnu que, si un ouvrier n'a pas un droit absolu dans les accidents du travail et n'a pas un droit certain à l'indemnité qu'on lui accorde, il y a une obligation morale de la nation à secourir l'ouvrier qui est victime d'un accident, et on doit faire disparaître le caractère litigieux des réclamations. Nous voulons assurer une justice rapide à l'ouvrier.

En vertu de la nouvelle loi, tous les règlements et tous les ajustements seront soumis à la commission. Il ne sera pas question de tribunaux et d'avocats, et la loi dans son interprétation sera la plus généreuse qu'on puisse trouver dans toutes les provinces canadiennes. Il n'y aura pas de délai ni d'appel. On nous a représenté qu'il faudrait donner appel pour les questions de droit. C'est un point qui est susceptible d'être discuté, mais nous avons voulu donner plus de protection à l'ouvrier en faisant disparaître les délais.

Il (l'honorable M. Galipeault) continue alors à faire une comparaison des avantages pour le travailleur selon diverses catégories de réclamations, selon la loi actuelle et selon la nouvelle loi. Sous l'ancien système, les coûts des réclamations étaient souvent considérables et la progression des cas devant les tribunaux était lente et comportait beaucoup d'appels à affronter. Les décisions de la commission seront finales, comme nous l'avons déjà expliqué, samedi, en étudiant le bill de la commission.

Nous voulons donner à l'ouvrier toute la justice possible. L'indemnité sera entièrement payée, sans frais juridiques à payer, je le répète. Je suggérerais que le secrétaire de la commission soit un avocat éminent, un avocat d'expérience ou un juge qui puisse donner à l'ouvrier ses services gratuitement, s'il en a besoin. Les avocats, dans cette loi, ont pratiqué ce qu'on appelle au Japon le *hara-kiri*. La plus noble des professions n'a pas hésité devant ce sacrifice. Il déplore que les avocats soient privés de bien des causes par la nouvelle commission. Les ouvriers apprécieront et pourront

voir ce que fait pour eux un gouvernement composé de nombreux avocats. L'avocat perdra une bonne source de revenus, mais nous avons fait passer l'intérêt général avant l'intérêt particulier. Il admet qu'il y a eu des abus commis par des avocats. Quant aux médecins, leurs frais, je l'ai dit, seront payés par les patrons.

À propos d'assurance, nous avons étudié la question sous toutes ses faces. Nous croirions rendre un mauvais service à la province en adoptant le système d'assurance collective administré par l'État. Nous croirions ne pas faire notre devoir de législateur en reculant devant des responsabilités⁶. Nous n'avons pas voulu créer l'assurance d'État. L'État ne doit se substituer à l'entreprise privée que lorsque ces entreprises privées ne peuvent faire face à la situation, et encore faut-il qu'il se sente capable de faire mieux qu'elles. La vente de l'assurance par une compagnie n'est pas un marchandage d'effets. Partout où nous avons trouvé l'assurance d'État, nous avons découvert des germes de stérilité, des germes de faillite. L'assurance collective est pleine de preuves de déficits. Ceux qui l'ont adoptée s'en sont rendu compte. L'assurance est obligée de prévenir, jusqu'à un certain point, les accidents et de tâcher de relever les accidentés.

L'assurance d'État n'a pas été adoptée au Québec parce que cette tâche dépasse les compétences du gouvernement. Nous ne pouvions pas obliger la province à se charger de cette dangereuse entreprise. Les frais d'administration des assurances d'État sont considérables, excessivement élevés. Ontario a payé, l'an dernier, \$1,500,000 pour l'administration de sa commission. L'État ne peut avoir d'hommes aussi compétents que les compagnies d'assurances. Le système, du reste, n'est plus populaire. En Ontario, la commission qui administre la loi des accidents du travail par le biais du système d'assurance d'État en vogue dans cette province a plus de 150 employés. Ses frais d'administration étaient au début de 2 %; ils sont maintenant de 5 %. Le système de l'assurance d'État de l'Ontario ne donne pas les résultats auxquels on serait en droit de s'attendre.

La même chose s'est produite aux États-Unis où ces monopoles n'ont plus été adoptés depuis 1915. Depuis cette date, les patrons assurent à même le fonds de l'État ou dans des compagnies privées. Les États qui avaient adopté le monopole l'abandonnent et votent contre le principe d'étatisation. Un grand nombre d'États ont la commission de travail. Il y a sept États qui ont l'assurance d'État; dans neuf autres, l'État fait

concurrence aux compagnies et, dans 26 États, ce sont les compagnies qui assurent les ouvriers. Depuis 1915, un seul État a adopté le système de l'assurance collective. L'ouvrier n'est pas intéressé dans l'assurance du moment qu'il a son indemnité. Mais le patron y est intéressé et il préfère l'assurance par une compagnie.

Dans l'État de New York, où les deux systèmes existent, 90 % des patrons assurent leurs ouvriers dans des compagnies, malgré le rabais de 27 % que l'assurance d'État accorde. Partout où les deux systèmes existent, la grande majorité des patrons choisissent celui de l'assurance privée en dépit des escomptes accordés par le gouvernement. Les employeurs préfèrent avoir eux-mêmes leurs propres assurances ou faire affaire avec des compagnies.

J'ai peut-être parlé trop longuement, mais voilà les grandes lignes du projet. Nous n'avons pas voulu, je le répète, faire du capital politique ni du capital ouvrier. Nous avons voulu donner à notre province une loi humaine, humanitaire et équitable⁷. On ne doit pas se laisser prendre aux préjugés. Je sais bien que, dans certains quartiers, on cherchera à faire du capital politique, du capital ouvrier. Voilà pourquoi je dis aux ouvriers, que je connais pour avoir été leur représentant pendant de si nombreuses années: "Ne vous laissez pas tromper par de faux chefs ouvriers, des ouvriers en dentelle! Défiez-vous de ces bons hommes qui vous feront plus de tort que de bien." Le peuple sait lire entre les lignes et distinguer entre un démagogue et un homme qui cherche son intérêt.

Notre loi n'est peut-être pas parfaite, mais nous croyons qu'elle rend justice à l'ouvrier. Elle constitue un progrès considérable sur l'ancienne et donne à l'ouvrier une grande part de la justice à laquelle il a droit. Je dis que nous avons là une belle pièce de législation. Je sais une classe de gens qui voudraient bien en profiter. Il est des petits employés qui, après 10 ans de travail, se trouveront dans la même situation que des accidentés, et pourtant ne retireront rien. Espérons que grâce aux revenus et à la prospérité de la province, on pourra assister, dans un avenir assez rapproché, les petits employés qui ne pourront pas profiter de cette loi ouvrière.

(Applaudissements)

M. Tremblay (Maisonneuve): J'ai été surpris d'entendre le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault) faire un discours aussi peu sérieux sur une loi aussi sérieuse et importante.

Une voix ministérielle: Oh! oh! oh!⁸!

M. Tremblay (Maisonneuve): Je poursuivrai, dit-il, mes remarques quand les ministériels auront fini leur manifestation. Je veux être sérieux.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Vous commencez bien mal.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska):
Commencez par être sérieux vous-même.

M. Tremblay (Maisonneuve): J'ai bien pesé mes paroles. Je ne veux pas dire que l'honorable ministre n'a pas été sérieux. Il nous a bien expliqué la loi, article par article.

Le gouvernement prétend avoir été le premier à donner justice aux ouvriers. C'est vrai, mais, s'il a fait un jour une bonne action, cela veut-il dire que tout ce qu'il fera dans la suite sera aussi parfait? En 1926, le gouvernement a reconnu que sa loi de 1909 devait être amendée. Cependant, quand il est venu pour appliquer cette loi, il s'est rendu compte à la dernière minute qu'il ne pouvait pas mettre sa loi en pratique parce qu'elle saperait les bases de l'industrie, à cause des taux trop élevés demandés par les compagnies d'assurances. La loi a été retirée.

C'est justement ici qu'il faut que le gouvernement se montre sérieux. Le ministre des Travaux publics et du Travail a avoué que le gouvernement a commis une erreur. Très bien! Quand on a commis une erreur une première fois, on ne doit pas la répéter dans la suite une seconde fois. Il n'aurait pas dû répéter cette erreur volontairement, après que les unions ouvrières l'eurent mis sur ses gardes.

Nous avons l'expérience, la preuve qu'il est impossible de donner justice à l'ouvrier en créant une commission, si nous le laissons aux compagnies d'assurances privées, et il est impossible de mettre la loi en vigueur si on n'adopte pas en même temps un système d'assurance d'État. S'il laisse l'administration de cette assurance entre les mains des compagnies, elle ne pourra jamais se faire convenablement. Le gouvernement commet une autre erreur. Il présente sa loi des accidents avant de présenter celle qui a pour but de créer une commission. Pourquoi n'a-t-on pas présenté d'abord une loi créant une commission et définissant ses pouvoirs? Il aurait alors été possible d'étudier les questions d'indemnités par la suite.

Discuter la loi des accidents de travail avec la loi des compensations, c'est mettre la charrue devant

les bœufs. Il reproche au gouvernement d'avoir introduit sa loi en Chambre à la dernière minute. De toute façon, si cette année le gouvernement est sincère, il va amender sa loi en incluant dans le bill une clause ajoutant à la loi l'assurance collective. Il cite la loi des accidents du travail qui est en vigueur en Ontario. Il croit qu'il y a place pour une étude plus approfondie de la législation actuelle. En 1909, le gouvernement a rendu un grand service aux travailleurs, mais les suggestions de la loi ne connaîtront pas un grand succès à moins que le système d'assurance collective ne soit adopté. Il croit que les taux d'assurance seraient trop élevés.

Les ouvriers ne sont pas satisfaits: les délégations ont attendu le gouvernement et les unions nationales et internationales étaient d'accord pour réclamer l'assurance collective. Les ouvriers s'étaient soumis, on leur avait promis justice et ils avaient confiance. Qu'arrive-t-il? On leur annonce soudain que la loi ne sera pas mise en vigueur. C'est que l'on venait de s'apercevoir que, si la loi était appliquée, les taux étaient tellement élevés que l'industrie serait ruinée. Qu'est-ce qu'on fait cette année?

Les ouvriers veulent avoir justice, mais ils ne l'auront pas si le gouvernement ne change pas sa manière d'agir. Tous les ouvriers sont déçus. L'assurance d'État est absolument nécessaire. Pourquoi le gouvernement ne veut-il pas faire disparaître les compagnies d'assurances? Qu'est-ce qui empêche le gouvernement d'enlever les ouvriers aux compagnies d'assurances, de donner justice et d'adopter l'assurance d'État? Est-ce parce qu'il y aurait des ministres intéressés dans les compagnies d'assurances?

L'honorable M. Galipeault (Bellechasse): Je soulève un point d'ordre, M. l'Orateur. L'honorable député de Maisonneuve n'a pas le droit de faire pareille affirmation, de parler comme il le fait et d'insinuer des choses semblables contre les ministres. Il veut que l'Orateur le force à se rétracter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Pourquoi un point d'ordre? L'honorable député a le droit de parler. Le député de Maisonneuve pose une simple question, pas plus. Qu'on le laisse parler. C'est un fait qu'il y a des ministres intéressés.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): L'honorable député de Maisonneuve ne doit pas avoir le droit de dire que le gouvernement refuse une assurance d'État parce que des ministres sont

intéressés dans des compagnies d'assurances. C'est là prétendre que les ministres sont indignes de leur mandat.

M. Tremblay (Maisonneuve): Le premier ministre a tout simplement voulu dire qu'il y avait des ministres intéressés dans les compagnies d'assurances.

M. l'Orateur: D'après l'article 240 des règlements de la Chambre, un député ne peut imputer de motifs indignes à un de ses collègues. Je crois que l'honorable député de Maisonneuve est allé un peu trop loin et que le point d'ordre est bien soulevé. Je le prie, dit-il, de retirer ses paroles.

M. Tremblay (Maisonneuve): À cause de votre décision, M. l'Orateur, je suis prêt à retirer mes paroles parce que je n'ai pas l'habitude et je n'ai jamais frappé un homme en bas de la ceinture. Mais ce n'est pas ma faute s'il y en a qui se placent la ceinture trop bas.

(Rires)

Nous allons étudier la loi dans ses détails et j'aurai l'occasion de revenir sur ce sujet.

M. Guertin (Hull) approuve et corrobore en tous points les remarques du député de Maisonneuve. Il reproche au gouvernement d'amener de façon aussi abrupte la lecture de la loi des accidents de travail. Il dit qu'il n'a pas le temps d'étudier le projet de loi. Il demande que la lecture de cette loi ne soit pas faite maintenant, mais seulement la semaine prochaine.

L'honorable M. Taschereau (Montmorency): M. l'Orateur, l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) a si bien expliqué le projet que je ne veux pas y revenir. Le député de Maisonneuve (M. Tremblay) se prétend le représentant de la classe ouvrière. Ce droit de parler pour les ouvriers n'est pas un privilège qui lui appartient en propre. Il n'est pourtant pas lui-même ouvrier et il n'est pas le seul en cette Chambre, parmi la députation, à prendre les intérêts de l'ouvrier, à discuter les questions ouvrières et à parler des ouvriers pour nous dire ce qu'ils veulent.

D'autres avant lui se sont occupés de la classe ouvrière et continuent de s'en occuper. Je tiens à dire que l'honorable député de Maisonneuve n'a pas plus le droit que d'autres représentants de divisions ouvrières dans cette Chambre, dont les députés de Québec-Centre et de Saint-Sauveur, de se représenter comme le champion des ouvriers.

Il endosse un trop lourd fardeau en tentant de faire interpréter ses remarques par la Chambre comme étant la voix des travailleurs. Le député de Maisonneuve nous reproche d'avoir trompé les ouvriers, bien qu'à la veille des élections nous ayons retiré notre loi de 1926, quand nous nous sommes aperçus qu'elle ne nous donnerait pas ce que nous en attendions. Les ouvriers nous ont répondu par leurs votes du mois de mai dernier. Était-ce le fait de tromper les ouvriers? En ce qui concerne le projet, je tiens à offrir les félicitations de cette Chambre à l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail.

(Applaudissements)

Je suis d'opinion que tous les députés de ce côté-ci de la Chambre s'uniront à moi pour offrir leurs félicitations au ministre des Travaux publics qui a donné depuis deux ans à cette question de la loi des accidents de travail le meilleur de lui-même. Lorsque cette loi sera introduite dans les Statuts, ce sera la meilleure loi dans le dominion.

(Applaudissements)

L'honorable député de Maisonneuve s'indigne parce que nous n'avons pas voulu ajouter à la loi l'assurance d'État. Est-il bien vrai que des ouvriers sont en faveur de cette assurance? Il est certain que, quand cette loi sera en vigueur, elle s'avérera la meilleure de son genre. La province de Québec fut la première à adopter une loi des accidents de travail en 1909 et on n'avait pas l'assurance collective. Mais je puis dire que les ouvriers n'ont jamais perdu une piastre avec les compagnies d'assurances privées approuvées par le gouvernement, parce qu'elles étaient devenues insolvables.

L'opposition ne peut trouver aucune erreur dans la rédaction de ce bill. Il ne s'accorde pas avec le député de Maisonneuve. Que veulent les ouvriers en cas d'accident? Tout ce que l'ouvrier veut, c'est une protection appropriée, sans frais et sans intermédiaire, et il lui importe peu de savoir qui paie ses réclamations du moment qu'on voit à lui payer des indemnités équitables pour les accidents survenus sur les lieux de travail. L'ouvrier ne veut pas tant l'assurance collective qu'une indemnité, lorsqu'il est victime d'un accident, une indemnité facile à obtenir, raisonnable pour lui et sa famille, sans frais de tribunaux et autres. C'est ce que nous donnons.

Nous supprimons les intermédiaires. Nous donnons des indemnités raisonnables. L'honorable député de Maisonneuve n'est pas satisfait. Il ne le sera jamais. Il nous reproche de ne pas créer d'assurance d'État. Mais qu'est-ce que ça fait à l'ouvrier que ce soit le gouvernement ou les

compagnies d'assurances, que ça provienne d'un fonds collectif ou directement de son employeur, qui leur paient leur indemnité, pourvu qu'il l'ait?

Du reste, nous avons fait étudier la question par deux de nos meilleurs avocats; nous les avons chargés d'aller faire des enquêtes et de comparer les lois des États-Unis, de l'Ontario et des provinces voisines. Ils nous ont dit, lorsqu'ils sont revenus, de ne pas adopter l'assurance collective: "Ne touchez pas l'assurance collective, laissez cela aux compagnies d'entreprises privées." Ils nous en ont souligné le danger. L'assurance privée encourage par des taux de faveur les patrons quand ils se conforment aux suggestions des assureurs. Lorsqu'ils sont assurés dans des compagnies, ils ont à cœur de protéger la vie de l'ouvrier.

Il n'en est pas de même avec l'assurance collective qui comporte un taux uniforme. Lorsque les patrons sont unis par une assurance collective, ils se désintéressent du sort de l'ouvrier et ne tiennent aucun compte du travail préventif. L'assurance collective ne sera distribuée que parmi les industries, tandis qu'avec le système actuel, on pourra recourir au système ordinaire.

Si l'honorable député de Maisonneuve avait trouvé l'indemnité insuffisante, il l'aurait critiquée. Nous croyons que l'ouvrier sera très bien protégé par des compagnies d'assurances. D'ici là, quand cette législation sortira de la Chambre, l'ouvrier trouvera que nous avons la meilleure loi de la Confédération. Ce sera la meilleure loi des accidents du travail de tout le continent nord-américain. Si nous croyons que l'assurance collective est favorable et plus avantageuse à l'ouvrier, nous n'hésiterons pas un seul instant à l'adopter.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Je n'ai qu'un mot à ajouter. L'honorable premier ministre dit que l'honorable député de Maisonneuve (M. Tremblay) n'a pas le droit et n'a pas mission de parler au nom des ouvriers...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):
Pas plus que les autres.

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Le député de Maisonneuve n'a pas dit qu'il prétendait être plus qu'un autre le représentant des ouvriers. Il veut prendre leur défense comme les autres. Il a tout simplement démontré qu'il s'intéressait aux ouvriers et qu'il a fait des études spéciales sur la question. Il a fréquenté les ouvriers et il connaît leurs besoins. Il est bon que des hommes ayant fait des études

spéciales sur leur condition se fassent les champions de la classe ouvrière et en fassent une spécialité.

L'honorable premier ministre a ensuite entonné un chant de victoire au nom du Parti libéral. Il a dit que la loi que le gouvernement veut adopter aux ouvriers est supérieure à toutes les autres et la meilleure au monde. Le premier ministre et le ministre des Travaux publics chantent le même refrain, mais ils oublient de dire qu'il y a deux ans, ils ont voté contre la motion de l'opposition demandant une commission des accidents de travail. Il y a deux ans, le premier ministre, comme le ministre des Travaux publics d'ailleurs, a voté contre le principe de la commission.

Si quelqu'un devait se lever en cette Chambre, c'est l'opposition qui, il y a deux ans, réclamait ce que le gouvernement refusait, mais offre aujourd'hui. Où étaient-ils, il y a deux ans, les champions de cette commission que l'on trouve si bonne aujourd'hui? Et je ne me fierai pas à ma mémoire⁹. Seul le député de Saint-Hyacinthe (M. Bouchard) était avec nous pour cette commission. Il a fait voir les bienfaits d'une commission comme celle qui existe dans l'Ontario. Voyons les procès-verbaux. L'opposition réclamait une commission en 1926. Votaient contre: le ministre des Travaux publics et du Travail (l'honorable M. Galipeault), le premier ministre...

L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

Bien, maintenant que vous l'avez, la commission demandée, vous pouvez voter en faveur de notre projet de loi. Alors, vous allez voter pour notre loi?

M. Sauvé (Deux-Montagnes): Certainement que je vais voter pour la création d'une commission. Ce n'est pas parce que c'est le gouvernement qui la propose maintenant que je voterai contre. C'est une mesure qui a été réclamée depuis longtemps par l'opposition. Je ne ferai pas comme le gouvernement qui était contre en 1926, parce que l'opposition était favorable au projet. Le premier ministre dit que l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail (M. Galipeault) a donné à la préparation de la loi le meilleur de lui-même. La Chambre sait trop ce que s'est passé depuis trois ans pour entendre cela sans sourire.

Nous ne sommes pas ici pour nous opposer à la grande partie des articles contenus dans la loi, puisque cette loi comprend une grande partie des revendications que nous avons faites depuis trois ans. Le gouvernement ne devrait pas se vanter d'avoir du courage, quand il s'est présenté devant le peuple

avant de faire connaître sa loi. C'est bien beau pour le gouvernement de se présenter devant la Chambre en vantant la prouesse qu'il a accomplie en présentant la loi, mais, si cette même loi est si bonne, il est étrange que le gouvernement ne l'ait pas mise en vigueur avant les élections générales.

Quant au reste, nous allons étudier la loi en comité et nous aurons l'occasion de poser des questions au premier ministre. J'espère que l'honorable ministre des Travaux publics et du Travail voudra bien nous fournir tous les renseignements dont nous avons besoin.

M. Bouchard (Saint-Hyacinthe): M. l'Orateur, j'ai l'honneur, appuyé par le représentant de L'Islet (M. Thériault), de proposer l'ajournement du débat.

Cette dernière motion est adoptée. Le débat est de nouveau ajourné.

**Loi
des mines**

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose, selon l'ordre du jour, que le bill 53 modifiant la loi des mines de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité. Il donne quelques explications.

La motion est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

L'honorable M. Perrault (Arthabaska) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Code municipal,
article 36**

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 177 modifiant l'article 36 du Code municipal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté sur division.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Indemnités des conseillers législatifs

M. Tremblay (Maisonneuve) propose, appuyé par le représentant de Hull (M. Guertin), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif le priant de bien vouloir communiquer à l'Assemblée législative un état indiquant:

1. le nombre de conseillers législatifs qui ont reçu pleine indemnité en 1927;

2. le nombre de conseillers législatifs qui n'ont reçu qu'une indemnité partielle;

3. le nom des divisions alors vacantes pour lesquelles aucune indemnité de conseillers législatifs n'a été payée en 1927.

Adopté.

Succession Charles-Séraphin Rodier

M. Marchand (Jacques-Cartier) propose, selon l'ordre du jour, que les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 81 soient maintenant lus une deuxième fois. Les amendements sont lus une deuxième fois sur division et adoptés sur division.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Succession M.-J.-A.-A. Larocque

La Chambre procède à la deuxième lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 96 validant un bail concernant la substitution de feu Marie-Joseph-Armand-Auguste Larocque. Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés.

Il est ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Dépôt de documents:

Avoine distribuée aux colons

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 14 février 1928, pour copie d'un état indiquant: 1. Quelle quantité d'avoine le ministre de la Colonisation a fait distribuer gratuitement aux colons de notre province: *a.* En 1926; *b.* En 1927. 2. Quelles variétés. 3. Dans quels comtés et à qui. (Document de la session no 51)

Imperial Oil Company

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre la réponse à un ordre, en date du 16 février 1928, pour copie de tous documents, contrats, correspondance, etc., entre le gouvernement et toute personne, au sujet d'un contrat accordé à l'Imperial Oil Company pour l'entretien et la réfection de chemins dans la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache en 1927. (Document de la session no 52)

Rapport de l'archiviste

L'honorable M. David (Terrebonne) dépose sur le bureau de la Chambre le rapport de l'archiviste de la province de Québec, pour l'année 1926-1927. (Document de la session no 27)

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.

Reprise de la séance à 7 h 30

Charte de Montréal

M. Poulin (Montréal-Laurier) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 200 modifiant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

Exposition provinciale de Québec inc.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en

comité plénier pour étudier le bill 145 constituant en corporation l'Exposition provinciale de Québec inc. (Provincial Exhibition of Quebec Inc.).

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, en fait rapport sans amendement.

M. Rochette (Charlevoix-Saguenay) propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Log Supply Company Ltd. et
World Match Corporation Ltd.**

M. Bastien (Berthier) propose, appuyé par le représentant de Maskinongé (M. Gagnon), que l'article 516 du Règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill 150 ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et Log Supply Company Limited et World Match Corporation Limited.

Adopté.

M. Bastien (Berthier) demande la permission de présenter le bill 150 ratifiant les contrats passés entre la ville de Berthier et Log Supply Company Limited et World Match Corporation Limited.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

La séance est levée.

NOTES

1. Chiffre tiré de *L'Événement* du 29 février 1928, à la page 15. Ceux du *Devoir* du 29 février 1928, à la page 2, et du *Soleil* du 29 février 1928, à la page 3: \$1,560.

2. Chiffre tiré de *L'Événement* du 29 février 1928, à la page 15, alors que celui de *La Presse* du 29 février 1928, à la page 3, et de *La Patrie* du 29 février 1928, à la page 11, est \$2,000 et celui de *L'Action catholique* du 29 février 1928, à la page 1, est \$2,550.

3. Chiffre du *Soleil* du 29 février 1928, à la page 3, alors que celui de *L'Événement* du 29 février 1928, à la page 15, est \$6.06.

4. Chiffre du *Soleil* du 29 février 1928, à la page 3, alors que celui du *Chronicle Telegraph* du 29 février 1928, à la page 3, est 68.

5. Dans *The Chronicle Telegraph* du 29 février 1928, à la page 3, on dit ceci: "Une perte semblable donnera une indemnité de \$14 par semaine pendant trois ans".

6. Dans *Le Devoir* du 29 février 1928, à la page 2, journal plutôt en faveur de l'opposition, on dit le contraire: Le gouvernement a reculé devant les responsabilités.

7. Bien que dans *La Presse* du 29 février 1928, à la page 21, on ajoute "et faire du capital politique", il semble plus évident que M. Galipeault a voulu dire ce qui est écrit dans *Le Devoir* du 29 février 1928, à la page 2.

8. Dans *Le Devoir* du 29 février 1928, à la page 2, on dit que les ministériels couvrent la voix de M. Tremblay par des exclamations prolongées.

9. M. Sauvé tient dans la main les procès-verbaux de 1926, selon *L'Événement* du 29 février 1928, à la page 15.

